Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 20 avril 2022

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 2 mars 2022, à 9 h

10.005 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 7 mars 2022, à 9 h

10.006 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 9 mars 2022, à 9 h

10.007 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 11 mars 2022, à 9 h

10.008 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 16 mars 2022, à 9 h

10.009 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 21 mars 2022, à 8 h 45

10.010 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 25 mars 2022, à 9 h

10.011 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 30 mars 2022, à 9 h

12 – Orientation

12.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.012 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1227482006

Accorder un contrat à Système d'information Bâtiment Devisubox inc, pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos - Dépense totale de 213 738,53 $, taxes incluses (contrat : 194 307,75 $ + contingences 19 430,78 $) - Appel d'offres public 22-18495 (2 soumissions)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1226628001

Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin - Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1228502002

Accorder un contrat à la firme Les Pneus Mobile Rive-Nord (9458-6997 Québec Inc.), pour le service de retrait des jantes des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 181 229,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public #22-19182 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.004 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1215895001

Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle - Dépense totale de 17 252 330,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.005 Contrat de construction

CE *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231019

Accorder un contrat à Construction N.R.C. inc., pour des travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 424 570, 23 $ (contrat : 333 106, 72 $ + contingences : 49 966, 01 $ + incidences : 41 497, 50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471410 - (4 soumissionnaires)

20.006 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1216263006

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10381 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.007 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231008

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 15 556 394,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 469513 - (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.008 Contrat de construction

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1229460002

Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15646 - (5 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.009 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231084

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 289 699,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 469512 - (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.010 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231007

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 16 642 470,42 $, taxes incluses - Appel d'offres public 460541 - (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.011 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231004

Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Dépense totale de 22 200 868,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 451310 - (8 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.012 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231005

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 265 244,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 469511 - (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.013 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231016

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 708 700,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.014 Contrat de construction

CE *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1228452001

Autoriser une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Soconex Entrepreneur Général inc. (CE21 1573) majorant ainsi le montant total du contrat de 421 952,60 $ à 470 270,84 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.015 Contrat de construction

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1228848012

Accorder un contrat à Construction N.R.C Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 15 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 316 124,84 $, taxes incluses (contrat : 263 437,37 $ + contingences : 52 687,47 $) - Appel d'offres public 475917 - (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.016 Contrat de construction

CE *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231027

Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation), entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles. Dépense totale de 470 794,45 $ (contrat: 387 005,85$, contingences: 38 700,59 $ et incidences: 45 088,01 $), taxes incluses - Appel d'offres public 461010 - (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.017 Contrat de construction

CE *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231021

Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour des travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 311 520,36 $ (contrat: 261 540,53 $ + contingences: 39 231,08 $ + incidences: 10 748,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469410 - (5 soumissionnaires)

20.018 Contrat de services professionnels

CM *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1228104001

Approuver une convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour un montant de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal pour l'année 2022

20.019 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231020

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept firmes suivantes : Groupe ABS inc.(contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements - Appel d'offres public 21-19002 (7 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats pour les contrats 1, 2, 3 et 7 - conformité constatée

20.020 Contrat de services professionnels

CG *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1229283001

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre ans - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-19074 - (8 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.021 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231025

Conclure trois ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec trois firmes FNX-INNOV inc., CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. et Les Services EXP. Inc. - Somme maximale estimée de 13 825 421,21 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19095 - (5 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.022 Contrat de services professionnels

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1210660001

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.023 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231009

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières - Montant estimé de 2 183 523,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.024 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231040

Accorder un contrat à la firme Les Services EXP Inc. pour des services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest de 8 366 040,90 $ taxes incluses, incluant une option pour une partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement. Autoriser une dépense totale de 7 457 522,82 $ taxes incluses (contrat 6 334 835,06 $ + contingences 950 225,26 $ + incidences 172 462,50 $). Appel d'offres public no 21-18359 deux (2) soumissionnaires.

Compétence d'agglomération : Voie de circulation artérielle - relatif à l'échangeur Turcot, l'échangeur Dorval, l'autoroute 25 et l'autoroute 40

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.025 Contrat de services professionnels

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1228804001

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal, pour la mise sur pied du « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » pour une somme maximale de 280 352,50 $, taxes incluses, dans le cadre de l'initiative Montréal inclusive au travail 2022-2024 - SP-SDIS-22-057 / Approuver un projet de convention

20.026 Entente

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1212968020

Approuver des conventions entre des partenaires en transport et la Ville de Montréal, relativement au partage des données recueillies dans le cadre de l'Enquête numérique MTL Trajet 2019

20.027 Entente

CM *Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales* - 1228489004

Autoriser la ratification de la convention d'aide financière de 950 000 $ avec le ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française de la Ville de Montréal; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 950 000 $ au Bureau des relations gouvernementales et municipales.

20.028 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition d'immeuble par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.029 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1215372009

Approuver la prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Société en commandite Free 2 play (CF Montréal), pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2021, des locaux au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage, d'une superficie locative totale de 1016 pi² (94,39 m²), moyennant un loyer total de 32 769,96 $, excluant les taxes

20.030 Subvention - Contribution financière

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1222988001

Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à l'Institut d'administration publique du Québec pour les Prix d'excellence 2022

20.031 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1228383002

Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal en 2022 et en 2023

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

Mention spéciale : Dossier déjà inscrit à la séance du 16 février 2022, 9 h, à l'article 20.014

Dossier déjà inscrit à la séance du 9 février 2022, 9 h, à l'article 20.034

20.032 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1228488001

Accorder un soutien financier de 100 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation des projets de son plan d'action 2021-2022 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/Ville 2021-2024 (EDCM) et approuver la convention à cet effet.

20.033 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition par la Ville ou un organisme lié. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30 – Administration et finances

30.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'évaluation de rendement insatisfaisant d'un fournisseur. En vertu du paragraphe 7.2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1222937002

Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires

30.004 Approbation des recommandations des comités et commissions

CM *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1229514025

Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport déposé par la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulés « Consultation publique sur le contrôle des circulaires » et ses recommandations

30.005 Budget - Autorisation de dépense

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1224736001

Autoriser une dépense totale de 17 500 $ pour l'attribution de trois bourses associées à l'édition 2022 des Prix d'excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de soutenir les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art

30.006 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques* - 1226183001

Augmenter le budget de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme

30.007 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1227999001

Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 de l'Agence de mobilité durable

30.008 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1228054003

Modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022

30.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'évaluation de rendement insatisfaisant d'un fournisseur. En vertu du paragraphe 7.2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications* - 1226744002

Édicter une ordonnance en vertu de l'article 93 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-003) afin de permettre l'accès gratuit à la Biosphère à tous les visiteurs pendant le Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022 / Prêter à titre gratuit certains locaux de la Biosphère à l'organisme l'Île du Savoir pour l'organisation du festival

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

40.002 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1228383007

Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042), rendant applicable ce règlement au secteur « boulevard Pie-IX »

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.003 Règlement - Adoption

CM *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1215092001

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058)

40.004 Règlement - Adoption

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1222937001

Adopter le Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

40.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.006 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1228383005

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.007 Règlement - Adoption

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1228199001

Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », et mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique

60 – Information

60.001 Dépôt

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1227999002

Déposer au comité exécutif le bilan des mandats confiés par la Ville de Montréal et la réalisation des objectifs 2021 de l'Agence de mobilité durable

60.002 Dépôt

CM *Commission de la fonction publique de Montréal* - 1229100001

Dépôt du rapport annuel 2021 de la Commission de la Fontion Publique de Montréal (CFPM)

60.003 Dépôt

CM *Commission de la fonction publique de Montréal* - 1229100002

Dépôt du rapport de la progression de carrière en contexte de diversité culturelle à la Ville de Montréal

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 31
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 31
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 15

CE : 10.002

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le mercredi 2 mars 2022 à 9 h via téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE22 0294

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 2 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0295

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675013

Levée de la séance 9 h 01

70.001

Les résolutions CE22 0294 et CE22 0295 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le lundi 7 mars 2022 à 9 h via téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Domenico Zambito, Greffier adjoint
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE22 0296

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 7 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0297

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675014

Levée de la séance 9 h 02

70.001

Les résolutions CE22 0296 et CE22 0297 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif

Domenico Zambito
Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le mercredi 9 mars 2022 à 9 h
salle Peter-McGill, hôtel de ville et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Domenico Zambito, Greffier adjoint
M. Charles-Mathieu Brunelle, Directeur général adjoint - Qualité de vie
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE22 0298

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 9 mars 2022 en y retirant les points 20.034, 40.003 et 60.004 et en rajoutant le point 50.001.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0299

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 21 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.002

CE22 0300

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 24 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.003

CE22 0301

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 18 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.004

CE22 0302

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Dataglobe Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour le contrat de service de remplacement des pièces pour les systèmes d'alimentation sans coupure (ASC) dans cinq bâtiments de la Ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 186 660,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19049;

2- d'autoriser une dépense de 18 666,08 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1217157018

CE22 0303

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de trois ans par laquelle St-Laurent suspensions d'automobile du Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville de Montréal, sur demande, des réparations et des entretiens de suspensions, de directions et d'alignements de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) - Secteur Ouest, pour une somme maximale de 749 940,49 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19070

2- d'autoriser une dépense de 74 994,04 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de St-Laurent suspensions d'automobile du Canada inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du SMRA, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1229446003

CE22 0304

Il est

RÉSOLU :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 48 mois par laquelle CPU Design inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services pour desservir les besoins de modernisation des infrastructures du Service de l'eau (lot 2), pour une somme maximale de 271 203,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18977;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 48 mois par laquelle Bell Canada, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services pour desservir les besoins de modernisation des infrastructures du Service de l'eau (lot 1), pour une somme maximale de 649 139,07 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18977;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Bell Canada;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1215006004

CE22 0305

Il est

RÉSOLU :

1- de conclure une entente-cadre avec la firme Séguin Morris inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 3, pour la fourniture sur demande de services d'électriciens, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une durée de deux ans, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour la somme maximale de 286 255,33 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19079;

2- d'autoriser une dépense de 28 625,53 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3- de procéder à l'évaluation du rendement de la firme Séguin Morris inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

de recommander au conseil d'agglomération:

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes Séguin Morris inc. et Poulin électrique inc, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une durée de deux ans, avec deux options de prolongations de 12 mois chacune, pour la fourniture sur demande de services d'électriciens, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19079;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Séguin Morris inc.	LOT #1	590 172,54 $
Poulin électrique inc	LOT #2	1 008 152,33 $

2- d'autoriser une dépense de 159 832,48 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3- de procéder à l'évaluation du rendement des firmes Séguin Morris inc. et Poulin électrique inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1217157015

CE22 0306

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'approuver le projet d'avenant numéro 1 à l'appel d'offres public 21-18567 dont le contrat a été accordé à la Nautic et Art inc. le 30 septembre 2021, et ce, afin de permettre le paiement progressif des 12 embarcations de sauvetage nautiques et équipements pour les besoins opérationnels du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).

Adopté à l'unanimité.

20.005 1215382020

CE22 0307

Il est

RÉSOLU :

1- de conclure une entente-cadre de services avec la firme Innov-VAC inc. pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux de fourniture d'équipement de pompage et de nettoyage de puits d'accès, à la suite de l'appel d'offres public 1749 au montant de 116 814,60 $, taxes incluses;

2- d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et Innov-VAC inc. à cet effet;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1220649002

CE22 0308

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal:

1- d'accorder à 9032-2454 Québec inc., faisant aussi affaire sous Techniparc, un contrat de fourniture de services pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard d'une durée de trois saisons estivales (avril à octobre), pour une somme maximale de 429 689,18 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1211543006

CE22 0309

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'autoriser la cession des droits et obligations dans le contrat découlant de l'appel d'offres 20-18263 (CM 21 0081) de la firme Stelem Canada inc. à la firme Emco Corporation pour la fourniture des pièces de rechange pour bornes d'incendie;

2- d'approuver le projet de convention de cession à cette fin.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1229462002

CE22 0310

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'exercer une deuxième option de prolongation de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 6 795 982 $, taxes incluses, pour le tri, le traitement et la mise en marché des résidus de construction, rénovation, démolition et des encombrants valorisables de 33 territoires et sept écocentres de l'agglomération de Montréal, pour la période du 24 août 2022 au 23 août 2023, dans le cadre du contrat accordé à GFL Environmental inc., Services Matrec (CG18 0454);

2- d'autoriser une dépense de 271 839 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.009 1227075001

CE22 0311

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services en Oracle Forms, (Report) (lot 1) , pour une somme maximale de 1 384 299 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19026;

2- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services en Oracle Application Express (APEX) (lot 2), pour une somme maximale de 416 209,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19026;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.010 1227684001

CE22 0312

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de conclure deux ententes-cadres avec Tech-Mix, division de Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots, d'une durée de 36 mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des enrobés bitumineux à froid et tièdes pour les années 2022 à 2025, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-19088);

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Tech-Mix, division de Bau-Val inc.	Lot B	1 288 378,12 $
Tech-Mix, division de Bau-Val inc	Lot C	471 972,38 $

2- d'autoriser une dépense de 176 035,05 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Tech-Mix, division de Bau-Val inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler;

Adopté à l'unanimité.

20.011 1227360002

CE22 0313

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Bio-Contrôle arboricole, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des secteurs, les commandes pour la fourniture des services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19043;

Firme	Secteurs	Montant (taxes incluses)
Bio-Contrôle arboricole	secteur 1, domaine public	133 529.09 $
Bio-Contrôle arboricole	secteur 2, domaine public	183 063.20 $
Bio-Contrôle arboricole	secteur 1, domaine privé	54 119.88 $
Bio-Contrôle arboricole	secteur 2, domaine privé	21 593.45 $

2- d'autoriser une dépense de 39 230, 56 $ taxes incluses à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 58 845, 84 $ taxes incluses à titre de budget de variation des quantités;

4- de procéder à une évaluation de rendement de l'adjudicataire;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.012 1216628005

CE22 0314

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Sodem inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour un service de surveillants-sauveteurs aquatiques, des plages publiques des parcs-nature du Cap-Saint-Jacques et du Bois-de-l'Île-Bizard, pour une durée de trois ans, soit les périodes estivales 2022, 2023 et 2024, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 396 535,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19092;

2- d'autoriser une dépense de 39 653,57 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Sodem inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.013 1228177001

CE22 0315

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 937 635,79 $, taxes incluses, dans le cadre des contrats accordés à SOGEP inc., pour la fourniture de services d'entretien des parcs-nature (CG17 0534), pour une période de 12 mois (1er avril 2021 au 31 mars 2022), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 812 907,37 $ à 7 750 543,16 $, taxes incluses;

Contrat	Secteur	Montant cumulatif 2017 - 2023	Majoration pour 1 an 2022 - 2023
17-6022	Ouest	3 327 848,65 $	665 569,73 $
17-6023	Centre	3 114 919,91 $	622 982,18 $
17-6024	Est	3 245 419,39 $	649 083,88 $
Total taxes incluses		**9 688 178,95 $**	**1 937 635,79 $**

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.014 1224352006

CE22 0316

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un contrat à 9169-9835 Québec inc., Publications 9417, plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fourniture de papeterie pour les avis de la cour municipale de Montréal, aux prix unitaires soumis pour un montant maximal de 189 447,60 $, taxes incluses, pour une période de 12 mois conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19117 et au tableau des prix reçus;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.015 1217104001

CE22 0317

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, à D.M. Valve et Contrôles inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, deux contrats pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine (lots 1 et 2), pour une période de 12 mois avec la possibilité de deux options de renouvellement de 12 mois chacune, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 197 261,93 $, taxes inclues, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18969 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'autoriser une dépense totale de 109 863,10 $, taxes incluses (lots 1 et 2), à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense totale de 54 931,55 $, taxes incluses (lots 1 et 2), à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de D.M. Valve et Contrôles inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.016 1214473001

CE22 0318

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, SCL instrumentation inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat d'achat d'une cabine compacte de mesure multipolluants de la qualité de l'air ambiant, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 166 115,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18996 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.017 1228247002

CE22 0319

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec CA inc. (La Compagnie CA du Canada) pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA, pour la période du 31 mars 2022 au 30 mars 2024, pour une somme maximale de 1 055 633,60 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.018 1229396001

CE22 0320

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16,5 mois, soit du 1er avril 2022 au 16 août 2023, pour un montant maximal de 9 000 000 $, taxes incluses;

2- d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), le contrat à cette fin, conformément à son offre de service en date du 17 février 2022;

3- d'autoriser le directeur de la Direction solutions d'affaires à signer le formulaire d'adhésion aux contrats à commandes du CAG, pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.019 1227684005

CE22 0321

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder, conformément au Décret 839-2013 du gouvernement du Québec, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc., fournisseur unique, pour la fourniture de 236 bornes de recharge pour véhicules électriques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 750 083,25 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.020 1228848008

CE22 0322

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Eurovia Québec Construction inc , plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Pierrefonds–Roxboro (PCPR-PRCPR 2022) aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 165 160,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 468710;

2- d'autoriser une dépense de 416 516,06 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 245 257 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Eurovia Québec Construction inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.021 1217231083

CE22 0323

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Laurin Laurin (1991) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse, à cinq intersections de la Ville de Montréal aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 309 428,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 475912;

2- d'autoriser une dépense de 261 885,69 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Laurin Laurin (1991) inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.022 1228848004

CE22 0324

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Laurin Laurin, (1991) inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse, à cinq intersections de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 351 661,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 475913;

2- d'autoriser une dépense de 270 332,21 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Laurin Laurin, (1991) inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.023 1228848005

CE22 0325

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à St-Denis Thompson inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de rénovation des gradins extérieurs du Complexe sportif Claude-Robillard, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 444 436,67 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15752;

2- d'autoriser une dépense de 216 665,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 58 125,94 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à l'évaluation du rendement de St-Denis Thompson inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.024 1229460001

CE22 0326

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder à La compagnie de construction Édilbec inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement de la dalle de garage et le réaménagement des espaces de la caserne 23, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 104 607,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15751;

2- d'autoriser une dépense de 820 921,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 350 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à l'évaluation du rendement de La compagnie de construction Édilbec inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.025 1228956001

CE22 0327

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 139 703,15 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469531;

2- d'autoriser une dépense de 213 970,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 78 236,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Service Infraspec inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.026 1217231086

CE22 0328

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de remplacement de la dalle du garage et le réaménagement des espaces de la Caserne 39, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 768 880,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15750;

2- d'autoriser une dépense de 753 776,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 414 576,86 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Procova inc.;

5- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.027 1219395002

CE22 0329

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, taxes incluses. dans le cadre du contrat accordé à Gémitech inc., (CG18 0682), pour le remplacement de disjoncteurs 25 kV ainsi que pour la fourniture et l'installation de circuits amortisseurs RC à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 667 234,59 $ à 3 867 234,59β$, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.028 1217574002

CE22 0330

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Construction Viatek inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie (réhabilitation et reconstruction) et d'éclairage dans les rues Marivaux et Le Royer – arrondissement de Saint-Léonard, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 664 948,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 408010;

2- d'autoriser une dépense de 332 989,68 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 265 945 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation de rendement de Construction Viatek inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.029 1227231001

CE22 0331

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Les entrepreneurs De Sousa 4042077 Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements Mercier—Hochelaga-Maisonneuve et de Saint-Léonard (PCPR-PRCPR 2022) aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 295 956,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 468712;

2- d'autoriser une dépense de 429 595,29 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 336 688,75 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de De Sousa 4042077 Canada inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.030 1217231090

CE22 0332

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Travaux Routiers Métropole (9129-2201 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Cuvillier, de la rue Hochelaga à la rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 3 477 975,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 409311;

2- d'autoriser une dépense de 364 812,11 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 522 356 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Travaux Routiers Métropole (9129-2201 Québec inc.);

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.031 1227231002

CE22 0333

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, de Verdun et de Saint-Laurent (PCPR-PRCPR 2022), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 949 362,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 468711;

2- d'autoriser une dépense de 394 936,27 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 293 399,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation de rendement de Les Entrepreneurs Bucaro inc.,

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.032 1217231082

CE22 0334

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 845 307,83 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469532;

2- d'autoriser une dépense de 384 530,78 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 93 584 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Services Infraspec inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.033 1227231003

CE22 0335

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d’agglomération :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Le Groupe LML ltée, le contrat pour les travaux d'électricité et d'instrumentation de chambres de vannes et de mesure sur le territoire de l'agglomération de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 935 937,87 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10380;

2- d'autoriser une dépense de 93 593,79 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 93 593,79 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Le Groupe LML ltée;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.035 1216263005

CE22 0336

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, par laquelle Fnx-Innov inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la surveillance de travaux pour les projets Sainte-Catherine et Peel, pour une somme maximale de 8 623 098,56 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18966;

2- d'autoriser une dépense de 1 293 464,78 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à l'évaluation de rendement de Fnx-Innov inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.036 1217231081

CE22 0337

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de trois ans ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en ingénierie pour de la conception et de la surveillance de chantier, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19041;

Firmes	Articles	Montants (taxes incluses)
Les Services EXP inc.	Lot 1	771 091,34 $
SNC Lavalin inc.	Lot 2	724 468,97 $

2- d'autoriser une dépense de 224 334,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, soit 115 663,70 $ pour le lot 1 et 108 670,35 $ pour le lot 2;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Les Services EXP inc. et de SNC Lavalin inc.;

4- d'imputer les dépenses à même les budgets des divers projets, programmes ou requérants et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.037 1228673001

CE22 0338

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de modifier la source de financement du contrat de services professionnels accordé à Affleck de la Riva pour qu'une dépense de 108 866,43 $, taxes incluses, soit assumée par l'agglomération et non par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. La dépense totale de ce contrat de 407 133,95 $, taxes incluses, sera ainsi assumée par l'agglomération;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.038 1214695001

CE22 0339

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de cinq ans, avec une option de renouvellement de 12 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en architecture, ingénierie pour divers projets de maintien d'actif, de rénovation, de mise aux normes et de restauration patrimoniale de divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19046;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Ædifica inc.	Services professionnels en architecture et ingénierie - Lot 1	1 479 038,40 $
Archipel Architecture inc.	Services professionnels en architecture et ingénierie - Lot 3	2 773 504,56 $

2- d'autoriser une dépense de 637 881 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences (lot 1 : 221 855,76 $ et lot 3 : 416 025,68 $);

3- de procéder à une évaluation du rendement de Ædifica inc. et d'Archipel Architecture inc.;

4- d'imputer ces dépenses à même les budgets des services et des arrondissements selon l'imputation des projets immobiliers, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.039 1228750001

CE22 0340

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels requis pour la conception, la surveillance, le déploiement, la gestion et l'analyse des projets de feux de circulation, d'infrastructures de télécommunication et de mobilité, pour une durée de 24 mois, avec la possibilité d'une prolongation de 12 mois supplémentaires, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19044;

Firmes	Montant (taxes incluses)
CIMA+ s.e.n.c.	2 807 689,50 $
Stantec experts-conseils ltée	1 700 825,18 $

2- de procéder à une évaluation du rendement de CIMA+ s.e.n.c. et Stantec experts-conseils ltée;

3- d'imputer ces dépenses à même les budgets des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.040 1228848003

CE22 0341

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d’agglomération :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 2 955 248,64 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences pour couvrir les coûts de déplacement d'une portion du réseau d'Hydro-Québec dans le corridor du boulevard Jacques-Bizard entre le boulevard Gouin et la rue Cherrier, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard (CG22 0116), majorant la dépense totale de 79 458 991,52 $ à 82 414 240,16 $, taxes incluses;

2- d'approuver un projet d’entente de partage de coûts entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.041 1214139003

CE22 0342

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'approuver la signature de l'entente intermunicipale entre les Villes de Montréal, de Pointe-Claire et de Dorval afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de reconstruction de trottoirs, de chaussée et de pavage dans l'avenue Chanteclerc, entre le boulevard Des Sources et l'avenue Deslauriers, ainsi que l'abandon de la conduite d'eau potable localisée entre le cul-de-sac de l'avenue Chanteclerc et la conduite de 450 mm de diamètre installée sur le terrain de l'avenue Malvern.

Adopté à l'unanimité.

20.042 1216945005

CE22 0343

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver rétroactivement l'entente à conclure, du 1er avril 2021 au 31 mars 2024, avec option de prolongation de deux ans, entre la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique (MSP) afin que les quatre centres de détention du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) puissent offrir des services de visiocomparutions sept jours par semaine, en plus d'activités judiciaires parallèles (parloir pour avocats et clients, détention prolongée jusqu'à l'audition, traitement administratif de multiples formulaires de libération);

2- d'autoriser la réception d'une contribution financière maximale de 748 326 $ pour les périodes 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024;

3- d'autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention pour et au nom de la Ville;

4- d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2022 de 436 524 $ ainsi qu'un ajustement de la base budgétaire selon les informations inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.043 1222610001

CE22 0344

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de conclure une nouvelle entente de services, d'une durée de48 mois, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2026, pour la fourniture de la vapeur, de l'eau chaude domestique, de l'eau de chauffage périmétrique et d'électricité, pour certains locaux du 209-251A, avenue des Pins Ouest, dans le cadre le l'entente conclue entre la Ville de Montréal et le Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) (CM17 0777), moyennant un coût approximatif total de 725 274 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.044 1226724001

CE22 0345

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver un projet de convention d'aide financière entre le Ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une subvention de 250 000 $ pour la mise en œuvre du projet Affaires Montréal-Régions visant à favoriser le maillage d'entreprises de Montréal et des régions pour l'année 2022;

2- d'autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 250 000 $, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.045 1228733001

CE22 0346

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société de transport de Montréal, pour une durée de 18 mois, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2025 avec possibilité de trois renouvellements de six mois chacun, un terrain situé au sud de la rue Louvain et à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, constitué d'une partie du lot 1 999 283 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 1 394 mètres carrés, (15 000 pieds carrés), à des fins de stationnement non tarifé à l'usage exclusif pour les véhicules des Agents STM détenant une vignette, pour un loyer total de 81 265 $, non taxable, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.046 1220515002

CE22 0347

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société de transport de Montréal, pour une période de 20 ans rétroactivement du 1er avril 2008 au 31 mars 2028 avec possibilité de deux périodes de renouvellement de cinq ans chacune, un espace constitué du lot 4 145 097 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 70 pieds carrés, pour exposer une sculpture à l'édicule du métro de la Place-Saint-Henri, pour un montant forfaitaire total de 5 010 $, non taxable, incluant les renouvellements, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser une dépense additionnelle estimée à 137 970 $, taxes incluses, pour l'entretien, les réparations et la restauration au Service de la culture;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.047 1220515001

CE22 0348

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver le projet de convention de bail par lequel la Ville de Montréal loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, pour une période d'un an, à compter du 8 novembre 2021, des espaces situés au 10950 boulevard Perras, pavillon 9, d'une superficie de 24 731 pieds carrés, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer de 250 223,31 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.048 1228042001

CE22 0349

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 9006-9311 Québec inc., pour une période additionnelle de six mois à compter du 3 janvier 2022, un terrain constitué du lot 5 174 933 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 311 mètres carrés (3 349 pieds carrés), situé à l'angle des rues Saint-Jacques et de la Montagne, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins d'aire de chantier en lien avec le projet de logements sociaux de la Coopérative d'habitation de la Montagne verte, pour un loyer total de 49 818 $, excluant les taxes;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.049 1225941002

CE22 0350

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver le projet de premier renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1er février 2022, un espace locatif d'une superficie de 40 143 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal à des fins de Centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer annuel de 535 391,21 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de premier renouvellement de bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.050 1224565001

CE22 0351

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9227-9702 Québec inc., un espace d'une superficie de 1 591 pieds carrés, situé au 1717, rue Berri, pour les besoins du Poste de commandement mobile du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de neu ans et 6 mois, à compter du 1er juin 2022, moyennant un loyer total de 478 296 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser le coût des travaux d'aménagement payable en 2022 au locateur 9227-9702 Québec inc., représentant un montant de 275 940 $, taxes incluses;

3- d'autoriser la dépense de contingences payable en 2022 au locateur 9227-9702 Québec inc., représentant un montant de 55 188 $, taxes incluses;

4- d'autoriser la dépense d'incidences payable en 2022, représentant un montant de 55 188 $, taxes incluses;

5- prévoir, pour l'année 2023, au moment de l'exercice budgétaire annuel, l'ajustement de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour un montant récurrent de 42 082,48 $, net de taxes;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.051 1224565002

CE22 0352

Il est

RÉSOLU :

d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 937 750 $ aux organismes ci-après désignés, dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2022 :

Nom du festival	Organisme	Montant recommandé 2022
BIAN	ACREQ	31 500 $
Biennale internationale actoral à Montréal	Usine C	17 000 $
Coup de coeur francophone	Coup de coeur francophone	42 000 $
ELEKTRA	ACREQ	31 200 $
Festival Art Souterrain	Art Souterrain	35 000 $
Festival Bach Montréal	Bach Académie de Montréal	10 000 $
Festival BD de Montréal	Festival BD de Montréal	13 520 $
Festival de Casteliers	Casteliers	17 850 $
Festival de films Cinemania	Festival de films Cinemania	28 000 $
Festival de la poésie de Montréal	Maison de la poésie	7 000 $
Festival de musique de chambre de Montréal	Festival de musique de chambre de Montréal	15 750 $
Festival DISTRIX **	Événements M3	15 000 $
Festival du Jamais Lu	Jamais Lu	15 750 $
Festival du Monde Arabe de Montréal (FMA)	Alchimies, Créations et Cultures	34 320 $
Festival Filministes	Filministes	3 150 $

Festival Fringe de Montréal	Théâtre MainLine	16 000 $
Festival international de cinéma Vues d'Afrique	Vues d'Afrique	29 400 $
Festival international de la littérature (FIL)	Festival international de la littérature (FIL)	31 800 $
Festival International du Film Black de Montréal	Festival International du Film Black de Montréal	26 200 $
Festival International du Film pour Enfants de Montréal	FIFEM	26 250 $
Festival International du Film sur l'Art	Festival International du Film sur l'Art (FIFA)	63 600 $
Festival JOAT	Festival Jack Of All Trades (JOAT) international	2 880 $
Festival Longue vue sur le court	Le festival international de courts métrages du sud-ouest de Montréal	5 250 $
Festival MAPP	Festival international de projection illusionniste de Montréal	4 300 $
Festival Metropolis bleu	Fondation metropolis bleu	31 800 $
Festival Montréal Baroque	Montréal Baroque	9 360 $
Festival Petits bonheurs, le rendez-vous culturel des tout-petits	Petits bonheurs Diffusion culturelle	17 850 $
Festival Phénomena	Les Filles électriques	15 750 $
Festival Plein(s) Écran(s)	Festival Plein(s) Écran(s)	5 300 $
Festival Quartiers Danses	Danse Imédia O.S.B.L. / Festival Quartiers Danses	21 000 $
Festival Trad Montréal	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	5 000 $
Festival Vue sur la Relève	Vue sur la Relève / Créations etc	15 000 $
image+nation festival film LGBTQueer Montréal	Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	11 520 $
L'OFF Festival de Jazz de Montréal	OFF Jazz	12 600 $
Les Coups de théâtre	Festival international de théâtre jeune public du Québec (1992) inc.	26 250 $
Les Sommets du cinéma d'animation	Cinémathèque québécoise	5 250 $
MURAL	MURAL	32 000 $
MUTEK	MUTEK	57 000 $
OFFTA	LA SERRE arts vivants	14 850 $
POP Montréal	Festival international de musique POP Montréal	55 700 $
Rencontres Internationales du Documentaire de Montréal	RENCONTRES INTERNATIONALES DU DOCUMENTAIRE DE MONTRÉAL	47 700 $
Suoni Per Il Popolo	Société des arts libres et actuels	15 600 $
Zoofest & OFF-JFL	Festival Zoofest	15 500 $
	Total:	**937 750 $**

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.052 1228214002

CE22 0353

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'approuver un projet d'addenda 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des gens d'affaires de Charleroi et de Pie-IX (CM19 0427) dans le cadre du Programme Artère en transformation;

2- d'autoriser la directrice du Service du développement économique à signer cet addenda pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.053 1228383001

CE22 0354

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 3 464 090 $ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI) afin de soutenir le verdissement et le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels, pour la période du 22 mars au 31 décembre 2022, dans le cadre du Plan de la forêt urbaine;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.054 1228176001

CE22 0355

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers afin d'organiser la 18e édition de la Patrouille verte, pour la période du 30 mai au 19 août 2022, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Bureau de la transition écologique et de la résilience;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.055 1229089001

CE22 0356

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM), la formation des intervenants participant à ce programme et la préparation des chèques aux organisations admissibles audit programme, pour une somme forfaitaire de 80 700 $, taxes incluses, pour l'année 2022, conformément à son offre de services en date du 15 décembre 2021 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

de recommander au conseil municipal :

1- d'accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2022, pour le redistribuer en divers montants aux organisations locales, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations fonctionnelles dans le cadre du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM);

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.056 1216367007

CE22 0357

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 50 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec inc., pour l'année 2022, pour réaliser son projet « Ateliers Jeunesse », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versements de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à Intégration Jeunesse du Québec inc., pour l'année 2022, dont 165 100 $ pour réaliser le volet de son projet « Camps pédagogiques: volet Sauveteurs de piscine » et 134 900 $ pour le volet « Camps pédagogiques: volet Moniteurs de camp de jour », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.057 1228798001

CE22 0358

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 145 000 $ à la Société des musées de Montréal pour la consolidation de sa transformation;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.058 1227233002

CE22 0359

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 5 205 427 $ à Maison Cross Roads pour la réalisation d'un projet de 15 logements situé à l'intersection des rues Hickson et Ross dans l'arrondissement de Verdun, dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL);

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versements de ce soutien financier;

3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire dont le mandat est de faire toutes les démarches requises relativement aux garanties hypothécaires en faveur de la Ville, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière, ainsi que de tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.059 1224861002

CE22 0360

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Ukraine à la suite de l'invasion de la Russie;

2- d'autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale.

Adopté à l'unanimité.

20.060 1226920001

CE22 0361

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser le Service de la culture à tenir un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art public dans le cadre du projet de construction du centre Sanaaq dans l'arrondissement de Ville-Marie;

2- d'autoriser une dépense de 34 492,50 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition d'une œuvre d'art et les dépenses générales du projet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1227637001

CE22 0362

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'autoriser la modification du calendrier de réalisation de la sécurisation de l'intersection de la rue Clark et du boulevard de Maisonneuve, dans l'arrondissement de Ville-Marie (CM21 0319).

Adopté à l'unanimité.

30.002 1211097001

CE22 0363

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'annuler l'offre de services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de la gestion et de la planification immobilière pour faire la gestion globale et réaliser le projet de rénovation du Natatorium dans le cadre du Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes, et ce, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréa*l, *métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

Adopté à l'unanimité.

30.003 1229126001

CE22 0364

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'offrir à l'arrondissement de Verdun, les services professionnels du Service de la gestion et de la planification immobilière pour la gestion et la réalisation du projet de rénovation du Natatorium, conformément à l'article 85 de *la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

Adopté à l'unanimité.

30.004 1229484001

CE22 0365

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'accepter les offres de services des conseils d'arrondissement de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues et de voies cyclables pour l'année 2022, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1228935001

CE22 0366

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'accepter les offres de services des conseils d'arrondissement de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux de réfection mineure de trottoirs sur certaines rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) en 2022, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1225276001

CE22 0367

Il est

RÉSOLU :

1- d'accepter un don de livres de Mme Céline Arseneault à la Bibliothèque du Jardin botanique de Montréal;

2- d'autoriser l'émission par le trésorier d'un reçu officiel aux fins d'impôts sur le revenu à Mme Céline Arseneault d'une valeur de 873,27 $.

Adopté à l'unanimité.

30.007 1216312003

CE22 0368

Il est

RÉSOLU :

d'approuver la formation de consortiums dans le cadre de l'appel d'offres DP22013-189804-C pour le lot 2 - Civil et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Adopté à l'unanimité.

30.008 1229459006

CE22 0369

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19;

2- d'autoriser l'occupation du domaine public du 10 mars au 31 mai 2022.

Adopté à l'unanimité.

30.009 1227317005

CE22 0370

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au réseau international Rainbow Cities Network qui est un regroupement mondial des villes LGBTQ2+, afin d'inscrire ses actions de lutte contre la discrimination des communautés dans une portée internationale et de l'enrichir grâce à des échanges de pratiques et rencontres annuelles;

2- d'autoriser une dépense de 5 000 euros (approx. 7 230 $), pour l'année 2022, à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.010 1229232001

CE22 0371

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

de nommer pour une période d'un an à titre de membre du comité technique, tel que prévu au règlement RCG 05-002 du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées, M. Stéphane Beaudoin, directeur des travaux publics de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, en remplacement de Mme Christianne Cyrenne, directrice de l'arrondissement de LaSalle.

Adopté à l'unanimité.

30.011 1229086001

CE22 0372

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'autoriser le changement de la source de financement provenant des surplus affectés au lieu du budget de fonctionnement du Service de l'habitation pour les derniers versements aux organismes à but non lucratif suivants, soit Les Habitations Duff Court, UTILE Angus et La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris, dans le cadre de l'Axe 3 de la Stratégie 12 000 Logements;

2- d'autoriser l'augmentation des budgets de revenus et de dépenses du Service de l'habitation pour 2022 d'un montant de 4 344 247,99 $;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.012 1229499001

CE22 0373

Vu la résolution CA22 26 0015 du conseil d'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie en date du 7 février 2022;

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de majorer la dotation de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, par l'entremise de la réserve du passif environnemental, pour un montant de 69 989,28 $, taxes non incluses, afin de retenir les services requis pour la préparation des plans, devis et documents d'appel d'offres nécessaires à la réalisation de tranchées d'aération des biogaz pouvant provenir de l'ancienne carrière du parc Père-Marquette;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.013 1213271001

CE22 0374

Il est

RÉSOLU :

1- d'accepter une somme de 80 000 $ de la Fondation Espace pour la vie pour le développement d'un micro-musée citoyen dans le cadre du programme La nature près de chez vous d'Espace pour la vie;

2- d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 80 000 $, couvert par la contribution de la Fondation Espace pour la vie;

3- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.014 1210348017

CE22 0375

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'autoriser un virement budgétaire de 1 000 000 $ en provenance du Programme décennal d'immobilisations (PDI) de compétence d'agglomération de la Société du parc Jean-Drapeau vers le PDI de compétence d'agglomération de la Biosphère afin d'effectuer des travaux de maintien d'actifs en 2022.

Adopté à l'unanimité.

30.015 1227227002

CE22 0376

Vu la résolution CA22 14 0043 du conseil d'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension en date du 10 février 2022;

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser la dépense et le virement de crédits pour un montant maximal de 905 428,13 $, taxes incluses, provenant du programme des cours de services du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour le contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la surveillance des travaux de mise à niveau du garage d'entretien Saint-Michel - appel d'offres public IMM-21-08, conformément à l'intervention financière du Service des finances jointe au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.016 1216676005

CE22 0377

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 62.3 du Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030), l'ordonnance numéro 1 ayant pour objet de fixer les frais administratifs et le taux d'intérêt utilisés pour la facturation des remplacements de branchements d'eau privés (2022 à 2032).

Adopté à l'unanimité.

40.001 1219343001

CE22 0378

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 136 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-004), l'ordonnance numéro 1 en vue de corriger le tarif relatif aux chèques ou ordres de paiement refusés par une institution financière prévu à l'article 122 de ce règlement. Le tarif doit être fixé à 36 $ au lieu de 35 $.

Adopté à l'unanimité.

40.002 1228210001

CE22 0379

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-004) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.004 1226744003

CE22 0380

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération (exercice financier 2022) (RCG 22-003) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.005 1226744004

CE22 0381

Vu la résolution CA22 16 0040 du conseil d'arrondissement d'Outremont en date du 7 février 2022;

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la transformation et l'occupation à des fins d'habitation du bâtiment situé au 1420 boulevard du Mont-Royal (09-003) », afin de permettre quatre usages supplémentaires », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure;

de recommander au conseil municipal :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la transformation et l'occupation à des fins d'habitation du bâtiment situé au 1420 boulevard du Mont-Royal (09-003) », afin de permettre quatre usages supplémentaires;

2- de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée de consultation publique prévue conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité.

40.006 1217776011

CE22 0382

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les parcs relevant de la compétence du conseil municipal de la Ville de Montréal (10-020) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.007 1224352003

CE22 0383

Il est

RÉSOLU :

1- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente;

2- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal (RCG 10-016) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.008 1224352004

CE22 0384

Il est

RÉSOLU :

1- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs à des parcs et équipements ainsi qu'à l'aménagement et au réaménagement du domaine public dans le secteur du centre-ville (08-056) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente;

2- d'inscrire à l'ordre du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie de l'entretien du parc de la Cité-du-Havre (08-031) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.009 1224352002

CE22 0385

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (07-053) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.010 1214352004

CE22 0386

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'embellissement du domaine privé dans le cadre de projets d'aménagement du domaine public », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.011 1219429002

CE22 0387

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 27 600 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Peel afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 33 400 000 $ », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.012 1225340001

CE22 0388

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 11 457 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation et de remplacement des infrastructures souterraines du réseau primaire d'aqueduc prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.013 1214223001

CE22 0389

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 89 100 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.014 1219429001

CE22 0390

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque (20-037) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 8 853 000 $ », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.015 1228978001

CE22 0391

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du parc Jean-Drapeau », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.016 1222837002

CE22 0392

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 21-033) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.017 1222675016

CE22 0393

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver la nomination de Mme Annie Bernard à titre de directrice - expérience citoyenne et centre de services 311 dans l'échelle salariale 2022 - FM10, au Service de l'expérience citoyenne et des communications, à la date de la résolution du CE ou d'une autre date convenue entre les parties, pour une durée indéterminée, conformément à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal et à l'article 5 des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal;

2- d'autoriser la directrice du Service de l'expérience citoyenne et des communications à signer le contrat pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

50.001 1227022003

CE22 0394

Vu la résolution CA22 08 0056 du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent en date du 1er février 2022;

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'année 2021.

Adopté à l'unanimité.

60.001 1229193003

CE22 0395

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus entre le 1er janvier et le 31 janvier 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Adopté à l'unanimité.

60.002 1227903003

CE22 0396

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal et du conseil d'agglomération le bilan annuel 2021 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

Adopté à l'unanimité.

60.003 1227100001

Levée de la séance 11 h 03

70.001

Les résolutions CE22 0298 à CE22 0396 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____

_____
Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif

_____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le vendredi 11 mars 2022 à 9 h
par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Domenico Zambito, Greffier adjoint
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE22 0397

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 11 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0398

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675015

Levée de la séance à 9 h 01

70.001

Les résolutions CE22 0397 et CE22 0398 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Dominique Ollivier	Domenico Zambito
Présidente du comité exécutif	Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le mercredi 16 mars 2022 à 9 h salle Peter-McGill, hôtel de ville et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCE :

M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M^{e} Domenico Zambito, Greffier adjoint
M. Charles-Mathieu Brunelle, Directeur général adjoint - Qualité de vie
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE22 0399

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 16 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0400

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour consolidé de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 21 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.002

CE22 0401

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour consolidé de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 24 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.003

CE22 0402

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l’examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Précisions Provençal inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation de boîtes de fourgon 17 pieds avec aménagement d'aqueduc sur des châssis fournis par la Ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 012 835,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18938;

3- d'autoriser une dépense de 201 283,51 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Précisions Provençal inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1225382002

CE22 0403

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure trois ententes-cadres d'une durée de 36 mois par lesquelles IPL North America inc., seul soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les outils de collectes des matières résiduelles, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, pour une somme maximale totale de 9 686 859,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19060;

Firmes	**Lots**	**Montant (taxes incluses)**
IPL North America inc.	Lot 1	4 985 786,85 $
IPL North America inc.	Lot 2	4 554 714,72 $
IPL North America inc.	Lot 4	146 358,06 $

3- d'autoriser une dépense de 484 342,98 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Firmes	**Lots**	**Contingences (taxes incluses)**
IPL North America inc.	Lot 1	249 289,34 $
IPL North America inc.	Lot 2	227 735,74 $
IPL North America inc.	Lot 4	7 317,90 $

4- de procéder à une évaluation du rendement de IPL North America inc. pour les lots 1 et 2;

5- d'imputer ces dépenses au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1229403001

CE22 0404

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats :

2- de conclure une entente-cadre, d'une durée de trois ans avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, par laquelle Bell Canada, plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des équipements de télécommunication (chiffrement et commutateurs) avec support, pour une somme maximale de 2 479 422,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18742;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Bell Canada;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1228527001

CE22 0405

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Tyler Technologies inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 13 ans, le contrat pour l'acquisition et implantation d'une solution technologique d'évaluation foncière et de taxation, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 36 362 217,70 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18970;

3- d'autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service des technologies de l'information à compter de 2026 tel qu'apparaissant aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Tyler Technologies inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1217684006

CE22 0406

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, fournisseur unique, pour la fourniture du soutien technique et l'obtention des droits d'utilisation ainsi que la mise à jour des licences logicielles Oracle, pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2027, pour une somme maximale de 25 402 011,58 $, taxes incluses;

3- d'approuver un projet d'addenda #17 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Oracle Canada ULC (CM03 0900);

4- d'autoriser le directeur institutionnel du Service des technologies de l'information (TI) à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.005 1227684003

CE22 0407

Il est

RÉSOLU :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 194 264,32 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au Pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, dans le cadre du contrat accordé à Axia Services (CE21 1290), majorant ainsi le montant total du contrat de 219 023,50 $ à 442 427,47 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 29 139,65 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1227157002

CE22 0408

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à l'organisme sans but lucratif Services de placement Horizon-travail pour les services de gestion des brigades de propreté pour cinq mois, soit pour une somme maximale de 240 248 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1227286002

CE22 0409

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de construction d'une nouvelle entrée électrique primaire et de la réfection du stationnement au Quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), situé au 1441, rue Saint-Urbain, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 867 759 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15776;

3- d'autoriser une dépense de 580 163,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 309 420,72 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation du rendement de l'entreprise Procova inc.;

6- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1216318003

CE22 0410

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Couverture Montréal Nord ltée., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de la toiture de l'usine d'eau potable de Lachine, située au 2975, rue Remembrance dans l'arrondissement de Lachine, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 425 105,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15808;

3- d'autoriser une dépense de 685 021,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 287 437,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation du rendement de Couverture Montréal Nord ltée.;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.009 1218887001

CE22 0411

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à 9250-6518 Québec inc., (Ébénisterie Architecturale Labelle), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit 2 953 144,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres IMM-15758;

3- d'autoriser une dépense de 590 628,87 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de 9250-6518 Québec inc. (Ébénisterie Architecturale Labelle);

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.010 1229057001

CE22 0412

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

2- d'accorder à Demix Construction, une division de groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux de réparation et d'entretien d'ouvrages d'art et de diverses structures, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 229 462,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469310;

3- de procéder à une évaluation de rendement de Demix Construction, une division de groupe CRH Canada inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.011 1217000004

CE22 0413

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Eurovia Québec Grands Projets inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réaménagement de l'avenue des Pins entre le boulevard Saint-Laurent et l'avenue du Parc, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 248 454,04 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 460721;

3- d'autoriser une dépense de 2 004 199,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 2 071 150,77 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'autoriser un budget additionnel de revenus de 528 395,93 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell Canada intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell Canada, en vertu de l'entente;

6- d'accorder un contrat de gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour un montant maximal de 427 773,62 $, taxes incluses, pour le déplacement de leurs infrastructures conformément à l'entente;

7- procéder à une évaluation de rendement de Eurovia Québec Grands Projets inc.;

8- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.012 1217231079

CE22 0414

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux pour la réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa entre les rues du Séminaire et Peel - secteur Griffintown, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 771 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 337602;

3- d'autoriser une dépense de 1 915 650 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 805 819,47 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour un montant maximal de 189 723,35 $, taxes incluses, pour le déplacement de leurs infrastructures en vertu de l'entente;

6- de procéder à l'évaluation de rendement de Les Entreprises Michaudville inc.;

7- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.013 1217231087

CE22 0415

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilité publique (CSEM) dans le boulevard Crémazie Est (côté Nord), de la rue D'Iberville au boulevard Saint-Michel dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 879 757,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 327806;

3- d'autoriser une dépense de 1 135 437,56 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 101 765,29 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation de rendement de Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc.;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.014 1217231089

CE22 0416

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Pomerleau inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de modification des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 83 811 204,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP21028-186359-C;

3- d'autoriser une dépense de 8 381 120,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 000 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation du rendement de Pomerleau inc.;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.015 1229459005

CE22 0417

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 263 660,67 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective », dans le cadre du contrat accordé à Mongrain inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 010 699,24 $ à 1 274 359,91 $, taxes et contingences incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.016 1229057002

CE22 0418

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure une entente-cadre par laquelle la firme ci-après désignée, seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal, pour la somme maximale inscrite à son égard, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18971;

Contrat	Firme	Montant du contrat (taxes incluses)
#1	FNX Innov inc.	9 802 722,87 $

3- de procéder à une évaluation de rendement de FNX-Innov inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.017 1217231088

CE22 0419

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure une entente-cadre, d'une durée de deux ans, par laquelle FNX-INNOV inc., seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de conception et de surveillance de travaux de feux de circulation, pour une somme maximale de 4 322 686,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18908 (lot 1);

3- de procéder à une évaluation du rendement de FNX-INNOV inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de la mobilité et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.018 1217880001

CE22 0420

Il est

RÉSOLU :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois par laquelle Biothermica Technologies inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 438 112,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19025;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Biothermica Technologies inc.;

3- d'imputer ces dépenses de consommation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.019 1229481001

CE22 0421

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'approuver l'entente administrative entre le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et la Ville de Montréal relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard.

Adopté à l'unanimité.

20.020 1218162001

CE22 0422

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'adopter l'avenant 2020-13 au contrat de prêt de 150 M$ conclu dans le cadre du programme d'Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises intervenu entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal venant ajouter une somme additionnelle de 15 M$;

2- d'adopter l'avenant 2020-14 au contrat de prêt de 150 M$ conclu dans le cadre du programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises intervenu entre le ministre de l'Économie et de l'innovation et la Ville de Montréal modifiant le cadre d'intervention;

3- d'approuver les addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL;

4- d'autoriser le versement d'un prêt de 12,5 M$ à PME MTL Centre-Ville, 2 M$ à PME MTL Grand Sud-Ouest et de 500 000 $ à PME MTL Ouest de l'île dans le cadre du Fonds d'urgence;

5- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.021 1225175002

CE22 0423

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver un projet de convention entre le Ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une subvention de 7 M$ pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant à relancer le centre-ville de Montréal durant la période 2022 à 2023;

2- d'autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 7 M$;

3- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.022 1228973001

CE22 0424

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Société d'Habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du « volet 2 Grandes Villes » de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), phase 2, en vue de l'obtention d'une subvention totale de 46 313 597 $, conditionnellement à l'obtention du décret autorisant la SHQ à verser la subvention à la Ville et à signer la convention;

2- d'autoriser la signature de l'entente pourvu qu'elle soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'entente joint au présent dossier décisionnel;

3- de révoquer la résolution CG22 0056 approuvant la « Convention initiale » et autorisant sa signature pour la Ville de Montréal;

4- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 46 313 597 $, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dotation d'un budget revenus/dépenses additionnelles sera entièrement de compétence d'agglomération;

5- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.023 1219286006

CE22 0425

Il est

RÉSOLU :

d'approuver un projet d'addenda à la convention de soutien financier intervenue entre la Ville de Montréal et l'Institut du Nouveau Monde (CE22 0113) retirant l'article 4.6.2, relatif à la participation d'un représentant de la Ville à titre d'observateur aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'organisme.

Adopté à l'unanimité.

20.024 1215970007

CE22 0426

Il est

RÉSOLU :

d'approuver un projet d'addenda à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Pause-Famille inc. (CE22 0114) remplaçant le projet de convention accordant un soutien financier pour la réalisation de son projet Artégration 2, modifiant la durée de ce projet (article 9) de deux à un an et demi et en conséquence les articles relatifs à la reddition de compte (article 4.5.1) et aux versements (article 5.2) du soutien financier ci-dessous :

Territoire d'inclusion prioritaire	Organisme	Projet	Soutien	Versements	
				2022	2023
Ahuntsic-Cartierville	Pause-Famille inc.	Artégration 2	**120 000 $**	**84 000 $**	**36 000 $**

Adopté à l'unanimité.

20.025 1218121004

CE22 0427

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'accorder un soutien financier de 980 000 $, à partir de l'enveloppe de la première phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) à OSBL Habitation Montréal, organisme à but non lucratif, pour son projet de rénovation du bâtiment situé au 2551-2557, rue Rachel Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comprenant 28 unités pour personnes en situation ou à risque d'itinérance, réalisé dans le cadre du Programme AccèsLogis Montréal;

2- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de tout document permettant de verser le montant à l'organisme;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.026 1224861001

CE22 0428

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 30 000 $ à l'organisme Concours musical international de Montréal pour le Premier prix du Concours musical international de Montréal 2022;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ainsi qu'un protocole de visibilité;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.027 1228021001

CE22 0429

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 30 000 $, au Groupe communautaire L'Itinéraire, pour le projet « Café de la Maison ronde »;

4- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ainsi qu'un protocole de visibilité;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.028 1228665002

CE22 0430

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'approuver un projet d'Addenda 2 au contrat de services professionnels accordé de gré à gré à Société de développement social (CM21 1378) pour continuer le déploiement d'une phase pilote de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS);

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 749 746 $, taxes incluses, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 367 389 $ à 1 117 135 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.029 1229380001

CE22 0431

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9160-7580 Québec inc., à des fins de bureaux et d'entrepôt, des locaux d'une superficie totale de 48 907 pieds carrés, au rez-de-chaussée et au 4e étage, de l'immeuble situé au 3565, rue Jarry Est, pour un terme de 10 ans, à compter du 1er avril 2022, pour un loyer total de 8 821 923,43 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser pour l'année 2022, un virement budgétaire au budget de fonctionnement pour un montant de 63 305 $, net de taxes, en provenance du budget de fonctionnement du Service de la culture vers le Service de la gestion et de la planification immobilière;

3- d'autoriser pour l'année 2023, l'ajustement de la base budgétaire du budget de fonctionnement, du Service de la gestion et de la planification immobilière en provenance du budget de fonctionnement du Service de la culture pour un montant de 126 611 $, net de taxes;

4- d'autoriser une dépense de 480 750,30 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement payable à 9160-7580 Québec inc.;

5- d'autoriser une dépense de 72 112,55 $, taxes incluses, pour les contingences payable à 9160-7580 Québec inc.;

6- d'autoriser une dépense de 34 492,50 $, taxes incluses, pour les incidences;

7- d'autoriser un virement budgétaire de 537 000 $, en provenance du Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031 du Service de la culture vers le Service de la gestion et de la planification immobilière pour les travaux d'aménagement de l'immeuble situé au 3565, rue Jarry Est;

8- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.030 1215323010

CE22 0432

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'autoriser la modification du calendrier et du budget de réalisation du réaménagement de la piste cyclable dans les parcs riverains, entre les 39e et 52e avenues dans l'arrondissement de Lachine (CM21 0782).

Adopté à l'unanimité.

30.001 1218935001

CE22 0433

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser le Service de la culture à tenir un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art public à la maison Robert-Bélanger dans l'arrondissement de Saint-Laurent;

2- d'autoriser une dépense de 11 497,50 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1227722001

CE22 0434

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation (22-XXX);

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d’adopter la résolution suivante :

1- d’assujettir au droit de préemption, aux fins d’habitation, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 064 407
1 065 651
1 066 080
1 066 188
1 154 078
1 154 079
1 154 080
1 154 140
1 154 385
1 154 386
1 154 387
1 154 393
1 154 394
1 154 395
1 154 396
1 154 397
1 154 398
1 154 401
1 179 318
1 179 689
1 179 713
1 179 743
1 179 759
1 179 826
1 180 610
1 180 612
1 180 697
1 180 851
1 180 879
1 180 889
1 181 224
1 181 812
1 203 541
1 203 542
1 243 265
1 243 827
1 243 828
1 243 830
1 243 831
1 243 832
1 243 837
1 243 838
1 243 839
1 243 841
1 243 842
1 243 882
1 243 890
1 243 891
1 243 892
1 243 894
1 243 895
1 243 896
1 243 897
1 243 898
1 243 899
1 243 907
1 284 447
1 284 449
1 338 869
1 338 897
1 338 921
1 338 923
1 338 925
1 340 084
1 340 222
1 340 332
1 340 528
1 341 137
1 350 800
1 350 841
1 350 848
1 350 851
1 350 852
1 351 132
1 351 133
1 351 136
1 380 977
1 380 984
1 414 300
1 423 912
1 423 913
1 423 916
1 424 605
1 424 612
1 424 665
1 424 693
1 424 727
1 424 728
1 424 819
1 425 215
1 425 219
1 425 255
1 444 888
1 567 215
1 567 695
1 573 174
1 573 179
1 573 180
1 573 181
1 573 291
1 573 541
1 573 596
1 573 598
1 573 599
1 573 606
1 573 764
1 585 834
1 851 454
1 851 514
1 851 517
1 851 527
1 852 807
1 852 811
1 852 812
1 852 813
1 852 943
1 866 568
1 867 464
1 867 505
1 867 506
1 867 555
1 867 558
1 867 755
1 867 845
1 867 885
1 867 902
1 867 916
1 867 958
1 867 962
1 867 965
1 867 968
1 867 969
1 867 972
1 867 973
1 867 974
1 867 976
1 867 983
1 867 987
1 867 990
1 867 999
1 868 016

1 868 017
1 868 724
1 868 728
1 868 733
1 868 744
1 868 747
1 868 758
1 868 773
1 868 774
1 868 775
1 868 811
1 868 830
1 868 885
1 870 109
1 870 110
1 870 111
1 885 088
2 003 861
2 003 862
2 003 865
2 091 659
2 091 662
2 091 663
2 091 664
2 091 665
2 091 785
2 091 791
2 135 187
2 135 191
2 160 625
2 160 709
2 160 999
2 161 220
2 161 330
2 161 333
2 161 334
2 162 009
2 162 026
2 162 034
2 162 036
2 162 073
2 162 074
2 162 077
2 162 102
2 173 856
2 174 026
2 216 514
2 216 517
2 216 558
2 216 562
2 216 563
2 216 567
2 245 662
2 245 874
2 245 899
2 245 907
2 245 916
2 246 657
2 247 284
2 247 870
2 247 872
2 247 874
2 248 444
2 248 516
2 248 517
2 248 718
2 248 775
2 249 341
2 249 346
2 249 691
2 249 734
2 249 748
2 249 773
2 249 774
2 249 775
2 249 812
2 249 813
2 249 816
2 249 825
2 249 853
2 249 855
2 316 922
2 316 931
2 317 368
2 332 591
2 334 493
2 334 495
2 334 500
2 334 501
2 334 548
2 334 549
2 334 552
2 334 553
2 334 554
2 334 560
2 334 561
2 334 562
2 334 563
2 334 564
2 334 566
2 334 567
2 334 568
2 334 569
2 334 570
2 334 571
2 334 572
2 334 573
2 334 575
2 334 576
2 334 577
2 334 578
2 334 585
2 334 586
2 334 587
2 334 588
2 334 589
2 334 590
2 334 619
2 334 638
2 334 745
2 335 567
2 335 569
2 335 572
2 336 275
2 339 880
2 357 100
2 357 101
2 357 102
2 357 103
2 589 394
2 589 537
2 589 538
2 589 539
2 589 540
2 589 541
2 590 264
2 590 440
2 648 574
2 648 575
2 648 661
2 648 664

2 648 665
2 648 672
2 648 673
2 648 674
2 648 675
2 648 676
2 648 677
2 648 682
2 648 702
2 648 707
2 648 708
2 648 710
2 648 711
2 648 724
2 648 727
2 648 732
2 648 733
2 648 736
2 648 744
2 648 749
2 651 610
2 975 631
3 105 679
3 323 961
3 360 765
3 360 766
3 361 052
3 361 059
3 361 259
3 361 260
3 361 265
3 361 267
3 361 268
3 361 270
3 361 272
3 361 537
3 361 540
3 361 541
3 361 542
3 361 550
3 361 551
3 361 552
3 361 579
3 362 041
3 362 045
3 362 830
3 604 064
3 604 065
3 604 066
3 610 860
3 795 031
3 795 035
3 795 391
3 795 392
3 795 431
3 795 435
3 795 480
3 795 818
4 140 514
4 140 515
5 097 267
5 097 268
5 648 330
6 031 150, PC-38710
6 034 617
6 037 059
6 231 659
6 231 660

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

La présente résolution prend effet à compter de l'entrée en vigueur du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation (22-XXX).

Adopté à l'unanimité.

30.003 1229174002

CE22 0435

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012);

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'adopter la résolution suivante :

1- d'assujettir au droit de préemption, aux fins de logement social, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 066 080
1 154 385
1 154 386
1 154 387
1 179 743
1 179 826
1 243 828
1 243 830
1 243 831
1 243 832
1 243 837
1 243 838
1 243 839
1 243 841
1 243 842
1 243 882
1 243 890
1 243 891
1 243 892
1 243 894
1 243 895
1 243 896
1 243 897
1 243 898
1 243 899
1 243 907
1 340 528
1 414 300
1 425 255
1 567 215
1 567 695
1 573 174
1 573 596
1 573 598
1 573 599
1 573 764
1 852 807
1 852 811
1 852 812
1 852 813
1 867 990
1 867 999
1 885 088
2 091 659
2 091 662
2 091 663
2 091 664
2 091 665
2 135 187
2 135 191
2 160 709
2 173 856
2 174 026
2 216 514
2 216 517
2 216 558
2 216 562
2 216 563
2 216 567
2 249 341
2 316 922
2 316 931
2 317 368
2 332 591
2 334 554
2 357 100
2 357 101
2 357 102
2 357 103
2 648 661
2 648 672
2 648 673
2 648 674
2 648 675
2 648 676
2 648 677
2 651 610
3 323 961
3 360 765
3 360 766
3 361 550
3 361 551
3 361 552
3 361 579
3 795 031
3 795 035
3 795 391
3 795 392
3 795 431
3 795 435

3 795 480

3 795 818

5 648 330

6 037 059

de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1229174004

CE22 0436

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser le renouvellement de l'entente entre la Ville de Montréal et la Fédération québécoise des municipalités (FQM) pour une durée de quatre ans, soit du 1er mai 2022 au 30 avril 2026;

2- d'autoriser le paiement annuel pour les quatre prochaines années de 51 738,75 $, taxes incluses, selon les modalités et conditions prévues au projet d'entente;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1224784002

CE22 0437

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'adopter la résolution suivante :

d'instituer les prix de reconnaissance de la contribution montréalaise à la valorisation de la langue française selon les règles prévues ci-après :

1. En lien avec la mise en œuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 et plus particulièrement à l'égard de l'action n° 4, la présente résolution a pour objet la création des prix de reconnaissance de la contribution montréalaise à la valorisation de la langue française.

2. Les prix visent à récompenser les citoyens et les organisations qui fournissent un effort exemplaire de valorisation et de diffusion du français dans leur milieu. Ces prix comportent deux catégories :

- « Personnalité » : un prix de reconnaissance à l'intention d'une Montréalaise ou d'un Montréalais dont la contribution à la valorisation de la langue française est remarquable. Avec ce prix on souligne l'engagement exceptionnel de Montréalaises et de Montréalais envers la valorisation de la langue française comme une source de fierté pour l'ensemble de la communauté montréalaise.

- « Coup de cœur » : un prix de reconnaissance à l'intention d'une organisation dont le projet a contribué de manière importante à l'usage ou au rayonnement de la langue française à Montréal. Ce prix permet de célébrer l'effet mobilisateur des initiatives de valorisation de la langue française menées par les organisations dans notre métropole.

3. Critères d'admissibilité

3.1 Catégorie « Personnalité »

Seront admissibles, les personnes qui répondent à au moins un des critères suivants :

a) être nées sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
b) résider ou avoir résidé sur ce même territoire durant au moins deux ans;
c) exercer ou avoir exercé des activités professionnelles sur ce même territoire durant au moins deux ans.

3.2 Ne seront pas admissibles :

a) les élus, le personnel politique et les employés et cadres des administrations publiques municipale, provinciale ou fédérale;
b) les membres du Comité sur la langue française de la Ville de Montréal.

3.3 Catégorie « Coup de cœur »

Seront admissibles les organisations qui répondent à au moins un des critères suivants :

a) avoir son siège social à Montréal;
b) œuvrer ou faire des affaires sur le territoire montréalais.

3.4 Ne seront pas admissibles les entreprises qui figurent sur la Liste des entreprises non conformes au processus de francisation de l'Office québécois de la langue française pendant la période comprise entre le moment du dépôt de la candidature et la date de remise du prix.

4. Nature du prix

Remise d'une plaque, certificat ou autre item honorifique.

5. Appel de candidatures

Pour l'édition 2022, l'appel de candidatures se déroulera exceptionnellement au printemps. Pour les éditions subséquentes, l'appel de candidatures se déroulera à l'automne.

6. Jury

6.1 Les candidatures seront évaluées par un jury composé de la présidente du Comité sur la langue française de la Ville de Montréal et de quatre autres membres.

6.2 Les membres du jury siégeront pour un mandat d'un an, renouvelable.

7. Remise des prix

7.1 La cérémonie de remise des prix de reconnaissance de la contribution montréalaise à la valorisation de la langue française s'effectue durant le mois de la Francophonie, en mars.

7.2 Sauf exception le justifiant, la cérémonie de remise des prix se tient à l'hôtel de ville de Montréal.

8. Secrétariat

L'administration des prix est confiée au Bureau des relations gouvernementales et municipales de la Ville, lequel agit à titre de Secrétariat, en liaison avec les services administratifs appelés à apporter leur concours.

9. Dispositions finales

9.1 Une personne ou une organisation ayant fait l'objet d'une condamnation au criminel ne peut se voir décerner le prix.

9.2 Un comportement de nature à entacher les prix peut entraîner leur retrait.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1228489001

CE22 0438

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

de nommer Mme Taïna Mueth à titre de membre du Conseil interculturel de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de mars 2022 à mars 2025.

Adopté à l'unanimité.

30.007 1229404002

CE22 0439

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- de désigner Mme Joia Duskic, à titre de vice-présidente du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat d'un an, de mars 2022 à mars 2023;

2- de nommer Mme Catherine Maertens, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans se terminant en mars 2025, en remplacement de Mme Shophika Vaithyanathasarma;

3- de renouveler la nomination de M. Rizwan Ahmad Khan, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un second mandat de trois ans se terminant en mars 2025;

4- de remercier Mme Vaithyanathasarma pour sa contribution au Conseil jeunesse de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.008 1227181001

CE22 0440

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d’agglomération :

de renouveler la nomination de M. Oumar Diallo au conseil d'administration de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période de deux ans, débutant le 27 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

30.009 1212988001

CE22 0441

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

de nommer madame Vicky Grondin à titre de représentante élue désignée de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville.

Adopté à l'unanimité.

30.010 1220858005

CE22 0442

Vu la résolution CA22 27 0053 du conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en date du 7 mars 2022;

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

de nommer madame Alia Hassan-Cournol à titre de représentante élue de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve au sein du conseil d'administration de PME MTL Centre-Est.

Adopté à l'unanimité.

30.011 1228945004

CE22 0443

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

de ratifier l'affectation au montant de 3 247 000 $, dont 974 100 $ au niveau des compétences d'agglomération et 2 272 900 $ au niveau des compétences municipales, comptabilisée dans les résultats financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs. Ces affectations n'ont aucun effet sur les résultats financiers de 2021, autant au niveau des compétences d'agglomération que municipales.

Adopté à l'unanimité.

30.012 1220029002

CE22 0444

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser l'utilisation du budget de fonctionnement à hauteur de 212 683 $ pour 2022 afin de financer le volet 3-a) du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes aux organismes (Art3, Ateliers créatifs Montréal et Coop MADAAM) ayant signé une convention de contribution financière avec la Ville de Montréal en 2021 dans le cadre du programme;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.013 1228383003

CE22 0445

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser une affectation d'un montant de 70 500 $ de l'enveloppe de la Direction générale pour la mise en œuvre des prix de valorisation de la langue française en 2022;

2- de prévoir un ajustement budgétaire récurrent de 48 500 $ au Bureau des relations gouvernementales et municipales pour les prix en 2023 et les années subséquentes.

Adopté à l'unanimité.

30.014 1228489002

CE22 0446

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le budget 2022 de BIXI Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.015 1214368005

CE22 0447

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.016 1222675017

CE22 0448

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'approuver le programme d'activités 2022 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après :

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Étude publique du bilan de la mise en œuvre de la Politique de développement culturel 2017-2022;

- Étude publique du bilan de la mise en œuvre du Plan d'action en patrimoine 2017-2022;

- Étude publique du bilan de la première année de mise en œuvre du Plan nature et sports.

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Certification de « Propriétaire responsable » et mise en place d'un registre de loyers (CM22 0241);

- Facteurs contribuant à l'attractivité résidentielle de la Ville de Montréal et portrait des principales raisons pour lesquelles certains ménages montréalais demeurent à Montréal et d'autres quittent pour la banlieue (CM22 0136);

- L'économie circulaire en contexte de relance économique verte et inclusive.

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Mandater la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CDSDM) et la Commission de la sécurité publique (CSP) pour tenir conjointement une discussion publique portant sur la reddition de comptes des 38 recommandations du rapport de la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le racisme et les discriminations systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, ainsi que sur la planification des actions et engagements pour l'année 2022 (CM22 0185);

- Mettre les jeunes au cœur de nos actions: prévention de la violence chez les jeunes et sécurité urbaine.

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent : identification des contaminants et de leurs origines, de leurs impacts sur les procédés de traitement de l'eau potable et des eaux usées, et des meilleures pratiques et solutions aux niveaux local, national et international qui pourraient s'appliquer au fleuve Saint-Laurent;

- Les solutions nature pour le climat : comment verdir les infrastructures de la Ville;

- État des lieux de la protection des milieux naturels à Montréal : perspectives d'avenir.

Commission sur l'examen des contrats

- *En continu :* Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions (CM11 0202 et CG11 0082).

Commission sur les finances et l'administration

- Consultation prébudgétaire 2023;

- Rapport annuel du Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021;

- Étude publique des budgets de fonctionnement 2023 et du programme décennal d'immobilisations 2023-2032.

Commission sur l'inspecteur général

- *En continu :* Étude des rapports de l'inspectrice générale.

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

- Modification des affectations du schéma d'aménagement et de développement, concernant deux secteurs, l'un situé dans l'arrondissement d'Anjou et l'autre dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Projet de règlement 14-029-4 (CG22 0133);

- Modification du schéma d'aménagement et de développement afin de protéger les terrains appartenant à la Ville de Montréal dans le campus Hubert Reeves et près du marais IPEX | Projet de règlement 14-029-5 (CG22 0134);

- *Autres modifications éventuelles au schéma d'aménagement et de développement.*

Commission de la sécurité publique (CSP)

- Mandater la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CDSDM) et la Commission de la sécurité publique (CSP) pour tenir conjointement une discussion publique portant sur la reddition de comptes des 38 recommandations du rapport de la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le racisme et les discriminations systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, ainsi que sur la planification des actions et engagements pour l'année 2022 (CM22 0185);

- Rapports annuels 2021 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

- Présentation du deuxième rapport des chercheurs indépendants sur les interpellations policières;

- Cheminement des plaintes au sein du Module des incidents et crimes haineux;

- Motion d'urgence de l'opposition officielle demandant un moratoire suivi d'une consultation publique sur les intégrations des postes de quartier (CM20 1385 - CM22 0135);

- Bilan annuel des actions déployées pour lutter contre le profilage racial et social;

- Bilan de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS).

Commission sur le transport et les travaux publics

- Étude sur l'augmentation de la garantie des travaux de construction afin d'assurer la qualité des travaux routiers à Montréal à la demande du conseil municipal (CM19 0475);

- Démotorisation des ménages montréalais : comment la Ville peut-elle accélérer le développement de la mobilité partagée?

- Accessibilité universelle et vision zéro : comment améliorer l'implantation et l'entretien des feux sonores à Montréal?

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

30.017 1224320002

CE22 0449

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

d'approuver le programme d'activités 2022 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après :

Commission de la présidence du conseil

- Consultation publique sur le bilan des élections municipales 2021 déposé par Élections Montréal ainsi que, plus généralement, sur le taux de participation électorale à la Ville de Montréal (CM21 1397);

- L'évolution de la représentativité des personnes élues au conseil municipal : les facteurs de succès et les stratégies à mettre en place pour améliorer encore la représentativité de la mixité sociale montréalaise.

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Étude publique du bilan de la mise en œuvre de la Politique de développement culturel 2017-2022;

- Étude publique du bilan de la mise en œuvre du Plan d'action en patrimoine 2017-2022;

- Étude publique du bilan de la première année de mise en oeuvre du Plan nature et sports.

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Certification de « Propriétaire responsable » et mise en place d'un registre de loyers (CM22 0241);

- Facteurs contribuant à l'attractivité résidentielle de la Ville de Montréal et portrait des principales raisons pour lesquelles certains ménages montréalais demeurent à Montréal et d'autres quittent pour la banlieue (CM22 0136);

- L'économie circulaire en contexte de relance économique verte et inclusive.

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Mandater la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CDSDM) et la Commission de la sécurité publique (CSP) pour tenir conjointement une discussion publique portant sur la reddition de comptes des 38 recommandations du rapport de la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le racisme et les discriminations systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, ainsi que sur la planification des actions et engagements pour l'année 2022 (CM22 0185);

- Mettre les jeunes au cœur de nos actions : prévention de la violence chez les jeunes et sécurité urbaine.

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent : identification des contaminants et de leurs origines, de leurs impacts sur les procédés de traitement de l'eau potable et des eaux usées, et des meilleures pratiques et solutions aux niveaux local, national et international qui pourraient s'appliquer au fleuve Saint-Laurent;

- Les solutions nature pour le climat : comment verdir les infrastructures de la Ville;

- État des lieux de la protection des milieux naturels à Montréal : perspectives d'avenir.

Commission sur l'examen des contrats

En continu : Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions (CM11 0202 et CG11 0082).

Commission sur les finances et l'administration

- Consultation prébudgétaire 2023;

- Rapport annuel du Bureau du vérificateur général de la ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021;

- Étude publique des budgets de fonctionnement 2023 et du programme décennal d'immobilisations 2023-2032.

Commission sur l'inspecteur général

En continu : Étude des rapports de l'inspectrice générale.

Commission sur le transport et les travaux publics

- Étude sur l'augmentation de la garantie des travaux de construction afin d'assurer la qualité des travaux routiers à Montréal à la demande du conseil municipal (CM19 0475);

- Démotorisation des ménages montréalais : comment la Ville peut-elle accélérer le développement de la mobilité partagée?

- Accessibilité universelle et vision zéro : comment améliorer l'implantation et l'entretien des feux sonores à Montréal?

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

30.018 1224320001

CE22 0450

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal la réponse du comité exécutif au rapport et aux recommandations de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Révision du code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement ».

Adopté à l'unanimité.

30.019 1229514001

CE22 0451

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- de nommer les personnes suivantes au conseil d'administration de Concertation régionale de Montréal :

- Madame Despina Sourias, conseillère de la Ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
- Monsieur Sterling Downey, conseiller de la Ville, arrondissement de Verdun
- Madame Virginie Journeau, conseillère de la Ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

2- de renouveler le mandat des personnes suivantes au sein du conseil d'administration de Concertation régionale de Montréal :

- Monsieur Richard Deschamps, conseiller de la Ville, arrondissement de LaSalle;
- Madame Valérie Patreau, conseillère de la Ville, arrondissement d'Outremont;
- Monsieur Younes Boukala, conseiller de la Ville, arrondissement de Lachine;
- Madame Christina Smith, mairesse de la Ville de Westmount, représentante des municipalités liées.

Adopté à l'unanimité.

30.020 1225008002

CE22 0452

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 1 852 773 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social » et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1224334001

CE22 0453

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.002 1229174003

CE22 0454

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente;

2- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme de soutien financier visant la consolidation des sociétés de développement commercial et l'amélioration des affaires pour les années 2022 à 2024 », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente;

3- de réserver une somme de 13,2 M$ pour sa mise en œuvre.

Adopté à l'unanimité.

40.003 1227797001

CE22 0455

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 59 377 000 $ pour financer les travaux prévus au programme de maintien des actifs du Service de l'Espace pour la vie », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.004 1227227001

CE22 0456

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 80 du Règlement sur les tarifs de la Ville de Montréal (exercice financier 2022) (22-004), l'ordonnance numéro 2 jointe au présent dossier décisionnel en vue d'apporter des modifications à la section VI du Règlement - Vélos en libre-service BIXI - et d'y intégrer la nouvelle grille tarifaire 2022.

Adopté à l'unanimité.

40.005 1224368001

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 40 445 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.006 1222837001

CE22 0458

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal et du conseil d'agglomération le rapport annuel des activités réalisées en 2021 et le bilan final des activités réalisées de 2018 à 2022 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022 ainsi que des mesures réalisées dans le cadre des plans d'urgences et de relance économique mis en œuvre dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Adopté à l'unanimité.

60.001 1228927001

CE22 0459

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal de la Ville de Montréal le Bilan 2020 et 2021 du traitement des demandes d'accès aux documents.

Adopté à l'unanimité.

60.002 1221615001

CE22 0460

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal le Rapport des activités 2021 en matière de gestion animalière du Service de la concertation des arrondissements pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Adopté à l'unanimité.

60.003 1228726001

CE22 0461

Il est

RÉSOLU :

de déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal et du conseil d'agglomération le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.

Adopté à l'unanimité.

60.004 1227665002

Levée de la séance 11 h 58

70.001

Les résolutions CE22 0399 à CE22 0461 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Dominique Ollivier	Emmanuel Tani-Moore
Présidente du comité exécutif	Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le lundi 21 mars 2022 à 8 h 45
Salle Peter-McGill, Hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Isabelle Gauthier, Cheffe de bureau
M^{e} Domenico Zambito, Greffier adjoint
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE22 0462

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 21 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0463

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675018

Levée de la séance 8 h 46

70.001

Les résolutions CE22 0462 et CE2 0463. consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Caroline Bourgeois
Vice-présidente du comité exécutif

Domenico Zambito
Greffier adjoint

Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le vendredi 25 mars 2022 à 8 h 45 salle Peter-McGill, hôtel de ville et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Domenico Zambito, Greffier adjoint
M. Alain Dufort, Directeur général adjoint - Ville-Marie et Concertation des arrondissements
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE22 0464

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 25 mars 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0465

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675019

CE22 0466

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le directeur général de la Ville à signer la convention de subvention, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, entre le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et la Ville de Montréal dans le cadre du Plan pour une économie verte, et encaisser la somme de 117 146 900 $ destinée à mettre en œuvre le Plan Climat 2020-2030.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1227350002

CE22 0467

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le directeur général de la Ville à signer la convention d'aide financière de 950 000 $, à être ratifiée par le conseil municipal, avec le Ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1228489003

CE22 0468

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le directeur général de la Ville à signer l'entente tripartite, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, avec la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, et encaisser la somme de 30 000 000 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1220196001

CE22 0469

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver la nomination intérimaire de monsieur Jean-François Mathieu à titre de directeur général de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) rétroactivement au 16 mars 2022 pour une durée déterminée;

2- d'approuver l'addenda au protocole d'entente entre la Ville de Montréal, la SPJD et monsieur Mathieu prévoyant le prêt de service de ce dernier au sein de l'organisme.

Adopté à l'unanimité.

50.001 1225981001

Levée de la séance 8 h 48

70.001

_____

Les résolutions CE22 0464 à CE22 0469 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____

_____	_____
Dominique Ollivier	Domenico Zambito
Présidente du comité exécutif	Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif
tenue le mercredi 30 mars 2022 à 9 h
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCE :

M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Alain Dufort, Directeur général adjoint - Ville-Marie et Concertation des arrondissements
M. Charles-Mathieu Brunelle, Directeur général adjoint - Qualité de vie
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE22 0470

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 30 mars 2022 en rajoutant les points 20.008 et 50.001.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0471

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 2 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.002

CE22 0472

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 7 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.003

CE22 0473

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 9 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.004

CE22 0474

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 11 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.005

CE22 0475

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 16 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.006

CE22 0476

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 18 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.007

CE22 0477

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 21 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.008

CE22 0478

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 23 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.009

CE22 0479

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 25 février 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.010

CE22 0480

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Show Scène Design et Technologie inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation d'équipement d'habillage de scène au théâtre de Verdure, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 163 365,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19169;

2- d'autoriser une dépense de 8 168,27 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1221670001

CE22 0481

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Bruneau Électrique inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux électriques de signalisation lumineuse, à 20 intersections de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 335 693,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 475914;

2- d'autoriser une dépense de 67 138,71 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1228848009

CE22 0482

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à A.J. Théorêt Entrepreneur Électricien inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement de l'entrée électrique à l'aréna Pierre « Pete » Morin aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 235 321,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15799;

2- d'autoriser une dépense de 47 064,33 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 14 119,30 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1228750002

CE22 0483

Il est

RÉSOLU :

d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Association francophone pour le savoir (ACFAS inc.) pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2022 au Biodôme, du 1er juin 2022 au 29 janvier 2023.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1229267001

CE22 0484

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 97 500 $ aux organismes ci-après mentionnés, pour l'année 2022, pour les montants et les événements inscrits en regard de chacun d'eux, dans le cadre du premier dépôt du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains 2022 :

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2022
Dépôt 1 - 1er février 2022

Événements	Organismes	Soutien recommandé	Soutien en proportion du budget de l'événement
Volet 1 : International			
Skateboard street - événement international - Jackalope 2022	Association des sports d'action	20 000 $	15 %
Volet 2 : National			
Championnat Canadien Ouvert 2022	Judo Canada	10 000 $	5 %
Championnat canadien fermé en danse sportive	Danse Sport Québec	7 000 $	12 %
La Classique d'athlétisme de Montréal	La Classique d'athlétisme de Montréal	8 500 $	14 %
Championnat national de la ligue canadienne de basketball en fauteuil roulant 2022	Parasports Québec	6 500 $	16 %
Essais nationaux 2	Association Québécoise de Canoë-Kayak de Vitesse	7 500 $	14 %
Breakdance - événement national - Jackalope 2022	Association des sports d'action	7 000 $	12 %
Volet 3 : Métropolitain			
Événements BougeBouge Montréal	BougeBouge	12 000 $	13 %
Triathlon de Verdun 2022	Triathlon Élite Développement	10 000 $	16 %
Tournoi de basketball Born Again (BABE)	Association de basketball Born Again	9 000 $	16 %

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.005 1228816001

CE22 0485

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'Association francophone pour le savoir (ACFAS inc.) pour le projet La Preuve par l'image, édition 2022;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1229267002

CE22 0486

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 19 524 $, en 2022, à L'Étoile de Pacho - Réseau d'entraide pour parent d'enfant handicapé afin de réaliser le projet « Loisir à domicile pour enfants sévèrement handicapés » dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Accessibilité universelle (AU);

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1226367001

CE22 0487

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'abroger la résolution CE22 0137;

2- d'autoriser la radiation de l'inscription de l'avis de préemption portant le numéro 25 679 402 au Registre foncier de la province de Québec suivant la publication au registre foncier de l'acte de vente notarié, substantiellement conforme à l'offre d'achat accompagnant l'avis d'aliénation, entre Placements Sergakis inc. et les éventuels acquéreurs.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1220326001

CE22 0488

Il est

RÉSOLU :

1- de donner un accord de principe par lequel la Ville de Montréal s'engage à consentir un soutien financier d'une valeur maximale de 50 000 $ et un soutien en biens et services pour une valeur maximale de 30 000 $ pour la tenue des Essais olympiques et paralympiques 2024 à Montréal;

2- de mandater le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports à préparer une convention de contribution financière entre la Ville et la Fédération québécoise d'athlétisme conditionnellement à l'obtention de l'événement.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1228475001

CE22 0489

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une œuvre d'art public aux abords de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) inscrite à l'entente entre la Ville et l'UQAM dans le cadre du programme Accès Jardins dans l'arrondissement de Ville-Marie;

2- d'autoriser une dépense de 45 415 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition d'une œuvre d'art, les dépenses générales du projet et un volet de médiation culturelle;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1227641001

CE22 0490

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2022 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront au Centre des congrès de Québec les 12 et 13 mai 2022;

2- d'approuver un projet d'entente de partenariat à cet effet;

3- d'autoriser une dépense de 17 500 $, taxes incluses, à cette fin;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1224784003

CE22 0491

Il est

RÉSOLU :

d'approuver la formation de consortiums dans le cadre de l'appel d'offres SP22003-168520-C pour la mise à niveau des dégrilleurs, compacteurs et convoyeurs de station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1227482001

CE22 0492

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser la réception d'une contribution financière de 330 352,50 $ provenant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale afin que le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) coordonne et déploie le projet « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » - Montréal inclusive au travail 2022-2024;

2- d'approuver un projet de convention entre cet organisme et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette subvention;

3- d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 330 352,50 $;

4- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1228804002

CE22 0493

Vu la résolution CA22 14 0053 du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en date du 8 mars 2022 ;

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser la dépense et le virement de crédits de 161 881,35 $, taxes incluses, provenant du programme des cours de services du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour le contrat de location de cinq roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel - Appel d'offres public 22-19129, conformément à l'intervention financière du Service des finances jointe au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1220465001

CE22 0494

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de cinq jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.007 1222675020

CE22 0495

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 136 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022) (22-004), l'ordonnance numéro 3 jointe au présent dossier décisionnel afin d'accorder une gratuité à la FADOQ-Région Île de Montréal, d'une valeur de 1 738 $, pour l'utilisation, à titre gratuit, des installations au complexe sportif Claude-Robillard, le 13 mai 2022, dans le cadre de la 23^{e} édition des Jeux FADOQ Île de Montréal des 50 ans et plus.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1221543001

CE22 0496

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'approuver la nomination de Stéphane Bellemare à titre de directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées dans l'échelle salariale 2022 - FM12 au Service de l'eau, à compter du 30 mars 2022 ou d'une autre date convenue entre les parties, pour une durée indéterminée, conformément à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal et à l'article 5 des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

50.001 1228044001

CE22 0497

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus entre le 1er février et le 28 février 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Adopté à l'unanimité.

60.001 1227903004

Levée de la séance 9 h 54.

70.001

Les résolutions CE22 0470 à CE22 0497 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier de la Ville

CE : 12.001

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.002

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.003

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.004

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.005

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.006

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.007

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.008

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.009

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.010

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.011

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.012

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227482006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Système d'information Bâtiment Devisubox inc, pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos - Dépense totale de 213 738,53 $, taxes incluses (contrat : 194 307,75 $ + contingences 19 430,78 $) - Appel d'offres public 22-18495 (2 soumissions)

Il est recommandé

1. d'octroyer le contrat à Système d'information Bâtiment Devisubox inc, pour de service de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéo au prix de sa soumission, soit 194 307.75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-18495;

2. d'autoriser une dépense de 19 430,78 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-08 10:36

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227482006**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Système d'information Bâtiment Devisubox inc, pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos - Dépense totale de 213 738,53 $, taxes incluses (contrat : 194 307,75 $ + contingences 19 430,78 $) - Appel d'offres public 22-18495 (2 soumissions)

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite toutes les eaux usées et sanitaires de l'île de Montréal ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées rejetées au fleuve Saint-Laurent (Fleuve), de se conformer aux exigences environnementales de rejets du MELCC et de réduire la contamination microbiologique des eaux du Fleuve, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant.
Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. Le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation a été octroyé à l'entreprise Degrémont ltée., en mars 2015 (résolution CG15 0163). La presque totalité des composantes et des équipements de l'unité d'ozonation sont fabriqués.

Le 5 octobre 2021, le Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) a recommandé au Comité exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la partie du projet intitulée "Désinfection à l'ozone".

Le chantier de la désinfection qui devrait s'échelonner sur une longue période de temps impliquera plusieurs travaux d'un grand nombre d'entrepreneurs et cela à travers plusieurs contrats. Afin de pouvoir assurer le suivi de ces différents chantiers, la DEEU a donc décidé de se munir d'un contrat de surveillance par Caméra de type Timelapse. En effet, ce contrat aura comme avantage de conserver un historique dans le temps, des travaux et de leurs séquences.

Un appel d'offres public no 22-18495, pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos a été publié le 21 février 2022 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 24 mars 2022 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente (30) jours. Les soumissions sont valides durant cent-vingt (120) jours, soit jusqu'au 22 juillet 2022.

Dans le cadre de cet appel d'offres, deux (2) addenda ont été émis :

Addenda no. 1, en date du 07 mars : réponses à des questions;
Addenda no. 2, en date du 16 mars: réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont Ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise la fourniture de services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos pour une durée de 42 mois, suivant l'octroi du contrat.

Les travaux demandés pour ce projet portent, mais sans s'y limiter à :

· Effectuer la surveillance des différents lots de construction pendant les travaux,

· Installer des caméras, qui devront être fixées sur des poteaux ou des structures existantes et demeureront en place pour toute la durée des travaux,

· Fournir entre 10-15 caméras durant toute la durée de la construction de l'usine de Désinfection,

· Fournir des services conseils à la DEEU afin de trouver les meilleurs lieux et angles de vue pour la disposition des dites caméras,

· Rendre disponible toutes les images prises par les caméras sur un site web pour lequel le directeur ou ses représentants pourront consulter les images en temps réel, mais aussi ultérieurement à la prise des images,

· Conserver un historique des étapes de construction, pour visualiser en temps réel les travaux ou faire des vérifications des étapes des travaux, ainsi que des dates de finalité de ceux-ci,

· Entretenir et maintenir les caméras en bon état de marche,

· Fournir la totalité des images qui auront été prises par les caméras,

· Installer des poteaux pour fixer les caméras, puis offrir au besoin, des services de surveillance par drones.

JUSTIFICATION

Sept (7) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission. Les deux soumissions sont conformes administrativement et techniquement. Le plus bas soumissionnaire conforme est la firme: Système d'information bâtiment Devisubox inc.

Dans le cadre de cet appel d'offres, cinq (5) soumissionnaires ont pris le cahier de charges, mais n'ont pas présenté de soumission.

La liste des preneurs du cahier des charges est inclut avec dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. De plus, veuillez-vous référer à cette même intervention pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions:

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- Système d'information bâtiment Devisubox Inc.	194 307,75 $	19 430.78 $	213 738.53 $
2-Fingo Technologie Inc.	514 513.13 $	51 451.31 $	565 964.44 $
Estimation du professionnel	382 832.26 $	38 283.23 $	421 115.49 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($) (la plus basse conforme – estimation)			(207 376.96)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-49.2 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			352 225.91$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			164.8%

L'écart entre l'estimation interne et le prix du plus bas soumissionnaire est favorable à la Ville. Il est d'environ 49,2 %, soit 207 376.96 $ de moins que l'estimation. En effet, l'entrepreneur Système d'information bâtiment Devisubox Inc., est une entreprise bien établie, avec plusieurs années d'expérience pour ce genre de services. Elle dispose également de la technologie et les infrastructures pour réaliser ce mandat. Ainsi elle a une meilleure compréhension du mandat et des coûts, ce qui pourrait contribuer à expliquer cet écart. De plus, il semble que le carnet de commandes de ce soumissionnaire n'est pas complet. Ainsi, il est plausible de penser que pour ce soumissionnaire, l'idée d'avoir dans son portfolio un contrat de surveillance pour l'ensemble de la construction de ce projet, pourrait représenter pour lui une réalisation importante à son actif.

L'écart entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas est d'environ 164,8 %, soit 352 225.91$.

Les validations requises ont démontrées que l'adjudicataire recommandé:

· n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
· n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville (LFRI);
· n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, le formulaire d'évaluation de risques de l'adjudicataire a été complété et une copie est jointe au présent dossier décisionnel.

Il est recommandé d'octroyer le contrat à Système d'information bâtiment Devisubox Inc., pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos au prix de sa soumission, soit 194 307,75 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos est de 213 738.53 $, taxes et contingences incluses (contrat : 194 307,75 $ + contingences : 19 430.78 $).
Ceci représente un montant de 195 171,77 $ net de ristournes de taxes (contrat 177 428,88 $ et contingences 17 742,89 $).

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux usées qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où ce dossier n'était pas approuvé ou retardé, la DEEU ne disposait pas d'outils de surveillance, de contrôle et d'historique pour le projet de Désinfection des eaux usées pour le suivi des multiples lots de construction, et ce, pour faire face à d'éventuelles réclamations (qui pourraient être non fondées) de la part des entrepreneurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication telle que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 20 avril 2022

Début des travaux: 9 mai 2022

Installation des premières caméras : 30 mai 2022

Fin des travaux: 20 novembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Naceur AYARA
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 863 1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-05

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane BELLEMARE
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2022-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-04-07

Dossier décisionnel

Grille d’analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227482006
Unité administrative responsable : Direction de l'eau potable
Projet : service de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéo

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?	***S.O.***		
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**	***S.O.***		

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	Service de surveillance de chantier (caméras)	Date	2022-04-01
Description	Location et entretien de caméra de surveillance de type Timelapse pour un chantier		
Unité d'affaires	Direction de l'épuration des eaux usées		
Responsable(s)	Rodolphe Kohler, ing.		
Montant estimé $	169 000$ + taxes		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	0	Nouvelle technologie	0	
Impact économique	0	Impacts sur le citoyen	0	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	2	+	0	= 2

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature Rodolphe Kohler Signature numérique de Rodolphe Kohler Date : 2022.04.01 16:17:06 -04'00' Nom Rodolphe Kohler, ing. Poste Chargé de projet, Désinfection

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227482006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Système d'information Bâtiment Devisubox inc, pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos - Dépense totale de 213 738,53 $, taxes incluses (contrat : 194 307,75 $ + contingences 19 430,78 $) - Appel d'offres public 22-18495 (2 soumissions)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-18495 PV_Amendé.pdf

22-18495_SEAO _ Liste des commandes.pdf

22-18495_TCP.pdf

22-18495_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Annie T THERRIEN
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-18495

No du GDD : 1227482006

Titre de l'appel d'offres : Service de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéo.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 24 - 3 - 2022

Date du dernier addenda émis : 16 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 24 - 3 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 28,57

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 7 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 7 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Système d'information bâtiment Devisubox inc.	194,307.75 $	√	
Fingo Technologie inc.	514,513,13 $		

Information additionnelle

Les cinq (5) raisons de désistement sont les suivantes : (1) nous avons dû effectuer une sélection parmi les projets en cours d'appel d'offres et ce projet n'a pas été retenu, (1) nous ne fournissons pas les biens et services demandés et (3) aucune réponse reçue malgré la relance.

Préparé par : Francesca Raby

Le 6 - 4 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-18495

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Système d'information Bâtiment Devisubox inc.										
	0	0	1	Cueuillette d'information	1	Forfaitaire	1	350,00 $	350,00 $	402,41 $
			2	Préparation et présentation de l'étude d'installation	1	Forfaitaire	1	490,00 $	490,00 $	563,38 $
			3	Concept final	1	Forfaitaire	1	290,00 $	290,00 $	333,43 $
			4	Service Conseil pour le déplacement de caméras ou l'installation de nouvelles caméras permanentes ou temporaires	10	Chaque	1	- $	- $	- $
			5	Location de caméras/mois - Caméras permanentes	280	Mois	1	365,00 $	102 200,00 $	117 504,45 $
			6	Location de caméras/mois - Caméras temporaires	24	Mois	1	365,00 $	8 760,00 $	10 071,81 $
			7	Service d'installation initiale	10	Chaque	1	560,00 $	5 600,00 $	6 438,60 $
			8	Équipement de levage requis (tout-terrain) pour l'installation initiale	1	Forfaitaire	1	- $	- $	- $
			9	Service de déplacement ou d'installation de nouvelles caméras permanentes ou temporaires	14	Chaque	1	460,00 $	6 440,00 $	7 404,39 $
			10	Service de fourniture et de mise en place de fûts (Poteaux/Structures)	12	Chaque	1	390,00 $	4 680,00 $	5 380,83 $
			11	Service pour le retrait final des caméras et fûts	1	Forfaitaire	1	- $	- $	- $
			12	Service de location de drone avec pilote (plage horaire de 3h)	20	Chaque	1	1 200,00 $	24 000,00 $	27 594,00 $
			13	Site Web pour visionnement	42	Mois	1	- $	- $	- $
			14	Logiciel d'échange de données	42	Mois	1	- $	- $	- $
			15	Montage de vidéo Timelapse - Vidéo technique	10	Chaque	1	1 395,00 $	13 950,00 $	16 039,01 $
			16	Montage de vidéo Timelapse - Vidéo corporatif	1	Chaque	1	2 240,00 $	2 240,00 $	2 575,44 $
Total (Système d'information Bâtiment Devisubox inc.)									**169 000,00 $**	**194 307,75 $**
Fingo Technologie inc.										
	0	0	1	Cueuillette d'information	1	Forfaitaire	1	4 995,00 $	4 995,00 $	5 743,00 $
			2	Préparation et présentation de l'étude d'installation	1	Forfaitaire	1	4 995,00 $	4 995,00 $	5 743,00 $
			3	Concept final	1	Forfaitaire	1	5 995,00 $	5 995,00 $	6 892,75 $
			4	Service Conseil pour le déplacement de caméras ou l'installation de nouvelles caméras permanentes ou temporaires	10	Chaque	1	495,00 $	4 950,00 $	5 691,26 $
			5	Location de caméras/mois - Caméras permanentes	280	Mois	1	795,00 $	222 600,00 $	255 934,35 $
			6	Location de caméras/mois - Caméras temporaires	24	Mois	1	795,00 $	19 080,00 $	21 937,23 $
			7	Service d'installation initiale	10	Chaque	1	495,00 $	4 950,00 $	5 691,26 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-18495

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Fingo Technologie inc.	0	0	8	Équipement de levage requis (tout-terrain) pour l'installation initiale	1	Forfaitaire	1	3 160,00 $	3 160,00 $	3 633,21 $
			9	Service de déplacement ou d'installation de nouvelles caméras permanentes ou temporaires	14	Chaque	1	695,00 $	9 730,00 $	11 187,07 $
			10	Service de fourniture et de mise en place de fûts (Poteaux/Structures)	12	Chaque	1	1 875,00 $	22 500,00 $	25 869,38 $
			11	Service pour le retrait final des caméras et fûts	1	Forfaitaire	1	6 950,00 $	6 950,00 $	7 990,76 $
			12	Service de location de drone avec pilote (plage horaire de 3h)	20	Chaque	1	1 995,00 $	39 900,00 $	45 875,03 $
			13	Site Web pour visionnement	42	Mois	1	1 000,00 $	42 000,00 $	48 289,50 $
			14	Logiciel d'échange de données	42	Mois	1	375,00 $	15 750,00 $	18 108,56 $
			15	Montage de vidéo Timelapse - Vidéo technique	10	Chaque	1	3 495,00 $	34 950,00 $	40 183,76 $
			16	Montage de vidéo Timelapse - Vidéo corporatif	1	Chaque	1	4 995,00 $	4 995,00 $	5 743,00 $
Total (Fingo Technologie inc.)									**447 500,00 $**	**514 513,13 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-18495
Numéro de référence : 1573570
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéo

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Englobe 505, boulevard du Parc-Technologique, bureau 200 Québec, QC, G1P4S9 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (2004086)** 2022-02-23 8 h 59 **Transmission :** 2022-02-23 8 h 59	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel 3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fingo Technologies Inc. 1477 rue nobel Sainte-Julie, QC, j3e1z5 http://www.fingo.ca NEQ : 1172064488	Monsieur Fingo Technologie Téléphone : 1855 268-5356 Télécopieur :	**Commande : (2008719)** 2022-03-02 15 h 03 **Transmission :** 2022-03-02 15 h 03	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel 3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE ORTAM INC. 1200 Louvain ouest Montréal, QC, H4N1G5 NEQ : 1162641691	Monsieur christopher Medrano Téléphone : 514 982-0990 Télécopieur :	**Commande : (2003462)** 2022-02-22 10 h 39 **Transmission :** 2022-02-22 10 h 39	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel 3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2003532)** 2022-02-22 11 h 19 **Transmission :** 2022-02-22 11 h 19	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel 3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC. 800 de la Gauchetière ouest Portail Nord-E Montréal, QC, H5A 1K3 NEQ : 1171552897	Monsieur Serge Brousseau Téléphone : 514 392-5793 Télécopieur : 888 329-4955	**Commande : (2004095)** 2022-02-23 9 h 05 **Transmission :** 2022-02-23 9 h 05	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel 3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage	Monsieur Mohamed El Salahi	**Commande : (2004989)**	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel

	Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	2022-02-24 10 h 08 **Transmission :** 2022-02-24 10 h 08	3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SYSTÈME D'INFORMATION BÂTIMENT DEVISUBOX INC. 452 rue Aimé Vincent Vaudreuil-Dorion, QC, J7V5V5 NEQ : 1170108162	Monsieur Simon Lorne Téléphone : 514 831-7388 Télécopieur :	**Commande : (2008056)** 2022-03-01 17 h 04 **Transmission :** 2022-03-01 17 h 04	3685879 - 22-18495 Addenda #1 2022-03-07 16 h 06 - Courriel 3693289 - 22-18495 Addenda #2 2022-03-16 15 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227482006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Système d'information Bâtiment Devisubox inc, pour des services de surveillance de chantier (caméras Timelapse et drone) et de production de vidéos - Dépense totale de 213 738,53 $, taxes incluses (contrat : 194 307,75 $ + contingences 19 430,78 $) - Appel d'offres public 22-18495 (2 soumissions)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1227482006_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Jean-François BALLARD
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-5916
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1226628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $). Avis d'intention 21-00013.

Il est recommandé :
1. de conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 32 mois, par laquelle Lallemand Plant Care s'engage à fournir à la Ville, sur demande, l'insecticide TreeAzin, pour une somme maximale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 21-00013;

2. d'autoriser une dépense de 603 731, 08 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépenses de 905 596, 62 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-24 09:47

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226628001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $). Avis d'intention 21-00013.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de permettre à la population montréalaise de continuer à profiter des bienfaits de plus de 40 000 frênes publics et privés protégés contre l'agrile du frêne, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) souhaite s'assurer d'un approvisionnement en insecticide TreeAzin^{MD} pour les trois prochaines années. L'insecticide systémique TreeAzin^{MD} fait l'objet d'une homologation permanente par l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), pour le contrôle de l'agrile du frêne. Ce produit est administré aux frênes en traitements curatifs et préventifs par injection du produit dans le tronc des arbres.

En protégeant ses frênes publics ainsi qu'une partie des frênes privés, la Ville a réussi à bien se prémunir contre de néfastes impacts économiques, sociaux et environnementaux qui auraient pu frapper les milieux de vie de ses citoyens à mesure que l'infestation a pris de l'ampleur sur le territoire.

La campagne d'injection des frênes sur le domaine public se poursuit depuis 2012. À partir de 2014, devant l'ampleur de la tâche, la Ville a dû faire appel à des entrepreneurs spécialisés pour réaliser les travaux d'injection et les contrats prévoyait également la fourniture de l'insecticide TreeAzinMD. Depuis 2015, la Ville opte plutôt pour des contrats distincts pour l'acquisition de TreeAzinMD, en négociant directement un coût unitaire au litre avec le fournisseur unique et fabricant du produit.

La dernière entente conclue avec Bioforest Technologies inc. pour l'approvisionnement en insecticide TreeAzinMD couvrait les années 2019, 2020 et 2021. L'entreprise Lallemand Plant Care s'est depuis portée acquéreur de BioForest Technologies inc. Pour 2022, une nouvelle entente est requise.

Un avis d'intention a été publié sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO le 3 novembre 2021. La durée de la publication a été de 36 jours, soit du 3 novembre au 9 décembre 2021. Au terme de cette publication, aucune firme ni aucun fournisseur ne s'est prononcé ni ne s'est procuré les

documents d'appel d'intérêt.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0351 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Bio-Contrôle arboricole inc., pour les services d'injection de frênes sur le domaine privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Dépense totale de 107 142,33 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 21-18672 (1 seul soum.)
CM19 0196 - 26 février 2019 - Conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 32 mois, avec Lallemand inc. \ BIOFOREST, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Montant de l'entente 9 656 175 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de conclure une entente de gré à gré d'une durée de 32 mois, avec Lallemand Plant Care pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin^{TM}. L'entente convenue avec le fournisseur sera effective à partir de la date de l'autorisation d'octroi et assurera l'approvisionnement du produit à la Ville pour les saisons de traitement des étés 2022, 2023 et 2024. Cette entente sera également accessible pour les arrondissements et les Services de la Ville qui ne disposent pas d'une entente valide avec le fournisseur. À ces occasions, l'imputation budgétaire reviendra à chacun des arrondissements ou des Services concernés.
Les achats d'insecticide seront effectués sur demande via des bons de commande annuels. Le produit sera livré directement chez les adjudicataires de contrats d'injection et cette dépense de livraison est assumée par la Ville centre. En 2021, les frais de livraison ont totalisé 3 367, 62 $, taxes incluses, alors que la dépense attendue pour les livraisons en 2022 devrait s'élever à près de 3 500, 00 $.

Une contingence de 603 731,08 $, taxes incluses, représentant 10 % de la valeur de l'entente est prévue au contrat. Comme une fluctuation de la mortalité des frênes ou des inscriptions au programme de protection des frênes privés pourrait survenir dans le temps, des crédits alloués à la variation des quantités, représentant 15 % de la valeur totale de l'entente, doivent être prévus aux contrats : le montant total s'élève à 905 596, 62 $ taxes incluses.

JUSTIFICATION

Choix du produit insecticide:
Parmi les 5 pesticides homologués au Canada pour lutter contre l'agrile du frêne, seuls le TreeAzinMD et l'Acecap®97 se conforment au Règlement montréalais sur la vente et l'utilisation des pesticides (Reg. 21-041). Des deux produits, le TreeAzinMD présente les avantages d'avoir une faible toxicité pour la santé humaine, un impact réduit sur l'environnement et un risque presque nul d'exposition accidentelle des abeilles. L'Environmental Protection Agence aux États-Unis considère l'ingrédient actif du TreeAzinMD (azadirachtine), comme un biopesticide. Le TreeAzinMD est également le seul dont l'efficacité a été démontrée scientifiquement pour contrôler l'agrile du frêne.

Enfin, le TreeAzinMD est injecté aux deux ans comparativement à l'Acecap®97 qui doit être administré annuellement. De plus, le système d'injection est moins invasif pour les arbres. À titre indicatif, les villes de Toronto, d'Ottawa et de Québec font aussi usage du TreeAzinMD.

Fournisseur unique du produit:

Une vérification a été faite selon laquelle Lallemand Plant Care est le seul fournisseur du produit TreeAzinMD en date du 23 septembre 2021. Étant donné que la valeur totale de ce contrat de biens et services est de plus de deux millions de dollars (2 M$) et que le fournisseur est considéré unique en vertu de la Loi sur les cités et villes, celui-ci doit être examiné par la Commission permanente sur l'examen des contrats. Le fait de conclure une entente d'approvisionnement pour trois ans permet

d'importantes économies d'échelle pour la Ville. La Ville a négocié un plus bas coût par litre que le coût régulier, mais doit s'engager à réaliser des achats répartis sur trois saisons de traitements, ou 32 mois, pour bénéficier d'économies pouvant s'élever jusqu'à 967 997 $, taxes incluses, sur 3 ans.

Le Plan de la forêt urbaine est considéré comme un programme d'envergure avec une date de fin. Il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 7 546 638, 51 $, taxes, contingences (603 731, 08 $) et la variation de quantité (905 596, 62 $) incluses. Ce montant sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 6 891 086, 85 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 20-050 - Plan de gestion de la forêt urbaine.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années:

Projet	2022	2023	2024	Total
Fourniture de l'insecticide TreeAzin, entente d'une durée de 32 mois	2 305 760,41 $	2 292 663,22 $	2 292 663,22 $	6 891 086,85 $

La dépense totale sera effectuée en 2022, 2023 et 2024 et sera assumée à 100 % par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Action 20 du chantier B *«Mobilité, urbanisme et aménagement» : «Planter, entretenir et protéger 500 000 arbres, en priorité dans les zones vulnérables aux vagues de chaleur.»*

L'utilisation de ce produit dans le programme de lutte contre l'agrile du frêne respecte en tout point le *Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides* de la Ville de Montréal (21-041).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal travaille toujours à l'accroissement de 5 % de l'indice de canopée montréalaise d'ici 2025 et actuellement, plus de 40 000 frênes publics et privés sont protégés grâce aux travaux d'injection. Ne pas s'assurer de l'approvisionnement et cesser les traitements pourrait retarder considérablement l'atteinte des objectifs d'accroissement de l'indice de canopée, ce qui aurait un impact majeur sur la santé publique (îlots de chaleur, qualité de l'air, etc.), mais aussi d'un point de vue économique, notamment par la perte de valeur foncière des résidences.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la COVID-19 pourrait entraîner un retard dans l'exécution des travaux (retard dans l'exécution des travaux d'injection de frênes par manque de personnel ou par des procédures supplémentaires visant le maintien de la santé et sécurité sur le chantier). Dans le contexte où les services d'injection ne seraient pas rendus à cause de la COVID-19 ou autres motifs, la Ville n'aura pas à défrayer le coûts des produits insecticides qui n'auront pas été appliqués. Le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité de biens livrés et acceptés par la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: le 6 avril 2022;
Commission d'examen des contrats: le 13 avril 2022;
Conseil municipal: le 25 avril 2022;
Période prévue pour les travaux d'injection, saison 2022 : du 25 juin au 31 août inclusivement;
Automnes 2022 et 2023 : Lancements des appels d'offres pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé (pour les étés 2023 et 2024).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-03-10
Pierre DUVAL Ingénieur forestier	Daniel BÉDARD Chef de division
Tél : 514 872-1640 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-1642 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON	Louise-Hélène LEFEBVRE

Directeur - gestion des parcs et biodiversite		directeur(trice)	
Tél :	514 872-2289	**Tél :**	514.872.1456
Approuvé le :	2022-03-23	**Approuvé le :**	2022-03-23

Le 23 septembre 2021

Monsieur Pierre Duval, Ingénieur forestier
Direction des grands parcs et du verdissement
801, rue Brennan, Pavillon Duke,
Montréal (Québec), H3C 0G4

Objet : Commande de système EcoJect et de TreeAzin

Monsieur Duval,

Nous vous attestons par la présente que Lallemand Inc. est le seul fournisseur du système EcoJect et de toutes ses composantes, incluant les capsules d'injection et les embouts. Lallemand Inc. a développé le système EcoJect pour optimiser et faciliter l'injection du TreeAzin, un insecticide systémique qui est utilisé pour combattre l'agrile du frêne et d'autres ravageurs qui s'attaquent à la forêt urbaine. Lallemand Inc. est le seul distributeur de ce système de même que de toutes les composantes y étant associées. Étant le seul manufacturier du système EcoJect, les réparations et les mises à niveau doivent être effectuées par Lallemand Inc.

Le système EcoJect constitue le seul système d'injection pouvant légalement être utilisé avec le TreeAzin. Il est stipulé sur l'étiquette que le TreeAzin doit obligatoirement être utilisé avec le système EcoJect. Suite à des essais portant sur l'efficacité du produit et le minimum de risque associé à son utilisation, Lallemand Inc. est titulaire de l'homologation permanente de l'insecticide systémique TreeAzin en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires et aussi seul fournisseur au Canada. Le numéro d'homologation du TreeAzin est le 30559.

En espérant le tout conforme.

Michael Pratt, Directeur Commercial

c.c : M. Frédéric Dubois, Spécialiste Technique, Lallemand Inc.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1226628001**
Unité administrative responsable : **Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, division Forêt urbaine**
Projet : **Conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 32 mois, avec Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Montant de l'entente 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $)** .

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Poursuite pour une période de trois ans de plus de 40 000 frênes publics et privés contre les ravages de l'agrile du frêne : poursuite des bénéfices en services écologiques offerts par ces arbres matures à la population montréalaise.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1226628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $). Avis d'intention 21-00013.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-00013 avis d'intention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-14

Michael SAOUMAA
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

GDD 1226628001

Avis d'intention 21-00013

Le Service de l'approvisionnement confirme qu'une demande d'avis d'intention, pour l'achat d'insecticide TreeAzin pour le traitement contre l'agrile du frêne, a eu lieu du 3 novembre 2022 sur le SÉAO. À la date d'ouverture, le 9 décembre, aucune firme ne s'est prononcée.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1226628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $). Avis d'intention 21-00013.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD 1226628001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-11

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.002

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1226628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $). Avis d'intention 21-00013.



Rapport_CEC_SMCE226628001.pdf

Dossier # :1226628001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE226628001

Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités : 905 596, 62 $)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE226628001

Accorder un contrat d'une durée de 32 mois à Lallemand Plant Care, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Dépense totale de 7 546 638, 51 $, taxes incluses (Contrat : 6 037 310, 81 $, Contingences : 603 731, 08 $, Variation de quantités: 905 596, 62 $)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel :*
    - *Aucun appel d'offres n'a été effectué, le fournisseur étant considéré seul et unique, après des vérifications documentées et sérieuses, en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes.*

Le 13 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce contrat permettra d'assurer l'approvisionnement de la Ville en insecticide de marque TreeAzinMD pour les trois prochaines années, lequel est utilisé pour protéger les quelques 40 000 frênes publics et privés contre l'agrile du frêne. La campagne d'injection des frênes sur le domaine public se poursuit depuis 2012.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 36 jours. Au terme de cette publication, aucun fournisseur ne s'est prononcé ni ne s'est procuré les documents d'appel d'intérêt.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur la période durant laquelle la Ville compte utiliser le produit et sur l'emplacement des frênes visés par ces traitements (domaine public ou privé).

Le Service a également fait état de l'écart favorable de 3,86% entre l'estimé de la Ville et le prix proposé par l'adjudicataire. Il a mentionné que des économies importantes sont obtenues par la Ville de par le volume de produit acheté dans le cadre de ce contrat. Il a également rappelé l'importance des traitements dans l'arsenal de la Ville pour lutter contre l'agrile du frêne. Il a précisé que le produit TreeAzin a une plus faible toxicité pour l'environnement et pour la santé humaine que les autres produits sur le marché, que son efficacité a été mesurée et démontrée et que les autres villes canadiennes l'utilisent également.

Les explications ont été à la satisfaction des membres de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction aménagement des parcs et espaces publics pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe :*
    - *Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré seul et unique, après des vérifications documentées et sérieuses, en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE226628001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228502002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Pneus Mobile Rive-Nord (9458-6997 Québec Inc.), pour le service de retrait des jantes des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 181 229,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public #22-19182 - Quatre (4) soumissionnaires

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder à Les Pneus Mobile Rive-Nord Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le service de retrait des jantes des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal, aux prix de sa soumission, pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - soit pour une somme maximale de 181 229,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (# 22-19182);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-11 08:33

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228502002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Pneus Mobile Rive-Nord (9458-6997 Québec Inc.), pour le service de retrait des jantes des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 181 229,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public #22-19182 - Quatre (4) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération.
La Ville exploite, pour l'agglomération de Montréal, un réseau de sept (7) écocentres, dont les principales activités consistent à recevoir les matières résiduelles de citoyens et à les transférer vers des sites afin qu'elles soient recyclées, valorisées ou éliminées.

De par cette mission de recyclage et de valorisation, le réseau des écocentres de l'agglomération de Montréal effectue la récupération des pneus hors d'usage. Toutefois, le *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage* , géré par Recyc-Québec (sans frais), n'accepte que les pneus sans jantes.

La Ville de Montréal fait donc appel à des fournisseurs de service pour retirer les jantes des pneus reçus en écocentre afin qu'ils soient récupérés par les partenaires de Recyc-Québec. Le contrat actuellement en vigueur pour ce type de service venant à échéance le 30 avril 2022, un processus de sollicitation a été lancé afin de continuer à pourvoir à ce service. Considérant la récurrence des besoins, il fut privilégié de procéder par appel d'offres public.

L'ouverture du marché à ce type de service était un jalon important dans la préparation du devis technique et de l'appel d'offres. Effectivement, il s'agit généralement d'un service très peu connu par les principaux fournisseurs potentiels dans le secteur de la déjante des pneus, à savoir que des pneus déposés aux écocentres doivent également faire l'objet d'une

déjante, et que la Ville de Montréal octroie des contrats à cet effet.

Au cours des dernières années, différents modes de service ont été testés (déjante sur site et déjante hors site), expliquant la mise en place de contrats de courte durée, de type gré à gré. Considérant le succès des deux modes, la stratégie de sollicitation a été faite dans une perspective d'économie en soumettant la possibilité aux fournisseurs d'effectuer les travaux selon trois (3) options.

La stratégie de sollicitation du marché préconisée fut donc de présenter ces trois (3) options au bordereau de soumission. Ces options permettaient également d'observer si des économies seraient possibles par la récupération du métal, par le prestataire de services, aux fins d'acheminement vers des filières de valorisation.

Tableau 1 - Options présentées au bordereau de soumission

Option	Description de l'option	Nombre de soumissions reçues
A	Service de déjante de pneu **en écocentre**, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal **en écocentre**.	4
B	Service de déjante de pneu **en écocentre**, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal **hors site**.	2
C	Service de déjante de pneu **hors site**, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal **hors site**.	3

La perception de la redevance attribuée au métal déposé dans les conteneurs des écocentres fait partie d'un autre engagement contractuel actif. Il est donc à noter qu'aucune perte monétaire n'aurait été engendrée par l'attribution du Contrat, sous l'option B ou C.

Le processus d'appel d'offres public s'est déroulé comme suit :

- Une publication dans le Journal Le Devoir a été effectuée le 16 février 2022.
- L'appel d'offres public N° 22-19182 a été lancé et publié le 21 février 2022 dans le SEAO.
- Dix (10) fournisseurs potentiels ont été contactés par le Service de l'approvisionnement pour les informer de l'appel d'offres en cours.
- Les soumissionnaires ont eu 20 jours calendriers pour préparer leur dossier.
- Les soumissions ont été ouvertes le 15 mars 2022.
- Les soumissions ont un délai de validité de 120 jours calendrier.
- Aucun addenda n'a été émis dans le cadre de cet appel d'offres.
- Il y a eu cinq (5) preneurs de cahier de charges, dont quatre (4) ont déposé une soumission.
- Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Contrats accordés de gré à gré :
BC 1513318 - 25 janvier 2022 - accordé à Pneus Éclair pour le service de déjante de pneus en écocentre, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal en écocentre - Dépense totale de 18 683,44 $, taxes incluses (2 soumissionnaires)

BC 1507645 - 13 décembre 2021 - accordé à Pneus Éclair pour le service de déjante de pneus en écocentre, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal en écocentre - Dépenses totale de 17 246,25 $, taxes incluses (1 soumissionnaire)

BC 1451381 - 19 janvier 2021 - accordé à Pneus Éclair pour Déjantes de pneus en provenance des écocentres. Recyclage du métal en écocentre - Dépense totale de 51 738,75 $, taxes incluses (4 soumissionnaires)

BC 1407278 - 23 avril 2020 - accordé à Pneus Éclair Service de déjante de pneus dans les écocentres - Dépense totale de 40 241,25 $, taxes incluses (4 soumissionnaires)

DESCRIPTION

La récupération des pneus aux écocentres de l'agglomération de Montréal, incluant les pneus avec des jantes, est un service hautement utilisé. À titre de référence, plus de 10 000 pneus ont fait l'objet d'un retrait des jantes au sein des écocentres lors de l'année 2021. Le service de déjante des pneus permet d'assurer un maximum de récupération et de valorisation des pneus.
Pour ce faire, tous les écocentres disposent de deux cages à pneus où les pneus avec des jantes sont séparés des pneus sans jantes. Ultimement, l'ensemble des pneus sont collectés, par le biais du *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage* , géré par Recyc-Québec. Toutefois, seuls les pneus sans jantes sont acceptés par le biais du Programme.

Lors d'un passage en écocentre, le prestataire de services doit déjanter l'ensemble des pneus d'automobile sur jante, et ce, sans exception. Les écocentres acceptent tous les pneus hors d'usage d'automobile, ce qui inclut tous les pneus ayant un diamètre de jante entre 30,48 cm (12 pouces) et 62,23 cm (24,5 pouces) inclusivement et un diamètre hors tout, soit le diamètre global, de 83,82 cm (33 pouces) et moins.

Les opérations de collecte et de déjante en écocentres doivent être effectuées pendant les heures d'ouverture des écocentres. L'espace de travail dédié au retrait des jantes des pneus se trouve au bas des plateformes, dans la zone de camionnage et d'entreposage des conteneurs aux écocentres. À cet effet, le prestataire de services doit baliser la zone de travail à l'aide de cônes. Les pneus, une fois déjantés, doivent être déposés dans la cage à pneus sans jante en vue d'être recyclés par l'entremise du programme de Recyc-Québec.

JUSTIFICATION

Il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges et quatre (4) soumissionnaires (80%). Un (1) preneur du cahier des charges n'a pas soumissionné (20%). L'entreprise Les Pneus Mobile Rive-Nord Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme, toutes options confondues. Par conséquent, l'option A (Gestion des pneus en écocentre, récupération du métal en écocentre) est retenue du fait qu'il s'agisse de l'option la plus économique pour la Ville.

Tableau 2 - Récapitulatif des soumissions

SOUMISSIONS CONFORMES	Option A PRIX SOUMIS (taxes incluses)	Option B PRIX SOUMIS (taxes incluses)	Option C PRIX SOUMIS (taxes incluses)
Les Pneus Mobile Rive-Nord Inc.	**181 229,34 $**		
Pneus Éclair	241 936,14 $	223 813,21 $	260 059,08 $
Insta Pneus Inc.	308 679,13 $		289 392,08 $
Vallerex Inc.	526 290,01 $	526 290,01 $	981 900,58 $

Tableau 3 - Résultats (Option A)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Pneus Mobile Rive-Nord Inc.	**181 229,34 $**		**181 229,34 $**
Pneus Éclair	241 936,14 $		241 936,14 $
Insta Pneus Inc.	308 679,13 $		308 679,13 $
Vallerex Inc.	526 290,01 $		526 290,01 $
Dernière estimation réalisée ($)	371 894,00 $		371 894,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			190 664,66 $ - 51,27 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			60 706,08 $ 33.50 %

Estimation du professionnel

L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie en tenant compte de la moyenne des soumissions reçues lors des quatre (4) derniers contrats en gré à gré attribués pour ce type de service, depuis l'année 2020. Au total, neuf (9) soumissions avaient été déposées dans le cadre de ces processus de sollicitation et de fourniture de service.

Les résultats obtenus par les processus de sollicitation reliés à ces services, en gré à gré, laissaient entrevoir une large disparité des prix soumis, de même que des prix plus élevés que ceux soumis dans l'appel d'offres. Également, l'estimation prenait en compte l'impact potentiel de l'inflation sur les prix déposés.

Explication des écarts

L'option A présente un écart de 33,50% entre la plus basse soumission conforme et la deuxième plus basse. Le Service de l'environnement estime que ces écarts sont notamment le résultat des éléments suivants :

- absence de précédent en termes d'appel d'offres public;
- intérêt du marché pour la fourniture de ce type de service sur plusieurs années, générant des économies d'échelle;
- travail de sollicitation auprès de fournisseurs pouvant ne pas connaître ou avoir le réflexe de faire des vérifications sur le SEAO, afin d'obtenir un maximum d'offres de services.

Comparativement aux processus de sollicitation des dernières années, par demande de prix en gré à gré, le processus de sollicitation par appel d'offres public a permis d'accentuer la concurrence pour ce type de service. L'ouverture du marché à un bassin plus large de fournisseurs potentiels, la répartition du contrat sur une période de 36 mois, de même qu'un travail de sollicitation effectué par le Service de l'approvisionnement, ont mené à une

présentation de soumissions où des économies d'échelle peuvent être observées.

En effet, le présent processus d'acquisition tend à démontrer que lorsque les conditions sont bien rassemblées, des fournisseurs de service de petite et moyenne taille (PME), qui n'ont pas l'habitude d'opérer dans la sphère municipale, ont un réel intérêt à présenter des soumissions pour la Ville de Montréal. Et cela peut mener à des économies importantes pour cette dernière.

Vérifications

L'entreprise Pneus Mobile Rive-Nord Inc. ne se retrouve pas :

- au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- sur la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI);
- au Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au Règlement sur la gestion contractuelle.

Commission permanente sur l'examen des contrats

Ce dossier décisionnel n'est pas soumis à un examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) considérant que le contrat à octroyer ne dépasse le seuil de 2 M de dollars.

L'évaluation du risque pour ce contrat n'ayant pas identifié un risque significatif, il n'est pas requis d'effectuer l'évaluation du rendement de l'adjudicataire et ce, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (C-OG-APP-D-22-001).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est d'une durée de 36 mois et s'étale sur quatre (4) années financières (2022 à 2025). Une option de renouvellement de douze (12) mois est également possible, sous réserve d'une demande placée 30 jours à l'avance par le Donneur d'ordre, et d'un consentement de l'Adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.
La somme requise, pour 36 mois, s'élève à 181 229,34 $, toutes taxes incluses. La répartition du coût annuel, dont les détails du calcul se retrouvent en annexe, se présente comme suit:

Tableau 4 - Sommes requises au contrat

Année	2022	2023	2024	2025	Total (taxes incluses)
	51 738,75 $	60 361,88 $	63 236,25$	5 892,47 $	181 229,34 $

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, à la Division collecte, transport et élimination des matières résiduelles, au poste budgétaire de services techniques - gestion des matières résiduelles - déjante de pneu. Elle sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Advenant que l'option de renouvellement de douze (12) mois soit adoptée, l'estimation soumise au Service de l'approvisionnement était de 124 660.86$. Or, avec les résultats des soumissions, le renouvellement serait plutôt à hauteur de 64 817,16 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (voir pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le dépôt des pneus hors d'usage dans le réseau des écocentres de l'agglomération de Montréal représente un important levier afin d'assurer la salubrité de la Ville, ainsi que d'assurer que les pneus sont adéquatement récupérés, par le *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage* , géré par Recyc-Québec.
Toutefois, ce programme n'accepte que les pneus sans jantes et plusieurs pneus doivent faire l'objet d'un retrait des jantes avant d'être récupérés.

L'octroi du présent contrat permettra de continuer la récupération des pneus avec des jantes au sein du réseau des écocentres de l'agglomération de Montréal, et ainsi assurer leur récupération telle qu'exigée par Recyc-Québec. Une rupture de service en ce sens occasionnerait rapidement des débordements au sein des écocentres et la récupération des pneus devrait être suspendue. Par conséquent, les objectifs de valorisation liés au Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) en seraient affectés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les services de gestion des matières résiduelles sont, depuis le début de la pandémie associée à la COVID -19, considérés comme des activités prioritaires et services jugés essentiels.
Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

Les services reliés au conditionnement, à la valorisation et à l'élimination des matières résiduelles ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'actions de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 20 avril 2022
Octroi : mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stéphanie MOREL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu ST-PIERRE
Agent de recherche

Tél : 438 368-2951
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Frédéric SAINT-MLEUX
Chef de section - Opérations de GMR

Tél : 514 258-0429
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
directeur(-trice) gestion matieres residuelles infras
Tél :
Approuvé le : 2022-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél :
Approuvé le : 2022-04-07

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228502001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : Service de nettoyage au sein des écocentres de l'Agglomération de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

5. *Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*

19. *Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'acquisition de service de déjante des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal contribue directement à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030, en donnant les outils nécessaires aux écocentres afin de permettre aux citoyens et citoyennes de venir porter leurs pneus hors d'usage.

Les écocentres sont un jalon important afin d'offrir aux citoyens davantage d'outils de proximité visant à intégrer dans leur quotidien les principes du 3RV, la participation à la bonne gestion des matières résiduelles de l'agglomération, et ainsi participer activement à la transition écologique.

Le résultat attendu par l'octroi de ce contrat est d'assurer la continuité de la disponibilité des outils nécessaires aux citoyens et citoyennes pour permettre de tendre vers un avenir zéro déchet, notamment par la valorisation des matières résiduelles, tout en offrant des lieux de proximité (écocentres) sécuritaires et de qualité afin de participer à cet effort.

Finalement, l'acquisition de ces services est nécessaire afin de permettre à la Ville de Montréal d'atteindre les objectifs ambitieux énoncés au PDGMR.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Contrat	Coût unitaire	2022		2023		2024		2025		Total
		Quantité prévisionnelle	Coût	Quantité prévisionnelle	Coût	Quantité prévisionnelle	Coût	Quantité prévisionnelle	Coût	
Service de déjante des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal	5.00 $	9,000	45,000.00 $	10500	52,500.00 $	11000	55,000.00 $	1025	5,125.00 $	157,625.00 $
Total avant taxes			**45,000.00 $**		**52,500.00 $**		**55,000.00 $**		**5,125.00 $**	**157,625.00 $**
TPS	5%		2,250.00 $		2,625.00 $		2,750.00 $		256.25 $	7,881.25 $
TVQ	9.975%		4,488.75 $		5,236.88 $		5,486.25 $		511.22 $	15,723.09 $
Total taxes incluses			**51,738.75 $**		**60,361.88 $**		**63,236.25 $**		**5,892.47 $**	**181,229.34 $**
Total taxe nette			**47,244.38 $**		**55,118.44 $**		**57,743.13 $**		**5,380.61 $**	**165,486.55 $**

Imputation comptable: 1001.00100000.103160.04383.54503.014501.0000.000000.000000.00000.00000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1228502002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Pneus Mobile Rive-Nord (9458-6997 Québec Inc.), pour le service de retrait des jantes des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 181 229,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public #22-19182 - Quatre (4) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19182 PV.pdf 22-19182_DETCAH.pdf 22-19182_Intervention.pdf 22-19182_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie MOREL
Agente d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-4437

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Michael SAOUMAA
Chef de section, approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514 280-1994
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19182 — No du GDD : 1228502002

Titre de l'appel d'offres : Service de déjante de pneus pour les écocentres de l'Agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 2 - 2022

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 15 - 3 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 80

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 7 - 2022

Date d'échéance révisée : 13 - 7 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Option
Vallerex inc.	526 290,01 $		A
Pneus Éclair	241 936,14 $		A
9367-4125 Québec Inc	308 679,13 $		A
9458-6997 Québec Inc	181 229,34 $	√	A

Information additionnelle

Raison désistement:
- Aucune réponse du fournisseur suite à me demande

Préparé par : Stéphanie Morel — Le 21 - 3 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19182

Agent d'approvisionnement
Stéphanie Morel

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
9458-6997 Québec Inc								
	A	Service de déjante de pneu en écocentre, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal en écocentre	1	2022-2023			50 000,00 $	57 487,50 $
			2	2023-2024			52 500,00 $	60 361,88 $
			3	2024-2025			55 125,00 $	63 379,97 $
Total (9458-6997 Québec Inc)							**157 625,00 $**	**181 229,34 $**
Pneus Éclair								
	A	Service de déjante de pneu en écocentre, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal en écocentre	1	2022-2023			65 000,00 $	74 733,75 $
			2	2023-2024			68 250,00 $	78 470,44 $
			3	2024-2025			77 175,00 $	88 731,96 $
Total (Pneus Éclair)							**210 425,00 $**	**241 936,14 $**
9367-4125 Québec Inc								
	A	Service de déjante de pneu en écocentre, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal en écocentre	1	2022-2023			80 000,00 $	91 980,00 $
			2	2023-2024			89 250,00 $	102 615,19 $
			3	2024-2025			99 225,00 $	114 083,94 $
Total (9367-4125 Québec Inc)							**268 475,00 $**	**308 679,13 $**
Vallerex inc.								
	A	Service de déjante de pneu en écocentre, incluant le déplacement, ainsi que tout autre frais. Recyclage du métal en écocentre	1	2022-2023			145 200,00 $	166 943,70 $
			2	2023-2024			152 460,00 $	175 290,89 $
			3	2024-2025			160 083,00 $	184 055,43 $
Total (Vallerex inc.)							**457 743,00 $**	**526 290,01 $**

Liste des commandes

Numéro : 22-19182
Numéro de référence : 1572604
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de déjante de pneus pour les écocentres de l'Agglomération de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9367-4125 Québec inc. 8173 rue saint dominique Montréal, QC, h2p2l2 NEQ : 1173144388	Monsieur francois Bertrand Lemay Téléphone : 438 831-7638 Télécopieur :	**Commande : (2010160)** 2022-03-04 13 h 13 **Transmission :** 2022-03-04 13 h 13	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9458-6997 Québec inc. 29 rue reid Sainte-Agathe-des-Monts, QC, j8c1w4 NEQ : 1177286847	Monsieur Sébastien Robert Téléphone : 514 893-4267 Télécopieur :	**Commande : (2014313)** 2022-03-13 16 h 47 **Transmission :** 2022-03-13 16 h 47	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cyr, Jean-Philippe 375 avenue des Saules Bois-des-Filion, QC, j6z0a9 NEQ : 2274627183	Monsieur Jean-Philippe Cyr Téléphone : 438 863-0339 Télécopieur :	**Commande : (2003263)** 2022-02-22 8 h 24 **Transmission :** 2022-02-22 8 h 24	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ÉCOÉNERGIE TRIA INC. 1985 Jean-Marie Langlois La Prairie, QC, j5r5z8 NEQ : 1170074406	Monsieur Roger Tisseur Téléphone : 450 659-9333 Télécopieur : 450 659-2454	**Commande : (2008344)** 2022-03-02 9 h 51 **Transmission :** 2022-03-02 9 h 51	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Vallerex inc. 98 Rue Notre-Dame Est Rimouski, QC, G5L 1z6 http://www.vallerex.com NEQ : 1174119710	Monsieur Antoine Vallières-Nollet Téléphone : 418 669-8669 Télécopieur :	**Commande : (2013637)** 2022-03-11 7 h 50 **Transmission :** 2022-03-11 8 h 30	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228502002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Pneus Mobile Rive-Nord (9458-6997 Québec Inc.), pour le service de retrait des jantes des pneus au sein des écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 181 229,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public #22-19182 - Quatre (4) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228502002 - Intervention financière.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste
Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-04

Marie-France MILORD
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél :
(514) 872-2679
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1215895001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $ taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences: 2 782 634,00 $ + incidences: 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Englobe Corp., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis et le plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'Ancienne usine Solutia, à LaSalle, pour une somme maximale de 13 913 169,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (IMM-15635);
2. d'autoriser une dépense de 2 782 634,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 556 526,80 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à l'évaluation du rendement de la firme Englobe Corp.;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-28 11:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215895001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $ taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences: 2 782 634,00 $ + incidences: 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'acquisition du lot cadastral 3269 985 aux fins d'implantation d'un Centre de traitement de matières organiques (CTMO) dans l'arrondissement de LaSalle, la Ville de Montréal s'est engagée à réaliser des travaux de réhabilitation des sols selon les obligations prévues dans la Loi sur la qualité de l'environnement (MELCC).
Le lot cadastral 3269 985 a été divisé en trois lots distincts, en fonction des différents usages prévus sur le site.

- La parcelle A (lot cadastral 6 386 714) : site du futur Centre de traitement des matières organiques (CTMO);
- La parcelle B (lot cadastral 6 386 716) : lieu d'élimination de neige (LEN) identifié Angrignon 2. Cette partie est exclue du présent contrat.
- La parcelle C (lot cadastral 6 386 715) : réserve foncière destinée à un futur usage commercial ou industriel.

Les objectifs de la réhabilitation environnementale des parcelles A et C sont les suivants :

- Les travaux de démolition et de démantèlement des anciennes fondations toujours en place, incluant la gestion du phragmite ;
- La réhabilitation environnementale ;
- Le nivellement et remise en état du site.

Le projet est admissible au programme de subvention relatif à la réhabilitation des terrains contaminés, dont le volet environnemental est piloté avec la collaboration du Service de l'environnement.

L'appel d'offres public du projet de construction (système à deux enveloppes) a été annoncé dans le Journal de Montréal le 28 mai 2021 et dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) pour une durée de cent-quatre-vingt-huit (188) jours. Les offres qualitatives

(première enveloppe) ont été ouvertes le 2 décembre 2021. Le délai de validité des soumissions est de cent-quatre-vingts (180) jours à partir de la date d'ouverture des soumissions jusqu'au 30 mai 2022, inclusivement.

Treize (13) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2021-06-08	Prolongation de la période des visites.	Non
2	2021-07-08	Clarification aux I.A.S., publication d'études et réponses aux questions.	Oui
3	2021-07-08	Émission de plans de caractérisation en format DWG.	Oui
4	2021-07-08	Émission de plans en lien avec une étude en format DWG.	Non
5	2021-08-11	Émission de plans, clarification aux CCAS et documents techniques spéciaux et réponses aux questions.	Oui
6	2021-09-09	Émission de plans, clarifications aux CCAG et CCAS, documents techniques spéciaux.	Oui
7	2021-09-24	Prolongation de la période des visites et clarification aux I.A.S), annexes supplémentaires (demande d'approbation d'un plan de réhabilitation environnementale au MELCC).	Oui
8	2021-10-25	Report de vingt-six (26) jours, émission de plans, clarifications aux I.A.S. et CCAS, annexes (formulaire de soumission), documents techniques spéciaux (cahiers C et R), liste des plans, et réponses aux questions.	Oui
9	2021-11-05	Émission de plans, clarifications aux CCAS, formulaire de soumission, documents techniques normalisés, documents techniques spéciaux (cahiers R et P), liste des plans, et réponses aux questions.	Oui
10	2021-11-12	Report de deux (2) jours, émission de plans, formulaire de soumission, documents techniques spéciaux (cahier R), réponses aux questions.	Oui
11	2021-11-12	Émission de plans de nivellement et remise en état en format DWG.	Oui
12	2021-11-19	Clarifications au formulaire de soumission et réponses aux questions.	Oui
13	2021-12-01	Clarifications au formulaire de soumission.	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1478162 - 24 février 2022 - Augmentation de services professionnels en estimation pour une révision de l'estimation des coûts du projet, l'analyse de soumission et la recommandation du contrat de travaux au plus bas soumissionnaire en lien avec l'appel d'offres de travaux IMM-15635., soit la somme maximale de 5 747,49 $ taxes incluses - Entente-cadre 437386, mandat 20-18277-1-008;
BC 1435326 - 17 août 2021 - Augmentation des services professionnels à la firme GBI EXPERTS-CONSEILS INC. pour la gestion des addenda durant l'appel d'offres de travaux, soit la somme maximale de 21 151,95 $ taxes incluses;

BC 1478162 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat de services professionnels en estimation pendant l'appel d'offre de travaux IMM-15635, soit la somme maximale de 35 083,82 $ taxes incluses - Entente-cadre 437386, mandat 20-18277-1-008;

BC 1368603 - 30 juin 2021 - Augmentation des services professionnels à la firme WSP CANADA INC. pour la gestion des addenda durant l'appel d'offres de travaux, soit la somme maximale de 26 501,74 $ taxes incluses;

BC 1459126 - 23 mars 2021 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Quadra Environnement Inc. pour des services professionnels d'accompagnement pour la gestion du phragmite présent sur le site dans le cadre de la réhabilitation des parcelles A et C de l'ancienne usine de l'entreprise Solutia Canada inc. pour une somme maximale de 17 287,93 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - (1 soumissionnaire);

BC 1435326 - 16 octobre 2020 - Accorder des services professionnels à la firme GBI EXPERTS-CONSEILS INC. pour la réalisation d'un mandat d'ingénierie civil et modélisation 3D de l'ancien site Solutia, CTMO Lasalle (4486) pour le volet de nivellement et remise en état du projet, soit une somme maximale de 36 525,26 $ taxes et contingences incluses conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation - Appel d'offres sur invitation - (3 soumissionnaires);

CE20 0307 - 11 mars 2020 - Accorder à TechnoRem inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en environnement pour l'accompagnement des travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 281 406,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17923; (dossier 1205886001);

BC 1368603 - 24 septembre 2019 - Accorder les services professionnels à la firme WSP CANADA INC. pour la réalisation d'une étude des conditions existantes de l'ancien site Solutia, CTMO Lasalle, incluant services professionnels en ingénierie pour le volet démolition du projet, soit pour une somme maximale de 80 170,92 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation - Appel d'offres sur invitation - (1 soumissionnaire);

CG17 0483 - 28 septembre 2017 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, soit pour une somme de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 (dossier 1174435008);

CG12 0312 - 23 août 2012 - Renouveler pour une période de deux ans la réserve pour fins publiques sur le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, aux fins d'implanter des infrastructures de traitement des matières organiques prévues au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (dossier 1125941003);

CG10 0081 - 25 février 2010 - Approuver et démarrer le processus d'identification des sites potentiels pour l'implantation des centres de digestion anaérobie et de compostage de même qu'un centre pilote de prétraitement sur le territoire de l'agglomération de Montréal (dossier 1100704002).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Englobe Corp. pour les travaux de réhabilitation environnementale des lots 6 386 714 (parcelle A) et 6 386 715 (parcelle C) situés dans l'arrondissement de LaSalle.

Les travaux du présent contrat consistent notamment, mais sans s'y limiter, à :

1. Les travaux de démolition et de démantèlement :

    - La préparation du site incluant la gestion de la faune et de la flore, incluant la gestion du phragmite;
    - La démolition des vestiges d'anciens bâtiments et infrastructures, ainsi que le remblayage.

2. Les travaux de réhabilitation environnementale :

    - L'excavation, le traitement sur place ou l'élimination hors site des sols ne pouvant pas être traités sur place;
    - L'entreposage temporaire des sols;
    - La gestion de l'eau contaminée.

3. Les travaux de nivellement et de remise en état :

    - L'adaptation des niveaux finaux des surfaces en fonctions des déblais réutilisables disponibles;
    - Les travaux de nivellement du site et de remise en état;
    - L'ensemencement hydraulique.

4. Autres services complémentaires décrits aux plans et devis.

Une enveloppe financière pour contingences correspondant à 20 % de la valeur du contrat est prévue pour faire face aux imprévus au chantier, notamment pour la variation des quantités du volet de démantèlement et de démolition ainsi que pour la variation des quantités de sols contaminées à gérer durant la réhabilitation environnementale.

Le budget global comprend également une provision de 4 % de la valeur des travaux pour les incidences durant les travaux, notamment pour les services du laboratoire.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu vingt-sept (27) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont trois (3) ont remis une soumission, soit 11 %.
L'analyse de la conformité des soumissions révèle que parmi les trois (3) soumissionnaires, deux (2) sont jugés conformes. Construction Morival Ltée a été jugé non conforme parce qu'il n'a pas obtenu la note de passage de 70 %.

Parmi eux, on note quatre (4) firmes de professionnels et vingt (20) entrepreneurs. Un (1) des entrepreneurs n'a pu déposer de soumission en raison de son lien d'affaires avec une firme professionnelle impliquée dans le projet. Un (1) autre entrepreneur est un sous-traitant parmi les firmes qui ont déposé une offre de services. Parmi les firmes n'ayant pas soumis d'offres de services, deux (2) firmes ne possèdent pas les qualifications requises, deux (2) firmes ont un carnet de commandes actuellement complet pour ce type de travaux et une (1) firme ne dispose pas suffisamment de ressources pour soumissionner. Les autres firmes n'ayant pas soumis d'offres n'ont pas mentionné la raison de leur désistement ou n'ont pas retourné le formulaire pour faire connaître la raison de leur désistement.

Le résultat de l'appel d'offres est résumé dans le tableau suivant :

	Analyse et évaluation	**Analyse et évaluation**			

SOUMISSIONS CONFORMES	des soumissions Pointage intérimaire total	des soumissions Pointage final	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTINGENCES 20 % (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Englobe Corp.	82,7	0,095	13 913 169,99 $	2 782 634,00 $	16 695 803,99 $
Sanexen Services Environnementaux Inc.	81,0	0,083	15 756 616,42 $	3 151 323,28 $	18 907 939,70 $
Dernière estimation réalisée par GLT+ (firme professionnelle externe au projet)			**24 216 688,14 $**	**4 843 337,63 $**	**29 060 025,77 $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse – estimation)					(12 364 221,78 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse – estimation) / estimation) x 100)					- 43 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)					2 212 135,71 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100)					13 %

Les firmes Englobe Corp. et Sanexen Services Environnementaux Inc. ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de leur enveloppe de prix et d'obtenir la recommandation du comité de sélection. La firme Construction Morival Ltée a été déclarée non conforme parce qu'il n'a pas obtenu la note de passage de 70 % . Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les membres du comité de sélection recommandent l'octroi à Englobe Corp. pour la réalisation des travaux de réhabilitation environnementale des lots 6 386 714 (parcelle A) et 6 386 715 (parcelle C).

Il y a un écart de -12 364 221,78 $ (- 43 %) entre l'offre du plus bas soumissionnaire conforme et la dernière estimation réalisée par le service d'économie de la construction de la firme GLT+. La majeure partie de cet écart de prix se trouve au chapitre 00 - Conditions générales, principalement aux articles 00-01 Frais généraux de chantier et 00-03 Frais d'administration et profits.

Selon GLT+, plusieurs éléments de leur estimation peuvent avoir contribué aux différents écarts, notamment :

- Le montant associé au chapitre 00 - Conditions générales a été surestimé selon des hypothèses très conservatrices et ne tient pas compte de la possibilité d'économies d'échelle;

- L'estimation prend en considération les exigences du cahier des charges, incluant les frais d'acquisition des équipements. La firme Englobe Corp., possédant une expertise reconnue dans ce domaine, a à sa disposition de l'équipement qui lui permet d'optimiser son utilisation, et par conséquent de diminuer des frais d'équipement ;
- L'estimation est basée selon la durée des travaux spécifiée au cahier des charges alors que l'offre d'Englobe Corp. propose un échéancier plus serré, réduisant son délai de douze (12) mois. Ceci a pour conséquence un fort impact financier au niveau des frais généraux de chantier et des frais d'administration et profits du projet, ce qui contribue à expliquer cet écart. De plus, Englobe a proposé une approche alternative de traitement. Prendre note qu'il était possible pour les soumissionnaires de proposer certaines méthodes alternatives selon le cahier de charge;
- Il est possible qu'Englobe Corp. exécute lui-même l'ensemble des travaux sans recours à plusieurs sous-traitants. Ceci se traduirait donc en une réduction de l'effort associé à la gestion et à la coordination.

Considérant que l'estimation présente un écart important sur la plus basse soumission, une lettre a été envoyée le 10 février 2022 à Englobe Corp. afin de valider leur compréhension du cahier de charges. La réponse d'Englobe Corp reçue le 15 février 2022 confirme leur bonne compréhension du mandat.

De plus, les économistes de la firme GLT+ ont ajusté leur estimation selon les stratégies proposées par le plus bas soumissionnaire pour en arriver à une baisse de leur évaluation. Ils ont ainsi corrigé leur estimation passant de 29 060 025,77 $ à 20 632 840,25 $ donc un différentiel actualisé de -19 % plutôt que de - 43 %.

L'analyse des soumissions déposées par les différents professionnels (WSP CANADA INC., TechnoRem inc. et GBI EXPERTS-CONSEILS INC.) ainsi que les économistes de la firme GLT+ démontrent qu' Englobe Corp. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent donc l'octroi du contrat à cette firme.

Par ailleurs, la firme Englobe Corp. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) (contrat de construction) et n'est pas déclarée non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Englobe Corp. détient une autorisation de l'AMP, délivrée le 9 janvier 2020 et valide jusqu'au 8 janvier 2023.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 (Évaluation du rendement des adjudicataires), l'adjudicataire va faire l'objet d'une évaluation du rendement tout au long du contrat.
Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CPEC), car il s'agit d'un contrat qui comporte une dépense de plus de 10 M$ répondant au critère suivant:

Il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 17 252 330,79 $ (taxes incluses).

Le coût total du contrat à octroyer à la firme Englobe Corp. est de 13 913 169,99 $ (taxes incluses, sans les contingences).

Le budget de contingences est de 2 782 634,00 $ (taxes incluses), soit 20 % du coût du contrat.

Le budget d'incidences est de 556 526,80 $ (taxes incluses), soit 4 % du coût du contrat.

Un budget maximum de 10 723 492,65 $, taxes incluses, sera financé par la subvention à la réhabilitation des terrains contaminés pour l'ensemble du projet, incluant les services professionnels admissibles.

La dépense sera financée à 100 % au programme décennal d'immobilisations (PDI 2022-2031) du Service de l'environnement, sous le règlement d'emprunt RCG 13-006-2.

Les travaux seront réalisés à 48 % en 2022, à 38 % en 2023 et à 14% en 2024.

La dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements en changements climatiques. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un dossier pour la réhabilitation environnementale d'un site.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report ou refus du présent dossier nuira à l'atteinte des obligations de la Ville à réhabiliter ce terrain dans les meilleurs délais de façon à libérer Solutia Canada Inc. de toutes obligations relatives à la réhabilitation de ce terrain, tel que décrit dans les lettres *de Publication de l'acte de vente concernant le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, anciennement propriété de Solutia Canada Inc.,* en date du 1er novembre 2017.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures exigées par la CNESST, la COVID-19 n’a pas d’impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 6 avril 2022
CEC : 13 avril 2022
CE : 20 avril 2022
CM : 25 avril 2022
CG : 28 avril 2022
Chantier : juin 2022 à janvier 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samuel LAUNAY, Service de l'environnement
Claire MERCKAERT, Service de l'environnement

Lecture :

Samuel LAUNAY, 18 mars 2022
Claire MERCKAERT, 18 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurie DESNOYERS
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-6997
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-17

Vincent LEBLANC
C/d Projets industriels

Tél : 514 872-2283
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-03-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-03-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 pour les orientations:

Transition écologique:

- Priorité no 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
- Priorité no 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- Priorité no 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Innovation et créativité:

- Priorité no 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.
- Priorité no 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

Quartier:

- Priorité no 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Transition écologique:

- Priorité no 1 : Réduire les émissions de GES par la réduction du transport routier par le traitement de grande quantités de sols sur le site plutôt que hors site;
- Priorité no 4 : Développer une économie plus verte et inclusive, notamment circulaire par la récupération des sols sur le site;
- Priorité no 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet avec la construction du futur CTMO sur ce site.

Innovation et créativité:

- Priorité no 14 et 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir par la collaboration auprès d'experts dans le domaine de la réhabilitation environnementale, par la recherche et développement sur la gestion du phragmite, plante envahissante, présente sur le territoire Montréalais et par le développement de techniques innovateurs en traitement de sols utilisées dans le cadre de ce projet.

Quartier:

Priorité no 19 : Offrir au Montréalais un milieu de vie plus sécuritaire, à la fois plus vert et durable suite à la décontamination du site pour ensuite améliorer la qualité des milieux de vie par son potentiel de développement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Réhabilitation environnementale des parcelle A et B de l'ancienne usine Solutia**			**Résolution :**	**À venir**	
	Arrondissement, LaSalle			**Ouvrage :**	**# 4486**	
Date :	**2022-03-07**			**Contrat :**	**# 15635**	
Étape :	**Octroi du contrat - Englobe Corp.**					
			Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**	**$**			
	00-Conditions générales		833 330,00 $			
	01-Charges particulières		84 515,00 $			
	02-Démolition, préparation du site		388 220,00 $			
	03-Travaux de démolition		1 296 857,85 $			
	04-Travaux de gestion du prhagmite		360 525,00 $			
	05-Travaux de réhabilitation environnementale (gestion hors site des déblais)		3 415 951,00 $			
	06-Travaux de réhabilitation environnementale		5 270 138,00 $			
	07-Travaux de nivellement et remise en état		451 502,50 $			
	Sous-total 1 (coûts inclus au contrat):	100,0%	**12 101 039,35**	**605 051,97**	**1 207 078,68**	**13 913 169,99**
Contingences :	Provision pour imprévus	20,0%	2 420 207,87	**121 010,39**	**241 415,74**	**2 782 634,00**
	Sous-total 2 (contrat majoré)		**14 521 247,22**	**726 062,36**	**1 448 494,41**	**16 695 803,99**
Incidences / contrat :	**Dépenses générales (laboratoire)**	4,0%	**484 041,57**	**24 202,08**	**48 283,15**	**556 526,80**
	Autres		**Inclus**	**-**	**-**	**-**
	Montant à autoriser		**15 005 288,79**	**750 264,44**	**1 496 777,56**	**17 252 330,79**
	Tps	100,00%		750 264,44		750 264,44
	Tvq	50,0%			748 388,78	
Ristournes :	**Coût après ristourne (Montant à emprunter)**		**15 005 288,79**		**748 388,78**	**15 753 677,58**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Les travaux seront réalisé à 48 % en 2022, à 38 % en 2023 et à 14% en 2024 , selon Englobre Corp.

21-18534 - Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia, parcelles A et C

FIRME	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Programme de santé et sécurité 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Construction Morival Ltée	7,00	6,00	18,67	11,33	6,00	12,00	61,0			Non conforme
Englobe Corp	7,67	8,33	25,00	16,00	8,33	17,33	82,7	13 913 169,99 $	0,095	1
Sanexen Services Environnementaux Inc.	8,00	9,00	22,33	16,00	8,67	17,00	81,0	15 756 616,420 $	0,083	2
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly									

Comité	
Date	mercredi 12-01-2022
Heure	14 h 00
Lieu	Vidéoconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion des projets immobiliers
Division projets industriels
303, rue Notre-Dame Est -3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

PAR COURRIEL

Le 10 février 2022

André Thivierge, Vice-Président, Environnement
1200 boulevard Saint-Martin Ouest,
Laval (Québec) H7S 2E4
Andre.thivierge@englobecorp.com

Objet : Compréhension du contrat d'adhésion | Contrat IMM-15635

Monsieur,

La Ville de Montréal vous remercie de votre participation à l'appel d'offres de travaux IMM-15635 et désire valider auprès d'Englobe Corp. sa compréhension du contrat d'adhésion suite à l'analyse de sa soumission.

Nous avons certains questionnements et nous désirons vous en faire part, notamment quant aux éléments suivants :

- Englobe Corp. prévoit un délai d'exécution des travaux différent de celui indiqué au cahier de charge.. En vertu du Cahier des charges, les travaux doivent être terminés dans un délai de 945 jours calendriers (incluant les jours fériés et les vacances de la construction) à compter de la date de l'ordre de débuter les travaux et qu'il a établi le prix de sa soumission en conséquence.

  Englobe Corp. reconnait que les travaux peuvent se dérouler durant toute la durée prévue au cahier de charge et qu'aucun frais additionnels ne pourrait être réclamé à la Ville à l'intérieur de ce délai.

- Englobe Corp. propose une méthode alternative pour le traitement des sols contaminés pour les paramètres plus réfractaires. Ceci peut engendrer des délais pour obtenir l'approbation de la modification sur le plan de réhabilitation environnemental auprès du MELCC et avoir un impact sur l'échéancier des travaux.

- La durée proposée pour le bâchage de sols contaminés par le phragmite devra être augmentée car le délai proposé ne respecte pas les prescriptions du Cahier des charges.

- Englobe Corp. propose de réaliser la démolition des murets formant le talus au Sud-est du site et au nivellement de l'ensemble du site à la suite des travaux de réhabilitation. Or, des sols contaminés se trouvent en amont du muret, en haut du talus. Les infrastructures de traitement devant être démobilisées. Englobe Corp. comprend qu'il devra avoir entièrement excavé ces sols et les avoir gérés avec ses technologies sur site (si applicable) au préalable pour éviter de laisser des sols contaminés.

- Également, Englobe Corp. mentionne que les aires pavées seront démantelées à la fin des travaux lors de la remise en état finale. Englobe Corp. comprend qu'il devra avoir entièrement excavé ces sols et les avoir gérés avec ses technologies sur site (si applicable) au préalable pour éviter de laisser des sols contaminés.

- Englobe Corp. prévoit la « finalisation d'un certificat d'autorisation » alors que nous sommes en plan de réhabilitation. Les enjeux peuvent être différents et doivent être bien compris par Englobe Corp.

- Tout changement d'approche doit être approuvé par le Directeur et le MELCC. Dans le cas d'une non-approbation, Englobe comprend que la Ville pourrait exiger l'approche thermique sans frais additionnels, tel que le prévoit le Cahier des charges.

- Traitement thermique des sols : Englobe Corp. a proposé une méthode alternative impliquant un traitement en deux étapes, mais n'a pas fourni les résultats de ses essais en laboratoire. Advenant que le traitement alternatif soit infructueux à traiter les contaminants récalcitrants (phtalates, HAP et BPC principalement.), les sols partiellement décontaminés devront être gérés hors site et à ses frais ainsi que l'apport de Déblais réutilisables en contrepartie.

- L'utilisation d'une technologie alternative pourrait entrainer l'ajout d'eau pour optimiser les réactions. L'ajout d'eau dans les sols présente un risque de déstructurer ces derniers au point où ils ne seront plus réutilisables d'un point de vue géotechnique. Englobe devra mettre en place les moyens nécessaires pour que les caractéristiques géotechniques initiales des sols soient conservées en vue de leur réutilisation sur site.

- Englobe ne mentionne aucun arpentage ni de modélisation 3D. Il s'agit cependant d'une exigence du Cahier des charges dans le but, entre autres, de mettre à jour le plan de nivellement en fonction des données réelles des excavations réalisées. Ces requis seront exigés dans le cadre de ce contrat.

La Ville estime que la présente lettre énonce certains risques soulevés dans la soumission déposée par Englobe Corp. en lien avec l'appel d'offres IMM-15635 et comprend que Englobe Corp. en assume les risques.

Veuillez SVP confirmer qu'Englobe Corp. a bien compris les modalités du contrat d'adhésion IMM-15635. Une réponse de votre part est attendue au plus tard le 15 février 2022.

Salutations,

Signature numérique de Vincent Leblanc
Date : 2022.02.10 09:20:32 -05'00'

Vincent Leblanc
Chef de division
Division projets industriels
Service de la gestion et de la planification immobilière
Complexe Chaussegros-de-Léry
303 rue Notre-Dame E, 3e étage
Montréal | Qc | H2Y 3Y8

c. c. Laurie Desnoyers, chargée de projet - Division projets industriels
Louise Desjardins, Chef d'équipe - Division projets industriels
Michel Soulières, Directeur - Direction de la gestion des projets immobiliers

PAR COURRIEL

Le 15 février 2022

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion des projets immobiliers
Division projets industriels
303, rue Notre-Dame E, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
À l'attention de Vincent Leblanc, chef de division

Objet : **Compréhension du contrat d'adhésion | Contrat IMM-15635**

Monsieur Leblanc,

Englobe Corp. accuse réception de votre lettre du 10 février dernier exposant les questionnements de la Ville de Montréal sur notre proposition du contrat mentionné en objet.

Englobe Corp confirme avoir pris connaissance de cette lettre et bien comprendre le cahier de charge et les modalités du contrat d'adhésion IMM-15635.

Veuillez accepter nos salutations distinguées.

André Thivierge ing. M.ing.
Vice-président – Environnement

c. c. : Laurie Desnoyers, chargée de projet - Division projets industriels
Louise Desjardins, chef d'équipe - Division projets industriels
Michel Soulières, directeur - Direction de la gestion des projets immobiliers

T 514.281.5151 – Andre.Thivierge@englobecorp.com
500-1200, boulevard Saint-Martin O. – Laval (Québec) H7A 2E
englobecorp.com

Le 9 janvier 2020

ENGLOBE CORP.
A/S MONSIEUR ALAIN ROBICHAUD
505, BOUL DU PARC-TECHNOLOGIQUE
BUREAU 200
QUÉBEC (QC) G1P 4S9

Nº de décision : 2020-DAMP-1015
Nº de client : 2700022980

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

COENTREPRISE ENGLOBE/FNX-INNOV
COENTREPRISE LVM-INSPEC-SOL
COENTREPRISE LVM-QUALITAS
COENTREPRISE LVM-TECHNILSOL/QUALITAS
COENTREPRISE LVM-TECHNISOL/QUALITAS, UNE DIVIISON DE ENGLOBE CORP.
COENTREPRISE WIINIBEK/ENGLOBE
CONSORTIUM AQUA-TERRA
CONSORTIUM AQUA-TERRA, UNE DIVSION DE ENGLOBE CORP.
CONSORTIUM LVM-SHERMONT
CRANDALL, A DIVISION OF ENGLOBE COP.
CRANDALL, UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
DST CONSULTING, A DIVISION OF ENGLOBE CORP.
EG
ENGLOBE
ENGLOBE-LAMONT
EXCAVATION RENÉ ST-PIERRE INC, ENGLOBE CORP. EN CO-ENTREPRISE,OPÉRANT SOUS LE NOM DE KATHRYN SPIRIT DJV
GROUPEMENT ENGLOBE - GCNN
LES CONSULTANTS DST,UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
LVM/TECHNO REM
NUNATECH-ENGLOBE PARTNERSHIP
PARTENARIAT NUNATECH-ENGLOBE
STANTEC/ENGLOBE
TANKNOLOGIE
TANKNOLOGIE, UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
TANKNOLOGY
TANKNOLOGY, A DIVISION OF ENGLOGE CORP.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ENGLOBE CORP. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **8 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Le 21 janvier 2022

Mme Laurie Desnoyers
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Ville de Montréal - Appel d'offres IMM- 15635
Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia
Parcelles A et C
Analyse des soumissions des chapitres 2 et 3 du Bordereau
Dossier WSP : 191-11635-00

Madame,

Dans le cadre du projet cité en rubrique, deux entrepreneurs généraux ont soumis des prix lors de de l'ouverture de la soumission du 2 décembre 2021. La présente lettre couvre exclusivement l'analyse financière des chapitres 2 et 3 du bordereau de la soumission, soit les travaux de la préparation de site et les travaux de démolition des infrastructures et des réseaux souterrains. L'analyse de la conformité administrative ainsi que les autres chapitres du bordereau de soumission n'est pas incluse dans cette analyse.

Comme la soumission globale de l'entrepreneur « **Englobe** » est la plus basse, soit **13 913 169,99 $** (taxes incluses), nous vous recommandons l'acceptation de l'offre pour la réalisation des travaux. Vous trouverez ci-dessous le tableau comparatif des prix pour les chapitres 2 et 3 du bordereau de soumission.

	Montant	**Pourcentage %**
Estimation des chapitres 2 et 3 « **WSP** » (1er décembre 2021)	**2 353 978,50 $**	
Estimation des chapitres 2 et 3 la plus basse : **Englobe**	**1 685 077,85 $**	
Estimation des chapitre 2 et 3 la plus haute : **Sanexen**	**1 873 636,80 $**	
Prix moyen des chapitres 2 et 3 des soumissions	**1 779 357,33 $**	
Écart entre la soumission des chapitres 2 et 3 (la plus haute et la plus basse)	**188 558,95 $**	
Écart entre la moyenne des chapitres 2 et 3 et la plus basse soumission	**94 279,48 $**	**5%**
Écart entre la plus basse soumission des chapitre 2 et 3 et l'estimation de WSP	**(668 900,65 $)**	**-28%**

Note : Tous les montants n'incluent pas les taxes applicables.

2525, boulevard Daniel-Johnson
Bureau 600
Laval (Québec) H7T 1S9

T: (450) 686-0980
F: (450) 686-0987
wsp.com

Il est possible d'observer au tableau précédent que le prix des chapitres 2 et 3 du plus bas soumissionnaire « **Englobe** » est 28% inférieur à l'estimation budgétaire de WSP. En général, cette variation de prix est considérée comme acceptable comparativement à la portée globale et l'étendue des travaux du projet mentionné en rubrique. En effet, le prix des chapitres 2 et 3 représente environ 14% du prix global des travaux.

La compétitivité et la concurrence peuvent contribuer considérablement aux différents écarts observés. Les écarts les plus importants entre l'estimation de WSP et la soumission la plus basse sont localisés aux articles suivants :

1. **Chapitre 03 – Travaux de démolition – Article 02-070-02 (B) : Démolition des infrastructures**

   Les montants des deux soumissionnaires *Englobe* et *Sanexen* est respectivement de 626 232,05 $ et 767 032,50 $ comparativement au montant calculé de l'estimation de WSP de 1 260 875,00 $.

   Le montant de la soumission le plus bas est 50% inférieur au montant de l'estimation budgétaire.

2. **Chapitre 03 – Travaux de démolition – Article 02-070-03 (C) : Démantèlement des réseaux souterrains**

   Les montants des deux soumissionnaires *Englobe* et *Sanexen* est respectivement de 284 316,75 $ et 256 838,00 $ comparativement au montant calculé de l'estimation de WSP de 480 450,00 $.

   Le montant de la soumission le plus bas est 47% inférieur au montant de l'estimation budgétaire.

   Le tableau d'analyse, fourni ci-joint, présente les résultats détaillés de l'analyse financière.

   Les montants qui ont été soumis par les soumissionnaires à ces articles pourraient s'expliquer par les éléments suivants :

   - Le soumissionnaire exécute lui-même l'ensemble des travaux sans recours à la sous-traitance. Ceci se traduirait donc en une réduction de l'effort associé à la gestion et à la coordination tant sur le plan administratif (gestion de contrats de sous-traitance, coordination technique) que sur le chantier (supervision et contrôle de la qualité associée aux activités des sous-traitants);
   - Les soumissionnaires auraient pu obtenir de meilleurs prix de leurs fournisseurs, permettant ainsi de diminuer les frais généraux de chantier.

La différence des montants s'expliquerait également par une économie d'échelle par rapport aux montants estimés provenant de projet de plus petite envergure. Sans oublier, que l'estimation budgétaire de WSP est jugée conservatrice afin de tenir compte de la volatilité du marché actuel et des conditions souterraines du site demeurant inconnues. Il est possible que les montants budgétaires proposés par WSP auraient été surestimés.

À la lumière de ces constats, une attention particulière devra être prise dans le suivi de ces travaux.

Nous espérons le tout conforme à vos attentes et demeurons disponibles pour répondre à vos questions si de plus amples renseignements vous sont nécessaires.

Veuillez recevoir, Madame, nos salutations les plus distinguées.



Amine Rahmouni, ing., PMP
Chef d'équipe – Infrastructure

AR/cl

p.j. Tableau liste et analyse des soumissions

Section C - ANALYSE DES SOUMISSIONS DES CHAPITRES 2 ET 3 DU BORDEREAU DE SOUMISSION

	ESTIMATION BUDGÉTAIRE WSP	ESTIMATION SANEXEN		ESTIMATION ENGLOBE		ANALYSE DES ÉCARTS	
Chapitre 02 — Démolition - Préparation du site	**MONTANT**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT**	**ÉCART DU MONTANT LE PLUS BAS PAR RAPPORT À L'ESTIMATION BUDGÉTAIRE**	**ÉCART DU MONTANT LE PLUS BAS PAR RAPPORT À L'ESTIMATION BUDGÉTAIRE**
02-80 Travaux en conditions d'amiante - Inclus aux conditions générales Chapitre 00	-	-	-	-		-	-
02-86 Travaux en présence de métaux lourd - Inclus aux conditions générales Chapitre 00	-	-	-	-		-	-
02-106 Préparation du site	-	-	-	-		-	-
02-106-1 Nettoyage des déchets de surface et disposition hors site	6 250,00 $	-	27 415,00 $	-	39 520,00 $	21 165,00 $	33 270,00 $
02-106-2 Débroussaillage, déboisement, essouchement des arbres et disposition hors site	20 000,00 $	-	78 975,00 $	-	93 000,00 $	58 975,00 $	73 000,00 $
02-106-4 Barrière à sédiments temporaire	65 000,00 $	-	7 705,00 $	-	48 700,00 $	(57 295,00 $)	(16 300,00 $)
02-070-00-1 Clôtures	-	-	-	-	-	-	-
02-070-00-1-1 Remplacement, réparation et ajout de la clôture au pourtour du lot (…) de clôture	57 915,00 $	-	106 340,00 $	-	44 000,00 $	(13 915,00 $)	48 425,00 $
02-070-00-2 Démolition du chemin d'accès et aires de stationnement	-	-	-	-	-	-	-
02-070-00-2-1 Scarification du pavage et de la fondation	140 000,00 $	-	335 325,00 $	-	163 000,00 $	23 000,00 $	195 325,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 02	**289 165,00 $**		**555 760,00 $**		**388 220,00 $**	**99 055,00 $**	**266 595,00 $**

Chapitre 03 — Travaux de démolition		**Quantités estimées***	**Unité**	**Prix unitaire**	**MONTANT**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT**	**ÉCART MONTANT PAR RAPPORT AU PBS**	**ÉCART MONTANT PAR RAPPORT AU PBS**
# Items	**Description des items**										
02-070-01 (A)	**Clôtures**										
02-070-01-1 (A1)	Démolition des clôtures à l'intérieur du lot du terrain	520	ml	30,00 $	15 600,00 $	18,00 $	9 360,00 $	28,50 $	14 820,00 $	(6 240,00 $)	(780,00 $)
					15 600,00 $		9 360,00 $		14 820,00 $	(6 240,00 $)	(780,00 $)
02-070-01 (A)	**Démolition des éléments de surface**										
02-070-01-2 (A2)	Démantèlement des poteaux d'incendie hors services	20	unité	750,00 $	15 000,00 $	43,50 $	870,00 $	576,35 $	11 527,00 $	(14 130,00 $)	(3 473,00 $)
02-070-01-3 (A3)	Démantèlement des bollards et bases de béton	30	unité	200,00 $	6 000,00 $	125,50 $	3 765,00 $	375,35 $	11 260,50 $	(2 235,00 $)	5 260,50 $
02-070-01-4 (A4)	Démolition de l'ensemble de la structure des voies ferrées	530	ml	70,00 $	37 100,00 $	43,50 $	23 055,00 $	45,85 $	24 300,50 $	(14 045,00 $)	(12 799,50 $)
					58 100,00 $		27 690,00 $		47 088,00 $	(30 410,00 $)	(11 012,00 $)
02-070-02 (B)	**Démolition des infrastructures**										
02-070-02-1 (B1)	Démolition des radiers et des dalles en béton sur sol	3145	m^3	175,00 $	550 375,00 $	163,50 $	514 207,50 $	118,70 $	373 311,50 $	(177 063,50 $)	(36 167,50 $)
02-070-02-2 (B2)	Démolition des murs de fondation et semelles	555	m^3	350,00 $	194 250,00 $	124,00 $	68 820,00 $	136,25 $	75 618,75 $	(125 430,00 $)	(118 631,25 $)
02-070-02-3 (B3)	Démolition des murs de soutènement	878	m^3	450,00 $	395 100,00 $	162,00 $	142 236,00 $	135,00 $	118 530,00 $	(276 570,00 $)	(252 864,00 $)
02-070-02-4 (B4)	Démolition des murs berlinois	63	m^2	350,00 $	22 050,00 $	230,00 $	14 490,00 $	217,50 $	13 702,50 $	(8 347,50 $)	(7 560,00 $)
02-070-02-5 (B5)	Démolition des murets en béton	33	m^3	350,00 $	11 550,00 $	170,00 $	5 610,00 $	232,50 $	7 672,50 $	(5 940,00 $)	(3 877,50 $)
02-070-02-6 (B6)	Démolition des blocs de béton	115	m^2	250,00 $	28 750,00 $	90,00 $	10 350,00 $	147,00 $	16 905,00 $	(18 400,00 $)	(11 845,00 $)
02-070-02-7 (B7)	Démolition des colonnes en béton	147	m^3	400,00 $	58 800,00 $	77,00 $	11 319,00 $	139,40 $	20 491,80 $	(47 481,00 $)	(38 308,20 $)
					1 260 875,00 $		767 032,50 $		626 232,05 $	(634 642,95 $)	(493 842,50 $)
02-070-03 (C)	**Démantèlement des réseaux souterrains**										
02-070-03-1 (C1)	Démantèlement des puisards	10	unité	220,00 $	2 200,00 $	445,00 $	4 450,00 $	985,00 $	9 850,00 $	2 250,00 $	7 650,00 $
02-070-03-2 (C2)	Démantèlement des regards	35	unité	350,00 $	12 250,00 $	295,00 $	10 325,00 $	1 358,85 $	47 559,75 $	(1 925,00 $)	35 309,75 $
02-070-03-3 (C3)	Nettoyage des conduites d'égout	2512	ml	12,50 $	31 400,00 $	11,50 $	28 888,00 $	27,25 $	68 452,00 $	(2 512,00 $)	37 052,00 $
02-070-03-4 (C4)	Démantèlement des réseaux souterrains des conduites d'égouts, aqueduc et gaz à diamètres variables, massifs et infrastructures électriques	5500	ml	75,00 $	412 500,00 $	10,25 $	56 375,00 $	18,65 $	102 575,00 $	(356 125,00 $)	(309 925,00 $)
02-070-03-5 (C5)	Conduites d'égouts existantes situées aux limites du lot à abandonner, nettoyer et à remplir en remblai cimentaire :										
02-070-03-6 (C6)	375 mm ou moins	50	ml	112,00 $	5 600,00 $	870,00 $	43 500,00 $	335,00 $	16 750,00 $	11 150,00 $	37 900,00 $
02-070-03-7 (C7)	450 mm et plus	110	ml	150,00 $	16 500,00 $	1 030,00 $	113 300,00 $	383,00 $	42 130,00 $	25 630,00 $	96 800,00 $
					480 450,00 $		256 838,00 $		287 316,75 $	(223 612,00 $)	(193 133,25 $)
02-070-04 (D)	**Démantèlement des infrastructures souterraines**										
	Démantèlement des réservoirs souterrains										
02-070-04-1 (D1)	Capacité 5000 gallons	17	unité	4 200,00 $	71 400,00 $	6 255,00 $	106 335,00 $	4 042,00 $	68 714,00 $	(2 686,00 $)	34 935,00 $
02-070-04-2 (D2)	Capacité 4400 gallons	3	unité	3 500,00 $	10 500,00 $	6 155,00 $	18 465,00 $	4 042,00 $	12 126,00 $	1 626,00 $	7 965,00 $
02-070-04-3 (D3)	Capacité 4000 gallons	5	unité	3 200,00 $	16 000,00 $	5 920,00 $	29 600,00 $	3 777,00 $	18 885,00 $	2 885,00 $	13 600,00 $
02-070-04-4 (D4)	Capacité 2000 gallons	4	unité	2 050,00 $	8 200,00 $	5 280,00 $	21 120,00 $	5 365,00 $	21 460,00 $	12 920,00 $	13 260,00 $
02-070-04-5 (D5)	Capacité 200 gallons	2	unité	1 100,00 $	2 200,00 $	4 780,00 $	9 560,00 $	3 380,00 $	6 760,00 $	4 560,00 $	7 360,00 $
02-070-04-6 (D6)	Démantèlement des séparateurs d'huile	2	unité	4 000,00 $	8 000,00 $	7 550,00 $	15 100,00 $	4 042,00 $	8 084,00 $	84,00 $	7 100,00 $
					116 300,00 $		200 180,00 $		136 029,00 $	19 729,00 $	83 880,00 $
02-072-05 E	**Travaux divers**										
02-070-05-1 (E1)	Démolition des réseaux souterrains - Fouilles exploratoires	15	m^3	800,00 $	12 000,00 $	245,00 $	3 675,00 $	143,65 $	2 154,75 $	(9 845,25 $)	(8 325,00 $)
02-070-05-2 (E2)	Démantèlement des réservoirs souterrains - Puits exploratoires	28	m^3	800,00 $	22 400,00 $	245,00 $	6 860,00 $	173,50 $	4 858,00 $	(17 542,00 $)	(15 540,00 $)
02-070-05-3 (E3)	Démantèlement des réservoirs souterrains - Vidange, nettoyage, rinçage des réservoirs/séparateurs	660 590	litres	0,15 $	99 088,50 $	0,07 $	46 241,30 $	0,27 $	178 359,30 $	(52 847,20 $)	79 270,80 $
					133 488,50 $		56 776,30 $		185 372,05 $	(76 712,20 $)	51 883,55 $
TOTAL DU CHAPITRE 03					**2 064 813,50 $**		**1 317 876,80 $**		**1 296 857,85 $**	**(767 955,65 $)**	**(746 936,70 $)**

Le 25 janvier 2022

Direction de la gestion et de la planification immobilière
Service de la gestion immobilière
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)

À l'attention de : Madame Laurie Desnoyers
Gestionnaire immobilier
Division projets industriels

OBJET : ANALYSE DES SOUMISSIONS - TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE DE L'ANCIENNE USINE SOLUTIA PARCELLES A ET C
V/Réf. : AO 15635
N/Réf. : 20E222

Madame Desnoyers,

Le 13 janvier dernier, vous nous avez transmis les documents déposés par les soumissionnaires de l'appel d'offres concernant le projet cité en objet afin que nous procédions à l'analyse des écarts financiers. Plus particulièrement, vous nous demandiez d'identifier les postes budgétaires du bordereau de soumission pour lesquels des écarts significatifs existaient entre les montants des soumissions et ceux de l'Estimation des prix pour les chapitres concernant notre discipline (ci-après l'Estimation) et de décrire les raisons pouvant expliquer ces écarts, par le biais d'un tableau comparatif.

En réponse à cette demande, il nous fait plaisir de vous transmettre par la présente les résultats de cette analyse.

Analyse globale

Au total, deux (2) documents de soumission ont été déposés par les firmes Sanexen Services Environnementaux et Englobe Corp. Les prix totaux (avant taxes) de chacune de ces soumissions pour les chapitres 05 et 06 sont les suivants :

- *Sanexen. : 8 775 943,00 $*
- *Englobe : 8 686 089,00 $*

L'analyse de ces prix pour ces chapitres permet de constater qu'il existe un écart de seulement 89 854,00 $ entre le plus bas et le plus haut soumissionnaire, soit environ 10 % d'écart par rapport au plus bas prix. Il est également possible de constater qu'il existe une

différence de 1 052 061,00 $ entre le prix fourni par le plus bas soumissionnaire (Englobe) et celui de l'Estimation (9 738 150,00 $), ce qui représente un écart d'environ 11 %.

Analyse des différences significatives

Afin d'expliquer les différences existant entre les soumissions et l'Estimation, les items du bordereau des prix dont l'écart de coût représente plus de 15 % ont été retenus pour faire l'objet d'une analyse détaillée. Ces postes sont présentés au tableau 1 annexé. Ce tableau présente également une courte description des raisons que nous jugeons possibles pour expliquer les écarts de prix correspondant à chacun des postes retenus pour cette analyse.

Pour les besoins de l'analyse, les écarts positifs représentent des montants plus élevés dans l'Estimation que dans la soumission de l'entrepreneur. De même façon, des écarts négatifs signifient que le prix soumis par l'entrepreneur est supérieur aux prévisions de TechnoRem.

Pour la soumission la moins élevée (Enblobe), les écarts significatifs peuvent être expliqués de la sorte :

- ***Chapitre 05 – Item II-7A-2205 – Gestion hors site des matières granulaires résiduelles***

  Écart : 109 % (+178 562,50$)

  Commentaires :

  Cet écart important pourrait découler d'une gestion vers un site autre que ceux évalués ou d'un débalancement volontaire des prix par item, selon l'analyse du risque de l'entrepreneur. Il est à noter que l'écart pour cet item par rapport à l'Estimation n'est que de 13 % pour l'offre de Sanexen.

- ***Chapitre 06 – Item 02-212 – Excavation et remblayage***

  Écart global: 0,2 % (-5 270,00$)

  Commentaires :

  Bien que l'écart global ne soit que de 0,2 % pour cet item, les sous items II-7A-1101, II-7A-1102 et II-7A-1103 montrent des écarts respectifs de 53 %, 39 % et 82 %.

  Le montant associé au sous-item II7A-1102 est faible en regard de la valeur globale de la soumission, et l'écart calculé sur l'ensemble de cette dernière est de 0,1 %, ce qui est jugé non significatif.

  Pour le sous-item II-7A-1101 (excavation pour la réhabilitation), la différence repose sur le taux unitaire élevé d'excavation proposé par l'entrepreneur, qui est de 53 % plus élevé que l'Estimation, et plus du double du taux unitaire de Sanexen. Cet écart important pourrait découler d'un débalancement volontaire du prix de l'item, selon son analyse du risque.

  Le sous-item II-7A-1103 (soutènement des sols) vient notamment contrebalancer cette différence, avec un écart de 82 % moins élevé que l'Estimation. L'écart est expliqué soit par un débalancement volontaire du prix de l'item (possiblement avec le sous-item

précédent), soit par son choix de méthode de soutènement ou d'une compréhension des besoins en soutènement différente de la nôtre.

- ***Chapitre 06***
  - ***Item II-7A-2101 – Entreposage temporaire des déblais à caractériser***
  - ***Item II-7A-2102 – Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables***
  - ***Item II-7A-2103 – Entreposage temporaire des déblais à traiter sur le site***

Écart : 75 % (+735 365,00 $)

Commentaires :

Parmi les sous-items II-7A-2101-1/2102-1/2103-1, II-7A-2102-1/2102-2 et II-7A-2103-1/2103-2/2103-3, ce sont les sous-items -3 portant sur le coût unitaire d'entreposage temporaire des sols qui montrent l'écart le plus important avec +475 020 $. Cet écart provient du plus faible taux unitaire de 3,25 $/t utilisé par Englobe dans son estimation. L'utilisation d'un tel taux pourrait s'expliquer par une répartition différente des efforts associés aux travaux dans les sous-items impliquant du mouvement de sol. Par exemple, il pourrait y avoir un lien avec le sous-item II-7A-1101 dont le taux unitaire a été fixé à plus de 53 % supérieur à l'Estimation. L'entrepreneur pourrait aussi avoir développé une méthode différente pour le mouvement des sols, évitant une double manipulation ou l'utilisation de camions. En effet, le taux de 3,25 $/t est plutôt représentatif d'une situation où une seule machinerie serait utilisée.

Pour les sous-items II-7A-2101-1, 2102-1 et 2103-1, l'entrepreneur a soumis un prix égal, totalisant 146 325,00$ alors que l'Estimation avait prévu 160 500,00$, ce qui représente un écart de seulement 9 %. On en déduit que l'entrepreneur n'a possiblement pas différencié ces sous-items selon les exigences des clauses techniques, mais a plutôt réparti son montant total en trois (3) parties égales.

La même observation est déduite pour les sous-items II-7A-2101-2, 2102-2 et 2103-2 pour lesquels l'entrepreneur a soumis un prix totalisant 40 965,00 $ alors que l'Estimation avait prévu 48 500,00 $, ce qui représente un écart de seulement 15,5 %. On peut en déduire que l'entrepreneur n'a pas tellement différencié ces sous-items selon les exigences des clauses techniques, mais a plutôt réparti son montant total en trois (3) parties relativement égales.

- ***Chapitre 06 – Item II7A-2401 – Traitement des sols par biopile***

Écart : 16 % (+290 592,00 $)

Commentaires :

Parmi les trois (3) sous-items de cet item, seuls 2401-1 et 2401-3 présentent un écart significatif.

L'écart de 16 % (-90 000 $) pour le sous-item 2401-1 pourrait être relié au choix de l'entrepreneur d'avoir opté pour un traitement par lots de 9 500 m^3, ce qui se traduit par la réalisation de plus d'une biopile, dont le coût global pourrait être plus grand que

pour l'aménagement d'une seule pile de plus grande dimension. Une partie de la différence s'expliquerait aussi par la hausse très importante des coûts reliés aux géomatériaux observée pendant l'année 2021.

L'écart de 76 % (+374 000 $) pour le sous-item 2401-3 pourrait quant à lui s'expliquer par le fait qu'Enblobe possède une expertise reconnue depuis des décennies en matière de traitement des sols par ventilation / bioventilation, qui lui permet possiblement la réutilisation d'équipements standards déjà disponibles dans ses ateliers, et une conception éprouvée pour le traitement des contaminants usuels (HP C_{10}-C_{50} et BTEX notamment).

- ***Chapitre 06 – Item II-7A-2402 – Traitement thermique des sols***

  Écart : 16 % (+96 390,00 $)

  Commentaires :

  Englobe a proposé une approche alternative de traitement sur site plutôt que celle du traitement thermique sur site préconisé par TechnoRem. Cette approche alternative, qu'il mentionne avoir testé avec succès en laboratoire, implique une première phase de traitement en biopile, suivie par une deuxième phase de traitement par oxydation chimique en pile également. Englobe justifie ce choix par l'économie de cette approche alternative par rapport au traitement thermique. Cette économie se reflète donc dans le coût inférieur proposé pour les items II-7A-2402-2 et II-7A-2402-3. Cependant, l'approche proposée requiert une aire de traitement plus importante que celle prévue pour l'unité mobile de traitement thermique, ce qui explique l'écart de coût observé en II-7A-2402-1. Pris dans sa globalité, le coût total pour les items II-7A-2402-1, II-7A-2402-2 et II-7A-2402-3 n'est que 10 % inférieur au coût global des mêmes items évalués par TechnoRem, ce qui est conforme aux attentes.

- ***Chapitre 06 – Item II-7A-3000 – Gestion de l'eau contaminée***

  Écart global : 39 % (+102 620,00 $)

  Commentaires :

  Parmi les trois (3) sous-items de II-7A-3000, on note un écart important à II-7A-3102 (2 830 $/semaine vs 5 500 $/semaine estimé par TechnoRem, soit 106 800 $ pour 40 semaines ou 49 % d'écart). Selon sa proposition technique, Englobe mise sur une approche plus risquée pour le traitement d'eau, soit l'atteinte des critères de rejet pour les eaux pompées suite à une simple décantation (i.e. un traitement minimal). Des analyses globales du contenu de l'eau des 2 réservoirs de 20m³ qu'il prévoit aménager sont cependant prévues, ce qui lui permettrait de traiter l'eau brute avec un filtre de charbon activé, mais seulement au besoin. Selon les clauses du Contrat, ce risque doit être entièrement assumé par Englobe. Sanexen avait par ailleurs soumis un prix unitaire similaire (2 495,00 $/semaine) malgré le traitement continu de l'eau brute via une unité de traitement. Compte tenu de la valeur relativement faible de cet item par rapport à la valeur totale du contrat et par la responsabilité de conformité à l'entrepreneur, cet écart est jugé à très faible risque d'impact.

Conclusion

L'analyse détaillée de la soumission fournie par le plus bas soumissionnaire, c'est-à-dire la firme Englobe, nous a permis d'identifier certains postes du bordereau des prix pour lesquels des écarts « significatifs » de coûts existaient par rapport à ceux de l'Estimation (écarts de plus de 15 % entre les prix soumis et ceux estimés par TechnoRem). Cette analyse a également permis de fournir des hypothèses quant aux raisons pouvant expliquer ces différences.

Les risques potentiels des écarts notés touchent principalement les items à prix unitaires suivants :

- *II-7A-2205-1 - Gestion hors site des matières granulaires résiduelles : prix unitaire très élevé. La qualité environnementale et les quantités devront être suivies minutieusement et régulièrement lors de la surveillance des travaux.*
- *II-7A-1101 - Excavation pour la réhabilitation : prix unitaire très élevé, mais risque contrebalancé par le prix unitaire très faible des items d'entreposage II-7A-2101-3 et 2103-3.*
- *II-7A-2402 – Traitement thermique des sols : l'entrepreneur a proposé une méthode alternative impliquant un traitement en deux (2) étapes, mais n'a pas fourni les résultats de ses essais en laboratoire. Advenant que le traitement alternatif soit infructueux à traiter les contaminants récalcitrants (mercure, phtalates, HAP), les sols partiellement décontaminés devront être gérés hors site (aux frais de l'Entrepreneur).*
- *II-7A-3102 – Pompage et traitement de l'eau sur site : l'entrepreneur Englobe entrevoie peu ou pas de traitement pour les eaux pompées. Un suivi rigoureux des analyses requises et des paramètres devra être fait lors des activités de surveillance, en tenant compte des problématiques propres aux différents secteurs du site lors du suivi des excavations (fréquence des analyses non usuelle à anticiper).*

Malgré ces différences, le coût global de la soumission de la firme Englobe demeure très similaire à celui de l'Estimation. En fait, seule une différence de coûts globaux de l'ordre de 11 % existe entre les deux. La proposition soumise par la firme Englobe nous apparaît donc conforme à l'Estimation.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, veuillez agréer, Madame Desnoyers, l'expression de nos meilleurs sentiments.

TechnoRem inc.



Thomas Robert, ing., Ph.D.
Spécialiste en traitement in situ



Annie Morin, ing., M.Sc.
Chargée de projet

TR/AM/gp

p. j. Tableau 1

TABLEAU 1
ANALYSE DES ÉCARTS - CHAPITRES 05 ET 06

Chapitre 05 — Travaux de réhabilitation		Quantités estimées*	Unité	Estimé des prix TechnoRem		Sanexen					Englobe				
				Prix unitaire	Montant	Prix unitaire	MONTANT	Écart prix	Écart %	Commentaires	Prix unitaire	Montant	Écart prix	Écart %	Commentaires
2200 Gestion hors site des déblais															
# ITEM	**Description des items**														
II-7A-2201	Gestion hors site des sols A-B								52%					12%	
II-7A-2201-1	Gestion hors site des sols A-B	4600	t	35,00 $	161 000,00 $	18,75 $	86 250,00 $	74 750,00 $	46%	Écart important, découlant possiblement d'une gestion vers un site autre que ceux évalués.	34,95 $	160 770,00 $	230,00 $	0,1%	Conforme
II-7A-2201-2	Gestion hors site des sols A-B contenant de l'amiante	4000	t	62,00 $	248 000,00 $	27,85 $	111 400,00 $	136 600,00 $	55%		49,35 $	197 400,00 $	50 600,00 $	20%	Écart important, découlant possiblement d'une gestion vers un site autre que ceux évalués.
II-7A-2202	Gestion hors site des sols B-C								15%					4%	
II-7A-2202-1	Gestion hors site des sols B-C	16490	t	42,00 $	692 580,00 $	29,45 $	485 630,50 $	206 949,50 $	30%	Écart important, découlant possiblement d'une gestion vers un site autre que ceux évalués ou d'un débalancement volontaire des prix par item, selon son analyse du risque de l'entrepreneur. L'écart global est cependant jugé conforme avec 15%.	43,95 $	724 735,50 $	(32 155,50 $)	5%	Conforme
II-7A-2202-2	Gestion hors site des sols B-C contenant de l'amiante	3740	t	62,00 $	231 880,00 $	79,35 $	296 769,00 $	(64 889,00 $)	28%		62,75 $	234 685,00 $	(2 805,00 $)	1%	Conforme
II-7A-2203	Gestion hors site des sols >C								10%	Prix unitaires très similaires pour cet item avec un écart global de 10%.				11%	Prix unitaires très similaires pour cet item avec un écart global de 11%.
II-7A-2203-1	Gestion hors site des sols >C														
II-7A-2203-1-1	Gestion hors site des sols >C inorganiques ou mixtes	5060	t	88,00 $	445 280,00 $	79,35 $	401 511,00 $	43 769,00 $	10%	Conforme	78,30 $	396 198,00 $	49 082,00 $	11%	Conforme
II-7A-2203-1-2	Gestion hors site des sols >C organiques	200	t	86,00 $	17 200,00 $	72,95 $	14 590,00 $	2 610,00 $	15%	Conforme	69,20 $	13 840,00 $	3 360,00 $	20%	Écart légèrement supérieur aux prévisions, découlant possiblement d'une gestion sur un site autre que ceux évalués.
II-7A-2203-2	Gestion hors-site des sols >C contenant de l'amiante	500	t	90,00 $	45 000,00 $	79,35 $	39 675,00 $	5 325,00 $	12%	Conforme	83,65 $	41 825,00 $	3 175,00 $	7%	Conforme
II-7A-2204	Gestion hors site des sols RESC								12%	Prix unitaires très similaires pour cet item avec un écart global de 12%.				12%	Prix unitaires très similaires pour cet item avec un écart global de 12%.
II-7A-2204-1	Gestion hors site des sols RESC inorganiques ou mixtes	5270	t	90,00 $	474 300,00 $	79,35 $	418 174,50 $	56 125,50 $	12%	Conforme	78,30 $	412 641,00 $	61 659,00 $	13%	Conforme
II-7A-2204-2	Gestion des sols RESC organiques	200	t	86,00 $	17 200,00 $	85,75 $	17 150,00 $	50,00 $	0,3%	Conforme	78,65 $	15 730,00 $	1 470,00 $	9%	Conforme
II-7A-2204-3	Gestion hors site des sols RESC contenant de l'amiante	3280	t	92,00 $	301 760,00 $	79,35 $	260 268,00 $	41 492,00 $	14%	Conforme	81,75 $	268 140,00 $	33 620,00 $	11%	Conforme
II-7A-2205	Gestion hors site des matières granulaires résiduelles								13%	Prix similaire pour cet item avec un écart global de 13%.				109%	
II-7A-2205-1	Gestion hors site des matières granulaires résiduelles	2690	t	35,00 $	94 150,00 $	27,85 $	74 916,50 $	19 233,50 $	20%	Écart légèrement supérieur aux prévisions, découlant possiblement d'une gestion sur un site autre que ceux évalués.	103,75 $	279 087,50 $	(184 937,50 $)	196%	Écart important, découlant possiblement d'une gestion vers un site autre que ceux évalués ou d'un débalancement volontaire des prix par item, selon son analyse du risque de l'entrepreneur.
II-7A-2205-2	Gestion hors site des matières granulaires résiduelles contenant de l'amiante	500	t	140,00 $	70 000,00 $	135,00 $	67 500,00 $	2 500,00 $	4%	Conforme	127,25 $	63 625,00 $	6 375,00 $	9%	Conforme
II-7A-2206	Gestion hors site des matières résiduelles								10%	Prix unitaires très similaires pour cet item avec un écart global de 10%.				12%	Prix unitaires très similaires pour cet item avec un écart global de 12%.
II-7A-2206-1	Gestion hors site des matières résiduelles	3090	t	120,00 $	370 800,00 $	108,00 $	333 720,00 $	37 080,00 $	10%	Conforme	102,50 $	316 725,00 $	54 075,00 $	15%	Conforme
II-7A-2206-2	Gestion hors site des matières résiduelles contenant de l'amiante	1870	t	140,00 $	261 800,00 $	135,00 $	252 450,00 $	9 350,00 $	4%	Conforme	122,70 $	229 449,00 $	32 351,00 $	12%	Conforme
II-7A-2208	Gestion hors site des matières dangereuses	200	t	280,00 $	56 000,00 $	165,00 $	33 000,00 $	23 000,00 $	41%	Écart important, découlant possiblement d'une gestion sur un site autre que ceux évalués.	305,50 $	61 100,00 $	(5 100,00 $)	9%	Conforme
TOTAL DU CHAPITRE 05					**3 486 950,00 $**		**2 893 004,50 $**	**593 945,50 $**	**17%**	**En somme, l'analyse des items du chapitre 05 montre un écart de 17%, soit légèrement supérieur à l'écart jugé acceptable de 15%, mais le montant soumis est inférieur à l'estimé, en faveur de la Ville.**		**3 415 951,00 $**	**70 999,00 $**	**2%**	**En somme, l'analyse des items du chapitre 05 montre un écart de seulement 2%. De plus le montant soumis est inférieur à l'estimation, en faveur de la Ville.**

Chapitre 06 — Travaux de réhabilitation		Quantités estimées*	Unité	Estimé des prix		Sanexen					Englobe				
				Prix unitaire	Montant	Prix unitaire	MONTANT	Écart prix	Écart %	Commentaires	Prix unitaire	Montant	Écart prix	Écart %	Commentaires
# ITEM	**Description des items**														
02-212 Excavation et remblayage															
II-7A-1101	Excavation pour la réhabilitation environnementale	87500	m^3	10,00 $	875 000,00 $	7,05 $	616 875,00 $	258 125,00 $	30%		15,30 $	1 338 750,00 $	(463 750,00 $)	53%	
II-7A-1102	Condamnation des puits d'observation	26	unité	800,00 $	20 800,00 $	166,75 $	4 335,50 $	16 464,50 $	79%		490,00 $	12 740,00 $	8 060,00 $	39%	
II-7A-1103	Soutènement des excavations aux limites de propriété	230	m linéaire	2 000,00 $	460 000,00 $	113,50 $	26 105,00 $	433 895,00 $	94%	Les écarts des sous-items sont vraisemblablement reliés aux méthodes de travail de l'entrepreneur et au débalancement des montants dans sa stratégie de soumission. Analysé dans l'ensemble, l'écart global des sous-items 02-212 est de 18%, soit un écart jugé raisonnable et en faveur de la Ville.	361,50 $	83 145,00 $	376 855,00 $	82%	Les écarts des sous-items sont vraisemblablement reliés aux méthodes de travail de l'entrepreneur et au débalancement des montants dans sa stratégie de soumission. Analysé dans l'ensemble, l'écart global des sous-items 02-212 est de moins de 1%.
II-7A-1201	Remblayage avec des déblais réutilisables	50000	m^3	14,00 $	700 000,00 $	21,00 $	1 050 000,00 $	(350 000,00 $)	50%		12,70 $	635 000,00 $	65 000,00 $	9%	
II-7A-1203	Remblayage avec des déblais traités réutilisables	17130	m^3	14,00 $	239 820,00 $	11,00 $	188 430,00 $	51 390,00 $	21%		13,50 $	231 255,00 $	8 565,00 $	4%	
Écart pour 02-212								**409 874,50 $**	**18%**				**(5 270,00 $)**	**0,2%**	L'écart global de l'item 02-212 est jugé conforme

TABLEAU 1
ANALYSE DES ÉCARTS - CHAPITRES 05 ET 06

02-213 Gestion des sols contaminés															
2100 Entreposage temporaire															
II-7A-2101	Entreposage temporaire des déblais à caractériser							**48 924,00 $**	**10%**	**L'écart global est jugé conforme**			**258 095,00 $**	**53%**	
II-7A-2101-1	Aménagement et entretien de l'aire d'entreposage des déblais à caractériser	1	lot	60 000,00 $	60 000,00 $	59 535,00 $	59 535,00 $	465,00 $	1%	Conforme	48 775,00 $	48 775,00 $	11 225,00 $	19%	Écart possiblement dû à la séparation d'un montant global en trois parties égales pour les sous-items 2101-1, 2102-1 et 2103-1, totalisant 146 325$ comparativement à 160 500$ pour l'estimation des prix de TechnoRem. Ceci représenterait de ce fait un écart de seulement 9% pour les 3 sous-items d'aménagement et entretien des aires.
II-7A-2101-2	Démantèlement de l'Aire d'entreposage des déblais à caractériser	1	lot	15 000,00 $	15 000,00 $	15 200,00 $	15 200,00 $	(200,00 $)	1%	Conforme	11 425,00 $	11 425,00 $	3 575,00 $	24%	À l'instar de 2101-1, écart possiblement dû à la méthode de l'entrepreneur de répartir le prix global de démantèlement de 40 965 $ en trois sous-items dont ici 11 425$. Le prix global de 40 965$ représente un écart de 15,5% avec le prix global de TechnoRem estimé pour ces 3 sous-items.
II-7A-2101-3	Entreposage temporaire des déblais à caractériser	51220	t	8,00 $	409 760,00 $	7,05 $	361 101,00 $	48 659,00 $	12%	Conforme	3,25 $	166 465,00 $	243 295,00 $	59%	Écart est possiblement dû à l'inclusion des frais de chargement / déchargement / manutention à l'item 1101 - Excavation pour la réhabilitation.
II-7A-2102	Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables							**(2 100,00 $)**	**6%**	**L'écart global est jugé conforme**			**(29 545,00 $)**	**87%**	
II-7A-2102-1	Aménagement et entretien de l'Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables	1	lot	25 500,00 $	25 500,00 $	20 900,00 $	20 900,00 $	4 600,00 $	18%	Malgré un écart apparent important, ces 2 items analysés ensemble présentent un écart de seulement 6%.	48 775,00 $	48 775,00 $	(23 275,00 $)	91%	Écart possiblement dû à la séparation d'un montant global en trois parties égales pour les sous-items 2101-1, 2102-1 et 2103-1, totalisant 146 325$ comparativement à 160 500$ pour l'estimation des prix de TechnoRem. Ceci représenterait de ce fait un écart de seulement 9% pour les 3 sous-items d'aménagement et entretien des aires.
II-7A-2102-2	Démantèlement de l'Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables	1	lot	8 500,00 $	8 500,00 $	15 200,00 $	15 200,00 $	(6 700,00 $)	79%		14 770,00 $	14 770,00 $	(6 270,00 $)	74%	À l'instar de 2101-1, écart possiblement dû à la méthode de l'entrepreneur de répartir le prix global de démantèlement de 40 965 $ en trois sous-items dont ici 14 770$. Le prix global de 40 965$ représente un écart de 15,5% avec le prix global de TechnoRem estimé pour ces 3 sous-items.
II-7A-2103	Entreposage temporaire des déblais à traiter sur le Site							**295 825,00 $**	**64%**				**268 180,00 $**	**58%**	
II-7A-2103-1	Aménagement et entretien de l'Aire d'entreposage des déblais à traiter	1	lot	75 000,00 $	75 000,00 $	40 850,00 $	40 850,00 $	34 150,00 $	46%	Sanexen a sélectionné une approche de traitement thermique hors site plutôt que celle préconisée du traitement thermique sur site. Les coûts réduits à l'ensemble des items d'aménagement d'aires d'entreposage est vraisemblablement relié à la méthode de travail sélectionnée et ainsi les dimensions de l'aire d'entreposage - et par conséquent les coûts d'aménagement et de démantèlement- seront réduits pour l'aménagement de l'aire d'entreposage de déblais à traiter.	48 775,00 $	48 775,00 $	26 225,00 $	35%	Écart possiblement dû à la séparation d'un montant global en trois parties égales pour les sous-items 2101-1, 2102-1 et 2103-1, totalisant 146 325$ comparativement à 160 500$ pour l'estimation des prix de TechnoRem. Ceci représenterait de ce fait un écart de seulement 9% pour les 3 sous-items d'aménagement et entretien des aires.
II-7A-2103-2	Démantèlement de l'Aire d'entreposage des déblais à traiter	1	lot	25 000,00 $	25 000,00 $	15 200,00 $	15 200,00 $	9 800,00 $	39%		14 770,00 $	14 770,00 $	10 230,00 $	41%	À l'instar de 2101-1 2102-1 et 2103-1, écart possiblement dû à la méthode de l'entrepreneur de répartir le prix global de démantèlement de 40 965 $ en trois sous-items dont ici 14 770$. Le prix global de 40 965$ représente un écart de 15,5% avec le prix global de TechnoRem estimé pour ces 3 sous-items.
II-7A-2103-3	Entreposage temporaire des déblais à traiter sur le Site	40300	t	9,00 $	362 700,00 $	2,75 $	110 825,00 $	251 875,00 $	69%	L'entreposage sur site est de beaucoup réduit du fait que Sanexen transportait les sols contaminés par des contaminants récalcitrants chez RSI. La majeure partie des sols est possiblement prévue être chargée directement et transportée hors site.	3,25 $	130 975,00 $	231 725,00 $	64%	Écart est possiblement dû à l'inclusion des frais de chargement / déchargement / manutention à l'item 1101 - Excavation pour la réhabilitation.
Écart pour 2100								**636 374,00 $**	**65%**				**735 365,00 $**	**75%**	La majeure partie de l'écart (475 020$ sur les 735 365$) est reliée aux sous-items 2101-3 et 2103-3 et l'hypothèse de cet écart réside dans une méthodologie différente de l'entrepreneur qui a prévu une partie de ses frais de déplacement de sols dans un autre item.
2401 Traitement des sols sur le Site													243 295,00 $	475 020,00 $	
II-7A-2401	Traitement des sols par biopile														
II-7A-2401-1	Aire de traitement (biopile)	1	lot	560 000,00 $	560 000,00 $	338 700,00 $	338 700,00 $	221 300,00 $	40%	Sanexen a opté pour un traitement par lots de 4200 m3 pour 4-5 lots. Ceci réduit le coût de l'aire de traitement, mais augmente le coût de manipulation / traitement. La somme des items 2401-1 et 2401-2 diffère cependant de l'estimé des prix de TechnoRem que par 15,5%. La méthodologie de l'entrepreneur explique bien cet écart, jugé satisfaisant.	650 000,00 $	650 000,00 $	(90 000,00 $)	16%	Englobe a opté pour un traitement par lots de 9500 m^3, se traduisant par plus d'une biopile. La différence avec l'estimation des prix de TechnoRem peut aussi être partiellement due à la hausse importante des coûts des géomatériaux au courant de l'année 2021.
II-7A-2401-2	Traitement des sols en biopile >C et >RESC	32960	t	22,00 $	725 120,00 $	34,75 $	1 145 360,00 $	(420 240,00 $)	58%		21,80 $	718 528,00 $	6 592,00 $	1%	Conforme
II-7A-2401-3	Conception et fourniture des unités de bioventilation et de traitement des effluents	1	lot	494 000,00 $	494 000,00 $	315 200,00 $	315 200,00 $	178 800,00 $	36%	L'estimation des prix de TechnoRem est basée sur la conception et fourniture d'équipements neufs. L'hypothèse la plus vraisemblable pour justifier cet écart repose sur le fait que l'entrepreneur, spécialisé dans ce type de mandat, ait un équipement usagé, adéquat et disponible.	120 000,00 $	120 000,00 $	374 000,00 $	76%	Englobe possède une expertise reconnue depuis des décennies en matière de traitement des sols par ventilation / bioventilation, qui lui permet la réutilisation d'équipements standards déjà disponibles dans ses ateliers et de conception éprouvée pour le traitement des contaminants usuels (HP C_{10}-C_{50} et BTEX notamment).
Écart pour 2401								**(20 140,00 $)**	**1%**	**L'écart global est jugé conforme**			**290 592,00 $**	**16%**	L'écart global de 16% est jugé raisonnable
II-7A-2402	Traitement thermique des sols														
II-7A-2402-1	Aire de traitement (thermique)	1	lot	15 000,00 $	15 000,00 $	1,00 $	1,00 $	14 999,00 $	100%	Sanexen a sélectionné une approche de traitement thermique hors-site plutôt que celle préconisée du traitement thermique sur site. Cette approche élimine les coûts d'aménagement d'aire de traitement et de fourniture et conception d'une unité de traitement thermique (items II-7A-2402-1 et II-7A-2402-3), mais engendre des coûts de transport importants qui s'ajoutent au coût du traitement thermique (item II-7A-2402-2). Le site de traitement thermique autorisé par le MELCC est situé à St-Ambroise dans la région du Saguenay. L'écart de prix se justifie donc par l'ajout de ces coûts de transport (que l'on estime autours de 60$ par tonne métrique).	180 000,00 $	180 000,00 $	(165 000,00 $)	1100%	
II-7A-2402-2	Traitement thermique des sols	7350	t	110,00 $	808 500,00 $	189,00 $	1 389 150,00 $	(580 650,00 $)	72%		82,60 $	607 110,00 $	201 390,00 $	25%	Englobe prévoit traiter les sols en deux étapes : en biopile, puis par oxydation chimique ex-situ (en pile). Cette approche se reflète dans le coût inférieur proposé pour les items II-7A-2402-2 et II-7A-2402-3. Cependant, l'approche proposée requiert une aire de traitement plus importante que celle pour l'unité mobile de traitement thermique, ce qui explique l'écart de coût en II-7A-2402-1.
II-7A-2402-3	Conception et fourniture des unités de traitement thermique et de traitement des effluents	1	lot	110 000,00 $	110 000,00 $	1,00 $	1,00 $	109 999,00 $	100%		50 000,00 $	50 000,00 $	60 000,00 $	55%	
Écart pour 2402								**(455 652,00 $)**	**49%**				**96 390,00 $**	**10%**	L'écart global est jugé conforme
3000 Gestion de l'eau contaminée															
II-7A-3101	Mobilisation et démobilisation de l'unité de traiteme	1	lot	25 000,00 $	25 000,00 $	62 445,00 $	62 445,00 $	(37 445,00 $)	150%	L'entrepreneur pourrait avoir débalancé son prix de traitement de l'eau en attribuant une plus grande valeur pour son aménagement (montant sûr) que pour son opération. Il prévoit aménager 2 bassins d'accumulation sur site, avec géomembrane. L'aménagement est de ce fait plus coûteux que des conteneurs étanches.	24 680,00 $	24 680,00 $	320,00 $	1%	Conforme
II-7A-3102	Pompage et traitement de l'eau sur site	40	semaine	5 500,00 $	220 000,00 $	2 495,00 $	99 800,00 $	120 200,00 $	55%	Sanexen mise possiblement sur un volume d'eau à pomper et traiter inférieur aux prévisions de TechnoRem et/ou à une qualité avant traitement supérieures à nos estimations.	2 830,00 $	113 200,00 $	106 800,00 $	49%	Englobe mise sur la conformité des eaux pompées pour un rejet sans traitement, suite à une décantation et des analyses globales du contenu de l'eau des 2 réservoirs de 20m3 qu'il prévoit. Ce risque assumé expliquerait l'écart imortant du coût de l'item II-7A-3102.
II-7A-3103	Temps d'attente pour l'unité de traitement d'eau	15	semaine	1 100,00 $	16 500,00 $	515,00 $	7 725,00 $	8 775,00 $	53%	Le prix unitaire plus faible de Sanexen est vraisemblablement relié à l'utilisation de bassins aménagés par lui à l'item II-7A-3101 plutôt qu'à la location de conteneurs étanches.	1 400,00 $	21 000,00 $	(4 500,00 $)	27%	Il prévoit une grande capacité d'entreposage d'eau par le biais de 2 réservoirs de 20m3. Le prix unitaire supérieur de cet item pourrait être relié à ses frais de location.
Écart pour 3000								**91 530,00 $**	**35%**				**102 620,00 $**	**39%**	L'écart principal et représentant un montant significatif se situe au niveau du traitement (item II-7A-3102), l'entrepreneur prévoyant peu d'efforts de traitement.
TOTAL DU CHAPITRE 06					**6 251 200,00 $**		**5 882 938,50 $**	**368 261,50 $**	**6%**	En somme, le chapitre 06 montre moins de 10% d'écart pour cet entrepreneur		**5 270 138,00 $**	**981 062,00 $**	**16%**	En somme, le chapitre 06 montre16% d'écart global pour cet entrepreneur, ce qui est jugé raisonnable.
TOTAL DES CHAPITRES 5 ET 6					**9 738 150,00 $**		**8 775 943,00 $**					**8 686 089,00 $**			
ÉCART GLOBAL PAR SOUMISSIONNAIRE								**962 207,00 $**	**10%**	Malgré certains écarts dans les catégories ponctuelles, l'écart global de 10% est acceptable et du même ordre de grandeur que l'estimé des prix de TechnoRem.			**1 052 061,00 $**	**11%**	Malgré certains écarts dans les catégories ponctuelles, l'écart global de 11% est acceptable et du même ordre de grandeur que l'estimé des prix de TechnoRem.

Note : Les écarts inférieurs à 15% sont jugés conformes et ne sont de ce fait pas commentés

Analyse des soumissions
Recommandation

Montréal, le 18 janvier 2022

Madame Laurie Desnoyers
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

✉ laurie.desnoyers@montreal.ca

Client :	Ville de Montréal
Projet :	Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia – Parcelles A et B
Dossier gbi	**G12499-00**

Madame Desnoyers,

Après étude et vérification des montants soumissionnés au Chapitre 07 « Travaux de nivellement et remise en état » des deux (2) plus bas soumissionnaires, l'entrepreneur **« Englobe»** a présenté le prix global le plus bas, soit **13 913 169,99 $** (incluant les taxes) et nous vous en recommandons l'acceptation. Malgré le prix plus haut de **451 502,50 $** pour le chapitre 7, nous recommandons l'acceptation de cette soumission dans la mesure où les autres chapitres sont également conformes.

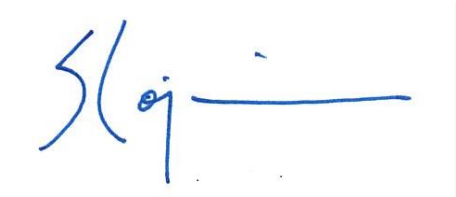
Vous trouverez ci-dessous le tableau comparatif des prix pour notre discipline seulement. Également, nous avons joint à la présente le tableau de vérification pour une analyse plus détaillée.

Soumissionnaires		Montant de la soumission (civil seulement)	Montant corrigé de la soumission (civil seulement)	Commentaires
1)	▪ Englobe	451 502,50 $	451 502,50 $	Voir tableau ci-joint pour tous les détails de l'analyse
2)	▪ Sanexen	448 665,00 $	448 665,00 $	

Notre estimation budgétaire en date du 11 novembre 2021 établissait le coût des travaux au montant de 1 117 250,00 $ (taxes exclues). La différence des montants s'explique probablement par une économie d'échelle par rapport aux montants estimés provenant de projet de plus petite envergure.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, veuillez agréer, Madame Desnoyers, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

gbi



Stéphane Lajoie, ing., M.Sc., PMP
Chef de service - Infrastructures
/sl

p.j. Tableau liste et analyse des soumissions

Ville de Montréal
Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia - Parcelles A et C

Dossier GBi : G12499-00

	Description	Qté	Unité	Soumissionnaire #1 - Englobe Prix unitaire	Soumissionnaire #1 - Englobe Prix global	Soumissionnaire #2 - Sanexen Prix unitaire	Soumissionnaire #2 - Sanexen Prix global	Prix plus élevé	Prix moins élevé	Écart	Moyenne $ unitaire	gbi Prix unitaire	gbi Prix global
Ch. 07	**Travaux de nivellement et remise en état**												
II-7A-1102-1	Terrassement en déblai	32950	m.cu.	3,85 $	126 857,50 $	5,25 $	172 987,50 $	5,25 $	3,85 $	1,40 $	4,55 $	10,00 $	329 500,00 $
II-7A-1102-2	Terrassement en remblai	32950	m.cu.	3,10 $	102 145,00 $	4,45 $	146 627,50 $	4,45 $	3,10 $	1,35 $	3,78 $	5,00 $	164 750,00 $
IP-2B-1101	Ensemencement hydraulique	89000	m.ca.	2,50 $	222 500,00 $	1,45 $	129 050,00 $	2,50 $	1,45 $	1,05 $	1,98 $	7,00 $	623 000,00 $
	Sous-total chapitre 03				**451 502,50 $**		**448 665,00 $**						**1 117 250,00 $**

	Soumissionnaire #1 - Englobe	Soumissionnaire #2 - Sanexen	gbi
1.0 Ch. 07 - Travaux de nivellement et remise en état	451 502,50 $	448 665,00 $	1 117 250,00 $
Sous-total	**451 502,50 $**	**448 665,00 $**	**1 117 250,00 $**
Total soumission Ent :	451 502,50 $	448 665,00 $	
Différence :	0,00 $	0,00 $	

U:\1-Projets\12499-00\G) Devis et addenda (Rouge)\Civil\R4- Résultat des soumissions\Recommandation de soumission\[M12499-00_Analyse soumissions_Vérification prix_ch 07.xls]Vérification prix

GLT+

Saint-Hubert, 3 mars 2022

Madame Laurie Desnoyers
Gestionnaire immobilier
Division projets industriels
Service de la gestion et de la planification immobilièreDivision des projets industriels
VILLE DE MONTRÉAL
303 rue Notre-Dame Est, 3e étage,Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Rapport d'analyse de l'offre d'englobe - Estimation des coûts révisée et recommandation
Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia –Parcelles A et C
Appel d'offres public #IMM-15635
N/D # S2020-053-009 – Usine Solutia

Madame,

Il nous fait plaisir de vous soumettre notre analyse en regard à l'estimation des coûts révisée selon l'offre qualitative d'Englobe relativement au projet mentionné en rubrique. Selon notre compréhension, cette étude consiste à expliquer les différences monétaires majeures, s'il y a lieu, pour chacun des Chapitre présenté au bordereau des prix au projet. Vous trouverez ci-dessous, une analyse des écarts et les recommandations aux résultats de l'Appel d'offres.

ESTIMATION DES COÛTS RÉVISÉE DE GLT+

Suite à la lecture de l'offre qualitative d'Englobe, l'équipe de GLT+ a tenu compte de l'approche proposée d'Englobe ainsi que de la capacité de production et de l'échéancier mis de l'avant à l'offre qualitative, pour établir une nouvelle estimation révisée des coûts de construction. Le sommaire des coûts révisés est joint en Annexe.

Nous présentons ci-dessous un Tableau comparatif des coûts sommaires des entrepreneurs soumissionnaires retenus incluant, l'estimation révisée de GLT+ produite en fonction de l'offre qualitative d'Englobe ainsi que l'estimation de GLT+ au moment du dépôt de l'appel d'offres.

Tableau comparatif des coûts sommaires

Chapitre	Description	MONTANT			
		ENGLOBE	SANEXEN	GLT+ (estimation)	
				Révisée	À l'appel d'offres
Chapitre 00	Conditions générales	833 330.00 $	1 598 440.00 $	2 255 567.59 $	7 723 993.75 $
Chapitre 01	Charges particulières	84 515.00 $	805 515.00 $	217 479.89 $	325 105.01 $
Chapitre 02	Démolition - Préparation du site	388 220.00 $	555 760.00 $	627 990.72 $	627 990.72 $
Chapitre 03	Travaux de démolition	1 296 857.85 $	1 317 876.80 $	1 500 853.25 $	1 500 853.25 $
Chapitre 04	Travaux de gestion du phragmite	360 525.00 $	202 185.00 $	512 597.60 $	512 597.60 $
Chapitre 05	Travaux de réhabilitation - Gestion hors site des déblais	3 415 951.00 $	2 893 004.50 $	3 252 124.70 $	3 252 124.70 $
Chapitre 06	Travaux de réhabilitation	5 270 138.00 $	5 882 938.50 $	6 135 463.26 $	6 500 399.48 $
Chapitre 07	Travaux de nivellement et remise en état	451 502.50 $	448 665.00 $	452 507.50 $	619 564.00 $
	Montant Total (avant taxes)	**12 101 039.35 $**	**13 704 384.80 $**	**14 954 584.51 $**	**21 062 628.51 $**

Il faut souligner, que GLT+ a intégré à son estimation révisée, des Frais d'administration et profits de 2,5% soit, le même pourcentage retenu par Englobe, afin d'obtenir une analyse d'écart objective.

ANALYSE DES ÉCARTS DE COÛTS – ENGLOBE VS GLT+

Cette analyse nous permet d'identifier et d'expliquer les écarts majeurs des coûts soumis associés au bordereau des prix de la soumission d'Englobe en regard à l'estimation révisée de GLT+.

- **CHAPITRE 00 – CONDITIONS GÉNÉRALES** – Dans le Tableau présenté ci-dessous, un montant supérieur de 1 422 237 $ à l'estimation révisée de GLT+ est observé au Chapitre 00 en regard au prix soumis par Englobe. On remarque qu'un pourcentage au niveau des Conditions générales de 6,9%, 11,7% et 15,1% a été appliqué respectivement par Englobe, Sanexen et GLT+ pour un pourcentage moyen de 11,2% - Pourcentage réaliste en fonction des travaux à réaliser et de la durée proposée d'Englobe. Englobe a prévu dans sa proposition qualitative, effectuer les travaux sur une période de 13 mois en regard au délai de réalisation inscrit à l'appel d'offres de 32 mois. L'estimation au poste 00-01 Frais généraux de chantier, prévus à l'estimation de GLT+ au dépôt de l'appel d'offres, s'élève à 4 958 644,75 $ - Ces coûts ont été évalués en fonction du Cahier des Charges de l'appel d'offres et de la durée prévue des travaux sur une période de 32 mois – Ce qui reflète le coût particulièrement élevé de l'estimation de GLT+. Ainsi, le montant soumis par Englobe nous semble faible pour la nature de ce projet – GLT+ estime que le risque financier associé au Chapitre 00 s'élève à environ 521 986 $ en considérant un pourcentage de 4,3% soit, l'écart entre le pourcentage moyen observé de 11,2% et le pourcentage appliqué de 6,9% d'Englobe, toujours en considérant l'offre qualitative de celui-ci. Il est certain qu'une gestion et un suivi de projet plus rigoureux seront à prévoir de la part de la Ville.

Tableau comparatif des coûts sommaires – Chapitre 00

Chapitre	Description	MONTANT			
		ENGLOBE	SANEXEN	GLT+ (estimation)	
				Révisée	À l'appel d'offres
Chapitre 00	Conditions générales				
00-01	Frais généraux de chantier	287 165.00 $	604 495.00 $	1 576 582.79 $	4 958 644.75 $
00-02	Démolition - Préparation du site	222 000.00 $	164 700.00 $	279 300.00 $	450 300.00 $
00-03	Travaux de démolition	317 340.00 $	820 870.00 $	362 500.00 $	2 220 000.00 $
00-04	Travaux de gestion du phragmite	6 825.00 $	8 375.00 $	37 184.80 $	94 989.00 $
	Total du Chapitre 00	**833 330.00 $**	**1 598 440.00 $**	**2 255 567.59 $**	**7 723 993.75 $**

- **CHAPITRE 01 – CHARGES PARTICULIÈRES** – Le prix moyen des trois soumissions s'élève à 369 169 $. Le prix déposé de 84 515 $ d'Englobe nous apparaît peu élevé si l'on se fie au Tableau comparatif des coûts sommaires - Chapitre 00, présenté à la page suivante. L'estimation au poste 01- 600 Mesures de contrôle de suivis environnementaux - Balance de chantier, prévue à l'estimation de GLT+ au dépôt de l'appel d'offres s'élève à 325 105,01 $ - Ces coûts ont été évalués en fonction du Cahier des Charges de l'appel d'offres et de la durée prévue des travaux sur une période de 32 mois – Ce qui reflète le coût de l'estimation de GLT+. Le montant inscrit par Englobe nous semble peu élevé en regard des exigences de l'appel d'offres particulièrement au niveau des mesures de contrôle de suivis environnementaux et ce, malgré le délai de réalisation prévu de 13 mois à l'offre qualitative d'Englobe – GLT+ évalue que le risque financier associé au Chapitre 01 s'élève à environ 284 654 $ en tenant compte de l'écart entre le prix moyen de 369 169 $ et le montant proposé de 84 515 $ d'Englobe. Tel que mentionné au Chapitre 00, il est certain qu'une gestion et un suivi de

projet plus rigoureux seront à prévoir de la part de la Ville au niveau des travaux dédiés aux mesures de contrôle de suivis environnementaux.

Tableau comparatif des coûts sommaires – Chapitre 01

Chapitre	Description	MONTANT			
		ENGLOBE	SANEXEN	GLT+ (estimation)	
				Révisée	À l'appel d'offres
Chapitre 01	Charges particulières				
01-600	Mesures de contrôle de suivis environnementaux - Balance de chantier	84 515.00 $	805 515.00 $	217 479.89 $	325 105.01 $
	Total du Chapitre 00	**84 515.00 $**	**805 515.00 $**	**217 479.89 $**	**325 105.01 $**

- **CHAPITRE 02 – DÉMOLITION - PRÉPARATION DU SITE** – Le prix de préparation du site d'Englobe est très compétitif en regard au prix moyen des trois soumissionnaires soit, 523 990 $. Par contre, si la coordination de ses travaux est rigoureuse, le prix déposé par Englobe est réaliste.
- **CHAPITRE 03 – TRAVAUX DE DÉMOLITION –** À ce chapitre, on trouve un écart de 15,7% entre Englobe et GLT+ et le prix moyen des trois soumissionnaires est de 1 371 862 $ en regard au prix déposé d'Englobe de 1 296 857,85 $. Le prix d'Engobe est acceptable.
- **CHAPITRE 04 – TRAVAUX DE GESTION DU PHRAGMITE** – Le prix à ce chapitre déposé par Englobe est de 360 525 $ en regard au prix moyen des trois soumissionnaires soit, 358 435,87 $. Le prix d'Englobe est compétitif et réaliste. La productivité et les frais de disposition évalué par GLT+ sont conservateurs et expliquent cet écart.
- **CHAPITRE 05 – TRAVAUX DE RÉHABILITATION – GESTION HORS SITE DES DÉBLAIS** – Le pourcentage de l'écart entre Englobe et GLT+ est de -4,8% à l'avantage de GLT+. L'écart est de moins de 5% et le prix des deux firmes s'équivalent.
- **CHAPITRE 06 – TRAVAUX DE RÉHABILITATION** – Le prix d'Englobe de 5 270 138 $ est avantageux relativement au prix moyen des trois soumissionnaires soit, 5 762 846,59 $. Par contre, il est certain qu'Englobe a des avantages financiers et opérationnels dû à son expérience dans ce domaine au niveau du traitement par biopile, du traitement thermique des sols et des travaux connexes à ce chapitre. L'écart observé de 16,4% entre Englobe et GLT+ s'explique et est justifié.
- **CHAPITRE 07 – TRAVAUX DE NIVELLEMENT ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX** – L'écart de 0,2% entre Englobe et GLT+ est, somme toute, de même valeur. Aucune explication d'écart n'est nécessaire.

Globalement, l'écart entre Englobe et l'estimation révisée de GLT+ pour l'ensemble du projet est de 2 853 545,16 $ soit, 23,6%.

RECOMMANDATION

Suite à l'analyse de la soumission déposée d'Englobe et l'estimation révisée de GLT+, l'écart majeur provient du Chapitre 00 – Conditions générales et du Chapitre 06 – Travaux de réhabilitation, qui s'élève globalement à 2 287 563$ ou 18,9% du total des travaux en regard à un écart total sur l'ensemble du projet de 23,6%. Dans l'ensemble, tous les écarts qui ont été identifiés à l'Analyse des écarts de coûts ci- haut, ont pu être expliqués et justifiés. Par contre, les deux éléments de risque soulevés préalablement, proviennent du Chapitre 00 – Conditions générales et du Chapitre 01 – Charges particulières. Une gestion

et un suivi de projet minutieux et rigoureux seront à prévoir de la part des représentants de la Ville quant à la surveillance du Projet.

Enfin, suite à l'analyse de la soumission déposée par Englobe en regard à l'estimation des coûts révisée de GLT+ selon l'offre qualitative d'Englobe relativement au projet des Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia – Parcelles A et C, Appel d'offres public #IMM-15635, nous recommandons de retenir la soumission d'Englobe, conditionnelle à sa conformité administrative et des compétences et exigences techniques demandées à l'Appel d'offres.

Si des informations supplémentaires s'avéraient nécessaires, nous vous invitons à communiquer avec le soussigné.

Espérant le tout conforme à vos attentes, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Simon Vallée, ing., DSA CSO ECCQ
Estimateur principal
GLT+ Inc.

ANNEXE :
SOMMAIRE DES COÛTS RÉVISÉS

GLT+ Montréal

Appel d'offres Exécution de travaux	
No SEAO:	IMM-15635
No Appel d'offres:	IMM-15635

BORDEREAU DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Service du greffe Édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est, R.D.C Montréal (Québec) H2Y 1B5, avant 13 h 30

Titre de l'Appel d'offres

Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia - Parcelles A et C

Nom du projet:

Adresse de l'Ouvrage:			Montant
		Montant total avant taxes :	14 954 584.51 $
Numéro de l'Ouvrage:		Taxe sur les produits et services 5 % :	747 729.23 $
Numéro de mandat:		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	1 491 719.80 $
Numéro de Contrat:	15635	**Montant total avec taxes:**	**17 194 033.54 $**

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher içi ☐

Je (Nous), soussigné(s):

GLT+

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

GLT+	
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)

		Téléphone :	
Signature	Date	Courriel :	

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Montréal

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Reporter ici les montants établis dans la section C du bordereau de soumission			MONTANT avant taxes
Chapitre	No	**Nom des chapitres (spécialités)**	
Chapitre	00	Conditions générales	2 255 567.59 $
Chapitre	01	Charges particulières	217 479.89 $
Chapitre	02	Démolition - Préparation du site	627 990.72 $
Chapitre	03	Travaux de démolition	1 500 853.25 $
Chapitre	04	Gestion du phragmite	512 597.60 $
Chapitre	05	Travaux de réhabilitation - Gestion hors site des déblais	3 252 124.70 $
Chapitre	06	Travaux de réhabilitation	6 135 463.26 $
Chapitre	07	Travaux de nivellement et remis en état	452 507.50 $
Chapitre	08		0.00 $
Chapitre	09		0.00 $
Chapitre	10		0.00 $
Chapitre	11		0.00 $
Chapitre	12		0.00 $
Chapitre	13		0.00 $
Chapitre	14		0.00 $
Chapitre	15		0.00 $
Chapitre	16		0.00 $
Chapitre	17		0.00 $
Chapitre	18		0.00 $
Chapitre	19		0.00 $

PRIX FORFAITAIRE CHAPITRES CI-DESSUS		**TOTAL**
Total de tous les chapitres ci-dessus (avant taxes)	(1)	**14 954 584.51 $**

MONTANT POUR ITEMS À PRIX UNITAIRES		**TOTAL**
Total de tous les items à prix unitaires de la Section C (avant taxes)	(2)	**0.00 $**

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION		**GRAND TOTAL**
Montant total (avant taxes), case (1) + (2)	(3)	**14 954 584.51 $**
Reporter le montant de la case (3) à la Section A - Sommaire du formulaire de soumission		

Titre de l'appel d'offres:	No SEAO:	IMM-15635

Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia - Parcelles A et C

Section C - Bordereau de soumission

Chapitre 00 — Conditions générales Description	MONTANT
00-01 Frais généraux de Chantier	1 576 582.79 $
00-02 Assurances et cautionnements	279 300.00 $
00-03 Frais d'administration et profits	362 500.00 $
00-04 Covid-19	37 184.80 $
TOTAL DU CHAPITRE 00	**2 255 567.59 $**

Chapitre 01 — Charges particulières DESCRIPTION	MONTANT
01-600 Mesures de contrôle de suivis environnementaux - Balance de chantier	217 479.89 $
TOTAL DU CHAPITRE 01	**217 479.89 $**

Chapitre 02 — Démolition - Préparation du site	MONTANT
02-80 Travaux en conditions d'amiante - Inclus aux conditions générales Chapitre 00	-
02-86 Travaux en présence de métaux lourd - Inclus aux conditions générales Chapitre 00	-
02-106 Préparation du site	-
02-106-1 Nettoyage des déchets de surface et disposition hors site	30 078.00 $
02-106-2 Débrousaillage, déboisement, essouchement des arbres et disposition hors site	84 553.88 $
02-106-4 Barrière à sédiments temporaire	12 125.00 $
02-070-00-1 Clôtures	-
02-070-00-1-1 Remplacement, réparation et ajout de la clôture au pourtour du lot (…) de clôture	148 184.00 $
02-070-00-2 Démolition du chemin d'accès et aires de stationnement	-
02-070-00-2-1 Scarification du pavage et de la fondation	353 049.84 $
TOTAL DU CHAPITRE 02	**627 990.72 $**

Chapitre 03 — Travaux de démolition		Quantités estimées*	Unité	Prix unitaire	MONTANT
# Items	**Description des items**				
02-070-01 (A)	**Clôtures**				
02-070-01-1 (A1)	Démolition des clôtures à l'intérieur du lot du terrain	520	ml	19.50 $	10 140.00 $
02-070-01 (A)	**Démolition des éléments de surface**				
02-070-01-2 (A2)	Démantèlement des poteaux d'incendie hors services	20	unité	670.64 $	13 412.80 $
02-070-01-3 (A3)	Démantèlement des bollards et bases de béton	30	unité	163.67 $	4 910.10 $
02-070-01-4 (A4)	Démolition de l'ensemble de la structure des voies ferrées	530	ml	34.15 $	18 099.50 $
02-070-02 (B)	**Démolition des infrastructures**				
02-070-02-1 (B1)	Démolition des radiers et des dalles en béton sur sol	3145	m^3	63.97 $	201 185.65 $
02-070-02-2 (B2)	Démolition des murs de fondation et semelles	555	m^3	103.02 $	57 176.10 $
02-070-02-3 (B3)	Démolition des murs de soutènement	878	m^3	63.97 $	56 165.66 $
02-070-02-4 (B4)	Démolition des murs berlinois	63	m^2	85.82 $	5 406.66 $
02-070-02-5 (B5)	Démolition des murets en béton	33	m^3	64.15 $	2 116.95 $
02-070-02-6 (B6)	Démolition des blocs de béton	115	m^2	16.28 $	1 872.20 $
02-070-02-7 (B7)	Démolition des colonnes en béton	147	m^3	63.98 $	9 405.06 $
02-070-03 (C)	**Démantèlement des réseaux souterrains**				
02-070-03-1 (C1)	Démantèlement des puisards	10	unité	635.82 $	6 358.20 $
02-070-03-2 (C2)	Démantèlement des regards	35	unité	805.49 $	28 192.15 $
02-070-03-3 (C3)	Nettoyage des conduites d'égout	2512	ml	7.76 $	19 493.12 $
02-070-03-4 (C4)	Démantèlement des réseaux souterrains des conduites d'égouts, aqueduc et gaz à diamètre variables, massifs et infrastructures électriques	5500	ml	82.36 $	452 980.00 $
02-070-03-5 (C5)	Conduites d'égouts existantes situées aux limites du lot à abandonner, nettoyer et à remplir en remblai cimentaire :				
02-070-03-6 (C6)	375 mm ou moins	50	ml	20.32 $	1 016.00 $
02-070-03-7 (C7)	450 mm et plus	110	ml	75.44 $	8 298.40 $

02-070-04 (D)	Démantèlement des infrastructures souterraines				
	Démantèlement des réservoirs souterrains				
02-070-04-1 (D1)	Capacité 5000 gallons	17	unité	11 360.65 $	193 131.05 $
02-070-04-2 (D2)	Capacité 4400 gallons	3	unité	9 741.57 $	29 224.71 $
02-070-04-3 (D3)	Capacité 4000 gallons	5	unité	10 518.69 $	52 593.45 $
02-070-04-4 (D4)	Capacité 2000 gallons	4	unité	6 079.10 $	24 316.40 $
02-070-04-5 (D5)	Capacité 200 gallons	2	unité	3 023.66 $	6 047.32 $
02-070-04-6 (D6)	Démantèlement des séparateurs d'huile	2	unité	11 629.71 $	23 259.42 $
02-072-05 E	**Travaux divers**				
02-070-05-1 (E1)	Démolition des réseau souterrains - Fouilles exploratoires	15	m^3	116.83 $	1 752.45 $
02-070-05-2 (E2)	Démantèlement des réservoirs souterrains - Puits exploratoires	28	m^3	123.50 $	3 458.00 $
02-070-05-3 (E3)	Démantèlement des réservoirs souterrains - Vidange, nettoyage, rinçage des réservoirs/séparateurs	660 590	litres	0.41 $	270 841.90 $
TOTAL DU CHAPITRE 03					**1 500 853.25 $**

Chapitre 04 — Travaux de gestion du phragmite		Quantités estimées*	Unité	Prix unitaire	**MONTANT**
# Items	**Description des items**				
02-100-1	Identification, délimitation et protection des colonies de phragmite	1	lot	7 068.30 $	7 068.30 $
02-100-2	Installation, entretien et retrait du périmètre de sécurité	1	lot	31 780.93 $	31 780.93 $
02-100-3	Gestion des déblais contenant des rhizomes de phragmite et station de lavage	20 500	m^3	16.57 $	339 685.00 $
02-100-4	Installation, entretien et démantèlement des dispositifs de bâchage	1	lot	134 063.37 $	134 063.37 $
TOTAL DU CHAPITRE 04					**512 597.60 $**

Chapitre 05 — Travaux de réhabilitation		Quantités estimées*	Unité	Prix unitaire	**MONTANT**
2200 Gestion hors site des déblais					
# ITEM	**Description des items**				
II-7A-2201	Gestion hors site des sols A-B				
II-7A-2201-1	Gestion hors site des sols A-B	4600	t	22.32 $	102 672.00 $
II-7A-2201-2	Gestion hors site des sols A-B contenant de l'amiante	4000	t	85.75 $	343 000.00 $
II-7A-2202	Gestion hors site des sols B-C				
II-7A-2202-1	Gestion hors site des sols B-C	16490	t	39.32 $	648 386.80 $
II-7A-2202-2	Gestion hors site des sols B-C contenant de l'amiante	3740	t	85.75 $	320 705.00 $
II-7A-2203	Gestion hors site des sols >C				
II-7A-2203-1	Gestion hors site des sols >C				
II-7A-2203-1-1	Gestion hors site des sols >C inorganiques ou mixtes	5060	t	60.30 $	305 118.00 $
II-7A-2203-1-2	Gestion hors site des sols >C organiques	200	t	65.33 $	13 066.00 $
II-7A-2203-2	Gestion hors-site des sols >C contenant de l'amiante	500	t	86.44 $	43 220.00 $
II-7A-2204	Gestion hors site des sols RESC				
II-7A-2204-1	Gestion hors site des sols RESC inorganiques ou mixtes	5270	t	65.30 $	344 131.00 $
II-7A-2204-2	Gestion des sols RESC organiques	200	t	75.33 $	15 066.00 $
II-7A-2204-3	Gestion hors site des sols RESC contenant de l'amiante	3280	t	91.17 $	299 037.60 $
II-7A-2205	Gestion hors site des matières granulaires résiduelles				
II-7A-2205-1	Gestion hors site des matières granulaires résiduelles	2690	t	93.09 $	250 412.10 $
II-7A-2205-2	Gestion hors site des matières granulaires résiduelles contenant de l'amiante	500	t	97.46 $	48 730.00 $
II-7A-2206	Gestion hors site des matières résiduelles				
II-7A-2206-1	Gestion hors site des matières résiduelles	3090	t	93.09 $	287 648.10 $
II-7A-2206-2	Gestion hors site des matières résiduelles contenant de l'amiante	1870	t	96.83 $	181 072.10 $
II-7A-2208	Gestion hors site des matières dangereuses	200	t	249.30 $	49 860.00 $
TOTAL DU CHAPITRE 05					**3 252 124.70 $**

Chapitre 06 — Travaux de réhabilitation		Quantités estimées*	Unité	Prix unitaire	**MONTANT**
# ITEM	**DESCRIPTION DES ITEMS**				
02-212 Excavation et remblayage					
II-7A-1101	Excavation pour la réhabilitation environnementale	87500	m^3	9.29 $	812 875.00 $
II-7A-1102	Condamnation des puits d'observation	26	unité	1 132.28 $	29 439.28 $
II-7A-1103	Soutènement des excavations aux limites de propriété	230	m linéaire	2 127.00 $	489 210.00 $
II-7A-1201	Remblayage avec des déblais réutilisables	50000	m^3	11.85 $	592 500.00 $
II-7A-1203	Remblayage avec des déblais traités réutilisables	17130	m^3	11.85 $	202 990.50 $
02-213 Gestion des sols contaminés					
2100 Entreposage temporaire					
II-7A-2101	Entreposage temporaire des déblais à caractériser				
II-7A-2101-1	Aménagement et entretien de l'aire d'entreposage des déblais à caractériser	1	lot	113 971.78 $	113 971.78 $
II-7A-2101-2	Démantèlement de l'Aire d'entreposage des déblais à caractériser	1	lot	34 887.48 $	34 887.48 $
II-7A-2101-3	Entreposage temporaire des déblais à caractériser	51220	t	7.09 $	363 149.80 $
II-7A-2102	Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables				
II-7A-2102-1	Aménagement et entretien de l'Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables	1	lot	120 533.00 $	120 533.00 $
II-7A-2102-2	Démantèlement de l'Aire d'entreposage pour les déblais potentiellement réutilisables	1	lot	40 251.29 $	40 251.29 $
II-7A-2103	Entreposage temporaire des déblais à traiter sur le Site				
II-7A-2103-1	Aménagement et entretien de l'Aire d'entreposage des déblais à traiter	1	lot	113 102.12 $	113 102.12 $
II-7A-2103-2	Démantèlement de l'Aire d'entreposage des déblais à traiter	1	lot	34 755.23 $	34 755.23 $
II-7A-2103-3	Entreposage temporaire des déblais à traiter sur le Site	40300	t	7.10 $	286 130.00 $

2401 Traitement des sols sur le Site					
II-7A-2401	Traitement des sols par biopile				
II-7A-2401-1	Aire de traitement (biopile)	1	lot	529 779.15 $	529 779.15 $
II-7A-2401-2	Traitement des sols en biopile >C et >RESC	32960	t	26.62 $	877 395.20 $
II-7A-2401-3	Conception et fourniture des unités de bioventilation et de traitement des effluents	1	lot	83 203.90 $	83 203.90 $
II-7A-2402	Traitement thermique des sols				
II-7A-2402-1	Aire de traitement (thermique)	1	lot	219 321.33 $	219 321.33 $
II-7A-2402-2	Traitement thermique des sols	7350	t	102.25 $	751 537.50 $
II-7A-2402-3	Conception et fourniture des unités de traitement thermique et de traitement des effluents	1	lot	83 554.40 $	83 554.40 $
3000 Gestion de l'eau contaminée					
II-7A-3101	Mobilisation et démobilisation de l'unité de traitement	1	lot	19 889.50 $	19 889.50 $
II-7A-3102	Pompage et traitement de l'eau sur site	40	semaine	7 406.17 $	296 246.80 $
II-7A-3103	Temps d'attente pour l'unité de traitement d'eau	15	semaine	2 716.00 $	40 740.00 $
TOTAL DU CHAPITRE 06					**6 135 463.26 $**

Chapitre 07 — Travaux de nivellement et remise en état		Quantités estimées*	Unité	Prix unitaire	**MONTANT**
# ITEM	**Description des items**				
II-7A-1102-1	Terrassemement en déblai	32950	m^3	3.42 $	112 689.00 $
II-7A-1102-2	Terrassement en remblai	32950	m^3	4.83 $	159 148.50 $
IP-2B-1101	Ensemencement hydraulique	89000	m^2	2.03 $	180 670.00 $
TOTAL DU CHAPITRE 07					**452 507.50 $**

L'entrepreneur sera payé à l'avancement des travaux et ne sera payé que pour les quantités réellement réalisées pour les items suivant :

- Chapitre 05 — Travaux de réhabilitation :
  - -2200 Gestion hors site des déblais;
- Chapitre 06 — Travaux de réhabilitation.
- Chapitre 07 — Travaux de nivellement et remis en état :
  - -II-7A-1102-1 - Terrassement en déblai;
  - -II-7A-1102-2 - Terrassement en remblai.

* Les quantités consignées dans le bordereau de soumission sont présentées à titre indicatif. Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de valider l'exactitude des quantités et des volumes.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215895001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $ taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences: 2 782 634,00 $ + incidences: 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1215895001 - Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste
Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Marie-Claude JOLY
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : (514) 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.004

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1215895001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $ taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences: 2 782 634,00 $ + incidences: 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE215895001.pdf

Dossier # :1215895001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 28 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE215895001

Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $ taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences : 2 782 634,00 $ + incidences : 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Élisabeth Rivest
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE215895001

Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $ taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences : 2 782 634,00 $ + incidences : 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$*
  Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:
  - Un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 14 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce projet consiste en l'exécution de travaux de démolition, de réhabilitation environnementale, de nivellement et de remise en état du site destiné à recevoir le centre de traitement de matières organiques situé à LaSalle.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 188 jours. Parmi les 27 preneurs du cahier des charges, 3 ont déposé une soumission, dont 2 sont jugées conformes. Il est à noter que 13 addendas ont été émis au cours de l'appel d'offres, dont le principal porte sur les résultats de la caractérisation complémentaire du site réalisée au cours de la même

période. Au terme du processus, un écart de 43% en faveur de la Ville a été constaté avec l'évaluation réalisée par la firme GLT+.

Les personnes représentant le Service ont expliqué les écarts par plusieurs raisons :

- Surévaluation des frais estimés, sans tenir compte des économies d'échelle;
- Durée estimée des travaux 12 mois plus rapide;
- Procédé de traitement des sols proposé différent et moins coûteux.
- Capacité de la firme spécialisée à gérer le contrat sans recours à la sous-traitance.

Le Service a demandé à la firme GLT+ de réévaluer les coûts en fonction de la stratégie proposée par Englobe Corp et l'écart est alors de 19%. Le Service a également demandé à l'adjudicataire de fournir une lettre garantissant sa compréhension des risques associés au projet.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur:

- la demande à l'évaluateur externe de procéder à une deuxième évaluation, sur la base du procédé proposé par le plus bas soumissionnaire;
- le contrôle de qualité et la traçabilité des sols traitées, comme l'exige le Gouvernement du Québec;
- l'achat d'équipements, prévu au contrat, en vue d'implanter une usine temporaire sur le site.

Les explications ont été à la satisfaction de la Commission

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$*
  Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe :
  - Un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE215895001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231019

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction N.R.C. inc., pour des travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l' arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 424 570, 23 $ (contrat: 333 106, 72 $ + contingences: 49 966, 01 $ + incidences: 41 497, 50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471410 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme Construction N.R.C. inc., le contrat pour l'exécution des travaux d'éclairage et de feux de circulation sur la rue Rachel aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 333 106, 72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 471410 ;

2. d'autoriser une dépense de 49 966, 01 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 41 497, 50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-06 08:56

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231019**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction N.R.C. inc., pour des travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l' arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 424 570, 23 $ (contrat: 333 106, 72 $ + contingences: 49 966, 01 $ + incidences: 41 497, 50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471410 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a le mandat de réaliser le Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage. Les principaux objectifs de ce programme sont :
· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Présentement l'éclairage dans le tronçon du projet est insuffisant. Le mobilier d'éclairage a plus de 40 ans et il y a des fils électriques en aérien. Le mobilier d'éclairage existant sera remplacé et les nouveaux fils électriques seront enfouis. L'éclairage des rues concernées sera amélioré pour assurer la sécurité de tous les usagers. L'éclairage de la piste cyclable sera notamment amélioré en ajoutant de l'éclairage décoratif derrière trottoir nord. Le nouveau réseau d'éclairage sera doté de la technologie au DEL.
Les feux de circulation seront mis aux normes.

La Direction de la mobilité du SUM a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les travaux consistent à :

- Améliorer la sécurité des lieux;
- Remplacer des actifs désuets;
- Faire la mise aux normes de l'éclairage;
- Faire la mise aux normes de feux de circulation

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 49 966, 01$, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat étant donné les risques inhérents au projet et le montant du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière de mobilier de feux de circulation, d'utilités publiques et de gestion des impacts. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de -16,9%, favorable à la Ville.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Construction N.R.C. inc.	333 106,72 $	49 966,01 $	383 072,73 $
Neolect	434 004,41 $	65 100,66 $	499 105,07 $
Systemes urbaines	474 308,44 $	71 146,27 $	545 454,71 $
Bruneau électrique	688 359,22 $	103 253,88 $	791 613,10 $
Dernière estimation réalisée ($)	400 923,67 $	60 138,55 $	461 062,22 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-77 989,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 16,9 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			116 032,34 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	30,3 %

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L'ÉÉC a procédé à l'analyse des quatre (4) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 16.9 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission. Cet écart est réparti sur l'ensemble des articles du projet et peut être justifié par une volonté du PBSC à remplir son carnet de commandes. De plus, on dénote une différence de 100k$ entre le 2e PBSC et le PBSC qui équivaut à un écart de 30.3% .

Dans ce contexte et en considérant que l'écart favorable de 16.9 % est acceptable, l'ÉÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat ne fait pas l'objet d'évaluation de rendement du fournisseur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 424 570, 23 $, taxes incluses, comprenant:

- un contrat avec Construction N.R.C. Inc pour un montant de 333 106, 72 $ taxes incluses;
- plus des contingences 49 966, 01 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 41 497, 50 $ taxes incluses

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 390 295, 21 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant:
18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit:

Projet	2022	2023	2024	Total
58002 - Programme d'aquisition du mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	222			222
59000 - Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation - Corpo - Protection	168			168
Total	390	0	0	390

La dépense est réalisée entièrement en 2022

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de plan stratégique Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle mais ne contribue pas à des engagements en changements climatiques, parce que le remplacement du mobilier d'éclairage ne diminue pas significativement la vulnérabilité face aux changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 30 mai 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier sont planifiés selon un échéancier serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:

Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : novembre 2022
Fin des travaux : décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Julie DUBE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Benoît MALETTE, 1er avril 2022
Hugues BESSETTE, 29 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ervin KOJIC
Ingenieur(e)

Tél : 514 770-8319
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-28

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485

Approuvé le : 2022-04-04 **Approuvé le :** 2022-04-06

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 471410 — No du GDD : 1227231019

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'éclairage et de feux d circulation dans la rue Rachel, entre le rue Des Érables et la rue D'Iberville dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 / 2 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 1 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 1 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
18 / 2 / 2022	Correction de quantité d'un item du bordereau	300.00
21 / 2 / 2022	Tableau des questions et réponses	N/A

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 30 / 5 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	333 106.72
NÉOLECT INC.	434 004.41
SYSTEMES URBAINS INC.	474 308.44
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	688 359.22

Estimation — **interne** — 400 923.67

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation — (67 816.95) — **-16.9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse — 100 897.69 — **30.3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION N.R.C. INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 333 106.72

Montant des contingences ($) : 15.0% — 49 966.01

Montant des incidences ($) : 41 497.50

Date prévue de début des travaux : 1 / 11 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 21 / 11 / 2022

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231019
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité
Projet : Travaux d'éclairage et de feux de circulation dans le rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous 16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *- Amélioration de l'éclairage des couloirs de déplacement, particulièrement piétons et cyclables;* *- Réduire les défaillances du système d'éclairage et les zones sombres;* *- Limiter et encadrer la pollution lumineuse.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Recyclage en place de la fondation de chaussée existante en utilisant la méthode de réhabilitation par décohésionnement-stabilisation, éliminant ainsi l'utilisation de nouvelle pierre; ● Utilisation d'un ciment contenant 10% de poudre de verre pour la fabrication du béton de trottoirs.		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? ● Le remplacement du mobilier d'éclairage ne diminue pas significativement la vulnérabilité face aux changements climatiques.		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Réduire l'éclairage insuffisant ou défaillant dans certains milieux afin de diminuer le niveau d'insécurité et d'inconfort particulièrement pour la population féminine.	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre la rue des Érables et la rue Iberville - arrondissement du Plateau-Mont-Royal				
GDD		**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**
			Plateau-Mont-Royal	2021-11-10	Infra.réseau routier-Infra
Nom des rues ou de la Place ou du parc			**de**	**à**	**Type de rue [3]**
rue 1	Rachel		Des Érables	Iberville	Artérielle
rue 2	C1380 - Étude 20211225				

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

										Taux de la Ville		Taux CSÉM				
										Taxes	Net	Taxes	Net			
										1,14975	1,049875	1,14975	1,008479			
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #2	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #2	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2158002019	189603	Rachel, de Des Érables à Iberville - Incidences professionnelles, techniques et achat Éclairage	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	2.1	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $	15 000,00 $	16 497,50 $	15 498,75 $	54590	070003
					2.2	Mobilier urbain - Achat interne	Non	Achat	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $				57401	070003
					2.3	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $				54301	070003
					2.4					0,00 $						
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #3	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #3	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2159000023	189564	Rachel, de Des Érables à Iberville - Incidences professionnelles, techniques et achat Feux	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite	59000 - Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation - Corpo - Protection	3.1	Feux de circulation - Achat interne	Non	Achat	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	57401	070003

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Compétence	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022	Budget requis 2023	Budget requis 2024	Budget requis Ultérieur
Compétence	*Requérant - Description*	*Projet Investi*	*Sous-projet*	*Projet SIMON*	*Description Sous-projet*	**SUM de Budget requis Total**	SUM de Budget requis 2022	SUM de Budget requis 2023	SUM de Budget requis 2024	SUM de Budget r
Corpo	Urban.mobi.-Mobilité-4806	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	2158002016	189600	Rachel, de Des É	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2158002017	189601	C1380 - Étude 2(	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2158002018	189602	Rachel, de Des É	**206 657,13 $**	206 657,13 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2158002019	189603	Rachel, de Des É	**15 498,75 $**	15 498,75 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection				**222 155,88 $**	222 155,88 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		59000 - Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation - Corpo - Protection	2159000022	189563	Rachel, de Des É	**143 139,33 $**	143 139,33 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2159000023	189564	Rachel, de Des É	**25 000,00 $**	25 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 59000 - Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation - Corpo - Protection				**168 139,33 $**	168 139,33 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour Urban.mobi.-Mobilité-4806					**390 295,21 $**	390 295,21 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total général						**390 295,21 $**	**390 295,21 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

3.Incidences	40 000,00 $	41 497,50 $	40 498,75 $
Total général	373 179,15 $	424 570,23 $	390 295,21 $

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Catégorie d'actif SIMON	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
Urban.mobi.-Mobilité-48	18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160	2158002018	189602	Lampadaires et systèmes d'éclairage (D.V. 20 ans)	1.Travaux	6101.7718050.802719.Activité.57201.000000 .0000.189602.000000.19010.00000	171 165,00 $	196 796,96 $	179 701,85 $
					2.Contingences	6101.7718050.802719.Activité.57201.000000 .0000.189602.070008.19010.00000	25 674,75 $	29 519,54 $	26 955,28 $
		2158002019	189603	Lampadaires et systèmes d'éclairage (D.V. 20 ans)	3.Incidences	6101.7718050.802719.Activité.54301.000000 .0000.189603.070003.19010.00000	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $
						6101.7718050.802719.Activité.54590.000000 .0000.189603.070003.19010.00000	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $
						6101.7718050.802719.Activité.57401.000000 .0000.189603.070003.19010.00000	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $
		2159000022	189563	Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans)	1.Travaux	6101.7718050.802719.Activité.57201.000000 .0000.189563.000000.17040.00000	118 556,00 $	136 309,76 $	124 468,98 $
					2.Contingences	6101.7718050.802719.Activité.57201.000000 .0000.189563.070008.17040.00000	17 783,40 $	20 446,46 $	18 670,35 $
		2159000023	189564	Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans)	3.Incidences	6101.7718050.802719.Activité.57401.000000 .0000.189564.070003.17040.00000	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $
	Total pour 18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160						373 179,15 $	424 570,23 $	390 295,21 $
Total général							**373 179,15 $**	**424 570,23 $**	**390 295,21 $**

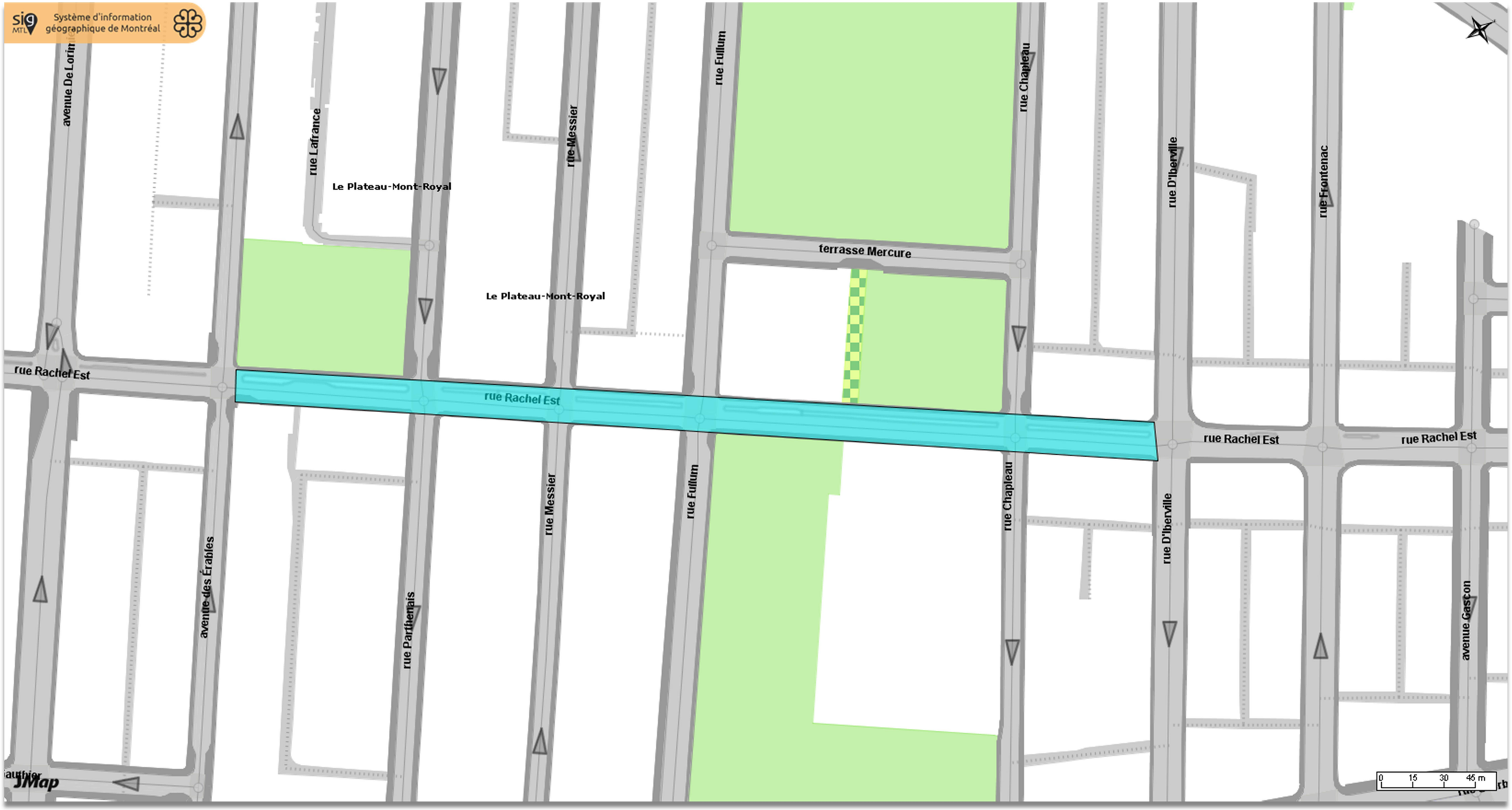
3.Incidences	40 000,00 $	41 497,50 $	40 496,75 $
Total général	**373 179,15 $**	**424 570,23 $**	**390 295,21 $**

RÉCAPITULATIF

TYPE	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	% Contingences total du contrat
1.Travaux	289 721,00 $	333 106,72 $	304 170,83 $	
2.Contingences	43 458,15 $	49 966,01 $	45 625,63 $	**15,00%**
3.Incidences	40 000,00 $	41 497,50 $	40 498,75 $	
Total général	**373 179,15 $**	**424 570,23 $**	**390 295,21 $**	

Récapitulatif par payeur - Travaux-Contingences-Incidences

Requérant	Compétence	Requérant - Description	Travaux Montant avec taxes	Copntingences Montant avec taxes	Incidences Montant avec taxes
	Corpo	Urban.mobi.-Mobilité-4806	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total pour			0,00 $	0,00 $	0,00 $
014 Fonds des dépenses en immobilisations	Corpo	Urban.mobi.-Mobilité-4806	333 106,72 $	49 966,01 $	41 497,50 $
Total pour 014 Fonds des dépenses en immobilisations			333 106,72 $	49 966,01 $	41 497,50 $
Total général			**333 106,72 $**	**49 966,01 $**	**41 497,50 $**



Préparé par : Ervin Kojic

Date : 18.03.2022.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 16 août 2019

CONSTRUCTION N.R.C. INC.
A/S MONSIEUR YVES COHONNER
160, RUE DESLAURIERS
SAINT-LAURENT (QC) H4N 1V8

No de décision : 2019-DAMP-0710
N° de client : 2700018673

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous N.R.C. CONSTRUCTION INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION N.R.C. INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Secteur	Travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Travaux d'éclairage et de feux de circulation sur la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville en direction est	**Concept :** • Fermeture de la rue Rachel E en direction est, entre l'avenue De Lorimier et la rue d'Iberville, avec le maintien de la circulation locale ; • Aucune entrave n'est permise sur la rue Rachel E, dans la direction ouest ; • Aucune entrave n'est permise sur la piste cyclable de la rue Rachel E ; • Aucune entrave n'est permise sur l'avenue des Érables, et les rues Messier, Parthenais, Fullum, Chapleau et d'Iberville; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h à 15 h 30
Travaux d'éclairage et de feux de circulation sur la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville en direction ouest	**Concept :** • Fermeture de la rue Rachel E en direction ouest, entre l'avenue de Lorimier et la rue d'Iberville, avec le maintien de la circulation locale ; • Fermeture de la rue Fullum en direction sud, entre la rue Marie-Anne et la rue Rachel E ; • Fermeture de la piste cyclable de la rue Rachel E, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville et aménagement temporaire d'une piste cyclable à double sens sur la chaussée en direction ouest de la rue Rachel E ; • Aucune entrave n'est permise sur l'avenue des Érables et les rues Parthenais, Chapleau et d'Iberville ; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9 h 30 à 19 h
Mesures de gestion des impacts applicables	• Délai : 21 jours – 2022 ; • L'Entrepreneur doit rouvrir les voies de circulation à la fin de chaque quart de travail ; • L'Entrepreneur doit mettre en place toutes les mesures requises par la CNESST concernant la COVID-19 ; • Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; • Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; • Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; • Aménager un corridor piéton lorsqu'un trottoir doit être fermé ; • Installer des repères visuels de type T-RV-10 afin de délimiter un corridor cyclable ;

Secteur	Travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
	• Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; • Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; • Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; • Installation de deux (2) PMVM, dix (10) jours de calendrier avant le début des travaux sur les tronçons concernés. Ces PMVM doivent demeurer en place pour la durée des travaux ; • L'Entrepreneur doit prévoir de pouvoir accéder à son chantier de façon à nuire le moins possible aux conditions de circulation environnante. • L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; • L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES #

Date de publication : 2022-02-07
Date d'ouverture : 2022-03-01

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	BRUNEAU ELECTRIQUE INC
2	CONSTRUCTION N.R.C. INC.
3	NÉOLECT INC.
4	SYSTEMES URBAINS INC.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231019

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction N.R.C. inc., pour des travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Rachel, entre l'avenue des Érables et la rue d'Iberville dans l' arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 424 570, 23 $ (contrat: 333 106, 72 $ + contingences: 49 966, 01 $ + incidences: 41 497, 50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471410 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1227231019.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1216263006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses (contrat : 3 383 553,29 $ + contingences : 507 532,99 $ + incidences : 338 355,33 $) - Appel d'offres public 10381 – (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Eurovia Québec Grands Projets Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 383 553,29 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10381 ;

2. d'autoriser une dépense de 507 532,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 338 355,33 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Eurovia Québec Grands Projets Inc;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-24 09:44

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216263006**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses (contrat : 3 383 553,29 $ + contingences : 507 532,99 $ + incidences : 338 355,33 $) - Appel d'offres public 10381 – (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe. Le projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CE le 11 septembre 2019 de procéder à la phase Exécution, le mandat d'exécution # SMCE198074026 a été émis.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :

- en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
- en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
- en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest;

- en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux;
- en 2020, les secteurs Pierrefonds et Côte-des-Neiges ainsi que des secteurs de suivi du débit dans Saint-Laurent et Kirkland;
- en 2021, les seconds secteurs pour Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Sud-Ouest ainsi que Le Plateau Mont-Royal.

Le présent projet couvre principalement des sites de mesure de distribution de débit dans l'arrondissement Ville-Marie, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Montréal-Ouest, Montréal-Est, Senneville et Baie-D'Urfé Le projet complète le second secteur de régulation de l'arrondissement Sud-Ouest dont une première phase des travaux a été exécutée dans un précédent contrat en 2021. Un autre troisième secteur de régulation, Le Sud-Ouest est en planification pour des travaux en 2022. Comme pour les travaux de 2021, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation pour le fonctionnement des équipements de mesure et de régulation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 26 novembre 2021. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 3 février 2022, soit 69 jours après le lancement.

Trois addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

- Addenda no1 2021-12-17 Clarifications et émission de la version électronique du bordereau;
- Addenda no2 2021-01-20 Clarifications, ajout d'une étude géotechnique, réponse à une question d'un soumissionnaire et report de date;
- Addenda no3 2022-01-26 Ré-émission du bordereau révisé.

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 3 juin 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0191 - 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Mercier-Hochelaga-Maisonneuve", pour un montant de 792 919,34$, taxes incluses - Appel d'offres public 10355 – cinq (5) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 865 002,92 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG21 0190 - 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Les entreprises Cogenex Inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Le Plateau Mont-Royal", pour un montant de 1 141 098,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10356 – quatre (4) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 244 834,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CE21 0506 - 7 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Sud-Ouest", pour un montant de 421 475,07 $ - Appel d'offres public 10357 – quatre (4) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 458 125,08 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres

de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation de sites de mesure de débit du réseau d'aqueduc principal, certains dédiés au suivi du débit dans le réseau et d'autres dédiés à la facturation pour la consommation de l'eau dans des villes liées. Il concerne aussi des travaux de construction de deux sites de régulation de la pression pour compléter le secteur de régulation appelé RSO-2 dans l'arrondissement Sud-Ouest.
Ces travaux auront lieu dans divers arrondissements et villes liées, et sont répartis de la manière suivante:

Sites de mesure de débit pour le suivi de la distribution:

- Arrondissement Ville-Marie:
  - site sur la rue St-Jacques, juste à l'ouest de la rue Jean-d'Estrées
  - site sur la rue Lincoln, juste à l'ouest de la rue Du Fort
  - site sur la rue Sherbrooke, juste à l'est de la rue Saint-Marc
  - site sur la rue Viger, juste à l'ouest de la rue Wolfe
- Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
  - Site sur le chemin de la Côte-St-Luc entre les avenues Coolbrook et Earnscliffe
- Arrondissement Lasalle
  - Site sur la rue Saint-Patrick à l'intersection de la rue Irwin

Sites de mesure de débit pour la facturation des ville liées:

- Ville de Senneville: site sur ch. de Senneville à l'intersection de la rue Sainte-Anne
- Ville de Baie-d'Urfée: site sur ch. Sainte-Marie juste à l'ouest de ch. de l'Anse à l'Orme
- Ville de Montréal-Ouest: site sur promenade Sheraton juste au sud du ch. de la Côte-Saint-Luc
- Ville de Montréal-Est: Site sur la rue Notre-Dame Est juste à l'ouest de l'avenue Georges-V

Sites de régulation de la pression et la mesure de la consommation de l'eau:

- Arrondissement Sud-Ouest (pour compléter le second secteur de régulation de la pression appelé RSO-2):
  - site sur la rue Saint-Jacques et rue Saint-Antoine à l'intersection de la rue de Courcelle;
  - site sur la rue Notre-Dame Ouest à l'ouest de l'avenue de Carillon;

Les arrondissements et ville liées concernés par les travaux furent informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 507 532,99 $, taxes incluses, soit 15 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.). Ce budget servira aussi à couvrir le coût de travaux supplémentaires qui n'ont pas été planifiés au stade de l'appel d'offres. Ces travaux consistent à étanchéifier une chambre existante servant à la mesure pour le suivi de débit.

Des frais incidents de 338 355,33 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
- alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec;

- déplacement d'utilités publiques;
- contrôle qualitatif des matériaux (101 506,60 $, taxes incluses soit 3 % des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu douze (12) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, quatre (4) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 33 % des preneurs de documents. Parmi les huit (8) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) était un fournisseur, deux (2) des entrepreneurs spécialisés et les cinq (5) autres étaient des entrepreneurs généraux. Ceux qui n'ont pas déposé d'offres n'ont pas fourni d'explications. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, quatre (4) soumissions ont été jugées conformes et aucune erreur de calcul n'a été identifiée. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Eurovia Québec Grands Projets inc.	3 383 553,29 $	507 532,99 $	3 891 086,28 $
Les Entreprises Cogenex inc.	3 585 380,40 $	537 807,06 $	4 123 187,46 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	4 163 733,39 $	624 560,01 $	4 788 293,40 $
Services Infraspec inc	6 445 354,78 $	966 803,22 $	7 412 158,00 $
Dernière estimation réalisée	4 412 318,73 $	661 847,81 $	5 074 166,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme - estimation)			(1 183 080,26 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100			-23,3%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			232 101,18 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			6,0 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 23,3 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI.

Bien que cet écart entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation soit considérable, les prix des différentes soumissions reçues couvrent un large spectre, résultant l'écart entre la moyenne du prix des soumissions et l'estimation est sous le 1%. En poussant l'analyse plus loin en retirant la plus basse et la plus estimation du calcul de l'écart, celui-ci est de 12,2 %.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat. Les différences les plus marquées se situent aux travaux de civil et de mécanique à des prix soumis en moyenne à 24% sous l'estimation, dont pour certains sites pouvant à aller à un prix soumis au delà de 50% moindre que l'estimation. Ces chiffres nous permettent de présumer que l'entrepreneur fera probablement appel à ses ressources internes pour l'exécution des travaux pour ces disciplines.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) pour l'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Grands Projets inc, est valide jusqu'au 23 juillet 2023, on retrouve d'ailleurs le soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001. la Ville procédera à l'évaluation du rendement de l'adjudicataire Eurovia Québec Grands Projets Inc., dans le cadre du présent contrat.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 4 229 441,61 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 3 862 043,93 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :

- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 2 846 898,20 $ taxes incluses;

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 1 382 543,41 $ taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030 par les bénéfices de la régulation de la pression et un meilleur suivi de la consommation qui se traduisent entre autres par une réduction des GES.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque ce projet n'a d'impact que sur les opérations, la maintenance et la pérennité des secteurs de réseau d'aqueduc concernés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 3 juin 2022, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 si ce n'est que le début des travaux pourrait être retardé par une ordonnance d'arrêt de travaux de construction émise par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Comité exécutif: 20 avril 2022
Conseil d'agglomération : 28 avril 2022
Début des travaux : juin 2022
Fin des travaux : décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Christian LARIVIÈRE, Ville-Marie
Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Isabelle LEDUC, LaSalle
Christian BISSONNETTE, Le Sud-Ouest
Richard C GAGNON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Isabelle LEDUC, 16 mars 2022
Christian LARIVIÈRE, 10 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien LACASSE
Chargé de projets

Tél : 514 515-2731
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-24

Jean-François COTÉ
Ingenieur

Tél : 514 609-4556
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

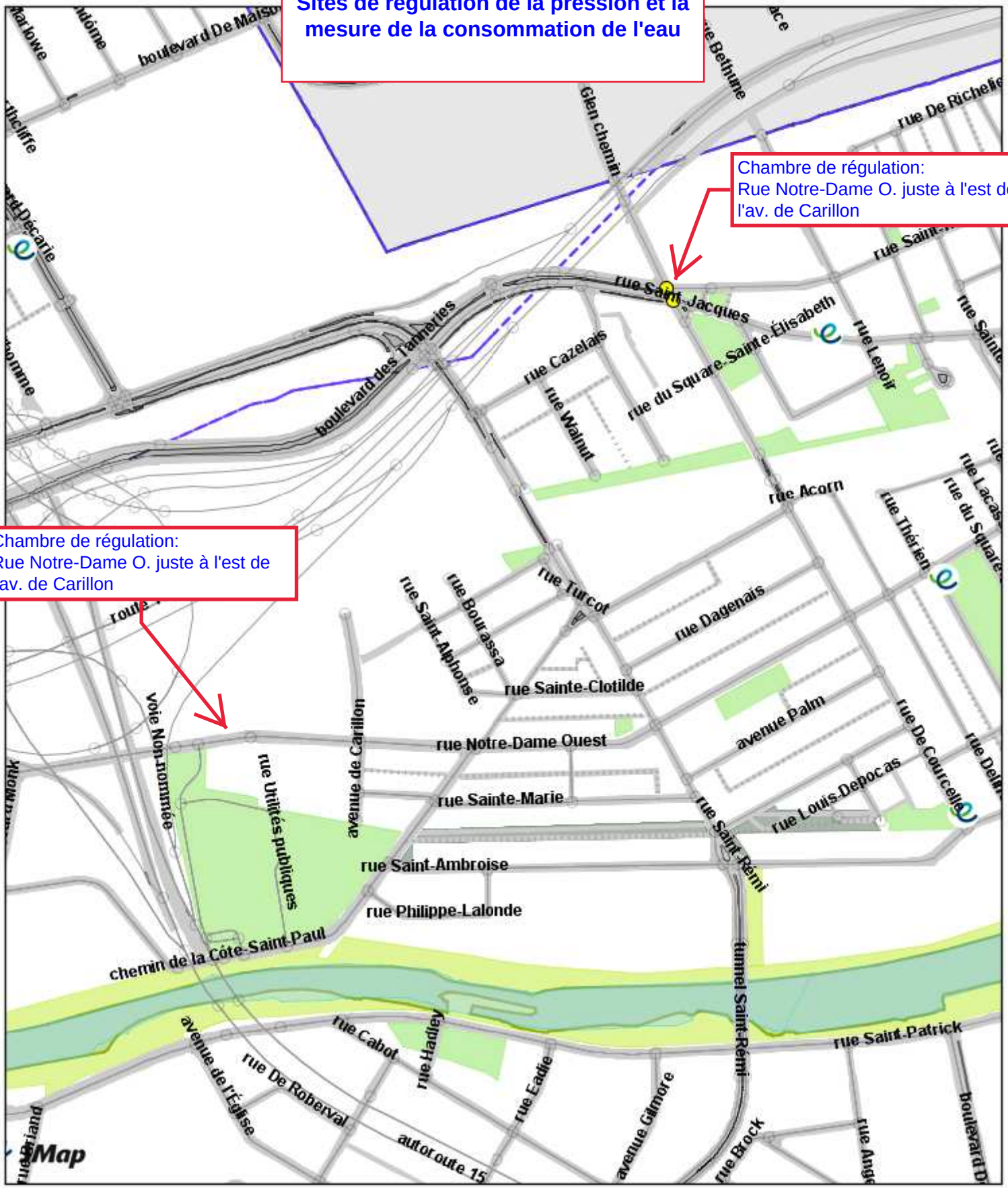
Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2022-03-17

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-03-22

Site des travaux - Secteur Ville-Marie - Chambre pour le suivi de la distribution



Site des travaux - Secteur Sud-Ouest - Sites de régulation de la pression et la mesure de la consommation de l'eau



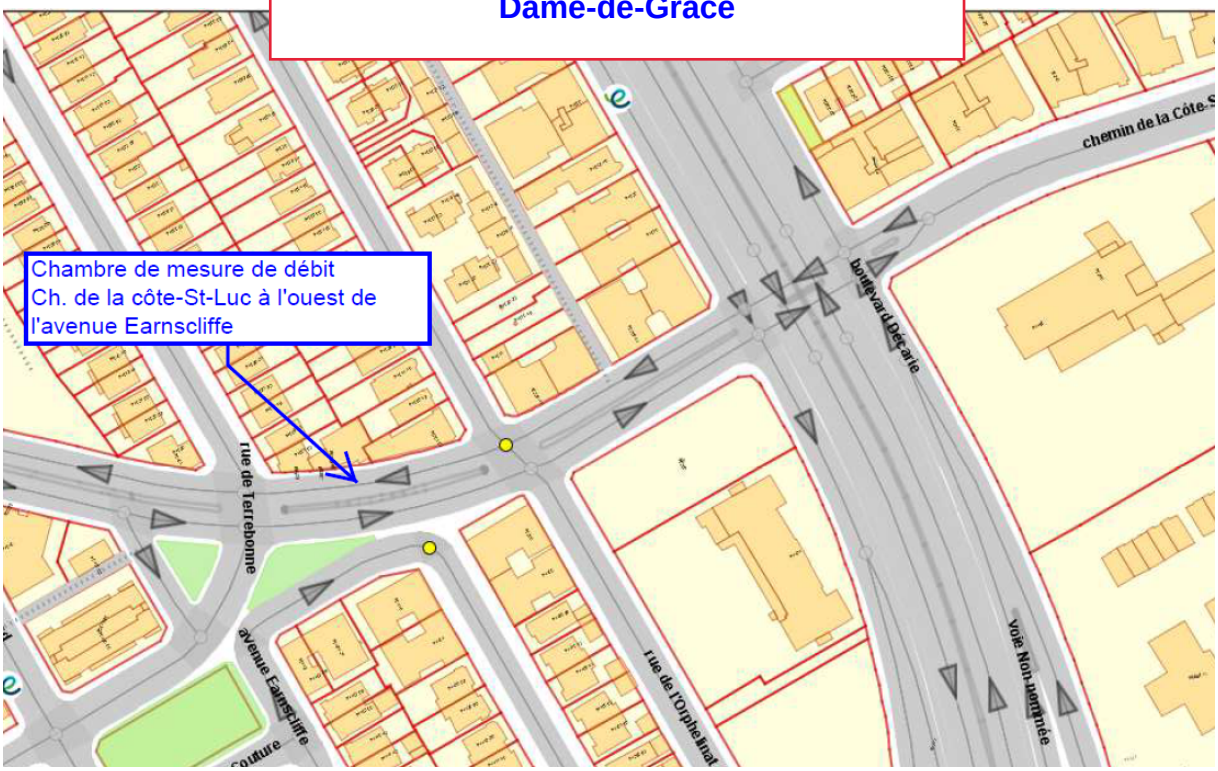
Producteur:

Date: 11/03/2022

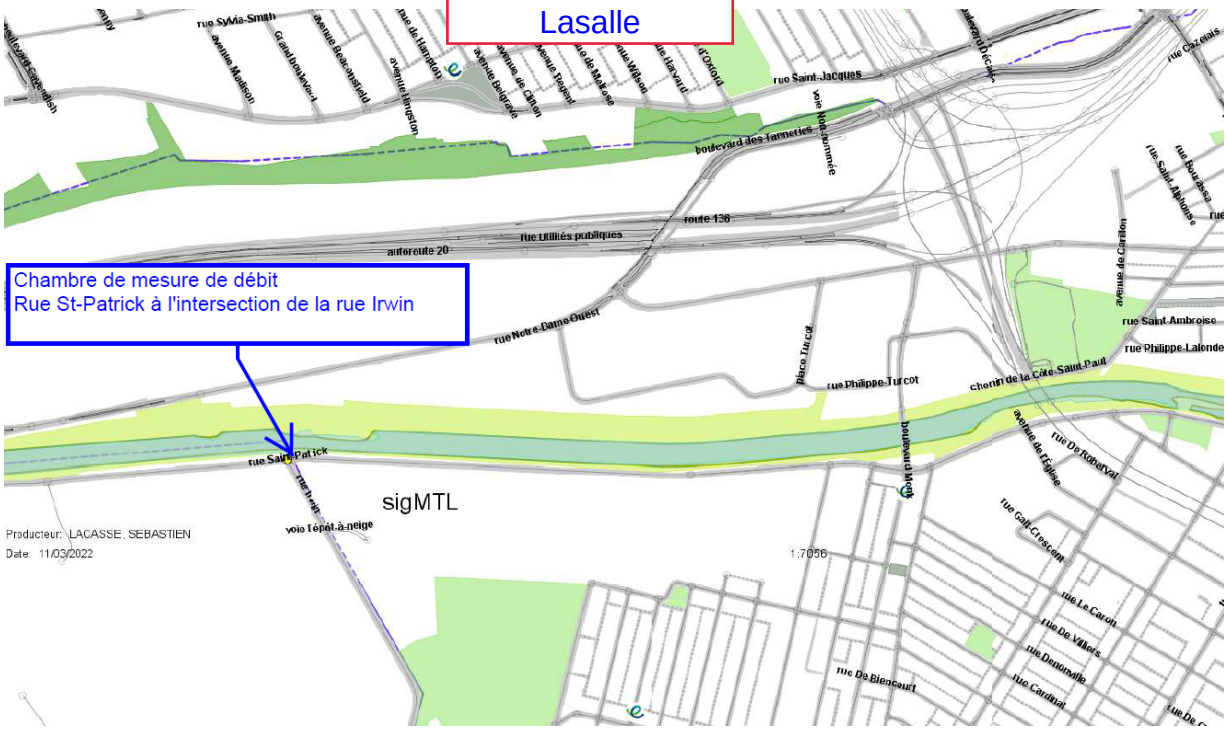
1:6719

Site des travaux
Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et Arrondissement Lasalle
Chambre pour le suivi de la distribution

Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

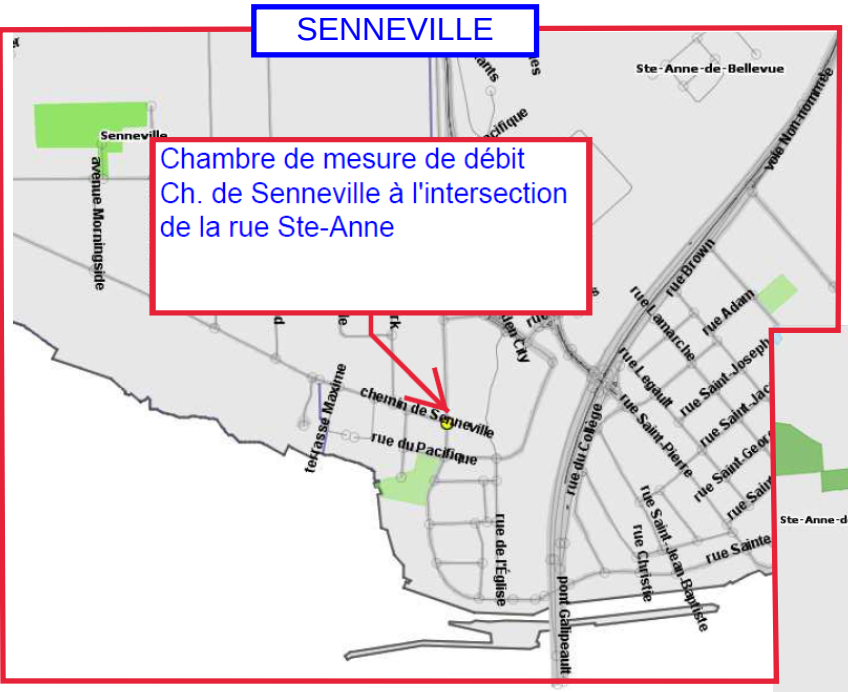


Arrondissement Lasalle

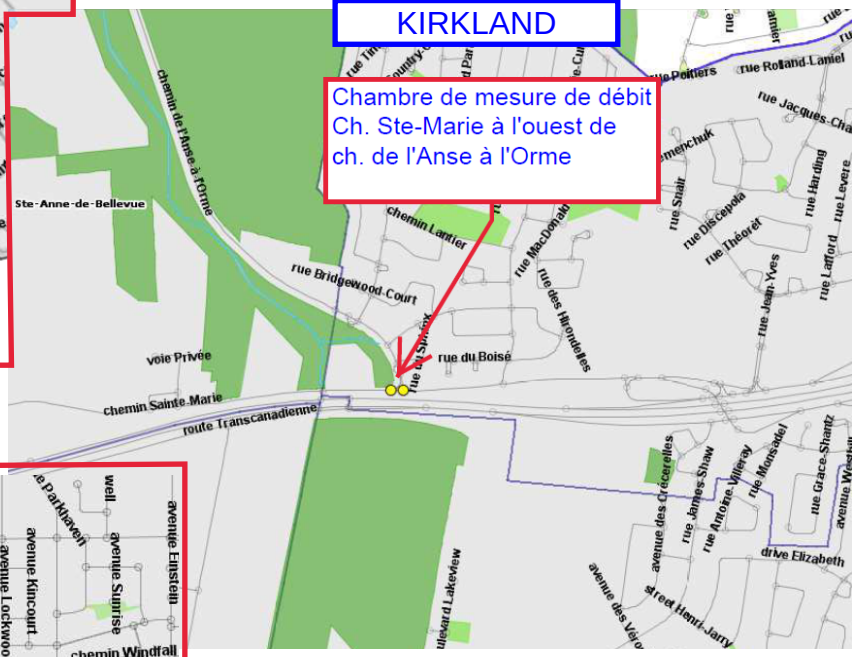


Site des travaux
Sites de mesure de débit pour la facturation

SENNEVILLE



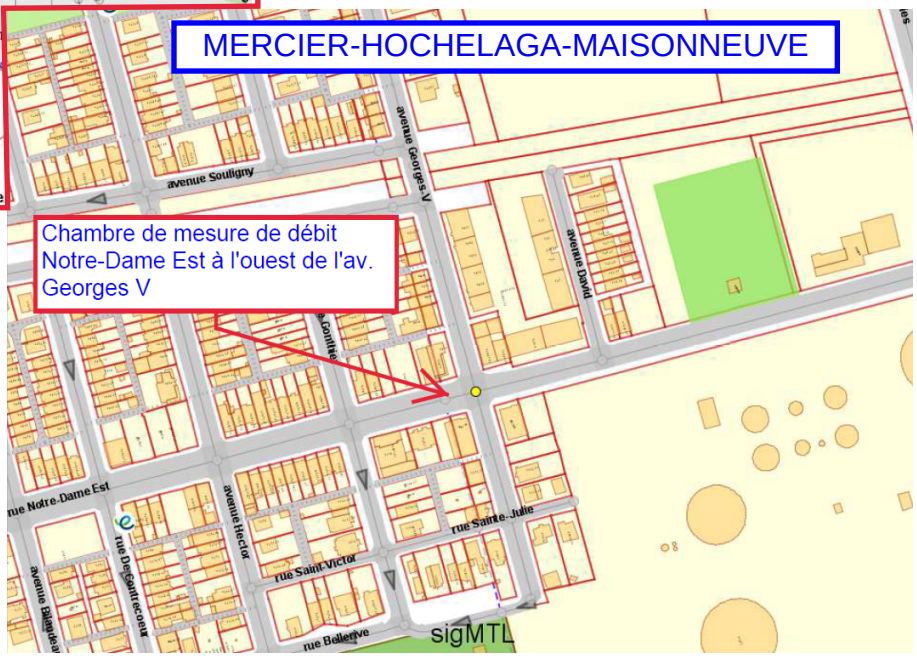
KIRKLAND



MONTREAL-OUEST



MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE



amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 juillet 2020

EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
200-1550, RUE AMPÈRE
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2020-DAMP-1643
N° de client : 3000206134

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EUROVIA QC GP, EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

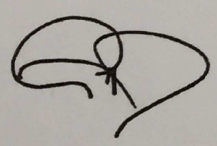
L'autorisation est valide jusqu'au **23 juillet 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10381
Numéro de référence : 1547863
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Exécution de travaux

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1975608)** 2021-12-13 9 h 38 **Transmission :** 2021-12-13 10 h 01	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 39 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 15 h 06 - Messagerie 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 55 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1971041)** 2021-11-29 14 h 26 **Transmission :** 2021-11-29 14 h 26	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 39 - Courriel

			3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 55 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9200-2088 QUÉBEC INC. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Madame Melanie Lozon Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur :	**Commande : (1970612)** 2021-11-29 8 h 03 **Transmission :** 2021-11-29 8 h 11	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services INFRASPEC Inc. 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1970989)** 2021-11-29 13 h 38 **Transmission :** 2021-11-29 13 h 38	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 55 - Courriel

			3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FILTRUM INC. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 581 996-0400 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1970913)** 2021-11-29 11 h 51 **Transmission :** 2021-11-29 11 h 51	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FORTERRA PRESSURE PIPE, ULC 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Deborah Frankland Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1980766)** 2022-01-07 11 h 24 **Transmission :** 2022-01-07 11 h 24	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2022-01-07 11 h 24 - Téléchargement 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2022-01-07 11 h 24 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2022-01-07 11 h 24 - Téléchargement 3638932 - Tableau résumé 2022-01-07 11 h 24 - Téléchargement 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2022-01-07 11 h 24 - Téléchargement 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel

			3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
K.F. CONSTRUCTION INC. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Jean-Francois Béluse Téléphone : 514 863-5849 Télécopieur :	**Commande : (1971042)** 2021-11-29 14 h 27 **Transmission :** 2021-11-29 15 h 34	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 15 h 12 - Messagerie 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1970915)** 2021-11-29 11 h 53 **Transmission :** 2021-11-29 11 h 57	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 15 h 12 - Messagerie 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1976059)** 2021-12-14 9 h 27 **Transmission :** 2021-12-14 9 h 27	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC. 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1973020)** 2021-12-05 11 h 23 **Transmission :** 2021-12-06	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 15 h 13 - Messagerie 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1971301)** 2021-11-30 9 h 35 **Transmission :** 2021-11-30 9 h 35	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement

			3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur :	**Commande : (1970729)** 2021-11-29 9 h 32 **Transmission :** 2021-11-29 9 h 32	3638905 - Bordereau Excel (devis) 2021-12-17 14 h 37 - Courriel 3638906 - Bordereau Excel (bordereau) 2021-12-17 14 h 37 - Téléchargement 3638930 - Addenda1_ 2021-12-17 14 h 38 - Courriel 3638932 - Tableau résumé 2021-12-17 14 h 40 - Courriel 3638935 - Plan XXXXXX-S02 2021-12-17 14 h 48 - Courriel 3651343 - 10381 - Addenda 2 2022-01-21 10 h 56 - Courriel 3654975 - Addenda3_R1 2022-01-26 17 h 35 - Courriel 3654978 - Bordereau Excel - Addenda3 (devis) 2022-01-26 17 h 38 - Courriel 3654979 - Bordereau Excel - Addenda3 (bordereau) 2022-01-26 17 h 38 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1216263006*
Unité administrative responsable : *490508040000*
Projet : *Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Ville-Marie Volet 2*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1 - Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Un volet de ce projet est la finalisation de l'implantation d'un secteur de la régulation de la pression sur le réseau secondaire qui permet, de par son contrôle de la pression et des fluctuations journalières, une diminution considérable des bris d'aqueduc par rapport à l'historique, une réduction des pertes d'eau potable par les fuites ainsi qu'une prolongation de la durée de vie des conduites d'aqueduc.

Le second volet de ce projet est la mesure de la distribution de l'eau dans l'aqueduc principal qui permet entre autres un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable.

Ces bénéfices réduisent considérablement le nombre d'interventions nécessaires sur le réseau d'aqueduc, soit en réparations ou en remplacement de tronçons de conduites, se traduisant ainsi en une réduction des GES. – Priorité 1.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216263006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses (contrat : 3 383 553,29 $ + contingences : 507 532,99 $ + incidences : 338 355,33 $) - Appel d'offres public 10381 – (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info_comptable_GDD 1216263006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-872-4764

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-09

Francis PLOUFFE
Agent de gestion des ressources financieres

Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.006

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1216263006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses (contrat : 3 383 553,29 $ + contingences : 507 532,99 $ + incidences : 338 355,33 $) - Appel d'offres public 10381 – (4 soumissionnaires).



Rapport_CEC_SMCE216263006.pdf

Dossier # :1216263006

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 28 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE216263006

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses (contrat : 3 383 553,29 $ + contingences : 507 532,99 $ + incidences : 338 355,33 $) - Appel d'offres public 10381 - (4 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Élisabeth Rivest
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE216263006

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure du volet 2 dans le secteur Ville-Marie et sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 4 229 441,61 $, taxes incluses (contrat : 3 383 553,29 $ + contingences : 507 532,99 $ + incidences : 338 355,33 $) - Appel d'offres public 10381 - (4 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe: - Un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 14 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce contrat d'optimisation du réseau comporte trois volets, soit la régulation de la pression sur le réseau de distribution, la mesure de la distribution sur le réseau primaire et la mesure du volume d'eau vendue aux ville liées. Le contrat vise la construction de chambres de vannes et de mesures dans plusieurs secteurs de l'agglomération, dont plusieurs dans l'arrondissement Ville-Marie. L'appel d'offres public a été d'une durée de 69 jours. Parmi les 12 preneurs du cahier des charges, 4 ont déposé une soumission jugée conforme.

Les trois plus bas soumissionnaires ont déjà obtenu des contrats de la Ville. Il est à noter que 3 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres. L'estimation a été faite par une firme externe, et au terme du processus, un écart de 23% à la faveur de la VIlle a été observé avec le plus bas soumissionnaire.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur la nouvelle stratégie d'approvisionnement, qui sépare le secteur civil des secteurs instrumentation et électricité, de façon à élargir le marché et augmenter la concurrence. Cette nouvelle stratégie a eu un impact positif sur le prix, l'écart observé étant favorable à la Ville. Les explications ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe :*
  - Un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE216263006 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 556 394,25 $ (contrat: 13 860 000 $ + contingences: 1 386 000,00 $ + incidences: 310 394,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469513 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Foraction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 860 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469513 ;

2. d'autoriser une dépense de 1 386 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 310 394,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Foraction inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-16 11:15

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231008**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 556 394,25 $ (contrat: 13 860 000 $ + contingences: 1 386 000,00 $ + incidences: 310 394,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469513 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2022 sera d'environ vingt-six (26) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,72 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2022 de réhabilitation de conduites d'eau secondaires afin de recommander l'octroi de sept (7)

contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #469513 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires de l'arrondissement de Ahuntsic-Cartierville. Ce projet est le troisième des sept (7) projets prévus cette année; les deux premiers projets sont présentement en cours d'octroi.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0735 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 068 197,51 $ (contrat:1 799 894,74 $ + contingences: 186 216,27 $ + incidences: 82 086,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463220 - 2 soumissionnaires - 1217231053;

CM21 0733 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 670 188,42 $ (contrat : 2 340 000,00 $ + contingences: 245 802,42 $ + incidences: 84 386,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463219 - 2 soumissionnaires - 1217231049;

CM21 0581 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 723 327,14 $ (contrat: 13 820 502,70 $ + contingences: 1 486 754,69 $ + incidences: 416 069,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463211 - 2 soumissionnaires - 1217231032;

CM21 0572 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 476 261,41 $ (contrat: 4 759 795,52 $ + contingences: 485 061,64 $ + incidences: 231 404,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463217 - 2 soumissionnaires - 1217231018;

CM21 0429 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 766 280,13 $ (contrat: 4 186 830,46 $ + contingences: 445 624,42 $ + incidences: 133 825,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463216 - 2 soumissionnaires - 1217231017;

CM21 0428 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 17 033 333,57 $ (contrat: 14 831 324,16 $ + contingences: 1 705 954,66 $ + incidences: 496 054,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463215 - 2 soumissionnaires - 1217231006;

CM21 0425 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 879 923,84 $ (contrat: 7 011 000 $ + contingences: 726 499,59 $ + incidences: 142 424,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463213 - 2 soumissionnaires - 1207231085;

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections

privées de leurs branchements d'eau en plomb - 1218126003;

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb - 1218126001.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 5,6 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 386 000,00 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage, de signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au DTSI-M:

Cote d'impact	**Montant de pénalité par jour**
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
FORACTION INC.	13 860 000,00 $	1 386 000,00 $	15 246 000,00 $
Sanexen Services Environnementaux inc.	16 216 279,52 $	1 621 627,95 $	17 837 907,47 $
Dernière estimation réalisée ($)	15 496 668,10 $	1 549 666,81 $	17 046 334,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-1 636 668,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-10,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			2 356 279,52 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			17%

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de -10.6 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission.

Les écarts de prix se situent principalement et respectivement dans les articles suivants:

- Branchement d'eau de 50 mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante;
- Fosse d'exploration pour branchement d'eau par hydro-excavation ou creusage pneumatique;
- Conduite d'eau proposée en fonte ductile classe 350 (tranchée unique).

Considérant ces informations et vu que l'écart favorable de -10.6 % se situe dans les limites acceptables, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Foraction inc. dans le cadre

du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres # 469513 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 15 556 394,25 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Foraction Inc. pour un montant de 13 860 000,00 $ taxes incluses:
- 6 544 165,17 $: la partie subventionnée par la TECQ;
- 6 544 165,17 $: la portion non subventionnée;
- 771 669,66 $: la portion relative aux remplacements de branchements d'eau en plomb sur la section privée, conformément au règlement 20-030.

- plus des contingences de 1 386 000,00 $ taxes incluses:
- 654 416,52 $: la partie subventionnée par la TECQ;
- 654 416,52 $: la portion non subventionnée;
- 77 166,96 $: la portion relative aux remplacements de branchements d'eau en plomb sur la section privée, conformément au règlement 20-030.

- plus des incidences de 310 394,25 $ taxes incluses:
- 155 197,13 $: la partie subventionnée par la TECQ;
- 155 197,13 $: la portion non subventionnée.

Cette dépense de 15 556 394,25 $ taxes incluses (14 209 752,26 $ net de ristournes), sera répartie ainsi:
- Un coût net de 6 717 325,64 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #20-002. Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables;

- Un coût net de 6 717 325,64 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #20-002. Cette dépense est prévue au budget comme étant non admissible à une subvention et est à la charge du contribuable;

- Un coût net de 775 100,98 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Cette dépense sera réalisée en 2022.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en

changements climatiques.
Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 25 mai 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2022
Fin des travaux : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Lahcen ZAGHLOUL, Service de l'eau
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Raphaëlle HAMEL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Pierre-Louis AUGUSTIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Pierre-Louis AUGUSTIN, 11 mars 2022
Hermine Nicole NGO TCHA, 4 mars 2022
Michel BORDELEAU, 4 mars 2022
Lahcen ZAGHLOUL, 4 mars 2022
Raphaëlle HAMEL, 4 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ HIGUERA
ingenieur(e)

Tél : 514 237 6928
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-03

Élizabeth HARVEY
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514-868-5982
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-16

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 469513 — No du GDD : 1227231008

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 / 1 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 24 / 2 / 2022

Ouverture faite le : 24 / 2 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
4 / 2 / 2022	Modifications variés aux clauses administratives particuliers du cahier des charges.	0,00
10 / 2 / 2022	Modifications mineures aux descriptifs de deux items du bordereau	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 25 / 5 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
FORACTION INC.	13 860 000,00
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	16 216 279,52

Estimation	**interne**	15 496 668,10
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	(1 636 668,10)	**-10,6%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	2 356 279,52	**17,0%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : FORACTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 13 860 000,00

Montant des contingences ($) : 10,0% — 1 386 000,00

Montant des incidences ($) : 310 394,25

Date prévue de début des travaux : 23 / 5 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 21 / 10 / 2022

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier | Date : 2021-09-17

Direction des infrastructures | Révision : 0

Division de la conception des travaux | Chef de projet : Benjamin Rodriguez, ing.

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Soumission : 469513

# Plan	Rév.	# dossier DRE	Rue	De	À	Longueur (m)	Source de financement
Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville							
AHU-AQ-2022-01	0	17-AHU-PTI-67 AQ	Esplanade, avenue de l'	Henri-Bourassa Ouest, boulev	Gouin Ouest, boulevard	412	Non souvb.
AHU-AQ-2022-02	0	17-AHU-PTI-69 AQ	De Martigny, rue	Prieur Est, rue	Henri-Bourassa Est, boulevar	321	Non souvb.
AHU-AQ-2022-03A	0	21-AHU-PTI-008-AQ1	Esplanade, avenue de l'	Legendre Ouest, rue	Chabanel Ouest, rue	250	Non souvb.
AHU-AQ-2022-03B	0	18-AHU-PTI-02 AQ	Esplanade, avenue de l'	Chabanel Ouest, rue	Louvain Ouest, rue de	354	TECQ
AHU-AQ-2022-05	0	20-AHU-PTI-038-AQ1	O'Brien, boulevard	Forbes, rue	Gouin Ouest, boulevard	375	TECQ
AHU-AQ-2022-06	0	21-AHU-PTI-001-AQ1	Pasteur, rue	Étienne-Parent, avenue	Louisbourg, rue de	153	TECQ
AHU-AQ-2022-07	0	21-AHU-PTI-002-AQ1	Papineau, avenue	Legendre Est, rue	Lecocq, avenue	161	TECQ
AHU-AQ-2022-08	0	21-AHU-PTI-003-AQ1	Suzor-Coté, rue	Charles-Gill, rue	Victor-Doré, rue	277	TECQ
AHU-AQ-2022-09	0	21-AHU-PTI-004-AQ1	Meilleur, rue	Sauvé Ouest, rue	Meilleur, place	307	TECQ
AHU-AQ-2022-10	0	21-AHU-PTI-005-AQ1	Deschamps, place	De Salaberry, rue	Deschamps, place	321	TECQ
AHU-AQ-2022-12	0	21-AHU-PTI-007-AQ1	Saint-Denis, rue	Saint-Denis, rue	Farly, rue	200	TECQ
AHU-AQ-2022-14	0	21-AHU-PTI-010-AQ1	Viel, rue	Cléophas-Soucy, avenue	De Poutrincourt, avenue	232	TECQ
AHU-AQ-2022-15	0	21-AHU-PTI-011-AQ1	Basile-Routhier, rue	Henri-Bourassa Est, boulevar	Gouin Est, boulevard	224	Non souvb.
AHU-AQ-2022-16	0	21-AHU-PTI-012-AQ1	De Saint-Castin, avenue	Taylor, boulevard	Gouin Ouest, boulevard	230	Non souvb.
AHU-AQ-2022-17	0	21-AHU-PTI-013-AQ1	Charton, avenue	Fleury Est, rue	Prieur Est, rue	109	Non souvb.
AHU-AQ-2022-19	0	21-AHU-PTI-015-AQ1	Georges-Baril, avenue	Sauriol Est, rue	Fleury Est, rue	260	Non souvb.
AHU-AQ-2022-20	0	21-AHU-PTI-016-AQ1	Tolhurst, rue	Dazé, rue	Gouin Ouest, boulevard	278	TECQ
AHU-AQ-2022-21	0	21-AHU-PTI-017-AQ1	Henri-Bourassa Est, boulevar	Saint-Denis, rue	Lajeunesse, rue	167	Non souvb.
AHU-AQ-2022-22	0	21-AHU-PTI-018-AQ1	Chenevert, rue	Limite sud	Henri-Julien, avenue	47	TECQ
AHU-AQ-2022-24AB	0	21-AHU-PTI-020-AQ1	Fleury Est, rue	Sackville, rue	Limite nord arrondissement	346	Non souvb.
AHU-AQ-2022-25	0	21-AHU-PTI-021-AQ1	Bruchési, avenue	Sauvé Est, rue	Sauriol Est, rue	262	TECQ
AHU-AQ-2022-27AB	0	21-AHU-PTI-044-AQ1	Henri-Bourassa Ouest, boulev	Tolhurst, rue	Saint-Urbain, rue	336	Non souvb.
					Total :	5622	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.				
Entrepreneur	Foraction Inc.				
Soumission	469 513	GDD	122 - 7231 - 008	Responsable	Benjamin Rodriguez — Date 2022-02-25
Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE		Corpo

#01-01 Sous-projet

22 - 18 100 - 005 — n° Simon 188 240

Réhabilitation d'aqueduc secondaire (portion suvbentionnée

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		5 691 815,76 $	6 544 165,17 $	5 975 695,07 $
Travaux contingents	10 %	569 181,58 $	654 416,52 $	597 569,51 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		6 260 997,34 $	7 198 581,69 $	6 573 264,58 $
Sous-total complet du sous-projet		6 260 997,34 $	7 198 581,69 $	6 573 264,58 $

#01-02 Sous-projet

22 - 18 100 - 131 — n° Simon 190 397

Réhabilitation d'aqueduc secondaire (portion non suvbentionnée)

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		5 691 815,76 $	6 544 165,17 $	5 975 695,07 $
Travaux contingents	10 %	569 181,58 $	654 416,52 $	597 569,51 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		6 260 997,34 $	7 198 581,69 $	6 573 264,58 $
Sous-total complet du sous-projet		6 260 997,34 $	7 198 581,69 $	6 573 264,58 $

#01-03 Sous-projet

22 - 18 100 - 006 — n° Simon 188 241

Incidences et services professionnels (**portion suvbentionnée TECQ**)

	Dépenses incidentes	taxation	Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Tech	Utilités publiques	Normal	38 500,00 $	44 265,38 $	40 420,19 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	11 500,00 $	11 500,00 $	11 500,00 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisa	Non	15 500,00 $	15 500,00 $	15 500,00 $
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (t	Normal	57 500,00 $	66 110,63 $	60 367,81 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	15 500,00 $	17 821,13 $	16 273,06 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		138 500,00 $	155 197,13 $	144 061,06 $
	Sous-total complet du sous-projet		138 500,00 $	155 197,13 $	144 061,06 $

#01-04 Sous-projet

22 - 18 100 - 132 — n° Simon 190 398

Incidences et services professionnels (**portion non suvbentionnée**)

	Dépenses incidentes	taxation	Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Tech	Utilités publiques	Normal	38 500,00 $	44 265,38 $	40 420,19 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	11 500,00 $	11 500,00 $	11 500,00 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisa	Non	15 500,00 $	15 500,00 $	15 500,00 $
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (t	Normal	57 500,00 $	66 110,63 $	60 367,81 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	15 500,00 $	17 821,13 $	16 273,06 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		138 500,00 $	155 197,13 $	144 061,06 $
	Sous-total complet du sous-projet		138 500,00 $	155 197,13 $	144 061,06 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01 — 18 100 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		11 383 631,52 $	13 088 330,34 $	11 951 390,14 $
Travaux contingents	10,00 %	1 138 363,15 $	1 308 833,03 $	1 195 139,01 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		12 521 994,67 $	14 397 163,37 $	13 146 529,16 $
Dépenses incidentes		277 000,00 $	310 394,25 $	288 122,13 $

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.
Entrepreneur	Foraction Inc.

Soumission 469 513 — GDD 122 - 7231 - 008 — Responsable Benjamin Rodriguez — Date 2022-02-25

Sous-total complet du projet investi	**12 798 994,67 $**	**14 707 557,62 $**	**13 434 651,28 $**

Projet #02 — 18 200 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

#02-01 Sous-projet — 22 - 18 100 - 703 — n° Simon 188 242 — Travaux RSEP - Partie Privée

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		671 163,00 $	771 669,66 $	704 637,25 $
Travaux contingents	10 %	67 116,30 $	77 166,97 $	70 463,73 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		738 279,30 $	848 836,63 $	775 100,98 $
Sous-total complet du sous-projet		738 279,30 $	848 836,63 $	775 100,98 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #02 — 18 200 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		671 163,00 $	771 669,66 $	704 637,25 $
Travaux contingents	10,00 %	67 116,30 $	77 166,97 $	70 463,73 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		738 279,30 $	848 836,63 $	775 100,98 $
Dépenses incidentes		0,00 $	0,00 $	0,00 $
Sous-total complet du projet investi		**738 279,30 $**	**848 836,63 $**	**775 100,98 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		12 054 794,52 $	13 860 000,00 $	12 656 027,40 $
Travaux contingents	10,00 %	1 205 479,45 $	1 386 000,00 $	1 265 602,74 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		13 260 273,97 $	15 246 000,00 $	13 921 630,14 $
Dépenses incidentes		277 000,00 $	310 394,25 $	288 122,13 $
Total des montants maximum autorisés		**13 537 273,97 $**	**15 556 394,25 $**	**14 209 752,26 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	14 209 752,26 $
Total	100,0%	**14 209 752,26 $**

817

Montréal

SOUMISSION 469513 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="2">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.</td></tr>
<tr><td>Ahuntsic-Cartierville</td><td>Basile-Routhier, Henri-Bourassa Est, Henri-Bourassa Ouest.</td></tr>
<tr><td colspan="2">AHU-AQ-2022-15
Rue Basile-Routhier
De Henri-Bourassa Est à Gouin Est.</td><td>Occupation :
- Fermeture complète de la rue Basile-Routhier avec circulation locale seulement entre les boulevards Henri-Bourassa Est et Gouin Est.
- Maintenir une voie de 4 m sur le boulevard Henri-Bourassa Est en direction Est, lorsque des travaux sur le puits RA 5094839.
- Maintenir une voie de 3,5 m sur le boulevard Henri-Bourassa Est en direction Ouest lorsque des travaux sur la vanne 5072264, le puits RA 5094837 et la conduite transversale.
- Fermeture complète de boulevard Henri-Bourassa Est en direction Est entre l'avenue Millen et la rue Lajeunesse, lorsque des travaux de chemisage.
- Fermeture complète de boulevard Gouin Est en direction Ouest entre l'avenue Saint-Hubert et la rue Lajeunesse.
- Maintenir une voie de 3,5 m sur boulevard Gouin Est en direction Est, à l'intersection avec la rue Basile-Routhier.

Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h</td></tr>
<tr><td colspan="2">AHU-AQ-2022-21
Boulevard Henri-Bourassa Est
De Saint-Denis à Lajeunesse.</td><td>Occupation :
- Maintenir une voie de 4 m sur le boulevard Henri-Bourassa Est en direction Est lorsque des travaux entre les rues Lajeunesse et Berri.
- Maintenir deux voies sur le boulevard Henri-Bourassa Est en direction Est entre les rues Saint-Denis et Lajeunesse de 3,5 m de largeur.
- Maintenir trois voies sur le boulevard Henri-Bourassa Est en direction Ouest entre les rues Berri et Saint-Denis de 3,2 m de largeur.
- Maintenir une voie sur la rue Berri entre les boulevards Gouin Est et Henri-Bourassa Est dédiée exclusivement au virage à droite.
- Maintenir la piste cyclable sur la rue Berri en tout temps.
- Fermeture complète de boulevard Henri-Bourassa Est en direction Est entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Lajeunesse lorsque des travaux au niveau des entrée de service no. 400-10, no. 518-30

Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
AHU-AQ-2022-27AB **Boulevard Henri-Bourassa Ouest** De Tolhurst à Saint-Urbain.	**Occupation :** - Maintenir deux voies de 3,5 m sur le boulevard Henri-Bourassa Ouest en direction Est entre les rues Tolhurst et Waverly. - Maintenir deux voies de 3,2 m sur le boulevard Henri-Bourassa Ouest en direction Est entre les rues Waverly et Saint-Urbain. - Fermeture complète de la rue Tolhurst entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Prieur Ouest. - Fermeture complète de l'avenue de l'Esplanade entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Prieur Ouest. - Fermeture complète de la rue Waverly entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Prieur Ouest - Fermeture complète de la rue Saint Urbain entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Prieur Ouest. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manoeuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
	d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

10. Expérience du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) contrats qui incluent des travaux dont la nature est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres. Il doit être l'Adjudicataire de ces contrats (donc, ne pas avoir réalisé les travaux à titre de sous-traitant) et ces contrats doivent avoir été exécutés au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **2 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet qui inclut des travaux de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère; • la valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées; • le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas, la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 22 juin 2020

FORACTION INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3H 0M6

N° de décision : 2020-DAMP-1590
N° de client : 3000146636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous CONSTRUNEL, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. FORACTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **21 juin 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 469513

Date de publication : 1/24/2022
Date d'ouverture : 2/24/2022

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC
2	FORACTION INC.
3	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
4	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
5	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1227231008**
Unité administrative responsable : SIRR, Direction des infrastructures, Division de la conception des projets
Projet : **AO 469513 Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.
2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.
3. Anticiper les bris par des analyses d'ingénierie reconnues dans le domaine.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 556 394,25 $ (contrat: 13 860 000 $ + contingences: 1 386 000,00 $ + incidences: 310 394,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469513 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1227231008_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-872-4764

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-07

Francis PLOUFFE
Agent de gestion des ressources financières

Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.007

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 556 394,25 $ (contrat: 13 860 000 $ + contingences: 1 386 000,00 $ + incidences: 310 394,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469513 - 2 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE227231008.pdf

Dossier # :1227231008

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE227231008

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 15 556 394,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 469513 - (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231008

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 15 556 394,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 469513 - (2 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 13 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce contrat permettra de réaliser des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage. Plus précisément, il permettra de réhabiliter une longueur d'environ 5,6 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 30 jours. Parmi les 5 preneurs du cahier des charges, 2 ont déposé une soumission jugée conforme. Il est à noter que 2 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 10,6 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur les raisons pour lesquelles la Ville est parvenue à obtenir un prix aussi avantageux dans

un domaine où peu de firmes œuvrent. Il a été répondu que l'emplacement des travaux peut avoir eu un effet important sur les prix fournis.

Le Service a également précisé que l'écart de prix par rapport à l'estimé se situe au niveau des items suivants :

- Branchement d'eau de 50 mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante;
- Fosse d'exploration pour branchement d'eau par hydro-excavation ou creusage pneumatique;
- Conduite d'eau proposée en fonte ductile classe 350 (tranchée unique).

Les explications ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229460002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses (Contrat : 13 690 073,25 $ + contingences : 2 053 510,99 $ + incidences : 472 307,53 $) - Appel d'offres public IMM-15646 - quatre (4) soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'accorder à la firme Construction Genfor Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 690 073,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15646;
2. d'autoriser une dépense de 2 053 510,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 472 307,53 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à l'évaluation du rendement de la firme Construction Genfor Ltée;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-24 14:13

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229460002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses (Contrat : 13 690 073,25 $ + contingences : 2 053 510,99 $ + incidences : 472 307,53 $) - Appel d'offres public IMM-15646 - quatre (4) soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) fut construit pour les Jeux olympiques de 1976. C'est l'un des plus précieux héritages de cet événement dans le domaine du sport. Ce bâtiment de 48 000 m^2 répartis sur cinq (5) niveaux est l'un des plus vastes du parc immobilier de la Ville. Il est localisé au 1000, avenue Émile-Journault dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.
À l'approche de son 50^e anniversaire, la plupart des systèmes du bâtiment sont arrivés à la limite de leur durée de vie utile. Des études d'avant-projet ont démontré que cet édifice doit faire l'objet d'une rénovation majeure. Mais cette rénovation doit être faite en tenant compte des contraintes énoncées par divers intervenants. En effet, le bâtiment ne pourra pas être fermé pour exécuter les travaux. Le SGPI a donc planifié la réalisation du programme des travaux sur six (6) ans, de 2022 à 2027, en plusieurs phases de façon à occasionner un minimum d'impacts sur la programmation des activités du complexe. Chacune de ces phases fera l'objet d'un contrat professionnel distinct.

Le projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CE :

- le 6 mai 2020, de procéder à la phase exécution pour la phase 1 du projet, le mandat d'exécution SMCE208074005 a été émis;
- le 26 mai 2021, de procéder à la phase exécution pour les phases 2 et 3-A du projet, le mandat d'exécution SMCE219025002 a été émis.

Un tableau résumant l'état d'avancement du projet global se trouve en pièces jointes.

La phase 1-A, rénovation du sous-sol 2, fait l'objet du présent sommaire.

L'appel d'offres de construction IMM-15646, publié dans Le Devoir le 10 janvier 2022, a offert aux soumissionnaires un délai de cinquante (50) jours, afin d'obtenir les documents nécessaires sur le site de SEAO et déposer leur soumission. Le délai de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours à partir de la date de dépôt des soumissions le 1er mars 2022. Sept (7) addenda ont été émis lors de cet appel d'offres. La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	13-01-2022	Ajout de deux jours de visite.	Non
2	19-01-2022	Ajout de deux jours de visite.	Non
3	19-01-2022	Modifications au devis d'architecture et de structure ainsi que la réémission des vues 3D.	Oui
4	27-01-2022	Questions et réponses et mise à jour du bordereau de soumission	Non
5	07-02-2022	Questions et réponses, modifications au devis mécanique-électrique.	Oui
6	15-02-2022	Questions et réponses, modifications au devis mécanique-électrique, mise à jour du bordereau de soumission. Report de la date d'ouverture.	Oui
7	18-02-2022	Questions et réponses, mise à jour du bordereau de soumission.	Oui

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0336_21-03-2022_ Accorder un contrat la firme St-Denis Thompson Inc, pour réaliser la rénovation des gradins extérieurs du Complexe sportif Claude Robillard (0095) - Dépense totale de 1 777 354,05 $, taxes incluses (Contrat: $1 444 436,67 + contingences: 216 665,50 $ + incidences: 116 251,87 $) - Appel d'offres public IMM-15752 - 7 soumissionnaires.

SMCE219025002_ 26-05-2021_ Mandat d'exécution - Rénover le Complexe sportif Claude-Robillard - Phase 2 et 3A;

CM20 1145_ 16-11-2020_ Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin Inc et GBI experts-conseils pour la réalisation des travaux de la phase 1 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 2 840 382,78 $, taxes, contingences et incidences incluses - appel d'offres public (20-183360);

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme Construction Genfor Ltée pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard. Ce contrat inclut tous les travaux requis pour ce projet, notamment :

- remplacement des systèmes CVAC;
- améliorations de la ventilation des plateaux sportifs;
- réfections des systèmes électriques;
- réaménagement des plateaux sportifs en fonctions des nouveaux besoins;
- mise aux normes des moyens d'évacuation;
- complétion du réseau extincteur automatique à eau;
- réfection du plancher.

Une provision de contingences de 15 % du coût du contrat est incluse pour les travaux imprévus.

Un budget d'incidences de 3 % du coût du contrat est prévu pour :

- le contrôle de qualité par un laboratoire externe;
- toute autre tâche effectuée par un tiers.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, dix-sept (17) entreprises se sont procuré le cahier de charges dans SEAO: soit une (1) association de la construction (ACQ), la Ville de Laval et quinze (15) entrepreneurs. Parmi ces 15 entrepreneurs preneurs du cahier de charge, quatre (4) ont déposé une soumission, soit 26.6%.

La firme 9368-6616 Québec inc. (IBE Group) a également déposé une soumission. Mais comme elle ne s'est pas procuré elle-même le Cahier des charges via SEAO, sa soumission a dû être rejetée en vertu de l'article 2.1 des Instructions aux soumissionnaires (IAS) du Cahier des charges (voir pièce jointe). De plus, cette firme n'a pas fourni un cautionnement de soumission tel que demandé à l'article 2.9.1.2 des IAS.

Le tableau suivant présente l'analyse des quatre (4) soumissions conformes.

Soumissions conformes	Prix soumis (Taxes incluses $)	Autres (Contingences) (Taxes incluses $)	Total (Taxes incluses $)
Construction Genfor Ltée	**13 690 073,25 $**	**2 053 510,99 $**	**15 743 584,24 $**
Procova Inc	14 437 410,75 $	2 165 611,61 $	16 603 022,36 $
Les constructions Serbec Inc	14 673 109,50 $	2 200 966,43 $	16 874 075,93 $
Constructions Larco Inc	16 938 117,00 $	2 540 717,55 $	19 478 834,55 $
Dernière estimation par les professionnels	14 004 541,37 $	2 100 681,21 $	16 105 222,58 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*			(361 638,34) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100*			-2,2%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)*			859 438,13 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) /la plus basse) x 100*			5,5%

Il n'y a qu'un écart de 2,2%, soit 361 638,34 $, entre la plus basse soumission et la dernière estimation des professionnels. Cet écart est largement en dessous de la marge de 10% normalement jugée acceptable. De plus, l'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse n'est que 5,5%.

L'analyse des soumissions par Riopel et Associés, architectes démontre que Construction Genfor Ltée est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent en conséquence d'octroyer le contrat à cette firme (voir la recommandation des professionnels présentée en pièce jointe).

La firme Construction Genfor Ltée détient l'attestation de l'Autorité des marchés publics (l'AMP) (voir en pièce jointe), elle n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissible aux contrats publics (RENA) ni sur la liste de fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI). De plus, elle n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et ne s'est pas rendue non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement de la firme Construction Genfor Ltée sera effectuée.

Le présent dossier répond aux critères de la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, le contrat comporte une dépense de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Programme de protection du Complexe sportif Claude-Robillard - investi #42290.
Le montant brut de la dépense à autoriser pour cette phase du projet est de 16 215 891,76 $.

Ce montant comprend :

- le prix forfaitaire de la soumission au montant de 13 690 073,25 $ (taxes incluses) pour la réalisation des travaux;
- une provision pour contingences de 15 %, soit 2 053 510,99 $ (taxes incluses);
- et un budget d'incidences de 3 %, soit 472 307,53 $ (taxes incluses).

La dépense sera financée à 100 % par la ville centre sous le règlement d'emprunt 21-046 : Travaux de protection et de transition écologique.

La répartition des décaissements du montant brut de la dépense est prévue ainsi :

- En 2022 : 30 % (4 864 767,53 $);
- En 2023 : 70 % (11 351 124,24 $).

Les sommes nécessaires au présent contrat sont prévues au PDI 2022-2031 du SGPI. Ce projet n'était éligible à aucune subvention.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, par des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de rénovation du sous-sol 2 ont été planifiés pour être réalisés en 365 jours calendrier à partir de la fin du printemps 2022. Les relocalisations d'activités ont été prévues ainsi par la Direction des sports. Tout retard dans l'octroi de contrat pourrait avoir pour conséquence :

- d'empêcher la reprise des activités au sous-sol 2 comme prévu à l'été 2023;
- de créer des retards dans l'échéancier des phases subséquentes.

Ces retards, pourraient avoir des impacts dans le calendrier des activités du complexe sportif, basé sur celui de grands événements tels que les Jeux olympiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 06 avril 2022

Commission sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Comité exécutif : 20 avril 2022
Conseil municipal : 25 avril 2022
Ordre de débuter les travaux : fin avril 2022
Mobilisation du chantier par l'entrepreneur : mai 2022
Exécution des travaux in situ : juin 2022 à mai 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin GINCE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Geneviève FRAPPIER, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Luc DENIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
François BUTEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
David MC DUFF, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jean-François DULIÈPRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale
Pascale MATTE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Gustavo RIBAS, 22 mars 2022
Eve MALÉPART, 22 mars 2022
Martin GINCE, 21 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Juan Humberto CURE OLIER
Gestionnaire de projets

Tél : (438) 580-5738
Télécop. : Patrice Poulin,
Fonction: Chargé de projet_Grands projets
Tél:(438) 992-7416

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-08

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : (514) 977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Erlend LAMBERT
Chef de division
Tél : 438 992-7383
Approuvé le : 2022-03-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : (514) 518-4707
Approuvé le : 2022-03-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

18. *Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire*
19. *Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins*
20. *Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *L'aménagement d'un vestiaire et toilette universellement accessibles et non-genrés au S2, nous permettra assurer une meilleur surveillance, respecter les droits humains ainsi que l'équité;*
- *La mise aux normes des moyens d'évacuation du S2, nous permettra une évacuation plus sécuritaire et plus rapide;*
- *Le réaménagement et rénovation des plateaux sportif du S2 en fonction des nouveaux besoins, nous permettra favoriser et attirer une population plus grande en fonction de la demande.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal, le 07 mars 2022

M. Patrice Poulin
Chargé de projets
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal
303 rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet : **Complexe Sportif Claude-Robillard (0095) rénovation du niveau S2**
1000, avenue Émile-Journault, arrondissement Ahuntsic, Montréal, H2M 2E7
Contrat professionnel : 15646
Mandat : 19449-2-001
N/D : MTL-21-3102

Objet : **Recommandation – appel d'offres 15646**

Monsieur,

Voici notre lettre de recommandation en fonction de l'estimation des professionnels fournies avant le dépôt des soumissions. Suite à l'ouverture des soumissions le 1er mars 2022 à 13h30 pour le projet mentionné en titre, cinq (5) soumissions ont été déposées. Nous avons procédé à la comparaison de ces cinq (5) prix soumis ainsi qu'aux montants ventilés suite à la réception des formulaires de soumissions le 1er mars 2022 à 16h43.

Vous trouverez ci-dessous le résultat des soumissionnaires :

Firmes	Prix soumis	Statut
Groupe IBE.	11 196 480.00 $	Non conforme [1]
Construction GENFOR Ltée	**13 690 073.25 $**	**Conforme** [2]
Procova Inc.	14 437 410.75 $	Conforme [2]
Les Constructions Serbec	14 673 109.50 $	Conforme
Constructions Larco	16 938 117.00 $	Conforme
Estimation des professionnels.	*14 004 541.37 $*	

[1] L'entrepreneur générale est incapable de fournir le cautionnement de soumission. Une erreur dans le bordereau de soumission, section C, à été corrigé durant l'analyse

[2] Les montants de garantie inscrits dans la lettre d'intention n'arrive pas aux montants demandés dans le cahier des charges. Valider la couverture de l'Assurance umbrella.

Groupe IBE n'est pas conforme selon votre grille d'évaluation. Les autres 4, ont été admises comme étant conformes selon votre grille d'évaluation. À la lumière de l'analyse des soumissions et des conformités, nous vous informons que le plus bas soumissionnaire conforme est **Construction GENFOR Ltée**.

Luis Gorostiza, architecte

p.j. : - Tableau comparatif des soumissions reçues
- Grilles d'analyse de conformité

ÉTAT D'AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

rév.2022-02-28 **Projet: Rénovation global du Complexe sportif Claude Robillard (0095)**

Phase	Portée	Services professionnels	Plans et devis	Appel d'offres de construction	Travaux
1-A	Rénovation du deuxième sous-sol (S2).	Contrat octroyé : CM20 1145.	Complétés à 100%.	Appel d'offres IMM-15646 : Octroi prévu au CM d'avril'22.	Début : à la fin du printemps 2022. Durée d'un an.
1-B	Remplacement et déplacement des tours de refroidissement au toit.	Contrat octroyé : CM20 1145.	Complétés à 90 %.	Octroi prévu à la fin de l'été 2022.	Exécution à l'hiver 2023.
2	Travaux à faire à tous les niveaux, autres que les S2, et qui touchent les principaux plateaux sportifs (gymnase double, piscines, omnisports), la partie centrale du bâtiment ainsi leurs systèmes CVAC.	Arch.+ Ing. : octroi contrat prévu au CM d'avril'22. Accompagnateur LEED : octroi contrat = objet présent sommaire. Agent mise en service amélioré : Appel d'offres 21-19196 en cours. Agent mise en service enveloppe : Appel d'offres 21-19192 en cours.	Début : en mai'22. Début : en avril'22. Début : en avril'22. Début : en mai'22.	-Contrat #1 (gym. double) : Octroi prévu en janvier'23. -Contrat #2 (piscines, CVAC): Octroi prévu en janvier'24. -Contrat #3 (omnisports et +) : Octroi prévu en janvier'25.	-Contrat #1: Printemps-automne 2023. -Contrat #2 : Printemps 2024 à automne 2025. -Contrat #3 : Printemps 2025 à automne 2026.
3-A	Rénovation des gradins extérieurs.	Contrat #15390 (Entente-cadre) : CM18 1097.	Complétés à 100%.	Appel d'offres IMM-15752 Octroi de contrat au CM de mars'22.	Début : printemps 2022. Durée de six mois.
3-B	Remplacement des portes, fenêtres et verrières ainsi que d'autres travaux sur l'enveloppe extérieure du bâtiment.	Appel d'offres à l'automne 2025.	Prévus en 2026	Appel d'offres prévu à la fin 'été'26.	Début : 2027.

Tableau des coûts

Projet	*: Rénovation du sous-sol 2 du CSCR*
Nom d'ouvrage	*: Complexe sportif Claude-Robillard*
No. d'ouvrage	*: 0095*
No. de contrat	*: 15646*
No. de projet	*: IM-PR-19-0056*
No. de GDD	*: 1229460002*
Date	*: 28-03-2022*
Étape	*: Octroi de contrat*

			Budget	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
			$	$	$	$
	Travaux de rénovation		11 907 000,00	595 350,00	1 187 723,25	13 690 073,25
	Contingences contruction	15%	1 786 050,00	89 302,50	178 158,49	2 053 510,99
	Total - Contrat		13 693 050,00	684 652,50	1 365 881,74	15 743 584,24
Incidences	**Total - Incidences**	3%	410 791,50	20 539,58	40 976,45	472 307,53
Ristournes	**Coûts travaux (montant à autoriser)**		**14 103 841,50**	**705 192,08**	**1 406 858,19**	**16 215 891,76**
	TPS	100%		(705 192,08)		(705 192,08)
	TVQ	50%			(703 429,09)	(703 429,09)
	Coût après ristourne (montant à emprunter)					**14 807 270,59**

*** prix déposé par le plus bas soumissionaire**

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considerant l'incertitude relié au projet.

Rythme prévu des déboursés : 30% des travaux seront réalisés en 2022 et 70% en 2023.

1. Définitions

Veuillez vous référer à l'article 1 du cahier des clauses administratives générales (CCAG).

2. Conditions relatives à la préparation de la Soumission

2.1 Obtention du Cahier des charges

Le Soumissionnaire doit se procurer le Cahier des charges sur le SEAO, en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents. À défaut pour un Soumissionnaire de s'être procuré lui-même le Cahier des charges via le SEAO, sa Soumission est rejetée. Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Soumissionnaire figurant sur la Soumission doit être le même que celui fourni pour se procurer le Cahier des charges sur le SEAO.

2.2 Frais de Soumission

2.2.1 Le Soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour l'obtention du Cahier des charges, la préparation et la présentation de sa Soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Responsable de l'Appel d'offres.

2.3 Examen du Cahier des charges et visites des lieux

2.3.1 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage dans le Contrat et des risques inhérents aux travaux qu'il doit exécuter, le Soumissionnaire doit notamment :

a) étudier soigneusement le Cahier des charges ainsi que tout autre écrit ou toute Norme auxquels la Ville réfère dans ce dernier;

b) vérifier les lieux accessibles au public où les travaux doivent être exécutés ou, lorsque ces lieux ne sont pas accessibles au public, prendre rendez-vous auprès du Responsable de l'Appel d'offres pour les vérifier;

c) faire un examen complet de la nature et de l'état des lieux où les travaux doivent être exécutés et à proximité de ceux-ci, notamment des bâtiments, des constructions et des ouvrages souterrains accessibles et indiqués sur les plans;

d) recueillir et vérifier tous les éléments et renseignements pertinents à l'exécution des travaux, notamment auprès des entreprises propriétaires des Réseaux techniques urbains (RTU);

e) évaluer les conditions générales de travail, d'entreposage et d'accès aux lieux.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 12 février 2020

CONSTRUCTION GENFOR LTÉE
A/S MONSIEUR JEAN-MARIE FORTIER
2850, BOUL SAINT-MARTIN E
BUR. 203
LAVAL (QC) H7E 5A1

N° de décision : 2020-DAMP-1140
N° de client : 3000151629

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSTRUCTION GENFOR LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **11 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15646
Numéro de référence : 1554563
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Complexe sportif Claude-Robillard (0095) : rénovation du sous-sol 2

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1981586)** 2022-01-10 22 h 38 **Transmission :** 2022-01-10 22 h 38	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 04 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 15 h 59 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 28 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 31 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction AKA inc. 5396 Fancamp Montréal, QC, H1R 1N4 http://www.akaconstruction.ca NEQ : 1171279137	Monsieur Anthony Karam Téléphone : 514 979-2520 Télécopieur :	**Commande : (1981831)** 2022-01-11 10 h 41 **Transmission :** 2022-01-11 10 h 41	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 10 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel

				3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 33 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 39 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction AKA inc. 5396 Fancamp Montréal, QC, H1R 1N4 http://www.akaconstruction.ca NEQ : 1171279137	Monsieur Anthony Karam Téléphone : 514 979-2520 Télécopieur :	**Commande : (1981842)** 2022-01-11 10 h 56 **Transmission :** 2022-01-11 10 h 56	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	CONSTRUCTION EMCON INC. 3145, rue Delaunay Laval, QC, H7L 5A4 NEQ : 1167005546	Monsieur Eric Meilleur Téléphone : 450 934-9064 Télécopieur : 450 934-9790	**Commande : (1983071)** 2022-01-13 11 h 17 **Transmission :** 2022-01-13 13 h 40	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 05 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 52 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 30 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 35 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CONSTRUCTION GENFOR LTÉE 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203 Laval, QC, H7E 5A1 http://www.genfor.ca NEQ : 1144135697	Monsieur Salomon Boucher Téléphone : 450 661-2040 Télécopieur : 450 661-2092	**Commande : (1981546)** 2022-01-10 16 h 46 **Transmission :** 2022-01-10 17 h 36	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 01 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 50 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 29 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 35 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CONSTRUCTION L. MORIN INC. 225, rue Joseph-M. Parent, bureau 4 et 5 Notre-Dame-des-Prairies, QC, J6E0S1 NEQ : 1169852200	Monsieur Richer Morin Téléphone : 450 394-0668 Télécopieur : 450 394-0669	**Commande : (1983407)** 2022-01-14 9 h 01 **Transmission :** 2022-01-14 9 h 10	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 49 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 29 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 31 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 47 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CONSTRUCTIONS LARCO INC. 526 rue Lanaudière Suite 102 Repentigny, QC, J6A 8G5 NEQ : 1141979170	Monsieur Jean-Philip Cloutier Téléphone : 450 654-5006 Télécopieur : 450 581-8387	**Commande : (1984300)** 2022-01-17 14 h 54 **Transmission :** 2022-01-17 14 h 54	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-17 14 h 54 - Téléchargement 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 06 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 56 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 30 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 36 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	GILCA INC. 4125 rue Lavoisier Boisbriand, QC, J7H1N1 http://www.gilca.ca NEQ : 1172630478	Monsieur Département Estimation Téléphone : 514 797-0077 Télécopieur :	**Commande : (1984645)** 2022-01-18 10 h 48 **Transmission :** 2022-01-18 10 h 48	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-18 10 h 48 - Téléchargement 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 09 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 54 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 32 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 38 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	GROUPE PLOMBACTION INC. 575 boul Pierre-Roux Est Victoriaville, QC, G6T 1S7 NEQ : 1143336031	Madame Cassandra Holmes-Fournier Téléphone : 819 752-6064 Télécopieur : 819 752-3039	**Commande : (1982411)** 2022-01-12 10 h 07 **Transmission :** 2022-01-12 10 h 07	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 08 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 30 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 37 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IMMOBILIER BELMON INC. 1350, rue Volta, local 102 Boucherville, QC, J4B 6G6 http://www.belmon.ca NEQ : 1166752940	Monsieur Stéphane Tremblay Téléphone : 450 906-4494 Télécopieur : 450 906-4495	**Commande : (1983643)** 2022-01-14 14 h **Transmission :** 2022-01-14 14 h	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 14 h - Téléchargement 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 07 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 30 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 36 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LAMBERT SOMEC INC. 1505 rue des Tanneurs Québec, QC, G1N 4S7 https://www.lambertsomec.com NEQ : 1145371366	Madame Lucie Deschênes Téléphone : 418 687-1640 Télécopieur : 418 780-3226	**Commande : (1982019)** 2022-01-11 13 h 52 **Transmission :** 2022-01-11 13 h 52	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 11 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 33 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 44 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 40 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions Serbec Inc. 7979, 14e avenue Montréal, QC, H1Z 3M1 http://www.serbec.com NEQ : 1167832824	Madame Samira Ramoul Téléphone : 514 381-6055 Télécopieur :	**Commande : (1981910)** 2022-01-11 11 h 56 **Transmission :** 2022-01-11 11 h 56	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 01 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 29 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 35 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Media Construction 1860 rue Cunard Laval, QC, H7S 2B2 http://www.mediaconstructions.com NEQ : 1169031037	Monsieur Ruslan Miron Téléphone : 450 624-1515 Télécopieur : 450 965-0690	**Commande : (1989316)** 2022-01-27 11 h 48 **Transmission :** 2022-01-27 11 h 48	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-27 11 h 48 - Téléchargement 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-27 11 h 48 - Téléchargement 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-27 11 h 48 - Téléchargement 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-27 11 h 48 - Téléchargement 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 48 - Téléchargement

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 48 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 32 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 38 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MONTARVILLE GESTION ET CONSTRUCTION INC. 170 chemin du Tremblay, bureau 201 Boucherville, QC, J4B 6Z6 http://www.montarville.ca NEQ : 1169382836	Monsieur Eric Boucher Téléphone : 450 300-0747 Télécopieur :	**Commande : (1982554)** 2022-01-12 12 h 15 **Transmission :** 2022-01-12 12 h 15	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 09 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 31 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 37 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	NORGEREQ LTÉE 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com NEQ : 1142550913	Monsieur Mustapha Bakali Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1044	**Commande : (1988148)** 2022-01-25 14 h 39 **Transmission :** 2022-01-25 15 h 15	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-25 14 h 39 - Messagerie 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-25 14 h 39 - Messagerie 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-25 14 h 39 - Messagerie 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-25 14 h 39 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 54 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 32 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 39 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1982999)** 2022-01-13 10 h 15 **Transmission :** 2022-01-13 11 h 03	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 08 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel 3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 52 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 31 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 37 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SUTERA INC. 3829, boul. de la Concorde Est Laval, QC, H7E2E2 http://www.groupesutera.com NEQ : 1167160945	Monsieur Emanuel Sutera Téléphone : 514 605-6591 Télécopieur :	**Commande : (1981613)** 2022-01-11 7 h 33 **Transmission :** 2022-01-11 7 h 42	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-14 10 h 25 - Courriel 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 10 h 05 - Courriel 3651282 - Addenda 3 (devis) 2022-01-20 15 h 03 - Courriel 3651283 - Addenda 3 (plan) 2022-01-20 16 h 08 - Messagerie 3655767 - Addenda 4 (devis) 2022-01-27 11 h 43 - Courriel

				3655768 - Addenda 4 (bordereau) 2022-01-27 11 h 43 - Téléchargement 3663417 - Addenda 5 (devis) 2022-02-08 13 h 05 - Courriel 3663418 - Addenda 5 (plan) 2022-02-08 14 h 53 - Messagerie 3669409 - Addenda 6 et report de date (devis) 2022-02-15 15 h 31 - Messagerie 3669410 - Addenda 6 et report de date (bordereau) 2022-02-15 14 h 43 - Téléchargement 3673100 - Addenda 7 (devis) 2022-02-18 16 h 37 - Messagerie 3673101 - Addenda 7 (bordereau) 2022-02-18 15 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Laval 1, place du Souvenir (Bureau du greffier-Soumissions) Laval, QC, H7V1W7 NEQ :	Monsieur Mircea Remus Salamu Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur :	**Commande : (1985953)** 2022-01-20 13 h 19 **Transmission :** 2022-01-20 13 h 19	3647391 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-01-20 13 h 19 - Téléchargement 3650819 - Addenda 2 - Ajout date de visite 2022-01-20 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229460002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses (Contrat : 13 690 073,25 $ + contingences : 2 053 510,99 $ + incidences : 472 307,53 $) - Appel d'offres public IMM-15646 - quatre (4) soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229460002 - Travaux rénovation sous-sol 2 CS Claude-Robillard.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-21

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.008

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229460002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses (Contrat : 13 690 073,25 $ + contingences : 2 053 510,99 $ + incidences : 472 307,53 $) - Appel d'offres public IMM-15646 - quatre (4) soumissionnaires conformes.

Rapport_CEC_SMCE229460002.pdf

Dossier # :1229460002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE229460002

Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses (Contrat : 13 690 073,25 $ + contingences : 2 053 510,99 $ + incidences : 472 307,53 $) - Appel d'offres public IMM-15646 - (5 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Élisabeth Rivest
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE229460002

Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée, pour réaliser les travaux de rénovation du sous- sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Dépense totale de 16 215 891,76 $, taxes incluses (Contrat : 13 690 073,25 $ + contingences : 2 053 510,99 $ + incidences : 472 307,53 $) - Appel d'offres public IMM-15646 - (5 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 14 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que le Centre Claude-Robillard a été construit il y a maintenant près de 50 ans. La plupart des systèmes du bâtiment sont arrivés à la fin de leur vie utile. Le sous-sol 2 de l'installation sportive de haut niveau doit ainsi faire l'objet de plusieurs travaux de rénovation et de mise aux normes. Ces travaux font partie d'une stratégie de rénovation globale qui s'étalera sur 6 ans, dans le but de maintenir les installations ouvertes le plus possible.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 50 jours. Parmi les 17 preneurs du cahier des charges, 4 ont déposé une soumission jugée conforme. Une cinquième soumission a automatiquement été rejetée parce que le soumissionnaire ne s'est pas procuré le cahier de charge par le biais du SEAO. Il est à noter que 7 addendas mineurs ont été

émis au cours de l'appel d'offres. Au terme du processus, le plus bas soumissionnaire conforme a déposé une offre d'une valeur de 16,2 M$. Les informations fournies par le Service ont été à la satisfaction des commissaires qui n'ont aucune question supplémentaire.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE229460002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1217231084

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 12 289 699,55 $ (contrat: 10 940 681,41 $ + contingences: 1 094 068,14 $ + incidences: 254 950,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469512 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 940 681,41 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469512 ;

2. d'autoriser une dépense de 1 094 068,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 254 950,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Sanexen Services Environnementaux inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-22 22:08

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217231084**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 12 289 699,55 $ (contrat: 10 940 681,41 $ + contingences: 1 094 068,14 $ + incidences: 254 950,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469512 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2022 sera d'environ vingt-six (26) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,72 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2022 de

réhabilitation de conduite d'eau potable afin de recommander l'octroi de sept (7) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #469512 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires dans l'arrondissement Ville-Marie. Ce projet est le premier des sept (7) projets prévus cette année.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21-0735 - 15 juin 2021- Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 068 197,51 $ (contrat:1 799 894,74 $ + contingences: 186 216,27 $ + incidences: 82 086,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463220 - 2 soumissionnaires - 1217231053
CM21-0733 - 15 juin 2021- Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 670 188,42 $ (contrat : 2 340 000,00 $ + contingences: 245 802,42 $ + incidences: 84 386,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463219 - 2 soumissionnaires - 1217231049

CM21 0581 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 723 327,14 $ (contrat: 13 820 502,70 $ + contingences: 1 486 754,69 $ + incidences: 416 069,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463211 - 2 soumissionnaires - 1217231032

CM21 0572 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 476 261,41 $ (contrat: 4 759 795,52 $ + contingences: 485 061,64 $ + incidences: 231 404,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463217 - 2 soumissionnaires - 1217231018

CM21 0429 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 766 280,13 $ (contrat: 4 186 830,46 $ + contingences: 445 624,42 $ + incidences: 133 825,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463216 - 2 soumissionnaires - 1217231017

CM21 0428 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 17 033 333,57 $ (contrat: 14 831 324,16 $ + contingences: 1 705 954,66 $ + incidences: 496 054,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463215 - 2 soumissionnaires - 1217231006

CM21 0425 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 879 923,84 $ (contrat: 7 011 000 $ + contingences: 726 499,59 $ + incidences: 142 424,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463213 - 2 soumissionnaires - 1207231085

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb - 1218126003;

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. 1218126001

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 2,6 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement Ville-Marie
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 094 068,14 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, d'horticulture et mobiliers urbains, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au DTSI-M:

Cote d'impact	**Montant de pénalité par jour**
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Sanexen Services Environnementaux inc.	10 940 681,41 $	1 094 068,14 $	12 034 749,55 $
FORACTION INC.	13 950 000,00 $	1 395 000,00 $	15 345 000,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	8 698 404,04 $	869 840,40 $	9 568 244,44 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			2 466 505,11 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			25,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			3 310 250,45 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			27,5%

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 25,8 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission.

Les écarts de prix se situent principalement et respectivement dans les articles suivants:

- Maintien de la mobilité et de la sécurité routière;
- Réseau d'alimentation temporaire;
- Branchement d'eau de 50 et moins, 100, 150 et 200 mm en excavation sur conduite existante;

- Excavation supplémentaire pour branchement d'eau;
- Assurances, garanties, et frais généraux de chantier;
- Chambre de vanne préfabriquée sur conduite existante;
- Fosse d'exploration pour branchement d'eau par hydro-excavation ou creusage pneumatique.

De façon générale, l'écart défavorable proviendrait du manque de concurrence et de la localisation des interventions dans des rues très achalandées.

La DGPÉC ne dispose pas d'éléments permettant la justification de ces écarts.

Si le projet devait être annulé, plusieurs tronçons ne pourraient être reprogrammés avant plusieurs années minimalement. En effet, plusieurs interventions du présent contrat doivent être exécutées avant certains projets planifiés au cours des prochaines années (Travaux du REM, du REV, de la Place des Montréalaises, de la station Berri UQAM, du MTQ, etc..)

Par conséquent, pour l'ensemble des raisons évoquées ci-haut et malgré les prix obtenus qui semblent élevés par rapport à l'estimation, le requérant qui finance ce projet (DRE – Planification et investissement), est favorable à l'octroi du contrat pour une réalisation cette année.

Le présent dossier répond à deux (2) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $ et il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Sanexen Services Environnementaux inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres # 469512 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 12 289 699,55 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Sanexen Services Environnementaux inc. pour un montant de 10 940 681,41 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 1 094 068,14 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 254 950,00 $ taxes incluses.

Une partie des coûts sera financée par la TECQ tel que mentionné dans l'intervention du service des finances.

Cette dépense de 12 289 699,55 $ taxes incluses (11 224 305,44 $ net de ristournes), sera répartie ainsi:

- Un coût net de 11 012 906,12 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071. Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant

aucune charge aux contribuables, excepté pour la portion des travaux sur le domaine privé.

- Un coût net de 211 399,32 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Cette dépense sera réalisée en 2022.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 30 avril 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2022
Fin des travaux : novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 15 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles GRONDIN
ingénieur

Tél : 514 872-2357
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-10

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-22

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 469512 — 1217231084

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 / 11 / 2021 — Ouverture prévue le : 13 / 1 / 2022

Ouverture faite le : 13 / 1 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 44

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
1 / 12 / 2021	Le document technique normalisé DTNI-11A a été ajouté aux documents d'appel d'offres. Des éclaircissements pour les items d'alimentation temporaire ont été ajoutés. Des items pour les excavations des branchements d'eau ont été ajoutés.	10 000,00
15 / 12 / 2021	Les instructions aux soumissionnaires ont été réémises	

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 13 / 4 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 17 jrs — Date d'échéance révisée : 30 - 4 - 2022

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	10 940 681,41
FORACTION INC.	13 950 000,00

Estimation	Interne	8 698 404,04

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **25,8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **27,5%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 10 940 681,41

Montant des contingences ($) : 1 094 068,14

Montant des incidences ($) : 254 950,00

Date prévue de début des travaux : 23 / 5 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 19 / 11 / 2022

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date : 2021-11-19
Révision : 1
Chef de projet : Charles Grondin, ing.

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Appel d'offres : 469512

Arrondissment		**Ville-Marie**													
# Plan		VIM-AQ-2022-02	VIM-AQ-2022-03	VIM-AQ-2022-05	VIM-AQ-2022-06	VIM-AQ-2022-10	VIM-AQ-2022-12	VIM-AQ-2022-13	VIM-AQ-2022-15	VIM-AQ-2022-16x	VIM-AQ-2022-17	VIM-AQ-2022-19	VIM-AQ-2022-20	VIM-AQ-2022-22	VIM-AQ-2022-23
# dossier DRE		17-VMA-PTI-091-AQ1	17-VMA-PTI-094-AQ1	17-VMA-PTI-104-AQ1	17-VMA-PTI-106-AQ1	19-VMA-PTI-037-AQ1	20-VMA-PTI-001-AQ1	20-VMA-PTI-001-AQ1	20-VMA-PTI-013-AQ1	20-VMA-PTI-017-AQ1	20-VMA-PTI-033-AQ1	20-VMA-PTI-044-AQ1	21-VMA-PTI-001-AQ1	20-VMA-PTI-004-AQ1	17-VMA-PTI-107-AQ1
Rue		**Dowd, rue**	**De Maisonneuve Est, boulevard**	**Saint-Laurent, boulevard**	**Saint-Laurent, boulevard**	**Notre-Dame Est, rue**	**René-Lévesque Est, boulevard**	**René-Lévesque Est, boulevard**	**Saint-Antoine Ouest, rue**	**Saint-Jacques, rue**	**Mansfield, rue**	**Havre, rue du**	**Drummond**	**Saint Urbain, rue**	**Saint-Laurent, boulevard**
de		Saint-Alexandre, rue	Saint-Laurent, boulevard	Saint-Paul Ouest, rue	Ontario Ouest, rue	Bonsecours, rue de	Berri, rue	Beaudry, rue	Robert-Bourassa, boulevard	Cathédrale, rue de la	Saint-Jacques, rue	Sainte-Catherine Est, rue	Sainte-Catherine Ouest,rue	René-Lévesque Ouest, boulevard	De Maisonneuve, boulevard
à		De Bleury, rue	Saint-Dominique, rue	Notre-Dame Ouest, rue	Sherbrooke Ouest, rue	Berri, rue	Saint-André, rue	Panet, rue	Mansfield, rue	Jean-D'Estrées, rue	Saint-Antoine Ouest, rue	La Fontaine, rue	De Maisonneuve Ouest, Boulevard	Sainte-Catherine Ouest, rue	Ontario. rue
	Total														
Chemisage de conduite d'eau 200mm (m)	1059	113		158	15			150	53	32	121		160	257	
Chemisage de conduite d'eau 250mm (m)	586					152	239			195					
Chemisage de conduite d'eau 300 mm (m)	726		61		220				160			152			133
Conduite d'eau proposée 150mm en fonte ductile classe 350	14								3			2			9
Conduite d'eau proposée 200mm en fonte ductile classe 350	74	7		11	3		2		7	3	4		9	28	
Conduite d'eau proposée 250mm en fonte ductile classe 350	74			3		12	19	14		24	2				
Conduite d'eau proposée 300mm en fonte ductile classe 350	94		9	3	17	4		3	19	3	3	13		3	17
Total des conduites à réhabiliter :	**2627**														

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal				
Entrepreneur	Sanexen Services Environnementaux inc.				
Soumission	469 512	GDD	122 - 7231 - 084	Responsable	Charles Grondin
Date	2022-02-25				
Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE		Corpo

#01-02 Sous-projet — 22 - 18 100 - 003 — n° Simon 188 237

Travaux - Réhabilitation d'aqueduc secondaire

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		9 332 653,13 $	10 730 217,94 $	9 798 119,20 $
Travaux contingents	10 %	933 265,31 $	1 073 021,79 $	979 811,92 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		10 265 918,44 $	11 803 239,73 $	10 777 931,12 $
Sous-total complet du sous-projet		10 265 918,44 $	11 803 239,73 $	10 777 931,12 $

#01-03 Sous-projet — 22 - 18 100 - 702 — n° Simon 188 239

Travaux - Remplacement de branchements d'eau - Section privée

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		183 051,51 $	210 463,47 $	192 181,20 $
Travaux contingents	10 %	18 305,15 $	21 046,35 $	19 218,12 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		201 356,66 $	231 509,82 $	211 399,32 $
Sous-total complet du sous-projet		201 356,66 $	231 509,82 $	211 399,32 $

#01-05 Sous-projet — 22 - 18 100 - 004 — n° Simon 188 238

Incidences - Réhabilitation d'aqueduc secondaire

		taxation	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Dépenses incidentes				
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax	Normal	95 000,00 $	109 226,25 $	99 738,13 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $
Tech	Utilités publiques	Normal	60 000,00 $	68 985,00 $	62 992,50 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic	Non	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $
Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxabl	Normal	20 000,00 $	22 995,00 $	20 997,50 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		225 000,00 $	254 950,00 $	234 975,00 $
	Sous-total complet du sous-projet		225 000,00 $	254 950,00 $	234 975,00 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01 — 18 100 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		9 515 704,64 $	10 940 681,41 $	9 990 300,40 $
Travaux contingents	10,00 %	951 570,46 $	1 094 068,14 $	999 030,04 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		10 467 275,10 $	12 034 749,55 $	10 989 330,44 $
Dépenses incidentes		225 000,00 $	254 950,00 $	234 975,00 $
Sous-total complet du projet investi		**10 692 275,10 $**	**12 289 699,55 $**	**11 224 305,44 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		9 515 704,64 $	10 940 681,41 $	9 990 300,40 $
Travaux contingents	10,00 %	951 570,46 $	1 094 068,14 $	999 030,04 $

Sous-total travaux + contingences du sous-projet	10 467 275,10 $	12 034 749,55 $	10 989 330,44 $
Dépenses incidentes	225 000,00 $	254 950,00 $	234 975,00 $
Total des montants maximum autorisés	**10 692 275,10 $**	**12 289 699,55 $**	**11 224 305,44 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	11 224 305,44 $
Total	100,0%	**11 224 305,44 $**

817

Montréal

SOUMISSION 469512 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur		**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal**
Arrondissement	**Rues**	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h-19h. Samedi de 8h-19h /Dimanche de 9h-19h, à l'exception du boul. René-Lévesque (Plans VIM-AQ-2022-13BC et 13D) : Lundi au Vendredi 7h-19h et Samedi de 8h-19h seulement.
Ville-Marie	Dowd, De Maisonneuve E, Saint-Laurent, Notre-Dame E., René-Lévesque E., Saint-Antoine, Saint-Jacques, Mansfield, du Havre, Drummond, Saint-Urbain, Saint-Laurent	
VIM-AQ-2022-03 **Boulevard De Maisonneuve E** De Saint-Laurent à Saint-Dominique.		**Occupation :** • Maintien d'une voie de circulation et une piste cyclable temporaire sur le boul. de Maisonneuve entre la rue Saint-Dominique et le boul. Saint-Laurent. • Circulation locale seulement sur la rue Saint-Dominique entre le boul. de Maisonneuve Est et la rue Boisbriand. • Maintien d'une voie de circulation sur le boul. Saint-Laurent au niveau des travaux – fin de semaine seulement.
VIM-AQ-2022-06 **Boulevard Saint-Laurent** De Ontario Ouest à Sherbrooke Ouest.		**Occupation :** • Maintien d'une voie de circulation sur le boul. Saint-Laurent entre les rues Ontario Est et Sherbrooke Est, lors des travaux du côté Ouest. • Fermeture complète du boul. Saint-Laurent entre les rues Ontario Est et Sherbrooke Ouest, lors des travaux du côté Est – Fin de semaine seulement. • Circulation locale seulement sur la rue Saint-Norbert entre la rue Saint-Dominique et le boulevard Saint-Laurent.
VIM-AQ-2022-12 **Boulevard René-Lévesque Est** De Berri à Saint-André.		**Occupation :** • Fermeture complète du Boul. René-Lévesque en dir. Est et maintien de deux voies de circulation en dir. Ouest dont une à contresens entre Berri et Atateken - Fin de semaine seulement. • Maintien de deux voies de circulation sur le boul. René-Lévesque en dir. Est avec déviation de la piste cyclable sur les rues Berri, de la Gauchetière et Saint-André, lors des travaux de chemisage. • Maintien de deux voies de circulation sur la rue Berri. • Maintien d'une voie de circulation en dir. Nord sur la rue Saint-Hubert et fermeture complète de la dir. Sud entre le boul. René-Lévesque et la rue de la Gauchetière.
VIM-AQ-2022-13A **Boulevard René-Lévesque Est** De Beaudry à Panet.		**Occupation :** • Fermeture complète de boul. René-Lévesque en dir. Ouest et maintien de trois voies de circulation en dir. Est dont une à contresens entre la rue Plessis et la rue Beaudry, phase 1 - Fin de semaine seulement. • Maintien de deux voies de circulation sur le boul. René-Lévesque en dir. Ouest entre la rue Plessis et la rue Montcalm et aucune entrave en dir. Est, phase 2. • Circulation locale seulement sur les rues transversales locales.
VIM-AQ-2022-13BC **Boulevard René-Lévesque Est** De Cartier à Panet		**Occupation :** • Maintien de deux voies de circulation sur le boulevard René-Lévesque Est dir. Ouest entre la rue Alexandre-DeSève et la rue Panet
VIM-AQ-2022-13D **Boulevard René-Lévesque Est** De Lorimier à Cartier		**Occupation :** • Maintien d'une voie de circulation sur le boul. René-Lévesque Est entre l'avenue De Lorimier et la rue Cartier ainsi que d'une piste cyclable temporaire du côté Nord.

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
VIM-AQ-2022-15 **Rue Saint-Antoine** De Robert-Bourassa Ouest à Mansfield	**Occupation :** • Travaux d'excavation : Maintien de deux voies en dir. Est sur la rue Saint-Antoine et fermeture complète de la dir. Ouest entre le boul. Robert-Bourassa Ouest et la rue Mansfield - Fin de semaine seulement. • Autres travaux :Fermeture complète de la rue Saint-Antoine en dir. Ouest et maintien de quatre voies de circulation en dir. Est dont deux déviées à contresens entre le boul. Robert-Bourassa Ouest et la rue Mansfield. • Maintien de deux voies de circulation sur la rue Mansfield entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine- Fin de semaine uniquement.
VIM-AQ-2022-16 **Rue Saint-Jacques** De de la Cathédrale à Jean-D 'Estrées	**Occupation :** • Fermeture complète de la rue Saint-Jacques en dir. Ouest entre les rues Sainte-Cécile et Peel et maintien de deux voies de circulation en dir. Est dont une déviée à contresens, travaux de phase 1. • Maintien d'une voie de circulation en dir. Ouest et deux voies en dir. Est sur la rue Saint-Jacques entre les rues Mansfield et Sainte-Cécile, travaux de phase 1. • Maintien de deux voies de circulation sur la rue Saint-Jacques, travaux de phase 2 et 3. • Maintien de deux voies de circulation sur la rue de la Cathédrale. • Maintien d'une voie de circulation sur la rue Jean d'Estrées pour continuer tout droit, travaux de phase 2, une voie de virage à gauche vers la rue Saint-Jacques, travaux de phase 3.1, et maintien de deux voies de virage à gauche vers la rue Saint-Jacques, travaux de phase 3.2
VIM-AQ-2022-17 **Rue Mansfield** De Saint-Jacques à Saint-Antoine Ouest.	**Occupation :** • Maintien de deux voies de circulation sur la rue Mansfield entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine - Fin de semaine seulement. • Fermeture complète de la dir. Ouest de la rue Saint-Jacques entre les rues Mansfield et Sainte-Cécile avec maintien de deux voies de circulation en dir. Est, travaux d'excavation- Fin de semaine seulement. • Fermeture complète de la dir. Ouest de la rue Saint-Jacques entre les rues Mansfield et de la Cathédrale avec maintien de deux voies de circulation en dir. Est dont une déviée à contresens, travaux de chemisage.
VIM-AQ-2022-22 **Rue Saint-Urbain** De Sainte-Catherine Ouest à René-Lévesque Est.	**Occupation :** • Maintien d'une voie de circulation et une piste cyclable temporaire sur la rue Saint-Urbain entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque, travaux côté Ouest. • Circulation locale seulement sur la rue Saint-Urbain entre les boul. De Maisonneuve Ouest et René-Lévesque, travaux côté Est- Fin de semaine seulement. • Maintien d'une voie de circulation sur le boul. René-Lévesque en dir. Ouest entre les rues Saint-Urbain et Jeanne-Mance, travaux de raccordement10001091 et 10001089- Fin de semaine seulement. • Maintien de deux voies de circulation sur le boul. René-Lévesque en dir. Est entre les rues Jeanne-Mance et Saint-Urbain, travaux de raccordement 10001961- Fin de semaine seulement.
VIM-AQ-2022-23 **Rue Saint-Laurent** De De Maisonneuve Ouest à Ontario Ouest.	**Occupation :** • Circulation Locale seulement sur le boul. Saint-Laurent entre le boul. René-Lévesque et la rue Ontario Est et entre les boul. René-Lévesque et De Maisonneuve, travaux côté Ouest- Fin de semaine seulement. • Maintien d'une voie de circulation sur le boul. Saint-Laurent, travaux côté Est. • Maintien d'une voie de circulation et une piste cyclable temporaire sur le boul. de Maisonneuve entre la rue Saint-Dominique et le boul. Saint-Laurent.

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ses travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite. -Une ordonnance du conseil d'Arrondissement est requise pour les travaux le dimanche et les jours fériés.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)
Direction des infrastructures
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Le 1er mars 2022

Monsieur Éric Sauvageau
Sanexen Services Environnementaux inc.
9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 – Bur 200
Brossard, Québec, J4Z3V4
Courriel : esauvageau@sanexen.com

Objet : Demande de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres # 469512

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

La présente vise à vous informer que la Ville de Montréal désire poursuivre l'appel d'offres mentionné en objet pour lequel votre entreprise a déposé une soumission. Par conséquent, nous désirons recevoir une confirmation écrite de votre part stipulant que votre entreprise accepte de maintenir intégralement l'offre qu'elle a soumise audit appel d'offres et ce, aux mêmes clauses et conditions énoncées aux documents d'appel d'offres. De plus, puisque le délai de 90 jours de validité des soumissions initialement prévu à l'appel d'offres est insuffisant, lequel vient à échéance le **13 avril 2022**, nous vous demandons de maintenir intégralement votre offre pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au **30 avril 2022**.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de votre part.

Veuillez s.v.p. nous retourner votre réponse par courriel **avant le 15 mars 2022**, accompagnée de l'avenant de votre cautionnement de soumission et lettre d'engagement (Annexe B).

Nous vous remercions de votre collaboration.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ (Signature) 2 mars 2022 (Date)

Je refuse le délai de prolongation : _____ (Signature) _____ (Date)

L'équipe de la direction des infrastructures
Courriel : **appelsdoffres.infos.dtp@montreal.ca**

X-XX-XX-XXXX-NOM DE L'ITEM
(VOIR DTSI- X, ART. XX-XX-XXXX)

Exemples d'items :

Seq.	Numéro de l'Item	Nom de l'Item
1	II-3A-2102	BORDURE EN BETON ARME 300 mm DE LARGEUR (VOIR DTSI-V, ART. II-3A-2102)
2	II-TS-3001	NOM DE L'ITEM (VOIR DTSI-V, ART. II-TS-3001)

où

- 1 ou 2 : numéro séquentiel
- II : Item Infrastructures
- 3A: numéro du document technique normalisé (DTNI) applicable
- DTSI-V : Devis technique spécial infrastructures - voirie (exemple 2)
- 2102: numéro de l'item contenant sa famille (2000); Bordure et sa sous-famille (2100); Nouvelle bordure de béton
- BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 mm DE LARGEUR : nom de l'item
- (VOIR DTSI-V, ART. II-3A-2102) : Référence pour les exigences complémentaires se trouvant dans le devis technique spécial infrastructures -voirie à l'article II-3A-2102)
- (VOIR DTSI-V, ART. II-TS-3001) : Référence pour les exigences complémentaires se trouvant dans le devis technique spécial infrastructures -voirie à l'article II-TS-3001 (exemple 2).

10. Expérience du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) contrats qui incluent des travaux dont la nature est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres. Il doit être l'Adjudicataire de ces contrats (donc, ne pas avoir réalisé les travaux à titre de sous-traitant) et ces contrats doivent avoir été exécutés au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **1 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet qui inclut des travaux de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas, la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

11. Dessins d'atelier et documents à fournir à la réunion de démarrage

En complément de l'article 5.1.4 *« Dessins d'atelier, Fiches techniques et échantillons à soumettre pour examen »*, à la première réunion de démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre au Directeur, pour examen et autorisation, les documents suivants :

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 mars 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2020-DAMP-1273
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EXCAVA-TECH
REGENERATION
SANEXEN

EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
REGÉNÉRATION
SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 469512

Date de publication : 2021-11-29
Date d'ouverture : 2022-01-13

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	FORACTION INC
2	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
3	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
4	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *469512*
Unité administrative responsable : SIRR, Direction des infrastructures, Division de la conception des projets
Projet : *Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.
2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.
3. Anticiper les bris par des analyses d'ingénierie reconnues dans le domaine.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231084

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 12 289 699,55 $ (contrat: 10 940 681,41 $ + contingences: 1 094 068,14 $ + incidences: 254 950,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469512 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ GDD 1217231084_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste

Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-16

Francis PLOUFFE
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.009

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1217231084

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 12 289 699,55 $ (contrat: 10 940 681,41 $ + contingences: 1 094 068,14 $ + incidences: 254 950,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469512 - 2 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE217231084.pdf

Dossier # :1217231084

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE217231084

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 12 289 699,55 $ (contrat: 10 940 681,41 $ + contingences: 1 094 068,14 $ + incidences: 254 950,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469512 - (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE217231084

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 12 289 699,55 $ (contrat: 10 940 681,41 $ + contingences: 1 094 068,14 $ + incidences: 254 950,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469512 - (2 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 avril 2022, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat, qui vise des travaux de réhabilitation d'environ 2,6 km de conduites d'eau secondaires par la technique de chemisage dans l'arrondissement de Ville-Marie, tel que demandé par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau, requérant de ces travaux.

D'entrée de jeu, les personnes invitées ont attiré l'attention des commissaires sur le fait qu'étant donné, d'une part, l'envergure de l'ensemble des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires à réaliser sur le territoire de la Ville de Montréal en 2022 (sur une longueur totale d'environ 26 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,72 % de l'ensemble du réseau de la Ville), et, d'autre part, la volonté d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, le SIRR a recommandé l'octroi de sept contrats différents. Le présent dossier représente le premier des sept processus d'appels d'offres prévus à cet effet cette année.

La publication de cet appel d'offres a été d'une durée de 44 jours de novembre 2021 à janvier 2022 et a donné lieu à la parution de deux addendas. Sur les quatre preneurs du cahier des charges, deux soumissions conformes ont été reçues. Un écart défavorable de 25,8 % a été constaté entre la plus basse d'entre elles et l'estimation réalisée par la Ville.

Les personnes invitées ont expliqué que cet écart avait été justifié par le manque de concurrence et la localisation des interventions dans des rues très achalandées. Elles ont également indiqué aux commissaires que plusieurs des interventions prévues dans le cadre du contrat à l'étude devant être exécutées avant certains autres projets planifiés prochainement, les travaux nécessaires sur plusieurs tronçons ne pourraient être reprogrammés avant plusieurs années si le projet devait être annulé. Par conséquent, le requérant s'est montré favorable à l'octroi du contrat à l'adjudicataire pour une réalisation cette année.

Les commissaires ont demandé et obtenu des précisions et clarifications, entre autres, sur le taux de réhabilitation idéal qui devrait être visé par la Ville pour ses conduites d'eau potable si l'on fait abstraction de la surchauffe qui caractérise le marché actuellement. Sans pouvoir se prononcer de manière précise sur cette question, qui relève davantage de la DRE au Service de l'eau, les représentantes du SIRR ont décrit les stratégies développées actuellement pour stimuler le marché et favoriser la réalisation de ces travaux au meilleur coût pour la Ville. Dans l'ensemble, les explications fournies par les personnes représentant le SIRR ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*

- *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE217231084 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 16 642 470,42 $ (contrat: 14 865 246,97 $ + contingences: 1 486 524,70 $ + incidences: 290 698,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460541 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 14 865 246,97$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 460541;

2. d'autoriser une dépense de 1 486 524,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 290 698,75 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Services Infraspec inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-24 09:18

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 16 642 470,42 $ (contrat: 14 865 246,97 $ + contingences: 1 486 524,70 $ + incidences: 290 698,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460541 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau (SE) souhaite réaliser des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb.
Les travaux de remplacement des entrées de service en plomb (directive S-DRE-SE-D-2021-03) s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

L'objectif général, est d'éliminer du territoire de la ville de Montréal, dans un horizon de 10 ans, le plomb et tout autre matériau non conforme sur le domaine public et le domaine privé, lorsque requis, et par conséquent, pour tous les branchements d'eau en plomb raccordés sur la conduite d'eau potable municipale localisés sur le tronçon du contrat et de les remplacer par des branchements d'eau en cuivre.

La Direction des infrastructures (DI) du SIRR a prévu en 2022, de remplacer environ 3500 branchements d'eau en plomb ou tout autre matériau non conforme. Ces remplacements sont prévus dans les divers projets intégrés, dans les projets de réhabilitation de conduites d'eau et dans les projets de remplacement de branchements d'eau en plomb ou tout autre matériau non conforme (RESEP). Dans ce dernier programme, environ 1820 branchements sont prévus. Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la DI a scindé le grand projet des travaux de RESEP de 2022 afin de recommander l'octroi de quatre (4) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat # 460541 vise le remplacement de branchements d'eau actuellement en plomb dans l'arrondissement du Rosemont-La-Petite-Patrie . Ce projet est le premier des quatre (4) projets prévus cette année.

La DRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0967- 23 août 2021 -Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 10 026 700,02 $ (contrat: 8 689 936,97 $ + contingences: 955 688,30 $ + incidences: 381 074,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460528 - 4 soumissionnaires (1217231061);
CM21 0939 - 23 août 2021 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 077 744,29 $ (contrat: 7 020 000,00 $ + contingences: 777 949,04 $ + incidences: 279 795,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460522 - 2 soumissionnaires (1217231057);

CM21 0738 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux Inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 005 527,23 $ (contrat: 6 167 471,71 $ + contingences: 666 638,27 $ + incidences: 171 417,25 $), taxes incluses. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 598 693,22 $, taxes incluses qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. Appel d'offres public 460524, 3 soumissionnaires (1217231055);

CM21 0770 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 811 330,99 $ (contrat: 11 111 400,00 $, contingences: 1 230 523,49 $, incidences: 469 407,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460526, 3 soumissionnaires (1217231045);

CM21 07 32 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 4 344 644,67 $ (contrat: 3 767 219,11 $ + contingences : 417 904,81 $ + incidences: 159 520,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460525 3 soumissionnaires (1217231038);

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. (1218126003);

CM21 0574 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 299 123,96 $ (contrat: 10 702 400,74 $ + contingences: 1 170 706,72 $ + incidences: 426 016,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460521 3 soumissionnaires (1217231019);

CM21 0577- 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 11 809 574,49 $ (contrat: 10 246 500,00 $ + contingences: 1 154 154,49 $ + incidences: 408 920,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460523, 5 soumissionnaires(1217231027);

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00

$ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. (1218126001)

DESCRIPTION

Le présent projet prévoit le remplacement d'environ 820 branchements d'eau en plomb (RESEP) et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie. Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Le tableau des tronçons de rues où auront lieu les travaux est joint au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 486 524,70 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que la surveillance environnementale pour la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit cinq (5) différentes pénalités:

1) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
2) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au devis DTSI-M:

Cote d'impact	**Montant de pénalité par jour**
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

3) 500,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai supplémentaire d'une (1) semaine par rapport au délai maximal par rue pour les réfections d'aménagements privés (autres que béton et enrobé);
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
5) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe, résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse. Dans le présent dossier, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de - 7,5 %, favorable à la ville.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
SERVICES INFRASPEC INC.	14 865 246.97 $	1 486 524.70 $	16 351 771.67 $
FORACTION INC.	16 110 000,00 $	1 611 000.00 $	17 721 000.00 $
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	18 914 167.03 $	1 891 416.70 $	20 805 583.73 $
Dernière estimation réalisée ($)	16 066 199.95 $	1 606 620.00 $	17 672 819.95 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(1 321 048,28) $ -7.5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 369 228,33 $ **8.4%**

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

En considérant ces informations et dans ce contexte favorable à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Services Infraspec inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 16 642 470,42 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Services Infraspec inc. pour un montant de 14 865 246,97 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 1 486 524,70 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 290 698,75 $ taxes incluses.

Cette dépense de 16 642 470,42 $ taxes incluses (15 201 571,43 $ net de ristournes), sera répartie ainsi:

-Un coût net de 14 372 201,16 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale sera assumé par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011. Le montant total au net est à la charge du contribuable.
-Un coût net de 829 370,28 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet (en milliers $)	2022	2023	2024	Total
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout	8 192 $	6 180 $		14 372 $
18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées	473 $	356 $		829 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d’analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire les branchements d'eau à la pièce, au lieu de les remplacer en lot, ce qui entraînerait des coûts plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d’œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 25 mai 2022, le plus bas soumissionnaire

conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité »

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2022
Fin des travaux : août 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Manli Joëlle CHEN, Service de l'eau
Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 16 mars 2022
Manli Joëlle CHEN, 11 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles GRONDIN
ingénieur

Tél : 514 872-2357
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-10

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-23

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 460541 — No du GDD : 1227231007

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 / 1 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 24 / 2 / 2022

Ouverture faite le : 24 / 2 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
11 / 2 / 2022	Une exigence de coordination du DTSI-M a été corrigée.	0,00
15 / 2 / 2022	Un éclaircissement en ce qui concerne le paiment de la fosse d'exploration pour un branchement d'eau a été apporté.	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 25 / 5 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
SERVICES INFRASPEC INC.	14 865 246,97
FORACTION INC.	16 110 000,00
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	18 914 167,03
Estimation interne	16 066 199,95

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : (1 200 952,98) — **-7,5%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : 1 244 753,03 — **8,4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SERVICES INFRASPEC INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 14 865 246,97

Montant des contingences ($) : 10,0% — 1 486 524,70

Montant des incidences ($) : 290 698,75

Date prévue de début des travaux : 23 / 5 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 31 / 8 / 2023

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date : 2022-02-10
Révision : 2
Chef de projet : Charles Grondin

Liste de rues

Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal
Appel d'offres : 460541

# Plan	Rév.	TU	Rue	De	À	RESEP (nombre)							DONNÉES TECHNIQUES						
						Branch. totaux sur le tronçon de rue	Branch. d'eau sans plomb confirmés	Branch. possiblement en plomb ou en matériaux non conformes	Branch. d'eau en plomb confirmés	% estimé de plomb	Branch. potent. en plomb - SECTION PUBLIQUE	Branch. potent. en plomb - SECTION PRIVÉE	Juridiction de la rue Locale (L) et/ou Artérielle (A)	Longueur du tronçon (m)	Largeur de rue (m)	Distance entre arrière-trottoir et ligne de lot - SECTION PUBLIQUE	Distance entre ligne de lot et mur de fondation - SECTION PRIVÉE	Distance entre arrière-trottoir et ligne de lot - SECTION PUBLIQUE	Distance entre ligne de lot et mur de fondation - SECTION PRIVÉE
																Côté des adresses paires		Côté des adresses impaires	
Arrondissement : Rosemont - La Petite-Patrie																			
RPP-ESP-2022-05B	-	17036	**16e, avenue**	Dandurand	Rosemont	45	7	8	30	80%	37	10	A	299	9,3	0,5	4,5	0,5	3,4
RPP-ESP-2022-05A	-	17019	**16e, avenue**	Masson, rue	Dandurand, rue	32	4	25	3	80%	23	6	A	247	9,2	1,2	3	0,1	4
RPP-ESP-2022-18	-	16562	**Boyer, rue**	Beaubien Est, rue	Saint-Zotique Est, rue	46	11	33	2	80%	29	8	A	321	11	1,3	1,4	0,9	5,1
RPP-ESP-2022-19	-	16560	**Boyer, rue**	Bélanger, rue	Jean-Talon Est, rue	67	5	62	0	80%	50	13	A	324	11,1	1,1	3,8	1,5	6
RPP-ESP-2022-09A	-	16660	**Chabot, rue**	des Carrières, rue	Rosemont, boulevard	39	4	35	0	80%	28	7	A	236	12,1	0,7	3,3	0,4	2,8
RPP-ESP-2022-09C	-	16664	**Chabot, rue**	Beaubien Est, rue	Saint-Zotique Est, rue	70	4	64	2	80%	54	14	A	321	12,1	1,2	2,5	0,6	4,1
RPP-ESP-2022-09AB	-	16661	**Chabot, rue**	Rosemont, boulevard	de Bellechasse, rue	20	1	18	1	80%	16	4	A	181	12,1	0,9	1,2	0,6	3,8
RPP-ESP-2022-09B	-	16662	**Chabot, rue**	de Bellechasse, rue	Beaubien Est, rue	73	4	67	2	80%	56	14	A	313	12,1	0,7	2,5	0,5	3,3
RPP-ESP-2022-10A	-	17271	**de Bellechasse, rue**	25e, avenue	28e, avenue	20	4	15	1	80%	13	4	A	223	11,7	2,5	2,9	2,8	2,1
RPP-ESP-2022-10AB	-	17272	**de Bellechasse, rue**	28e, avenue	31e, avenue	22	8	14	0	80%	12	3	A	221	12,1	2,3	5,5	2,7	5,5
RPP-ESP-2022-12	-	17094	**de Bellechasse, rue**	20e, avenue	Pie-IX, boulevard	8	3	4	1	80%	5	2	A	192	13,5	2	5	1,7	12
RPP-ESP-2022-20	-	16413	**du Parc, avenue**	#6681 du Parc, avenue	#6725-29 du Parc, avenue	6	0	6	0	80%	5	2	A	111	7,6	0,5	3,4	0	0
RPP-ESP-2022-21	-	37013	**Joseph-Tison, rue**	de l'Esplanade, avenue	Jeanne-Mance, rue	4	1	3	0	80%	3	1	A	75	10,3	0,9	0,1	0,3	0
RPP-ESP-2022-22	-	16532	**des Carrières, rue**	Christophe-Colomb, avenue	Saint-Hubert, rue	5	0	1	4	80%	5	2	A	244	9,6	0	1	0	3,8
RPP-ESP-2022-24AB	-	16432	**Saint-Zotique Ouest, rue**	Saint-Urbain, rue	Saint-Laurent, boulevard	10	1	6	3	80%	8	2	A	156	12,3	1,9	1,1	0	1,7
RPP-ESP-2022-25	-	16471	**Mozart Est, avenue**	De Gaspé, avenue	Drolet, rue	24	1	19	4	80%	20	5	A	175	12,6	0,6	1,7	0,5	2,6
RPP-ESP-2022-26	-	16444	**Waverly, rue**	Saint-Zotique Ouest, rue	Beaumont, avenue	16	5	11	0	80%	9	3	A	154	9,2	0	0	0,9	0,2
RPP-ESP-2022-27	-	16429	**de l'Esplanade, avenue**	Saint-Zotique Ouest, rue	Joseph-Tison, rue	4	1	3	0	80%	3	1	A	104	10,6	0	0,9	0	0,2
RPP-ESP-2022-13D	-	16681	**De Lorimier, avenue**	Saint-Zotique Est, rue	Bélanger, rue	53	8	45	0	80%	36	9	A	319	14	0,5	3,5	0,3	4,2
RPP-ESP-2022-13C	-	16683	**De Lorimier, avenue**	Beaubien Est, rue	Saint-Zotique Est, rue	65	3	62	0	80%	50	13	A	321	13,8	0,5	4	0,5	5
RPP-ESP-2022-13B	-	16685	**De Lorimier, avenue**	de Bellechasse, rue	Beaubien Est, rue	70	9	28	33	80%	56	14	A	315	13,8	0,6	3	0,3	4,4
RPP-ESP-2022-13A	-	16687	**De Lorimier, avenue**	Carrières, rue des	de Bellechasse, rue	41	9	7	25	80%	31	8	A	290	13,8	0,5	3	0,4	3,6
RPP-ESP-2022-14	-	16727	**D'Iberville, rue**	Saint-Zotique Est, rue	Bélanger, rue	61	4	55	2	80%	46	12	A	324	12,3	0,8	3,4	0,6	3,2
RPP-ESP-2022-14	-	16738	**D'Iberville, rue**	Elsdale, avenue	Saint-Zotique Est, rue	24	2	21	1	80%	18	5	A	161	12,1	0,8	3,5	0,4	3,1
RPP-ESP-2022-28B	-	16466	**Henri-Julien, avenue**	Mozart Est, avenue	Jean-Talon Est, rue	25	1	23	1	80%	20	5	A	206	9,3	0,1	1,9	0,9	0,2
RPP-ESP-2022-28A	-	16469	**Henri-Julien, avenue**	Dante, rue	Mozart Est, avenue	14	5	5	4	80%	8	2	A	168	8,5	1,3	0	0,3	1
RPP-ESP-2022-15AB	-	16993	**Masson, rue**	17e, avenue	d'Orléans, avenue	32	6	20	6	80%	22	6	A	230	12,2	0	0,5	0,1	1,5
RPP-ESP-2022-15AB	-	16994	**Masson, rue**	d'Orléans, avenue	Pie-IX, boulevard	22	7	15	0	80%	12	3	A	231	12	0	1,5	0,1	0,3
RPP-ESP-2022-30A	-	16462	**Saint-Dominique, rue**	Dante, rue	Mozart Est, avenue	26	5	17	4	80%	18	5	A	167	13	1	2,5	1	1
RPP-ESP-2022-30A	-	16476	**Saint-Dominique, rue**	Saint-Zotique Est, rue	Dante, rue	25	1	23	1	80%	20	5	A	183	12,2	0,7	3	0,5	2,6
RPP-ESP-2022-16	-	16909	**Saint-Joseph Est, boulevard (côté sud)**	d'Orléans, avenue	Pie-IX, boulevard	16	10	6	0	80%	5	2	A	219	9,3	3,1	6,5	3	3
RPP-ESP-2022-24A	-	16426	**Saint-Zotique Ouest, rue**	du Parc, avenue	de l'Esplanade, avenue	13	1	12	0	80%	10	3	A	163	13,5	0,1	0,4	1,4	0,7
RPP-ESP-2022-24AB	-	16427	**Saint-Zotique Ouest, rue**	de l'Esplanade, avenue	Saint-Urbain, rue	14	11	3	0	80%	3	1	A	158	13,3	1,9	1,7	1,6	0,5
RPP-ESP-2022-31A	-	16443	**Marconi, rue**	Waverly, rue	Beaumont, avenue	5	4	1	0	80%	1	1	A	141	10,1	0,9	0	0,8	0,5
RPP-ESP-2022-31A	-	16455	**Marconi, rue**	Beaumont, avenue	Alexandra, avenue	19	3	16	0	80%	13	4	A	155	8,7	1,2	0,5	0,6	0,5
RPP-ESP-2022-17	-	17367	**27e, avenue**	Saint-Zotique Est, rue	#6985-87 27e avenue	58	5	17	36	80%	50	13	L	397	10,9	2,2	3,4	2,1	3,2
RPP-ESP-2022-32	-	16772	**Louis-Hébert, avenue**	Masson, rue	Dandurand, rue	14	0	14	0	80%	12	3	A	233	8,3	0,1	0,2	0	1,5
RPP-ESP-2022-32	-	16775	**Louis-Hébert, avenue**	Dandurand, rue	Holt, rue	9	1	8	0	80%	7	2	A	206	9,1	1,6	0	1,2	7,5
Nombre de tronçon total :		**38**			***Totaux :***	1117	159	792	166		814	217							

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal.				
Entrepreneur	Services Infraspec inc.				
Soumission	460 541	GDD	121 - 7231 - 061	Responsable	Charles Grondin — Date 2022-03-09
Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE		Corpo

#01-01 Sous-projet	22 - 18 100 - 033	n° Simon 188 282	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Remplacement de branchements d'eau - Section Publique				
	Montant de la soumission applicable au projet		12 210 957,39 $	14 039 548,26 $	12 819 978,89 $
	Travaux contingents	10 %	1 221 095,74 $	1 403 954,83 $	1 281 997,89 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		13 432 053,13 $	15 443 503,09 $	14 101 976,78 $
	Sous-total complet du sous-projet		13 432 053,13 $	15 443 503,09 $	14 101 976,78 $

#01-02 Sous-projet	22 - 18 100 - 709	n° Simon 188 284	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Remplacement de branchements d'eau - Section Privée				
	Montant de la soumission applicable au projet		718 155,00 $	825 698,71 $	753 972,98 $
	Travaux contingents	10 %	71 815,50 $	82 569,87 $	75 397,30 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		789 970,50 $	908 268,58 $	829 370,28 $
	Sous-total complet du sous-projet		789 970,50 $	908 268,58 $	829 370,28 $

#01-03 Sous-projet	22 - 18 100 - 034	n° Simon 188 283		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Incidences					
	Dépenses incidentes		taxation			
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax		Normal	105 000,00 $	120 723,75 $	110 236,88 $
Pro	Surveillance environnementale		Normal	30 000,00 $	34 492,50 $	31 496,25 $
Tech	Utilités publiques		Normal	70 000,00 $	80 482,50 $	73 491,25 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisati		Non	30 000,00 $	30 000,00 $	30 000,00 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)		Non	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $
	Sous-total des incidence du sous-projet			260 000,00 $	290 698,75 $	270 224,38 $
	Sous-total complet du sous-projet			260 000,00 $	290 698,75 $	270 224,38 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE		Corpo
			avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		12 929 112,39 $	14 865 246,97 $	13 573 951,87 $
	Travaux contingents	10,00 %	1 292 911,24 $	1 486 524,70 $	1 357 395,19 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		14 222 023,63 $	16 351 771,67 $	14 931 347,06 $
	Dépenses incidentes		260 000,00 $	290 698,75 $	270 224,38 $
	Sous-total complet du projet investi		**14 482 023,63 $**	**16 642 470,42 $**	**15 201 571,43 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		12 929 112,39 $	14 865 246,97 $	13 573 951,87 $
Travaux contingents	10,00 %	1 292 911,24 $	1 486 524,70 $	1 357 395,19 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		14 222 023,63 $	16 351 771,67 $	14 931 347,06 $
Dépenses incidentes		260 000,00 $	290 698,75 $	270 224,38 $
Total des montants maximum autorisés		**14 482 023,63 $**	**16 642 470,42 $**	**15 201 571,43 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	15 201 571,43 $
Total	100,0%	**15 201 571,43 $**

Montréal

SOUMISSION 460541 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u>
Rosemont — La Petite-Patrie</td><td><u>Rues</u>
16e Avenue,
Rue Chabot,
Rue de Bellechasse,
Avenue De Lorimier,
Rue D'Iberville,
Rue Masson,
Boulevard Saint-Joseph Est,
27e Avenue,
Rue Boyer,
Avenue du Parc,
Rue Joseph-Tison,
Rue des Carrières,
Rue Saint-Zotique Ouest,
Avenue Mozart Est,
Rue Waverly,
Avenue de l'Esplanade,
Avenue Henri-Julien,
Rue Saint-Dominique,
Rue Marconi,
Avenue Louis-Hébert.</td><td>Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 du DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.</td></tr>
<tr><td colspan="2">RPP-ESP-2022-13ABCD
Avenue De Lorimier
De la rue des Carrières à la rue Bélanger</td><td>Occupation : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement entre les rues des Carrières et Bélanger dans une seule direction à la fois, lorsque possible, en plusieurs phases. Aucune entrave permise sur les rues transversales.
Horaire de travail : Lundi au vendredi 9 h 30 à 16 h. Samedi de 8 h à 19 h et dimanche de 10 h à 19 h</td></tr>
<tr><td colspan="2">RPP-ESP-2022-14
Rue d'Iberville
De l'avenue Elsdale à la rue Bélanger</td><td>Occupation : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement entre les rues Jean-Talon et Saint-Zotique dans une direction, lorsque possible, en deux (2) phases. Aucune entrave permise sur les rues transversales.
Horaire de travail : Lundi au vendredi 9 h 30 à 16 h. Samedi de 8 h à 19 h et dimanche de 10 h à 19 h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">RPP-ESP-2022-16
Boulevard Saint-Joseph Est
De l'avenue d'Orléans et le boulevard Pie-IX</td><td>Occupation :
Fermeture complète du côté sud en aménageant un contresens du côté nord avec maintien d'une (1) voie de circulation dans chaque direction entre les avenues Charlemagne et Jeanne-d'Arc.
Aucune entrave permise sur les rues transversales.
Horaire de travail : Lundi au vendredi 9 h 30 à 16 h. Samedi de 8 h à 19 h et dimanche de 10 h à 19 h.</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, les cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissements de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocalisation des zones de livraison, des zones pour personnes à mobilité réduite, des zones de débarcadère pour garderie ou école, des SRRR, des espaces de stationnement 60 minutes et des zones de taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes, lorsque requis; - L'Entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1; - L'Entrepreneur doit coordonner ses travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance via l'adresse courriel gestiondesreseaux@stm.info ; - L'Entrepreneur doit prévoir la coordination de ses travaux avec le SPVM, le SIM, BIXI, le circuit électrique pour les stations de recharge pour véhicules électriques, les commerces/institutions et les chantiers avoisinants selon les exigences de l'Annexe M1; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaires par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'informations générales pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaires doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 19 mai 2021

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2021-DAMP-1420
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous INFRASPEC RÉHABILITATION et LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **18 mai 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 460541

Date de publication : 2022-01-24
Date d'ouverture : 2022-02-24

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	9151-3010 QUÉBEC INC.
2	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
3	EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.
4	FORACTION INC.
5	K.F. CONSTRUCTION INC.
6	SAHO CONSTRUCTION INC
7	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
8	SERVICES INFRASPEC INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 460541
Unité administrative responsable : SIRR , Direction des infrastructures , Division de la conception des projets
Projet : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la Ville de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.
2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 16 642 470,42 $ (contrat: 14 865 246,97 $ + contingences: 1 486 524,70 $ + incidences: 290 698,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460541 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info_comptable_ GDD 11227231007_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste

Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-16

Francis PLOUFFE
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.010

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 16 642 470,42 $ (contrat: 14 865 246,97 $ + contingences: 1 486 524,70 $ + incidences: 290 698,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460541 - 3 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE227231007.pdf

Dossier # :1227231007

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE227231007

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 16 642 470,42 $ (contrat: 14 865 246,97 $ + contingences: 1 486 524,70 $ + incidences: 290 698,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460541 - (3 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231007

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 16 642 470,42 $ (contrat: 14 865 246,97 $ + contingences: 1 486 524,70 $ + incidences: 290 698,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460541 - (3 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 13 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce contrat prévoit le remplacement d'environ 820 branchements d'eau en plomb (RESEP) et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie. Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 30 jours. Parmi les 8 preneurs du cahier des charges, 3 ont déposé une soumission jugée conforme. Il est à noter que 2 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 7,5 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur les programmes de la Ville qui incluent le remplacement d'entrées en plomb et les

différents contrats donnés en ce sens par les unités d'affaires de la Ville. Les commissaires invitent à cet effet les services à bien détailler dans les sommaires décisionnels les liens entre les différents contrats pour la réalisation d'un même programme, et ce, afin de fournir une vision globale des travaux effectués.

Les explications du Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat : 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Charex inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de conduites d'eau secondaires, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 16 555 124,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 451310;

2. d'autoriser une dépense de 2 201 824,13 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 3 443 919,89 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'autoriser un budget de revenus de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur, pour une dépense équivalente qui est remboursable par Bell en vertu de l'entente jointe en annexe;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Charex inc.;

6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-24 16:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat : 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs états de dégradation structurale, les conduites d'eau secondaires (installées en 1954) de la rue Jarry est, entre la rue Garnier et l'avenue De Lorimier ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans la rue Jarry, la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit sa mission de planifier les activités de reconstruction sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier local

témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

En outre, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines, il est prévu d'ajuster la largeur de la rue et celle des trottoirs. Aussi, l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension profite de l'occasion pour procéder à l'ajout de saillies aux intersections.
De plus, la Direction de la mobilité (DM) a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Le présent dossier a été initié par la Direction des réseaux d'eau (DRE) pour des travaux de reconstruction de conduite d'eau auxquels sont intégrés des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs, de construction saillies, de reconstruction d'éclairage, de feux de circulation, de Bell Canada et actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Là où requis, des travaux de remplacement des entrées de service en plomb sont intégrés (directive S-DRE-SE-D-2021-03) et s’inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes.

La Direction des réseaux d'eau, ainsi que la Direction de la mobilité du SUM ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $, taxes incluses, qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb (1218126001);
CM 19 0332 - 26 mars 2019 - Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses - Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires (1187231082);

CM 16 0773 - 21 juin 2016 - Accorder un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d’égout, de conduite d’eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les rues Jarry et Saint-Dominique dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 13 052 160,71 $ (contrat: 11 052 000,00 $ et des incidences: 2 140 482,48 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223801 - 6

soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de la rue Jarry, pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 132 685,37 $ taxes incluses - fournisseur exclusif (1167231028).

DESCRIPTION

Les travaux auront lieu dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Les travaux de conduite d'eau et de voirie dans la rue Jarry est, entre la rue Garnier et l'avenue De Lorimier, sur une distance d'environ 800 mètres, consistent en:
- la reconstruction de ± 800 mètres de conduites d'eau secondaires de diamètre de 200 mm à 300 mm;
- la reconstruction de la chaussée (± 10 300 mètres carrés);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 3 900 mètres carrés);
- la reconstruction et mise aux normes des lampadaires et des fûts;
- la mise aux normes de feux de circulation;
- la mise aux normes des actifs de la CSEM en vue de l'enfouissement des services aériens;
- la mise aux normes de massifs de Bell Canada.

En effet, des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Jarry, de Garnier à De Lorimier, Travaux de Bell». Le montant total de ce sous-projet est de 356 709,94 $ taxes incluses et représente 2,15 % du prix du contrat. Ces travaux seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada assume 334 599,10 $ du coût de ses travaux, 25 583,33$ pour sa quote-part associé aux coûts de maintien de la mobilité et 36 018,24 $ pour des contingences, le tout totalisant 396 200,67$, taxes incluses.

Le projet se fera en deux phases:

- Lot 2022: de Garnier à Papineau (± 45 % du projet);
- Lot 2023: de Papineau à De Lorimier (± 55 % du projet).

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Les plans de localisation et les plans des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 2 201 824,13 $, taxes incluses, une moyenne pondérée de 13,30 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage, de signalisation et de chloration ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés, incluant les dépenses prévues pour la traçabilité de ces sols. Les dépenses incidentes couvrent aussi l'achat de matériaux pour l'éclairage et les feux. De plus, d'autres dépenses incidentes de conception, de surveillance des frais généraux ont

prévus pour répondre aux besoins de la CSEM.

Des incidences techniques et professionnelles sont aussi prévues pour les travaux de plantation d'arbres et de végétaux, pour les garanties et les travaux horticoles et arboricoles pour trois années et pour tous les éléments de mobilier urbain tel que (bancs, poubelles, supports à vélo, plaques odonymiques et la signalisation écrite…) requis au projet de réaménagement de la rue Jarry Est, entre les rues Garnier et De Lorimier. Le contrat de ces travaux, devant être octroyé par l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, sera géré à la Direction des travaux publics par une personne spécialisée et qualifiée à titre d'agent technique.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

Des bonis sont prévus dans les documents de l'appel d'offres. Un montant de 3 500,00 $ / jour est prévu jusqu'à un maximum de 15 jours pour chacun des deux lots pour un total de 105 000,00 $.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
CHAREX INC.	16 555 124,93 $	2 201 824,13 $	18 756 949,06 $
L.A. HEBERT LTÉE	16 867 149,60 $	2 243 323,27 $	19 110 472,87 $
ROXBORO EXCAVATION INC.	17 754 000,00 $	2 361 273,97 $	20 115 273,97 $
EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.	17 971 745,32 $	2 390 234,00 $	20 361 979,32 $
LOISELLE INC.	18 136 179,50 $	2 412 103,67 $	20 548 283,17 $
DUROKING CONSTRUCTION - (9200-2088 QUÉBEC INC.)	18 700 150,04 $	2 487 111,50 $	21 187 261,54 $
COJALAC INC.	19 495 247,77 $	2 592 859,14 $	22 088 106,91 $
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	20 610 000,00 $	2 741 120,68 $	23 351 120,68 $
Dernière estimation réalisée ($)	16 696 910,63 $	2 220 684,56 $	18 917 592,19 $
Écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(160 643,13 $)
Écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation (%)			-0,8%

((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	
Écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	353 523,81 $
Écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1,9%

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par une firme externe. Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres. Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de -0,8%, favorable à la Ville.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $.

La Ville procédera à l'évaluation du rendement de l'adjudicataire Charex inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 22 200 868,95 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Charex inc. pour un montant de 16 555 124,93 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 2 201 824,13 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 3 443 919,89 $ taxes incluses

Cette dépense de 22 200 866,76 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 20 120 633,02 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le coût net total de ce contrat est réparti comme suit:

- 20,94 % est payé par la DRE, pour un montant de 4 213 943,34 $;
- 45,94 % est payé par le SUM, pour un montant de 9 243 910,98 $;
- 31,32 % est payé par le CSEM pour un montant de 6 300 994,68 $;
- 1,80% est payé par Bell pour un montant de 361 784,02 $.

La répartition du coût net de ristournes sera assumée comme suit :

Portion Service de l'eau - Direction des réseaux d'eau

Un montant maximal de 4 162 836,98 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 21-011 Renouvellement d'actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout - CM21 0194.

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années :

	2022	2023	2024	Total
Projet 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout	1 873 $	2 290 $	0 $	4 163 $

Un montant maximal de 51 106,36 $ net de ristourne pour le remplacement des entrées de service en plomb du côté privé n'est pas subventionnable. Les coûts nets relatifs aux remplacement de branchements d'eau en plomb ou en acier galvanisé ayant été en contact avec le plomb sur le domaine privé seront facturés aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années :

	2022	2023	2024	Total
Projet 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées	23 $	28 $	0 $	51 $

Portion Service urbanisme et mobilité

Un montant maximal de 9 243 910,98 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt 15-019 Travaux réfection du réseau routier - CM15 0223 et le règlement d'emprunt 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel - CM19-0359.

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2022	2023	2024	Ultérieur	Total
59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel	3 933	5 238	0	0	9 171
55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel (PCPR artériel)	32	42	0	0	74
Total	**3 965**	**5 279**	**0**	**0**	**9 244**

Portion CSEM

Un montant de 6 300 994,68 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt 20-033 Conduits souterrains/enfouissement fils aériens - CM20 0538 et le règlement d'emprunt 19-052 Conversion réseau aérien conduits souterrains - CM19 1144.

Portion Bell Canada

La Ville de Montréal financera une partie des travaux de reconstruction d'infrastructures de Bell Canada pour ensuite facturer, en fin de projet, les coûts réels des travaux effectués. Le montant maximum prévu à cet effet est estimé à 396 200,67 $ taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), ce qui représente un montant de 361 784,02 $ net de ristournes.

Sur le plan budgétaire, cette dépense n'a aucune incidence sur le cadre financier de la ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 11 mai 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: 13 avril 2022
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2022
Fin des travaux : octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A

BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Nadine CHAMBERLAND, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Olivier BARTOUX, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 15 mars 2022
Nadine CHAMBERLAND, 14 mars 2022
Patrick RICCI, 14 mars 2022
Olivier BARTOUX, 11 mars 2022
Damien LE HENANFF, 11 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude LAVOIE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-10

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-24

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 451310 — No du GDD : 1227231004

Titre de l'appel d'offres : Travaux de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry E, de la rue Garnier à l'av. De Lorimier dans l'arr. de Villeray-St Michel-Parc-Ext.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 / 1 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 10 / 2 / 2022

Ouverture faite le : 10 / 2 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
25 / 1 / 2022	Ajout d'articles concernant le boni et les bouchons d'argile et modification du bordereau	150 000,00
27 / 1 / 2022	Ajustement dans le CCAS et modifications du bordereau	85 000,00
1 / 2 / 2022	Modifications de quantités du bordereau	25 000,00
3 / 2 / 2022	Tableau Questions-Réponses	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 22 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 36

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 11 / 5 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
CHAREX INC.	16 555 124,93
L.A. HEBERT LTÉE	16 867 149,60
ROXBORO EXCAVATION INC.	17 754 000,00
EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.	17 971 745,32
LOISELLE INC.	18 136 179,50
DUROCKING CONSTRUCTION (9200-2088 QUÉBEC INC)	18 700 150,04
COJALAC INC.	19 495 247,77
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	20 610 000,00

Estimation — **externe** — 16 696 910,63

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : (141 785,70) — **-0,8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : 312 024,67 — **1,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK
RBQ		x	AMP		x
RENA		x	Revenu Qc		x

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CHAREX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 16 555 124,93

Montant des contingences ($) : 13,3% — 2 201 824,13

Montant des incidences ($) : 3 443 919,89

Date prévue de début des travaux : 3 / 5 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 28 / 10 / 2023

5011650 (3-4015)
74 S - 62 D
Parc
72 S - 62 D
rue Louis-Hémon
Parc
rue Henri-Brien
rue Sagard
5011651 (3-1121)
72 S - 60 D
Bouchon
200 mm FG 1954
300 mm FG 1957
5011559 (3-1137)
74 S - 62 D
5 047 769
200 mm Fonte grise 1932
5011662 (3-1135)
68 S - 54 D
300 mm FG 1957
5 047 907
200 mm FG 1957
avenue des Érables
200 mm Fonte grise 1954
5011663 (3-1134)
70 S - 56 D
5 047 833
5011533 (3-1138)
70 S - 56 D
boulevard Crémazie E
autoroute 40
5 047 812
10004017 (3-1515)
74 S - 68 D
5 047 813
5 047 811
200 mm FG 1957
300 mm FG 1957
rue de Bordeaux
200 mm FG 1953
10006936 (3-1155)
0 S - 0 D
5011539 (3-1154)
68 S - 54 D
avenue De Lorimier
200 mm Fonte grise 1954
5011565 (3-1139)
70 S - 58 D
5011558 (3-3145)
42 S - 38 D
5 047 809
2100 mm BA 1979
11 044 228
200 mm FG 1954
5011538 (3-1192)
72 S - 62 D
rue Chabot
rue Jarry E
5011564 (3-1153)
68 S - 58 D
rue Tillemont
300 mm FG 1957
200 mm FG 1924
5 047 807
5 047 819
5 047 818
5011537 (3-1174)
72 S - 50 D
5011560 (3-1171)
70 S - 60 D
5011561 (3-1175)
76 S - 50 D
rue Cartier
200 mm FG 1954
200 mm FG 1953
Crémazie E
300 mm FG 1957
5 047 805
5 047 821
Zone de travaux
(Lot 2 - 2023)
10006937 (3-1156)
0 S - 0 D
11 044 230
5 047 806
10 032 804
5 047 719
5 047 804
5 047 822
5 047 845
5 047 844
5 047 853
200 mm Fonte grise 1948
200 mm Fonte grise 1924
avenue Papineau
200 mm Fonte grise 1956
200 mm Fonte grise 1957
5 047 801
5011541 (3-1170)
68 S - 54 D
5011543
(3-1157)
70 S - 58 D
Parc
Parc
5011573 (3-3266)
70 S - 64 D
5029266 (3-1558)
72 S - 64 D
rue Marquette
200 mm Fonte grise 1924
200 mm Fonte grise 1953
5 047 910
5 047 803
5 047 802
10003915 (3-1176)
70 S - 64 D
5011549 (3-1209)
68 S - 58 D
5011551 (3-1193)
64 S - 54 D
5 047 875
200 mm FG 1954
200 mm FG 1949
5 047 843
10003916
(3-1177)
68 S - 58 D
Saint-Grégoire-le-Grand
Parc SAINT-GRÉGOIRE-LE-GRAND
100 mm FD 2012
5011571 (3-1168)
64 S - 52 D
rue Fabre
200 mm Fonte grise 1952
5038798 (3-1191)
70 S - 56 D
5011552 (3-3330)
70 S - 62 D
5 047 879
300 mm FG 1950
200 mm Fonte grise 1957
5 047 863
10 032 809
Continuité - voir feuillet 1

ORIENTATION

Géographique
Boul. Saint-Laurent (Montréal)

NOTE(S):

1. La localisation des infrastructures montrées au plan est approximative.
2. L'échelle du plan est valide seulement pour un format d'impression Ledger (11"x17"). Les accessoires (regards, bouches à clé de vanne, chambres de vanne, poteaux d'incendie, etc.) sont schématiques et ne sont pas à l'échelle.
3. Les pressions statiques et dynamiques indiquées pour les poteaux d'incendie ne sont fournies qu'à titre indicatif.

LÉGENDE

- Poteau d'incendie
- Poteau d'incendie STM
- Poteau d'incendie privé
- Conduite d'eau secondaire
- Conduite d'eau principale
- Raccord (té, croix, réduit)
- Bouche à clé de vanne
- Chambre de vanne
- Vannes de fermeture à vérifier par l'arrondissement (réseau secondaire)
- Vannes de fermeture à vérifier par la DEP (réseau principal)
- Limite cadastrale
- Limite d'arrondissement
- Voie ferrée
- Hôpital
- Station de métro
- Station du REM
- Ligne du métro

ÉMISSION(S)

NO.	DATE	DESCRIPTION	PRÉP. PAR:
A	2021-10-26	Émis pour information	C.L.

INTERVENANTS:

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4

Agent technique:
M. Lecours

Ingénieur(e):
Claude Lavoie, ing.

ARRONDISSEMENT:
Villeray - Saint-Michel - Parc Extension

NOM DU PROJET:
Travaux de conduites d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier

TITRE DU PLAN:
Réseau d'eau existant, poteaux d'incendie et vannes de fermeture

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

ÉCHELLE: **aucune**

APPEL D'OFFRES:	N° DE PLAN:	FEUILLET:	RÉV.
451310	-	2 de 2	

Légende Éléments existants

Eau :
- Conduite d'eau
- Bouche à clé de vanne
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de glideur
- Regard d'eau
- Vanne entrée d'eau
- Poteau d'incendie

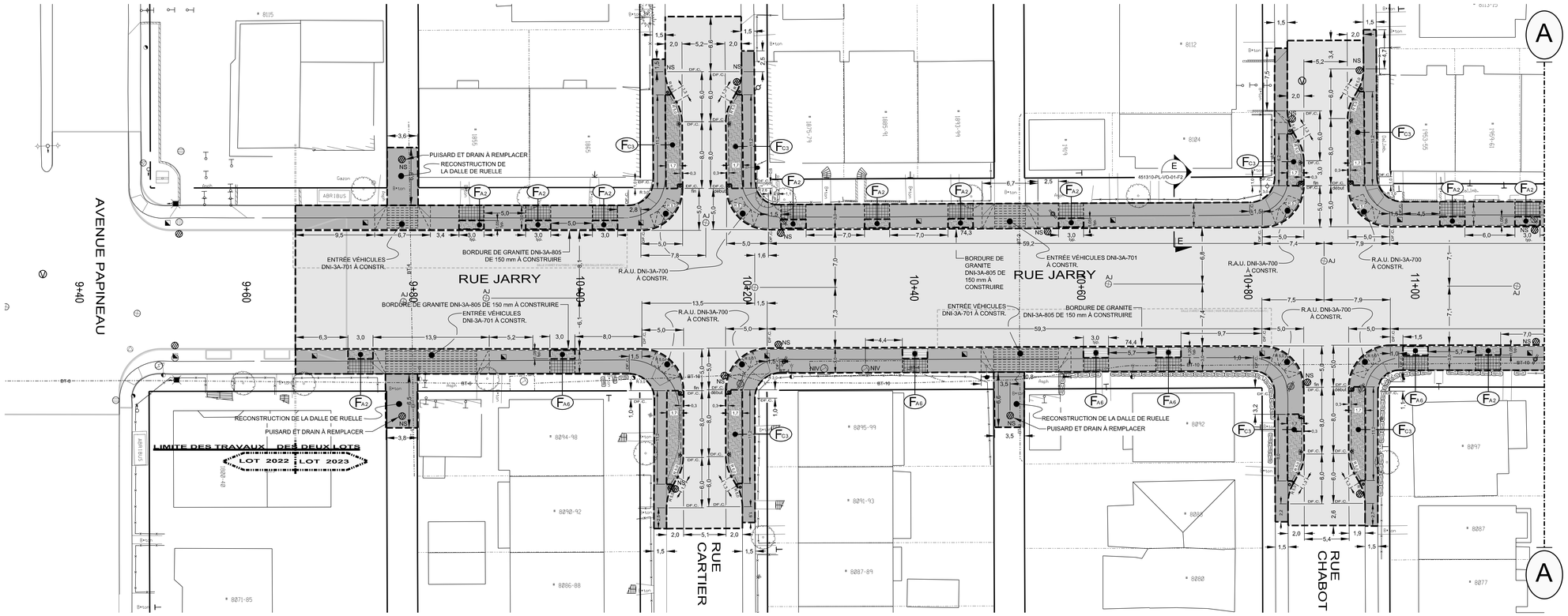
Égout :
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

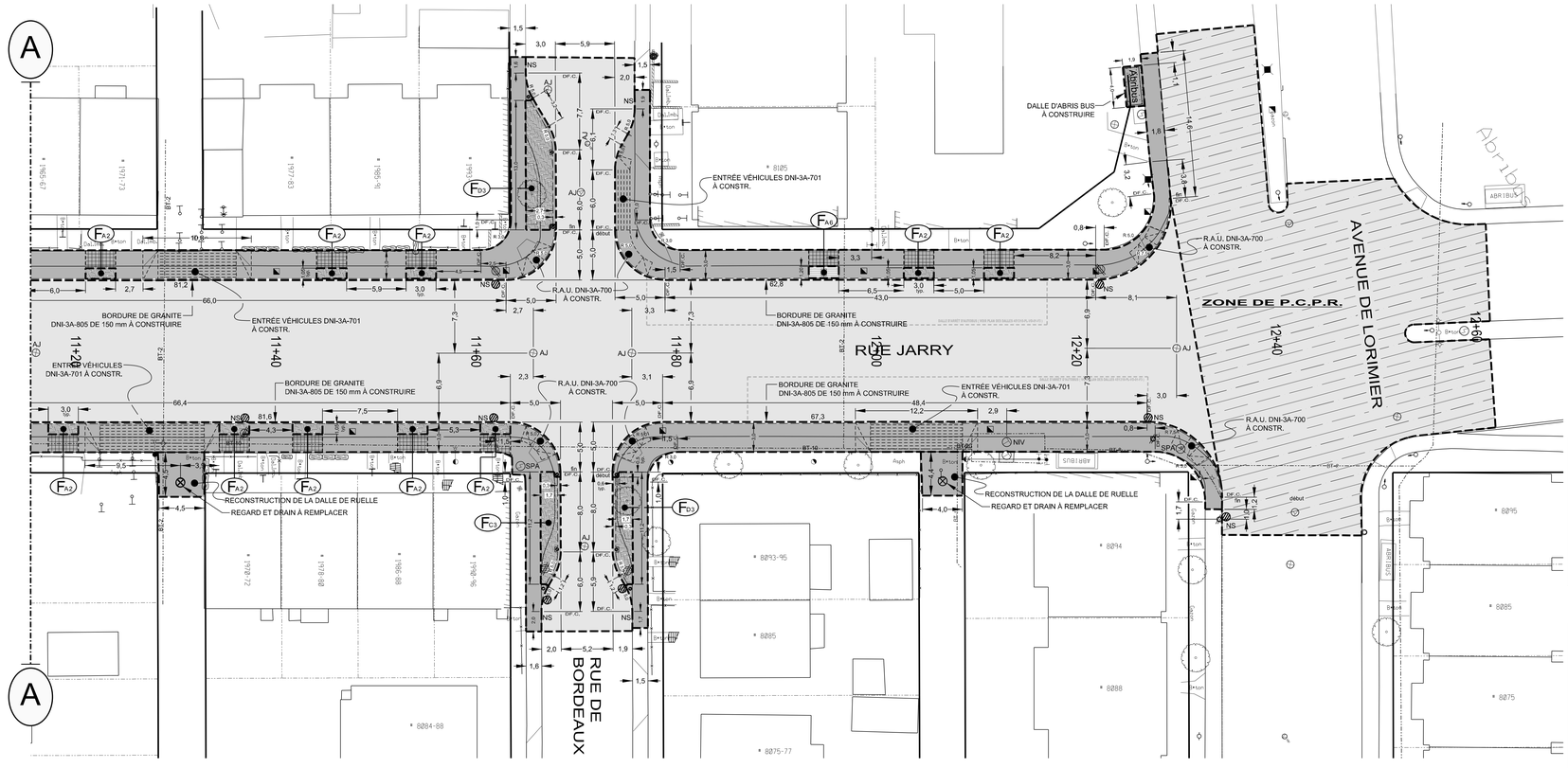
Utilites publiques :
- UP Bell
- UP Gaz
- UP Hydro-Québec
- UP CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban

Aménagement :
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Voie ferrée
- Haut et bas de talus
- Muret
- Boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

Légende Éléments ajoutés
- Nouveau puisard de rue
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Structure à enlever
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-fontaine
- Bouche à clé
- Bouche à clé de gaz
- Regard chambre de la CSEM
- Chambre d'aqueduc
- Regard chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
- Chambre de transformateur
- Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
- Sondage / forage
- DF.C. Début-Fin de courbe
- Symboles grossis pour plus de clarté.

Légende Esthétique
- Base à remplacer
- Base à construire
- Base existante
- Base à briser ou à enlever





LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :

- F_A - FOSSE D'ARBRE AVEC " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- F_{A2} - SIMPLE AVEC BORDURE DE GRANITE
- F_{A6} - SIMPLE AVEC BORDURE DE GRANITE ET GRILLE D'ARBRE
- F_C - FOSSE D'ARBRE SANS " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- F_{C3} - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE
- F_D - FOSSE D'ARBRE AVEC " ARBRE EXISTANT " (UNITÉ)
- F_{D3} - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE

Technique (s) :

RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE FLEXIBLE : RUE JARRY

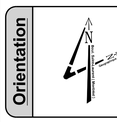
-Préparation des sols d'Infrastructure;
-Géotextile de renforcement, là où requis;
-Fondation inférieure en matériaux recyclés de types MR-1 ou MR-2 de 500 mm d'épaisseur posée en deux (2) couches de 250 mm d'épaisseur;
-Fondation supérieure en pierre concassée de type MG-20 de 200 mm d'épaisseur;
-Pose d'une couche de base d'enrobé bitumineux de type GB-20, 2B, 2, PG 64E-28T, d'une épaisseur de 90 mm ;
-Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) au taux résiduel de 0,2 l/m² ;
-Pose d'une couche intermédiaire d'enrobé bitumineux de type ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28T, d'une épaisseur de 65 mm ;
-Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) au taux résiduel de 0,2 l/m² ;
-Pose d'une couche de surface d'enrobé bitumineux de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28T ,Jnr3,2 ≤ 0,15 kPa-1), d'une épaisseur de 60 mm.

Technique (s) :

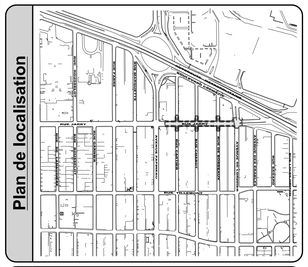
PLANAGE ET REVETEMENT INTERSECTION DE LORIMIER:

-Planage de chaussée sur une d'épaisseur moyenne de 65mm (ou jusqu'à la dalle de béton);
-Réparation de défauts ponctuels;
-Balayage de la surface de façon à enlever les résidus et les excès de poussière;
-Pose d'un liant d'accrochage (CSS-1h) au taux résiduel de 0,3 L/m²;
-Pose d'une couche de surface de 65 mm d'épaisseur en enrobés bitumineux de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28T Jnrs0,15 kPa-1

Orientation



Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	No. Fichier : 120412-1.dgn et 120412-2.dgn Plan et profil officiel de la rue Jarry Est
Plan EGA:	-
Plan BC:	451310-PL-BC-01
Plan géométrie:	11241-02 03 GE-01

Légende

- NS — Nouvelle structure
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- AJ — Ajustement de cadre ajustable
- CTR — Cadre et tampon à remplacer
- CGR — Cadre et grille à remplacer
- BCR — Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
- SCR — Section de cheminée à remplacer
- SPR — Section de puisard à remplacer
- SPA — Section de cheminée de puits d'accès à remplacer
- CRG — Couvercle de repère géodésique à niveler
- AR — Anneau de rehaussement en fonte
- RAU — Rampe d'accès universel
- BCG — Bouche à clé de borne d'essai de gaz à niveler
- CONT. — À contourner
- PR — Puisard à remplacer
- *REP. — À réparer

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2021 / 12 / 16	Émis pour appel d'offre (Lot 2023)	Malek Youcef

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

			Visa
Élaboré par:	Aké RAHEM, Sylvin BEKOU, ag. tech.	(RELEVÉ TERRAIN) 2020 / 09 / 22	
	Patrick COLLAS, dess.	(MISE EN PLAN) 2021 / 06 / 10	
	Aké RAHEM, ag. tech.	2021 / 06 / 10	

Préparé par: Malek YOUCEF, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
Malek Youcef
Original signé le: 2021-12-16

Projet:

Rue Jarry
De la rue Garnier à l'avenue De Papineau

Arrondissement(s): **VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION**

Nature des travaux:
Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec)

Titre du plan:
(Lot 2023)
Réaménagement géométrique, construction de trottoirs, de saillies, de fosses de plantations et de bordures de granite, là où requis

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200 (0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres))

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
451310	PL-VO-01	1 / 3	000	-

Légende Éléments existants

Eau :
- Conduite d'eau
- Bouche à clé de vanne
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de glaceur
- Regard d'eau
- Vanne entrée d'eau
- Poteau d'incendie

Égout :
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

Utilités publiques :
- UP Bell
- UP Gaz
- UP Hydro-Québec
- UP CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban

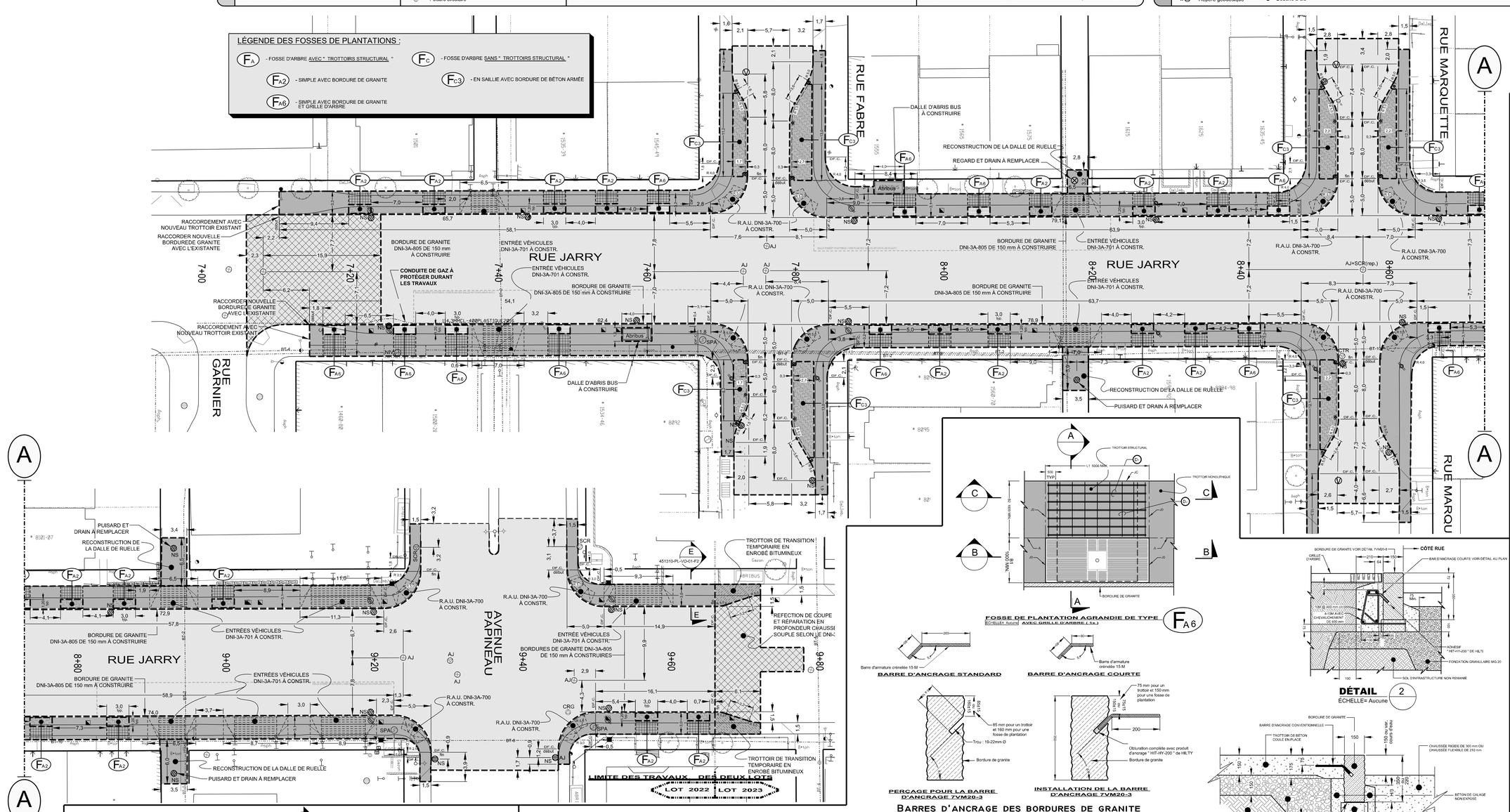
Aménagement :
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Voie ferrée
- Haut et bas de talus
- Muret
- Boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

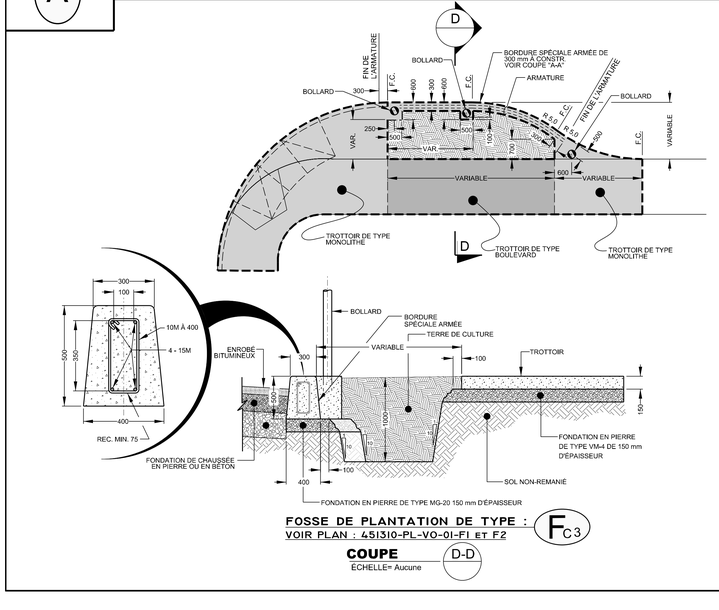
Légende Éléments ajoutés
- Nouveau puisard de rue
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Structure à enlever
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-fontaine
- Bouche à clé
- Bouche à clé de gaz
- Regard chambre de la CSEM
- Chambre d'aqueduc
- Regard chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
- Chambre de transformateur
- Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
- Sondage / forage
- DF.C. Début-Fin de courbe
- Symboles grossis pour plus de clarté.

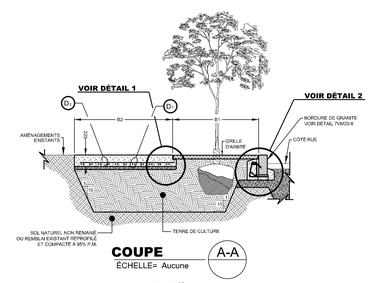
Légende Échelle
- Base à remplacer
- Base à construire
- Base existante
- Base à briser ou à enlever

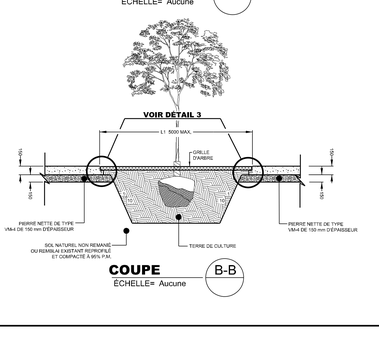
LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :

- F_A - FOSSE D'ARBRE AVEC " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- F_C - FOSSE D'ARBRE SANS " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- F_{A2} - SIMPLE AVEC BORDURE DE GRANITE
- F_{C3} - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE
- F_{A6} - SIMPLE AVEC BORDURE DE GRANITE ET GRILLE D'ARBRE







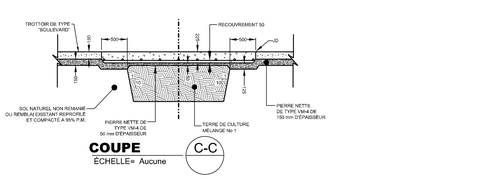


BARRES D'ANCRAGE DES BORDURES DE GRANITE

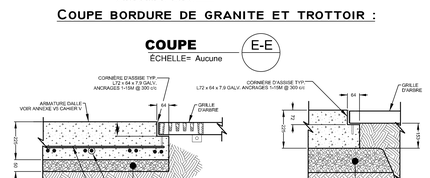
NOTES:
- TOUT L'ACIER D'ARMATURE DOIT ÊTRE GALVANISÉ AU TAUX DE 600g/m² CONFORMÉMENT À LA NORME CSA G164.
- BÉTON : 35 MPa, CLASSE C-2, FASCICULE 3VM-101
- JL = JOINT LONGITUDINAL MV 251
- JE = JOINT D'EXPANSION MV 251
- JC = JOINT DE CONTRACTION MV 251

JD : JOINT DE DILATATION
JL : JOINT GOUJONNÉ LONGITUDINAL

LONGUEUR DE LA DALLE L1 (mm)	TYPE D'ARMATURES (Fy = 400 MPa)	
	D_1	D_2
3800 < L1 ≤ 5000	2 X 15M @ 100	15M @ 300
3200 < L1 ≤ 3800	2 X 15M @ 150	15M @ 300
2400 < L1 ≤ 3200	15M @100	15M @ 300



COUPE BORDURE DE GRANITE ET TROTTOIR :



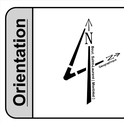
Technique (s) :

PLANAGE ET REVETEMENT INTERSECTION GARNIER:
- Planage de chaussée sur une d'épaisseur moyenne de 60mm;
- Balayage de la surface de façon à enlever les résidus et les excès de poussière;
- Pose d'un liant d'accrochage (CSS-1h) au taux résiduel de 0,3 L/m²;
- Pose d'une couche de surface de 60 mm d'épaisseur en enrobés bitumineux de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28T Jvrs0,15 kPa-1

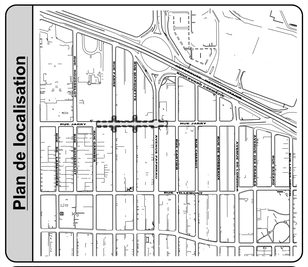
Technique (s) :

RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE FLEXIBLE : RUE JARRY
- Préparation des sols d'infrastructure;
- Géotextile de renforcement, là où requis;
- Fondation inférieure en matériaux recyclés de types MR-1 ou MR-2 de 500 mm d'épaisseur posée en deux (2) couches de 250 mm d'épaisseur;
- Fondation supérieure en pierre concassée de type MG-20 de 200 mm d'épaisseur;
- Pose d'une couche de base d'enrobé bitumineux de type GB-20, 2B, 2, PG 64E-28T, d'une épaisseur de 90 mm ;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) au taux résiduel de 0,2 l/m² ;
- Pose d'une couche intermédiaire d'enrobé bitumineux de type ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28T, d'une épaisseur de 65 mm ;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) au taux résiduel de 0,2 l/m² ;
- Pose d'une couche de surface d'enrobé bitumineux de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28T (Jvr3,2 à 0,15 kPa-1), d'une épaisseur de 60 mm.

Orientation



Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	No. Fichier : 120412-1.dgn et 120412-2.dgn Plan et profil officiel de la rue Jarry Est
Plan EGA:	-
Plan BC:	451310-PL-BC-01
Plan géométrie:	11241-02 03 GE-01

Légende

NS	Nouvelle structure
	Conduite ou structure à enlever
	Conduite ou structure à abandonner
AJ	Ajustement de cadre ajustable
CTR	Cadre et tampon à remplacer
CGR	Cadre et grille à remplacer
BCR	Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
SCR	Section de cheminée à remplacer
SPR	Section de puisard à remplacer
SPA	Section de cheminée de puits d'accès à remplacer
CRG	Couvercle de repère géodésique à niveler
AR	Anneau de rehaussement en fonte
RAU	Rampe d'accès universel
BCG	Bouche à clé de borne d'essai de gaz à niveler
CONT.	À contourner
PR	Puisard à remplacer
+REP.	À réparer

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2021 / 12 / 16	Émis pour appel d'offre (Lot 2022)	Malek Youcef

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Visés

Élaboré par:
Aklil RAHEM, Sylvin BEKOU, ag. tech. (RELEVÉ TERRAIN) 2020 / 09 / 22
Patrick COLLAS, dess. (MISE EN PLAN) 2021 / 06 / 10
Aklil RAHEM, ag. tech. 2021 / 06 / 10

Préparé par:
Malek YOUCEF, Ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
Malek Youcef 30080
Original signé le 2021-12-16

Projet:

Rue Jarry
De la rue Garnier à l'avenue De Papineau

Arrondissement(s): VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

Nature des travaux:

Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec).

Titre du plan:

(Lot 2022)

Réaménagement géométrique, construction de trottoirs, de saillies, de fosses de plantations et de bordures de granite, là où requis.

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
451310	PL-VO-01	1 / 2	000	-

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension				
GDD	**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**	
1227231004	451310	Villeray St-Michel Parc Extension	2022-02-11	3003 - Infra.réseau routier-Infra	
Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**	**Type de rue [3]**	
rue 1	Jarry	Garnier	Lorimier	Artérielle	

Récapitulatif

GDD **1227231004**

Type de montant	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	% Contingences du contrat
1.Travaux	14 398 891,00 $	16 555 124,93 $	14 932 553,30 $	
2.Contingences	1 915 046,00 $	2 201 824,13 $	1 983 568,85 $	13,30%
3.Incidences	3 104 206,00 $	3 443 919,89 $	3 204 510,87 $	
Total général	**19 418 143,00 $**	**22 200 868,95 $**	**20 120 633,02 $**	

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

GDD **1227231004**

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

											Taux de la Ville		Taux CSÉM		
											Taxes	Net	Taxes	Net	
											1,14975	1,049875	1,14975	1,008479	
Sous-projet incidences #1	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #1**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**
2159070128	**187759**	**Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences prof. techn. et achat Chaussée souple**	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite	59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	1.1	Conception, surveillance interne par CSEM et frais généraux payé par Ville (Non taxable)	Non	Pro	**36 859,48 $**	36 859,48 $	**36 859,48 $**	1 347 746,19 $	1 540 307,72 $	1 411 879,79 $
					1.2	Surveillance environnementale par firme externe gérée par CSEM payé par Ville	Ville	Pro	**8 828,67 $**	10 150,76 $	**9 269,00 $**			
					1.3	Laboratoire CSEM (sols contaminés) payé par Ville	Ville	Pro	**1 047,17 $**	1 203,99 $	**1 099,40 $**			
					1.4	Laboratoire CSEM (contrôle qualitatif) payé par Ville	Ville	Pro	**837,74 $**	963,19 $	**879,52 $**			
					1.5	Surveillance environnementale par firme externe gérée par CSEM payé par Ville	Ville	Pro	**2 094,35 $**	2 407,98 $	**2 198,81 $**			
				Concession	1.6	Autres dépenses d'incidences de la CSEM payées par Ville	Ville	Tech	**209,43 $**	240,80 $	**219,88 $**			
				MELCC-Traçabilité des sols CSEM	1.7	Autres dépenses d'incidences de la CSEM payées par Ville	Ville	Tech	**837,74 $**	963,19 $	**879,52 $**			
					1.8	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers) et frais de gestion	Ville	Tech	100 000,00 $	114 975,00 $	104 987,50 $			
					1.9	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	100 000,00 $	114 975,00 $	104 987,50 $			
					1.10	Mobilier urbain - Installation firme externe	Ville	Tech	600 000,00 $	689 850,00 $	629 925,00 $			
					1.11	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	441 031,60 $	507 076,08 $	463 028,05 $			
					1.12	Marquage et signalisation par firme externe	Ville	Tech	21 000,00 $	24 144,75 $	22 047,38 $			
					1.13	Mobilier urbain - Installation firme externe	Ville	Tech	10 000,00 $	11 497,50 $	10 498,75 $			
					1.14	Feux de circulation - Achat interne	Non	Achat	25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $			
Sous-projet incidences #2	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #2**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**
1956126903	**179579**	**Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences prof. reconst. aqueduc sec.**	4905 - Eau,Dir. Reseaux D'Eau	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	2.1	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers) et frais de gestion	Ville	Tech	70 000,00 $	80 482,50 $	73 491,25 $	599 220,00 $	688 953,20 $	629 106,10 $
					2.2	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	77 000,00 $	88 530,75 $	80 840,38 $			
					2.3	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	197 220,00 $	226 753,70 $	207 056,35 $			
					2.4	Marquage et signalisation par firme externe	Ville	Tech	0,00 $	0,00 $	0,00 $			
					2.5	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $			
					2.6	Divers - services professionnels par firme externe	Ville	Pro	250 000,00 $	287 437,50 $	262 468,75 $			
Sous-projet incidences #3	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #3**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**

2269163901	190172	Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - modification et amélioration payé par CSEM	12 - Commission Des Services Electriques	69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains - Corpo - Protection	3.1	CSEM -Conception, surveillance interne par CSEM et frais généraux payé par CSEM (Non taxable)	Non	Pro	**765 040,45 $**	765 040,45 $	**765 040,45 $**	765 040,45 $	765 040,45 $	765 040,45 $
Sous-projet incidences #4	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #4**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**
2269163902	190173	Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences serv. prof. et techn. externes CSEM - payé par CSEM	12 - Commission Des Services Electriques	69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains - Corpo - Protection	4.1	CSEM - Surveillance firme externe gérée et payé par CSEM	CSEM	Pro	**197 624,54 $**	227 218,82 $	**199 300,15 $**	310 138,42 $	356 581,65 $	312 768,01 $
					4.2	CSEM - Laboratoire CSEM (sols contaminés) payé par CSEM	CSEM	Pro	**23 440,39 $**	26 950,59 $	**23 639,14 $**			
					4.3	CSEM - Laboratoire CSEM (contrôle qualitatif) payé par CSEM	CSEM	Pro	**18 752,31 $**	21 560,47 $	**18 911,31 $**			
					4.4	CSEM - Surveillance environnementale par firme externe gérée et payé par CSEM	CSEM	Pro	**46 880,78 $**	53 901,18 $	**47 278,27 $**			
				Concession	4.4	CSEM - Autres dépenses d'incidences de la CSEM payées par CSEM	CSEM	Tech	**4 688,08 $**	5 390,12 $	**4 727,83 $**			
				MELCC-Traçabilité des sols CSEM	4.5	CSEM - Autres dépenses d'incidences de la CSEM payées par CSEM	CSEM	Tech	**18 752,31 $**	21 560,47 $	**18 911,31 $**			
Sous-projet incidences #5	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #5**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**
2155856029	188991	Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences prof. techn. et achat Chaussée réhab	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite	55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel - Corpo - Protection	5.1	Feux de circulation temporaires et/ou permanents - installation et programmation par firme externe	Ville	Tech	70 000,00 $	80 482,50 $	73 491,25 $	70 000,00 $	80 482,50 $	73 491,25 $
Sous-projet incidences #6	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #6**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**
2169163903	188331	Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - conversion et enfouissement payé par CSEM	12 - Commission Des Services Electriques	69900 - Conversion - Enfouissement des fils - Corpo - Protection	6.1	CSEM -Conception, surveillance interne par CSEM et frais généraux payé par CSEM (Non taxable)	Non	Pro	**8 765,92 $**	8 765,92 $	**8 765,92 $**	8 765,92 $	8 765,92 $	8 765,92 $
Sous-projet incidences #7	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #7**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**
2169163901	188329	Jarry, de Garnier à Lorimier - Incidences serv. prof. et techn. externes CSEM - payé par CSEM	12 - Commission Des Services Electriques	69900 - Conversion - Enfouissement des fils - Corpo - Protection	7.1	CSEM - Surveillance firme externe gérée et payé par CSEM	CSEM	Pro	**2 099,63 $**	2 414,05 $	**2 204,35 $**	3 295,02 $	3 788,45 $	3 459,36 $
					7.2	CSEM - Laboratoire CSEM (sols contaminés) payé par CSEM	CSEM	Pro	**249,04 $**	286,33 $	**261,46 $**			
					7.3	CSEM - Laboratoire CSEM (contrôle qualitatif) payé par CSEM	CSEM	Pro	**199,23 $**	229,07 $	**209,17 $**			
					7.4	CSEM - Surveillance environnementale par firme externe gérée et payé par CSEM	CSEM	Pro	**498,08 $**	572,67 $	**522,92 $**			
				Concession	7.5	CSEM - Autres dépenses d'incidences de la CSEM payées par CSEM	CSEM	Tech	**49,81 $**	57,26 $	**52,29 $**			
				MELCC-Traçabilité des sols CSEM	7.6	CSEM - Autres dépenses d'incidences de la CSEM payées par CSEM	CSEM	Tech	**199,23 $**	229,07 $	**209,17 $**			

Répartition des coûts par payeur

GDD **1227231004**

Requérant	Type de montant	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
12 - Commission Des Services Electriques	1.Travaux	4 505 647,11 $	5 180 367,76 $	4 545 883,87 $
	2.Contingences	659 190,04 $	757 903,74 $	665 077,07 $
	3.Incidences	1 087 239,81 $	1 134 176,47 $	1 090 033,74 $
Total pour 12 - Commission Des Services Electriques		6 252 076,96 $	7 072 447,98 $	6 300 994,68 $
4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite	1.Travaux	6 860 350,18 $	7 887 687,62 $	7 202 510,14 $
	2.Contingences	874 212,47 $	1 005 125,78 $	917 813,81 $
	3.Incidences	1 417 746,19 $	1 620 790,22 $	1 485 371,04 $
Total pour 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite		9 152 308,83 $	10 513 603,62 $	9 605 695,00 $
4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau	1.Travaux	3 032 893,71 $	3 487 069,55 $	3 184 159,29 $
	2.Contingences	381 643,49 $	438 794,60 $	400 677,96 $
	3.Incidences	599 220,00 $	688 953,20 $	629 106,10 $
Total pour 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau		4 013 757,21 $	4 614 817,35 $	4 213 943,35 $
Total général		**19 418 143,00 $**	**22 200 868,95 $**	**20 120 633,02 $**

BUDGET REQUIS - MONTANTS ARRONDIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

GDD **1227231004**

Compétence	Requérant	Règlement d'emprunt	Projet Investi payeur	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022 (arrondi 1000$)	Budget requis 2023 (arrondi 1000$)	Budget requis 2024 (arrondi 1000$)	Budget requis Ultérieur (arrondi 1000$)	Budget requis Total (arrondi 1000$)
Corpo	12 - Commission Des Services Ele	19-052 Conversion réseau aérien conduits souterrains CM19	69900 - Conversion - Enfouissement des fils - Corpo - Protection	71 379,61 $	33,00 $	39,00 $	0,00 $	0,00 $	71,00 $
		Total pour 19-052 Conversion réseau aérien conduits souterrains CM19 1144		71 379,61 $	33,00 $	39,00 $	0,00 $	0,00 $	71,00 $
		20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538	69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains - Corpo - Protection	6 229 615,08 $	2 866,00 $	3 364,00 $	0,00 $	0,00 $	6 230,00 $
		Total pour 20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538		6 229 615,08 $	2 866,00 $	3 364,00 $	0,00 $	0,00 $	6 230,00 $
	Total pour 12 - Commission Des Services Electriques			**6 300 994,68 $**	**2 899,00 $**	**3 403,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**6 301,00 $**
	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. M	15-019 Travaux réfection du réseau routier CM15 0223	55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel - Corpo - Protection	73 491,25 $	32,00 $	42,00 $	0,00 $	0,00 $	73,00 $
		Total pour 15-019 Travaux réfection du réseau routier CM15 0223		73 491,25 $	32,00 $	42,00 $	0,00 $	0,00 $	73,00 $
		19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel	59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	9 170 419,73 $	3 932,00 $	5 238,00 $	0,00 $	0,00 $	9 170,00 $
		Total pour 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359		9 170 419,73 $	3 932,00 $	5 238,00 $	0,00 $	0,00 $	9 170,00 $
		Revenu/Dépense Bell	59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	361 784,02 $	362,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	362,00 $
		Total pour Revenu/Dépense Bell		361 784,02 $	362,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	362,00 $
	Total pour 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite			9 605 695,00 $	4 326,00 $	5 280,00 $	0,00 $	0,00 $	9 605,00 $
	4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau	21-011_Renouv. actifs réseaux second.d'aqua.et.égou. CM21	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	4 162 836,98 $	1 873,00 $	2 290,00 $	0,00 $	0,00 $	4 163,00 $
		Total pour 21-011_Renouv. actifs réseaux second.d'aqua.et.égou. CM21 0194		4 162 836,98 $	1 873,00 $	2 290,00 $	0,00 $	0,00 $	4 163,00 $
		Remplacement de la portion privée des entrées de service en	18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées - Corpo - Protection	**51 106,36 $**	**23,00 $**	**28,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**51,00 $**
		Total pour Remplacement de la portion privée des entrées de service en plomb		51 106,36 $	23,00 $	28,00 $	0,00 $	0,00 $	51,00 $
	Total pour 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau			4 213 943,35 $	1 896,00 $	2 318,00 $	0,00 $	0,00 $	4 214,00 $
Total pour Corpo				20 120 633,02 $	9 121,00 $	11 001,00 $	0,00 $	0,00 $	20 120,00 $
Total général				**20 120 633,02 $**	**9 121,00 $**	**11 001,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**20 120,00 $**

Montréal

SOUMISSION 451310 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier	Les travaux sont répartis en 6 phases et une phase préparatoire. **Délai** : Lot 2022, 185 jours Lot 2023, 185 jours **PHASE 1 :** Travaux de conduites d'eau, de trottoirs, de la CSEM, d'éclairage et de feux de circulation sur le côté Nord de la rue Jarry entre la rue Garnier et l'avenue Papineau **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 20h, samedi et dimanche 9h à 17h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la direction Est sur la rue Jarry entre les avenues Christophe-Colomb et Papineau avec maintien de la circulation locale; - Maintenir deux (2) voies de circulation en direction Ouest sur la rue Jarry en contresens à la hauteur des travaux; - Entraver partiellement la direction sud de l'avenue Papineau avec maintien de deux (2) voies de circulation; - Fermer complètement les rues Fabre et Marquette entre la Jarry et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale. **PHASE 2 :** Travaux de conduites d'eau, de voirie, de la CSEM, d'éclairage et de feux de circulation sur le côté Sud de la rue Jarry, incluant la reconstruction de la chaussée sur cette rue, entre la rue Garnier et l'avenue Papineau **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 20h, samedi et dimanche 9h à 17h – Vacances scolaires. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Jarry entre les avenues ChristopheColomb et Papineau, avec maintien de la circulation locale; - Fermer complètement l'avenue Papineau, une direction à la fois, entre la rue Jean-Talon et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale; - Fermer complètement les rues Fabre et Marquette entre la rue Tillemont et la rue Jarry et entre la Jarry et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale. **PHASE 3 :** Travaux de pavage final sur la rue Jarry entre la rue Garnier et l'avenue Papineau **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 20h, samedi et dimanche 9h à 17h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Jarry entre les avenues ChristopheColomb et Papineau, avec maintien de la circulation locale; - Fermer complètement l'avenue Papineau entre la rue Jean-Talon et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale; - Fermer complètement les rues Fabre et Marquette entre la rue Tillemont et la rue Jarry et entre la Jarry et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale. **PHASE 4 :** Travaux de conduites d'eau, de trottoirs, de la CSEM, d'éclairage et de feux de circulation sur le côté Nord de la rue Jarry entre l'avenue Papineau et l'avenue De Lorimier **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 20h, samedi et dimanche 9h à 17h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer la direction Est sur la rue Jarry entre les avenues Papineau et De Lorimier, avec maintien

	de la circulation locale; - Maintenir deux (2) voies de circulation en direction Ouest sur la rue Jarry en contresens à la hauteur des travaux; - Entraver partiellement la direction sud de l'avenue De Lorimier entre la rue Tillemont et le boulevard Crémazie avec maintien de deux (2) voies de circulation; - Fermer complètement les rues Cartier, Chabot et De Bordeaux entre la rue Jarry et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale. **PHASE 5 :** Travaux de conduites d'eau, de voirie, de la CSEM, d'éclairage et de feux de circulation sur le côté Sud de la rue Jarry entre l'avenue Papineau et l'avenue De Lorimier **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 20h, samedi et dimanche 9h à 17h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Jarry entre les avenues ChristopheColomb et Papineau, avec maintien de la circulation locale; - Fermer complètement la direction sud de l'avenue De Lorimier entre la rue Jarry et le boulevard Crémazie; - Fermer complètement les rues Cartier, Chabot et De Bordeaux entre la rue Tillemont et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale. **PHASE 6 :** Travaux de planage de l'intersection De Lorimier/Jarry et de pavage final sur la rue Jarry entre l'avenue Papineau et l'avenue De Lorimier. **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 20h, samedi et dimanche 9h à 17h, excepté à l'intersection De Lorimier/Jarry (Lundi au vendredi 9h30 à 16h, samedi et dimanche 9h à 17h) **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue De Lorimier, une direction à la fois, entre la rue Jean-Talon et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale entre Jean-Talon et Jarry; - Fermer complètement la rue Jarry entre les avenues Papineau et Crémazie, avec maintien de la circulation locale; - Fermer complètement les rues Cartier, Chabot et De Bordeaux entre la rue Tillemont et le boulevard Crémazie avec maintien de la circulation locale. **PHASE 7 :** Travaux d'installation de mobilier d'éclairage et/ou de feux de circulation. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30-15h30, samedi et dimanche 9h à 17h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Entraver partiellement la rue Jarry, une direction à la fois, entre la rue Garnier et l'avenue de Lorimier avec maintien de deux (2) voies de circulation dans chaque direction; - Entraver partiellement l'av. De Lorimier, dir. Sud avec maintien de deux (2) voies de circulation dans chaque direction.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installation des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des

	heures de travail, si requis; - Maintien de la mobilité, de l'accessibilité universelle et de la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintien/aménagement et sécurisation des passages piétonniers, cyclistes et des accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - Protection des excavations par des glissières de sécurité en béton, lorsque requis; - Nettoyage et contrôle de la poussière aux abords du chantier; - Installation des chemins de détour par l'Entrepreneur lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction et installation de PMVM. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M).

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan (7e étage)
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 25 février 2022

Monsieur Fréderic Boucher
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600, rue Jean-Talon Est, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A9

Objet : **Travaux de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans l'avenue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension**

Soumission : 451310

Monsieur,

Dans le cadre des travaux de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans l'avenue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, Bell Canada a décidé de faire des interventions sur leurs actifs.

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : CHAREX INC.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Construction NRC.

Le montant des travaux payé par Bell est évalué à **396 200,66 $ (taxes incluses)**. Ce montant correspond à 268 059,00 $ (contingences et taxes incluses), soit l'estimation de Bell plus une majoration de 15 % auquel s'ajoute une quote-part pour les coûts associés aux items communs et aux coûts associés au maintien de la mobilité. À cet effet, vous trouverez, annexé à la présente, un tableau de calcul de la répartition des coûts, le bordereau du sous-projet associé aux travaux de Bell soumis par l'adjudicataire recommandé, de même que le bordereau des items communs et des travaux de reconstruction.

...2

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. L'Entrepreneur sera payé entièrement par la Ville et Bell Canada sera facturée par la Ville selon la portion à sa charge.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Claude Lavoie, ing., chargé de projet au 438-350-8794.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 4 mars 2022 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin

Signature numérique de Yvan Péloquin
Date : 2022.02.25 13:27:18 -05'00'

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet.

J'ai signé le 7 Mars 2022, à Montréal.

Frédéric Boucher, Ing.
Gest. Principal – Réseau, Bell Canada

p. j. Bordereau de soumission du projet incluant de la portion du projet de Bell Canada de la soumission de même que le bordereau des items communs et des travaux de reconstruction ainsi que les documents relatifs au sous-traitant accrédité par Bell Canada Tableau de calcul de la répartition des coûts de Bell

c. c. M. Claude Lavoie, chargé de projet, conception des travaux

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 12 juin 2020

CHAREX INC.
A/S MONSIEUR STÉPHANE CHARETTE
17755, RUE LAPOINTE
MIRABEL (QC) J7J 0W7

N° de décision : 2020-DAMP-1537
N° de client : 2700015391

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CHAREX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **11 juin 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 451310

Date de publication : 1/10/2022
Date d'ouverture : 2/10/2022

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	GERMAIN CONSTRUCTION INC.
2	GROUPE THERMO-LITE INC.
3	L.A. HEBERT LTÉE
4	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
5	LE GROUPE LML LTÉE
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LOISELLE INC.
8	NÉOLECT INC.
9	ORANGE TRAFIC INC.
10	ROXBORO EXCAVATION INC.
11	SYSTEMES URBAINS INC.
12	9129-2201 QUÉBEC INC.
13	9200-2088 QUÉBEC INC.
14	BORDURES POLYCOR INC.
15	CHAREX INC.
16	COJALAC INC.
17	CONSTRUCTION N.R.C. INC.
18	DE SOUSA
19	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
20	ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.
21	EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.
22	CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231004
Unité administrative responsable : SIRR , Direction des infrastructures , Division de la conception des projets
Projet : 451310 - Travaux de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans l'avenue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 2 : Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaire et de qualité**, et une **réponse de proximité** de leurs besoins.
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :

1. Garantir l’accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.

2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

3. Favoriser le transfert modal de l’auto vers les transports actifs par des aménagements efficaces et confortables.

4. Ajouter des éléments de verdure tout en déminéralisant.

5. Créer des milieux de vie à même l’emprise publiques.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1227231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat : 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1639 Intervention et répartition des coûts GDD1227231004 (002).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-18

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat : 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1227231004_SUM.xlsx

Info_comptable_GDD 1227231004_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

Co-auteur:
Mahamadou Tirera
Agent comptable analyste

Francis Plouffe
Agent de gestion des ressources financières

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-18

Cédric AGO
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-1444

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier -

Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.011

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat : 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente : 360 182,42 $ + contingences : 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

Rapport_CEC_SMCE227231004.pdf

Dossier # :1227231004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE227231004

Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de conduites d'eau secondaires, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat: 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente: 360 182,42 $ + contingences: 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231004

Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de conduites d'eau secondaires, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell, Hydro-Québec) dans la rue Jarry est, de la rue Garnier à l'avenue De Lorimier dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 22 200 868,95 $ (contrat: 16 555 124,93 $ + contingences: 2 201 824,13 $ + incidences: 3 443 919,89 $), taxes incluses. Appel d'offres public 451310 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 396 200,66 $, taxes incluses (contrat entente: 360 182,42 $ + contingences: 36 018,24 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 13 avril 2022, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Le contexte entourant l'ouverture de l'appel d'offres qui fait l'objet du présent examen a d'abord été exposé, à commencer par l'identification, par la Direction des réseaux d'eau du Service de l'eau, du secteur visé dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension comme étant prioritaire pour le remplacement des

conduites d'eau secondaires. Conformément aux besoins notamment de la Direction de la mobilité au Service de l'urbanisme et de mobilité, des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs, de construction de saillies, de reconstruction d'éclairage, de mise aux normes de feux de circulation ainsi que de mise aux normes des actifs de la Commission des services électriques et de massifs de Bell Canada ont également été intégrés à cet appel d'offres, dans un objectif d'économie de coût et de temps dans la gestion du chantier prévu.

L'appel d'offres pour ce contrat a été publié du 10 janvier au 10 février 2022, pour une période de 30 jours, et a donné lieu à la parution de quatre addendas. Le nombre de preneurs du cahier des charges s'est élevé à 22. Huit d'entre eux ont présenté une soumission. Un écart favorable de 0,8 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée pour la Ville.

Au terme de la présentation, les commissaires ont demandé et obtenu des précisions et clarifications, entre autres, sur différentes spécificités du projet, notamment sur la phase au cours de laquelle l'enfouissement de fils aériens est prévu et sur la possibilité d'un ajout éventuel de feux de circulation dans le secteur.

Les personnes invitées ont également été questionnées sur les mesures prises par la Ville pour s'assurer de l'absence de liens entre les firmes qui réalisent l'estimation interne durant la période d'appel d'offres et celles qui déposent ensuite une soumission pour le même appel d'offres public. Dans l'ensemble, les explications fournies ont été à la satisfaction de la Commission. Pour le bénéfice des membres, les personnes représentant le SIRR ont cependant proposé de faire les vérifications nécessaires auprès du Service de l'approvisionnement et de fournir éventuellement davantage d'informations sur cette dernière question, en suivi à cette séance.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les personnes-ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 265 244,60 $ (contrat: 5 562 612,37 $ + contingences: 556 261,23 $ + incidences: 146 371,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469511 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 562 612,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469511;

2. d'autoriser une dépense de 556 261,23 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 146 371,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

5. de procéder à une évaluation de rendement de Sanexen Services Environnementaux inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-31 18:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231005**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 265 244,60 $ (contrat: 5 562 612,37 $ + contingences: 556 261,23 $ + incidences: 146 371,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469511 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2022 sera d'environ vingt-six (26) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,72 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2022 de

réhabilitation de conduites d'eau secondaire afin de recommander l'octroi de sept (7) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #469511 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires dans les arrondissements de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent. Ce projet est le deuxième des sept (7) projets prévus cette année; le premier et le troisième projets sont présentement en cours d'octroi.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21-0735 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 068 197,51 $ (contrat:1 799 894,74 $ + contingences: 186 216,27 $ + incidences: 82 086,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463220 - 2 soumissionnaires - 1217231053;
CM21-0733 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 670 188,42 $ (contrat : 2 340 000,00 $ + contingences: 245 802,42 $ + incidences: 84 386,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463219 - 2 soumissionnaires - 1217231049;

CM21 0581 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 723 327,14 $ (contrat: 13 820 502,70 $ + contingences: 1 486 754,69 $ + incidences: 416 069,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463211 - 2 soumissionnaires - 1217231032;

CM21 0572 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 476 261,41 $ (contrat: 4 759 795,52 $ + contingences: 485 061,64 $ + incidences: 231 404,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463217 - 2 soumissionnaires - 1217231018;

CM21 0429 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 766 280,13 $ (contrat: 4 186 830,46 $ + contingences: 445 624,42 $ + incidences: 133 825,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463216 - 2 soumissionnaires - 1217231017;

CM21 0428 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 17 033 333,57 $ (contrat: 14 831 324,16 $ + contingences: 1 705 954,66 $ + incidences: 496 054,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463215 - 2 soumissionnaires - 1217231006;

CM21 0425 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 879 923,84 $ (contrat: 7 011 000 $ + contingences: 726 499,59 $ + incidences: 142 424,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463213 - 2 soumissionnaires - 1207231085;

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections

privées de leurs branchements d'eau en plomb - 1218126003;

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. 1218126001.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 3,5 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 556 261,23 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au DTSI-M :

Cote d'impact	**Montant de pénalité par jour**
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Sanexen Services Environnementaux inc.	5 562 612,37 $	556 261,24 $	6 118 873,61 $
Foraction inc.	6 133 500,00 $	613 350,00 $	6 746 850,00 $
Insituform Technologie Limited	6 772 000,00 $	677 200,00 $	7 449 200,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	4740103,14 $	474 010,31 $	5 214 113,45 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			904 760,16 $ 17,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			627 976,39 $ 10,2%

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission a été préparée durant la période de soumission par la firme GLT+ inc. mandatée par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPEC a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de + 17.4 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission.

La DGPEC constate que la majeure partie de l'écart défavorable, soit 16,9%, se trouve principalement dans les articles suivants :

- le groupe des articles de Maintien de la mobilité et de la sécurité routière;
- le groupe des articles de Réseau d'alimentation temporaire;
- nouvelle vanne 150 mm sur conduite existante;
- poteau d'incendie sur une conduite existante.

Sur la base de l'analyse des soumissions reçues et considérant l'écart défavorable de 17,4%,

la Direction des réseaux d'eau (DRE) a exprimé son désir de poursuivre le processus et recommande l'octroi du présent appel d'offres.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Sanexen Services Environnementaux inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 2 000 000 $. De plus, l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 6 265 244,60 $, taxes incluses et comprend :
- Un contrat avec Sanexen Services Environnementaux Inc. pour un montant de 5 562 612,37 $ taxes incluses :
- 3 807 147,63 $: la partie subventionnée par la TECQ;
- 1 658 494,83 $: la portion non subventionnée;
- 96 969,92 $: la portion relative aux remplacements de branchements d'eau en plomb sur la section privée, conformément au règlement 20-030.

- Plus des contingences de 556 261,23 $ taxes incluses :
- 380 714,76 $: la partie subventionnée par la TECQ;
- 165 849,48 $: la portion non subventionnée;
- 9 696,99 $: la portion relative aux remplacements de branchements d'eau en plomb sur la section privée, conformément au règlement 20-030.

- Plus des incidences de 146 371,00 $ taxes incluses :
- 102 459,70 $: la partie subventionnée par la TECQ;
- 43 911,30 $: la portion non subventionnée.

Cette dépense de 5 722 132,69 $ (net de ristournes), sera répartie ainsi:

- Un coût net de 3 918 426,41 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #21-011. Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables;

- Un coût net de 1 706 305,17 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #21-011. Cette dépense est prévue au budget comme étant non admissible à une subvention et est à la charge du contribuable;

- Un coût net de 97 401,11 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Cette dépense sera réalisée en 2022.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en

pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.
.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 11 mai 2022, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Passage à la CPEC : 13 avril 2022
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : 30 mai 2022
Fin des travaux : 25 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Raphaëlle HAMEL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Pierre-Louis AUGUSTIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Pierre Yves MORIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Chantal BRISSON, Pierrefonds-Roxboro

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 21 mars 2022
Pierre-Louis AUGUSTIN, 18 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

Tél : 438-825-6673
Télécop. : 514-872-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-31

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres :	469511	No du GDD :	1227231005
Titre de l'appel d'offres :	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal		
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme		

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17	1	2022	Ouverture originalement prévue le :	10	2	2022	
Ouverture faite le :	10	2	2022	Délai total accordé aux soumissionnaires :	23	jrs		

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda			Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
28	1	2022	Au Cahier des charges, modification du nombre de pages de la table des matièrs, ajout des clauses de gestion de bruit et de signature de soumission au CCAS, de même que précisions apportées à la clause des frais généraux de chantier, ajustement des certaines quantités au Bordereau des prix et mise-à-jour du document normalisé DTNI-11A.	26,875.41
3	2	2022	Au Cahier des charges, modification du nombre de pages de la table des matièrs, mise-à-jour du document normalisé DTNI-11B et publication du tableau questions et	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs	7	Nbre de soumissions reçues	3	% de réponses	43
		Nbre de soumissions rejetées	0	% de rejets	0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission :	90	jrs	Date d'échéance initiale :	11	5	2022	
Prolongation de la validité de la soumission de :		jrs	Date d'échéance révisée :	JJ	- MM -	AAAA	

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	5,562,612.37
FORACTION INC.	6,133,500.00
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	6,772,000.00

Estimation	**externe**	4,740,103.14

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	822,509.23	**17.4%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	570,887.63	**10.3%**

Dossier à être étudié par la CEC :	**Oui**	**X**	**NON**	

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire :	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) :		5,562,612.37
Montant des contingences ($) :	10.0%	556,261.23
Montant des incidences ($) :		146,371.00

Date prévue de début des travaux :	30	5	2022	Date prévue de fin des travaux :	25	11	2022

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date : 2022-02-25
Révision : R00
Chef de projet : Amar Ouchenane, ing.

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Appel d'offres : 469511

# Plan	# dossier DRE	Rue	De	À	Longueur (m)	Source de financement
Arrondissement : L'île-Bizard - Sainte-Geneviève						
IBI-AQ-2022-02	17-IBG-PTI-014-AQ	Saint-Georges, rue	#10 Saint-Georges	Gouin O	60	Non subv.
IBI-AQ-2022-03	17-IBG-PTI-015-AQ	Sainte-Anne, rue	Gouin Ouest	Sainte-Anne	203	TECQ
IBI-AQ-2022-05	21-IBG-PTI-001-AQ1	Neveu, rue	Philippe	#40 Neveu	218	TECQ
Arrondissement : Pierrefonds-Roxboro						
PRF-AQ-2022-01	12-PIR-PTI-049	Racine, rue	Fox	Belleville	279	TECQ
PRF-AQ-2022-02	12-PIR-PTI-050	Belleville, rue	Pierrefonds	Edison	228	TECQ
PRF-AQ-2022-04	19-PIR-PTI-010-AQ1	Station, rue de la	Alexander	Station	178	TECQ
PRF-AQ-2022-05	20-PIR-PTI-011-AQ1	Pontiac, rue	Saint-Louis	Perron	187	TECQ
PRF-AQ-2022-06	21-PIR-PTI-001-AQ1	Buisson, rue du	#10 Parkinson	#170 Parkinson	288	TECQ
PRF-AQ-2022-07	21-PIR-PTI-002-AQ1	Saraguay Est, rue	Lalande	Belvédère	216	TECQ
Arrondissement : Saint-Laurent						
VSL-AQ-2022-04	18-SLA-PTI-71-AQ	Montpellier, rue	Rochon	Muir	246	TECQ
VSL-AQ-2022-05	18-SLA-PTI-79-AQ	Bourgoin, rue	Alexis-Nihon	Hufford	642	Non subv.
VSL-AQ-2022-06	18-SLA-PTI-80-AQ	Ness, rue	McArthur	Côte-de-Liesse	278	Non subv.
VSL-AQ-2022-08	20-SLA-PTI-002-AQ1	Collège, rue du	Sainte-Croix	Saint-Germain	182	TECQ
VSL-AQ-2022-09	21-SLA-PTI-001-AQ1	Merizzi	Côte-de-Liesse	Hickmore	337	TECQ
				Total :	3542	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal						
Entrepreneur	Sanexen Services Environnementaux inc.						
Soumission	469 511	GDD	122 - 7231 - 005	Responsable	Amar Ouchenane	Date	2022-02-25
Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE				Corpo

#01-01 Sous-projet	22 - 18 100 - 001	n° Simon 188 233		Montants	
	Travaux - Réhabilitation d'aqueduc secondaire (portion non		avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		1 442 483,00 $	1 658 494,83 $	1 514 426,84 $
	Travaux contingents	10 %	144 248,30 $	165 849,48 $	151 442,68 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		1 586 731,30 $	1 824 344,31 $	1 665 869,52 $
	Sous-total complet du sous-projet		1 586 731,30 $	1 824 344,31 $	1 665 869,52 $

#01-02 Sous-projet	22 - 18 100 - 127	n° Simon 190 307		Montants	
	Travaux - Réhabilitation d'aqueduc secondaire (portion subventionnée TECQ)		avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		3 311 283,00 $	3 807 147,63 $	3 476 433,24 $
	Travaux contingents	10 %	331 128,30 $	380 714,76 $	347 643,32 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		3 642 411,30 $	4 187 862,39 $	3 824 076,56 $
	Sous-total complet du sous-projet		3 642 411,30 $	4 187 862,39 $	3 824 076,56 $

#01-03 Sous-projet	22 - 18 100 - 701	n° Simon 188 235		Montants	
	Travaux - Remplacement de branchements d'eau - Section privée		avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		84 340,00 $	96 969,92 $	88 546,46 $
	Travaux contingents	10 %	8 434,00 $	9 696,99 $	8 854,65 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		92 774,00 $	106 666,91 $	97 401,11 $
	Sous-total complet du sous-projet		92 774,00 $	106 666,91 $	97 401,11 $

#01-04 Sous-projet	22 - 18 100 - 002	n° Simon 188 234			Montants	
	Incidences - Réhabilitation d'aqueduc secondaire (portion non subventionnée)			avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Dépenses incidentes		taxation			
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax		Normal	16 500,00 $	18 970,88 $	17 322,94 $
Pro	Surveillance environnementale		Normal	6 000,00 $	6 898,50 $	6 299,25 $
Tech	Utilités publiques		Normal	9 300,00 $	10 692,68 $	9 763,84 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic		Non	3 900,00 $	3 900,00 $	3 900,00 $
Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxab		Normal	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
	Sous-total des incidence du sous-projet			38 700,00 $	43 911,30 $	40 435,65 $
	Sous-total complet du sous-projet			38 700,00 $	43 911,30 $	40 435,65 $

#01-05 Sous-projet	22 - 18 100 - 128	n° Simon 190 308		Montants		
	Incidences - Réhabilitation d'aqueduc secondaire (portion subventionnée TECQ)			avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Dépenses incidentes		taxation			
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (tax		Normal	38 500,00 $	44 265,38 $	40 420,19 $
Pro	Surveillance environnementale		Normal	14 000,00 $	16 096,50 $	14 698,25 $
Tech	Utilités publiques		Normal	21 700,00 $	24 949,58 $	22 782,29 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic		Non	9 100,00 $	9 100,00 $	9 100,00 $
Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxab		Normal	7 000,00 $	8 048,25 $	7 349,13 $
	Sous-total des incidence du sous-projet			90 300,00 $	102 459,70 $	94 349,85 $
	Sous-total complet du sous-projet			90 300,00 $	102 459,70 $	94 349,85 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01	18 100	Client payeur : Service de l'eau - DRE			Corpo
			Montants		
			avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		4 838 106,00 $	5 562 612,38 $	5 079 406,54 $
	Travaux contingents	10,00 %	483 810,60 $	556 261,23 $	507 940,65 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		5 321 916,60 $	6 118 873,61 $	5 587 347,19 $
	Dépenses incidentes		129 000,00 $	146 371,00 $	134 785,50 $
	Sous-total complet du projet investi		**5 450 916,60 $**	**6 265 244,61 $**	**5 722 132,69 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		Montants		
		avant taxe	avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		4 838 106,00 $	5 562 612,38 $	5 079 406,54 $
Travaux contingents	10,00 %	483 810,60 $	556 261,23 $	507 940,65 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		5 321 916,60 $	6 118 873,61 $	5 587 347,19 $
Dépenses incidentes		129 000,00 $	146 371,00 $	134 785,50 $
Total des montants maximum autorisés		**5 450 916,60 $**	**6 265 244,61 $**	**5 722 132,69 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	5 722 132,69 $
Total	100,0%	**5 722 132,69 $**

Montréal

SOUMISSION 469511 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="4">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.</td></tr>
<tr><td>Ile-Bizard-Sainte-Geneviève</td><td>Rue Saint-Georges, Saint-Anne et Neuveu/Philippe</td></tr>
<tr><td>Pierrefonds-Roxboro</td><td>Rue Racine, Belleville, de la Station, Pontiac, du Buisson et Saraguay Est</td></tr>
<tr><td>Saint-Laurent</td><td>Rue Montpellier, Bourgoin, Ness, du Collège, Merizzi.</td></tr>
<tr><td colspan="2">VSL-AQ-2022-06
Rue Ness
du chemin de la Côte-de-Liesse à la rue McArthur</td><td>Occupation :
Fermeture complète de la rue Ness entre le chemin de la Côte-de-Liesse et la rue McArthur avec maintien de la circulation locale en direction Sud;
Fermeture complète de la rue McArthur en direction Nord entre Merizzi et Griffith avec maintien d'une voie en direction Sud lors des travaux d'excavation au raccord 10017802 et de la CV 5103180;
Fermeture complète de la rue McArthur en direction Nord entre la montée de Liesse et la rue Griffith avec maintien d'une voie par direction sur la chaussée en direction Sud pour les autres travaux au raccord 10017802 et de la CV 5103180;
Fermeture complète du chemin de la Côte-de-Liesse en direction Ouest au niveau de la bretelle d'Entrée en amont du boul. Cavendish;
Fermeture complète de la bretelle de SO 5 de l'A-520 Ouest pour les travaux de mobilisation et démobilisation de glissières et au niveau raccard 100 100 59 ;
Maintien d'une voie de circulation sur le chemin de la Côte-de-Liesse lors des travaux d'excavation et chemisage du raccord 100 100 59.
Horaire de travail :
Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h;
Entrave sur la rue McArthur pour les excavations: Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h;
Mobilisation et démobilisation des glissières sur le chemin de la Côte-de-Liesse : Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
VSL-AQ-2022-09 **Rue Merizzi** De la rue Hickmore au chemin de la Côte-de-Liesse	**Occupation :** • Fermeture complète de la rue Merizzi entre le chemin de la Côte-de-Liesse et la rue McArthur; • Fermeture complète de la rue McArthur en direction Sud entre la rue Grittith et Merizzi avec maintien d'une voie en direction Nord lors des travaux à la CV 5 103 340; • Maintien d'une voie par direction sur la rue Hickmore lors des travaux au raccordement 100 79 71; • Maintien d'une voie sur le chemin de la Côte-de-Liesse en direction Ouest. **Horaire de travail :** • Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi 8h à 19h et dimanche 9h à 19h • Rue Hickmore travaux sur la CV 5 103 340 : Samedi 8h à 19h et dimanche 9h à 19h. • Chemin de la Côte-de-Liesse : Samedi 8h à 19h et dimanche 9h à 19h.
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément au DTSI-M; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences du DTSI-M; - Maintenir les aménagements cyclables via un détour ou avec interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences du DTSI-M; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences du DTSI-M. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié au DTSI-M; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 mars 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2020-DAMP-1273
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EXCAVA-TECH
REGENERATION
SANEXEN

EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
REGÉNÉRATION
SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 469511

Date de publication : 2022-01-17
Date d'ouverture : 2022-02-10

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	FORACTION INC.
2	FORTERRA PRESSURE PIPE, ULC
3	GLT+ INC.
4	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
5	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
6	PG SOLUTIONS INC.
7	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *469511*
Unité administrative responsable : SIRR, Direction des infrastructures, Division de la conception des projets
Projet : *Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.
2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.
3. Anticiper les bris par des analyses d'ingénierie reconnues dans le domaine.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 265 244,60 $ (contrat: 5 562 612,37 $ + contingences: 556 261,23 $ + incidences: 146 371,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469511 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1227231005_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste

Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-22

Francis PLOUFFE
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.012

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 265 244,60 $ (contrat: 5 562 612,37 $ + contingences: 556 261,23 $ + incidences: 146 371,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469511 - 3 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE227231005.pdf

Dossier # :1227231005

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE227231005

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 265 244,60 $ (contrat: 5 562 612,37 $ + contingences: 556 261,23 $ + incidences: 146 371,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469511 - 3 soumissionnaires

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231005

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 265 244,60 $ (contrat: 5 562 612,37 $ + contingences: 556 261,23 $ + incidences: 146 371,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469511 - 3 soumissionnaires

À sa séance du 8 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel :*
    - *L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent .*

Le 13 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce contrat permettra de réhabiliter une longueur d'environ 3,5 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent. Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée, et ce, conformément au règlement 20-030.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 23 jours. Parmi les 7 preneurs du cahier des charges, 3 ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter que 2 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres, dont l'un a eu un impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 17,4 % défavorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur les programmes de la Ville qui incluent le remplacement d'entrées en plomb et les différents contrats donnés en ce sens par les unités d'affaires de la Ville. Les commissaires réitèrent l'importance de détailler dans les sommaires décisionnels les liens entre les différents contrats pour la réalisation d'un même programme, et ce, afin d'offrir une vision globale des travaux effectués.

Le Service a également expliqué qu'il y a un nombre limité d'entrepreneurs spécialisés capables de réaliser de tel contrat, d'où le fait que l'adjudicataire en est à son 3e contrat consécutif.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel:*
    - *L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 708 700,05 $ (contrat: 5 948 093,66 $ + contingences: 594 809,94 $ + incidences: 165 796,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 948 093,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469514;

2. d'autoriser une dépense de 594 809,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 165 796,45 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

5. de procéder à une évaluation du rendement de Sanexen Services Environnementaux, inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-01 08:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231016**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 708 700,05 $ (contrat: 5 948 093,66 $ + contingences: 594 809,94 $ + incidences: 165 796,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaires à réhabiliter par chemisage en 2022 sera d'environ vingt-six (26) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,72 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2022 de

réhabilitation de conduites d'eau secondaires afin de recommander l'octroi de sept (7) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #469514 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires dans les arrondissements de Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest et Verdun. Ce projet est le quatrième des sept (7) projets prévus cette année.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0735 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 068 197,51 $ (contrat:1 799 894,74 $ + contingences: 186 216,27 $ + incidences: 82 086,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463220 - 2 soumissionnaires - 1217231053

CM21 0733 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 670 188,42 $ (contrat : 2 340 000,00 $ + contingences: 245 802,42 $ + incidences: 84 386,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463219 - 2 soumissionnaires - 1217231049

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb - 1218126003
CM21 0581 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 15 723 327,14 $ (contrat: 13 820 502,70 $ + contingences: 1 486 754,69 $ + incidences: 416 069,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463211 - 2 soumissionnaires - 1217231032

CM21 0572 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 476 261,41 $ (contrat: 4 759 795,52 $ + contingences: 485 061,64 $ + incidences: 231 404,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463217 - 2 soumissionnaires - 1217231018

CM21 0429 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 766 280,13 $ (contrat: 4 186 830,46 $ + contingences: 445 624,42 $ + incidences: 133 825,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463216 - 2 soumissionnaires - 1217231017

CM21 0428 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 17 033 333,57 $ (contrat: 14 831 324,16 $ + contingences: 1 705 954,66 $ + incidences: 496 054,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463215 - 2 soumissionnaires - 1217231006.

CM21 0425 - 19 avril 2021 - Accorder un contrat à Foraction Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 879 923,84 $ (contrat: 7 011 000 $ + contingences: 726 499,59 $ + incidences: 142 424,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 463213 - 2 soumissionnaires - 1207231085.

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. 1218126001

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 2,06 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements de Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest et Verdun.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée. Le remplacement des entrées de service en plomb ou en acier galvanisé en contact ou ayant été en contact avec du plomb pour la partie privée ne sont pas subventionnables. Les coûts nets relatifs à ces travaux seront facturés aux propriétaires des bâtiments concernés conformément au règlement 20-030.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 594 809,94$, taxes incluses, soit 10,0 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Sanexen Services Environnementaux inc.	5 948 093,66 $	594 809,37 $	6 542 903,03 $
Foraction inc.	6 618 600,00 $	661 860,00 $	7 280 460,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 383 380,52 $	538 338,05 $	5 921 718,57 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	621 184,45 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	10,5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	737 556,97 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	11,27%

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT+ inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 10,5 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission.

Les écarts de prix se situent principalement et respectivement dans les articles suivants:

- Réfection de coupe - chaussée mixte avec trafic lourd;
- Fosse d'exploration pour branchement d'eau par hydro-excavation ou creusage pneumatique;
- Conduite d'eau proposée 200 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique).

Sur la base de l'analyse des soumissions reçues et considérant que l'écart défavorable de 10,5 % se situe dans les limites acceptables, la DGPEC considère approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Sanexen Service Environnementaux inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

La Direction des réseaux d'eau (DRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres # 469514 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 2 000 000 $. De plus, l'adjudicataire en est à son quatrième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 6 708 700,05 $, taxes incluses et comprend :
– un contrat avec Sanexen Services Environnementaux inc. pour un montant de 5 948 093,66 $ taxes incluses;
– plus des contingences de 594 809,94 $ taxes incluses;
– plus des incidences de 165 796,45 $ taxes incluses.

Cette dépense de 6 708 700,05 $ taxes incluses (6 126 936,31 $ net de ristournes), sera répartie ainsi:

- Un coût net de 5 915 763,93 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011.
- Un coût net de 211 172,38 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables, excepté pour la portion des travaux sur le domaine privé.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 8 juin 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : Avril 2022
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2022
Fin des travaux : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Manli Joëlle CHEN, Service de l'eau
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Robert MALEK, Lachine
Christianne CYRENNE, LaSalle
Catherine ST-PIERRE, Le Sud-Ouest
Jean CARDIN, Verdun
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 22 mars 2022
Catherine ST-PIERRE, 18 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude LAVOIE
ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514-872-3945
Télécop. :

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-31

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 469514 — No du GDD : 1227231016

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 / 2 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 10 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 10 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
18 / 2 / 2022	Modification de quantité du bordereau	100 000,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 33

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 8 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	5 948 093,66
FORACTION INC.	6 618 600,00

Estimation	**externe**	5 383 380,52

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	564 713,14	**10,5%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	670 506,34	**11,3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK
RBQ		x	AMP		x
RENA		x	Revenu Qc		x

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 5 948 093,66

Montant des contingences ($) : 10,0% — 594 809,94

Montant des incidences ($) : 165 796,45

Date prévue de début des travaux : 9 / 5 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 28 / 10 / 2022

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 469514
Unité administrative responsable : SIRR , Direction des infrastructures , Division de la conception des projets
Projet : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.
2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 mars 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2020-DAMP-1273
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EXCAVA-TECH
REGENERATION
SANEXEN

EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
REGÉNÉRATION
SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal					
Entrepreneur	Sanexen Services Environnementaux inc.					
Soumission	469 514	GDD	122 - 7231 - 016	Responsable	Claude Lavoie	Date 2022-03-14
Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE			Corpo

#01-01 Sous-projet: 22 - 18 100 - 007 — n° Simon: 188 243 — Réhabilitation d'aqueduc secondaire

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		4 990 525,00 $	5 737 856,12 $	5 239 427,43 $
Travaux contingents	10 %	499 053,00 $	573 786,19 $	523 943,27 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		5 489 578,00 $	6 311 642,31 $	5 763 370,70 $
Sous-total complet du sous-projet		5 489 578,00 $	6 311 642,31 $	5 763 370,70 $

#01-02 Sous-projet: 22 - 18 100 - 704 — n° Simon: 188 245 — Remplacement de branchement d'eau - Section privée

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		182 855,00 $	210 237,54 $	191 974,89 $
Travaux contingents	10 %	18 285,50 $	21 023,75 $	19 197,49 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		201 140,50 $	231 261,29 $	211 172,38 $
Sous-total complet du sous-projet		201 140,50 $	231 261,29 $	211 172,38 $

#01-03 Sous-projet: 22 - 18 100 - 008 — n° Simon: 188 244 — Incidences

		taxation	Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Dépenses incidentes				
Tech	Utilités publiques	Normal	28 500,00 $	32 767,88 $	29 921,44 $
Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxable)	Normal	8 600,00 $	9 887,85 $	9 028,93 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisation (non taxable)	Non	11 500,00 $	11 500,00 $	11 500,00 $
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxable)	Normal	68 600,00 $	78 872,85 $	72 021,43 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	28 500,00 $	32 767,88 $	29 921,44 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		145 700,00 $	165 796,45 $	152 393,23 $
	Sous-total complet du sous-projet		145 700,00 $	165 796,45 $	152 393,23 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01 — 18 100 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

			Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet			5 173 380,00 $	5 948 093,66 $	5 431 402,33 $
Travaux contingents	10,00	%	517 338,50 $	594 809,94 $	543 140,76 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet			5 690 718,50 $	6 542 903,60 $	5 974 543,09 $
Dépenses incidentes			145 700,00 $	165 796,45 $	152 393,23 $
Sous-total complet du projet investi			**5 836 418,50 $**	**6 708 700,05 $**	**6 126 936,31 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

			Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet			5 173 380,00 $	5 948 093,66 $	5 431 402,33 $
Travaux contingents	10,00	%	517 338,50 $	594 809,94 $	543 140,76 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet			5 690 718,50 $	6 542 903,60 $	5 974 543,09 $
Dépenses incidentes			145 700,00 $	165 796,45 $	152 393,23 $
Total des montants maximum autorisés			**5 836 418,50 $**	**6 708 700,05 $**	**6 126 936,31 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	6 126 936,31 $
Total	100,0%	**6 126 936,31 $**

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date : 2022-02-17
Révision : 2
Chef de projet : Claude Lavoie, ing.

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Appel d'offres : 469514

Arrondissement		**Lachine**		**LaSalle**			**Le Sud-Ouest**						**VERDUN**	
# Plan		LAC-AQ-2022-01	LAC-AQ-2022-02	LAS-AQ-2022-01	LAS-AQ-2022-02	LAS-AQ-2022-03	LSO-AQ-2022-02	LSO-AQ-2022-04	LSO-AQ-2022-07	LSO-AQ-2022-09	LSO-AQ-2022-11	LSO-AQ-2022-12	VER-AQ-2022-01	VER-AQ-2022-02
# dossier DRE / TU		17-LAC-PTI-079-AQ	19-LAC-PTI-004-AQ1	19-LAS-PTI-005-AQ1	19-LAS-PTI-008-AQ1		17-SDO-PTI-054-AQ	18-SDO-PTI-027-AQ	18-SDO-PTI-079-AQ1	19-SDO-PTI-004-AQ1		21-SDO-PTI-009-AQ1	18-VER-PTI-050-AQ1	21-VER-PTI-001-AQ1
Rue		**12e, avenue**	**Esther-Blondin, rue**	**Chouinard, rue**	**Lapierre, rue**	**Saint-Patrick, rue**	**Mazarin, rue**	**Saint-Maurice, rue**	**Richardson, rue**	**Favard, rue**	**Saint-Patrick, rue**	**Fortune, rue**	**Evelyn, rue**	**Leclair, rue**
de		Saint-Antoine, rue	Provost, rue	Lesage, rue	Saint-Patrick, rue	#6510 Saint-Patrick, rue	Raudot, rue	L'inspecteur, rue de	Sucrerie, rue de la	Ash, avenue	Irwin, rue	Favard, rue	Caisse, rue	LaSalle, boulevard
à		Provost, rue	Esther-Blondin, rue	Lapierre, rue	Saint-Patrick, rue	#6610 Saint-Patrick, rue	Trinitaires, boulevard des	Robert-Bourassa, boulevard	De Condé, rue	Dublin, rue de	Hamilton, rue	Hall, rue	LaSalle, boulevard	David, rue
	Total													
Section publique														
Type de chaussée		Souple	Souple	Souple	Souple	Souple	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte	Souple	Mixte	Souple
Chemisage de conduite d'eau 150mm (m)	***374***												192	182
Chemisage de conduite d'eau 200mm (m)	***1247***	201					107	99	228	232	291	89		
Chemisage de conduite d'eau 250mm (m)	***252***		252											
Chemisage de conduite d'eau 300 mm (m)	***117***			117										
Chemisage de conduite d'eau 350 mm (m)	***67***				67									
Conduite d'eau proposée 100mm en fonte ductile classe 350	***3***									3				
Conduite d'eau proposée 150mm en fonte ductile classe 350	***22***	2	2										7	11
Conduite d'eau proposée 200mm en fonte ductile classe 350	***87***	3		2			13	6	13	25	9	13	3	
Conduite d'eau proposée 250mm en fonte ductile classe 350	***21***	3	12	3										3
Conduite d'eau proposée 300mm en fonte ductile classe 350	***15***			7			5		3					
Conduite d'eau proposée 350mm en fonte ductile classe 350	***9***				9									
Conduite d'eau proposée 400mm en fonte ductile classe 350	***3***			3										
Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite existante de 150mm	***2***												2	
Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite existante de 200mm	***9***						1	2	2	2	1	1		
Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite existante de 250mm	***1***		1											
Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite existante de 300mm	***1***			1										
Chambre de vanne préfabriquée 2050 x 1750 sur conduite existante de 350mm	***2***				2									
Remplacement des branchements d'eau de 50mm et moins en excavation sur conduite existante	***15***	1	0	0	0	0	1	1	4	1	0	2	5	0
Remplacement des branchements d'eau de 50mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante	***51***	5	1	2	1	1	3	3	8	4	1	7	15	0
Remplacement d'un robinet d'arrêt	***19***	4	1	2	1	1	1	1	2	2	1	1	2	0
Remplacement d'une bouche à clé de branchement	***34***	8	1	4	2	1	2	1	3	3	1	3	5	0
Branchements d'eau de 100mm sur conduite existante	***3***							2			1			
Branchements d'eau de 150mm sur conduite existante	***10***		1			1		2	2			1	3	
Branchements d'eau de 250mm sur conduite existante	***1***							1						
Excavation supplémentaire pour branchement d'eau (section publique)	***102***	10	2	4	2	2	6	6	16	8	2	14	30	0
Fosse d'exploration pour branchement d'eau par hydro-excavation ou creusage pneumatique	***144***	13	2	6	3	3	6	11	26	16	3	22	33	0
Nouvelle vanne 150mm sur conduite existante	***2***													2
Nouvelle vanne 200mm sur conduite existante	***2***	2												
Nouvelle vanne 250mm sur conduite existante	***2***		2											
Nouvelle vanne 100mm dans une chambre de vanne existante	***2***							2						
Nouvelle vanne 150mm dans une chambre de vanne existante	***2***							2						
Poteau d'incendie sur une conduite existante	***10***	1					1		2	1	2	1	1	1
Poteau d'incendie à enlever	***1***	1												
Remplacement de conduite de branchement de poteau d'incendie et vanne	***4***	1	2								1			
Réseau d'alimentaiton temporaire	***13***	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Localisation et vérification des branchements d'eau	***13***	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Réfection de coupe - Chaussée Mixte avec trafic lourd	***795***	0	0	0	0	0	85	133	164	122	91	0	200	0
Réfection de coupe - Chaussée Souple avec trafic lourd	***445***	88	98	48	37	14	0	0	0	0	0	103	0	57
Trottoir monolithique	***321***	17	15	0	0	3	9	47	67	18	16	48	77	4
Bande en rive en enrobé sans trafic lourd	***133***	49	22	0	0	0	9	0	0	9	0	18	14	12
Bande en rive en enrobé avec trafic lourd	***5***	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion des sols B-C (infra)	***1133***	77	82	35	27	12	68	131	168	102	77	110	201	45
Sondage pour caractérisation environnementale	***46***	4	4	3	3	2	0	3	6	5	5	3	5	3
Maches en béton	***17***	4	1	2	1	1	1	0	0	2	0	3	2	0
Nivellement de pavées et dalles de béton existantes	***26***	7	1	3	2	1	2	0	0	3	0	4	3	0
Clôture existante	***25***	2	1	1	1	1	2	2	3	2	1	3	6	0
Gazon en plaque (mélange standard)	***150***	45	5	20	8	4	11	0	0	14	0	25	18	0
Haie	***25***	2	1	1	1	1	2	2	3	2	1	3	6	0
Arbuste existant	***13***	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	0
Section privée														
Remplacement en excavation d'un branchement d'eau de 50mm ou moins	***11***	2	0	0	0	0	1	0	0	2	0	2	4	0
Remplacement par tirage ou torpillage d'un branchement d'eau de 50mm ou moins	***63***	6	12	3	6	8	2	0	0	5	4	5	12	0
Remplacement d'un branchement d'eau de 50mm ou moins à l'intérieur du bâtiment	***22***	2	1	1	1	1	1	1	3	2	1	3	5	0
Excavation supplémentaire pour branchement d'eau	***126***	12	24	6	12	16	4	0	0	10	8	10	24	0
Fosse d'exploration pour branchement d'eau par hydro-excavation ou creusage pneumatique	***41***	4	1	2	1	1	2	3	7	4	1	6	9	0
Gestion des sols B-C (infra)	***291***	20	21	9	7	4	18	33	42	26	20	28	51	12
Mise à la terre temporaire	***22***	2	1	1	1	1	1	1	3	2	1	3	5	0
Gazon en plaque (mélange standard)	***492***	50	86	18	43	53	18	0	0	41	26	45	112	0
Maches en béton	***47***	5	8	2	4	5	2	0	0	4	3	4	10	0
Trottoir boulevard en béton	***54***	5	9	2	5	6	2	0	0	5	3	5	12	0
Nivellement de pavées et dalles de béton existants	***77***	8	13	3	7	8	3	0	0	7	4	7	17	0
Bande de rive	***167***	17	29	6	15	18	6	0	0	14	9	15	38	0
Durée de réalisation		8 semaines	8 semaines	8 semaines	6 semaines	4 semaines	6 semaines	10 semaines	8 semaines	10 semaines	10 semaines	8 semaines	10 semaines	6 semaines
Total des conduites à réhabiliter et reconstruire:	**2217**													

10. Expérience du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **1 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduite d'eau réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet incluant des travaux de réhabilitation de conduite d'eau, incluant des interventions sur les branchement d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation ;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduite d'eau réalisée);
- le nom de l' (des)artère(s) et de la (des) municipalité(s) ou de l' (des) arrondissement(s) ;
- La valeur du contrat et la valeur des travaux réalisé à la date d'ouverture du présent appel d'offres:
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées ;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit joindre avec sa soumission les pièces justificatives (notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif)) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent de démontrer la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité :

- **Adjudicataire du Contrat,**
- **nature des travaux,**
- **année d'exécution des travaux[1],**
- **montant du Contrat,**
- **montant des travaux réalisés et facturés pour chaque nature des travaux décrits aux alinéas a), b) et c).**

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « Annexes » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

LE DÉFAUT DE FOURNIR AVEC LA SOUMISSION LE FORMULAIRE ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE PRÉVU À LA SECTION VI « ANNEXES » DU CAHIER DES CHARGES DÛMENT COMPLÉTÉ ET RÉFÉRANT À DEUX (2) CONTRATS CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES ÉNONCÉES CI-DESSUS, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION.

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des cinq (5) dernières années

11. Récupération des équipements municipaux

Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur aura, entre autres, à enlever des poteaux d'incendie. Si la Ville désire récupérer certaines pièces, l'Entrepreneur devra les mettre de côté, et les transporter à ses frais au garage municipal de la Ville. Autrement, l'Entrepreneur doit en disposer à ses frais selon les clauses du devis.

12. Transmission de document d'ingénierie sur support technologique

La Ville peut, à la demande de l'Entrepreneur, fournir un plan non authentifié sur support technologique (document DAO) en format Microstation (.dgn). Cependant, l'Entrepreneur doit prendre note qu'un formulaire, qu'il doit signer et transmettre à la Ville avant chaque envoi, lui sera remis pour chacun des envois de plan sur support technologique. Ce formulaire renferme les informations et mises en garde suivantes :

Montréal

SOUMISSION 469514 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="4">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.</td></tr>
<tr><td>Lachine</td><td>12e avenue,
Esther-Blondin.</td></tr>
<tr><td>Lasalle</td><td>Chouinard,
Lapierre,
Saint-Patrick.</td></tr>
<tr><td>Le Sud-Ouest</td><td>Mazarin,
Saint-Maurice,
Richardson,
Favard,
Saint-Patrick,
Fortune.</td></tr>
<tr><td>Verdun</td><td>Evelyn,
Leclair.</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">LAS-AQ-2022-03
Rue Saint-Patrick
De 6610 rue Saint-Patrick à 6510 rue Saint-Patrick.</td><td>Occupation :
- Maintenir une (1) voie de circulation par direction sur la rue Saint-Patrick entre l'adresse civique 6610 rue Saint-Patrick et la rue Irwin.

Horaire de travail :
- Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">LSO-AQ-2022-11
Rue Saint-Patrick
De la rue Irwin à la rue Hamilton</td><td>Occupation :
- Fermeture complète de la direction Est sur la rue Saint-Patrick entre la rue Irwin et la rue Hamilton pour les travaux d'excavation.
- Maintenir une (1) voie de circulation par direction, donc, une à contresens sur la rue Saint-Patrick entre la rue Irwin et la rue Hamilton pour les autres travaux.

Horaire de travail :
- Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h pour les travaux d'excavation.
- Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h pour les autres travaux.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues</td><td>- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1;

- Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux;

- Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux);

- Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie;

- Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes;</td></tr>
</table>

	- L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ses travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 469514

Date de publication : 2022-02-07
Date d'ouverture : 2022-03-10

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
2	FORACTION INC.
3	GLT+ INC.
4	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
5	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
6	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 708 700,05 $ (contrat: 5 948 093,66 $ + contingences: 594 809,94 $ + incidences: 165 796,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info comptable GDD 1227231016_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste

Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Francis PLOUFFE
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.013

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 708 700,05 $ (contrat: 5 948 093,66 $ + contingences: 594 809,94 $ + incidences: 165 796,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE227231016.pdf

Dossier # :1227231016

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE227231016

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 708 700,05 $ (contrat: 5 948 093,66 $ + contingences: 594 809,94 $ + incidences: 165 796,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires.

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231016

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 708 700,05 $ (contrat: 5 948 093,66 $ + contingences: 594 809,94 $ + incidences: 165 796,45 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469514 - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 8 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 13 avril 2022, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat, qui porte sur des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues des arrondissements de Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest et Verdun, à la demande de la Direction des réseaux d'eau du Service de l'eau.

D'entrée de jeu, les personnes invitées ont attiré l'attention des commissaires sur le fait qu'étant donné, d'une part, l'envergure de l'ensemble des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires à réaliser sur le territoire de la Ville de Montréal en 2022 (sur une longueur totale d'environ 26 km, ce qui représente un taux de renouvellement

de l'ordre de 0,72 % de l'ensemble du réseau de la Ville), et, d'autre part, la volonté d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, le SIRR a recommandé l'octroi de sept contrats différents. Le présent dossier représente le quatrième des sept processus d'appels d'offres prévus à cet effet cette année. Il prévoit la réhabilitation de conduites sur une longueur d'environ 2,06 km et inclut le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée de ces conduites.

L'octroi de contrat qui fait l'objet du présent examen a donné lieu à la publication d'un appel d'offres sur une période de 30 jours du 7 février au 10 mars 2022, avec parution d'un addenda. Sur six preneurs du cahier des charges, deux ont déposé des soumissions, toutes deux jugées conformes. Un écart de l'ordre de 10,5 % a été constaté entre le prix prévu à la plus basse d'entre elles et l'estimation des professionnels externes réalisée pour la Ville.

Considérant que l'écart en question se situe dans les limites acceptables, les deux services concernés ont jugé approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat. Il est à noter que l'adjudicataire en est à son quatrième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent, une situation qui s'explique, selon les personnes invitées, par le nombre limité d'entrepreneurs spécialisés dans ce domaine.

Les commissaires ont demandé et obtenu des précisions et clarifications, entre autres, sur les raisons pour lesquelles aucune mesure d'étalonnage ne peut être utilisée pour apprécier le coût par kilomètre payé par la Ville pour la réhabilitation de ses conduites d'eau potable. Les responsables du dossier ont également indiqué, en réponse à une question, que la proportion des prix qui est accaparée de manière générale par les coûts afférents aux projets (par exemple les coûts associés au remplacement des branchements d'eau en plomb) est difficile à évaluer. Dans l'ensemble, les explications fournies ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les personnes-ressources du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231016 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228452001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Soconex Entrepreneur Général inc. (CE21 1573) majorant ainsi le montant total du contrat de 421 952,60 $ à 470 270,84 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Soconex Entrepreneur Général inc. (CE21 1573), majorant ainsi le montant total du contrat de 421 952,60 $ à 470 270,84 $, taxes incluses ;
2. d'autoriser une dépense de 34 952,40 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépenses de 13,365,84 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 48 318,24 $.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-08 13:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228452001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Soconex Entrepreneur Général inc. (CE21 1573) majorant ainsi le montant total du contrat de 421 952,60 $ à 470 270,84 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
Dans le cadre du programme de réfection des usines d'eau potable de la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau, des travaux de maintien d'actifs sont requis pour préserver la pérennité de ses ouvrages.

Une inspection visuelle effectuée par la Ville en 2018 a identifié plusieurs désordres structurels dans les réserves B et C de l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire. Deux appels d'offres publics ont été lancés en 2020 et 2021, mais ont tous été annulés suite à l'analyse des soumissions, car aucune soumission reçue ne respectait les critères de conformité du cahier des charges.

Le 8 septembre 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal a accordé un contrat d'exécution des travaux à Soconex Entrepreneur Général inc., pour une somme de 349 534 $ taxes incluses avec des dépenses en contingences de 42 428.60 $ et des dépenses en incidences de 20 000 $, pour procéder à une réfection structurelle des réserves B et C de l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire, suite à l'appel d'offres public 10 377.

Les travaux compris dans le contrat concernent sommairement les travaux suivants :

· Réfection des surfaces de béton des murs, des dalles de toit et des poutres ;

· Injection de fissures dans les murs et les dalles de béton ;

· Remplacement des échelles d'accès en plastique renforcé de fibre de verre (PRF) ;

· Nettoyage et désinfection des réserves suite aux travaux.

Le chantier a débuté le 14 février 2022 dans la réserve C. Le degré d'avancement des travaux à ce jour est de 45 % et la dépense en contingence est de 32 %. Or, les quantités de réfection de béton et d'injection de fissures réalisées à ce jour ont largement dépassé les quantités prévues au contrat pour la réserve C. Ce constat nous porte à croire que les désordres constatés en 2018 ont possiblement évolué avec le temps et le même phénomène pourrait être observé dans la réserve B, dont les travaux d'une durée de 4 semaines débuteront vers la mi-avril 2022 après l'achèvement des travaux de la réserve C.

À cet effet, le présent dossier recommande l'autorisation d'une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, au contrat d'exécution de travaux par Soconex Entrepreneur Général inc. afin d'avoir une marge de manœuvre suffisante pour exécuter les travaux de réfection de béton dans la réserve B.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1573 - 8 septembre 2021 — Accorder à Soconex Entrepreneur Général inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 349 524 $, taxes incluses -Appel d'offres public 10 377 (7 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'autorisation d'une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses au contrat d'exécution de travaux par Soconex Entrepreneur Général inc., à titre de contingences supplémentaires de 10 % au montant de 34 952,40 $ et à titre de budget de variations de quantités de 3,82 % au montant de 13 365,84 $ afin d'avoir une plus grande marge de manœuvre en cas d'imprévus en cours de chantier et de dépassement des quantités de réfection de béton dans la réserve B.

JUSTIFICATION

La réfection des ouvrages existants comporte toujours des inconnus et l'inspection visuelle ne peut déceler toutes les problématiques d'un ouvrage existant. De plus, il est probable que les désordres de béton ont évolué depuis 2018.
La majoration du budget servira notamment à couvrir la consommation accrue des quantités des items de réfection de béton en cas de dépassement de quantités prévues au contrat et permettra de donner une plus grande marge de manœuvre pour exécuter les travaux dans la réserve B dans les délais prévus. Ces travaux sont requis pour maintenir l'intégrité structurale et fonctionnelle de la réserve B.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant des contingences et des variations quantités de 48 318,24 $, taxes incluses pour les travaux de réfection structurelle de la réserve B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire, associés au contrat initial de Soconex Entrepreneur Général inc., ce qui a pour effet d'augmenter la dépense totale de 421 952,60 $ à 470 270,84 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses, soit une augmentation de 11,45 %.
Le montant des contingences passerait de 52 428,60 $ à 87 381,00 $, taxes incluses, une augmentation de 34 952,40 $ qui représente un ajout de 10 % du coût du contrat initial. Le pourcentage total des contingences est de 25 %.

Le pourcentage des variations des quantités est de 3,82 % du coût du contrat initial, au montant de 13 365,84 $, taxes incluses.

	Contrat (taxes incl.)	Contingences (taxes incl.)	% Contigences	Incidences (taxes Incl.)	% Incidences	Variation des quantités (taxes Incl.)	% Variation des quantités	Total contrat (taxes incl.)
Avant	349 534$	52 428,60 $	15%	20 000 $	5,72%	-	-	421 952,60 $
Après	349 534$	87 381,00 $	25%	20 000$	5,72%	13 365,84 $	3,82%	470 270,84 $

Cette dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, représente un coût net de 44 120,99 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette demande sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ». Cette dépense sera financée par le règlement d'emprunt Règlement RCG 20-001

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si une partie des travaux n'est pas exécutée dans ce contrat par manque de fonds, la Ville devra retourner en appel d'offres afin de compléter ces travaux pour le maintien de l'intégrité structurale et fonctionnelle de la réserve B. Ce processus occasionnera des coûts supplémentaires à la Ville. De plus, certaines situations problématiques observées lors de l'inspection d'ouvrage ne pourront être corrigées à court terme et se dégraderont.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Ville de Montréal agira comme maître d'œuvre au sens de la LSST. Ainsi, la Ville de Montréal sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la CNESST en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs. Cependant, les travaux pourront accuser des retards liés à la COVID-19 dans le cas d'un changement des mesures de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication comme recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE : Avril 2022

Fin des travaux : mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie CARRIÈRE
chef de section Gestion d'actifs et projets

Tél : 514 212-8991
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-05

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 653-6801
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2022-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-04-08

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218783001
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction d'eau potable*
Projet : travaux de réparation structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ce contrat permet la réalisation de différents correctifs pour préserver et prolonger la durée de vie de l'ouvrage.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228452001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 48 318,24 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Soconex Entrepreneur Général inc. (CE21 1573) majorant ainsi le montant total du contrat de 421 952,60 $ à 470 270,84 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228452001_intevention finances.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Patrick TURCOTTE
Conseiller budgetaire
Tél : (514) 872-7598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228848012

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction N.R.C Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 15 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 316 124,84 $, taxes incluses (contrat : 263 437,37 $ + contingences : 52 687,47 $) - Appel d'offres public 475917 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction N.R.C Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux électriques de signalisation lumineuse à 15 intersections de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 263 437,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 475917;

2. d'autoriser une dépense de 52 687,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-11 10:26

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228848012**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction N.R.C Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 15 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 316 124,84 $, taxes incluses (contrat : 263 437,37 $ + contingences : 52 687,47 $) - Appel d'offres public 475917 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuelle évolution. La Ville doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable. Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique de têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, débuté en 2020, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 intersections par année, sur une période maximale de 8 ans. Il répond également aux besoins de maintien d'actifs des équipements de feux de circulation ainsi que de leurs infrastructures.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour les personnes vulnérables et pour les cyclistes;
- Soutenir les efforts déployés en sécurité routière dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Modifier les feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 475917. Cet appel d'offres a été publié pendant une période de 23 jours, soit du 14 février 2022 au 10 mars 2022, sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours, soit jusqu'au 8 juillet 2022.

Aucun addenda n'a été publié pour cet appel d'offres.

Le programme de maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1253 - 4 août 2021- Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 20 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 280 353,88 $, taxes incluses (contrat : 233 628,23 $; contingences : 46 725,65 $) - Appel d'offres public 466624 - (3 soumissionnaires).
CE21 1028 - 19 juin 2021 - Accorder un contrat à Construction N.R.C. Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale de 288 143,09 $, taxes incluses (contrat : 240 119,24 $ + contingences : 48 023,85 $) - Appel d'offres public 466619 - (3 soumissionnaires).

CE20 0791 - 3 jun 2020 - Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 346 806,56 $, taxes incluses (contrat : 289 005,47 $ + contingences : 57 801,09 $) - Appel d'offres public 461714 - (5 soumissionnaires).

CM19 0359 - 14 mai 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers à 15 intersections (voir liste en pièce jointe), le présent contrat de travaux électriques de signalisation lumineuse comprend, là où requis, des modifications telles que :

- L'implantation du Guide piéton (avancement 31% au 1 janvier 2022);
- L'ajout de signaux sonores aux intersections Atwater / Duvernay et Atwater / Lionel-Groulx;
- L'installation de détecteurs véhiculaires pour optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements :

- Déplacer des coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués;
- Effectuer des thermographies additionnelles dans les puits d'accès si nécessaire;
- Couvrir les coûts pour une variation mineure de quantité au bordereau;
- Effectuer des tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires au besoin.

JUSTIFICATION

Sur un total de 5 preneurs du cahier de charges, 3 firmes ont déposé une soumission conforme, soit dans une proportion de 60 %. Deux preneurs du cahier de charges se sont désistés sans donner de raison. La liste des preneurs du cahier de charges et le tableau des résultats de l'appel d'offres sont fournis en pièces jointes.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences de 20 % (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Construction N.R.C. Inc.	263 437,37$	52 687,47 $	316 124,84 $
Bruneau électrique Inc.	287 729,85$	57 545,97 $	345 275,82 $
Laurin, Laurin (1991) Inc.	311 855,89$	62 371,18 $	374 227,07 $
Dernière estimation réalisée ($)	351 704,53$	70 340,91$	422 045,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-88 267,15 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-25,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			24 292,48 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			9,2 %

L'estimation de contrôle a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD). Il est à noter que l'estimation de contrôle pour ce dossier a comme référence l'estimation révisée de janvier 2022.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation de contrôle est de -25,1 %. Cet écart est favorable à la Ville et s'explique par une stratégie d'affaire agressive de l'adjudicataire qui voudrait gagner ses premiers contrats de l'année dans le but de retenir sa main-d'oeuvre. Cela s'explique aussi par le peu de complexité que présente ce contrat et par l'expérience de l'entrepreneur à travers plusieurs contrats similaires des années précédentes. Afin de diminuer significativement ses coûts de mobilisation, de maintien de circulation et de main-d'oeuvre, l'adjudicataire adopte un calendrier condensé afin de réaliser les travaux dans des délais très courts.

L'écart entre la 2e plus basse et la plus basse soumission conforme est tout à fait acceptable.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. L'adjudicataire recommandé possède une autorisation de l'AMP valide et qui viendra à échéance le 15 août 2022 (voir pièce jointe).

Pour les 2 plus basses soumissions, les validations suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Les soumissionnaires ne figurent pas sur le registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle.

L'évaluation du risque pour ce contrat d'exécution de travaux, dont la dépense nette est inférieure à 1 000 000$, n'ayant pas identifié un risque significatif, il n'est pas requis d'effectuer l'évaluation du rendement de l'adjudicataire et ce, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (Directive no C-OG-APP-D-22-001 du 31 mars 2022).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale en lien avec ce dossier est de 316 124,84 $ (taxes incluses), incluant le contrat de 263 437,37 $ et des contingences de 52 687,47 $. Elle sera assumée comme suit :

- un montant maximal de 288 664,12 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2022	2023	2024	2025	TOTAL
59000 – Programme de maintien et amélioration des feux de circulation	289	0	0	0	289

Les dépenses liées à ce contrat sont sans impact sur le budget de fonctionnement.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir les détails dans la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année et de l'approche «Vision Zéro» en sécurité routière. En effet, l'installation des feux pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. D'autre part, un retard dans les interventions aux feux de circulation aurait un impact sur l'état général de l'actif feux de circulation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 20 avril 2022

- Réalisation des travaux : du 2 mai au 15 juillet 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 6 avril 2022
Véronique PARENTEAU, 31 mars 2022
Damien LE HENANFF, 30 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de section

Tél : 438 989-5036
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-28

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-04-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service par intérim
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2022-04-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1228848012**
Unité administrative responsable : **Division exploitation, innovation et gestion des déplacements**
Projet : **Accorder un contrat pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?.	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduction des émissions de GES (action 1)
2. Accroissement et diversification de l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles (action 3)
3. Tendre vers un avenir plus durable et plus propre (action 5)
4. Consolider un filet social fort, [...] et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (action 9)

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Rendre facilement accessibles les bornes de recharge des véhicules électriques offre un incitatif pour effectuer des déplacements à l'aide d'un véhicule électrique plutôt qu'avec un véhicule à essence.
2. L'installation de bornes permet de faciliter les déplacements en véhicule électrique, diversifiant ainsi l'offre de transport à Montréal.
3. La réduction des émissions de GES favorise un environnement plus propre et plus durable.

4. L'implantation de bornes de recharge sur l'ensemble du territoire contribue à offrir d'autres options de mobilité aux résidents des zones moins centrales et, souvent, plus défavorisées. Elle contribue aussi à améliorer la qualité de l'environnement dans ces zones où l'auto-solo est encore très privilégié.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	x x	 x x 	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? 1. Plan climat 2020-2030 (action 11) a) Accroître le nombre de bornes de recharge sur l'ensemble du territoire montréalais et adopter une stratégie en électrification des transports routiers de personnes (action 15) b) Consolider le leadership de Montréal en mobilité électrique, intelligente et durable (action 34)	x		

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Les individus les plus vulnérables qui se déplacent à pied ont souvent besoin de plus de temps et d'aménagements spécialisés pour traverser les intersections. Par la mise aux normes des feux de circulation, les déplacements des individus les plus vulnérables sont sécurisés, ce qui leur permet de maximiser leur mobilité.	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 475917 — No du GDD : 1228848012

Titre de l'appel d'offres : SP-2022-07 Travaux électriques de signalisation lumineuse (15 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 / 2 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 10 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 10 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 60

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 7 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total $
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	263,437.37
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	287,729.85
LAURIN, LAURIN (1991) INC.	311,855.89

Estimation	**interne**	351,704.53	
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation		**(88,267.16)**	**-25.1%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse		**24,292.48**	**9.2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 16 août 2019

CONSTRUCTION N.R.C. INC.
A/S MONSIEUR YVES COHONNER
160, RUE DESLAURIERS
SAINT-LAURENT (QC) H4N 1V8

No de décision : 2019-DAMP-0710
N° de client : 2700018673

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous N.R.C. CONSTRUCTION INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION N.R.C. INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

GDD	**1228848012**		
Int_No	rue1	rue2	Nom Arrondissements
117-3	Ferrier	Mountain Sights	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
176-4	Jean-Talon	Savane	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
222-6	Atwater	Duvernay	Sud-Ouest
224-4	Côte-Saint-Paul	Notre-Dame	Sud-Ouest
225-3	Courcelle	Notre-Dame	Sud-Ouest
246-5	Notre-Dame	Saint-Rémi	Sud-Ouest
288-7	Aylmer	Maisonneuve	Ville-Marie
340-5	Maisonneuve	Union	Ville-Marie
454-12	Notre-Dame	Saint-Laurent	Ville-Marie
681-14	Bordeaux	Rachel	Plateau Mont-Royal
874-10	Saint-Zotique	Viau	Rosemont - Petite-Patrie
1400-5	City Councillors	Maisonneuve	Ville-Marie
1510-6	Atwater	Lionel-Groulx	Sud-Ouest
1532-4	Jean-Talon	Lucerne	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
4175-3	Carillon	Notre-Dame	Sud-Ouest

Liste des commandes

Numéro : 475917
Numéro de référence : 1568818
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2022-07 Travaux électriques de signalisation lumineuse (15 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BRUNEAU ELECTRIQUE INC. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1999187)** 2022-02-15 7 h 08 **Transmission :** 2022-02-15 7 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSTRUCTION N.R.C. INC. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1998954)** 2022-02-14 14 h 45 **Transmission :** 2022-02-14 16 h 33	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Valérie Legault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1999682)** 2022-02-15 13 h 34 **Transmission :** 2022-02-15 13 h 34	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ÉNERGIE KGC INC. 909 Boul.Curé Boivin Boisbriand, QC, J7G 2S8 https://www.kgcenergie.com	Monsieur Nicolas Goyer Téléphone : 1450 967-2260 Télécopieur : 1450 967-9640	**Commande : (2008525)** 2022-03-02 11 h 54 **Transmission :** 2022-03-02 11 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LAURIN, LAURIN (1991) INC. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Sophie Laurin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur :	**Commande : (2000614)** 2022-02-16 15 h 36 **Transmission :** 2022-02-16 15 h 36	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228848012

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Construction N.R.C Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 15 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 316 124,84 $, taxes incluses (contrat : 263 437,37 $ + contingences : 52 687,47 $) - Appel d'offres public 475917 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228848012 Certification.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-05

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-3752
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231027

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation), entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles. Dépense totale de 470 794,45 $ (contrat: 387 005,85$, contingences: 38 700,59 $ et incidences: 45 088,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 461010 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation) entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 387 005,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 461010;

2. d'autoriser une dépense de 38 700,59 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 45 088,01 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

5. de procéder à une évaluation du rendement de Services Infraspec inc.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-11 11:38

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231027**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation), entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles. Dépense totale de 470 794,45 $ (contrat: 387 005,85$, contingences: 38 700,59 $ et incidences: 45 088,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 461010 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'eau et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens sur l'île de Montréal.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire de 300 mm en béton armé installée en 1956 dans les ruelles d'arrières terrain situées entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles a été identifiée par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de son remplacement sur environ 100 m et sa réhabilitation sur environ 40 m.

Le plan de localisation de ces travaux se retrouve en pièce jointe.

La Direction des réseaux d'eau, a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les travaux de reconstruction de conduite d'égout unitaire dans les ruelles d'arrières terrain situées entre la 6e Avenue et la 7e Avenue auront lieu dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de 100 mètres d'égout unitaire de 300 mm de diamètre, justifiée par la mauvaise condition structurale;

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout unitaire auront lieu dans les même ruelles. Ces travaux consistent en:

- la réhabilitation de 37 mètres d'égout unitaire de 300 mm de diamètre, justifiée par le mauvais état structural;

Il n'y a pas de travaux d'asphaltage de prévus puisque la ruelle n'est pas pavée en ce moment. Il est prévu que la fondation granulaire supérieure soit en MG-20.

Les plans de localisation et des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 38 700,59 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, surveillance environnementale, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de - 4,7%, favorable à la Ville.»

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)

Services Infraspec inc.	387 005,85 $	38 700,59 $	425 706,44 $
Les Excavations Lafontaine inc.	446 031,42 $	44 603,14 $	490 634,56 $
Les Entreprise Claude Chagnon inc.	516 869,42 $	51 686,94 $	568 556,36 $
Dernière estimation réalisée ($)	406 298,60 $	40 629,86 $	446 928,46 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 21 222,02 $ - 4,7 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			64 928,12 $ 15,3 %

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire (10%) a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

En considérant ces informations et dans ce contexte, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Services Infraspec inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 470 794,45 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Services Infraspec inc. pour un montant de 387 005,85 $ taxes incluses;
- plus des contingences 38 700,59 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 45 088,01 $ taxes incluses

Cette dépense entièrement assumée par la Ville centrale représente un coût net de 432 021,97 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011 "Renouvellement actifs réseaux secondaire d'aqueduc et égout - CM21 0194". Cette dépense est admissible à une subvention dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ;

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 22 juin 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : mai 2022
Fin des travaux : juillet 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Abdelwahid BEKKOUCHE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Abdelwahid BEKKOUCHE, 6 avril 2022
Hermine Nicole NGO TCHA, 31 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude LAVOIE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-04-11

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 461010 — No du GDD : 1227231027

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation) entre la 6 e Avenue et la 7 e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 / 2 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 24 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 24 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaire : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offre : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
1 / 3 / 2022	Mise à jour du rapport Environnemental et du rapport Géotechnique	0,00
14 / 3 / 2022	Misa à jour de l'item 13 du bordereau	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 22 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
SERVICES INFRASPEC INC.	387 005,85
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.	446 031,42
LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC	516 869,42

Estimation **interne** 406 298,60

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-4,7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **15,3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

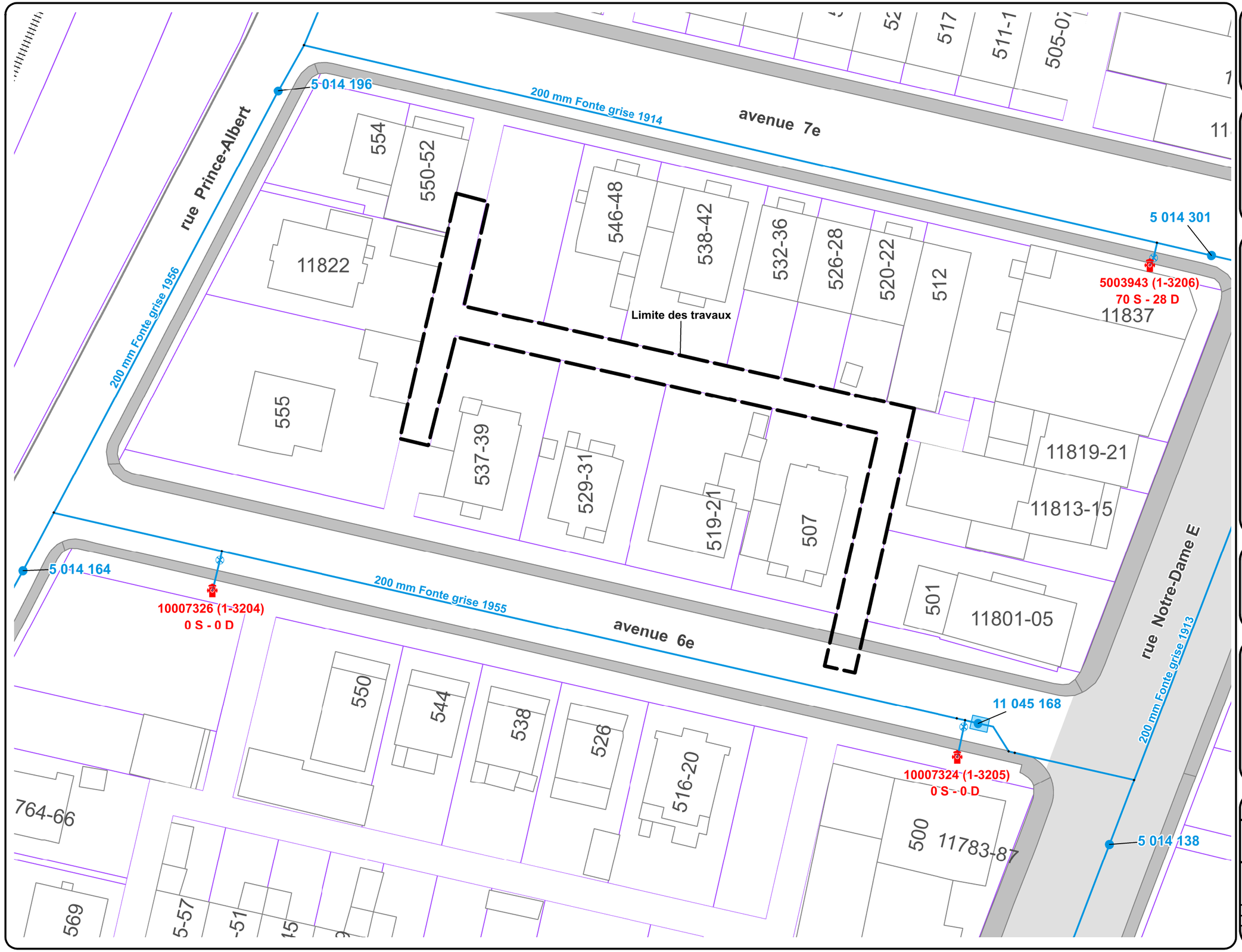
Nom du soumissionnaire : SERVICES INFRASPEC INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 387 005,85

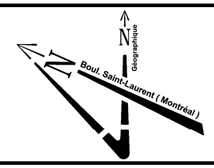
Montant des contingences ($) : 10,0% — 38 700,59

Montant des incidences ($) : 45 088,01

Date prévue de début des travaux : 30 / 5 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 8 / 7 / 2022



ORIENTATION



NOTE(S):

1. La localisation des infrastructures montrées au plan est approximative.
2. L'échelle du plan est valide seulement pour un format d'impression Ledger (11"x17"). Les accessoires (regards, bouches à clé de vanne, chambres de vanne, poteaux d'incendie, etc.) sont schématiques et ne sont pas à l'échelle.
3. Les pressions statiques et dynamiques indiquées pour les poteaux d'incendie ne sont fournies qu'à titre indicatif.

LÉGENDE

- Poteau d'incendie
- Poteau d'incendie STM
- Poteau d'incendie privé
- Conduite d'eau secondaire
- Conduite d'eau principale
- Raccord (té, croix, réduit)
- Bouche à clé de vanne
- Chambre de vanne
- Vannes de fermeture à vérifier par l'arrondissement (réseau secondaire)
- Vannes de fermeture à vérifier par la DEP (réseau principal)
- Limite cadastrale
- Limite d'arrondissement
- Voie ferrée
- Hôpital
- Station de métro
- Station du REM
- Ligne du métro

ÉMISSION(S)

NO.	DATE	DESCRIPTION	PRÉP. PAR:
A	2022-02-15	Émis pour information	C.L.

INTERVENANTS:

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4

Agent technique:

Siar Matiullah

Ingénieur(e):

Claude Lavoie, ing.

ARRONDISSEMENT:
RIVIÈRES-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES

NOM DU PROJET:
Travaux d'égout et de voirie dans la section hors rue, entre la 6e avenue et la 7e avenue

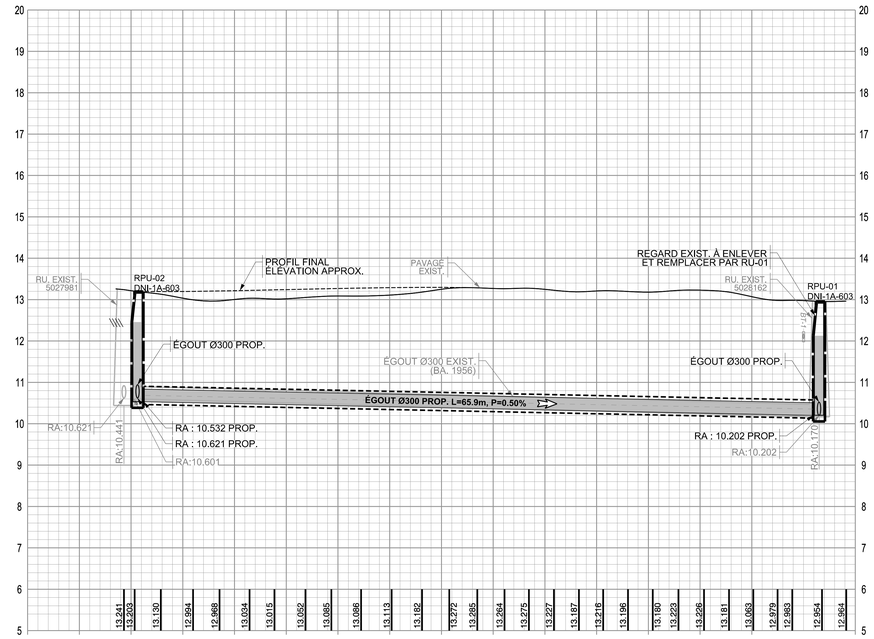
TITRE DU PLAN:
Réseaux d'eau existant et poteaux d'incendie

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE
ÉCHELLE: **1:500**

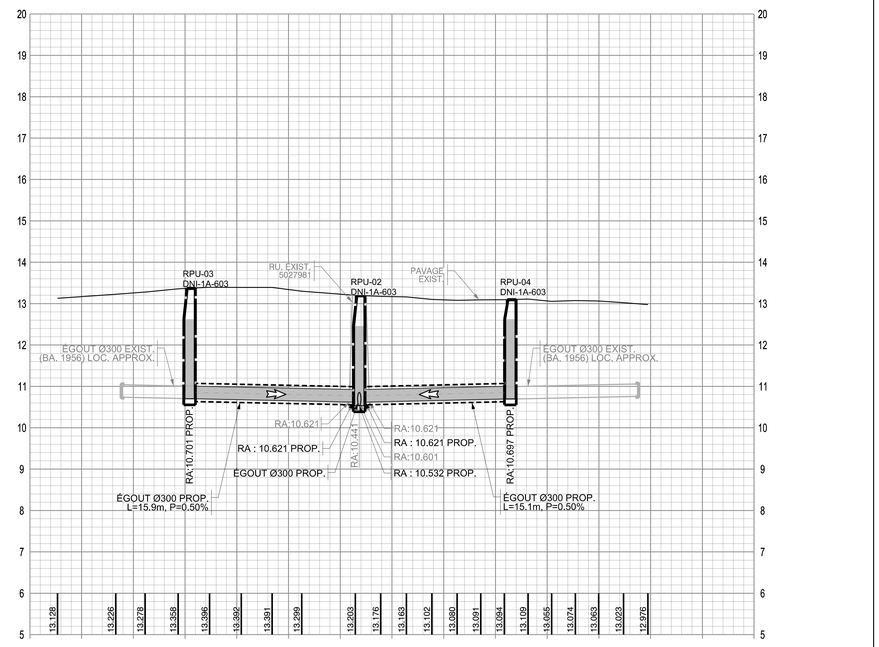
APPEL D'OFFRES:	N° DE PLAN:	FEUILLET:	RÉV.
461010	-	1 de 1	

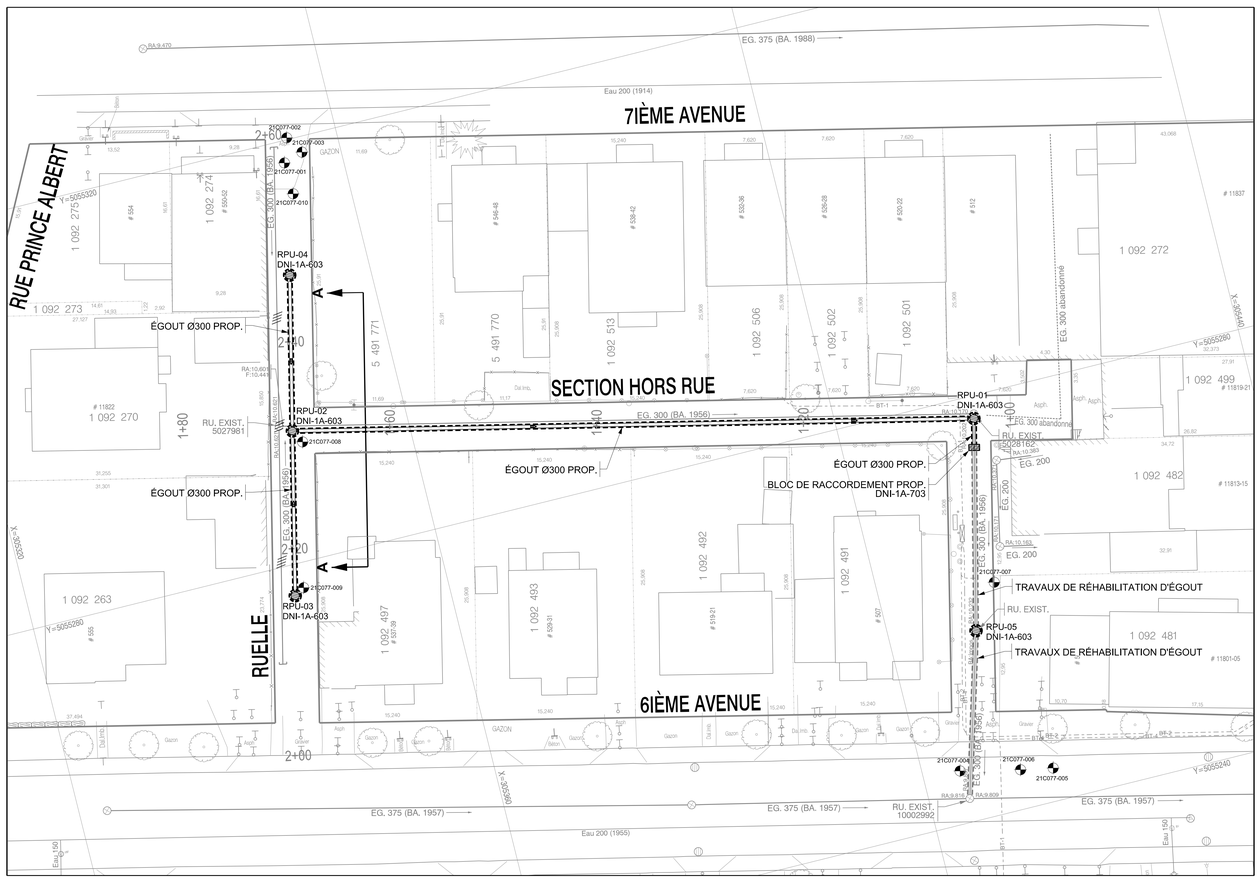
Ce document est la propriété exclusive de la Ville de Montréal. Il ne peut être utilisé, reproduit ou modifié à quelque fin que ce soit sans l'autorisation préalable écrite de la Ville de Montréal. Tous droits réservés.

PROFIL - SECTION HORS RUE

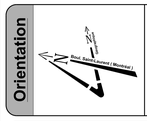


PROFIL - RUELLE (A-A)





Orientation

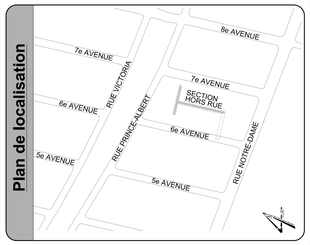


REPÈRE GÉODÉSIQUE: 71K5440

Boulevard Saint-Jean-Baptiste / rue De la Gauchetière
ALTITUDE: 12.390 m (CGVD28)

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Plan de localisation



Notes

1. La localisation des conduits et massifs d'utilités publiques est donnée à titre indicatif seulement;
2. Les conduites d'eau secondaires existantes sont en fonte grise, sauf indication contraire;
3. De façon générale, les conduites d'eau existantes et/ou abandonnées ne sont pas montrées aux profils;
4. Les distances et les dégagements minimaux à respecter entre les conduites, les branchements, les structures et les obstacles sont prévus au DTNI-1A;
5. Sauf indication contraire, le diamètre des conduites et des raccords montrés au plan sont en millimètre.

Références

Plan de la géomatique:	210036-scrs	
Plan de géométrie:	-	
Plans et profils:	-	

	Étude(s) technique(s):		Fiche(s) technique(s):	
Eau	-	-	-	-
Égout	-	-	19-RDP-PTI-008-EG2	2020-06-10

Légende: éléments proposés

- Ø.: (mm) — EAU Ø PROP. — Conduite d'eau
- Ø.: (mm) — ÉGOUT Ø PROP. — Conduite d'égout
- CV-XX / DNI-1A-XXX (Numérotation; N° de croquis (voir DTNI-1A)) — Chambre de vanne
- RX-XX / DNI-1A-XXX (RPU: Regard-puisard unitaire; RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation; N° de croquis (voir DTNI-1A)) — Regard d'égout circulaire
- RX-XX (RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation) — Regard d'égout rectangulaire
- PI-XX / DNI-1A-204 (Numérotation; N° de croquis (voir DTNI-1A)) — Poteau d'incendie
- Puisard de rue; Puisard de trottoir; Puisard dalot (PUI-XX) — Numérotation
- Bouche à clé de vanne (DNI-1A-203)
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- Sens d'écoulement
- Limite de chaussée

★ *Symbole agrandi pour plus de clarté*

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2022-02-03	Émis pour appel d'offres	C.L.
B	2021-11-22	Émis pour commentaires 50%	C.L.
A	2021-07-21	Émis pour intégration 10%	Y.F.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

Intervenants

Élaboré par:	
Siar Matiullah, a.t.	2021-08-24
-	-
-	-

Préparé par: Claude Lavoie, ing.

Sceau de l'ingénieur(e): Ordre des ingénieurs du Québec — Claude Lavoie — 108895 — Originalsignéscellé

Projet:

SECTION HORS RUE
ENTRE LA 6e AVENUE ET LA 7e AVENUE

Arrondissement(s): **Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles**

Nature des travaux:

Travaux d'égouts et de voirie

Titre du plan:

Travaux de conduite d'égout
Plan et Profil
SECTION HOR RUE: Ch. 1+03 @ 1+70
RUELLE: Ch. 2+15 @ 2+47

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: HORZ.:1:200 VERT.: 1:50

A.O.:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
461010	PL-EA-01	1/1	000	1

Cartouche révisé le : 2019 / 07 / 10

Légende — Éléments existants

Eau
- Conduite d'eau
- Boîte de vanne
- Bouche à clé de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de gicleur
- Regard d'eau
- Bouche à clé de branchement
- Poteau d'incendie

Égout
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

Utilités publiques
- Conduite Bell
- Conduite Gaz
- Conduite Hydro-Québec
- Conduite CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Regard gazoduc
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban
- Conduite abandonnée

Aménagement
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée pour véhicules
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Muret
- Haut et bas de talus
- Limite de propriété
- Limite de boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

Abréviations

EXIST.	Conduite ou structure existante	FG.	Fonte grise
PROP.	Conduite ou structure proposée	FD.	Fonte ductile
RE.	Structure à remplacer	RACC.	Raccord
NS.	Nouvelle structure	RAD.	Radier
EN.	Structure à enlever	F.	Feuillet
AB.	Structure à abandonner	T.	Tuyau
BA.	Béton Armé	H.P.	Haute pression
BAC.	Béton Acier	B.P.	Basse pression
BR.	Brique		

Notes Particulières

Massifs d'utilités publiques à supporter ou à briser et à reconstruire, si requis.

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux d'égout et voirie dans la section hors rue entre la 6ieme et 7ieme avenue				
GDD	**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**	
	461010	Rivière des Prairies - Pointe aux Trembles	2022-03-28	Infra.réseau routier-Infra	
Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**	**Type de rue [3]**	
rue 1	Ruelle entre 6ieme et 7ieme av.				

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

											Taux de la Ville		Taux CSÉM				
											Taxes	Net	Taxes	Net			
											1,14975	1,049875	1,14975	1,008479			
						à compléter			à compléter								
Sous-projet incidences #1	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #1**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2118100529	**188613**	**Ruelle entre 6ieme et 7ieme av. - Incidences professionnelles reconst. égouts unitaires et sanitaire**	4905	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	1.1	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	3 500,00 $	4 024,13 $	3 674,56 $	40 150,00 $	42 605,90 $	40 967,95 $	54590	070003
					1.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Non	Pro	23 750,00 $	23 750,00 $	23 750,00 $				54301	070003
					1.3	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	12 000,00 $	13 797,00 $	12 598,50 $				54301	070003
					1.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	900,00 $	1 034,78 $	944,89 $				54301	070003
					1.5	Marquage et signalisation par firme externe	Ville	Tech	0,00 $	0,00 $	0,00 $				54590	070003
Sous-projet incidences #2	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #2**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2118100530	**188615**	**Ruelle entre 6ieme et 7ieme av. - Incidences professionnelles réhab. égouts combinés et sanitaires**	4905	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	2.1	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	200,00 $	229,95 $	209,98 $	2 250,00 $	2 482,11 $	2 327,31 $	54590	070003
					2.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Non	Pro	700,00 $	700,00 $	700,00 $				54301	070003
					2.3	Laboratoire - Contrôle qualitatif des	Ville	Pro	1 250,00 $	1 437,19 $	1 312,34 $				54301	070003
					2.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	100,00 $	114,98 $	104,99 $				54301	070003
					2.5	Marquage et signalisation par firme externe	Ville	Tech	0,00 $	0,00 $	0,00 $				54590	070003
					2.6					0,00 $	0,00 $					

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Requérant - Description	Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Catégorie d'actif SIMON	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
4905	EAU-DRE-4905	21-011_Renouv.	2118100527	188610	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D. V. 40 ans)	1.Travaux	6130.7721011.802720.Activité.57201.000000 .0000.188610.000000.12010.00000	320 030,00 $	367 954,49 $	335 991,50 $
						2.Contingences	6130.7721011.802720.Activité.57201.000000 .0000.188610.070008.12010.00000	32 003,00 $	36 795,45 $	33 599,15 $
			2118100528	188611	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Réhabilitation (D. V. 20 ans)	1.Travaux	6130.7721011.802720.Activité.57201.000000 .0000.188611.000000.12015.00000	16 570,00 $	19 051,36 $	17 396,43 $
						2.Contingences	6130.7721011.802720.Activité.57201.000000 .0000.188611.070008.12015.00000	1 657,00 $	1 905,14 $	1 739,64 $
			2118100529	188613	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D. V. 40 ans)	3.Incidences	6130.7721011.802720.Activité. .000000 .0000.188613.070003.12010.00000	0,00 $	0,00 $	0,00 $
							6130.7721011.802720.Activité.54301.000000 .0000.188613.070003.12010.00000	36 650,00 $	38 581,78 $	37 293,39 $
							6130.7721011.802720.Activité.54590.000000 .0000.188613.070003.12010.00000	3 500,00 $	4 024,13 $	3 674,56 $
			2118100530	188615	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D. V. 40 ans)	3.Incidences	6130.7721011.802720.Activité. .000000 .0000.188615.070003.12010.00000	0,00 $	0,00 $	0,00 $
							6130.7721011.802720.Activité.54301.000000 .0000.188615.070003.12010.00000	2 050,00 $	2 252,16 $	2 117,33 $
							6130.7721011.802720.Activité.54590.000000 .0000.188615.070003.12010.00000	200,00 $	229,95 $	209,98 $
		Total pour 21-011_Renouv. actifs réseaux second.d'aqua.et.égou. CM21 0194						412 660,00 $	470 794,45 $	432 021,97 $
Total pour 4905								412 660,00 $	470 794,45 $	432 021,97 $
								- $	- $	- $

RÉCAPITULATIF DES MONTANTS

		Montants du contrat		
		Avant taxe	Avec taxes	Net de ristournes des taxes
Travaux		336 600,00 $	387 005,85 $	353 387,93 $
Contingences	**10,00%**	33 660,00 $	38 700,59 $	35 338,79 $
Sous-total travaux et contingences		370 260,00 $	425 706,44 $	388 726,72 $
Incidences		42 400,00 $	45 088,01 $	43 295,26 $
Total des montants maximum autorisés		**412 660,00 $**	**470 794,45 $**	**432 021,97 $**

Récapitulatif par payeur - Travaux-Contingences-Incidences

Requérant	Compétence	Requérant - Description	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant Net de ristournes des taxes
014 Fonds des dépenses en immobilisations	Corpo	EAU-DRE-4905	353 387,93 $	38 700,59 $	45 088,01 $
Total pour 014 Fonds des dépenses en immobilisations			353 387,93 $	38 700,59 $	45 088,01 $
Total général			**353 387,93 $**	**38 700,59 $**	**45 088,01 $**

Fonds - payeur	%
014 Fonds des dépenses en immobilisations	**100,0%**
012 Fonds des conduits souterrains	**0,0%**
040 Fonds des Autres dépenses financées par emprunt	**0,0%**
Total	**100,0%**

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Payeur	Compétence	Requérant	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022	Budget requis 2023	Budget requis 2024	Budget requis Ultérieur
Corpo	Corpo	4905	EAU-DRE-4905	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	2118100527	188610	Ruelle entre 6ieme et 7ieme av. - Construction Égouts unitaires et sanitaire	369 590,65 $	369 590,65 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2118100528	188611	Ruelle entre 6ieme et 7ieme av. - Réhabilitation Égouts combinés et sanitaires	19 136,07 $	19 136,07 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2118100529	188613	Ruelle entre 6ieme et 7ieme av. - Incidences professionnelles reconst. égouts unitaires et sanitaire	40 967,95 $	40 967,95 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2118100530	188615	Ruelle entre 6ieme et 7ieme av. - Incidences professionnelles réhab. égouts combinés et sanitaires	2 327,31 $	2 327,31 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
				Total pour 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection				432 021,97 $	432 021,97 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			Total pour EAU-DRE-4905					432 021,97 $	432 021,97 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour Corpo							432 021,97 $	432 021,97 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total pour Corpo								432 021,97 $	432 021,97 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total général								**432 021,97 $**	**432 021,97 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Montréal

SOUMISSION 461010 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation), entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Ruelle nord-sud entre la rue Prince-Albert et la rue Notre-Dame 6 e Avenue à la ruelle nord-sud	Les travaux sont répartis en 2 phases. **Délai** : 40 jours calendriers– Printemps 2022 **PHASE 1** : Travaux de reconstruction de la conduite d'égout dans la ruelle nord-sud entre la rue Prince-Albert et la rue Notre-Dame. **Horaire de travail :** Lundi à vendredi 7h à 19h, **Horaire de l'entrave:** 24h/24h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement les ruelles nord-sud et est-ouest; - Entraver la voie de stationnement sur la 7e Avenue et maintenir une voie d'au moins 3 mètres par direction ainsi que la voie de stationnement du côté est pour des fins d'entreposage de matériaux. **PHASE 2** : Travaux de chemisage de la conduite d'égout de la 6 e Avenue à la ruelle nord-sud **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la ruelle est-ouest de la ruelle nord-sud à la 6 e Avenue; - la 6 e Avenue entre la rue Notre-Dame et la rue Prince-Albert avec maintien de la circulation locale seulement.
Mesures de gestion des impacts applicables	- L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR et d'une zone de livraison. - Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale et d'un PMVM pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers

	de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 19 mai 2021

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2021-DAMP-1420
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous INFRASPEC RÉHABILITATION et LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **18 mai 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 461010

Date de publication : 2022-02-28
Date d'ouverture : 2022-03-24

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	9200-2088 QUÉBEC INC.
2	COJALAC INC.
3	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
4	LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.
5	LES ENTREPRISES COGENEX INC.
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.
8	SERVICES INFRASPEC INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 461010
Unité administrative responsable : SIRR , Direction des infrastructures , Division de la conception des projets
Projet : Travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation) entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.

2. Collecter les eaux usées afin qu'elles soient traitées avant d'être rejetées au fleuve Saint-Laurent.

3. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231027

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux d'égout (reconstruction et réhabilitation), entre la 6e Avenue et la 7e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles. Dépense totale de 470 794,45 $ (contrat: 387 005,85$, contingences: 38 700,59 $ et incidences: 45 088,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 461010 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info_comptable_ GDD 1227231027_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-04

Francis PLOUFFE
agent de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-2679
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231021

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour des travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 311 520,36 $ (contrat: 261 540,53 $ + contingences: 39 231,08 $ + incidences: 10 748,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469410 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme Systèmes Urbains inc., le contrat pour l'exécution des travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 261 540,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 469410 ;

2. d'autoriser une dépense de 39 231, 08 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 10 748, 75 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-08 15:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231021**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour des travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 311 520,36 $ (contrat: 261 540,53 $ + contingences: 39 231,08 $ + incidences: 10 748,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469410 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a le mandat de réaliser le Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage. Les principaux objectifs de ce programme sont :
· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voir de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Présentement, l'éclairage dans les tronçons visés par le présent contrat est insuffisant. Le mobilier d'éclairage a plus de 40 ans et il y a des fils électriques en aérien. Le mobilier d'éclairage existant sera remplacé et les nouveaux fils électriques seront enfouis. L'éclairage des rues concernées sera amélioré pour assurer la sécurité de tous les usagers. Le nouveau réseau d'éclairage sera doté de la technologie au DEL.

La Direction de la mobilité du SUM a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les travaux consistent à :

- Améliorer la sécurité des lieux;
- Remplacer des actifs désuets;
- Faire la mise aux normes de l'éclairage;

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 39 231,08 $, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat étant donné les risques inhérents au projet et le montant du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière de mobilier d'éclairage, d'utilités publiques et de gestion des impacts. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de -5,2%, favorable à la Ville.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Systémes Urbains inc.	261 540,53 $	39 231,08 $	300 771,61 $
Construction N.R.C. inc.	292 502,15 $	43 875,32 $	336 377,47 $
Néolect inc.	294 561,35 $	44 184,20 $	338 745,55 $
Bruneau électrique inc.	312 631,97 $	46 894,79 $	359 526,76 $
Groupe Thermo-Lite	313 571,33 $	47 035,70 $	360 607,03 $
Dernière estimation réalisée ($)	275 964,81 $	41 394,72 $	317 359,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-16 587,92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 5,2 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			35 605,86 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	11,8 %

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Dans ce contexte et considérant l'écart favorable de 5.2 %, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat ne fait pas l'objet d'évaluation de rendement du fournisseur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 311 520,36 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Systèmes Urbains inc. Inc pour un montant de 261 540,53 $ taxes incluses;
- plus des contingences 39 231,08 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 10 748,75 $ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 284 893,95 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant:

18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

La dépense est réalisée entièrement en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de plan stratégique Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle mais ne contribue pas à des engagements en changements climatiques, parce que le remplacement du mobilier d'éclairage ne diminue pas significativement la vulnérabilité face aux changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 6 juin 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier sont planifiés selon un échéancier serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : novembre 2022
Fin des travaux : décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Julie DUBE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Dominic VACHON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Damien LE HENANFF, 6 avril 2022
Valérie G GAGNON, 6 avril 2022
Alain DUFRESNE, 6 avril 2022
Julie DUBE, 6 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ervin KOJIC
Ingenieur(e)

Tél : 514 770-8319
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-08

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 469410 — No du GDD : 1227231021

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 / 2 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 8 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 8 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 83

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 6 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
SYSTEMES URBAINS INC.	261 540.53
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	292 502.15
NÉOLECT INC.	294 561.35
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	312 631.97
GROUPE THERMO-LITE INC.	313 571.33

Estimation	**interne**	275 964.81	
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation		(14 424.28)	**-5.2%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse		30 961.62	**11.8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

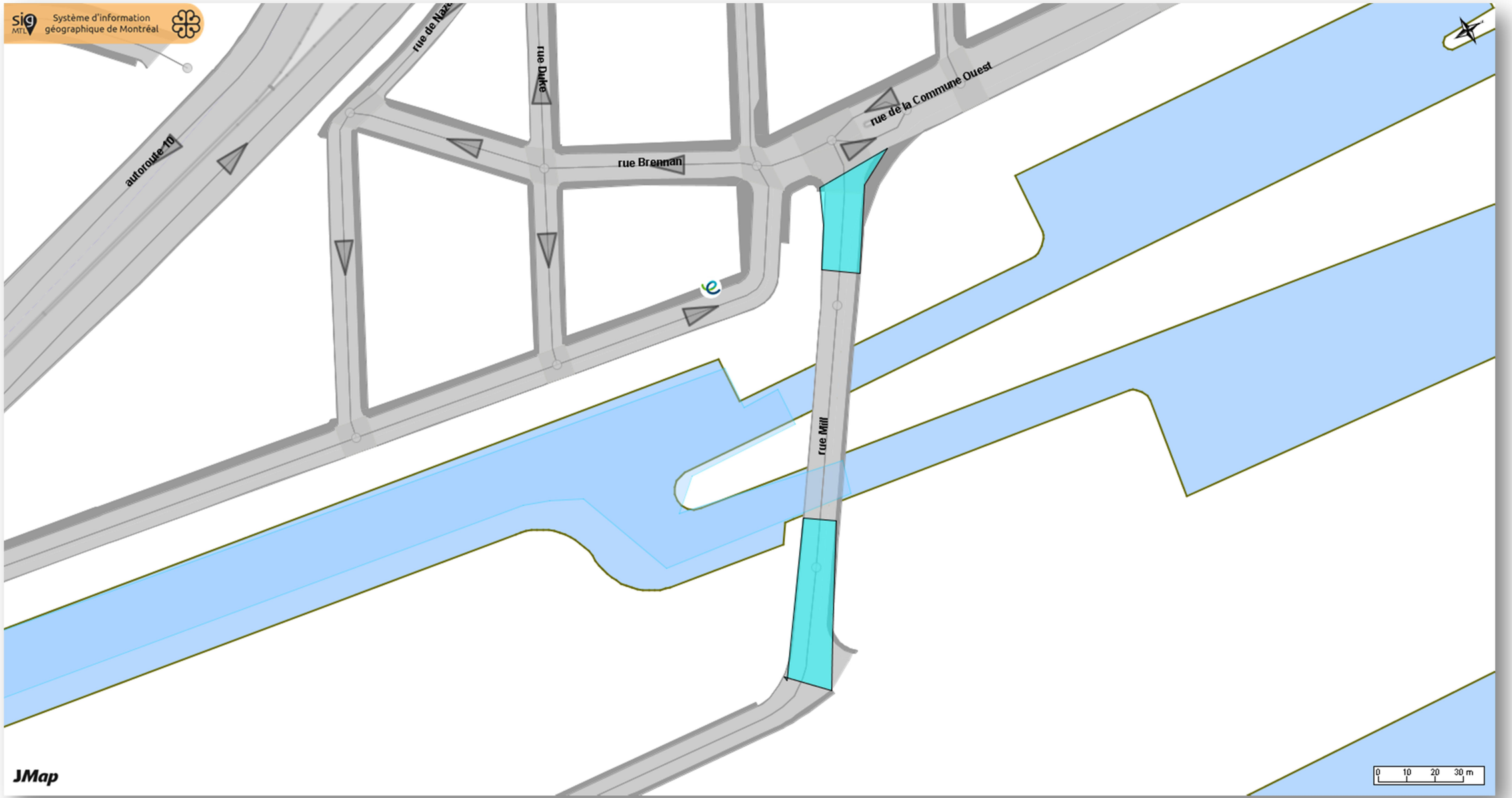
Nom du soumissionnaire : SYSTEMES URBAINS INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 261 540.53

Montant des contingences ($) : 15.0% — 39 231.08

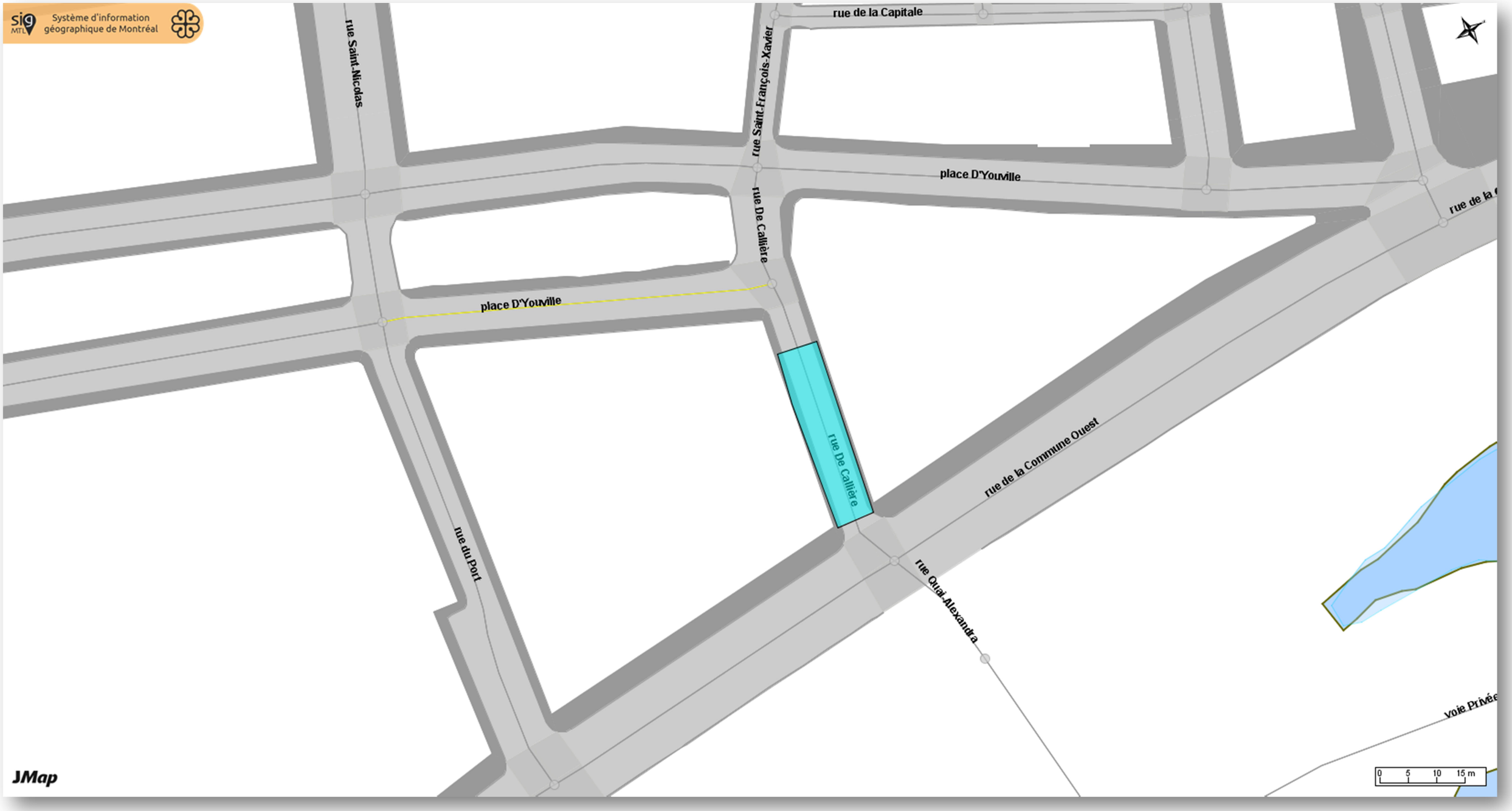
Montant des incidences ($) : 10 748.75

Date prévue de début des travaux : 14 / 11 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 5 / 12 / 2022



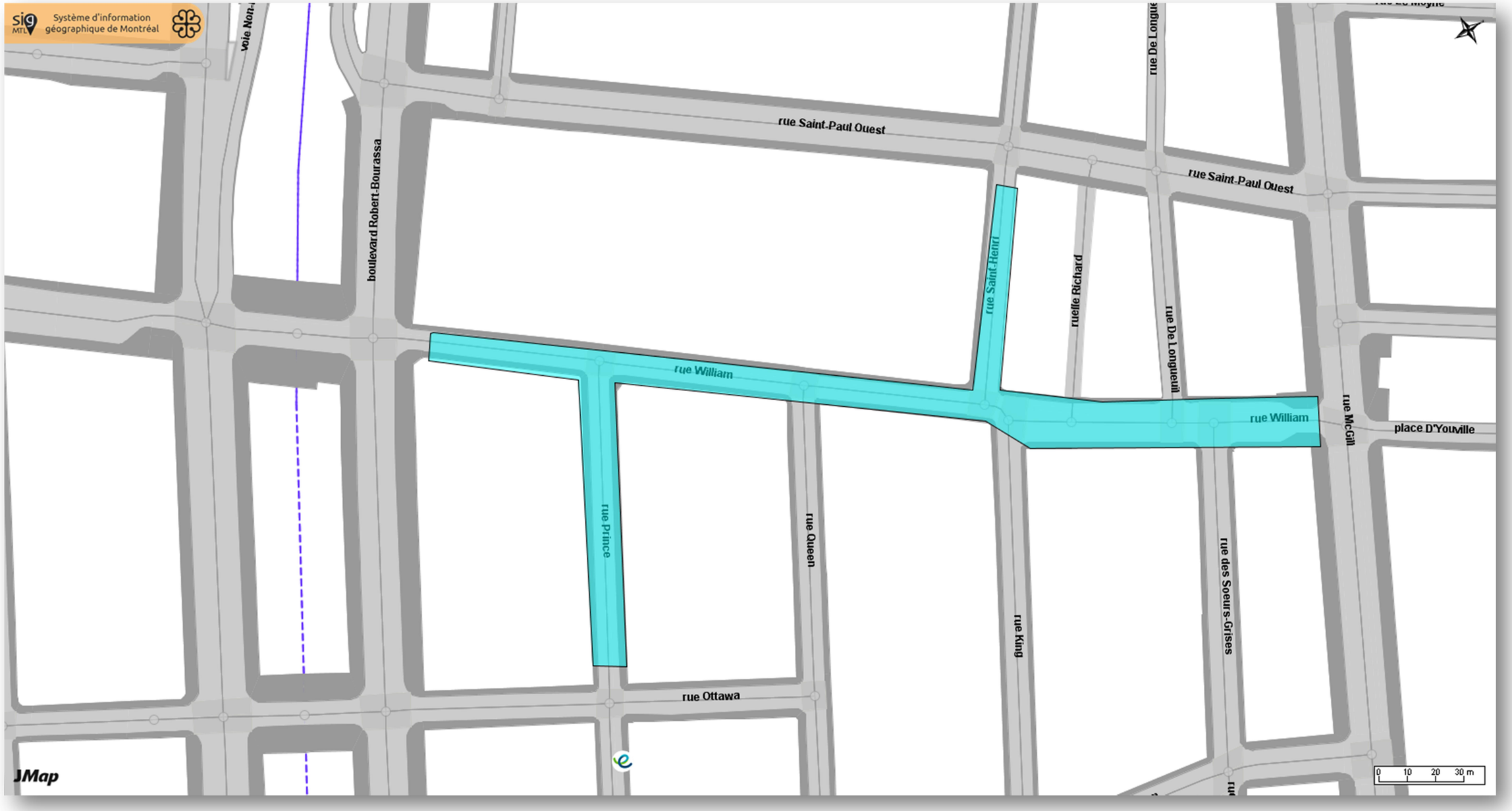
Préparé par : Ervin Kojic

Date : 18.03.2022.



Préparé par : Ervin Kojic

Date : 18.03.2022.



Préparé par : Ervin Kojic

Date : 18.03.2022.

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Éclairage divers endroits Vieux-Montréal				
GDD		**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**
		469410	Ville-Marie	2022-03-29	Infra.réseau routier-Infra
Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**		**Type de rue [3]**
rue 1	Étude 20211146				
rue 2	Contrat 1380				
rue 3	2021.ET.00394 EESM				
rue 4	Divers endroits				

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

				Taux de la Ville		Taux CSÉM	
				Taxes	Net	Taxes	Net
				1,14975	1,049875	1,14975	1,008479

						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #3	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #3	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2158002011	189530	Divers endroits - Incidences professionnelles, techniques et achat Éclairage	isme Et Mobilite	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	3.1	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $	10 000,00 $	10 748,75 $	10 249,38 $	54590	070003
					3.2	Mobilier urbain - Achat interne	Non	Achat	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $				57401	070003
					3.3					0,00 $						

RÉCAPITULATIF

Type	Montants du contrat			
	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	% Contingences total du contrat
1.Travaux	227 476,00 $	261 540,53 $	238 821,37 $	
2.Contingences	34 121,40 $	39 231,08 $	35 823,20 $	**15,00%**
3.Incidences	10 000,00 $	10 748,75 $	10 249,38 $	
Total général	**271 597,40 $**	**311 520,36 $**	**284 893,95 $**	

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Catégorie d'actif SIMON	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
Urban.mobi.-Mobilité-4806	18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160	2158002010	189529	Lampadaires et systèmes d'éclairage (D.V.20 ans)	1.Travaux	6101.7718050.802719.03141.57201.000000 .0000.189529.000000.19010.00000	227 476,00 $	261 540,53 $	238 821,37 $
					2.Contingences	6101.7718050.802719.03141.57201.000000 .0000.189529.070008.19010.00000	34 121,40 $	39 231,08 $	35 823,20 $
		Total pour 2158002010					261 597,40 $	300 771,61 $	274 644,57 $
		2158002011	189530	Lampadaires et systèmes d'éclairage (D.V.20 ans)	3.Incidences	6101.7718050.802719.03141.54590.000000 .0000.189530.070003.19010.00000	5 000,00 $	5 748,75 $	5 249,38 $
						6101.7718050.802719.03141.57401.000000 .0000.189530.070003.19010.00000	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $
		Total pour 2158002011					10 000,00 $	10 748,75 $	10 249,38 $
							271 597,40 $	**311 520,36 $**	**284 893,95 $**

Récapitulatif par payeur - Travaux-Contingences-Incidences

Requérant	Compétence	Requérant - Description	Montant avec taxes Travaux	Montant avec taxes Contingences	Montant avec taxes Incidences
	Corpo	Urban.mobi.-Mobilité-4806	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total pour			0,00 $	0,00 $	0,00 $
014 Fonds des dépenses en immobilisations	Corpo	Urban.mobi.-Mobilité-4806	261 540,53 $	39 231,08 $	10 748,75 $
Total pour 014 Fonds des dépenses en immobilisations			261 540,53 $	39 231,08 $	10 748,75 $
Total général			**261 540,53 $**	**39 231,08 $**	**10 748,75 $**

Fonds - payeur	%
014 Fonds des dépenses en immobilisations	**100,0%**
012 Fonds des conduits souterrains	**0,0%**
040 Fonds des Autres dépenses financées par emprunt	**0,0%**
Total	**100,0%**

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Payeur	Compétence	Requérant	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022	Budget requis 2023	Budget requis 2024	Budget requis Ultérieur
Corpo	Corpo	4806 - Urba	Urban.mobi.-Mobilité-4806	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	2158002008	189527	Étude 20211146 Contrat 1380 - Incidences CSEM - Travaux préparatoires de la CSÉM à un futur contrat (capitalisable)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2158002009	189528	2021.ET.00394 EESM - Incidences professionnelles, techniques et achat Éclairage	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2158002010	189529	Divers endroits - Éclairage de rue	274 644,57 $	274 644,57 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2158002011	189530	Divers endroits - Incidences professionnelles, techniques et achat Éclairage	10 249,38 $	10 249,38 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total général								**284 893,95 $**	**284 893,95 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Montréal

SOUMISSION 469410 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie
PL-ER-01 Rue Prince entre la rue Ottawa et la rue William	**Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h et samedi 8 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Prince entre la rue Ottawa et la rue William avec maintien de la circulation locale seulement; - Interdire le stationnement du côté est de la rue Prince, entre la rue Ottawa et la rue William; - Maintenir le lien cyclable en direction nord sur la rue Prince en tout temps à l'aide de signaleurs au niveau des travaux et maintenir la chaussée désignée en direction sud sur la rue Prince en fonction durant les travaux.
PL-ER-01 Rue William entre la rue King et la rue McGill	**Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h et samedi 8 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Entraver un côté de la chaussée à la fois, avec maintien d'une (1) voie d'au moins 4,5 mètres en chaussée désignée pour maintenir le lien cyclable; Lorsque requis, l'Entrepreneur peut interrompre la circulation durant un maximum de cinq (5) minutes, notamment lors des opérations de levage; - Interdire le stationnement d'un côté à la fois sur la rue William;
PL-ER-01 Rue William entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue King	**Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h et samedi 8 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Entrave partielle du côté nord de la chaussée de la rue William, avec maintien d'une (1) voie d'au moins 3,5 mètres en chaussée désignée pour maintenir le lien cyclable; - Interdire le stationnement du côté nord de la chaussée de la rue William, au niveau des travaux;
PL-ER-01 Rue Saint-Henri entre la rue William et la rue Saint-Paul	**Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h et samedi 8 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermeture complète de la rue Saint-Henri entre la rue Saint-Paul et la rue William avec maintien de la circulation locale seulement; - Interdire le stationnement sur la rue Saint-Henri au niveau des travaux;
PL-ER-02 Rue de Callières entre la rue de la Commune et la Place d'Youville	**Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h et samedi 8 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermeture complète de la rue de Callières entre la rue de la Commune et la Place d'Youville;
PL-ER-03 Rue Mill entre la rue de la Commune et la rue Mill (excluant les sites 003 et 004)	**Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 16h et samedi 8 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermeture complète de la direction ouest de la Mill entre la rue de la Commune et la rue Mill; - Maintenir une (1) voie d'au moins 3.5 mètres en direction est sur la rue Mill au niveau des travaux; - Maintenir la piste cyclable dans les deux directions durant les travaux du côté ouest de la rue Mill.

PL-ER-03 Intersection des rues Mill et de la Commune (sites 003 et 004)	**Horaire de travail** : Samedi 8 h à 19 h et dimanche 9 h à 19 h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermeture complète de la direction ouest de la Mill entre la rue de la Commune et la rue Mill; - Maintenir une (1) voie d'au moins 3.5 mètres en direction est sur la rue Mill au niveau des travaux; - Fermeture de la piste cyclable au niveau des travaux. Prévoir dévier les cyclistes dans un corridor bidirectionnel temporaire d'une largeur d'au moins 2,5 mètres; - Maintenir une voie (1) d'au minimum 4,5 mètres en direction est sur la rue de la Commune au niveau des travaux; - Prévoir des panneaux d'arrêts obligatoire sur chaque approche, si une mise hors fonction temporaire des feux de circulation est requise à l'intersection des rues Mill et de la Commune lors des travaux sur les emplacements 003 et 004.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 14 août 2019

SYSTÈMES URBAINS INC.
A/S MONSIEUR STEVE BASTIEN
23, AV MILTON
LACHINE (QC) H8R 1K6

No de décision : 2019-DAMP-0672
N° de client : 3000144193

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SYSTÈMES URBAINS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 469410

Date de publication : 2022-02-14
Date d'ouverture : 2022-03-08

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
2	CONSTRUCTION N.R.C. INC.
3	GROUPE THERMO-LITE INC.
4	NÉOLECT INC.
5	PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE
6	SYSTEMES URBAINS INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231021
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité
469410 Projet : Travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous 16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *- Amélioration de l'éclairage des couloirs de déplacement, particulièrement piétons et cyclables;* *- Réduire les défaillances du système d'éclairage et les zones sombres;* *- Limiter et encadrer la pollution lumineuse.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Recyclage en place de la fondation de chaussée existante en utilisant la méthode de réhabilitation par décohésionnement-stabilisation, éliminant ainsi l'utilisation de nouvelle pierre; ● Utilisation d'un ciment contenant 10% de poudre de verre pour la fabrication du béton de trottoirs.		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? ● Le remplacement du mobilier d'éclairage ne diminue pas significativement la vulnérabilité face aux changements climatiques.		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Réduire l'éclairage insuffisant ou défaillant dans certains milieux afin de diminuer le niveau d'insécurité et d'inconfort particulièrement pour la population féminine.	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231021

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour des travaux d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 311 520,36 $ (contrat: 261 540,53 $ + contingences: 39 231,08 $ + incidences: 10 748,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 469410 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD 1227231021.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228104001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Technoparc
Objet :	Approuver une convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour un montant de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal pour l'année 2022

Il est recommandé:
- d'approuver une convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour un montant de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal.

- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-03 22:02

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228104001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Technoparc
Objet :	Approuver une convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour un montant de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal pour l'année 2022

CONTENU

CONTEXTE

Le parc d'entreprises de haute technologie Technoparc Montréal (« TM »), situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent, a été créé en 1987 par le Centre d'initiative technologique de Montréal (CITEC) avec l'aide des gouvernements du Québec et du Canada ainsi que de Ville Saint-Laurent. L'organisme à but non lucratif du même nom en a été le propriétaire. À ce titre, il recevait une importante contribution financière de la Ville de Montréal. À la fin de la dernière entente de contribution, l'organisme a choisi de céder ses actifs et passifs à la Ville et de se dissoudre .

Les centres d'affaires (bâtiments sis au 2300 Alfred-Nobel et au 7140 Albert-Einstein) sont maintenant la propriété de la Ville.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») est responsable des actifs immobiliers et s'assure de la gestion des centres d'affaires. Afin de maintenir les services actuellement offerts, la Ville a proposé d'avoir recours aux services de PME MTL Centre-Ouest pour assister le SGPI dans cette gestion des actifs et des centres d'affaires.

Une convention de services professionnels a été signée avec PME MTL Centre-Ouest et depuis 2020, l'organisme assure la livraison des services aux locataires des Centres d'affaires de Technoparc Montréal.

Le présent sommaire vise l'approbation d'une nouvelle convention de services avec PME MTL Centre-Ouest pour l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0164 - 22 février 2021 - Approuver un projet de convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal
CE21 0176 - 10 février 2021 - 1 Approuver un projet de convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal afin d'assurer la gestion

de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal, pour une durée de 12 mois, pour une somme de 298 935 $, taxes incluses et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CM19 1359 - 16 décembre 2019 - Approuver une convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour un montant de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal

CM19 0764 - 19 juin 2019 - Accorder un soutien financier de 595 000 $ à Technoparc Montréal pour permettre la réalisation de ses obligations d'ici sa dissolution / Autoriser un virement de 595 000 $ du budget des dépenses contingentes imprévues d'administration locale 2019 vers le budget du Service du développement économique / Approuver un projet de convention à cet effet**.**

CE18 0492 - 28 mars 2018 - Donner un accord de principe au non renouvellement de l'entente de gestion entre la Ville et Technoparc Montréal.

CG16 0347 – 19 mai 2016 – Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux six (6) organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578,00 $ aux six (6) organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL

DESCRIPTION

Dans le cadre de ce contrat de services professionnels, PME MTL Centre-Ouest va agir, pour le compte de la Ville, dans les trois domaines suivants :

1- **Gestion administrative**

Réception :

· Assurer une présence physique par l'intermédiaire d'une réceptionniste aux centres d'affaires
· Répondre aux appels téléphoniques et aux courriels, les acheminer et en assurer le suivi
· Accueillir physiquement la clientèle et les visiteurs
· Répondre aux besoins des entreprises clientes du centre d'affaires
· Réceptionner le courrier et des colis et informer les personnes concernées
· Tenir à jour le classement des dossiers, notamment vérifier, classer, numériser et archiver des documents sur support informatique
· Commander des fournitures de bureau.

Service à la clientèle :

· S'assurer du bon fonctionnement des centres d'affaires en collaboration avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
· Assurer un service administratif et un bon fonctionnement des équipements de bureau (gestion de l'inventaire des cartes d'accès/clés, inventaire du mobilier, gestion des salles de conférence,

2- **Communication / Animation**

Communication :

· Réaliser le plan d'action entériné par le service du Développement économique selon le budget et les échéances ;

· Entretenir les communications à propos des nouveautés dans le Technoparc et les centres d'affaires;
· Diffuser l'information par différents canaux de communication (infolettre numérique, médias sociaux, webinaires, conférences, etc);
· Communiquer les opportunités d'affaires, d'espaces vacants, de projets à venir à travers le réseau du Technoparc;
· Promouvoir les secteurs d'activités et les entreprises du Technoparc Montréal (via le site Web, blogue, représentation auprès des parties prenantes).

Animation :
· Animer la communauté d'affaires avec différentes activités;
· Organiser des événements afin d'accueillir des délégation étrangères, élus politiques ou différents acteurs;
· Organiser des activités et conférences afin de favoriser la synergie et le maillage entre les entreprises tout en mettant à leur disposition des ressources utiles disponibles et en mettant à profit le réseau PME-MTL;
· Répondre aux demandes des entreprises résidentes en ce qui concerne leurs besoins potentiels.

Marketing :
· Mettre en place une stratégie de développement des affaires afin de mettre en valeur les actifs de la Ville (centres d'affaires, parc, terrains vacants s'il y a lieu, etc.) et les spécificités du territoire.

3- **Développement des affaires**
· Développer un programme d'accueil et d'accompagnement d'entreprises au Technoparc en lien avec l'offre de service de PME-MTL (guide d'accueil de l'entreprise, rencontres individuelles avec chaque entreprise, séminaire sur les services de PME-MTL)
· Développer le réseau de contact et d'affaires à travers les parties prenantes sur le territoire et mettre à jour régulièrement la liste d'entreprises qui y sont présentes
· Effectuer le démarchage en mettant à profit le réseau PME-MTL pour enrichir l'écosystème du Technoparc (recherche d'entreprise, collaborateurs, etc.) et mettre en place des initiatives pour attirer de nouvelles entreprises
· Mettre en place une base de données sur les espaces disponibles à la location.

JUSTIFICATION

Pour l'année 2022, la Ville souhaite maintenir sa relation avec PME MTL Centre-Ouest car les opérations des centres d'affaires sont maintenant bien réparties entre l'organisme et les services de la Ville. En déléguant la gestion des centres d'affaires du Technoparc, le Service du développement économique pourra concentrer ses efforts dans l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de développement du Technoparc.
La mission de PME MTL Centre-Ouest est d'appuyer le développement des PME actives sur son territoire. L'organisme connaît bien les besoins des entreprises et leurs défis et il côtoie depuis deux ans les occupants des centres d'affaires du Technoparc. Dans le cadre de ce contrat de gestion, les locataires des centres d'affaires, souvent de jeunes entreprises en développement, pourront bénéficier de l'expertise de cet organisme.

L'offre de services aux locataires est très orientée développement économique, ce qui cadre bien avec la mission de PME MTL Centre-Ouest qui pourra même utiliser certaines de ses ressources internes afin de bonifier les services offerts dans le cadre de ce mandat. Les activités requises en 2022 sont relativement semblables à celles des premiers mandats octroyés en 2020 et 2021, ce qui explique le même coût des services professionnels.

Les actions de PME MTL Centre-Ouest en 2021 ont permis de maintenir une gestion administrative efficace et une présence physique au Technoparc, assurant ainsi un contact direct avec les entreprises qui est nécessaire dans un parc scientifique et technologique comme le Technoparc. Avec le Service du développement économique, PME MTL Centre-Ouest et d'autres partenaires, la Ville a été en mesure de soutenir la communauté d'entreprises du Technoparc.

Les efforts de promotion ont aussi amélioré la visibilité des opportunités de développement des affaires au Technoparc. Grâce à PME MTL Centre-Ouest, des liens importants se sont créés avec des organismes sectoriels et locaux. La visibilité s'est notamment accrue sur le Web à travers une utilisation plus importante des médias sociaux.

Octroyer à nouveau le contrat de gré à gré à PME Montréal Centre-Ouest permet d'assurer la continuité des services aux résidents du Technoparc Montréal en plus de maintenir un équilibre et une plus grande efficacité des interventions des autres Services de la Ville au Technoparc.

Le rapport d'activités 2021 se trouve en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense maximale de 298 935 $, taxes incluses, pour une durée de 12 mois, allant du 3 janvier au 31 décembre 2022. Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de fonctionnement du Service du développement économique, conformément à la résolution CM19 1360.

Il s'agit d'une dépense qui sera assumée en totalité par la Ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La convention de services permettra de poursuivre les activités de Technoparc Montréal et d'assurer la gestion des centres d'affaires.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu : poursuite des actions entreprise le 3 janvier 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dany LAROCHE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain OUELLETTE
commissaire - developpement economique

Tél : 514-868-7893
Télécop. : 1

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-04

Dieudonné ELLA-OYONO
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514-872-8236
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2022-03-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

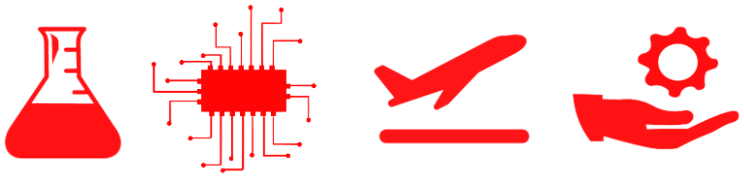
Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-04-03

PME MTL CENTRE-OUEST

Accélérer la
croissance
des entreprises

Rapport d'activités 2021
Technoparc Montréal



Avril 2022

Objectifs

Rappel des objectifs stratégiques



Engagement

Renforcer la communauté des entreprises résidentes via un environnement d'accueil et d'accompagnement



Notoriété

Promouvoir le territoire en faisant rayonner le Technoparc en lien avec l'identité de la Ville (niveaux local, national et international)



Attractivité

Attirer des entreprises et favoriser le développement d'entreprises

Objectifs

Rappel des objectifs opérationnels

Engagement

- Avoir des interactions avec au minimum 10 entreprises par mois durant les 6 premiers mois
- Avoir au minimum 10 participants aux événements organisés durant les 6 premiers mois

Notoriété et attractivité

- Renforcer la visibilité de la marque en augmentant le nombre de visites sur le site Web du Technoparc ainsi que les abonnés et l'engagement sur les médias sociaux
- Au minimum 2 mentions dans les médias traditionnels en l'espace de 6 mois
- Avoir créé des partenariats avec 5 organismes montréalais œuvrant dans l'accompagnement aux entreprises ou dans les secteurs d'activités des entreprises du Technoparc en l'espace de 6 mois
- Avoir eu 5 prospects pour les centres d'affaires en l'espace de 6 mois

Rappel de l'approche

Consolider l’interne pour aller vers l’externe

Renforcer l’engagement des entreprises résidentes autour d’une communauté et en les soutenant

Tout en promouvant leur expertise et leurs capacités d'innovation

Pour améliorer la notoriété et l’attractivité du Technoparc

En date du 5 octobre 2021

Rappel de la chronologie

Phase 1 Donner un nouvel élan	Avril - juin	• Contacts avec les entreprises et présentation d'un bilan • Mise à jour du site Web • Promotion des centres d'affaires • Calendrier éditorial médias sociaux + réactiver • Préparation de messages sur l'éco-campus • Planification 2021 des événements, des relations de presse, de la section 'nouvelles' du site • Préparation de l'infolettre (format / design) • Contact avec les parties prenantes / partenaires
Phase 2 Envol et reconnaissance	Juin - décembre	• Organisation d'activités / événements avec les entreprises • Médias sociaux • Infolettre • Développer un dossier d'accueil pour les entreprises au Technoparc • Mise en œuvre des relations de presse et de la section 'nouvelles' du site Web • Planification et organisation de délégations étrangères avec la Ville (si possible) • Contact avec les parties prenantes / partenaires • Évaluation après 6 mois et recommandations • Co-organisation visite du Technoparc après élections municipales
Phase 3 Consolidation	Décembre - 2022	• Activités régulières mises en place (événements, médias sociaux, relations de presse, etc.) • Plan 35 ans : capitaliser sur cet événement pour créer différentes occasions de communication • Contact avec des partenaires étrangers • Développer des partenariats avec le réseau universitaire • Co-organiser avec la Ville et des partenaires des visites de délégations étrangères • Évaluation après un an

En date du 5 octobre 2021

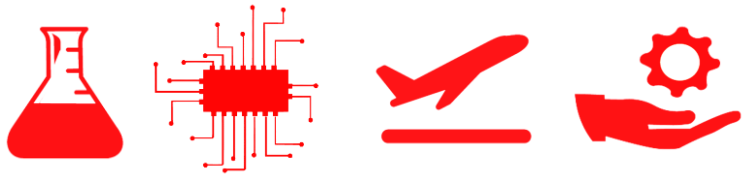
En chiffres

2021 en chiffres

- **124** entreprises sur le territoire
- **29** partenariats créés (partenariats informels) avec :
  - **15** organismes sectoriels
  - **3** organisations locales
  - **3** organismes gouvernementaux
  - Et **3** représentations étrangères

- **11** événements totalisant **180** participations
- **11** articles dans les médias positionnés de manière proactive et positifs
- **6** articles de blogue et nouvelles publiées sur le site Web du Technoparc totalisant plus de **1 500** impressions
- **4** visites de site
- **1** concours entrepreneurial lancé
- **3** sondages
  - Les besoins et défis des entreprises du territoire
  - L'aménagement du territoire au Technoparc Montréal
  - Les défis en matière de recrutement

Objectif d'engagement de la communauté



(Re)bâtir la communauté

L'importance de la communauté



Selon l'IASP, un parc scientifique a pour mission d'accroître la richesse de sa communauté par la promotion de la culture de l'innovation.

1. La communauté permet de soutenir la croissance des entreprises et donc de dynamiser le territoire;
2. Elle permet aux entreprises d'être impliquée sur le développement de leur territoire;
3. C'est aussi un point d'attraction du territoire.

Le développement du territoire ne se fait pas seulement par l'arrivée de nouvelles entreprises extérieures au Technoparc, mais aussi par l'interne, en retenant les entreprises et organisations déjà présentes - ce n'est pas un acquis.

La communauté, l'élément différenciateur

La notion de communauté, l'essence même du Technoparc

lime

Une communauté ne vient pas forcément soutenir un individu seulement — un entrepreneur, notamment —, elle peut accompagner, plus largement, une entreprise dans ses défis d'affaires et proposer des activités et des ressources à la direction ainsi qu'aux employés. Par exemple, au Technoparc Montréal, les employés des entreprises basées sur le territoire peuvent participer à des formations, à des événements de réseautage, et avoir accès à des avantages et à des commodités sur place.

« *La présence d'acteurs importants québécois et internationaux dans les technologies, en particulier dans les sciences de la vie, l'aéronautique et les TIC, depuis de nombreuses années sur le site du Technoparc Montréal permet à ce territoire de jouer un rôle clé dans le développement de ces entreprises. Ce concours permettra à de jeunes entreprises innovantes d'évoluer dans cet écosystème dynamique et d'accéder aux outils pour se développer de façon pérenne* », affirme Marc-André Perron, directeur de PME MTL Centre

Ouest.

BARONmag

Témoignages

Exemples de retours d'entreprises

« Faire partie de la communauté du Technoparc s'inscrit dans notre culture d'innovation ancrée dans un esprit de collaboration et de communication. Ce campus scientifique est le lieu idéal afin de poursuivre notre croissance et offrir un espace de travail de qualité à nos employés », Luc Leblanc, PDG, Orthogone Technologies.

"Thank you for all you help and support – this has meant a lot to me and Paraza", Sultan Ahmad, COO, Paraza Pharma.

« Un grand merci pour la qualité de cet article et surtout pour le support au rayonnement des entreprises du Technoparc Montréal. Nous sommes très reconnaissants de ta valeur ajoutée au sein du consortium », Amadou Ndoye, cofondateur, BIRCIS Technologies et Conseils

(Re)bâtir la communauté

Actions réalisées en 2021

Développement de services aux entreprises autour de 5 axes :



Collaboration et communauté
Favoriser le maillage entre entreprises notamment via des événements



Financement et accompagnement
Mise en relation avec PME MTL et d'autres organismes pertinents



Réseau
Mise en relation avec les organisations pertinentes (grappes sectorielles) et représentation



Emploi
Soutien au recrutement via les services de PME MTL



Visibilité
Relai des nouvelles des entreprises via différents canaux

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Avril 2022

Actions réalisées - Collaboration et communauté



Interaction avec les entreprises

- Approche de toutes les entreprises du Technoparc (120+) et mise à jour régulière de la liste d'entreprises
- Appels ou rencontres organisées avec **90** entreprises et **3** sondages
- Interactions régulières à la demande des entreprises (arrivée au Technoparc, questions d'ordre d'urbanisme, de recrutement, etc.)

Organisation d'événements

L'organisation d'événements est une occasion de réseautage et peut permettre d'apporter de l'information utile aux entreprises, tout en renforçant l'idée qu'il y a une présence sur le site et un contact pour les entreprises.

- Organisation de **11** événements totalisant **180** participations :
  - 1 événement d'1 h sur un sujet d'intérêt (financement, propriété intellectuelle, etc.) par mois
  - Des événements informels selon la période (Food Truck, déjeuner de Noël)
  - Événement de lancement point de collecte Lufa

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Avril 2022

Actions réalisées - Collaboration et communauté

Avantages offerts aux employés
Les avantages offerts aux employés permettent de redynamiser le territoire et, permettent aux entreprises de les offrir à leurs employés.

- Partenariat avec le centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et promotion de cours de français gratuits
- Atelier de changement de pneus au Technoparc
- Promotion des services présents (garderie)
- Partenariat avec les fermes Lufa et gestion d'un point de collecte au Technoparc

Infolettre
Création d'une infolettre bi-mensuelle sur les nouvelles du Technoparc (des entreprises, événements, nouvelles sectorielles pertinentes, etc.)

- 38 % de plus d'abonnés entre juillet et décembre 2021
- Plus de 275 % de plus d'ouvertures entre juillet et décembre 2021

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Avril 2022

Actions réalisées - Financement et accompagnement



Mise en relation avec des organismes de soutien

- Organisation d'un événement avec PME MTL Centre-Ouest
- Mise en relation de 7 entreprises avec PME MTL et financement d'1 entreprise
- Organisation d'un événement avec Prompt
- Mise en relation d'une entreprise avec Mitacs
- Organisation d'un événement avec l'OPIC
- Création d'un intranet qui répertorie différentes ressources
- Promotion régulière des ressources et des programmes spécifiques via les médias sociaux

Communauté - avantages offerts aux entreprises

- Partenariat avec IBM et crédits clouds gratuits pour les starts-ups et PME
- Partenariat avec une organisation spécialisée en image de marque (et rabais pour les entreprises du Technoparc)
- Soutien au recrutement (voir plus bas)

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Avril 2022

Actions réalisées - Soutien au recrutement

Soutenir les entreprises dans leur recrutement – outils et ressources

- Possibilité de publier gratuitement ses offres d'emploi sur la plateforme dédiée de PME MTL
- Rencontres possibles avec des experts de PME MTL en RH pour trouver des pistes de solution aux défis actuels des entreprises
- Relai des offres d'emploi sur le LinkedIn du Technoparc
- Réalisation d'un sondage sur les défis des entreprises dans le recrutement pour mieux comprendre leurs besoins
- Préparation d'un événement avec Services Québec

Appel avec le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

- Appel pour discuter des Journées Québec et soutiens disponibles aux entreprises en matière de recrutement

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Avril 2022

Actions réalisées - Visibilité pour les entreprises



Médias sociaux

- Veille quotidienne et reprise régulière des nouvelles concernant les entreprises sur les plateformes du Technoparc
- Une moyenne de 15 publications par mois sur Facebook dont la moitié sur les entreprises
- Une moyenne de 30 sur Twitter dont 65 % sur les entreprises
- Une moyenne de 23 sur LinkedIn dont 60 % sur les entreprises.

Blogue

- Écriture et publication de 6 articles de blogue sur le site Web du Technoparc totalisant plus de 1 500 impressions

Actions réalisées - Visibilité pour les entreprises

Médias

- Présentation d'une entreprise dans un article sur le média entrepreneurial Lime
- Mention du Technoparc dans un article sur une entreprise dans La Presse
- Article sur le Technoparc dans les Affaires
- **9** articles dans le cadre du concours TechPreneur

Événements et reconnaissance

- Une entreprise du Technoparc est intervenue lors d'une session durant l'événement annuel de l'IASP
- Une entreprise du Technoparc a été finaliste au Gala Alpha de la Chambre de Commerce de Saint-Laurent Mont-Royal
- Une entreprise participe à EFFERVESCENCE lors de la conférence co-organisée par le Technoparc

(Re)bâtir la communauté 2021

Constat et analyse



- Après la reprise de la gestion du Technoparc Montréal par la Ville de Montréal et un vide laissé pendant la pandémie, il y a certainement un lien de confiance à (re)construire avec les entreprises. **Rebâtir la communauté se fait dans le temps.**

- Avoir une présence au Technoparc et un contact direct pour les entreprises est **nécessaire** si l'on veut que le Technoparc existe comme **parc scientifique et technologique** puisque la définition même d'un tel parc consiste à gérer, promouvoir et soutenir cette communauté d'entreprises.

- Le télétravail et le contexte de pandémie est un défi supplémentaire pour fédérer les entreprises autour d'activités.

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Constat et analyse



- La confusion entre LE HUB et le Technoparc Montréal semble se dissiper : il a été clair auprès de certaines entreprises et organisations que LE HUB était une initiative privée qui n'est en rien liée au Technoparc Montréal.
- Cela a aussi été possible grâce à la plus grande visibilité du Technoparc notamment via différentes initiatives (événements, articles, etc.)
- Il est cependant nécessaire de garder une présence continue sur le territoire et dans l'écosystème montréalais.

PME MTL CENTRE-OUEST

(Re)bâtir la communauté 2021

Recommandations

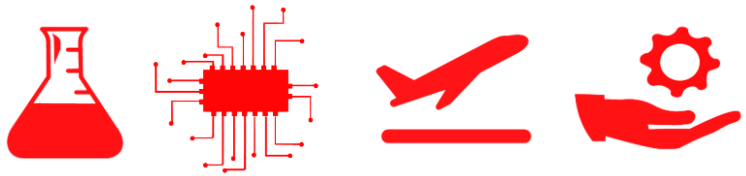


1. S'assurer de garder une présence en continu et un contact avec les entreprises du territoire;

2. Continuer à promouvoir ce territoire comme un espace dynamique et l'un des plus importants lieux d'activité technologique à Montréal / au Québec / au Canada, notamment au travers des entreprises qui y sont basées. Même s'il y a peu d'expansion possible (terrains disponibles limités), **il est nécessaire de soutenir le développement des entreprises présentes.**

3. Pour (re)donner confiance aux entreprises et montrer que c'est la Ville de Montréal qui gère le Technoparc, il est important que cette dernière soit impliquée, dans au niveau de la question des terrains (comme elle l'a été) qu'au niveau de la communauté. Cela pourrait se faire via une présence au Comité des résidents.

Objectif de notoriété et d'attractivité



Gagner en notoriété 2021

Avril 2022

Actions réalisées en 2021 (hors centres d'affaires)



Partenariats
Créer des liens avec des organismes sectoriels / locaux



Visibilité
Site Web, médias sociaux, représentation



Concours
Création d'un concours entrepreneurial au Technoparc

PME MTL CENTRE-OUEST

Gagner en notoriété 2021

Avril 2022

Actions réalisées en 2021 - Partenariats



Représentation / partenariats

- Participation et représentation à **7** des événements dans des domaines d'intérêt
- Organisation de **29** rencontres avec des acteurs clés pour le Technoparc Montréal (acteurs locaux, grappes sectorielles, etc.) et définition de partenariat (ex. partage d'informations, organisation d'un événement, etc.).
- S’engager à co-organiser d'une conférence lors de l'événement annuel EFFERVESCENCE 2022 afin de mettre en lumière le territoire du Technoparc Montréal et l'expertise en sciences de la vie

Actions réalisées en 2021 - Visibilité

Gagner en notoriété 2021

Médias sociaux

- Mise en place d'outils de veille et de planification
- Relai des nouvelles des entreprises du Technoparc, des activités du Technoparc et des activités pertinentes des acteurs du réseau
- Publications régulières sur Facebook, Twitter et LinkedIn selon la fréquence prédéfinie pour chaque plateforme
- Les 3 plateformes amènent toutes les 3 du trafic vers le site Web (top 10 des sites référents, ce qui n'était pas le cas auparavant)
- Augmentation du nombre d'abonnés de manière organique sur LinkedIn (+167) et sur Facebook (+128) et dans une moindre mesure sur Twitter (+26)
- Le nombre de visites du profil Twitter a considérablement augmenté (+ 520 %)

PME MTL CENTRE-OUEST

Gagner en notoriété 2021

Avril 2022

Actions réalisées 2021 - Visibilité



Site Web

- Révision de tout le site, mise à jour et adaptation pour que cela soit plus clair
- Mises à jour régulières (événements, nouvelles, intranet)
- Travail sur le référencement naturel
- Création de pages sur les secteurs d'expertise du Technoparc pour mieux expliquer ce qu'est le Technoparc et améliorer le référencement
- Création d'une page sur adMare BioInnovation (acteur clé du TM) dans le même but
- Création d'un intranet décrivant les avantages et ressources disponibles aux entreprises
- Création d'une page 'nouvelles' avec les événements du Technoparc et le blogue
- Rédaction et publication de **6** articles de blogue sur des entreprises (FR/ANG), ce qui a permis d'augmenter considérablement le trafic vers le site ainsi que le référencement
- Le nombre de visites sur le site Web a doublé passant de 1K en juin 2021 à près de 2K en décembre, ce qui s'explique notamment par la lecture du blogue

Actions réalisées en 2021 - Visibilité

Un territoire attractif 2021

Demandes entrantes - intérêt Technoparc Montréal
L'intérêt (renouvelé) porté au Technoparc montre que les efforts de communication ont porté leurs fruits

- Réponse aux demandes concernant le Technoparc Montréal et à l'intérêt de certaines entreprises
- **4** visites de site organisées avec des entreprises du secteur de l'aéronautique et des sciences de la vie
- Une demande en augmentation pour des besoins en laboratoires dans le domaine des sciences de la vie

Avril 2022

Actions réalisées en 2021 – Concours TechPreneur

Un territoire attractif 2021

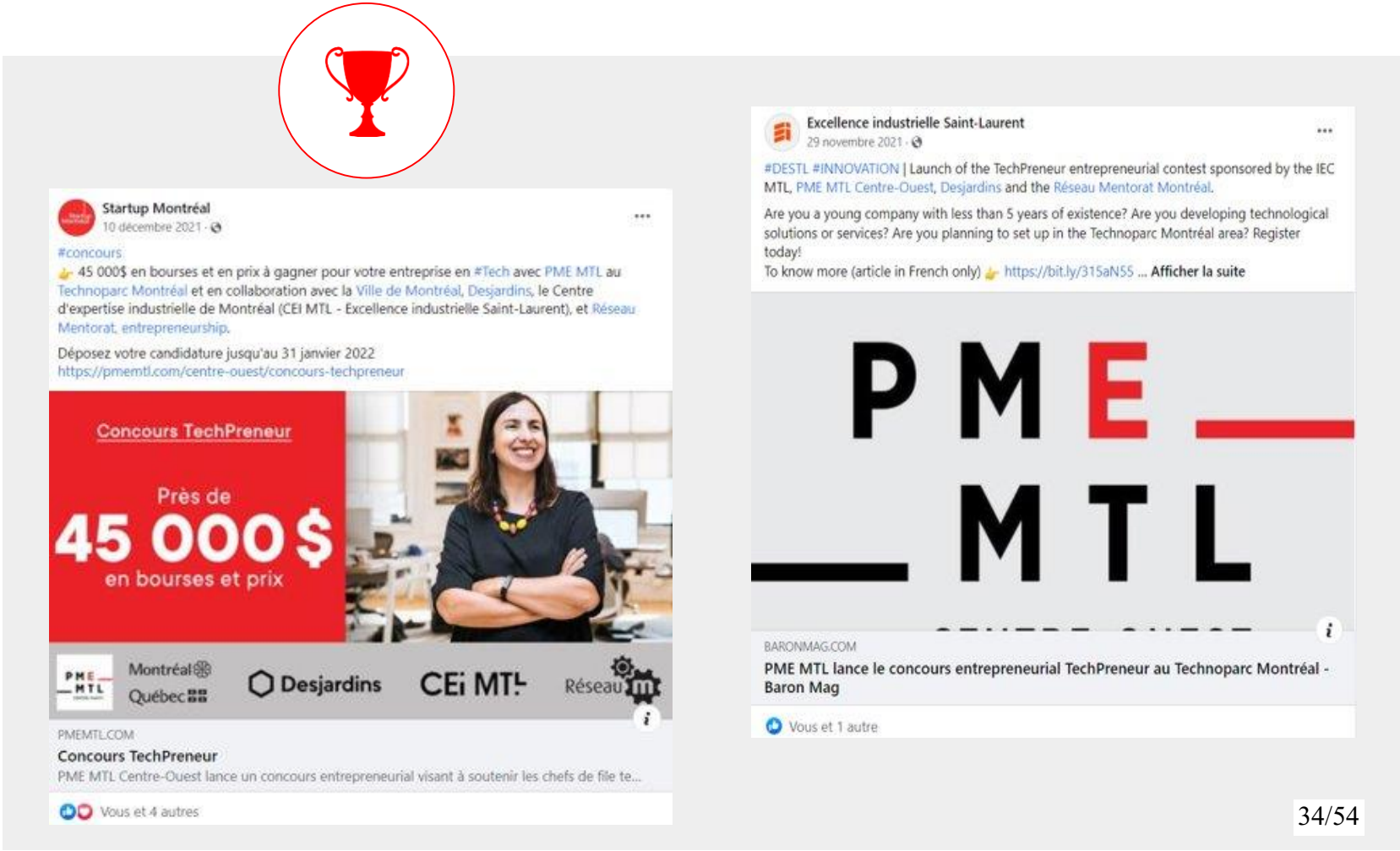
Avril 2022

Concours entrepreneurial au Technoparc
Objectifs : redynamiser le Technoparc en y attirant des entreprises dans un secteur d'intérêt. Cela permettra aussi de communiquer sur le Technoparc, de le faire rayonner au niveau local / sur Montréal, et de mieux expliquer les différents secteurs d'expertise.

- **1** partenaire financier et **3** partenaires stratégiques
- **45 000 $** offerts en bourses et en prix. Une bourse de 30 000 $ ainsi qu'un accompagnement au numérique avec le CEI MTL pour le gagnant et accès à un mentor avec le Réseau Mentorat Montréal pendant un an pour les 5 finalistes
- **9** retombées médiatiques sur le lancement du concours
- **2** candidatures en 2021 d'entreprises en sciences de la vie (fin des candidatures : 28 février 2022)

Concours TechPreneur- 2021

Un territoire attractif 2021



Avril 2022

Un territoire attractif 2021

Avril 2022

Constat et analyse



- Les efforts de promotion ont amélioré la visibilité du Technoparc Montréal ainsi que la compréhension du territoire (expertises, types d'entreprises sur place, types d’espaces disponibles).

- Le Technoparc Montréal est clairement reconnu comme un lieu de choix et est très attractif pour les entreprises du secteur des sciences de la vie mais aussi de l’aéronautique.

Sciences de la vie

Une plaque tournante pour les sciences de la vie

- Avec près de **40 %** des entreprises au Technoparc en sciences de la vie, le territoire est historiquement connu et reconnu dans l'industrie, avec une forte spécialisation en pharmaceutique et biotechnologies, notamment grâce à la présence de **adMare BioInnovations**.
- Environ la **moitié** des entreprises nous contactant pour s'installer au Technoparc sont des entreprises de l'industrie

les affaires

PARCS INDUSTRIELS. Méconnu du grand public, le Technoparc Montréal est au coeur du regain de l'industrie des sciences de la vie au Québec. Environ 40 % des entreprises qui y sont installées se spécialisent en sciences de la vie et en pharmaceutique, ce qui en fait un lieu clé pour la recherche scientifique dans la province.

Paraza Pharma est créée en 2011 et installe d'abord ses deux employés dans les locaux du Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB) à Laval, non loin de l'institut Armand-Frappier, où M. Siddiqui a fait ses premières armes il y a une trentaine d'années. En 2013, elle déménage ses laboratoires à l'institut NéoMed (aujourd'hui adMare BioInnovations), dans le Technoparc de l'arrondissement de Saint-Laurent, où elle garde un port d'attache encore aujourd'hui, même après avoir déménagé dans des locaux de 70 000 pi² où travaillent ses 220 employés.

LA PRESSE

Objectif de notoriété et d'attractivité

Recommandations



- Travailler sur l'image de marque du Technoparc en lien avec la Ville de Montréal et ses objectifs pour que tous les outils et actions soient cohérents et clairs.

- Dans le même sens, définir de manière claire et précise le rôle de PME MTL concernant le développement de la communauté du Technoparc et par conséquent du territoire, ainsi que son rôle de représentation à l'externe

- Il serait pertinent de mettre en place des initiatives de développement durable avec la communauté afin de promouvoir le territoire non seulement comme un espace qui rassemble des entreprises mais aussi comme un parc prenant en compte l'aspect environnemental.

Objectif de notoriété et d'attractivité

Centres d'affaires - 2021



Petites annonces
Rédaction d'un texte de présentation (FR/ANG) et publication d'annonces sur des plateformes spécifiques. Mise à jour mensuelle des annonces.



Site Web
Révision des pages correspondantes, amélioration du référencement



Médias sociaux
Publications spécifiques pour promouvoir les centres d'affaires



Shooting photo
Organisation d'un shooting photo pour avoir de meilleurs visuels (et actuels)

À noter que la promotion générale du Technoparc Montréal a forcément des retombées positives sur les centres d'affaires.

Avril 2022

Objectif de notoriété et d'attractivité

Centres d'affaires - résultats

- **4** nouvelles entreprises ont signé un contrat aux centres d'affaires
- Au moins une entreprise s'est installée grâce aux petites annonces
- Une visite organisée avec Montréal International pour des bureaux pour environ 10 personnes
- Plusieurs autres visites des lieux organisées avec le Service de la gestion et de la planification immobilière
- 3 demandes d'information en moyenne par mois via le site Web
- Mise en lumière des centres d'affaires dans le concours TechPreneur (obligation de signer un bail d'un an pour le lauréat du concours)
- **Constat :** La situation sanitaire ayant peu évoluée en 2021, la demande en bureaux n'a pas été forte. Nous devrions voir une évolution en 2022 avec l'allégement des mesures.

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL , personne morale de droit public dont l'adresse est située au personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : PME MTL CENTRE-OUEST personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif)* dont l'adresse principale est située au (1350, rue Mazurette Bureau 400 Montréal, QC H4N 1H2), agissant et représentée aux présentes par Marc-André Perron, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 820451946RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1207855100TQ0001

(ci-après nommé le « Contractant »)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine du soutien aux entreprises de la Ville de Montréal et a pour mission d'offrir un ensemble de services professionnels accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale se situant sur l'île de Montréal.

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre autorité qui lui succède;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : Directrice de la mise en valeur des pôles économiques, Mme Josée Chiasson, ou son représentant. Elle est la gestionnaire du présent contrat.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Service du développement économique de la Ville.

1.4 « **Installations** » : Les espaces de bureau et tout équipement et matériel mis à la disposition du Contractant par la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe, pour reprendre la gestion liée aux centres d'affaires du Technoparc Montréal, maintenant sous la responsabilité de la Ville.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 3 janvier 2022 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services au plus tard le 31 décembre 2022, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des

taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

6.12 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention.

ARTICLE 7 PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre services du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des

Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, services, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent quatre-vingt dix-huit mille neuf cent trente-cinq dollars (298 935 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables semestriellement. Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder deux cent quatre-vingt dix-huit mille neuf cent trente-cinq dollars (298 935 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions dollars 5 000 000 $ pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit

donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est

suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

16.9.1 Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1350, rue Mazurette Bureau 400 Montréal, QC H4N 1H2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

16.9.2 Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20 ...

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, Greffier

Le e jour de 20 ...

PME MTL CENTRE-OUEST

Par : _____
Marc-André Perron, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le , le e jour de ..... 20__ (Résolution .....).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE LA PRESTATION DE SERVICE DU CONTRACTANT

.

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Mise en contexte

Depuis janvier 2020, PME MTL Centre-Ouest assume un mandat de gestion dans la livraison des services aux locataires des Centres d'affaires de Technoparc Montréal. Pour 2021, il est proposé de poursuivre ce mandat sur la base activités suivantes :

1- Gestion administrative

Réception :

- Assurer une présence physique par l'intermédiaire d'une réceptionniste aux centres d'affaires
- Répondre aux appels téléphoniques/courriels, les acheminer et en assurer le suivi
- Accueillir physiquement la clientèle/visiteurs
- Répondre aux besoins des entreprises clientes du centre d'affaires
- Réception du courrier et des colis et informer les personnes concernées
- Tenir à jour le classement des dossiers : soit vérifier, classer, numériser et archiver des documents sur support informatique
- Commander des fournitures de bureau.

Service à la clientèle :

- S'assurer du bon fonctionnement des centres d'affaires en collaboration avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
- Assurer un service administratif et un bon fonctionnement des équipements de bureau (gestion de l'inventaire des cartes d'accès/clés, inventaire du mobilier, gestion des salles de conférence,

2- Communication/Animation

Communication :

- Réaliser le plan d'action entériné par le service du Développement économique selon le budget et les échéances ;
- Entretenir les communications à propos des nouveautés dans le Technoparc et les centres d'affaires;
- Diffuser l'information par différents canaux de communication (infolettre numérique, médias sociaux, webinaires, conférences, etc);
- Communiquer les opportunités d'affaires, d'espaces vacants, de projets à venir à travers le réseau du Technoparc;
- Promouvoir les secteurs d'activités et les entreprises du Technoparc Montréal (via le site Web, blogue, représentation auprès des parties prenantes).

Animation :

- Animer les communautés des affaires avec différentes activités;
- Organiser des événements afin d'accueillir des délégations étrangères, élus politiques ou différents acteurs;
- Organiser des activités et conférences afin de favoriser la synergie et le maillage entre les entreprises tout en mettant à leur disposition des ressources utiles disponibles et en mettant à profit le réseau PME-MTL;
- Répondre aux demandes des entreprises résidentes en ce qui concerne leurs besoins potentiels.

Marketing :

- Mettre en place une stratégie de développement des affaires afin de mettre en valeur les actifs de la Ville (centres d'affaires, parc, terrains vacants s'il y a lieu, etc.) et les spécificités du territoire.

3- Développement des affaires

- Développer un programme d'accueil et d'accompagnement d'entreprises au Technoparc en lien avec l'offre de service de PME-MTL (guide d'accueil de l'entreprise, rencontres individuelles avec chaque entreprise, séminaire sur les services de PME-MTL)
- Développer le réseau de contact et d'affaires à travers les parties prenantes sur le territoire et mise à jour régulière de la liste d'entreprises qui y sont présentes Effectuer le démarchage en mettant à profit le réseau PME-MTL pour enrichir

l'écosystème du Technoparc (recherche d'entreprise, collaborateurs, etc.) et mettre en place des initiatives pour attirer de nouvelles entreprises
- Mettre en place une base de données sur les espaces disponibles à la location.

Budget de fonctionnement

Pour assurer la livraison du service, le budget de fonctionnement suivant sera nécessaire

Masse salariale incluant avantages		200 250 $
Frais de bureau et divers		7 500 $
Communications / Événements		32 250 $
Frais d'administration		20 000 $
Taxes	TPS	13 000 $
	TVQ	25 935 $
Total annuel		**298 935 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228104001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Objet :	Approuver une convention de services professionnels entre PME MTL Centre-Ouest et la Ville de Montréal, pour un montant de 298 935 $, taxes incluses, d'une durée de 12 mois, afin d'assurer la gestion de deux centres d'affaires au Technoparc Montréal pour l'année 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228104001 - Technoparc Montréal.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-23

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 872-0984
Division : Service des finances - Direction du conseil et soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231020

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept (7) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, avec une option de prolongation de douze (12) mois / Appel d'offres public no 21-19002 (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. De conclure sept (7) ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction de critères de sélection préétablis, pour une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux pour les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 21-19002 jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 28 avril 2025, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation de douze (12) mois.

Contrat	**Firmes**	**Montant** (taxes incluses)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	4 446 514,41 $
Contrat no 2	FNX-Innov. inc.	4 357 408,78 $
Contrat no 3	Solmatech inc.	4 428 405,84 $
Contrat no 4	Les Services EXP inc.	4 394 229,53 $
Contrat no 5	GHD Consultants ltée	3 073 051,80 $

Contrat no 6	Englobe Corp.	3 185 784,79 $
Contrat no 7	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 183 772,73 $

2. de procéder à une évaluation de rendement des firmes: Groupe ABS inc., FNX-Innov inc, Solmatech inc. , Les Services EXP inc, GHD Consultants ltée, Englobe Corp.et SNC-Lavalin inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;

4. d'autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum d'une prolongations de douze (12) mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-10 14:07

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231020**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept (7) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, avec une option de prolongation de douze (12) mois / Appel d'offres public no 21-19002 (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'ensemble des services de contrôle qualitatif des matériaux est fourni par la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) pour tous les projets de génie civil (construction, réhabilitation et réfection des infrastructures) de la Direction des infrastructures ainsi que des autres services et arrondissements de la Ville de Montréal. Ces services de contrôles qualitatifs sont assurés en totalité par des consultants via des ententes-cadres de services professionnels. Les investissements dans les infrastructures de la Ville et la mise en oeuvre de différents programmes de réfection routière (programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR), programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) et programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement (PRCPR)) engendrent une demande de ces services de contrôle de la qualité. Afin de répondre aux besoins des chantiers, de la courte période de construction où tous ces services sont exigés en même temps sur tous les chantiers, le processus d'appel d'offres et d'octroi de mandat ne peut être complété pour chacun des projets à l'intérieur des courts délais imposés et, de ce fait, la DEST privilégie de faire appel à des firmes privées via des ententes-cadres pour répondre rapidement et adéquatement à la demande de ses requérants.
Suite aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures, les ententes-cadres de services professionnels conclues en avril 2020 (CG20 0201) ont été fortement utilisées et les fonds disponibles de ces ententes-cadres ne permettront pas de faire face à la programmation complète des travaux d'infrastructures 2022 des requérants de la DEST. De nouvelles ententes-cadres doivent donc être octroyées pour assurer le maintien de ces services et répondre à la demande.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres #21-19002 a été publié sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir le 13 décembre 2021 au 27 janvier 2022. Le détail du processus est décrit à l'intervention du Service de l'approvisionnement. La durée de publication a été de 44 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Durant la période de soumission, trois (3) addendas ont été publiés :

Addenda no 1 (16 décembre 2021)
Addenda no 2 (14 janvier 2022)
Addenda no 3 (19 janvier 2022)

Ces addendas ont été publiés afin de donner des précisions suite à des questions soulevées par des soumissionnaires, sans impact sur le prix des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0201 - 24 avril 2020 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soum.). / Approuver les projets de convention à cette fin (1203855002)
CG18 0367 – 21 juin 2018 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Labo SM inc. (4 449 475,01 $), Solmatech inc. (4 253 615,10 $), Englobe Corp. (3 550 715,44 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 649 867,00 $), GHD Consultants ltée. (2 622 694,73 $) et Groupe ABS inc.(2 456 872,03 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 18-16621 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin (1183855003)

CG17 0048 - 23 février 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Solmatech inc. (3 174 402,26 $), Les Services EXP inc. (3 179 173,73 $), GHD Consultants ltée (3 476 614,05 $), Englobe Corp. (3 569 398,88 $), Groupe ABS inc. (3 312 832,16 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 452 124,37 $),totalisant une somme maximale de 20 164 454,54 $, toutes ces sommes taxes incluses, pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 16-15511 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin (1163855003)

DESCRIPTION

La DEST a comme mission de fournir des services de contrôles qualitatifs des matériaux et des expertises pour les projets de construction, réhabilitation et réfection des infrastructures de la Ville. Ces services visent principalement, sans toutefois s'y restreindre, le béton de ciment, les enrobés bitumineux, les sols et granulats (pierre concassée, matériaux recyclés), les métaux, la galvanisation, les peintures (pour les pièces métalliques telles que mobilier de parc, ponts, viaduc, système d'éclairage, etc.), les systèmes de toiture et d'imperméabilisation (membranes de pont, de stationnements, etc.) ainsi que tout autre matériau (pvc, fonte, gaine, polymère, plastique, terrain sportif, etc.). Les services de

contrôles qualitatifs des matériaux, visés par le présent contrat, sont principalement fournis par des techniciens et requièrent l'utilisation d'équipements spécialisés.
Il s'agit de conclure sept (7) ententes-cadres à taux horaires par catégories d'employés.

Le mode d'octroi des contrats est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement jointe au présent dossier décisionnel.

Ces ententes-cadres représentent une somme totale maximale de 27 069 167.87 $ et seront valides jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de trente-six (36) mois, selon la première des deux éventualités, avec une option d'une prolongation de douze (12) mois.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 21-19002, il est recommandé de retenir les services des sept (7) firmes suivantes :

Contrat	Firmes	Prix soumis (taxes incluses)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	4 446 514.41 $
Contrat no 2	FNX-Innov. Inc.	4 357 408.78 $
Contrat no 3	Solmatech inc.	4 428 405.84 $
Contrat no 4	Les Services EXP inc.	4 394 229.53 $
Contrat no 5	GHD Consultants Ltée	3 073 051.80 $
Contrat no 6	Englobe Corp.	3 185 784.79 $
Contrat no 7	SNC-Lavalin inc.	3 183 772.73 $
	Total	27 069 167.87 $

JUSTIFICATION

La réalisation de projets de construction, de réhabilitation et de réfection de la Direction des infrastructures ainsi que ceux des services corporatifs et des arrondissements de la Ville nécessite implicitement un suivi serré de la qualité des matériaux utilisés ainsi qu'un soutien technique de pointe afin de garantir la conformité des travaux et la durabilité des ouvrages. La DEST doit fournir ces services dans le cadre de sa mission, mais ne dispose pas des ressources humaines et matérielles en quantité suffisante pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit donc constituer une réserve de firmes, selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels qui seront en vigueur jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires de chacune des ententes-cadre ou à la fin de la date prévue des ententes-cadres. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres présentement en vigueur sont presque totalement engagées sur des projets en cours. Il est donc requis de conclure de nouvelles ententes-cadres afin d'assurer le suivi du contrôle qualitatif des matériaux des travaux qui seront réalisés pour la Ville.
Les activités du contrôle qualitatif des matériaux sont une partie intégrante de la réalisation des projets et sont en forte croissance depuis plusieurs années. Pour les années 2019 et 2020, l'objectif d'investissements pour le Service des infrastructures du réseau routier a été établi à plus de 400M$ annuellement. Pour 2022, l'objectif d'investissement a atteint les 515M$ annuellement. Il en va de même avec les arrondissements, le Service de l'Eau et les Grands Projets qui ont considérablement augmenté leurs investissements dans les infrastructures et qui sont des requérants très importants de services de la DEST.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que les sept (7) contrats ne soient pas d'envergure identique (4 premiers contrats identiques et 3 derniers contrats de

moindre envergure) et que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et le prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

L'enveloppe budgétaire sera répartie suivant les quantités inscrites dans les bordereaux des prix et pourra comprendre un nombre indéterminé de mandats. Les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires à taux horaire par catégorie d'employés. Les services des techniciens requièrent l'utilisation d'équipements spécialisés et ce coût est inclus dans le taux horaire des techniciens. Les dépenses pour les essais de laboratoire sont admissibles et, pour ce faire, un facteur multiplicatif établi par les soumissionnaires vient réduire les taux unitaires suggérés par l'Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG) dans le Guide de rémunération en vigueur.

Estimations

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour faire l'estimation, la moyenne des taux horaires soumis dans les cinq (5) derniers contrats avec majoration a été utilisée. Il en a été de même pour déterminer le facteur multiplicatif de réduction des taux proposés par l'AFG (Association des firmes de génie-conseil du Québec) dans le Guide de rémunération en vigueur. L'estimation a été faite en considérant que le coût des équipements utilisés pour la réalisation des essais est inclus dans le taux horaire des techniciens.

Analyse des soumissions

Sur les dix preneurs du cahier des charges, sept (7) firmes jugées recevables ont déposé une soumission pour chacun des 7 contrats et ont été soumises au comité de sélection le 8 février 2022 pour évaluation.

La liste des preneurs du cahier des charges est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, l'équipe qui remporte un contrat, sera exclue des propositions subséquentes de la firme et devient non-conforme pour la suite des contrats à accorder.

CONTRAT NO. 1

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Groupe ABS inc.	**83.0**	**0.30**	**4 446 514,41 $**	n/a	**4 446 514,41 $**
FNX-Innov inc.	78.1	0.29	4 357 408,78 $	**n/a**	4 357 408,78 $

Solmatech inc.	78.8	0.29	4 489 342,59 $	**n/a**	4 489 342,59 $
Les Service EXP inc.	78.2	0.29	4 481 150,63 $	**n/a**	4 481 150,63 $
GHD Consultants	79.2	0.27	4 746 168,00 $	**n/a**	4 746 168,00 $
SNC-Lavalin inc.	76.2	0.26	4 908 426,47 $	**n/a**	4 908 426,47 $
Englobe Corp.	79.5	0.24	5 328 516,38 $	**n/a**	5 328 516,38 $
Dernière estimation réalisée			4 253 787,56 $		4 253 787,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					192 726,84 $ 4,53 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					-89 105,63 $ -2,00 %

CONTRAT NO. 2

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
FNX-Innov inc.	**78.1**	**0.29**	**4 357 408,78 $**	**n/a**	**4 357 408,78 $**
Solmatech inc.	78.8	0.29	4 489 342,59 $	**n/a**	4 489 342,59 $
Les Service EXP inc.	78.2	0.29	4 480 460,78 $	**n/a**	4 480 460,78 $
GHD Consultants	79.2	0.27	4 746 168,00 $	**n/a**	4 746 168,00 $
SNC-Lavalin inc.	76.2	0.26	4 908 426,47 $	**n/a**	4 908 426,47 $
Englobe Corp.	79.5	0.24	5 328 516,38 $	**n/a**	5 328 516,38 $
Dernière estimation réalisée			4 253 787,56 $		4 253 787,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					103 621,22 $ 2,44 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					131 933,81 $ 3,03 %

CONTRAT NO. 3

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Solmatech inc.	**78.8**	**0.29**	**4 428 405,84 $**	**n/a**	**4 428 405,84 $**
Les Service EXP inc.	78.2	0.29	4 422 973,28 $	**n/a**	4 422 973,28 $
GHD Consultants	79.2	0.27	4 746 168,00 $	**n/a**	4 746 168,00 $
SNC-Lavalin inc.	76.2	0.26	4 908 426,47 $	**n/a**	4 908 426,47 $
Englobe Corp.	79.5	0.24	5 328 516,38 $	**n/a**	5 328 516,38 $
Dernière estimation réalisée			4 253 787,56 $		4 253 787,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					174 618,28 $ 4,11 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					- 5 432,57 $ -0,12 %

CONTRAT NO. 4

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Les Service EXP inc.	**78.2**	**0.29**	**4 394 229,53 $**	n/a	**4 394 229,53 $**
GHD Consultants	79.2	0.27	4 746 168,00 $	n/a	4 746 168,00 $
SNC-Lavalin inc.	76.2	0.26	4 908 426,47 $	n/a	4 908 426,47 $
Englobe Corp.	79.5	0.24	5 328 516,38 $	n/a	5 328 516,38 $
Dernière estimation réalisée			4 253 787,56 $		4 253 787,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					140 441,96 $ 3,30 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et					351 938,48 $ 8,01 %

l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	

CONTRAT NO. 5

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
GHD Consultants	**79.2**	**0.42**	**3 073 051,80 $**	**n/a**	**3 073 051,80 $**
SNC-Lavalin inc.	76.2	0.40	3 183 772,73 $	n/a	3 183 772,73 $
Englobe Corp.	79.5	0.38	3 447 065,48 $	n/a	3 447 065,48 $
Dernière estimation réalisée			2 758 537,69 $		2 758 537,69 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					314 514,11 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					11,40 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					110 720,93 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					3,60 %

CONTRAT NO. 6

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Englobe Corp.	**79.5**	**0.41**	**3 185 784,79 $**	n/a	**3 185 784,79 $**
SNC-Lavalin inc.	76.2	0.40	3 183 772,73 $	n/a	3 183 772,73 $
Dernière estimation réalisée			2 758 537,69 $		2 758 537,69 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					427 247,10 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					15,49 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					- 2 012,06 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					- 0,06 %

((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100	

CONTRAT NO. 7

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
SNC-Lavalin inc.	**76.2**	**0.40**	**3 183 772,73 $**	n/a	**3 183 772,73 $**
Dernière estimation réalisée			2 758 537,69 $		2 758 537,69 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					452 235,04 $ 15,42 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					n/a n/a

Contrat # 1: la soumission de Groupe ABS inc**.** a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,30 , elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 1.

Contrat # 2: la soumission de FNX-Innov inc. a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,29 , elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 2.

Contrat # 3: la soumission de Solmatech inc**.** a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,29 , elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 3

Contrat # 4: la soumission de Les Service EXP inc**.** a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,29 , elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 4.

Contrat # 5: la soumission de GHD Consultants Ltée a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,42 , elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 5.

Contrat # 6: la soumission de Englobe Corp. a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,41 , elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 6.

Contrat # 7: la soumission de SNC-Lavalin inc. a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,40, elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 7.

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les soumissions des firmes adjudicataires et les estimations faites à l'interne sont les suivants :

Contrat	Firmes	Écarts de prix ($)	Écart de prix (%)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	192 726.84	4.53
Contrat no 2	FNX-Innov. Inc.	103 621.22	2.44
Contrat no 3	Solmatech inc.	174 618.28	4.11
Contrat no 4	Les Services EXP inc.	140 441.96	3.30
Contrat no 5	GHD Consultants Ltée	314 514.11	11.40
Contrat no 6	Englobe Corp.	427 247.10	15.49
Contrat no 7	SNC-Lavalin inc.	425 235.04	15.42

On observe des écarts défavorables à la Ville variant entre 4.53 % et 15.42 % pour l'ensemble des contrats. Pour les contrats 1 à 4, les écarts sont moins de 5 % par rapport aux estimations internes et ces niveaux d'écart ne soulèvent pas d'enjeux spécifiques.

En ce qui a trait aux contrats 5 à 7, les écarts de prix obtenus sont principalement dus par une saturation du marché pour les services de contrôle qualitatif que l'on observe depuis 2019. En effet, avec le nombre importants de chantiers depuis ces dernières années, les firmes externes de laboratoire ont atteint la limite des ressources disponibles qu'elles peuvent fournir concurremment à la Ville et à ses autres clients publics ou privés. Les firmes étant très sollicitées dans une marché où la demande pour leurs services est très grande, une augmentation des taux horaires du personnel des firmes a été constatée au cours des dernières années sur le marché.

Pour ces raisons et compte tenu du contexte actuel dans le milieu de la construction, les écarts de prix pour les contrats 1 à 7 sont jugés acceptables.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'Autorité des marchés publics. L'attestation de Groupe ABS inc. est en vigueur jusqu'au 5 juin 2022, FNX-Innov est en demande de renouvellement, Solmatech inc est en vigueur jusqu'au 12 janvier 2023, Les Services EXP inc. jusqu'au 12 mars 2023, GHD Consultants ltée jusqu'au 22 août 2022, Englobe jusqu'au 8 janvier 2023 et celle de SNC-Lavalin inc. jusqu'au 28 mai 2023. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des adjudicataires Groupe ABS inc., FNX-Innov inc. Solmatech inc., les Services EXP inc., GHD Consultants ltée, Englobe Corp. et SNC-Lavalin inc. dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section Contrat des documents d'appels d'offres.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé de chacun des contrats dépasse 1 000 000$. De plus, les adjudicataires Groupe ABS inc. (Contrat 1), FNX Innov. inc. (Contrat 2), Solmatech inc. (Contrat 3) et SNC-Lavalin inc. (Contrat 7) en sont à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats d'expertises et de contrôle qualitatif de plusieurs projets, dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ ou arrondissements).

Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La Division de l'expertise et du soutien technique s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. Les crédits sont prévus, soit au budget PTI ou aux budgets de fonctionnement des différents requérants.

Les dépenses maximales d'honoraires professionnels de 27 069 167.87 $, taxes incluses, pour les sept (7) ententes-cadres, représentent un coût total maximal de 24 717 758,30 $ lorsque diminuées des ristournes fédérale et provinciale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en ce qui concerne les priorités 1, 5 et 19 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.
Il est de ce fait cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et pourrait contribuer à la diminution des vulnérabilités climatiques liées aux impacts des pluies abondantes notamment. Les contrôles qualitatifs effectués par le biais de nos ententes-cadres de services professionnels permettront de contribuer aux aménagements d'infrastructures vertes pérennes et efficaces.

Finalement, le projet n'a pas pour but de contribuer à des engagements en inclusion, équité ou accessibilité universelle mais les services professionnels retenus pourraient être utilisés afin de réaliser des contrôles qualitatifs en chantier dans le cadre de projets d'infrastructures contribuant à favoriser de tels principes.

La Grille d'analyse Montréal 2030 relative à ce dossier et qui détaille la contribution de ce projet à l'atteinte des objectifs que s'est fixé la Ville, se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la Division de l'expertise et du soutien technique ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir aux unités d'affaires requérantes de la Ville de Montréal des services de contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre de la réalisation de leurs projets d'infrastructures.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 25 mai 2022, soit la date de la validité de la soumission, les soumissionnaires ayant obtenu le plus haut pointage final pourraient alors retirer leurs soumissions. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : avril 2022
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des services : début mai 2022
Fin des services : trente-six (36) mois ou jusqu'à l'épuisement du montant maximal des contrats, selon la première des deux éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Raef RAZGUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain GAGNÉ
c/s controle des materiaux (laboratoire tp)

Tél : 514-872-8676
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-14

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-10

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

Voir ci-joint

des marchés publics
Québec

Le 6 juin 2019

GROUPE ABS INC.
A/S MADAME MANON TREMBLAY
17, DE L'INDUSTRIE
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

No de décision : 2019-DAMP-0398
N° de client : 3000144512

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous « Béton Optimal », « Groupe ABS » et « Groupe ABS / Stratum CPT / Géowave », le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE ABS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 juin 2022,** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, ~~veuillez-vous~~ référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 9 janvier 2020

ENGLOBE CORP.
A/S MONSIEUR ALAIN ROBICHAUD
505, BOUL DU PARC-TECHNOLOGIQUE
BUREAU 200
QUÉBEC (QC) G1P 4S9

N° de décision : 2020-DAMP-1015
N° de client : 2700022980

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

COENTREPRISE ENGLOBE/FNX-INNOV
COENTREPRISE LVM-INSPEC-SOL
COENTREPRISE LVM-QUALITAS
COENTREPRISE LVM-TECHNILSOL/QUALITAS
COENTREPRISE LVM-TECHNISOL/QUALITAS, UNE DIVIISON DE ENGLOBE CORP.
COENTREPRISE WIINIBEK/ENGLOBE
CONSORTIUM AQUA-TERRA
CONSORTIUM AQUA-TERRA, UNE DIVSION DE ENGLOBE CORP.
CONSORTIUM LVM-SHERMONT
CRANDALL, A DIVISION OF ENGLOBE COP.
CRANDALL, UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
DST CONSULTING, A DIVISION OF ENGLOBE CORP.
EG
ENGLOBE
ENGLOBE-LAMONT
EXCAVATION RENÉ ST-PIERRE INC, ENGLOBE CORP. EN CO-ENTREPRISE,OPÉRANT SOUS LE NOM DE KATHRYN SPIRIT DJV
GROUPEMENT ENGLOBE - GCNN
LES CONSULTANTS DST,UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
LVM/TECHNO REM
NUNATECH-ENGLOBE PARTNERSHIP
PARTENARIAT NUNATECH-ENGLOBE
STANTEC/ENGLOBE
TANKNOLOGIE
TANKNOLOGIE, UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
TANKNOLOGY
TANKNOLOGY, A DIVISION OF ENGLOGE CORP.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ENGLOBE CORP. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **8 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC. 30
Québec (Québec) G1R 5S9 | 1 888 335-5550
amp.quebec

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

N° de décision : 2020-DAMP-1269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 5 juillet 2021

FNX-INNOV INC.
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL QC H2N 2J8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3001642376
N° de demande :	2100054884
N° de confirmation de paiement :	001875

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

Voir le document ci-après.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 23 août 2019

GHD CONSULTANTS LTÉE
A/S MONSIEUR STEVE LECUYER
4600, DE LA CÔTE-VERTU
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1C7

No de décision : 2019-DAMP-0730
N° de client : 3000489917

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

CJB ENVIRONNEMENT
CONESTOGA-ROVERS ET ASSOCIÉS (QUÉBEC)
DESI-TECH
GHD CONSULTANTS
INSPEC-SOL
LABORATOIRE SOLITECH
CONESTOGA-ROVERS & ASSOCIATES (QUÉBEC)
CONSULTANTS DURY
GÉNIGROUPE
GHD CONSULTANTS LTD.
LABORATOIRE GÉO
LABORATOIRES D'ESSAIS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GHD CONSULTANTS LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **22 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

Voir page suivante

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 29 mai 2020

SNC-LAVALIN INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2020-DAMP-1491
N° de client : 2700007364

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

ÉNERCIBLE
ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **28 mai 2023** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC. 30
Québec (Québec) G1R 5S9 | 1 888 335-5550
amp.quebec

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

Voir la page suivante

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 janvier 2020

SOLMATECH INC.
A/S MONSIEUR PIERRE-OLIVIER VERDON
97, RUE DE LA COURONNE
REPENTIGNY (QC) J5Z 0B3

N° de décision : 2020-DAMP-1025
N° de client : 2700025594

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous SOLMATECH, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SOLMATECH INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231020
Unité administrative responsable : *SIRR, Direction des infrastructures, Division de l'expertise et du soutien technique*
Projet : *21-19002*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique :

Priorité 1 - Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

Quartier :

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités 1 et 5

Les services professionnels en contrôle de matériaux, de part les exigences techniques formulées au devis par la division de l'expertise et du soutien technique, contribueront au développement durable en encadrant la mise en œuvre de laréutilisation des sols en place, la valorisation des sols et des matières résiduelles granulaires ainsi que l'utilisation de nouveaux matériaux (béton avec poudre de verre, etc.). Les exigences visant la réutilisation des sols en chantier serviront à diminuer le camionnage dans les rues de la métropole et ainsi diminuer l'émission de gaz à effet de serre liés au transport routier.

De plus, les services professionnels contribueront, par leurs contrôles en chantier sur les différents projets d'infrastructures de la Ville, à l'aménagement d'infrastructures vertes plus performantes sur l'ensemble du territoire montréalais visant à accélérer la transition écologique de la Ville en luttant contre les changements climatiques tout en réduisant les îlots de chaleur et la pollution.

Priorité 19

Les contrôles qualitatifs des matériaux sur les chantiers réalisés avec les services professionnels permettront de concevoir des infrastructures pérennes et de qualité en regard des conditions de sols dans lesquelles elles seront construites. Finalement, la diminution du camionnage résultant de la réutilisation des sols sur les chantiers contribuera aux déplacements sécuritaires des citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227231020

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept (7) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, avec une option de prolongation de douze (12) mois / Appel d'offres public no 21-19002 (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-19002_PV.pdf

21-19002_SEAO _ Liste des commandes.pdf

21-19002_Pointage_Final_Contrat1_ABS_GDD.pdf

21-19002_Pointage_Final_Contrat2_FNX_GDD.pdf

21-19002_Pointage_Final_Contrat3_Solmatech_GDD.pdf

21-19002_Pointage_Final_Contrat4_EXP_GDD.pdf

21-19002_Pointage_Final_Contrat5_GHD_GDD.pdf



21-19002_Pointage_Final_Contrat6_Englobe_GDD.pdf



21-19002_Pointage_Final_Contrat7_SNC_GDD.pdf



21-19002_Intervention_1227231020.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Raef RAZGUI
Agent d'approvissionnement 151
Tél : 514 868-5959

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-21

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
Tél : 514 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-19002

No du GDD : 1227231020

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 12 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 27 - 1 - 2022

Ouverture faite le : 27 - 1 - 2022

Date du comité de sélection : 8 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 19 - 1 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 70

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 5 - 2022

Date d'échéance révisée : 27 - 5 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE ABS INC.	4 446 514,41	√	1
FNX-INNOV INC.	4 357 408,78	√	2
SOLMATECH INC.	4 428 405,84	√	3
LES SERVICES EXP INC.	4 394 229,53	√	4
GHD CONSULTANTS LTÉE	3 073 051,80	√	5
ENGLOBE CORP	3 185 784,79	√	6
SNC-LAVALIN	3 183 772,73	√	7

Information additionnelle

Des dix (10) preneurs du cahier des charges, sept (7) ont soumissionné. Trois (3) addenda ont été publiés. Les soumissionnaires recommandés dans le présent sommaire décisionnel ne sont pas inscrits au RENA, et ne sont pas rendu non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Préparé par : Raef Razgui

Le 15 - 2 - 2022

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	4 446 514,41 $	0,30	1
Englobe Corp.							79,5	5 328 516,38 $	0,24	7
Les Services EXP Inc.							78,2	4 481 150,63 $	0,29	4
FNX-INNOV Inc.							78,1	4 357 408,78 $	0,29	2
GHD Consultants Ltée							79,2	4 746 168,00 $	0,27	5
SNC-Lavalin Inc.							76,2	4 908 426,47 $	0,26	6
SOLMATECH INC.							78,8	4 489 342,59 $	0,29	3
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité	
Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	Contrat 1		
Englobe Corp.							79,5	5 328 516,38 $	0,24	6
Les Services EXP Inc.							78,2	4 480 460,78 $	0,29	3
FNX-INNOV Inc.							78,1	4 357 408,78 $	0,29	1
GHD Consultants Ltée							79,2	4 746 168,00 $	0,27	4
SNC-Lavalin Inc.							76,2	4 908 426,47 $	0,26	5
SOLMATECH INC.							78,8	4 489 342,59 $	0,29	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité	
Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	Contrat 1		
Englobe Corp.							79,5	5 328 516,38 $	0,24	5
Les Services EXP Inc.							78,2	4 422 973,28 $	0,29	2
FNX-INNOV Inc.							78,1	Contrat 2		
GHD Consultants Ltée							79,2	4 746 168,00 $	0,27	3
SNC-Lavalin Inc.							76,2	4 908 426,47 $	0,26	4
SOLMATECH INC.							78,8	4 428 405,84 $	0,29	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité	
Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 4

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	Contrat 1		
Englobe Corp.							79,5	5 328 516,38 $	0,24	4
Les Services EXP Inc.							78,2	4 394 229,53 $	0,29	1
FNX-INNOV Inc.							78,1	Contrat 2		
GHD Consultants Ltée							79,2	4 746 168,00 $	0,27	2
SNC-Lavalin Inc.							76,2	4 908 426,47 $	0,26	3
SOLMATECH INC.							78,8	Contrat 3		
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité

Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 5

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	Contrat 1		
Englobe Corp.							79,5	3 447 065,48 $	0,38	3
Les Services EXP Inc.							78,2	Contrat 4		
FNX-INNOV Inc.							78,1	Contrat 2		
GHD Consultants Ltée							79,2	3 073 051,80 $	0,42	1
SNC-Lavalin Inc.							76,2	3 183 772,73 $	0,40	2
SOLMATECH INC.							78,8	Contrat 3		
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité

Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 6

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	Contrat 1		
Englobe Corp.							79,5	3 185 784,79 $	0,41	1
Les Services EXP Inc.							78,2	Contrat 4		
FNX-INNOV Inc.							78,1	Contrat 2		
GHD Consultants Ltée							79,2	Contrat 5		
SNC-Lavalin Inc.							76,2	3 183 772,73 $	0,40	2
SOLMATECH INC.							78,8	Contrat 3		
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité	
Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-19002 - Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements Contrat 7

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.							83,0	Contrat 1		
Englobe Corp.							79,5	Contrat 6		
Les Services EXP Inc.							78,2	Contrat 4		
FNX-INNOV Inc.							78,1	Contrat 2		
GHD Consultants Ltée							79,2	Contrat 5		
SNC-Lavalin Inc.							76,2	3 183 772,73 $	0,40	1
SOLMATECH INC.							78,8	Contrat 3		
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Raef Razgui**									

Comité	
Date	mardi 08-02-2022
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-19002
Numéro de référence : 1548591
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
8418748 Canada Inc. 8550 Cote de Liesse Montréal, QC, H4T 1H2	Madame Hadis Yarahnadi Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur :	**Commande : (1976834)** 2021-12-15 14 h 33 **Transmission :** 2021-12-15 14 h 33	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 12 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9139-6903 QUÉBEC INC. 149-B rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com	Monsieur Kevin Donovan Téléphone : 514 587-6177 Télécopieur : 514 227-5377	**Commande : (1976970)** 2021-12-15 19 h 17 **Transmission :** 2021-12-15 19 h 17	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 11 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (1976415)** 2021-12-14 17 h 22 **Transmission :** 2021-12-14 17 h 22	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 12 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1975989)** 2021-12-14 8 h 08 **Transmission :** 2021-12-14 8 h 08	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 12 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com	Madame Stéphanie Guindon Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1975924)** 2021-12-13 16 h 43 **Transmission :** 2021-12-13 16 h 43	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 12 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE ABS INC. 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5	Madame Vicky Messier (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1975736)** 2021-12-13 12 h 22 **Transmission :** 2021-12-13 12 h 22	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 12 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES SERVICES EXP INC. 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1975632)** 2021-12-13 10 h 08 **Transmission :** 2021-12-13 10 h 08	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 11 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1975913)** 2021-12-13 16 h 27 **Transmission :** 2021-12-13 16 h 27	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 11 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SOLMATECH INC. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.solmatech.ca	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1976701)** 2021-12-15 11 h 20 **Transmission :** 2021-12-15 11 h 20	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1 2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 11 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
STANTEC EXPERTS-CONSEILS	Madame Claudine Talbot	**Commande : (1975993)**	3637688 - 21-19002_ADDENDA_1

LTÉE 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	2021-12-14 8 h 14 **Transmission :** 2021-12-14 8 h 14	2021-12-16 7 h 45 - Courriel 3647661 - 21-19002 ADDENDA 2_Quest_Rep_Modif 2022-01-14 14 h 12 - Courriel 3649850 - 21-19002 ADDENDA 3_Quest_Rep_Modif 2022-01-19 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.019

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231020

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept (7) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, avec une option de prolongation de douze (12) mois / Appel d'offres public no 21-19002 (7 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE227231020.pdf

Dossier # :1227231020

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 28 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE227231020

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept firmes suivantes: Groupe ABS inc. (contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, avec une option de prolongation de douze mois - Appel d'offres public no 21-19002 (7 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231020

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de 36 mois avec les sept firmes suivantes: Groupe ABS inc. (contrat #1: 4 446 514,41 $), FNX-Innov inc. (contrat #2: 4 357 408,78 $), Solmatech inc. (contrat #3: 4 428 405,84 $), Les Services EXP inc. (contrat #4: 4 394 229,53 $), GHD Consultants ltée (contrat #5: 3 073 051,80 $), Englobe Corp. (contrat #6: 3 185 784,79 $) et SNC-Lavalin inc. (contrat #7: 3 183 772,73 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection des infrastructures réalisés par les services corporatifs et les arrondissements, avec une option de prolongation de douze mois - Appel d'offres public no 21-19002 (7 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrats 1, 2, 3 et 7).*

Le 13 avril 2022, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les représentants de la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) à la Direction des infrastructures au Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D’entrée de jeu, les invités ont rappelé que compte tenu des ressources limitées de la DEST et de la forte demande des unités d’affaires requérantes, les services de contrôle qualitatif des matériaux pour tous les projets de génie civil de la Ville (construction, réhabilitation et réfection des infrastructures) sont assurés en totalité par des firmes externes via des ententes-cadres de services professionnels. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres actuellement en vigueur étant quasi totalement engagées sur des projets en cours, de nouvelles ententes-cadres doivent aujourd’hui être conclues. Les documents d’appel d’offres ont été préparés de façon à ce que sept ententes-cadres d’envergure différentes puissent être conclues. L’appel d’offres a paru durant 44 jours de décembre 2021 à janvier 2022 et a donné lieu à la publication complémentaire de trois addendas.

Sur les dix preneurs du cahier des charges, sept firmes ont déposé une soumission pour chacun des sept contrats. Pour l’ensemble des contrats, des écarts de prix défavorables à la Ville ont été notés, variant entre 4,53 % et 15,42 %. Ces écarts ont été jugés acceptables, les plus importants étant principalement dus à une saturation du marché pour les services de contrôle qualitatif depuis 2019. Il est à noter que quatre des sept adjudicataires identifiés au terme du processus en sont à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Les commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur les motifs de ces octrois de contrats consécutifs aux mêmes adjudicataires, sur la possibilité que les services visés par cet appel d’offres puissent éventuellement être rendus par du personnel à l’interne compte tenu de l’état du marché, ainsi que sur les raisons pour lesquelles le Service a opté pour un appel d’offres prévoyant la conclusion de sept ententes-cadres différentes alors que ce sont précisément sept firmes qui se partagent le marché visé. Certains membres ont exprimé des préoccupations relativement à cette stratégie, dans la mesure où elle permettait d’assurer un contrat à chacune des firmes potentiellement intéressées, décourageant du même coup l’établissement d’une saine concurrence entre elles. Dans les circonstances, l’octroi de contrats pour cinq ou six ententes-cadres distinctes plutôt que sept aurait pu être préférable.

En réponse à ces interrogations, les représentants du SIRR ont fait état, d’une part, des raisons pour lesquelles il n’était pas envisageable de viser moins de sept contrats pour cet appel d’offres et, d’autre part, des mesures qui ont été prises pour éviter que la situation relevée par les commissaires ne mène à une forme de collusion dans la fixation des prix, au détriment de la Ville. À ce chapitre, les invités ont entre autres indiqué que les documents d’appel d’offres ont été préparés de manière à ce que les sept contrats ne soient pas d’envergure identique. De même, ils ont indiqué que l’absence d’écart important entre les prix soumis et les estimations faites à l’interne leur apparaissait sur ce plan rassurant. Bien que certains commissaires auraient opté pour une autre stratégie pour l’appel d’offres pour ce dossier eu égard à l’état du marché, les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été, dans leur ensemble, à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les personnes-ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrats 1, 2, 3 et 7) ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231020 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229283001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre (4) ans. - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes et contingences incluses (lot 1 : 3 739 101,98 $ + 373 910,20 $ de contingences; lot 2 : 3 380 379,98 $ + 338 038,00 $ de contingences). - Appel d'offres public 21-19074. - Huit (8) soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de quatre (4) ans ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en architecture de paysage et en génie pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19074;

Firmes	Articles	Montants (taxes incluses)
Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc.	Lot 1	3 739 101,98 $
Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c.	Lot 2	3 380 379,98 $

2. d'autoriser une dépense de 711 948,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, soit 373 910,20 $ pour le lot 1 et 338 038,00 $ pour le lot 2;

3. de procéder à une évaluation du rendement des firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c.;

4. d'imputer les dépenses à même les budgets des divers projets, programmes ou requérants et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-17 13:53

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229283001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre (4) ans. - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes et contingences incluses (lot 1 : 3 739 101,98 $ + 373 910,20 $ de contingences; lot 2 : 3 380 379,98 $ + 338 038,00 $ de contingences). - Appel d'offres public 21-19074. - Huit (8) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'atteindre les objectifs visés dans son Plan nature et sports, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) désire s'adjoindre le soutien de firmes d'architecture de paysage et de génie pour la conception et la réalisation de divers projets d'aménagement dans les parcs urbains et les espaces publics, les parcs métropolitains, les parcs-nature et les espaces riverains, ainsi que les plateaux sportifs. Ces services professionnels sont requis afin de supporter les différentes équipes du SGPMRS et d'apporter les expertises complémentaires nécessaires. La formule des ententes-cadres a été retenue, en raison de la flexibilité qu'elle permet.
L'appel d'offres public auquel fait suite le présent dossier décisionnel a été annoncé dans le journal Le Devoir le 29 novembre 2021 et a été publié du 29 novembre 2021 au 27 janvier 2022 sur le site électronique d'appel d'offres (SÉAO), correspondant ainsi à une durée totale d'affichage de 58 jours. La durée initiale de l'appel d'offres était de 42 jours; celui-ci devait se terminer le 11 janvier 2022. La date d'ouverture des soumissions a en effet été reportée, afin de donner plus de temps aux soumissionnaires potentiels, considérant la période chargée de la fin de l'année et la période des fêtes qui s'ensuit.

Les soumissions sont valides pendant cent quatre-vingts (180) jours de calendrier suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 26 juillet 2022.

Neuf (9) addenda ont été émis pendant l'appel d'offres :

- Addenda 1 émis le 6 décembre 2021 : report de la date d'ouverture;
- Addenda 2 émis le 7 décembre 2021 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 3 émis le 10 décembre 2021 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 4 émis le 15 décembre 2021 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 5 émis le 17 décembre 2021 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 6 émis le 12 janvier 2022 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 7 émis le 17 janvier 2022 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 8 émis le 19 janvier 2022 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation;
- Addenda 9 émis le 24 janvier 2022 : réponses aux questions concernant le devis technique et les critères d'évaluation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0350 - 22 août 2019 - Conclure un contrat avec Rousseau Lefebvre inc. pour la fourniture de services professionnels d'architecture de paysage pour différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une somme maximale de 3 170 435,63 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 19-17284. - Trois (3) soumissionnaires.
CG17 0008 - 26 janvier 2017 - Conclure une entente-cadre de services professionnels en architecture de paysage avec Lemay CO inc. pour différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal. - Dépense totale de 2 084 649,09 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 16-15547. - Cinq (5) soumissionnaires.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à conclure deux (2) ententes-cadres pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets qui sont sous la responsabilité du SGPMRS. Plus spécifiquement, ces services de conception, de production de plans et devis et/ou de surveillance de chantier contribueront à mettre en valeur le réseau des grands parcs de Montréal et à y consolider les aménagements existants. En effet, de manière générale, le SGPMRS s’acquitte de plusieurs mandats et ces ententes-cadres y serviront à divers degrés :

- Préserver et maintenir accessibles plus de 2 000 hectares d’espaces verts;
- Concevoir et réaliser des projets d’aménagement pour améliorer les parcs urbains, certains espaces publics, les parcs métropolitains, les parcs-nature, les espaces riverains et les plateaux sportifs;
- Veiller à la protection des milieux naturels et, plus largement, promouvoir la biodiversité en ville;
- Développer le plus grand parc municipal au Canada, le grand parc de l’Ouest, de même que le nouveau parc-nature de l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques;
- Créer un pôle nature dans l'est de la ville d'une superficie de près de 2 000 hectares;
- Mettre en place un réseau de corridors verts reliant parcs et milieux de vie;
- Réhabiliter les berges dans les grands parcs;

- Protéger et mettre en valeur le site patrimonial du Mont-Royal;
- Maintenir et consolider un patrimoine bâti et paysager exceptionnel.

Les services professionnels compris dans ces ententes-cadres relèvent principalement des domaines de l'architecture de paysage et du génie civil, mais aussi du génie des structures, du génie mécanique, du génie électrique, du génie de la circulation, du génie géotechnique, du génie de l'environnement, de la géologie, du génie hydraulique, de l'arpentage et autres. Les nombres prévisionnels d'heures inscrits aux bordereaux de soumission pour chacune des catégories de professionnels et de techniciens sont basés sur les besoins estimés par le SGPMRS. Le mode de rémunération de ces ententes-cadres est à taux horaire.

La durée maximale de ces ententes-cadres est de quatre (4) ans.

Afin de couvrir des dépenses exceptionnelles ou des dépassements éventuels d'heures pour certaines catégories de personnel, un budget de contingences de 10 % est ajouté aux valeurs des deux lots. À titre d'exemple, un déplacement et un hébergement à l'extérieur de Montréal, nécessaires pour la vérification de la fabrication d'un ouvrage en usine, seraient considérés comme des dépenses exceptionnelles.

JUSTIFICATION

Sur les quinze (15) firmes qui ont pris le cahier des charges, neuf (9) ont déposé une soumission, soit 60 %. Deux de ces firmes ont déposé une offre conjointe; il y a donc huit (8) soumissions au total. D'ailleurs, plusieurs de ces soumissions ont été préparées par des regroupements de firmes. Ainsi, six (6) preneurs des documents n'ont pas déposé de soumission, soit 40 %. La liste complète des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe.
Cinq (5) des huit (8) offres reçues ont été jugées conformes. Quant aux trois (3) autres, elles n'ont pas obtenu la note intérimaire de passage (70/100). Voici les résultats complets de l'évaluation effectuée par le comité de sélection le 16 février 2022 :

Lot 1 (ou entente-cadre 1) :

SOUMISSIONNAIRES	NOTES INTÉRIMAIRES	NOTES FINALES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (10 %, TAXES INCLUSES)	TOTAUX (TAXES INCLUSES)
Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc.	**74,8**	**0,33**	**3 739 101,98 $**	**373 910,20 $**	**4 113 012,18 $**
Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c.	88,0	0,31	4 503 283,31 $	450 328,33 $	4 953 611,64 $
Rousseau Lefebvre inc. + MLC Associés inc. + Groupe ABS inc.	82,0	0,30	4 379 972,63 $	437 997,26 $	4 817 969,89 $
WSP Canada inc.	73,7	0,29	4 280 519,25 $	428 051,93 $	4 708 571,18 $
Consultants Aecom inc.	71,5	0,27	4 529 180,86 $	452 918,09 $	4 982 098,95 $
Dernière estimation réalisée			4 004 004,38 $	400 400,44 $	4 404 404,82 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					- 291

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)	392,64 $ - 6,6 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)	840 599,46 $ 20,4 %

Le regroupement Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. est le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, devenant ainsi l'adjudicataire recommandé pour le lot 1. Le prix déposé par ce regroupement est inférieur de 6,6 % à l'estimation réalisée à l'interne en novembre 2021.

L'écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note finale (Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c.) et l'adjudicataire recommandé est relativement important, soit 20,4 %. Ceci peut s'expliquer par le fait que le prix soumis par l'adjudicataire, soit 4,11 M$, est nettement inférieur aux autres soumissions, la moyenne de celles-ci étant de 4,87 M$.

Lot 2 (ou entente-cadre 2) :

SOUMISSIONNAIRES	NOTES INTÉRIMAIRES	NOTES FINALES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (10 %, TAXES INCLUSES)	TOTAUX (TAXES INCLUSES)
Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c.	**88,0**	**0,41**	**3 380 379,98 $**	**338 038,00 $**	**3 718 417,98 $**
Rousseau Lefebvre inc. + MLC Associés inc. + Groupe ABS inc.	82,0	0,40	3 285 698,06 $	328 569,81 $	3 614 267,87 $
WSP Canada inc.	73,7	0,38	3 212 401,50 $	321 240,15 $	3 533 641,65 $
Consultants Aecom inc.	71,5	0,36	3 337 768,52 $	333 776,85 $	3 671 545,37 $
Dernière estimation réalisée			3 004 584,19 $	300 458,42 $	3 305 042,61 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					413 375,37 $ 12,5 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)					- 104 150,11 $ - 2,8 %

Puisque le regroupement Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. a été recommandé comme adjudicataire pour le lot 1, celui-ci devient automatiquement non conforme pour le lot 2.

Pour le lot 2, le regroupement Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. est le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, devenant ainsi l'adjudicataire recommandé pour ce lot. Le prix déposé par ce regroupement est supérieur de 12,5 % à l'estimation réalisée à l'interne en

novembre 2021. Considérant les prix rapprochés des différentes soumissions, la moyenne étant de 3,63 M$, on peut déduire que la Ville a légèrement sous-évalué les taux horaires du marché actuel dans son estimation, qui est de 3,31 M$.

Les adjudicataires des deux lots ont des attestations de l'Autorité des marchés publics (AMP). Ces documents se trouvent en pièces jointes. Voici les périodes de validité de ces attestations respectives :

- Pour Vlan Paysages inc. : du 7 mai 2020 au 6 mai 2023;
- Pour IGF Axiom inc. : du 2 juin 2021 au 1er juin 2024;
- Pour Lemay CO inc. : du 21 mai 2020 au 20 mai 2023;
- Pour Cima+ s.e.n.c. : demande de renouvellement en cours; confirmation par l'UPAC de la validité de l'attestation en date du 31 mai 2021.

Les validations requises ont été faites selon lesquelles les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne sont pas rendus non conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Puisqu'il s'agit de contrats de services professionnels dont la dépense nette est supérieure à 500 000 $, les deux adjudicataires feront l'objet d'une évaluation du rendement, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 et tel qu'il est indiqué à l'article 11.06 des contrats en question.

Le présent dossier doit être référé à la Commission permanente sur l'examen des contrats, et plus particulièrement en raison du lot 1, puisqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il y a un écart de prix de plus de 20 % entre le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note finale et l'adjudicataire, soit un écart de 20,4 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les deux ententes-cadres à conclure correspondent aux montants maximaux suivants :
Lot 1 - Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc.

- Contrat, taxes incluses : 3 739 101,98 $
- Contingences (10 %), taxes incluses : 373 910,20 $
- Total, taxes incluses : 4 113 012,18 $
- Total, net de ristournes : 3 755 728,34 $

Lot 2 - Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c.

- Contrat, taxes incluses : 3 380 379,98 $
- Contingences (10 %), taxes incluses : 338 038,00 $
- Total, taxes incluses : 3 718 417,98 $
- Total, net de ristournes : 3 395 411,24 $

Grand total pour les deux lots, taxes incluses : 7 831 430,16 $
Grand total pour les deux lots, net de ristournes fédérale et provinciale : 7 151 139,58 $

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque entente-cadre permettra d'accorder plusieurs mandats, sur demande du SGPMRS, lequel s'assurera de la bonne provenance et de la disponibilité des crédits, en fonction des projets ou programmes concernés. Le SGPMRS fera également le suivi des enveloppes budgétaires des ententes-

cadres et des mandats en découlant.

Il est à noter que les mandats de services professionnels relatifs aux travaux à effectuer dans certains parcs, comme le parc du Mont-Royal, bénéficient d'une subvention du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) de l'ordre de 50 %.

Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec le règlement de délégation de pouvoirs en matière d'ententes-cadres.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue d'une certaine façon à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en s'inscrivant globalement dans le Plan nature et sports du SGPMRS, mais il ne s'applique pas directement aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il s'agit d'ententes-cadres de services professionnels qui donneront lieu à différents mandats, dont les objectifs respectifs et précis demeurent à définir.
La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi des contrats d'ententes-cadres était reporté à une date ultérieure au 26 juillet 2022, soit la date d'échéance de la validité des soumissions, les firmes adjudicataires pourraient retirer leurs soumissions. Il faudrait alors procéder à un nouvel appel d'offres, avec tous les délais et les coûts que cela comporte.
Également, il est important de noter que la période favorable à la réalisation d'une grande partie des travaux du SGPMRS se situe entre les mois d'avril et de novembre. Tout délai dans la conclusion de ces ententes-cadres aura un impact sur la capacité de réalisation du SGPMRS pour l'année 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact direct, mais les adjudicataires devront évidemment se conformer aux exigences sanitaires dictées par les instances gouvernementales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au comité exécutif (premier passage) : 6 avril 2022

- Présentation du dossier à la Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
- Présentation du dossier au comité exécutif (deuxième passage) : 20 avril 2022
- Présentation du dossier au conseil municipal : 25 avril 2022
- Présentation du dossier au conseil d'agglomération : 28 avril 2022
- Début des ententes-cadres : mai 2022
- Fin des ententes-cadres : mai 2026 ou à l'épuisement des enveloppes budgétaires, selon la première des deux éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie TREMBLAY-GRAVEL
Architecte paysagiste

Tél : 514-953-5440
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Jasmin CORBEIL
c/d realisation des projets - grands parcs

Tél : 514-820-7092
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur
Tél : 514-214-0922
Approuvé le : 2022-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directrice
Tél : 514-872-1456
Approuvé le : 2022-03-17

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 7 mai 2020

VLAN PAYSAGES INC.
A/S MADAME JULIE ST-ARNAULT
24, AV DU MONT-ROYAL O
BUR. 901.1
MONTRÉAL (QC) H2T 2S2

Nº de décision : 2020-DAMP-1417
Nº de client : 3000865056

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

VIII

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

- VLAN
- VLAN + CIVILITI PAYSAGE ET DESIGN URBAIN
- VLAN PAYSAGES + URBAN SOLAND
- VLAN PAYSAGES, ATELIER CIVILITI

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. VLAN PAYSAGES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **6 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 2 juin 2021

IGF AXIOM INC.
A/S MONSIEUR PIERRE BERNIER
200-2250, BOUL SAINT-MARTIN E
LAVAL (QC) H7E 5A4

Nº de décision : 2021-DAMP-1460
Nº de client : 2700035832

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous IGF AXIOME, IGF VIGILANCE, IGIF EXPERTS-CONSEILS, INSTITUT DE LA GESTION DE LA FORMATION, SST-PRO, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. IGF AXIOM INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **1 juin 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
1 888 335-5550
amp.quebec

Le 21 mai 2020

LEMAY CO INC.
A/S MONSIEUR LOUIS T. LEMAY
3500, RUE SAINT-JACQUES
MONTRÉAL (QC) H4C 1H2

Nº de décision : 2020-DAMP-1453
Nº de client : 2700031550

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

LEMAY INTERGRATED SERVICES AND ASSOCIATES
LEMAY PERKINS+WILL BISSON FORTIN EN CONSORTIUM
LEMAY+TOKER
SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LEMAY CO INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **20 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

UPAC
VÉRIFICATION

PAR COURRIEL

Montréal, le 31 mai 2021

François Plourde
CIMA+ S.E.N.C.

Courriel : FRANCOIS.PLOURDE@CIMA.CA

OBJET : SUIVI - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE CONTRACTER
Dossier : 3000148732

Madame, Monsieur

La présente a pour but de vous informer que le dossier de renouvellement de votre autorisation à contracter est toujours en traitement auprès du Service de la vérification de l'intégrité des entreprises du Commissaire à la lutte contre la corruption (SVIE).

Divers facteurs tels que, la pénurie de main d'œuvre, les conséquences de la pandémie sur l'organisation du travail et un accroissement du nombre de demandes dû à l'annonce des projets de relance économique, ont un impact sur les opérations du SVIE et provoquent des retards importants dans le traitement des dossiers de renouvellement.

Nous tenons cependant à vous rassurer car puisque vous avez soumis votre demande de renouvellement dans les délais requis, la validité de votre autorisation est maintenue et votre entreprise demeure inscrite au REA pendant toute la durée de traitement de votre dossier.

Sachez que nous faisons actuellement tous les efforts nécessaires pour remédier à cette situation dans les meilleurs délais, sans toutefois compromettre la rigueur du processus qui nous permet d'assurer le maintien du régime d'intégrité prévu par la Loi sur les contrats des organismes publics.

Nom du service : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Nom de la direction, division, etc. :
Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Division aménagement des espaces publics et réalisations

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES
Date de publication : 29 novembre 2021
Date d'ouverture : 27 janvier 2022

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	LES SERVICES EXP INC.
2	STANTEC EXPERTS-CONSEILS
3	BC2 GROUPE CONSEIL INC.
4	ROUSSEAU LEFEBVRE INC.
5	NIPPAYSAGE INC.
6	CIMA+ S.E.N.C.
7	FNX-INNOV INC.
8	SNC-LAVALIN INC.
9	WSP CANADA INC.
10	CONSULTANTS AECOM INC.
11	VLAN PAYSAGES INC.
12	ATELIER CIVILITI INC.
13	Le groupe Élise Beauregard
14	Lemay CO Inc.
15	PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229283001*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Ententes-cadre pour services professionnels en architecture de paysage et en génie pour le service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229283001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre (4) ans. - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes et contingences incluses (lot 1 : 3 739 101,98 $ + 373 910,20 $ de contingences; lot 2 : 3 380 379,98 $ + 338 038,00 $ de contingences). - Appel d'offres public 21-19074. - Huit (8) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-19074 PV.pdf 21-19074 tableau lot 1.pdf 21-19074 tableau lot 2.pdf

21-19074 Int. d'octroi lot 1.pdf 21-19074 Int. d'octroi lot 2.pdf Liste séao.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-04

Michael SAOUMAA
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-19074 lot 1

No du GDD : 1229283001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en architecture de paysage et en génie pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 11 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 11 - 1 - 2022

Ouverture faite le : 27 - 1 - 2022

Date du comité de sélection : 16 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 9

Date du dernier addenda émis : 24 - 1 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 58 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 53,33

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 37,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe Élise Beauregard	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Stantec Experts-Conseils	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Les Services EXP	Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 7 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 7 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Lemay CO / Cima+	4 503 283,31 $		
Rousseau Lefèbvre / MLC / ABS	4 379 972,63 $		
WSP Canada	4 280 519,25 $		
Vlan / IGF Axiom	3 739 101,98 $	X	
AECOM Consultants	4 529 180,86 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier Le 17 - 2 - 2022

21-19074 Lot 1 - Services professionnels en architecture de paysage et en génie pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des projets semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience des chargés de projets 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe Élise Beauregard	3,83	6,33	7,00	12,67	20,00	18,83	68,7			Non conforme
Lemay CO / Cima	4,00	9,00	8,67	18,33	25,67	22,33	88,0	4 503 283,31 $	0,31	2
Rousseau Lefèbvre /MLC / ABS	3,67	8,33	7,33	17,33	25,67	19,67	82,0	4 379 972,63 $	0,30	3
WSP Canada inc.	4,00	7,67	7,33	14,67	21,00	19,00	73,7	4 280 519,25 $	0,29	4
Vlan / IGF Axiom	3,17	8,33	7,67	15,00	22,00	18,67	74,8	3 739 101,98 $	0,33	1
AECOM Consultants inc.	3,67	6,00	6,00	16,00	21,33	18,50	71,5	4 529 180,86 $	0,27	5
Stantec Experts-conseils ltée.	3,67	6,00	7,00	12,67	21,00	16,50	66,8			Non conforme
Les services EXP inc.	3,83	7,00	7,33	12,67	21,33	16,50	68,7			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 16-02-2022
Heure	13h00
Lieu	GOOGLE MEET

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-19074 lot 2

No du GDD : 1229283001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en architectutre de paysage et en génie pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 11 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 11 - 1 - 2022

Ouverture faite le : 27 - 1 - 2022

Date du comité de sélection : 16 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 9

Date du dernier addenda émis : 24 - 1 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 58 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 53,33

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe Élise Beauregard	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Stantec Experts-Conseils	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Les Services EXP	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Vlan / IGF Axiom	Obtenu contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 7 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 7 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Lemay CO / Cima +	3 380 379,98 $	X	
Rousseau Lefèbvre / MLC / ABS	3 285 698,06 $		
WSP Canada	3 212 401,50 $		
Aecom Consultants	3 337 768,52 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 17 - 2 - 2022

21-19074 Lot 2 - Services professionnels en architecture de paysage et en génie pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des projets semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience des chargés de projets 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe Élise Beauregard	3,83	6,33	7,00	12,67	20,00	18,83	68,7			Non conforme
Lemay CO / Cima	4,00	9,00	8,67	18,33	25,67	22,33	88,0	3 380 379,98 $	0,41	1
Rousseau Lefèbvre /MLC / ABS	3,67	8,33	7,33	17,33	25,67	19,67	82,0	3 285 698,06 $	0,40	2
WSP Canada inc.	4,00	7,67	7,33	14,67	21,00	19,00	73,7	3 212 401,50 $	0,38	3
Vlan / IGF Axiom	3,17	8,33	7,67	15,00	22,00	18,67	74,8		-	Contrat 1
AECOM Consultants inc.	3,67	6,00	6,00	16,00	21,33	18,50	71,5	3 337 768,52 $	0,36	4
Stantec Experts-conseils ltée.	3,67	6,00	7,00	12,67	21,00	16,50	66,8			Non conforme
Les services EXP inc.	3,83	7,00	7,33	12,67	21,33	16,50	68,7			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	mercredi 16-02-2022
Heure	13h00
Lieu	GOOGLE MEET

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.020

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229283001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre (4) ans. - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes et contingences incluses (lot 1 : 3 739 101,98 $ + 373 910,20 $ de contingences; lot 2 : 3 380 379,98 $ + 338 038,00 $ de contingences). - Appel d'offres public 21-19074. - Huit (8) soumissionnaires.

Rapport_CEC_SMCE229283001.pdf

Dossier # :1229283001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 28 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE229283001

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre ans - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-19074 - (8 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE229283001

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. (lot 1) et Lemay CO inc. + Cima+ s.e.n.c. (lot 2) pour des services professionnels en architecture de paysage et en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre ans - Dépense totale de 7 831 430,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-19074 - (8 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
    - *Un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 1).*

Le 13 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ces ententes cadres permettront de réaliser divers projets d'aménagement dans les parcs urbains, les espaces publics, les parcs métropolitains, les parcs-nature, les espaces riverains ainsi que les plateaux sportifs.

L’appel d’offres public a été d’une durée de 58 jours. Parmi les 15 preneurs du cahier des charges, 8 ont déposé une soumission, dont 5 ont été jugées conformes. Il est à noter que 9 addendas mineurs ont été émis au cours de l’appel d'offres. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 6,6 % favorable à la Ville par rapport à l’estimation de contrôle interne. On dénote également un écart de 20,4% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme (Lot 1).

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur l’écart entre le prix proposé par l’adjudicataire et ceux des autres soumissionnaires, de même que sur sa capacité à réaliser ce contrat et à assurer la qualité du travail effectué compte tenu du prix moindre demandé.

Le Service a souligné que que les taux horaires proposés par l’adjudicataire sont plus bas, mais sommes toutes près de l’estimation effectuée par la Ville. Il est précisé que cette firme est habituée à travailler avec la Ville et qu’une évaluation de rendement sera effectuée lors de la réalisation du contrat. Les explications du Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction aménagement des parcs et espaces publics pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat de services professionnels d’une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
    - *Un écart de prix de plus de 20 % entre l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l’utilisation d’une grille d’évaluation ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l’égard du mandat SMCE229283001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 6 960 500,27 $ + 34 802,50 $ de déboursés), CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. (entente-cadre n°2 : 3 874 944,94 $ + 19 374,72 $ de déboursés) et Les Services EXP. Inc. (entente-cadre n°3 : 2 921 192,82 $ + 14 605,96 $ de déboursés), avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, totalisant une somme maximale de 13 825 421,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 22-19095 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. De conclure trois (3) ententes-cadre de services professionnels en ingénierie et en aménagement avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction de critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 22-19095 jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 19 décembre 2026, selon la première des deux éventualités, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune ;

Contrat	**Firmes**	**Montant** (taxes incluses)
Contrat no 1	FNX-INNOV. inc.	6 960 500,27 $
Contrat no 2	CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc.	3 874 944,94 $
Contrat no 3	Les Services EXP inc.	2 921 192,82 $

2. de procéder à une évaluation de rendement des firmes: FNX-INNOV inc, CIMA+

S.E.N.C./BC2 Groupe Conseil inc. et Les Services EXP inc ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;

4. d'autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à procéder, à deux (2) reprises, à la prolongation des contrats pour une période de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si les enveloppes budgétaires des contrats n'ont pas été épuisées.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-22 22:09

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231025**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 6 960 500,27 $ + 34 802,50 $ de déboursés), CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. (entente-cadre n°2 : 3 874 944,94 $ + 19 374,72 $ de déboursés) et Les Services EXP. Inc. (entente-cadre n°3 : 2 921 192,82 $ + 14 605,96 $ de déboursés), avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, totalisant une somme maximale de 13 825 421,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 22-19095 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la planification et de la réalisation des grands projets, la Ville de Montréal investira au cours des prochaines années des sommes importantes dans le but de réaliser plusieurs projets d'envergure liés aux infrastructures et à l'aménagement du domaine public. Ces projets sont de diverses natures concernant :

- l'aménagement du domaine public;
- la mise à niveau de ses infrastructures (égout, aqueduc, etc.);
- la construction de chaussées, de trottoirs et de pistes cyclables;
- des réaménagements géométriques;
- l'installation de l'éclairage de rue et de la signalisation lumineuse;
- le verdissement, notamment par la plantation d'arbres et d'aménagements paysagers;
- l'aménagement de parcs et d'espaces publics;
- d'autres aménagements particuliers.

Les principaux bénéfices anticipés des projets sont les suivants :

- l'amélioration du confort, de la sécurité et de la mobilité des usagers de la rue;
- la mise en valeur du patrimoine historique des secteurs d'intérêt;
- la mise à niveau des infrastructures souterraines;

- la planification de projets intégrés avec les réseaux techniques urbains (RTU) visant à réduire les nuisances liées aux travaux et à assurer la pérennité des ouvrages.

La Division des grands projets (DGP) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) participe à la réalisation de projets complexes et d'ampleur sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces grands projets intégrés avec nos partenaires (villes liées, RTU, arrondissements, différents services, etc.) nécessitent l'implication de professionnels dans différents domaines, tels que:

- du génie (civil, structure, électrique, forestier, etc.);
- de l'aménagement urbain;
- de l'aménagement paysager;
- et tout autre domaine selon la nature du projet.

Afin de répondre aux différents besoins lors de la conception et la réalisation des projets, la Division souhaite s'adjoindre le support de firmes d'experts-conseils multidisciplinaires qui l'assisteront dans différents mandats. Ces mandats de services professionnels permettront à la Ville de Montréal d'atteindre les objectifs de réalisation visés dans son programme décennal d'immobilisation (PDI). Les firmes d'experts-conseils travailleront en support aux équipes internes de la Ville responsables de la réalisation des grands projets.

Trois ententes-cadres avaient été octroyées en février 2021 pour une durée de trois (3) années ou jusqu'à l'épuisement du montant maximal des soumissions, selon la première des deux éventualités. Étant donné que les montants seront épuisés dans les prochains mois, la Division a lancé un appel d'offres afin de renouveler ces ententes-cadres de services professionnels.

Sollicitation des marchés et appel d'offres public

Dans ce contexte, un appel d'offres public a été publié afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels valides jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou au 19 décembre 2026, selon la première des deux éventualités, avec deux options de prolongation de douze (12) mois chacune.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres no 22-19095 a été publié du 10 janvier au 10 février 2022 sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal papier Le Devoir. La durée de publication a été de trente (30) jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les citées et villes.

Les soumission sont valides pendant les cent quatre-vingt (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 9 août 2022.

Quatre (4) addendas ont été publiés les 19 janvier (addenda 1), 26 janvier (addendas 2 et 3) et le 2 février (addenda 4), afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des précisions apportées aux documents d'appel d'offres. Certaines modifications apportées aux bordereaux ont eu un impact sur le coût estimé des contrats de 132 300 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0086 - 26 février 2021 - Accorder trois (3) ententes-cadres de services professionnels à FNX-INNOV inc. (n°1), Regroupement CIMA+ S.E.N.C. - BC2 Groupe Conseil inc. (n°2) et Les Services EXP. Inc. (n°3) pour des services en ingénierie et en aménagement aux fins de la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois. Dépense totale de 11 762 241,44 $ taxes incluses (entente-cadre n°1 : 5 464 589,29 $ + déboursés 114

975,00 $), (entente-cadre n°2: 3 628 553,51 $ + déboursés 91 980,00 $), (entente-cadre n °3: 2 393 158,64 $ + déboursés 68 985,00 $) - Appel d'offres public 20-18321 (6 soumissionnaires) - Dossier 1217231007 ;
CG18 0608 - 22 novembre 2018 - Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes suivantes: Axor experts-conseils inc. (contrat #1: 5 256 657,00 $ taxes incluses), Les services Exp inc. (contrat #2: 5 232 512,25$ taxes incluses), et SNC-Lavalin inc (contrat #3: 5 357 835,00$ taxes incluses), pour la conception, la préparation des plans et devis, la surveillance et l'assistance technique pendant les travaux pour divers grands projets - Appel d'offres public no 18-17168 (4 soumissionnaires) - Dossier 1186086005.

DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux qui permettront d'assister le SIRR dans différents grands projets, tels que, de façon non limitative :

- la mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Griffintown;
- la mise en œuvre du PPU Quartier des gares;
- le projet MIL-Montréal ;
- le boulevard Cavendish.

Chaque adjudicataire d'une entente-cadre réalisera sur demande les services professionnels suivants :

- les activités de conception préliminaire;
- la conception des plans et devis;
- l'assistance durant la période d'appel d'offres et d'octroi de contrat;
- l'assistance technique durant la construction;
- la surveillance de chantier;
- l'arpentage de construction;
- la surveillance environnementale des travaux;
- la surveillance en matière de gestion des impacts sur la circulation et sur les riverains.

Ces programmes contribueront à la mise en œuvre de l'approche « Vision Zéro » et à l'amélioration de l'état, des conditions et de la sécurité des infrastructures routières.

Les projets pourraient nécessiter des interventions sur le territoire de l'agglomération de la Ville de Montréal qui inclut les villes liées.

La rémunération des adjudicataires pour la prestation des services prévus aux présentes conventions sera calculée sur une base horaire et les taux horaires seront ceux présentés aux bordereaux de soumission des offres de services. Les paiements s'effectueront sur une base mensuelle, sur présentation et acceptation de factures et selon les heures réellement travaillées. Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacune des catégories d'employés sont basées sur des besoins estimés et sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

Ces ententes-cadres représentent une somme totale maximale de 13 825 421,21 $, déboursés et taxes incluses, et seront valides jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou au 19 décembre 2026, selon la première des deux éventualités, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 22-19095, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes :

No	Firme	Honoraires maximaux, taxes incluses (A)	Déboursés maximaux, taxes incluses (B = A X 0,5%)	Montants maximaux, taxes incluses (C = A + B)
1	FNX-INNOV Inc.	6 960 500,27 $	38 802,50 $	6 995 302,77 $
2	CIMA+ S.E.N.C. | BC2 Groupe Conseil Inc.	3 874 944,94 $	19 374,72 $	3 894 319,66 $
3	Les Services EXP Inc.	2 921 192,82 $	14 605,96 $	2 935 798,78 $
	Total	13 756 638,03 $	68 783,19 $	13 825 421,21 $

Mandats

Durant la période de l'entente-cadre, la DGP transmettra à chaque adjudicataire des demandes de plan de travail pour différents mandats spécifiant les détails tels la localisation, l'échéancier, le budget, les objectifs visés et les disciplines impliquées dans les travaux. Dans les dix (10) jours ouvrables suivants la réception d'une demande de service, l'adjudicataire doit préparer et soumettre un plan de travail détaillé pour approbation par la Ville. Des rapports de suivi périodiques devront être fournis par les adjudicataires pour approbation à la Ville.

Pénalités

Des pénalités sont prévues au contrat en cas de non-qualité des livrables, de non-respect des délais ou de remplacement d'une ressource clé. La pénalité applicable pour le non-respect des délais est de cinq cent dollars (500,00$) par jour ouvrable de retard, jusqu'à concurrence de cinq pour cent (5%) de la valeur du mandat.

Déboursés

Des sommes sont ajoutées pour des déboursés à chaque entente-cadre, conformément à l'article 3.7.3 du devis de l'appel d'offres et à l'encadrement administratif C-OG-DG-D-18-001. Ces sommes pourront couvrir des dépenses exceptionnelles de transport afin d'aller faire une visite chez un fournisseur ou à l'extérieur de la région, préalablement approuvées par écrit par le Donneur d'ordre. Elles représentent 0,5% du montant de chaque contrat. Les dépenses associées à ces montants seront à la charge des payeurs lors de l'émission des bons de commande et ne devront pas dépasser le total approuvé pour chaque entente-cadre.

JUSTIFICATION

Analyse des soumissions

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final à la suite de l'évaluation qualitative des propositions et des prix soumis.

Sur les seize (16) preneurs du cahier des charges dont la liste complète est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement, cinq (5) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 31 %.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les enveloppes de prix des soumissionnaires ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 % ont été ouvertes et

considérées pour l'établissement du pointage final. Enfin, tel que spécifié aux documents d'appel d'offres, une firme retenue pour un contrat devenait non admissible pour les contrats suivants si elle n'avait présenté qu'une seule offre qualitative.

Les offres des cinq (5) soumissionnaires ont été jugées conformes et analysées par le comité de sélection. Les cinq (5) firmes ont soumissionné pour chacune des trois (3) ententes-cadres.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 23 février 2022, en rencontre virtuelle (Google Meet), sous la supervision du Service de l'approvisionnement.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Les tableaux suivants présentent les montants et les notes obtenues des soumissionnaires à la suite de l'analyse du comité de sélection.

Entente-cadre n°1 :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Adjudicataire : FNX INNOV INC.	**84,8 %**	**0,194**	**6 960 500,27 $**	**N/A**	**6 960 500,27 $**
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	81,3 %	0,192	6 834 401,44 $	N/A	6 834 401,44 $
LES SERVICES EXP INC.	78,0 %	0,187	6 854 608,29 $	N/A	6 854 608,29 $
SNC-LAVALIN INC.	78,0 %	0,185	6 922 989,68 $	N/A	6 922 989,68 $
WSP CANADA INC.	75,7 %	0,163	7 716 719,59 $	N/A	7 716 719,59 $
Dernière estimation réalisée					6 818 218,71 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					142 281,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					2,09 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					(126 098,83 $)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(1,81 %)

Entente-cadre n°2 :

				AUTRES	

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	(Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Adjudicataire : CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	**81,3 %**	**0,339**	**3 874 944,94 $**	**N/A**	**3 874 944,94 $**
LES SERVICES EXP INC.	78,0 %	0,328	3 906 154,90 $	N/A	3 906 154,90 $
SNC-LAVALIN INC.	78,0 %	0,325	3 944 027,67 $	N/A	3 944 027,67 $
WSP CANADA INC.	75,7 %	0,307	4 092 362,66 $	N/A	4 092 362,66 $
Dernière estimation réalisée					3 985 582,51 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(110 637,57 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(2,78 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					31 209,96 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					0,81 %

Entente-cadre n°3 :

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Adjudicataire LES SERVICES EXP INC.	**78,0 %**	**0,438**	**2 921 192,82 $**	**N/A**	**2 921 192,82 $**
SNC-LAVALIN INC.	78,0 %	0,433	2 958 272,26 $	N/A	2 958 272,26 $
WSP CANADA INC.	75,7 %	0,403	3 116 167,43 $	N/A	3 116 167,43 $
Dernière estimation réalisée					3 037 219,84 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(116 027,02 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(3,82 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					37 079,44 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et					1,27 %

l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	

Les estimations de contrôle réalisées à l'interne par la Ville démontrent des écarts inférieurs à 4 % pour chaque entente-cadre par rapport aux soumissions reçues. Les estimations de contrôle sont réalisées en tenant compte des prix actuels du marché et des soumissions reçues antérieurement. Ainsi, étant donné l'écart négligeable entre les prix soumis par les adjudicataires recommandés et les estimations de contrôle, l'octroi des contrats est recommandé.

Conformité des soumissions

L'adjudicataire recommandé pour la première entente-cadre, soit FNX-INNOV inc., détenait une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 7 novembre 2021. Il détient donc une preuve de renouvellement de son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) datée du 5 juin 2021.

L'adjudicataire recommandé pour la deuxième entente-cadre, est le regroupement de CIMA+ S.E.N.C et de BC2 Groupe Conseil inc.. La firme CIMA+ S.E.N.C détenait une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 29 janvier 2021. Il détient donc une preuve de renouvellement de son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) datée du 13 octobre 2020. La firme BC2 Groupe Conseil inc. détenait une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 8 mai 2020 et l'AMP confirme la preuve de son renouvellement en mars 2020.

L'adjudicataire recommandé pour la troisième entente-cadre, soit Les Services EXP inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 12 mars 2023.

Les copies des attestations et des preuves de renouvellement des adjudicataires recommandés sont incluses dans les pièces jointes au dossier.

Aucun des adjudicataires recommandés ne figure sur le Registre des entreprises non-admissibles aux contrats publics (RENA), sur le Registre des personnes écartées en vertu du règlement de gestion contractuelle, ou sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

La durée de ces ententes-cadres a été prolongée, passant de trente-six (36) mois dans les ententes-cadres précédentes à un peu moins de cinquante-six (56) mois (date fixe au 19 décembre 2026 ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires), avec deux options de prolongation de douze (12) mois chacune, étant donné qu'il s'agit de services professionnels incluant la fermeture administrative de certains projets qui peut, dans certains cas, s'échelonner sur plusieurs mois.

La dépense nette liée à chaque entente-cadre étant supérieure à 500 000 $, chaque adjudicataire devra faire l'objet d'une évaluation de son rendement, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (directive no C-OG-APP-D-21-001 du 16 mars 2021).

Mentionnons que les contrats faisant l'objet du présent dossier auront à être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) étant donné que leur valeur est supérieure à un million de dollars (1M$) et les adjudicataires de l'entente-cadre no.1 (FNX-INNOV inc.) et de l'entente-cadre no.3 (Les Services EXP inc.) en sont à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent. Les deux contrats précédents sont énumérés à la rubrique "Décisions antérieures".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier vise l'octroi de contrats dont les autorisations de dépense seront traitées séparément. Les dépenses effectuées dans le cadre de la réalisation des mandats feront l'objet d'autorisations spécifiques selon les règles de délégation en vigueur.
Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir un ou plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion des dits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. Les crédits seront prévus au budget PDI ou au budget de fonctionnement des requérants. Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront de différentes sources budgétaires de chaque unité d'affaires à partir des budgets déjà affectés aux différents projets et programmes des requérants.

Conformément aux dispositions du devis de l'appel d'offres, les mandats seront rémunérés selon la méthode horaire.

Certains mandats réalisés avec ces ententes-cadres pourraient engager des dépenses d'agglomération en respect de la loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (art. 19).

La dépense maximale de 13 825 421,21 $ taxes incluses, représente un coût net de 12 624 452,36 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en accessibilité universelle.
De manière générale, les ententes-cadres faisant l'objet du présent dossier permettront la conception et la réalisation de grands projets liés aux priorités #3, #19 et #20. Plus spécifiquement, les résultats et bénéfices attendus en lien avec ces priorités seront évalués par projet.

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer d'ententes de services professionnels avec des firmes d'experts-conseils multidisciplinaires en génie et en aménagement permettra au Service d'être plus rapide dans la réalisation des projets prévus au PDI en permettant d'octroyer efficacement des mandats spécifiques et adaptés selon les besoins.
Les enveloppes des précédentes ententes-cadres dont bénéficie le Service seront bientôt épuisées. Par conséquent, il est nécessaire d'octroyer de nouvelles ententes-cadres afin de maintenir la prestation de services et l'avancement des projets.

Dans le cas où la décision n'est pas approuvée ou serait retardée, les différents mandats devront passer à travers les processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat spécifique, ce qui aura pour conséquence de ralentir la réalisation des projets et programmes, surtout ceux prévus au PDI.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 9 août 2022, soit la date de la validité des soumissions, les soumissionnaires recommandés pourraient alors

retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les exigences contractuelles des ententes-cadres tiennent compte des contraintes liées à la Covid-19, notamment l'obligation de respecter les mesures sanitaires, la flexibilité des adjudicataires avec le télétravail et les autres mesures technologiques liées au contexte de la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opération de communication. Elles seront plutôt associées à chacun des projets lors de leur élaboration, en fonction de leurs besoins spécifiques.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier par les instances visées
Début des services : mai 2022
Fin des services : 19 décembre 2026 ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires, selon la première des deux éventualités, avec deux options de prolongation de douze (12) mois chacune**.**

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-03-14
Myriam LANDRY	Jean-Pierre BOSSÉ

ingenieur(e)

Tél : 438 863-0925
Télécop. :

Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-03-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2022-03-22

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 5 juillet 2021

FNX-INNOV INC.
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL QC H2N 2J8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3001642376
N° de demande :	2100054884
N° de confirmation de paiement :	001875

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 13 octobre 2020

CIMA+ S.E.N.C.
3400, BOUL DU SOUVENIR
BUR. 600
LAVAL QC H7V 3Z2

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000148732
N° de demande :	2000035568
N° de confirmation de paiement :	056184

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 17 octobre 2018

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2018-CPSM-1057514
N° de client : 3000148732

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA PLUS
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
  CIMA-INFO
  COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER
- COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI
- COENTREPRISE CIMA+/TECSULT
- COPAC ET ASSOCIÉS

- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

Marjorie Guertin

Objet: RE: AMP - Demande de correctifs - renouvellement -BC2 GROUPE CONSEIL INC.

De : pascale.ouellet@amp.quebec <pascale.ouellet@amp.quebec>
Envoyé : 31 mars 2020 11:19
À : Fannie Croteau <fcroteau@groupebc2.com>
Cc : Olivier Perron-Collins <ocollins@groupebc2.com>; Marielle Luneau <mluneau@groupebc2.com>
Objet : RE: AMP - Demande de correctifs - renouvellement -BC2 GROUPE CONSEIL INC.

Madame,

De par ce courriel, je désire vous confirmer que le dossier pour le renouvellement est complet et présentement en cours en vérification auprès de nos partenaires.

Voici quelques précisions pertinentes :

Puisque vous avez envoyé votre demande de renouvellement avant la date du 90 jours, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'Autorité procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé durant la période d'analyse de votre demande à poursuivre l'exécution de vos contrats en cours, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

Votre entreprise reste en vigueur dépassé la date du premier 3 ans, et le REA – Registre des entreprises autorisées AMP, **fait foi de tout** : https://amp.quebec/rea/

Salutations,

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Pascale Ouellet
Agente d'autorisation aux marchés publics
Autorité des marchés publics
T. 418 646-1566
525, boul. René-Lévesque Est, RC.30, Québec (Québec) G1R 5S9
pascale.ouellet@amp.quebec

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 22 juin 2017

BC2 GROUPE CONSEIL INC.
A/S MONSIEUR OLIVIER PERRON-COLLINS
85, RUE SAINT-PAUL O, BUREAU 300
MONTRÉAL (QC) H2Y 3V4

Nº de décision : 2017-CPSM-1036805
N° de client : 3000179583

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- BC2 ARCHITECTURE
- BC2 ARCHITECTURE DE PAYSAGE
- BC2 DESIGN URBAIN
- BC2 PLANEX
- BC2 RÉCRÉOTOURISME
- BC2 STRATÉGIES
- BC2 URBANISME
- BC2+SYNERGIS
- GROUPE BC2
- GROUPE CONSEIL BC2FP
- PLANEX

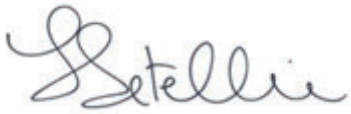
le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). BC2 GROUPE CONSEIL INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **8 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

Nº de décision : 2020-DAMP-1269
Nº de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227231025*
Unité administrative responsable : *Service des infrastructures du réseau routier, Direction des infrastructures, Division des grands projets*
Projet : *Appel d'offres public no. 22-19095 | Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	✓		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

De façon général, les ententes-cadres faisant l'objet du présent dossier permettront la conception et la réalisation de grands projets liés aux priorités suivantes :

> #3 | Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous ;
>
> #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ;
>
> #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Non applicable. Les résultats et bénéfices attendus seront évalués par projet.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	✓		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	✓		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		✓	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			✓
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			✓
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	✓		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			✓

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n °1 : 6 960 500,27 $ + 34 802,50 $ de déboursés), CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. (entente-cadre n°2 : 3 874 944,94 $ + 19 374,72 $ de déboursés) et Les Services EXP. Inc. (entente-cadre n°3 : 2 921 192,82 $ + 14 605,96 $ de déboursés), avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, totalisant une somme maximale de 13 825 421,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 22-19095 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19095 Intervention CONTRAT (Lot) 1.pdf
22-19095 Intervention CONTRAT (Lot) 2.pdf
22-19095 Intervention CONTRAT (Lot) 3.pdf
22-19095 Detcah.pdf
22-19095 PV.pdf
22-19095 TABLEAU_SP_6X6 CONTRAT 1.pdf
22-19095 TABLEAU_SP_6X6 CONTRAT 2.pdf
22-19095 TABLEAU_SP_6X6 CONTRAT 3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement niv.2
Tél : 514 280 0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-16

Elie BOUSTANI
Chef de Section - Direction Acquisition
Tél : 514 838 4519
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : **22-19095**

No du GDD : 1227231025

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - **CONTRAT (LOT) 1**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 1 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2022

Ouverture faite le : 10 - 2 - 2022

Date du comité de sélection : 23 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 2 - 10 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 31,25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 8 - 2022

Date d'échéance révisée : 5 - 2 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot (Contrat)
WSP CANADA INC	7 716 719,59 $		
SNC-LAVALIN INC.	6 922 989,68 $		
FNX INNOV INC.	**6 960 500,27 $**	√	**1**
LES SERVICES EXP INC	6 854 608,29 $		
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	6 834 401,44 $		

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) engagé comme sous-contractant; (2) carnet de commandes complet; (1) engagements dans d'autres projets; (1) à titre d'information; aucune réponse de la part des autres preneurs de cahier de charge;

Préparé par : Diana Goropceanu

Le 15 - 3 - 2022

22-19095 - Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - CONTRAT 1

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP CANADA INC	75,7	7 716 719,59 $	0,163	5
SNC-LAVALIN INC.	78,0	6 922 989,68 $	0,185	4
FNX INNOV INC.	84,8	6 960 500,27 $	0,194	1
LES SERVICES EXP INC	78,0	6 854 608,29 $	0,187	3
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	81,3	6 834 401,44 $	0,192	2
Agent d'approvisionnement	Diana Goropceanu			

Comité	
Date	**mercredi 23-02-2022**
Heure	**9 h 30**
Lieu	**Rencontre virtuelle (Google Meet)**
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	**50**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : **22-19095**

No du GDD : 1227231025

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - **CONTRAT (LOT) 2**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 1 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2022

Ouverture faite le : 10 - 2 - 2022

Date du comité de sélection : 23 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 2 - 10 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 31,25

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX INNOV INC.	inadmissible pour le contrat/lot 2 en vertu de la règle d'adjudication (Clause 1.12,06 et 1,13 de la Régie de l'appel d'offres).

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 8 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 8 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot (CONTRAT)
WSP CANADA INC	4 092 362,66 $		
SNC-LAVALIN INC.	3 944 027,67 $		
LES SERVICES EXP INC	3 906 154,90 $		
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	3 874 944,94 $	√	2

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) engagé comme sous-contractant; (2) carnet de commandes complet; (1) engagements dans d'autres projets; (1) à titre d'information; aucune réponse de la part des autres preneurs de cahier de charge;

Préparé par : Diana Goropceanu

Le 15 - 3 - 2022

22-19095 - Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - CONTRAT 2

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP CANADA INC	75,7	4 092 362,66 $	0,307	4
SNC-LAVALIN INC.	78,0	3 944 027,67 $	0,325	3
FNX INNOV INC.	84,8	CONTRAT 1		
LES SERVICES EXP INC	78,0	3 906 154,90 $	0,328	2
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	81,3	3 874 944,94 $	0,339	1
Agent d'approvisionnement	Diana Goropceanu			

Comité	
Date	mercredi 23-02-2022
Heure	9 h 30
Lieu	Rencontre virtuelle (Google Meet)
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : **22-19095**

No du GDD : 1227231025

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - **CONTRAT (LOT) 3**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 1 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2022

Ouverture faite le : 10 - 2 - 2022

Date du comité de sélection : 23 - 2 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 2 - 10 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 31,25

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 40

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX INNOV INC.	inadmissible pour le contrat/lot 3 en vertu de la règle d'adjudication (Clause 1.12,06 et 1,13 de la Régie de l'appel d'offres).
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	inadmissible pour le contrat/lot 3 en vertu de la règle d'adjudication (Clause 1.12,06 et 1,13 de la Régie de l'appel d'offres).

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 8 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 8 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot (Contrat)
WSP CANADA INC	3 116 167,43 $		
SNC-LAVALIN INC.	2 958 272,26 $		
LES SERVICES EXP INC	**2 921 192,82 $**	√	**3**

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) engagé comme sous-contractant; (2)carnet de commandes complet; (1) engagements dans d'autres projets; (1) à titre d'information; aucune réponse de la part des autres preneurs de cahier de charge;

Préparé par : Diana Goropceanu

Le 15 - 3 - 2022

22-19095 - Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - CONTRAT 3

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP CANADA INC	75,7	3 116 167,43 $	0,403	3
SNC-LAVALIN INC.	78,0	2 958 272,26 $	0,433	2
FNX INNOV INC.	84,8	CONTRAT 1		
LES SERVICES EXP INC	78,0	2 921 192,82 $	0,438	1
CIMA+ S.E.N.C./BC2 GROUPE CONSEIL INC.	81,3	CONTRAT 2		
Agent d'approvisionnement		Diana Goropceanu		

Comité	
Date	mercredi 23-02-2022
Heure	9 h 30
Lieu	Rencontre virtuelle (Google Meet)
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19095
Numéro de référence : 1558515
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie et en aménagement pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1982231)** 2022-01-11 18 h **Transmission :** 2022-01-11 18 h	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TÉTRA TECH QI INC. 600 - 7275, rue Sherbrooke Est Montréal, QC, H1N 1E9 NEQ : 1169411510	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1981514)** 2022-01-10 15 h 55 **Transmission :** 2022-01-10 15 h 55	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 22 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 22 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 22 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau)

				2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Turner & Townsend, Canada 2 St. Clair Avenue West Floor 12 Toronto, ON, M4V1L5 NEQ :	Monsieur Stephane Chapuis Téléphone : 416 925-1424 Télécopieur :	**Commande : (1982647)** 2022-01-12 14 h 07 **Transmission :** 2022-01-12 14 h 07	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville d'Amos. 182, 1er rue Est Amos, QC, J9T 2G1 http://www.ville.amos.qc.ca NEQ :	Madame Claudyne Maurice Téléphone : 819 732-3254 Télécopieur : 819 727-9792	**Commande : (1983775)** 2022-01-15 9 h 22 **Transmission :** 2022-01-15 9 h 22	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1981860)** 2022-01-11 11 h 09 **Transmission :** 2022-01-11 11 h 09	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Affleck de la Riva, architectes s.e.n.c. 1450 City Councillors Suite 230 Montréal, QC, H3A 2E6 http://www.affleckdelariva.com NEQ : 3346062121	Monsieur Richard de la Riva Téléphone : 514 861-0133 Télécopieur : 514 861-5776	**Commande : (1982240)** 2022-01-11 20 h 33 **Transmission :** 2022-01-11 20 h 33	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1982920)** 2022-01-13 9 h 15 **Transmission :** 2022-01-13 9 h 15	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CIMA+ S.E.N.C. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1981401)** 2022-01-10 14 h 22 **Transmission :** 2022-01-10 14 h 22	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 22 - Courriel

				3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 22 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 22 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CONSTRUCTION DEMATHIEU & BARD (CDB) INC. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7 NEQ : 1147057740	Monsieur Nicolas Lauzier Téléphone : 450 569-8043 Télécopieur : 450 431-4235	**Commande : (1981389)** 2022-01-10 14 h 11 **Transmission :** 2022-01-10 14 h 11	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1982883)** 2022-01-13 8 h 46 **Transmission :** 2022-01-13 8 h 46	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel

				3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1981517)** 2022-01-10 16 h 04 **Transmission :** 2022-01-10 16 h 04	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF axiom Inc. 2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200 Laval, QC, H7E 5A4 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Stéphanie Boivin Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1983149)** 2022-01-13 13 h 16 **Transmission :** 2022-01-13 13 h 16	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Le groupe Élise Beauregard et collaborateurs (ELBC) Inc. 360 Saint-François Xavier suite 200 Montréal, QC, H2Y 2S8 NEQ : 1167709428	Madame Elise Beauregard Téléphone : 514 824-5302 Télécopieur : 514 861-7901	**Commande : (1982349)** 2022-01-12 9 h 23 **Transmission :** 2022-01-12 9 h 23	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Lemay CO Inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Madame Christine Robert Téléphone : 514 932-5101 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1982505)** 2022-01-12 11 h 23 **Transmission :** 2022-01-12 11 h 23	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1981516)** 2022-01-10 16 h 03 **Transmission :** 2022-01-10 16 h 03	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 22 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 22 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau)

				2022-01-26 11 h 22 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1981489)** 2022-01-10 15 h 32 **Transmission :** 2022-01-10 15 h 32	3650565 - 22-19095 Addenda 1 2022-01-19 17 h 01 - Courriel 3654706 - 22-19095 Addenda 2 (devis) 2022-01-26 11 h 23 - Courriel 3654707 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654708 - 22-19095 Addenda 2 (bordereau) 2022-01-26 11 h 23 - Téléchargement 3654715 - 22-19095 Addenda 3 (devis) 2022-01-26 11 h 27 - Courriel 3654716 - 22-19095 Addenda 3 (bordereau) 2022-01-26 11 h 27 - Téléchargement 3659729 - 22-19095 Addenda 4 2022-02-02 13 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.021

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n °1 : 6 960 500,27 $ + 34 802,50 $ de déboursés), CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. (entente-cadre n°2 : 3 874 944,94 $ + 19 374,72 $ de déboursés) et Les Services EXP. Inc. (entente-cadre n°3 : 2 921 192,82 $ + 14 605,96 $ de déboursés), avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, totalisant une somme maximale de 13 825 421,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 22-19095 - 5 soumissionnaires.

Rapport_CEC_SMCE227231025.pdf

Dossier # :1227231025

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 28 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE227231025

Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec les trois (3) firmes suivantes: FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1: 6 960 500,27 $ + 34 802,50 $ de déboursés), CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. (entente-cadre n°2: 3 874 944,94 $ + 19 374,72 $ de déboursés) et Les Services EXP. Inc. (entente-cadre n°3: 2 921 192,82 $ + 14 605,96 $ de déboursés), avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, totalisant une somme maximale de 13 825 421,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 22-19095 - (5 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231025

Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et en aménagement, valides jusqu'au 19 décembre 2026, pour la conception et la surveillance des travaux pour divers grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal avec les trois (3) firmes suivantes: FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1: 6 960 500,27 $ + 34 802,50 $ de déboursés), CIMA+ S.E.N.C. / BC2 Groupe Conseil inc. (entente-cadre n°2: 3 874 944,94 $ + 19 374,72 $ de déboursés) et Les Services EXP. Inc. (entente-cadre n°3: 2 921 192,82 $ + 14 605,96 $ de déboursés), avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, totalisant une somme maximale de 13 825 421,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 22-19095 - (5 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrats 1 et 3).*

.

Le 13 avril 2022, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat, qui relève de la Division des grands projets (DGP) à la Direction des infrastructures.

En ayant recours à l'appui de firmes d'experts-conseils multidisciplinaires, la DGP s'assure de répondre aux différents besoins lors de la conception et de la réalisation de projets d'envergure liés aux infrastructures et à l'aménagement du domaine public à la Ville de Montréal et ainsi d'atteindre les objectifs de réalisation visés dans son programme décennal d'immobilisations. Comme l'ont expliqué les personnes-ressources invitées, trois ententes-cadres de services professionnels en ingénierie et aménagement avaient été conclues à cet effet en février 2021. Les montants prévus devant être épuisés dans les prochains mois, le présent contrat visait à renouveler ces ententes-cadres.

L'appel d'offres concerné a été publié pendant 30 jours du 10 janvier au 10 février 2022, période au cours de laquelle quatre addendas ont également été publiés, dont l'un a eu un impact sur le coût estimé des contrats. Sur les 16 preneurs du cahier des charges, ce sont cinq firmes qui ont déposé une soumission pour chacune des trois ententes-cadres. Dans les trois cas, les prix soumis par les adjudicataires recommandés présentent un écart négligeable (de moins de 4 %) avec les estimations de contrôle réalisées à l'interne par la Ville. Les adjudicataires de la première et de la troisième entente-cadre en sont cependant à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Les commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur l'inclusion, dans ces trois contrats, de deux options de prolongation de douze mois chacune dans l'éventualité où les enveloppes budgétaires qui leur sont associées n'auraient pas été épuisées. Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrats 1 et 3) ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231025 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1210660001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences: 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc., ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat pour la fourniture des services professionnels requis pour la réalisation des travaux de la phase 2 du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard (0095), au prix de leur soumission, soit pour une somme maximale de 9 743 930,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19072;
2. d'autoriser une dépense de 1 461 589,59 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 341 037,57 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à l'évaluation du rendement des firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-28 11:22

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1210660001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences: 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) fut construit pour les Jeux olympiques de 1976. C'est l'un des plus précieux héritages de cet événement dans le domaine du sport. Ce bâtiment de 48 000 m^2 répartis sur cinq (5) niveaux est l'un des plus vastes du parc immobilier de la Ville. Il est localisé au 1000, avenue Émile-Journault dans l'arrondissement de Ahuntsic-Cartierville.
À l'approche de son 50^e anniversaire, la plupart des systèmes du bâtiment sont arrivés à la limite de leur durée de vie utile. Des études d'avant-projet ont démontré que cet édifice doit faire l'objet d'une rénovation majeure. Mais cette rénovation doit être faite en tenant compte des contraintes énoncées par divers intervenants. En effet, le bâtiment ne pourra pas être fermé pour exécuter les travaux. Le SGPI a donc planifié la réalisation du programme des travaux sur six (6) ans, de 2022 à 2027, en plusieurs phases. Le but de ce phasage est de minimiser les impacts sur la programmation des activités du complexe. Chacune de ces phases fera l'objet d'un contrat professionnel distinct.

Le projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CE :

- le 6 mai 2020, de procéder à la phase exécution pour la phase 1 du projet, le mandat d'exécution SMCE208074005 a été émis;
- le 26 mai 2021, de procéder à la phase exécution pour les phases 2 et 3-A du projet, le mandat d'exécution SMCE219025002 a été émis.

Un tableau résumant l'état d'avancement du projet global se trouve en pièces jointes.

L'appel d'offres public 21-19072 pour les services professionnels en architecture et en ingénierie de la phase 2 du projet de rénovation du CSCR, publié dans Le Devoir le 22 novembre 2021, a offert aux soumissionnaires un délai de cent (100) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et déposer leur soumission. Le délai de validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours à

partir de la date de dépôt des soumissions le 3 mars 2022. Treize (13) addendas ont été émis lors de cet appel d'offres. La nature des addendas est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	07-12-2021	Amendement pour modifier la Régie pour permettre les regroupements. Questions et réponses.	Non
2	08-12-2021	Amendement pour modifier le formulaire de soumission pour permettre les regroupements.	Non
3	09-12-2021	Amendement pour modifier le calendrier dans le Devis.	Non
4	20-12-2021	Report de la date d'ouverture du 11 au 18 janvier 2022. Questions - réponses.	Non
5	11-01-2022	Amendement pour ajouter au devis l'obligation de respecter les exigences propriétaire. Questions et réponses.	Oui
6	12-01-2022	Questions - réponses	Non
7	14-01-2022	Report de la date d'ouverture du 18 au 25 janvier 2022.	Non
8	17-01-2022	Questions - réponses	Non
9	20-01-2022	Report de la date d'ouverture du 25 janvier au 22 février 2022.	Non
10	24-01-2022	Amendement pour réémettre la Régie, le Contrat et le Formulaire de soumission.	Non
11	26-01-2022	Amendement pour pour modifier le calendrier dans le Devis et pour réémettre la Régie, le Contrat et le Formulaire de soumission.	Non
12	07-02-2022	Question - réponse	Non
13	14-02-2022	Report de la date d'ouverture du 22 février au 3 mars 2022. Amendement au devis.	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22-0336 2022-03-21 Accorder un contrat à la firme St-Denis Thompson Inc, pour réaliser la rénovation des gradins extérieurs du complexe sportif Claude Robillard (0095) - Appel d'offres public IMM-15752.
SMCE219025002 2021-05-26 Mandat d'exécution _ Rénover le complexe sportif Claude-Robillard - Phase 2 et 3-A.

CM20 1145 2020-11-16 Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc. et GBI experts-conseils pour la réalisation des travaux de la phase 1 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Appel d'offres public 20-18336.

SMCE208074005 2020-05-06 Mandat d'exécution _ Rénover le complexe sportif Claude-Robillard - Phase 1.

BC1401289 2020-02-25 Dans l'entente cadre 15500, mandat à Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. et à MLC ingénieurs pour la rédaction du programme fonctionnel et technique des trois phases du projet de rénovation du CSCR.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à faire approuver un contrat de services professionnels pour la réalisation de la phase 2 des travaux de rénovation du CSCR. Sans s'y limiter, ce contrat inclut les services :

1. de conception,
2. de préparation des documents d'appel d'offres,
3. et de surveillance des chantiers.

Les travaux suivants seront réalisés dans le cadre du contrat :

1. Pour tout le bâtiment, à l'exception du sous-sol S2 (où les travaux sont faits en phase 1) :
    - Remplacement des systèmes mécaniques;
    - Réfection des systèmes électriques y compris le poste 25 kV;
    - Complétion du système extincteur automatique à eau;
    - Mise aux normes des moyens d'évacuation, des aires communicantes et des séparations coupe-feu;
    - Remplacement de certains finis usés;
    - Améliorations à l'accessibilité universelle;
    - Réfection des toitures avec rétention d'eau;
2. Pour le gymnase double :
    - Remplacement du plancher synthétique par un plancher de bois;
    - Réfection de l'éclairage;
    - Ajout de paniers de basketball;
3. Pour les piscines :
    - Remplacement de la fenestration;
    - Réfection de la distribution d'air;
    - Réfection de l'éclairage;
    - Remplacement du mur mobile et des systèmes hydrauliques du plancher mobile du bassin de natation;
    - Conversion des vestiaires en vestiaires universels non genrés;
4. Pour la salle omnisports :
    - Remplacement du revêtement de sol;
    - Remplacement de l'éclairage;

- Remplacement du tableau indicateur.

Tout au long de leur prestation, les firmes retenues seront encadrées par les professionnels du SGPI.

Étant donné que les services de base des professionnels sont payés à pourcentage du coût réel des travaux, un budget de contingences de 15 % du montant de la soumission est prévu au contrat afin de permettre l'ajustement des honoraires en cas de variation due à la fluctuation des conditions du marché au moment de faire l'appel d'offres de construction. Ce budget de contingences n'est pas identifié dans le bordereau de soumission.

Finalement, un budget d'incidences de 3,5 % du montant de la soumission est demandé en parallèle pour couvrir des coûts tels que, mais sans s'y limiter, ceux engendrés notamment par d'autres études (tests de la capacité portante des sols et la caractérisation environnementale) et ceux des services d'autres consultants comme :

- économiste de la construction;
- modélisateur énergétique;
- ergonome;
- designer en signalisation;
- spécialiste en ascenseurs;
- consultant en accessibilité universelle;

L'octroi d'un seul contrat à une équipe complète de professionnels, assure une meilleure cohésion des services offerts notamment en responsabilisant l'Architecte par rapport à la coordination de l'équipe. Par conséquent, le SGPI recommande l'octroi d'un contrat au regroupement des firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. (architecture), GBI experts-conseils inc. (ingénierie), Cardin Julien inc. (design d'intérieur) et Rousseau Lefebvre inc. (architecture du paysage), soit l'équipe proposée dans l'offre de services professionnels déposée par Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, six (6) firmes se sont procuré le cahier des charges dans SEAO. Parmi celles-ci, cinq (5) font partie de l'un des deux (2) regroupements ayant déposé une soumission, soit 83 % des preneurs de documents.
Les deux (2) soumissions reçues ont été déclarées conformes et ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de leur deuxième enveloppe. Ainsi, aucune soumission n'a été déclarée non conforme en raison d'un pointage intérimaire inférieur à 70 %. Le tableau suivant présente l'analyse des deux (2) soumissions conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**Note intérim**	**Note finale**	**Prix soumis** (taxes incluses)	**Contingences** 15 % (taxes incluses)	**Total** (taxes incluses)
Parizeau Pawulski Arch.	87,33 %	0,14	9 743 930,62 $	1 461 589,59 $	11 205 520,21 $
Groupe Marchand	78,00 %	0,08	16 946 767,97 $	2 542 015,17 $	19 488 783,17 $
Dernière estimation par le SGPI			10 087 189,70 $	1513 078,46 $	11 600 268,16 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*					- 394 747,95 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-3,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	8 293 262,95 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	73,9 %

La plus basse soumission est 3,4 % inférieure à la dernière estimation par le SGPI soit largement en deçà de l'écart de 10 % jugé acceptable.

L'écart de 73,9 % entre la deuxième et la plus basse soumission est difficile à expliquer. Cela ne saurait toutefois mettre en doute la compréhension de l'équipe de Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. de la portée du projet et de ses implications pour les professionnels. En effet, les membres du comité de sélection a assigné une excellente évaluation à son offre des services, soit 87%. Cette note est de 9 points supérieure à celle obtenue par l'autre offre de services.

Le dossier doit être présenté à la commission permanente sur l'examen des contrats puisqu'il s'agit :

1. d'un contrat qui comporte une dépense de plus de 10 M$;
2. d'un contrat de services professionnels d’une valeur de plus de 1 M$ répondant au critère suivant : il y a un écart de prix de plus de 20 % entre l’adjudicataire et celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l’utilisation d’une grille d’évaluation.

Les membres du comité de sélection, qui s'est réuni en deux séances les 10 et 14 mars 2022, recommandent de retenir l'offre de services du regroupement des firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. Celle-ci a obtenu le plus haut pointage final selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

Les firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. détiennent chacune l'attestation de l'Autorité des marchés publics (l'AMP) (voir en pièce jointe).

1. Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. (numéro 2019-DAMP-0778 valide jusqu'au 4 septembre 2022);
2. GBI experts-conseils inc. (numéro 2019-DAMP-0362 valide jusqu'au 23 mai 2022);
3. Cardin Julien inc. (numéro 2019-CPSM-1003919) valide jusqu'au 13 décembre 2021 (demande de renouvellement faite dans les délais);
4. Rousseau Lefebvre inc. (numéro 2018-CPSM-1042740 valide jusqu'au 30 avril 2021 (demande de renouvellement faite dans les délais).

Ces firmes ne sont pas inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI). De plus, elles n'ont pas de restriction imposée sur leur licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et ne se sont pas rendues non conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement des firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Programme de protection du complexe sportif Claude-Robillard - investi #42290.
Le montant brut de la dépense à autoriser pour cette phase du projet est de 11 546 557,78 $. Après la ristourne de taxes, le montant net à emprunter est de 10 543 546,29 $.

Ce montant comprend :

- le prix de la soumission au montant de 9 743 930,62 $ (taxes incluses) pour la réalisation des travaux;
- une provision pour contingences de 15 %, soit 1 461 589,59 $ (taxes incluses);
- et un budget d'incidences de 3,5 %, soit 341 037,57 $ (taxes incluses).

La dépense sera financée à 100 % par la ville centre sous le règlement d'emprunt 21-046 : Travaux de protection et de transition écologique**.**

La répartition des décaissements du montant brut de la dépense est prévue ainsi :

En 2022 : 1 560 675 $

En 2023 : 3 820 727 $

En 2024 : 2 669 235 $

En 2025 : 1 922 737 $

En 2026 : 1 573 184 $

Total : 11 546 558 $

Les sommes nécessaires au présent contrat sont prévues au PDI 2022-2031 du SGPI. Ce projet n'est jusqu'à présent éligible à aucune subvention.

Le présent contrat n'entraînera aucun frais ou économie récurrent pour la Ville. Toutefois, les travaux qui en découleront devraient permettre d'engendrer des économies récurrentes en énergie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, par des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'échéancier global des trois phases du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard a été soigneusement préparé afin de diminuer les impacts des différentes fermetures successives sur les opérations du CSCR. Or, des trois phases du projet, la phase 2 est celle dont l'envergure est la plus importante.
Bien que cet échéancier se répartisse sur plusieurs années, un retard au départ de la phase 2, à l'octroi de contrat pour les services professionnels, se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes du projet. Cela pourrait occasionner, par conséquent, des impacts

importants sur les activités du complexe sportif, notamment pour l'entraînement des athlètes d'élite en préparation pour les jeux olympiques de 2024.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication pour ce sommaire, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 06 avril 2022

Commission sur l'examen des contrats : 13 avril 2022
Comité exécutif : 20 avril 2022
Conseil municipal : 25 avril 2022
Ordre de débuter le mandat : fin avril 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc DENIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jean-François DULIÈPRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Geneviève FRAPPIER, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Martin GINCE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
François BUTEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
David MC DUFF, Service de la gestion et de la planification immobilière
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 15 mars 2022
Eve MALÉPART, 15 mars 2022
François BUTEAU, 15 mars 2022
Martin GINCE, 15 mars 2022
Geneviève FRAPPIER, 15 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice POULIN
Gestionnaire immobilier

Tél : 438-992-7416
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-15

Jean CAPPELLI
Chef de division des projets corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs
En remplacement de Michel Soulières
Tél : 514-977-9883
Approuvé le : 2022-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-518-4707
Approuvé le : 2022-03-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1210660001
Unité administrative responsable : SGPI, DGPI, Division des bâtiments corporatifs
Projet : *Rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

18. *Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire*
19. *Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins*
20. *Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *(1) Élimination de la discrimination créée par des vestiaires et toilettes basés sur une conception binaire des genres; (2) amélioration de la surveillance par des vestiaires sans nudité, plus transparents; (3)Amélioration de l'accès universel;*
- *Amélioration de la sécurité des personnes par la mise aux normes des moyens d'évacuation, des systèmes de sécurité-incendie et par la compartimentation coupe-feu du bâtiment;*
- *Amélioration aux aménagements des plateaux sportifs permettant d'élargir l'offre de services auprès de la population.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 5 septembre 2019

PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.
A/S MADAME DOROTHÉE PAWULSKI
9880, RUE CLARK
BUR. 205
MONTRÉAL (QC) H3L 2R3

No de décision : 2019-DAMP-0778
N° de client : 3000817439

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Autorité des marchés publics
Québec

Le 27 mai 2019

GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR SERGE BEAUDOIN
255, BOUL CRÉMAZIE E
9È ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H2M 1L5

N° de décision :2019-DAMP-0362
N° de client : 2700007729

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public amendé

Monsieur,

La présente décision annule et remplace la décision numéro 2018-cpsm-1028448 rendue le 24 juillet 2018. L'Autorité des marchés publics (l' « **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous BEAUDOIN HURENS, CONSULTANTS ENVIROCONSEIL, ÉCLIPSO DESIGN-CONSTRUCTION et GBI, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GBI EXPERTS-CONSEILS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide jusqu'au **23 mai 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

c.c. : Me Ricardo Hrtschan

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 17 juillet 2021

CARDIN JULIEN INC.
A/S MONSIEUR PIERRE CARDIN
5310, BOUL SAINT-LAURENT
MONTRÉAL (QC) H2T 1S1

N° de client : 3000795239

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Nous désirons vous informer que l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public de CARDIN JULIEN INC., pour laquelle vous agissez à titre de répondant, est valide jusqu'au **13 décembre 2021** et devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Afin de vous assurer de recevoir toutes les communications relatives au processus de renouvellement ou de non-renouvellement de votre autorisation, nous vous rappelons qu'il est de votre responsabilité de mettre à jour les renseignements concernant votre entreprise, notamment toute modification aux adresses courriels précédemment fournies.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés publics (AMP) une demande de renouvellement de votre autorisation au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **15 septembre 2021**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'AMP procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'AMP. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1).

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter** (le « REA ») à la date d'expiration de votre autorisation. **Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics visés par les seuils applicables à partir de cette date**. Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats ou sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'AMP statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'AMP.

Il est important de noter que, même si vous soumettez une demande de non-renouvellement avant la date anniversaire de votre autorisation, votre droit d'exercice **demeurera valide jusqu'à la date d'expiration prévue**.

Par ailleurs, si vous exécutez un contrat ou sous-contrat public en tant que contractant ou sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat ou ce sous-contrat public au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement ou non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'AMP au www.amp.quebec. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement de votre autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction de l'admissibilité et du soutien juridique au 1 888 335-5550, ou par courriel à directionLCOP@amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de l'admissibilité et du soutien juridique

p. j. Annexe – Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement ou une demande de non-renouvellement

[2] Ibid.; article 21.41.1

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 14 septembre 2021

CARDIN JULIEN INC.
6963, RUE SAINT-HUBERT
MONTRÉAL QC H2S 2N1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000795239
N° de demande :	2100057037
N° de confirmation de paiement :	213431

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 18 janvier 2019

CARDIN JULIEN INC.
A/S MONSIEUR PIERRE CARDIN
5310, BOUL SAINT-LAURENT
MONTRÉAL (QC) H2T 1S1

N° de décision : 2019-CPSM-1003919
N° de client : 3000795239

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CARDIN + JULIEN
- CARDIN JULIEN ARCHITECTES
- CARDIN + JULIEN ARCHITECTES
- CARDIN RAMIREZ JULIEN

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CARDIN JULIEN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide jusqu'au **13 décembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Dorothee Pawulski

De: Roy, Hélène <helene.roy@amp.quebec>
Envoyé: 7 juillet 2021 15:20
À: Daniel Lefebvre; Info
Objet: AMP – Demande de renouvellement – Intervention client - ROUSSEAU LEFEBVRE INC

Bonjour M. Lefebvre,

Vous avez soumis votre demande de renouvellement dans les délais requis, votre entreprise demeure autorisée à soumissionner sur de nouveaux contrats et à poursuivre ses contrats en cours. Votre renouvellement est toujours en attente du partenaire.

Les entreprises autorisées se retrouvent au Registre des entreprises autorisées (le « **REA** »).

Vous pouvez consulter le REA via le site web de l'Autorité des marchés publics (l' « **AMP** ») : www.amp.gouv.qc.ca

Vous pouvez rediriger les donneurs d'ouvrage vers le **REA** afin de vérifier la validité de votre autorisation, et ce, **en tout temps.** À la demande du donneur d'ouvrage, vous pouvez fournir une copie de votre accusé-réception du dépôt de votre demande de renouvellement qui se trouve dans les Services en ligne de l'AMP à l'onglet Dossier client – Communications sécurisées.

De plus, je vous invite à communiquer directement avec l'UPAC au numéro suivant : **514 228-3598**. Vous devez « **faire le 0** » et **laisser votre message** dans la boîte vocale générale, ou par courriel suivi.verification@upac.gouv.qc.ca .

Bien à vous,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Hélène Roy
Agente d'autorisation aux marchés publics
Service de l'admissibilité
Autorité des marchés publics
T. 418 646-1564
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
helene.roy@amp.quebec

Le présent courriel, ainsi que tout fichier qui y est joint, est destiné exclusivement à l'intention de son ou de ses destinataires; il peut contenir des informations confidentielles. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, nous vous avisons par la présente que tout usage, reproduction ou diffusion de ce courriel et de tout fichier qui y est joint est strictement interdit. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, veuillez en aviser sans délai l'expéditeur en lui retournant ledit courriel et ensuite le détruire, ainsi que tout fichier joint sans en conserver de copie.

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Imprimer

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : lundi, 27 septembre 2021 à 19:30

Fiche de l'entreprise

Nom : ROUSSEAU LEFEBVRE INC.
Adresse du siège social : 100, RUE TOURANGEAU E., LAVAL, QC, H7G 1L1, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000621881
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149485345

Autres noms d'affaires

- GROUPE ROUSSEAU LEFEBVRE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 juillet 2018

ROUSSEAU LEFEBVRE INC.
A/S MONSIEUR DANIEL LEFEBVRE
100, RUE TOURANGEAU E
LAVAL (QC) H7G 1L1

N° de décision : 2018-CPSM-1042740
N° de client : 3000621881

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE ROUSSEAU LEFEBVRE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ROUSSEAU LEFEBVRE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

ÉTAT D'AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

rév.2022-02-28 **Projet: Rénovation global du Complexe sportif Claude Robillard (0095)**

Phase	Portée	Services professionnels	Plans et devis	Appel d'offres de construction	Travaux
1-A	Rénovation du deuxième sous-sol (S2).	Contrat octroyé : CM20 1145.	Complétés à 100%.	Appel d'offres IMM-15646 : Octroi prévu au CM d'avril'22.	Début : à la fin du printemps 2022. Durée d'un an.
1-B	Remplacement et déplacement des tours de refroidissement au toit.	Contrat octroyé : CM20 1145.	Complétés à 90 %.	Octroi prévu à la fin de l'été 2022.	Exécution à l'hiver 2023.
2	Travaux à faire à tous les niveaux, autres que les S2, et qui touchent les principaux plateaux sportifs (gymnase double, piscines, omnisports), la partie centrale du bâtiment ainsi leurs systèmes CVAC.	Arch.+ Ing. : octroi contrat prévu au CM d'avril'22. Accompagnateur LEED : octroi contrat = objet présent sommaire. Agent mise en service amélioré : Appel d'offres 21-19196 en cours. Agent mise en service enveloppe : Appel d'offres 21-19192 en cours.	Début : en mai'22. Début : en avril'22. Début : en avril'22. Début : en mai'22.	-Contrat #1 (gym. double) : Octroi prévu en janvier'23. -Contrat #2 (piscines, CVAC): Octroi prévu en janvier'24. -Contrat #3 (omnisports et +) : Octroi prévu en janvier'25.	-Contrat #1: Printemps-automne 2023. -Contrat #2 : Printemps 2024 à automne 2025. -Contrat #3 : Printemps 2025 à automne 2026.
3-A	Rénovation des gradins extérieurs.	Contrat #15390 (Entente-cadre) : CM18 1097.	Complétés à 100%.	Appel d'offres IMM-15752 Octroi de contrat au CM de mars'22.	Début : printemps 2022. Durée de six mois.
3-B	Remplacement des portes, fenêtres et verrières ainsi que d'autres travaux sur l'enveloppe extérieure du bâtiment.	Appel d'offres à l'automne 2025.	Prévus en 2026	Appel d'offres prévu à la fin 'été'26.	Début : 2027.

Projet			*: Rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard _ Phase 2*			
Nom d'ouvrage			*: Complexe sportif Claude-Robillard*			
No. d'ouvrage			*: 0095*			
No. de contrat			*: -*			
No. de projet			*IM-PR-19-0077*			
No. de GDD			*: 1220660002*			
Date			*: 2022-03-14*			
Étape			*: Octroi de contrat des services professionnels architecture et ingénierie*			
			Budget	**TPS 5%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
			$	**$**	**$**	**$**
	Services de base		8 474 825,50	423 741,28	845 363,84	9 743 930,62
	Contingences	15%	1 271 223,83	63 561,19	126 804,58	1 461 589,59
	Total - Contrat		9 746 049,33	487 302,47	972 168,42	11 205 520,21
Incidences	**Total - Incidences**	3,5%	296 618,89	14 830,94	29 587,73	341 037,57
	Coûts travaux (montant à autoriser)		**10 042 668,22**	**502 133,41**	**1 001 756,15**	**11 546 557,78**
Ristournes	**TPS**	100%		(502 133,41)		(502 133,41)
	TVQ	50%			(500 878,08)	(500 878,08)
	Coût après ristourne (montant à emprunter)					**10 543 546,29**

*** prix déposé par le plus bas soumissionaire**

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considerant l'incertitude relié au projet.

Rythme prévu des déboursés : 13,52% - 2022, 33,09% - 2023, 23,12% - 2024, 16,65% - 2025, 13,62% - 2026.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1210660001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences: 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-19072 PV.pdf21-19072 SEAO Liste des commandes.pdf

21-19072 Tableau Résultat Global Final Révisé.pdf

21-19072 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-15

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-19072 — No du GDD : 1210660001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en Architecture et en Ingénierie pour la phase 2 des travaux de rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	22 - 11 - 2021	Nombre d'addenda émis durant la période :	13
Ouverture originalement prévue le :	11 - 1 - 2022	Date du dernier addenda émis :	14 - 2 - 2022
Ouverture faite le :	3 - 3 - 2022	Délai total accordé aux soumissionnaires :	100 jrs
Date du comité de sélection :	10 - 3 - 2022		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	6	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	33,33
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	30 - 8 - 2022
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	30 - 8 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Parizeau Pawulski Architectes S.E.N.C. / GBI Experts-Conseils Inc / Cardin Julien Inc. / [illegible]	9 743 930,62 $	√	
Groupe Marchand Architecture & Design Inc / Les Services EXP Inc.	16 946 767,97 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat au regroupement : Parizeau Pawulski Architectes S.E.N.C./ GBI Experts-Conseils Inc /Cardin Julien Inc. /Rousseau Lefebvre Inc.ayant obtenu le plus haut pointage final. Les DEUX (2) autres firmes détentrices du cahier des charges ont déposé une offre regroupée.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 15 - 3 - 2022

21-19072 - Services professionnels en Architecture et en Ingénierie pour la phase 2 des travaux de rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Parizeau Pawulski Architectes S.E.N.C. / GBI Experts-Conseils Inc / Cardin Julien Inc. / Rousseau Lefebvre Inc.	3,67	14,00	26,33	17,33	26,00	87,33	9 743 930,62 $	**0,14**	**1**
Groupe Marchand Architecture & Design Inc / Les Services EXP Inc.	3,67	11,33	23,00	16,00	24,00	78,00	16 946 767,97 $	**0,08**	**2**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**								

Comité	
Date	**jeudi 10-03-2022**
Heure	**10 h 30**
Lieu	**Via Vidéo-Conférence Google Meet**
Multiplicateur d'ajustement	**10000**
Facteur «K»	**50**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée Fermer la session

Liste des commandes

Numéro : 21-19072
Numéro de référence : 1544567
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en Architecture et en Ingénierie pour la phase 2 des travaux de rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. 9880, rue Clark, bureau 205 Montréal, QC, H3L 2R3 NEQ : 3364451057	Madame Lynda Nadeau Téléphone : 514 481-4669 Télécopieur : 514 481-9899	**Commande : (1968330)** 2021-11-22 11 h 57 **Transmission :** 2021-11-22 11 h 57	3632969 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (devis) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3632970 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (plan) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3633596 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (devis)

2021-12-08 15 h 17 - Courriel

3633597 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (plan)
2021-12-08 15 h 17 - Courriel

3634423 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (devis)
2021-12-09 11 h 56 - Courriel

3634424 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (plan)
2021-12-09 11 h 56 - Courriel

3639454 - 21-19072 ADDENDA_NO4 Report de DATE
2021-12-20 10 h 28 - Courriel

3645264 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (devis)
2022-01-11 17 h 29 - Courriel

3645265 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (plan)
2022-01-11 17 h 29 - Courriel

3645266 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (bordereau)
2022-01-11 17 h 29 - Téléchargement

3645896 - 21-19072 ADDENDA_No6 Question Réponse
2022-01-12 13 h 58 - Courriel

3647511 - Addenda 7 - Report de date
2022-01-14 11 h 50 - Courriel

3648230 - 21-19072 ADDENDA_No8 Questions Réponses
2022-01-17 11 h 45 - Courriel

3651229 - 21-19072 ADDENDA_No9 Report Date
2022-01-20 14 h 34 - Courriel

3653260 - 21-19072 ADDENDA NO10 AMENDEMENT
2022-01-24 18 h 37 - Courriel

3655209 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (devis)
2022-01-26 18 h 18 - Courriel

3655210 - 21-19072

				ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3655211 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3662761 - 21-19072 ADDENDA_No12 Question Réponse 2022-02-07 11 h 17 - Courriel 3668388 - 21-19072 ADDENDA_No13 Amendement 2022-02-14 17 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. 700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3 NEQ : 1172835382	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur :	**Commande : (1971375)** 2021-11-30 10 h 40 **Transmission :** 2021-11-30 10 h 40	3632969 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (devis) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3632970 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (plan) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3633596 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (devis) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3633597 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (plan) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3634423 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (devis) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3634424 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (plan) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3639454 - 21-19072 ADDENDA_NO4 Report de DATE 2021-12-20 10 h 27 - Courriel 3645264 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (devis) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel

3645265 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (plan)
2022-01-11 17 h 29 - Courriel

3645266 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (bordereau)
2022-01-11 17 h 29 - Téléchargement

3645896 - 21-19072 ADDENDA_No6 Question Réponse
2022-01-12 13 h 57 - Courriel

3647511 - Addenda 7 - Report de date
2022-01-14 11 h 50 - Courriel

3648230 - 21-19072 ADDENDA_No8 Questions Réponses
2022-01-17 11 h 45 - Courriel

3651229 - 21-19072 ADDENDA_No9 Report Date
2022-01-20 14 h 34 - Courriel

3653260 - 21-19072 ADDENDA NO10 AMENDEMENT
2022-01-24 18 h 36 - Courriel

3655209 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (devis)
2022-01-26 18 h 18 - Courriel

3655210 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau)
2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement

3655211 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau)
2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement

3662761 - 21-19072 ADDENDA_No12 Question Réponse
2022-02-07 11 h 17 - Courriel

3668388 - 21-19072 ADDENDA_No13 Amendement
2022-02-14 17 h 02 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 150 rue marchand, bureau 600 Drummondville, QC, J2C 4N1 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1968488)** 2021-11-22 15 h 19 **Transmission :** 2021-11-22 15 h 19	3632969 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (devis) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3632970 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (plan) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3633596 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (devis) 2021-12-08 15 h 17 - Courriel 3633597 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (plan) 2021-12-08 15 h 17 - Courriel 3634423 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (devis) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3634424 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (plan) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3639454 - 21-19072 ADDENDA_NO4 Report de DATE 2021-12-20 10 h 28 - Courriel 3645264 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (devis) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel 3645265 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (plan) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel 3645266 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (bordereau) 2022-01-11 17 h 29 - Téléchargement 3645896 - 21-19072 ADDENDA_No6 Question Réponse 2022-01-12 13 h 58 - Courriel 3647511 - Addenda 7 - Report de date 2022-01-14 11 h 50 - Courriel 3648230 - 21-19072 ADDENDA_No8 Questions Réponses

				2022-01-17 11 h 45 - Courriel 3651229 - 21-19072 ADDENDA_No9 Report Date 2022-01-20 14 h 34 - Courriel 3653260 - 21-19072 ADDENDA NO10 AMENDEMENT 2022-01-24 18 h 36 - Courriel 3655209 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (devis) 2022-01-26 18 h 18 - Courriel 3655210 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3655211 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3662761 - 21-19072 ADDENDA_No12 Question Réponse 2022-02-07 11 h 17 - Courriel 3668388 - 21-19072 ADDENDA_No13 Amendement 2022-02-14 17 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca NEQ : 1164690340	Monsieur François Lemay Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (1969534)** 2021-11-24 16 h 22 **Transmission :** 2021-11-24 16 h 22	3632969 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (devis) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3632970 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (plan) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3633596 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (devis) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3633597 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (plan) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3634423 - 21-19072 ADDENDA

No3 Amendement (devis)
2021-12-09 11 h 56 - Courriel

3634424 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (plan)
2021-12-09 11 h 56 - Courriel

3639454 - 21-19072 ADDENDA_NO4 Report de DATE
2021-12-20 10 h 28 - Courriel

3645264 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (devis)
2022-01-11 17 h 29 - Courriel

3645265 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (plan)
2022-01-11 17 h 29 - Courriel

3645266 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (bordereau)
2022-01-11 17 h 29 - Téléchargement

3645896 - 21-19072 ADDENDA_No6 Question Réponse
2022-01-12 13 h 58 - Courriel

3647511 - Addenda 7 - Report de date
2022-01-14 11 h 50 - Courriel

3648230 - 21-19072 ADDENDA_No8 Questions Réponses
2022-01-17 11 h 45 - Courriel

3651229 - 21-19072 ADDENDA_No9 Report Date
2022-01-20 14 h 34 - Courriel

3653260 - 21-19072 ADDENDA NO10 AMENDEMENT
2022-01-24 18 h 36 - Courriel

3655209 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (devis)
2022-01-26 18 h 18 - Courriel

3655210 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau)
2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement

3655211 - 21-19072

				ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3662761 - 21-19072 ADDENDA_No12 Question Réponse 2022-02-07 11 h 17 - Courriel 3668388 - 21-19072 ADDENDA_No13 Amendement 2022-02-14 17 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CARDIN JULIEN INC. 6963 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2S 2N1 https://www.cardinjulien.com NEQ : 1161216446	Monsieur Pierre Cardin Téléphone : 514 272-6798 Télécopieur : 514 272-6821	**Commande : (1968317)** 2021-11-22 11 h 47 **Transmission :** 2021-11-22 11 h 47	3632969 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (devis) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3632970 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (plan) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3633596 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (devis) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3633597 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (plan) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3634423 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (devis) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3634424 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (plan) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3639454 - 21-19072 ADDENDA_NO4 Report de DATE 2021-12-20 10 h 27 - Courriel 3645264 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (devis) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel 3645265 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (plan) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel 3645266 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions

				Réponses - Ajouts (bordereau) 2022-01-11 17 h 29 - Téléchargement 3645896 - 21-19072 ADDENDA_No6 Question Réponse 2022-01-12 13 h 58 - Courriel 3647511 - Addenda 7 - Report de date 2022-01-14 11 h 50 - Courriel 3648230 - 21-19072 ADDENDA_No8 Questions Réponses 2022-01-17 11 h 45 - Courriel 3651229 - 21-19072 ADDENDA_No9 Report Date 2022-01-20 14 h 34 - Courriel 3653260 - 21-19072 ADDENDA NO10 AMENDEMENT 2022-01-24 18 h 36 - Courriel 3655209 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (devis) 2022-01-26 18 h 18 - Courriel 3655210 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3655211 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau) 2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement 3662761 - 21-19072 ADDENDA_No12 Question Réponse 2022-02-07 11 h 17 - Courriel 3668388 - 21-19072 ADDENDA_No13 Amendement 2022-02-14 17 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GBI EXPERTS-CONSEILS INC. 13200, boul. Métropolitain	Madame Karine Thibault	**Commande : (1968608)** 2021-11-23 6	3632969 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (devis)

	Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Téléphone : 514 384-4222 Télécopieur : 514 383-6017	h 47 **Transmission :** 2021-11-23 6 h 47	2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3632970 - 21-19072 ADDENDA No1 Amendement Questions Réponses (plan) 2021-12-07 16 h 40 - Courriel 3633596 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (devis) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3633597 - 21-19072 ADDENDA No2 Amendement (plan) 2021-12-08 15 h 16 - Courriel 3634423 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (devis) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3634424 - 21-19072 ADDENDA No3 Amendement (plan) 2021-12-09 11 h 56 - Courriel 3639454 - 21-19072 ADDENDA_NO4 Report de DATE 2021-12-20 10 h 27 - Courriel 3645264 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (devis) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel 3645265 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (plan) 2022-01-11 17 h 29 - Courriel 3645266 - 21-19072 ADDENDA_No5 Questions Réponses - Ajouts (bordereau) 2022-01-11 17 h 29 - Téléchargement 3645896 - 21-19072 ADDENDA_No6 Question Réponse 2022-01-12 13 h 58 - Courriel 3647511 - Addenda 7 - Report de date 2022-01-14 11 h 50 - Courriel 3648230 - 21-19072 ADDENDA_No8 Questions Réponses 2022-01-17 11 h 45 - Courriel 3651229 - 21-19072 ADDENDA_No9 Report Date 2022-01-20 14 h 34 - Courriel 3653260 - 21-19072 ADDENDA NO10 AMENDEMENT 2022-01-24 18 h 36 - Courriel

3655209 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (devis)
2022-01-26 18 h 18 - Courriel

3655210 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau)
2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement

3655211 - 21-19072 ADDENDA_No11 AMENDEMENT PP260222 (bordereau)
2022-01-26 18 h 18 - Téléchargement

3662761 - 21-19072 ADDENDA_No12 Question Réponse
2022-02-07 11 h 17 - Courriel

3668388 - 21-19072 ADDENDA_No13 Amendement
2022-02-14 17 h 02 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

La sélection d'un fournisseur est obligatoire.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1210660001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences: 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1210660001 - Services professionnels phase 2 CS Claude-Robillard.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-16

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.022

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1210660001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences: 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires).

Rapport_CEC_SMCE210660001.pdf

Dossier # :1210660001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 25 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE210660001

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences : 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
_____
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
_____
Élisabeth Rivest
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE210660001

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 11 546 557,78 $, taxes incluses (contrat : 9 743 930,62 $ + contingences : 1 461 589,59 $ + incidences : 341 037,57 $ - Appel d'offres public 21-19072 (2 soumissionnaires)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$*
  Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :
  - Un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.

Le 14 avril 2022 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué la stratégie de rénovation du Complexe Claude-Robillard qui s'étalera sur 6 ans, dans le but de maintenir les installations ouvertes le plus possible. Les services professionnels faisant l'objet du présent contrat incluent les travaux pour tout le bâtiment, sauf le sous-sol 2, qui fait l'objet d'un contrat séparé.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 100 jours. Parmi les 6 preneurs du cahier des charges, 2 regroupements de firmes ont déposé une soumission jugée conforme,

représentant 5 des 6 preneurs de cahier de charge. Il est à noter que 13 addendas ont été émis au cours de l'appel d'offres, le principal amendement visant à modifier la Régie afin de permettre les regroupements de firmes et d'ainsi répondre aux besoins du contrat. Au terme du processus, un écart de 3,4% est observé avec l'estimation réalisée par le SGPI et un écart de 73,9 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme est observé.

Les Commissaires ont demandé et reçu des précisions et clarifications, entre autres, sur la structure de gouvernance mise en place pour veiller au suivi et recevoir une reddition de comptes pour les différents lots associés à la rénovation de l'installation. Les explications ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$*
  Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :
  - Un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE210660001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. (contrat #1 : 2 183 523,25 $, taxes incluses) pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, par laquelle FNX INNOV inc., seule firme soumissionnaire (lot 1), cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée pour les services centraux et les arrondissements, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour une somme maximale de 2 183 523,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19136;

2. de procéder à une évaluation de rendement de la firme FNX-INNOV inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;

4. d'autoriser le Directeur de la *Direction des infrastructures* à prolonger le contrat pour un maximum de deux (2) prolongations de douze (12) mois selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-28 16:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. (contrat #1 : 2 183 523,25 $, taxes incluses) pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

La *Section Géotechnique et Chaussée* de la *Division de l'expertise et du soutien technique* (DEST) au sein de la Direction des infrastructures (DI) désire retenir les services professionnels de firmes externes pour l'aider à réaliser sa mission de fournir des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée pour ses requérants. La réalisation des travaux de construction et de rénovation d'infrastructures routières requiert ces études en vue de produire les plans et devis.

En raison de l'ampleur des demandes adressées à la DEST, cette dernière doit faire appel à ces firmes spécialisées pour effectuer des mandats de caractérisation environnementale, d'étude géotechnique et de conception de chaussée afin de répondre aux besoins. Ces mandats doivent être effectués en amont, afin d'intégrer les résultats aux devis de construction ou d'aménagement. Par ailleurs, le processus d'appel d'offres et d'octroi d'un contrat ponctuel à un consultant spécialisé ne peut être complété à l'intérieur du court délai imposé entre le moment où les crédits deviennent disponibles et le démarrage d'un projet. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison, d'où l'importance d'avoir des ententes-cadres opérationnelles.

Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres conclues en 2019 (CG19 0143) pour la réalisation des projets de la DI du SIRR viendront à échéance le 2 avril 2022 et sont presque totalement engagées suite à une très forte demande des requérants conséquente aux investissements importants de la Ville dans les projets d'infrastructures routières. Il faut mentionner toutefois que ces ententes-cadres étaient partagées avec le *Service de l'environnement* et que la DEST gérait trois (3) des six (6) contrats, représentant environ 40% de la somme totale de ces ententes-cadres. Pour pallier cette problématique, il a été

décidé de procéder à un appel d'offres public permettant de retenir les services de quatre (4) firmes, sélectionnées sur la base de leur pointage technique et de leur enveloppe de prix. Il s'agit donc d'une sélection de firmes qui, selon les besoins, auront à réaliser, à la demande de la DEST, divers mandats de caractérisation environnementale, d'étude géotechnique et de conception de chaussée. Les firmes pourraient également être appelées à assurer une surveillance environnementale des déblais lors des travaux d'excavation. L'ensemble des mandats ne pourra excéder les enveloppes maximales autorisées.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres no 22-19136 a été publié du 24 janvier au 1er mars 2022 sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal papier Le Devoir. La durée de publication a été de 35 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les citées et villes.

La soumission est valide pendant les 180 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 28 août 2022.

Trois (3) addendas ont été publiés dans le SEAO les 2, 16 et 24 février 2022, afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des précisions apportées aux documents d'appel d'offres. Les questions soulevées par les soumissionnaires n'ont eu aucun impact sur le prix de la soumission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 04143 - 28 mars 2019 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : *Groupe ABS inc.* (3 688 337,64 $), *Les Services EXP inc.* (2 916 915,75 $), *FNX-INNOV inc.* (anciennement *Les Consultants S.M. inc.*) (2 308 299,50 $), *SNC-Lavalin GEM Québec inc.* (1 785 750,88 $), *Solmatech inc.* (1 134 437,05 $) et *WSP Canada inc.* (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires (1183855006)
CG14 0473 - 3 novembre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : *Groupe ABS inc.* (1 856 791,06 $), *Les Services exp inc.* (1 797 086,84 $), *Groupe Qualitas inc.* (1 600 638,84 $) et *LVM, une Division d'EnGlobe Corp.* (1 260 258,58 $) totalisant une somme maximale de 6 514 775,32 $ (taxes incluses) pour réaliser des caractérisations environnementales des sols et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 14-13534 - Sept (7) soumissionnaires (1143855004)

DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels de consultants spécialisés en environnement, en géotechnique et en chaussée. Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- la réalisation de mandats de caractérisation environnementale;
- la réalisation d'études géotechniques;
- la réalisation de mandats de conception de chaussée.

Les services professionnels suivants pourront également être demandés par la Ville :

- Émission de rapports de sondage et/ou d'essais géotechniques et des certificats d'analyses chimiques uniquement, sans la production de rapports de caractérisation environnementale de type phase II et/ou d'études géotechniques;

- Émission de recommandations de mesures de mitigation pour le contrôle des biogaz des contaminants organiques volatils chlorés;
- Surveillance des travaux de gestion des déblais ou de réhabilitation environnementale;
- Réalisation d'expertise géotechnique sur des ouvrages retrouvés en milieu municipal tels, les intercepteurs, les collecteurs, les réservoirs d'eau, les tunnels, les bâtiments, les piscines, les monuments, etc.

Suite à l'analyse de la soumission reçue dans le cadre de l'appel d'offres public no 22-19136, il est recommandé de retenir les services de la firme suivante :

CONTRAT (Lot) 1 : FNX INNOV inc.	2 183 523,25 $ (taxes incluses)

L'entente-cadre représente une somme totale maximale de 2 183 523,25 $ et sera valide jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire ou à la fin de la période de trente-six mois (36) mois, selon la première des deux (2) éventualités. Deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune sont prévues sur le contrat et ce, uniquement si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées et avec l'accord de l'adjudicataire.

Des pénalités de 100$ par jour de retard pour le non respect des délais indiqués dans le devis technique sont prévues au contrat.

JUSTIFICATION

La réalisation des projets de construction et de rénovation d'infrastructures routières nécessite des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée, afin de préparer les plans et devis des travaux de construction et d'aménagement. La DEST doit fournir ces services dans le cadre de sa mission, mais ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de réaliser les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit donc constituer une réserve de firmes selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels. Il est donc requis de conclure le plus tôt possible de nouvelles ententes-cadres, afin d'assurer la réalisation de caractérisations environnementales, d'études géotechniques et de conceptions de chaussée, incluant la surveillance environnementale au besoin.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que quatre (4) contrats (lots) soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. Dans les bordereaux de prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une part à taux horaire par catégorie d'employés et d'autre part selon des prix forfaitaires pour les services professionnels standards (rédaction de rapports de caractérisation environnementale et d'études géotechniques), tandis que les dépenses sont admissibles selon des taux unitaires pour la réalisation des travaux de sondages, les analyses chimiques et les essais de laboratoire et *in situ.*

À la suite de la publication de l'appel d'offres no 22-19136, sur dix (10) preneurs du cahier des charges, une (1) firme a déposé une soumission, soit une proportion de 10 %. Sur les neuf (9) firmes qui se sont désistées, deux (2) ont indiqué que leur carnet de commandes est complet, une (1) firme était dans l'attente de décision de la Ville suite au dépôt de soumission pour deux (2) contrats éventuels avec la Ville et a renoncé à participer par manque d'effectifs, une (1) firme n'a pas d'Expert MELCC à l'interne et doit recourir à un

sous-traitant, une (1) autre a expliqué que le risque financier était parfois difficile à évaluer et quatre (4) firmes n'ont pas motivé leur désistement.

La liste des preneurs du cahier des charges est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Estimations

Les estimations internes, préparées au moment de lancer l'appel d'offres, ont été établies en fonction des quantités prévisionnelles inscrites aux différents bordereaux de la soumission. Les quantités indiquées pour les articles du bordereau de chacune des ententes-cadres sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, la moyenne des taux soumis par les adjudicataires pour des contrats de services professionnels de même nature octroyés entre 2019 à 2021 a été utilisée. Les taux ont également été estimés en considérant les taux d'inflation des 3 dernières années.

Analyse des soumissions

Dans le cadre de l'appel d'offres, une soumission a été reçue pour les quatre (4) lots. La firme qui a soumissionné n'a présenté qu'une seule équipe pour les quatre (4) lots. La soumission a été jugée recevable.

La soumission jugée recevable a été soumise au comité de sélection, formé de cinq (5) personnes, pour évaluation. La soumission répond à tous les critères établis par le *Service de l'approvisionnement* et a été évaluée en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Le comité de sélection s'est tenu par vidéoconférence, le jeudi 17 mars 2022 à 9 h 00.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

L'offre de services de la firme qui a soumissionné a été jugée conforme, un pointage intérimaire supérieur à 70% ayant été obtenu.

Le soumissionnaire n'a présenté qu'une (1) seule équipe.

Contrat (Lot) 1 :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
FNX-INNOV inc.	74,2	0,57	2 183 523,25 $	0,00 $	2 183 523,25 $
Dernière estimation réalisée			1 753 085,91 $	0,00 $	1 753 085,91 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					430 437,34 $ 24,55 %

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	

Comme la firme n'a présenté qu'une seule équipe, elle n'est plus éligible pour les lots 2 à 4.

Pour le contrat (Lot) 1, la soumission de FNX-INNOV inc. a obtenu un pointage final de 74,2 % suite à l'application du système de pondération, soit 0,57.

Le détail de l'évaluation de la soumission est présenté à l'intervention du *Service de l'approvisionnement.*

Écart avec l'estimation interne

L'écart entre le seul soumissionnaire et l'estimation interne est présenté ci-après.

Contrat (Lot)	Écart ($)	Écart (%)
1	430 437,34 $	24,55 %

La soumission de FNX-INNOV inc. se situe à plus de 10 % de l'estimation interne, soit un écart défavorable à la Ville de Montréal de 24,55 %.

Étant donné l'écart de prix important, une négociation avec le soumissionnaire unique a été effectuée en date 18 mars 2022 conformément à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes. Suite à cette négociation, la firme a décidé de maintenir le prix de sa soumission pour les raison suivantes:

- L'adjudicataire n'étant pas propriétaire des équipements dédiés à la signalisation et à l'exécution des sondages (foreuses, carotteuses, pelles mécaniques) et des essais *in situ* , il doit avoir recours à des sous-traitants. Cependant, la quantité importante de chantiers de construction annuellement à Montréal monopolise les ressources des sous-traitants, ce qui contribue à la hausse des prix de ces équipements.
- La rareté de la main-d'œuvre peut également être observée dans le domaine depuis les 3 dernières années, notamment au niveau des techniciens. Ceci à pour effet de faire augmenter les coûts de réalisation des analyses chimiques et des essais géotechniques en laboratoire de même que les coûts pour la réalisation des travaux de chantier (supervision de sondages et des essais *in situ* , arpentage).

Par ailleurs, compte tenu du contexte mondial actuel, les coûts des biens et services ne cessent de fluctuer de façon imprévisible, ce qui explique pourquoi un écart défavorable a été observé par rapport à l'estimation interne.

Enfin, les firmes spécialisées en environnement, en géotechnique et en chaussée sont fortement sollicitées actuellement sur le marché, ce qui explique pourquoi une seule firme à déposé une soumission. Malgré plusieurs preneurs des cahiers de charge, la majorité des firmes n'a pas soumissionné compte tenu d'un carnet de commandes complet.

Pour ces raisons, l'écart de prix obtenu est acceptable et la soumission de FNX-INNOV inc. est retenue pour le Contrat (Lot) 1 puisqu'elle satisfait aux exigences requises pour la réalisation des mandats de caractérisation environnementale, d'étude géotechnique et de conception de chaussée et permet, par le fait même, de répondre aux besoins grandissants de la DI.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. L'adjudicataire recommandé détient une attestation de *l'Autorité des marchés publics* (AMP). Une copie de l'attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics* (RENA) et est conforme en vertu du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville de Montréal.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de FNX-INNOV inc. dans le cadre du présent contrat de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section Contrat des documents d'appels d'offres.

Le présent dossier répond à un des critères préalables à sa présentation devant la *Commission permanente sur l'examen des contrats.* En effet, selon les dépenses prévisionnelles, le Contrat (Lot) 1 de services professionnels de la firme FNX-INNOV inc. est supérieur à 1 000 000 $. De plus, il est le seul soumissionnaire pour ce contrat et il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'entente-cadre sans imputation budgétaire

L'entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats de caractérisation environnementale, d'étude géotechnique et de conception de chaussée de plusieurs projets de la DI. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du *Règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres* et seront confiés à l'aide de bons de commande dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements).

Cette entente pourrait également comprendre des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La DEST s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi de l'enveloppe.

La dépense maximale de 2 183 523,25 $, taxes incluses, pour l'entente-cadre représente un coût total maximal de 1 993 847,77 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en ce qui concerne les priorités 1, 5, 16 et 19 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.
Il est de ce fait, cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et pourrait contribuer à la diminution des vulnérabilités climatiques liées aux impacts des pluies abondantes notamment. Les études géotechniques, les caractérisations environnementales et les recommandations de réfection ou de réhabilitation des chaussée effectuées par le biais des services professionnels permettront, entres autres, de documenter les conditions de sols et d'eau souterraine, facilitant l'aménagement d'infrastructures vertes pérennes et efficaces, et d'émettre des recommandations permettant de favoriser la réutilisation ou la valorisation des sols et des matières granulaires résiduelles, réduisant ainsi le camionnage dans les rues de la métropole.

Finalement, le projet n'a pas pour but de contribuer à des engagements en inclusion, équité ou accessibilité universelle mais les services professionnels retenus pourraient être utilisés afin de réaliser des études géotechniques, des caractérisations environnementales ou des conceptions de chaussée dans le cadre de projets d'infrastructures contribuant à favoriser de tels principes.

La Grille d'analyse Montréal 2030 relative à ce dossier et qui détaille la contribution de ce projet à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la Ville, se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur de cette décision sera d'assurer, par le biais de ces services professionnels, la réalisation de caractérisations environnementales, d'études géotechniques et de conceptions de chaussée nécessaires à la rédaction des plans et devis des travaux de construction des infrastructures routières.
Dans l'éventualité où un refus d'octroyer le contrat est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure de réaliser des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison.

D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi du présent contrat, la DEST devra retourner en appel d'offres pour tous les mandats dont le seuil de la dépense du contrat ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et un délai ne permettant pas de répondre aux besoins des requérants dans les délais fixés.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 28 août 2022, soit la date de la validité de la soumission, le seul soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Afin de répondre aux préoccupations du milieu de la construction, la *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail* (CNESST) et les acteurs de la construction ont élaboré le *Guide COVID-19 sur les bonnes pratiques à adopter sur les chantiers de construction* . Ce guide est mis à jour régulièrement selon l'évolution de la situation et il est de la responsabilité de l'Adjudicataire de s'informer des mises à jour pendant toute la durée du Contrat et d'adapter ses pratiques en conséquence.

Les mesures de santé et sécurité sur les chantiers relèvent de l'adjudicataire qui est le maître d'œuvre . Des retards dans l'exécution des mandats pourraient être observés si des cas de COVID-19 positifs se déclaraient chez le personnel de l'adjudicataire et/ou chez ses sous-traitants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : avril 2022
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par les instances visées
Début des services : mai 2022
Fin des services : trente-six (36) mois aprés de la date d'envoi de l'avis d'adjudication à l'adjudicataire ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrice P BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thidachanh KEOMANIPHET
Ingenieure

Tél : 514 264-0351
Télécop. : 514 872-0708

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 209-3862
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2022-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : 514 726-7503
Approuvé le : 2022-03-28

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 5 juillet 2021

FNX-INNOV INC.
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL QC H2N 2J8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3001642376
N° de demande :	2100054884
N° de confirmation de paiement :	001875

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231009
Unité administrative responsable : SIRR, Direction des infrastructures, Division de l'expertise et du soutien technique
Appel d'offres : 22-19136

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique :

1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

Innovation et créativité :

16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

Quartier :

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités 1 et 5

Les services professionnels en géotechnique, en environnement et en chaussée contribueront au développement durable en émettant des recommandations permettant de favoriser la réutilisation ou la valorisation des sols et des matières résiduelles granulaires lorsque possible notamment en lien avec le nouveau Règlement concernant la valorisation de matières résiduelles. Ces recommandations visent entre autres à diminuer, à terme, le camionnage dans les rues de la métropole et ainsi diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées au transport routier.

Le volet de surveillance environnementale de la gestion des déblais permet de vérifier que les pratiques légales relatives aux déblais d'excavation sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, la surveillance environnementale permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur. Les services professionnels permettront notamment de répondre aux exigences du nouveau Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés qui vise à contrer les déversements illégaux de sols contaminés qui sont dommageables pour l'environnement.

De plus, les services professionnels serviront à documenter les conditions propices à l'aménagement d'infrastructures vertes plus performantes sur l'ensemble du territoire montréalais et donc à accélérer la transition écologique de la Ville en luttant contre les changements climatiques tout en réduisant les îlots de chaleur et la pollution.

Priorité 16:

Les données sur la nature des sols et du roc en place récoltées dans le cadre des études géotechniques et des caractérisations environnementales permettront d'alimenter les bases de données de la Ville et de les partager avec les différents acteurs du milieu universitaire permettant ainsi de faire avancer leurs recherches. Les études réalisées approfondiront nos connaissances du milieu souterrain du territoire montréalais afin de mettre en exergue des enjeux potentiels liés à la trame urbaine et à l'impact des travaux d'infrastructures sur le milieu.

Priorité 19 :

Les études géotechniques réalisées avec les services professionnels permettront de concevoir des infrastructures pérennes et de qualité en regard des conditions de sols dans lesquelles elles seront construites.

Elles permettront également de sécuriser les chantiers en documentant les conditions de sols existantes protégeant ainsi les citoyens circulant aux abords de nos grands chantiers municipaux.

Finalement, la diminution du camionnage résultant de la réutilisation des matériaux excavés sur les chantiers rendra les déplacements des citoyens plus sécuritaires.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. (contrat #1 : 2 183 523,25 $, taxes incluses) pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19136_Résultat global (intervention).pdf
22-19136 intervention.pdf
22-19136 SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19136 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrice P BLANCHETTE
Agent d'approvisionnement niv. 2

Tél : (514) 872-5514

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-24

Elie BOUSTANI
Chef de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : (514) 872-1000
Division : TP, Urbanisme, Sécurité/Incendie, Culture Et Communications

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19136

No du GDD : 1227231009

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des caractérisations environnementales, études géotechniques et conceptions de chaussée dans le cadre de projets d'infrastructures routières

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 1 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 1 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 1 - 3 - 2022

Date du comité de sélection : 17 - 3 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 24 - 2 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 10

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 8 - 2022

Date d'échéance révisée : 28 - 8 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FNX Innov inc.	2 183 523,25 $	√	1

Information additionnelle

Nous avons tenté de négocier le prix à la baisse le 23 mars 2022 mais sans succès. Le prix soumis est plus de 20% par rapport à l'estimation.

Voici les raisons de FNX Innov inc. pour ne pas baisser ses prix:

1) Depuis 2 ans, il est difficile de garder le personnel, donc les taux horaires ont augmenté et continue d'augmenter.
2) Les taux horaire et prix sont selon les taux AFG, et même inférieur au taux AFG.
3) Les sous-traitants (foreurs, laboratoire d'analyses, signalisation, détection de structure souterraine, etc.) ont tous augmenté substantiellement leur tarif et continu.
4) Les prix sont selon le marché, qui ne donne aucune indication de stabilité.

Raisons des désistements:

1) Plusieurs éléments du bordereau de prix comportent des risques financiers impossibles à évaluer
2) La firme n'a pas d'expert à l'interne (aucune sous-traitance permise pour ce dossier)
3) Carnet de commandes complets (Manque de capacité)
4) Toujours en attente d'une réponse pour les appels d'offres 21-19007 et 22-19127.
5) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

Préparé par : Patrice Blanchette Le 23 - 3 - 2022

22-19136 - Services professionnels pour des caractérisations environnementales, études géotechniques et conceptions de chaussée dans le cadre de projets d'infrastructures routières - Lot 1

FIRME	Présentation de l'offre	Compréhension du mandat et de la problématique	Approche proposée	Capacité de production et échéancier	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	Pointage intérimaire total	Prix	Pointage final	Rang
	5%	10%	30%	20%	10%	25%	100%	$		
FNX Innov inc.							74,2	2 183 523,25 $	0,57	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Patrice Blanchette

Comité	
Date	jeudi 17-03-2022
Heure	9 h 00
Lieu	Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19136
Numéro de référence : 1562895
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour des caractérisations environnementales, études géotechniques et conceptions de chaussée dans le cadre de projets d'infrastructures routières

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9139-6903 QUÉBEC INC. 149-B rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com NEQ : 1162082581	Monsieur Kevin Donovan Téléphone : 514 587-6177 Télécopieur : 514 227-5377	**Commande : (1987564)** 2022-01-24 17 h 24 **Transmission :** 2022-01-24 17 h 24	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Commission des services électriques de Montréal 50 boul. Crémazie Ouest Bureau 700 Montréal, QC, H2P 2T3 http://www.csem.qc.ca NEQ :	Madame Sara-Ève Audet Téléphone : 514 384-6840 Télécopieur :	**Commande : (2001743)** 2022-02-18 10 h 07 **Transmission :** 2022-02-18 10 h 07	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-18 10 h 07 - Téléchargement 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-18 10 h 07 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Englobe 1001, rue Sherbrooke est Bureau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (1991843)** 2022-02-01 15 h 15 **Transmission :** 2022-02-01 15 h 15	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1988014)** 2022-01-25 12 h 51 **Transmission :** 2022-01-25 12 h 51	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Géninovation 125 rue Gagnon, suite 102 montreal, QC, H4N1T1	Monsieur Jean francois Séguin Téléphone : 438 794-4749 Télécopieur : 514 381-9502	**Commande : (1988172)** 2022-01-25 14 h 55 **Transmission :** 2022-01-25 14 h 55	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel

	http://www.geninovation.com NEQ : 1162801865			3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GROUPE ABS INC. 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5 NEQ : 1165977969	Madame Vicky Messier (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1987912)** 2022-01-25 11 h 08 **Transmission :** 2022-01-25 11 h 08	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1987423)** 2022-01-24 14 h 33 **Transmission :** 2022-01-24 14 h 33	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1987898)** 2022-01-25 10 h 59 **Transmission :** 2022-01-25 10 h 59	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SOLMATECH INC. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.solmatech.ca NEQ : 1145544798	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1988328)** 2022-01-25 17 h **Transmission :** 2022-01-25 17 h	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1987997)** 2022-01-25 12 h 20 **Transmission :** 2022-01-25 12 h 20	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel 3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE 135, rue Singapour Saint-Augustin-de-Desmaures, QC,	Monsieur Martin Lebel Téléphone : 418 573-6311 Télécopieur :	**Commande : (1988692)** 2022-01-26 12 h 38	3659712 - 22-19136 Addenda 1 2022-02-02 13 h 22 - Courriel

G3A0P6 http://www.terrapex.ca NEQ : 1144175727	**Transmission :** 2022-01-26 12 h 38	3669945 - 22-19136 Addenda 2 2022-02-16 9 h 11 - Courriel 3677324 - 22-19136 Addenda 3 2022-02-24 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.023

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. (contrat #1 : 2 183 523,25 $, taxes incluses) pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

Rapport_CEC_SMCE227231009.pdf

Dossier # :1227231009

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 28 avril 2022

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE227231009

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. (contrat #1: 2 183 523,25 $, taxes incluses) pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Myriam Laforce
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231009

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 36 mois, avec la firme FNX INNOV inc. (contrat #1: 2 183 523,25 $, taxes incluses) pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures routières, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune - Appel d'offres public no 22-19136 - (1 soumissionnaire)

À sa séance du 6 avril 2022, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 13 avril 2022, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Mentionnons que la CEC est entièrement virtuelle depuis mars 2020 en raison de la pandémie.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Dans un premier temps, les responsables ont précisé aux membres que considérant notamment l'ampleur des demandes qui lui sont adressées, la Division de l'expertise et du soutien technique de la Direction des infrastructures au SIRR doit retenir les services professionnels de firmes externes pour l'aider à fournir les caractérisations environnementales, les études géotechniques et les conceptions de chaussée

nécessaires à la production des plans et devis permettant la réalisation des travaux de construction et de rénovation d'infrastructures routières.

Ces mandats devant être effectués tôt dans le processus afin que les résultats puissent être intégrés aux devis, et compte tenu du risque qu'un processus d'appel d'offres et d'octroi ponctuel de contrats à des consultants spécialisés n'occasionne des retards dans le démarrage des travaux de construction, la Ville doit pouvoir compter sur des ententes-cadres opérationnelles, ce qui explique la stratégie retenue.

L'appel d'offres public visant à retenir les services de quatre firmes spécialisées en environnement, géotechnique et chaussée est paru du 24 janvier au 1er mars 2022 et a donné lieu à la publication de trois addendas pour répondre aux questions des soumissionnaires et apporter des précisions. Parmi les dix preneurs du cahier des charges, une seule firme a déposé une soumission pour les quatre lots. Cette soumission répondait à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et a été évaluée en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels. Comme la firme n'a présenté qu'une seule équipe, elle n'a cependant été éligible que pour le contrat (lot) 1.

Au terme du processus, l'adjudicataire est donc le seul soumissionnaire conforme pour cet appel d'offres. Un écart défavorable à la Ville de Montréal de l'ordre de 24,55 % avec l'estimation interne effectuée a cependant été noté. Les représentants du SIRR ont fait valoir que la rareté de main-d'œuvre dans ce domaine, la fluctuation actuelle et continue des coûts des biens et services et les carnets de commandes très chargés des firmes spécialisées en environnement, géotechnique et chaussée permettent d'expliquer cet écart de prix important.

Les commissaires ont demandé et obtenu des précisions et clarifications, entre autres, sur les raisons pour lesquelles les modalités de l'appel d'offres ont été prévues de telle sorte qu'une firme qui obtient un contrat devient non éligible pour les contrats subséquents si elle a présenté une seule équipe.

Les personnes invitées ont aussi fait état du contexte du marché permettant d'expliquer le taux décevant de réponse à cet appel d'offres public. Elles ont par ailleurs confirmé qu'une stratégie sera déployée pour compléter, à l'automne 2022, l'attribution des trois autres contrats qui étaient prévus. L'échange suivant la présentation a également porté sur la possibilité que la Ville envisage de reporter l'octroi de certains contrats de cet ordre considérant le contexte actuellement défavorable, une question qui relèverait cependant davantage des services requérants que du SIRR. Dans l'ensemble, les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les personnes-ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs

interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE227231009 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1217231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - échangeurs Turcot et Dorval, autoroutes 25 et 40
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Services EXP Inc. pour des services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest de 8 366 040,90 $ taxes incluses, incluant une option pour une partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement. Autoriser une dépense totale de 7 457 522,82 $ taxes incluses (contrat 6 334 835,06 $ + contingences 950 225,26 $ + incidences 172 462,50 $). Appel d'offres public no 21-18359 deux (2) soumissionnaires.

Il est recommandé :

1 . d'accorder un contrat à Les Services EXP Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest pour une somme maximale de 8 366 040,90 $ (taxes incluses), incluant une option pour une partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18359 et selon les termes et conditions stipulés au contrat;

2. d'autoriser une dépense de 6 334 835,06 $, taxes incluses, pour le contrat du mandat global;

3. d'autoriser une dépense de 950 225,26 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'autoriser une dépense de 172 462,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. procéder à l’évaluation de rendement de la firme Les Services EXP inc.

6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-11 10:16

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217231040**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - échangeurs Turcot et Dorval, autoroutes 25 et 40
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Services EXP Inc. pour des services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest de 8 366 040,90 $ taxes incluses, incluant une option pour une partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement. Autoriser une dépense totale de 7 457 522,82 $ taxes incluses (contrat 6 334 835,06 $ + contingences 950 225,26 $ + incidences 172 462,50 $). Appel d'offres public no 21-18359 deux (2) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la reconstruction de l'échangeur Turcot réalisée par le Ministère des Transports du Québec (MTQ), la Ville souhaite requalifier le secteur notamment par l'entremise du réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest.
Dans ce secteur, la rue Notre-Dame Ouest traverse des milieux de caractère différent. Sa vocation est sujette aux besoins du milieu adjacent. En effet, du côté ouest de l'échangeur Turcot, elle jouait jusqu'à tout récemment un rôle de voie de desserte de l'A-20, alors qu'elle est considérée comme un axe commercial structurant dans Saint-Henri du côté est de l'échangeur.

Localisation

L'ensemble du Projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest s'étend sur un territoire vaste et diversifié qui traverse l'arrondissement Le Sud-Ouest. Le tronçon de la rue Notre-Dame Ouest étudié est délimité par la voie d'accès A8 et s'étend sur environ 3,25 km jusqu'à la rue de Courcelle.
Le territoire d'intervention à l'étude a été découpé en trois (3) secteurs en fonction des caractéristiques physiques et démographiques du milieu. Ces secteurs sont les suivants :

Secteur Ouest – entre la voie d'accès A8 et le boulevard Pullman (Lot 1) ;
Secteur Centre – entre le boulevard Pullman et l'échangeur Turcot (Lot 2) ;
Secteur Est – entre l'échangeur Turcot et l'avenue Carillon (Lot 3) et entre l'avenue de Carillon et de Courcelle (Lot 4 - mandat optionnel).

Un plan de localisation du mandat global est disponible en pièce jointe.

Mandat global et mandat optionnel

Le projet bénéficie d'une contribution financière de 50 M$ de la part MTQ qui couvre environ les deux tiers (2/3) des travaux entre le lien A-8 et l'avenue de Carillon. (Lots 1, 2 et 3.)

Les travaux sur la rue Notre-Dame Ouest entre l'avenue de Carillon et la rue de Courcelle (Lot 4) devront être financés par la Ville. Cependant, comme cette portion de projet n'est pas inscrite au programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031, les services professionnels pour cette portion du projet ont été indiqués comme mandat optionnel dans les documents d'appel d'offres. La Ville pourra donc se prévaloir, ou non, de cette option avant l'échéance du contrat. Le présent sommaire décisionnel vise ainsi seulement l'octroi du contrat pour la portion mandat global (entre la A-8 et l'avenue de Carillon).

Sollicitation des marchés et appel d'offres public

Suite à la réalisation d'un avant-projet définitif par Les Services EXP en 2020 et l'obtention d'un mandat d'exécution du Conseil exécutif, un appel d'offres public a été publié au printemps 2021 afin de retenir les services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest.

L'appel d'offres n°21-18359 a été publié le 15 février 2021 dans le Journal de Montréal et sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO). L'ouverture des soumissions a eu lieu dans les locaux du Service du greffe le 30 mars 2021. La durée de publication de l'appel d'offres était de 42 jours et excède ainsi le minimum requis en vertu de la Loi sur les cités et villes.

La durée de validité des soumissions inscrite dans les documents de l'appel d'offres était de 180 jours, soit jusqu'au 26 septembre 2021. Avant cette échéance, une demande de prolongation de la validité de la soumission a été demandée et acceptée par Les Services EXP, soit jusqu'au 28 février 2022. Avant cette échéance, une deuxième demande de prolongation de la validité de la soumission a été demandée et acceptée par Les Services EXP, soit jusqu'au 30 avril 2022 et ce, afin d'obtenir le mandat d'exécution modifié suite à la révision du budget et de l'échéancier.

Cinq (5) addendas ont été publiés afin de répondre aux questions des soumissionnaires et de prévoir les ajustements au cahier des charges en conséquence. L'ouverture des soumissions initialement prévue le 23 mars 2021 a été reportée au 30 mars 2021 par l'addenda 4. Les addendas n'ont pas eu d'impact sur le coût estimé des services.

Le détail du processus est décrit à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0346, 21 juin 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services EXP inc., pour la réalisation d'un avant-projet définitif (APD) pour le réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest (projet Turcot), au montant de 509 339,25 $ taxes incluses, et autoriser une dépense maximale de 585 740,14 $ taxes incluses pour inclure les contingences, le cas échéant. Appel d'offres public no. 18-16897 : quatre (4) soumissionnaires conformes (dossier 1181019001)
CG16 0753, 22 décembre 2016, Règlement autorisant un emprunt de 34 600 000 $ afin de financer les travaux de voirie municipale rendus nécessaires par les projets du réseau du

ministère des Transports du Québec relatifs à l'échangeur Turcot (dossier 1167287002).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet de d'octroyer un contrat de services professionnels qui permettra d'assister le SIRR dans le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest, entre le lien A-8 et l'avenue de Carillon.
L'adjudicataire du contrat sera appelé à réaliser, sans s'y limiter, les services professionnels suivants:

- les activités de conception préliminaire;
- le suivi des demandes des riverains;
- l'optimisation de la gestion des sols;
- l'arpentage de l'existant;
- la conception des plans et devis;
- l'assistance durant la période d'appel d'offres et d'octroi de contrat;
- l'assistance technique durant la construction.

Le mode de rémunération pour ce mandat est à taux horaire, et ce conformément au bordereau de soumission. La Ville se réserve le droit de demander un plan de travail forfaitaire pour des services professionnels spécialisés (analyse de la valeur, études spécialisées etc.). Une fois approuvés par le Directeur, ces montants forfaitaires seront déduits de la somme totale prévue au bordereau de soumission. Les taux horaires payés par le Directeur sont ceux présentés par l'Adjudicataire dans le bordereau de soumission.

Les taux soumis dans le bordereau de soumission demeureront les mêmes pour une durée de quatre (4) ans suivant l'entrée en vigueur du contrat, soit la date de l'avis d'adjudication (résolution). Au-delà de cette période, une indexation annuelle basée sur l'indice du prix à la consommation (IPC) en vigueur sera autorisée à l'Adjudicataire sur tous les taux horaires du mandat global et du mandat optionnel.

Mandats

Suite à la réunion de démarrage, l'Adjudicataire soumettra un plan de travail global qui sera mis à jour en fonction de l'avancement et lorsque la Ville transmettra à l'Adjudicataire des demandes de services professionnels donnant les détails, l'échéancier, les livrables attendus et les intrants qui seront fournis. Dans les cinq à dix (5-10) jours ouvrables suivants la réception d'une demande de services, l'Adjudicataire doit préparer et soumettre un plan de travail détaillé pour approbation par la Ville. La durée du contrat d'une durée approximative de six (6) ans ou jusqu'à l'exécution complète des mandats.

Pénalités

Des pénalités sont prévues au contrat en cas de non-qualité des livrables, de non-respect des délais ou de remplacement d'une ressource clé. En rapport aux délais de réalisation, il est prévu à l'Annexe-Pénalités du cahier des charges, une pénalité pour le non-respect du délai dans la remise d'un livrable principal d'un mandat, convenu préalablement dans le plan de travail. Cette pénalité est de 500$ par jour ouvrable de retard, jusqu'à concurrence de 5 % de la valeur du mandat.

Contingences

Les contingences ont été fixées à 15 % pour le mandat global, excluant l'option de la partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement. Ce montant pourra couvrir des dépenses contingentes au contrat principal pour répondre à des imprévus, telles que les honoraires supplémentaires d'un spécialiste ou de services professionnels, la location

d'équipement ou la réalisation de tests et d'analyses.

Incidences

Étant donné que le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest implique des travaux de construction en ingénierie de civil, de structure, d'électricité et d'architecture de paysage et afin de procéder à des études de préparatoires diverses, durant la réalisation des plans et devis et pour couvrir les services incidents, il est recommandé d'ajouter un montant de 172 462,50$, incluant toutes les taxes, en incidences. Ces services incidents, ne sont pas inclus au présent contrat de la firme Les Services EXP Inc., et peuvent couvrir divers tests en géotechnique, de caractérisation des sols, de contrôle de décontamination des sols, de contrôle des matériaux ou autres. Ces services seront fournis par d'autres firmes que celles engagées au présent contrat de services professionnels.

JUSTIFICATION

10 firmes ont pris le cahier des charges. Sur ces dix (10) firmes, deux (2) firmes ont déposé une soumission, soit 20% des preneurs de cahier. La liste des preneurs de cahiers de charges est jointe à l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Les deux (2) soumissions ont été jugées conformes par le comité de sélection, car elles ont obtenu le pointage intérimaire minimum de 70 %.

Le comité de sélection, tenu le 12 avril 2021, recommande de retenir les services de la firme Les Services EXP Inc.

Le tableau ci-dessous présente les soumissionnaires et leur note final.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Services EXP Inc.	86, 00 %	0,163	8 366 040,90 $	1 254 906,14 $	9 620 947,04 $
Lemay CO Inc. / SNC-Lavalin Inc.	86,33 %	0,161	8 486 643,93 $	1 272 996,59 $	9 759 640,52 $
Dernière estimation réalisée			7 528 218,08 $	1 129 232,71 $	8 657 450,79 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					963 496,24 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					11,13 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					138 693,48 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					1,44%

(1) Pour fins de présentation, le montant des contingences est calculé de 15% du taux de contingences prévu au contrat.

L'écart défavorable de plus de 10%, soit 11,13 %, entre le prix du plus bas soumissionnaire et l'estimation s'explique par la différence de 18% pour le taux horaire d'ingénieur senior entre l'estimation et la soumission de l'Adjudicataire. Cette catégorie d'employé représente une portion importante du nombre d'heures prévisionnelles alloués au contrat.

L'adjudicataire recommandé, soit Les Services EXP inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 12 mars 2023. Une copie est disponible en pièce jointe.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Les Services EXP Inc. dans le cadre du présent contrat de services professionnels, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

L'adjudicataire est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la dépense autorisée pour le mandat global, de 7 457 522,82 $ taxes incluses, est réparti comme suit:

- un contrat avec Les Services EXP inc. pour un montant de 6 334 835,06 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 950 225,26 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 172 462,50 $ taxes incluses.

Le tableau suivant présente la répartition estimée des montants à travers les années pour le mandat global. La colonne Montant total (avec taxes) inclut les contingences et les incidences.

Année	Montant contrat (avec taxes)	Montant total (avec taxes)
2022	1 444 342,39 $	1 700 315,20 $
2023	1 444 342,39 $	1 700 315,20 $
2024	1 849 771,84 $	2 177 596,66 $
2025	828 596,43 $	975 443,99 $
2026	767 782,01 $	903 851,77 $
Total	**6 334 835,06 $**	**7 457 522,82 $**

La dépense maximale de 7 457 522,82 $ $ taxes incluse, représente un coût net de 6 809 712,35 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, sera entièrement financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération #RCG 16-062.

Le montant de la portion du contrat concernant le mandat optionnel des services en lien avec le lot 4 est de 2 031 205,84 $ taxes incluses. Celui-ci pourra être exercé si la Ville décide de se prévaloir de cette option. Ce montant est présentement exclus de la dépense.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en accessibilité universelle.
Dans le cadre de leur contrat, la firme devra produire des études et des concepts prenant en compte les impacts sur l'environnement en favorisant le développement durable. Par exemple, le projet vise l'intégration de concepts favorisant les transports actifs, la gestion efficace des eaux de pluie et l'aménagement d'espaces verts. Ces éléments sont liés aux priorités #2 et #3 du plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où la décision n'est pas approuvée ou serait retardée, les montants prévus au PDI ne pourront être dépensés ou seulement en partie. Un report de l'octroi du contrat entraînerait un retard dans l'échéancier global du projet et il y aurait ainsi un risque de perdre une partie de la subvention du MTQ. Il est prévu que la conception des lots 1, 2 et 3 débutent au printemps 2022.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 30 avril 2022, soit la date de la validité des soumissions, le soumissionnaire recommandé pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat (mandat global) : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des services : mai 2022
Fin des services : été 2025 ou été 2027 (si le mandat optionnel est retenu)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle LEBRUN, Service des infrastructures du réseau routier

Nadine CHAMBERLAND, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Isabelle LEBRUN, 19 avril 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Myriam LANDRY
ingenieur(e)

Tél : 438-863-0925
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-14

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

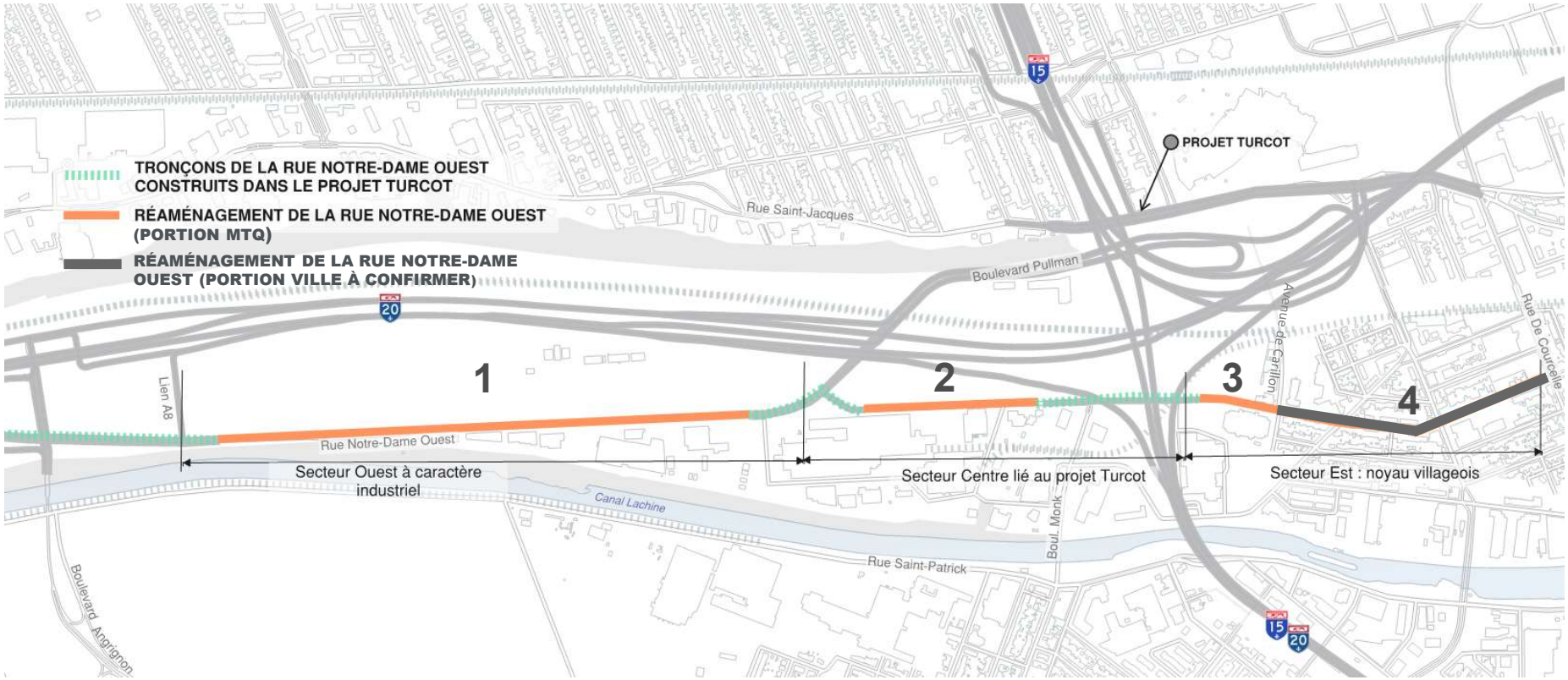
Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-23

Montréal

Secteur d'intervention



Projet de 3,25 km subdivisé en trois sous-secteurs d'intervention :

1. Secteur Ouest (Lot 1) - ancienne cour Turcot (subventionné par MTQ)
2. Secteur Centre (Lot 2) - boul. Pullman à échangeur Turcot (subventionné MTQ)
3. Secteur Est (Lot 3A) - échangeur Turcot à avenue de Carillon (subventionné MTQ)
4. Secteur Est (Lot 4) - avenue de Carillon à rue De Courcelle (non subventionné, réalisation par la Ville à confirmer, exclu de la présente demande de mandat d'exécution)

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 17 janvier 2022

Monsieur Gabriel Soufo
Les Services EXP Inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3C8

Courriel: gabriel.soufo@exp.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres nº 21-18359
Services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 avril 2022.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 21 janvier 2022**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :



17 janvier 2022

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Eddy Dutelly
Agent d'approvisionnement II
Courriel: eddy.dutelly@montreal.ca

LN86Fbssp

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

Nº de décision : 2020-DAMP-1269
Nº de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 21-18359
Numéro de référence : 1440815
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Serv. Prof. en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame O.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi. Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1850375)** 2021-02-16 9 h 55 **Transmission :** 2021-02-16 9 h 55	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1854852)** 2021-02-23 11 h **Transmission :** 2021-02-23 11 h	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1851013)** 2021-02-16 17 h 51 **Transmission :** 2021-02-16 17 h 51	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 38 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses

				2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CIMA s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1849856)** 2021-02-15 14 h 17 **Transmission :** 2021-02-15 14 h 17	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1850990)** 2021-02-16 16 h 56 **Transmission :** 2021-02-16 16 h 56	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 -

				Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1850221)** 2021-02-16 8 h 33 **Transmission :** 2021-02-16 8 h 33	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 38 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1851014)** 2021-02-16 17 h 52 **Transmission :** 2021-02-16 17 h 52	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel

				3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1850066)** 2021-02-15 16 h 56 **Transmission :** 2021-02-15 16 h 56	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1850402)** 2021-02-16 10 h 15 **Transmission :** 2021-02-16 10 h 15	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359

				ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 37 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1850630)** 2021-02-16 12 h 32 **Transmission :** 2021-02-16 12 h 32	3460249 - 21-18359 ADDENDA NO1 _Questions Réponses 2021-02-23 14 h 28 - Courriel 3473248 - 21-18359 ADDENDA NO2 Questions Réponses 2021-03-10 14 h 28 - Courriel 3473610 - 21-18359 ADDENDA NO3 Questions Réponses 2021-03-10 18 h 21 - Courriel 3476954 - 21-18359 ADDENDA NO4 Report de date 2021-03-15 18 h 38 - Courriel 3480007 - 21-18359 ADDENDA NO5 Questions Réponses 2021-03-18 9 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

La sélection d'un fournisseur est obligatoire.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Services EXP Inc. pour des services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest de 8 366 040,90 $ taxes incluses, incluant une option pour une partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement. Autoriser une dépense totale de 7 457 522,82 $ taxes incluses (contrat 6 334 835,06 $ + contingences 950 225,26 $ + incidences 172 462,50 $). Appel d'offres public no 21-18359 deux (2) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18359 SEAO _ Liste des commandes.pdf

AO 21-18359 PV.pdf

21-18359 Tableau Résultat Global Final.pdf

21-18359 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-20

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18359 — No du GDD : 1217231040

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 2 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 23 - 3 - 2021

Ouverture faite le : 30 - 3 - 2021

Date du comité de sélection : 12 - 4 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 18 - 3 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 9 - 2021

Date d'échéance révisée : 26 - 9 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services EXP Inc.	8 366 040,90 $	√	
Lemay CO Inc / SNC Lavalin Inc.	8 486 643,93 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme : Les Services EXP Inc. ayant obtenu le plus haut pointage. Des HUIT (8) autres firmes détentrices du cahier des charges:2 n'avaient pas la capacité, 2 devis restrictif, et pénalités abusives, les 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 20 - 4 - 2021

21-18359 - Services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Services EXP Inc.	4,00	8,33	16,33	9,67	24,67	23,00	86,00	8 366 040,90 $	0,163	1
Lemay CO Inc / SNC-Lavalin Inc.	4,00	9,00	16,67	9,00	25,00	22,67	86,33	8 486 643,93 $	0,161	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly									

Comité	
Date	lundi 12-04-2021
Heure	14 h 00
Lieu	Via Vidéo-conférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à la firme Les Services EXP Inc. pour des services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public et environnement pour la conception, préparation des plans et devis et assistance technique lors de la réalisation des travaux pour le projet de réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest de 8 366 040,90 $ taxes incluses, incluant une option pour une partie de la conception qui pourrait être exercée ultérieurement. Autoriser une dépense totale de 7 457 522,82 $ taxes incluses (contrat 6 334 835,06 $ + contingences 950 225,26 $ + incidences 172 462,50 $). Appel d'offres public no 21-18359 deux (2) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SIRR - 1217231040 (3).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Lucie HUARD
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.025

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228804001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied du « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » pour une somme maximale de 280 352,50 $, toutes taxes incluses, dans le cadre de l'initiative Montréal inclusive au travail 2022-2024 - SP-SDIS-22-057

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention de services, de gré à gré, par lequel Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour assurer la mise sur pied du « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » au prix de sa soumission, pour une somme maximale de 280 352,50 $, taxes incluses, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale - Entente Pacte, conformément à son offre de services pour l'année 2022, en date du 31 mars 2022, le tout selon les termes et conditions stipulées au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-11 08:34

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228804001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied du « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » pour une somme maximale de 280 352,50 $, toutes taxes incluses, dans le cadre de l'initiative Montréal inclusive au travail 2022-2024 - SP-SDIS-22-057

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est une métropole d'immigration. Pas moins de 85 % de celles et ceux qui viennent s'établir au Québec choisissent la région métropolitaine de Montréal où plus de 34 % de la population est immigrante (570 000 personnes).
En 2022, le Québec admettra un nombre record de personnes immigrantes (70 000) pour notamment répondre aux besoins criants en matière de main-d'oeuvre.

Rappelons que l'emploi est la priorité des personnes immigrantes (Baromètre Écho 2020) même si elles peinent encore à atteindre le même taux d'employabilité que les personnes issues de la société d'accueil . Bien que les enjeux soient connus depuis des décennies et que les dirigeants d'entreprises reconnaissent l'urgence d'agir, force est d'admettre que les moyens pour y parvenir sont complexes, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui ne disposent pas des mêmes ressources pour identifier et mettre en œuvre des pratiques d'embauche et d'intégration en emploi innovantes.

Dans un contexte de relance économique inédit, la métropole du Québec doit jouer son rôle de catalyseur pour renforcer cette relance afin qu'elle soit la plus inclusive. Avec une forte concurrence internationale pour attirer les talents, l'attractivité de Montréal doit être accrue et son positionnement sur l'importance de l'immigration pour la vitalité économique renforcé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0492 - 30 mars 2022
Autoriser la réception d'une contribution financière de 330 352,50 $ provenant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) afin que le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) coordonne et déploie le projet « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » - Montréal inclusive au travail 2022-2024
CM21 0441 - 19 avril 2021
Approuver un projet de convention d'aide financière entre la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et la Ville de Montréal, établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 12 000 000 $ à

la Ville aux fins de planifier, de mettre en oeuvre et de soutenir des projets visant l'intégration des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes, couvrant la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2024 - Entente MIFI-Ville (2021- 2024)

CM20 0930 - 21 septembre 2020

Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied du projet « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises », pour une somme maximale de 190 500 $ taxes incluses, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes conclue entre le ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration

CM18 0383 - 26 mars 2018

Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'un soutien financier de 12 M$ à la Ville aux fins de planifier, de mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes, couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2021 - Entente MIDI-Ville (2018-2021)

CE18 1998 - 05 décembre 2018

Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants

DESCRIPTION

De 2018 à 2021, la Ville, dans le cadre de son entente avec le MIFI, a déployée via le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), l'initiative Montréal inclusive au travail. L'une des actions phares de cette initiative est la création du Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes (ci-après le Pacte) qui amène les entreprises à prendre des engagements concrets et « scientifiquement pertinents » en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes.

Dans le cadre de la première édition, l'édition 2020-2021, les résultats se résument comme suit :

- Plus de 64 leaders en entreprises ont été touchés directement;
- Plus de 580 employés et gestionnaires ont été impliqués dans la première cohorte;
- 90 % des participants ont dit que leurs sentiments d'implication quant au rôle dans l'intégration professionnelle des personnes immigrantes avait augmenté considérablement;
- 90 % des participants estiment que leurs implications dans le Pacte a permis d'accroître leurs compétences en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes;
- Sans leur participation au Pacte, 60 % des entreprises participantes n'auraient pas développé la même action et 80 % pensent qu'ils n'auraient pas eu le même résultat.

Suite au succès de la première édition du Pacte en 2021, la Ville souhaite renouveler sa collaboration avec Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal, le Pôle IDEOS d'HEC Montréal. La deuxième édition du projet (voir au Document juridique l'Offre de services en Annexe 1 au projet de convention) propose l'accompagnement par des experts, de quatre cohortes d'entreprises d'ici mars 2024. Ces cohortes seront constituées de PME et grandes entreprises montréalaises et auront à, définir par le biais de micro expérimentations puis de mise à l'échelle, des engagements et solutions pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Ce sont plus de 25 entreprises montréalaises qui seront accompagnées et 1 000 personnes immigrantes qui seront directement touchées. De plus, par le volet « stages en entreprises », le Pacte permettra de sensibiliser et d'outiller plus de 600 gestionnaires de la relève à l'intégration professionnelle des personnes immigrantes.

Le Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes 2022-2024 vise à engager activement la communauté d'affaires de Montréal pour l'amélioration de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Le projet s'appuie sur une approche interdisciplinaire et intersectorielle novatrice, amalgamant la Ville de Montréal (avec les politiques publiques) et le milieu de la recherche scientifique universitaire pour mieux appuyer les entreprises dans l'intégration des personnes immigrantes au travail. La deuxième édition inclura les bonifications suivantes :

- Regroupement des entreprises participantes selon leur niveau de maturité* quant aux notions de diversité et inclusion et adaptation du contenu des ateliers à leur réalité.
- Intégration d'ateliers sur le racisme et la discrimination en milieu de travail
- Intégration de l'approche intersectionelle dans les contenus.

Ce projet s'inscrit dans l'édition 2022-2024 de Montréal inclusive au travail en élaboration avec le SDIS (BINAM), Service du développement économique (SDÉ), Service le l'expérience citoyenne et des communications (SECC), Bureau des relations gouvernementales et municipales (BRGM), Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations (BRDS), Bureau des relations internationales (BRI).

Comme la Ville a un devoir d'exemplarité comme employeur, le Service des ressources humaines (SRH) poursuivra son implication dans le déploiement de la deuxième édition. En plus de la réalisation de son engagement pris dans le cadre de la cohorte 1, le Service des ressources humaines participera aux différentes activités entre les cohortes. Les outils seront aussi rendus accessibles à l'ensemble des personnes œuvrant auprès des ressources humaines de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Le milieu d'affaires de Montréal est constitué à 90 % de PME. Plusieurs études démontrent que celles-ci n'ont pas toujours les ressources humaines et financières en place afin de favoriser une intégration professionnelle optimale des personnes immigrantes dans leurs organisations. Les changements organisationnels nécessaires pour une meilleure intégration des personnes immigrantes requièrent des engagements fermes de la part des dirigeants d'entreprises, afin que ceux-ci se répercutent à la grandeur de l'organisme, tant dans les pratiques d'embauche que dans la culture organisationnelle qui se véhiculent par ses employé.e.s. Les pratiques en ressources humaines, les dynamiques d'équipe, l'ouverture à la diversité, les processus décisionnels, le renforcement de capacités professionnelles et la progression en emploi ont tous une incidence sur le sentiment d'inclusion, et donc la rétention et la progression potentielle de personnes immigrantes au sein de l'entreprise. Ces dynamiques complexes requièrent une approche personnalisée que le Pacte permettra de développer, au moyen de la prise d'engagements d'entreprises participantes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe totale pour ce projet est de 585 700 $ pour la période 2022-2024. L'entente intervenue entre Services Québec du MTESS et la Ville, par laquelle le ministère octroi à la Ville (CE22 0492) un montant de 330 352,50 $ couvre l'année 2022. L'entente se terminant au 31 décembre 2022, il est prévu qu'une demande additionnelle sera déposée auprès du ministère en 2023 pour financer la poursuite du projet.

L'offre de services du Pôle IDEOS d'HEC Montréal propose un budget de 330 352,50 $, dont 50 000 $ correspond à la coordination logistique et la stratégie de communication par le BINAM. Le solde, soit un montant de 280 352,50 $, toutes taxes incluses, représente le montant de la soumission pour les services du Pôle IDEOS d'HEC Montréal HEC et fait l'objet

du présent dossier.

Le montant de 280 352,50 $, pour l'année 2022, vise la création, le déploiement, la documentation et l'évaluation des deux prochaines cohortes de cette initiative.

Le budget nécessaire en 2022 pour l'octroi de ce contrat, soit une somme de 280 352,50 $ toutes taxes incluses, est prévu au SDIS et est financé en partie par l'entente de 330 352,50 $ entre la Ville de Montréal et Services Québec (CE22 0492). Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. La dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Cette initiative contribue à l'accomplissement des priorités 8, 18 et 20 du Plan stratégique Montréal 2030. Le Plan d'action Solidarité, Équité et inclusion 2021-2025 prévoit le déploiement de l'édition 2 de Montréal inclusive au travail au profit des personnes immigrantes et racisées (action 3.1, page 52).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'intégration professionnelle des personnes immigrantes est d'abord et avant tout une question d'équité et d'inclusion. Il s'agit d'une priorité pour la Ville de Montréal. Le Pacte met l'accent sur cette dimension humaine et sociale, notamment en mettant de l'avant le rôle de la société d'accueil. Relever le défi de l'inclusion en emploi est « l'affaire de tous ». La mise en place du Pacte est une étape importante dans l'atteinte des ambitions de la Ville de Montréal, soit de lever les obstacles systémiques, les freins subjectifs et la discrimination qui nuisent à l'intégration en emploi des personnes immigrantes.
Selon les prévisions de Statistiques Canada, d'ici 2036 entre 50 % et 56 % de la population montréalaise sera composée de personnes immigrants ou d'enfants de personnes immigrantes.*

En 2020, 46 % des personnes immigrantes soutenaient que l'enjeu le plus important auquel la Ville devrait répondre était celui de leur intégration économique.*

Les résultats attendues pour la deuxième édition:

- Plus de 25 entreprises montréalaises bénéficieront des apprentissages et des bonnes pratiques expérimentées dans le cadre du Pacte (25 entreprises participantes et 2 cohortes)
- Plus de 14 séances de formation et plus de 150 séances de coaching avec les gestionnaires des 25 entreprises participantes aux deux cohortes ;
- 8 formations en lignes/capsules vidéo produites et révisées;
- 25 nouvelles pratiques en intégration des personnes immigrantes expérimentées par les entreprises participantes.
- Plus de 1 000 personnes immigrantes touchées directement ou indirectement par le Pacte
- Plus de 500 employé.e.s des 25 entreprises participantes seront touché.e.s directement puisque leurs entreprises auront pris des engagements formels en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes suite à leurs accompagnements personnalisés ;
- 3 activités d'échange sur des bonnes pratiques en intégration des personnes immigrantes et luttes aux discriminations .

*Sources:
Statistique Canada: https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2017001-fra.htm

Sondage Écho le Baromètre:https://donnees.montreal.ca/ville-de-montreal/sondage-inclusion-personnes-immigrantes

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les effets de la pandémie de la COVID-19 auront des impacts quant au recrutement des entreprises participantes et quant à la mobilisation des membres du comité de pilotage. Dans cette optique, un processus de co-création agile utilisant les technologies numériques sera mis en place.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication se feront en respect du plan de visibilité à venir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2022 présentation au conseil municipal pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anca ENACHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jessyca CLOUTIER
Conseillère en planification

Tél : 514 242-5403
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Jessica LAGACÉ-BANVILLE
chef de section developpement local

Tél : 514-872-0597
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2022-04-08

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

GDD 1228804001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM030836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **CORPORATION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL, désigné aussi HEC Montréal**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi du Québec à caractère privé* dont l'adresse principale est située au 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, province de Québec, H3T 2A7, agissant et représentée aux présentes par Caroline Aubé, Directrice de la recherche et du transfert, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 107278905 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006085748 TQ0001

Ci-après, appelée le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de l'enseignement supérieur dans tous les domaines de la gestion, de promouvoir la recherche et de rendre à la collectivité les services qu'elle est en mesure de lui assurer dans tous les domaines de sa compétence.

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour la conception et la coordination du Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes à Montréal lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : Le Directeur du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe pour la création du Pacte permettant aux entreprises montréalaises de recevoir un soutien pour faciliter l'embauche, la rétention, l'intégration et la progressions des personnes immigrantes en emploi. Le contractant assurera le processus de co-création, la formation d'un comité de pilotage, le recrutement des entreprises, l'accompagnement de ces entreprises dans l'identification de leurs engagements, la diffusion des apprentissages et résultats auprès de la communauté d'affaire de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet en avril 2022 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 31 décembre 2022, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **deux cent quatre-vingt mille trois cent cinquante-deux dollars et cinquante cents (280 352,50 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables sur présentation d'une facture. Le Contractant produira une facture détaillée à chaque trois mois.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder **deux cent quatre-vingt mille trois cent cinquante-deux dollars et cinquante cents (280 352,50 $)**.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux (ci-après collectivement les "Documents"). Sans limiter la portée de ce qui précède, la Ville accorde au Contractant, une licence non exclusive et libre de redevances, d'utiliser les

Documents uniquement pour des fins d'enseignement, de recherche et de publication dans le cadre normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorat, d'articles scientifiques de séminaires et autres présentations orales ou écrites. Le Contractant s'engage auprès des tiers, à respecter ses engagements à l'égard de l'information confidentielle, le cas échéant;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de un millions de dollars(1 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H3T 2A7 tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice de la recherche et du transfert. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 2022

CORPORATION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL (HEC Montréal)

Par : _____
Caroline Aubé, Directrice de la recherche et du transfert

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CM22).

Proposition de projet

Le Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes 2021-2024

Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Ville de Montréal

En collaboration avec le Pôle IDEOS - HEC Montréal

Octobre 2021

Contexte

La Ville de Montréal, via le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, déploie depuis 2019 la Stratégie Montréal inclusive au travail, avec le soutien financier du Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Intégration (MIFI).

La Stratégie Montréal inclusive au travail comporte trois volets:

1. **Éveiller:** Favoriser la prise de conscience de la communauté d'affaires et de la main-d'œuvre montréalaise sur la valeur ajoutée de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes
2. **Engager**: Contribuer à la création d'approches concertées qui favorisent l'intégration professionnelle des personnes immigrantes parmi les membres de la communauté d'affaires impliqués dans la Stratégie
3. **Outiller**: Transformer les pratiques d'embauche, d'intégration, de rétention et de progression (EIRP) pour favoriser l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein de la communauté d'affaires montréalaise

Depuis 2019, la Stratégie a permis la mobilisation de plus de 60 PDG de grandes entreprises de la métropole, une mobilisation qui se poursuit à travers une série d'initiatives majeures : Cercle des employeurs, événement annuel Montréal inclusive au travail, comité d'orientation stratégique, comité scientifique, campagne Journée Portes fermées, balado *Biais d'entrée*, etc.

Rappelons que Montréal connaît un retard structurel marqué comparativement à Toronto, Vancouver et plusieurs autres grandes villes d'Amérique du Nord quant à l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. De plus, face à une pénurie de main-d'œuvre accentuée et la concurrence internationale pour les talents, l'attractivité de Montréal doit être accrue et son positionnement sur l'importance de l'immigration pour la vitalité économique doit être renforcé.

À l'heure où beaucoup de leaders de la communauté d'affaires reconnaissent les défis posés par l'intégration professionnelle des personnes immigrantes et l'urgence d'agir, les moyens pour y parvenir sont plus complexes et ambigus, en particulier pour les PME, qui ne disposent pas des mêmes ressources pour identifier et mettre en œuvre les pratiques adéquates.

Dans un contexte de relance économique inédit, la métropole du Québec a joué son rôle de catalyseur auprès de petites, moyennes et grandes entreprises afin de propulser la prise d'engagements concrets pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes.

Dans le cadre du deuxième volet de la Stratégie, « engager », le BINAM s'est allié avec le Pôle IDEOS de la Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal, faisant aussi affaire sous HEC Montréal, afin de mettre sur pied « Le Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes».

Services Québec, un partenaire stratégique

La Stratégie Montréal inclusive au travail s'inscrit dans le cadre de l'entente entre la Ville et le MIFI. Étant un outil puissant de mobilisation et de sensibilisation à plusieurs échelles, elle répond très bien à 3 des 4 objectifs du programme d'appui aux collectivités (PAC) du MIFI.

- Créer et maintenir les conditions propices pour répondre aux besoins de main-d'œuvre;
- Favoriser les occasions d'échange et de rapprochement interculturel;
- Prévenir et contrer les préjugés, la discrimination, le racisme et l'intimidation et prêter une attention particulière aux personnes vulnérables à diverses formes de discrimination.

Services Québec est un partenaire de la Ville de Montréal depuis la première heure. De plus, Services Québec s'est toujours positionné en faveur des initiatives innovantes et concertées, telles que le Pacte. C'est pourquoi, la Ville de Montréal estime que le soutien financier et stratégique de Services Québec permettrait au Pacte d'aller beaucoup plus loin en bonifiant, notamment, le volet d'expérimentation et d'accompagnement en entreprises.

Le Pacte, dans sa formule bonifiée, rejoint plusieurs priorités de la Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal, toile de fond du Plan d'action régional 2021-2022, soit:

- Valoriser la diversité et l'inclusion comme source de richesse collective, pour un marché du travail plus résilient et plus performant;
- Faire connaître davantage l'offre de services aux personnes et aux entreprises;
- Consolider les liens avec les partenaires régionaux, notamment en ayant une connaissance plus approfondie des offres de service de chacun et en favorisant la complémentarité des actions, dans un objectif de continuum des services et d'efficacité.

Le Pacte s'inscrit en complémentarité avec le volet Entreprise des programmes de Services Québec en répondant plus spécifiquement aux cibles suivantes:

- Mobiliser, sensibiliser et outiller les employeurs;
- Propulser vers l'action - Accompagner les entreprises dans l'adoption de bonnes pratiques en matière d'accueil, d'intégration et d'inclusion d'une main-d'œuvre diversifiée - Engagements et actions concrètes.

La Ville a donc informé le MIFI, en septembre 2021, qu'elle entendait proposer à Services Québec de s'adjoindre pour décupler l'impact du Pacte. Le montage financier de la Stratégie serait revu advenant une participation financière de Services Québec. À titre d'exemple, l'évaluation indépendante de la campagne de sensibilisation démontre que la Ville atteint des résultats appréciables avec des moyens trop limités. Ainsi, le budget octroyé via l'entente avec le MIFI pourrait être redistribué sur la base des constats et des forces des partenaires.

Faits saillants du Pacte 2020

De janvier à juin 2021, 15 organisations ont ainsi été accompagnées pour tester des idées concrètes en matière d'inclusion des personnes immigrantes par la tenue d'ateliers de co-création et d'un coaching personnalisé dans leur milieu respectif.

Le projet, unique en son genre à Montréal, a abordé l'ensemble du continuum de l'intégration professionnelle, soit :

- ★ L'attraction des talents
- ★ Le processus d'embauche
- ★ L'intégration en entreprise
- ★ La rétention et la progression au sein de l'organisation

Dans le cadre du ***Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes***, 2020

- Plus de **64 leaders** en entreprises ont été touchés directement;
- Plus de **580 employés et gestionnaires** ont été impliqués dans la première cohorte.

Dans les 6 à 12 prochains mois, fruit de cette première cohorte et des engagements concrets qui y ont été pris, plus de **4324** gestionnaires et **1635** personnes immigrantes seront directement touchés pris par les **15 entreprises** dans le cadre du Pacte.

Lors de l'évaluation indépendante:

- ★ **90 %** des participants ont dit que leurs **sentiments d'implication** quant à la rôle dans l'intégration professionnelle des personnes immigrantes avait **augmenté considérablement.**
- ★ **90%** des participants estiment que leurs implications dans le Pacte a permis d**'accroître leurs compétences** en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes
- ★ Sans leur participation au Pacte, **60% des entreprises participantes n'auraient pas développé** la même action et **80% pensent qu'ils n'auraient pas eu le même résultat.**

Suite aux résultats probants du projet pilote en 2020, nous souhaitons réinvestir cet apprentissage dans une formule bonifiée nous permettant d'accroître considérablement les impacts positifs.

Grâce à sa participation au Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes, l'entreprise a développé une approche d'intégration 360 pour favoriser la rétention des personnes immigrantes. Ainsi, la personne immigrante nouvellement embauchée n'est pas seulement soutenue dans l'intégration de son poste, mais aussi dans la vie sociale de l'organisation et même au-delà. L'approche prend en considération les champs d'intérêt, le statut marital et familial de la personne afin de créer des jumelages basés sur l'humain et non sur le statut d'immigration. La micro-expérimentation a permis de tester la faisabilité d'un tel programme avant son implantation formelle suite aux résultats positifs observés.

- Studio Framestore

Présentation du projet 2022-2024

La Ville de Montréal, en collaboration avec le Pôle IDEOS d'HEC Montréal, accompagnera deux (2) cohortes d'ici mars 2023, constitué de PME et grandes entreprises montréalaises, afin de définir puis encourager la prise d'engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes.

Les engagements porteront sur l'intégration de nouvelles pratiques dont l'impact positif en faveur de l'inclusion des personnes immigrantes et racisées est démontré. Le projet misera sur l'expertise avérée du HEC, qui a pour mission de sensibiliser et soutenir les organisations et les entrepreneur.e.s ainsi que de diffuser les connaissances en mettant l'impact social au cœur de ses actions.

Le Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes vise à engager activement la communauté d'affaires de Montréal pour l'amélioration de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes

Le projet s'appuie sur une approche interdisciplinaire et intersectorielle novatrice, amalgamant la Ville de Montréal (avec les politiques publiques) et le milieu de la recherche scientifique universitaire pour mieux appuyer l'intégration des personnes immigrantes au travail.

Trois chercheur.ses du HEC Montréal seront chargé.e.s d'accompagner la démarche et les entreprises participantes soit:

- Luciano Barin Cruz, professeur titulaire et directeur du Pôle IDEOS (responsable);
- Sébastien Arcand, professeur titulaire et directeur du Département de Management;
- Marine Agogué, professeure agrégée.

Deux (2) cohortes seront déployées simultanément afin de regrouper les entreprises participantes selon leur niveau de maturité (NOUVEAU) et d'adapter le contenu des ateliers à leur réalité. Il s'agit là d'un apprentissage et d'une nouveauté par rapport au projet pilote (cohorte 1).

Le niveau de maturité des organisations est défini ici comme l'état de développement de l'organisation en termes de réflexion, de sensibilisation et de mise en action de bonnes pratiques autour des problématiques d'inclusion au travail des personnes selon les sept niveaux suivants :

- *l'engagement de l'organisme (par exemple, la création d'une instance interne dédiée)*
- *l'implication des partenaires sociaux (par exemple, l'association de représentants du personnel et/ou d'organisations syndicales à la politique de diversité)*
- *la communication interne (par exemple, la valorisation d'actions permettant de faire reculer les pratiques discriminatoires)*
- *la sensibilisation et à la formation à la politique diversité (il s'agit de produire le programme de formation relatif à diverses populations telles le Comité de direction ou les organes décisionnels*

équivalents)

- *le processus de Ressources Humaines (par exemple, l'implication du management qui peut être mesurée à travers les comptes-rendus de réunion de calibrage des évaluations des Managers*
- *les relations avec les territoires (par exemple, l'évaluation de l'impact des partenariats à travers les coupures de presse)*
- *l'évaluation des résultats de la politique Diversité sur la base d'outils de mesure permettant d'obtenir une photographie de l'organisme à un instant donné et d'appréhender les progrès..*

Le projet permettra d'élaborer et de valider des engagements pour l'attraction des talents, l'embauche, l'intégration et la progression des personnes immigrantes en entreprise. Un accent particulier sera mis sur la capacité d'innovation et de gestion du changement des organisations participantes.

De la même manière que dans la première cohorte de 2021, le projet sera réalisé avec un nombre restreint de participants (25 participants) afin de maximiser les effets d'une approche personnalisée. Un nombre restreint de participants permet de tester à petite échelle le parcours d'accompagnement et de se donner l'opportunité de pivoter ou de s'améliorer par la suite. Une fois que les solutions gagnantes seront inscrites dans Le Pacte, l'objectif sera d'y faire adhérer un nombre croissant d'entreprises annuellement.

Le projet sera développé en suivant une approche analyse différenciée selon les sexes (ADS+) et intersectionnelle. L'ADS est un processus d'analyse favorisant l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'entremise des orientations et des actions des instances décisionnelles de la société sur le plan local, régional et national[1]. L'approche intersectionnelle tient compte du contexte historique, social et politique, et reconnaît le caractère unique de l'expérience vécue en conséquence de l'intersection de tous les motifs pertinents.[2] Elle permet de reconnaître l'expérience particulière de discrimination due à la confluence des motifs en cause et d'y remédier.

Par exemple, un atelier sur l'intersectionnalité des parcours migratoires sera proposé afin de sensibiliser les membres des cohortes à la réalité plurielle des personnes immigrantes (NOUVEAU). Par les outils d'évaluation et de monitoring, les parcours seront bonifiés afin de s'assurer que l'approche considère les réalités des personnes participantes.

Le Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes comporte huit phases :

1. Démarrage du projet et création d'un comité de pilotage. Celui-ci sera constitué de membres du Pôle Ideos d'HEC, des représentants de la Ville de Montréal ainsi que des partenaires de l'écosystème d'affaires de Montréal. Un.e représentant.e de Service Québec participera également au comité de pilotage à titre d'observateur.trice. En

[1] Guide Synthèse, Gouvernement du Québec (2007) - ADS_Guide-2007.pdf (gouv.qc.ca)

[2] C. A. Aylward, « Intersectionality: Crossing the Theoretical and Praxis Divide » (document distribué lors la conférence nationale sur les droits à l'égalité intitulée « Transformer l'avenir des femmes : Droits à l'égalité dans le nouveau centenaire » et présentée par le FAEJ de la côte Ouest, 4 novembre 1999) [inédit]

plus de participer à la sélection, le comité de pilotage agira à titre de comité aviseur dans le déploiement du projet

2. Élaboration du cadre et des critères de sélection pour deux cohortes d'entreprises selon deux niveaux de maturité organisationnelle en matière d'inclusion au travail des personnes immigrantes ;

- Une cohorte d'organisations ayant un niveau de maturité élevée : avec une équipe interne déjà sensibilisée et proactive sur les problématiques d'inclusion au travail des personnes immigrantes ;
- Une cohorte d'organisations ayant un niveau de maturité en développement: avec des équipes internes qui ont déjà une conscience sur le sujet et qui commencent leurs démarches, mais qui ont besoin de trouver une bonne porte d'entrée ou d'un renforcement.

3. Recrutement d'une cohorte de 25 PME, moyennes et grandes entreprises participantes. Les entreprises seront sélectionnées selon plusieurs critères tels que leurs tailles, leur localisation (au moins un point de service dans la Ville de Montréal), le secteur d'activité, etc. Un questionnaire de candidature sera fourni aux entreprises.;

4. Déploiement de l'audit (diagnostic) organisationnel pour déterminer les zones de croissance ou d'amélioration. Un questionnaire sera préparé et prendra en compte les bonnes pratiques et les limites de chaque entreprise analysée selon les quatre grandes dimensions d'impact de ce projet : attraction, embauche, intégration et progression. Ce questionnaire permettra d'évaluer le niveau de maturité en matière d'inclusion au travail des personnes immigrantes des entreprises candidates;

5. Identification de deux cohortes d'entreprises selon les diagnostics des niveaux de maturité. Des regroupements interentreprises en fonction de leurs zones d'amélioration et opportunités d'actions (attraction, embauche, intégration et progression) seront également faits. Les entreprises qui présentent des niveaux de maturité et des zones d'améliorations semblables seront mises ensemble pour partager leurs difficultés et développer un plan d'action qui leur permettra d'assumer des engagements en termes d'intégration professionnelle des personnes immigrantes ;

6. Accompagnement auprès des entreprises participantes pour le développement des micro-expérimentations et des plans d'action adaptés et l'élaboration de leurs engagements (attraction, embauche, intégration et progression) . Chaque entreprise aura l'occasion de participer à des séances de co-design pour préparer son plan d'action et assumer des engagements en termes d'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Les plans d'action de chaque entreprise permettront l'identification des livrables et d'indicateurs de suivi clairs pour encourager l'engagement des participants.

   Les ateliers et conférences seront menés par des experts dans les domaines de l'immigration, de l'intégration professionnelle, de l'innovation, de l'impact social et de

la gestion du changement afin de renforcer les capacités des organisations participantes.

Des stagiaires pourront également soutenir les entreprises participantes pour mettre en place leurs micro-expérimentations. Ces stagiaires seront identifié.e.s parmi les étudiant.e.s à la Maîtrise en sciences de la gestion (Ms.c.) de HEC Montréal et bénéficieront d'une bourse de 3000$ pour accompagner et soutenir les entreprises dans leur travail de micro-expérimentation. Ce programme de stagiaires aura l'avantage de sensibiliser et préparer la relève du milieu des affaires sur les enjeux liés à l'intégration des personnes immigrantes

7. Mise sur pied d'une communauté de pratique pour l'échange de contenu et des bonnes pratiques parmi les entreprises participantes du Pacte. En plus des échanges entre les entreprises participantes, des capsules vidéos avec du contenu et des balados seront mises à disposition pour animer les échanges ;

8. Définition et diffusion des mécanismes d'engagement (exemple : signature du PDG, diffusion sur le Pacte, cible de recrutement au sein de leurs milieux d'affaires, jumelage avec une future entreprise participante, etc.)

Tout au long du processus, des séances de travail avec les entreprises participantes mèneront à l'identification des critères d'évaluation d'impact, assorties d'indicateurs. La documentation des meilleures pratiques, des limites et des obstacles est également prévue, ainsi que l'organisation d'un atelier de présentation des engagements testés à la fin de chaque cohorte, suivi d'un événement de réseautage.

Une stratégie de communication en continue pour le Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes sera aussi élaborée afin de rencontrer les différents jalons du déploiement et faire la promotion des résultats.

Suite aux apprentissages de la première cohorte du Pacte, un suivi et un soutien seront offerts aux participants à moyen-terme (NOUVEAU). Des séances d'accompagnement et de suivi seront ainsi proposées 6 et 12 mois après la fin du parcours.

Les nouveautés 2022-2024

Grâce aux apprentissages de la première cohorte, des nouveautés visent à :

➔ Accroître l'adaptabilité du programme en proposant un parcours capable de renforcer toutes les organisations en **regroupant les entreprises selon leur niveau de maturité** et en adaptant des contenus des ateliers selon leurs réalités;

➔ Réduire le décrochage des organisations dû au manque de temps et de ressources en **augmentant le temps alloué au coaching ainsi que l'accompagnement de stagiaires** pour soutenir la mise en place de leurs micro-expérimentations;

➔ Allonger la période d'implantation du projet en **offrant du soutien post-parcours afin d'accroître les impacts.** Des suivis et des activités de soutien seront offerts aux participants sur une période d'un an après leur participation à une cohorte.

➔ **Accroître l'emphase sur le volet de la lutte aux discriminations** lors des ateliers en sensibilisant les participant.e.s à ce propos pour chaque volet de l'inclusion au travail des personnes immigrantes (attraction, embauche, intégration et progression). Ces enjeux seront abordés à la fois lors des activités de co-création entre participant.e.s et lors des interventions des experts dans l'idée de faire émerger des solutions innovantes que les participant.e.s pourront tester lors de leurs micro-expérimentations.

Résultats attendus

À court terme :
Extrants prévus pour mars 2023 (4 cohortes en 2 ans)

★ Composante 1 : Habilitation des entreprises montréalaises pour l'intégration des personnes immigrantes au travail
- Plus de **25 entreprises montréalaises** bénéficieront des apprentissages et des bonnes pratiques expérimentées dans le cadre du Pacte (25 entreprises participantes et 2 cohortes) ;
- 2 cohortes d'entreprises montréalaises formées;
- **14 séances de formation** ;
- Plus de **150 séances de coaching** avec les gestionnaires des 25 entreprises participantes aux deux cohortes ;
- **8 formations en lignes/capsules vidéo** produites et révisées ;
- **25nouvelles pratiques** en intégration des personnes immigrantes expérimentées par les entreprises participantes.

★ Composante 2 : Intégration au travail des personnes immigrantes à Montréal
- Plus **de 1 000 personnes immigrantes touchées directement ou indirectement par le Pacte**
- Plus de **500 employé.e.s des 25 entreprises participantes** seront touché.e.s directement puisque leurs entreprises auront pris des engagements formels en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes suite à leurs accompagnements personnalisés ;
- **3 activités d'échange** sur des bonnes pratiques en intégration des personnes immigrantes et luttes aux discriminations ;

- ★ Composante 3 : Sensibilisation et mobilisation de la relève du milieu des affaires sur les enjeux liés à l'intégration des personnes immigrantes et les discriminations
    - Plus **de 625 personnes de la relève du milieu des affaires sensibilisées à travers des stages ;**
    - **6 stagiaires formé.e.s ;**
    - Plus **de 10 matériels pédagogiques créés et diffusés** dans le cadre du projet ;
    - Utilisation **du Pacte** comme cas de discussion dans **plus de 5 cours universitaires de gestion.**

Effets prévus :

- ★ Augmenter les connaissances de pratiques menées en organisation en intégration des personnes immigrantes.
    - Cible : 90% des gestionnaires participants du Pacte qui indiquent avoir les connaissances nécessaires pour favoriser l'intégration des personnes immigrantes et lutter contre les discriminations.
- ★ Améliorer les compétences des gestionnaires en intégration des personnes immigrantes ;
    - Cible : 70% des gestionnaires participants qui déclarent avoir les compétences nécessaires pour mieux intégrer les personnes immigrantes et lutter contre les discriminations.
- ★ Prêcher par l'exemple en adoptant des pratiques inclusives : au niveau de la composition par exemple du comité de pilotage et du recrutement des différentes ressources qui seront parties prenantes du projet ;
- ★ Changer la perception de l'importance de l'intégration des personnes immigrantes ;
    - Cible: 85% des gestionnaires participants du Pacte qui indiquent avoir le sentiment d'implication nécessaire face à leur rôle à jouer dans l'intégration des personnes immigrantes et à la lutte aux discriminations.

À moyen terme:

Effets prévus :

- ★ Augmenter la confiance des gestionnaires dans leurs capacités d'agir par rapport à l'intégration des personnes immigrantes ;
    - Cible: 80 % des gestionnaires qui auront participé au Pacte indiquent à la fin du parcours avoir augmenté leur confiance dans leurs capacités d'agir par rapport à l'intégration des personnes immigrantes et à la lutte aux discriminations.

- ★ Transformation des milieux de travail montréalais à travers la mise en œuvre effective des nouvelles pratiques et des engagements en matière d'attraction des talents, d'embauche, d'intégration et de la progression au sein de l'entreprise ;
    - Cible : 75% des entreprises participantes qui ont adopté de façon permanente les pratiques expérimentées (dans les 6 mois suivants la fin des cohortes)

- ★ Amener des changements de posture des gestionnaires par rapport à l'intégration des personnes immigrantes
    - Cible : 75% des gestionnaires participants qui déclarent avoir changé de posture par rapport à l'intégration des personnes immigrantes et à la lutte aux discriminations.

Ultimement, le projet mènera à :

- ★ Accroître le nombre de personnes immigrantes, notamment des personnes immigrantes racisées, en emploi (volets "attraction" et "embauche") ;
    - Cible pour le volet "attraction" : 25% d'augmentation de personnes immigrantes invités à une entrevue
    - Cible pour le volet "embauche" : 15% d'augmentation des personnes immigrantes embauchées

- ★ Réduire les discrimination en milieu de travail, pour une meilleure intégration des personnes immigrantes et racisées (volet "intégration").
    - Cible: 15% d'augmentation de la rétention des personnes immigrantes

- ★ Augmenter le nombre de personnes immigrantes en poste de gestion (volet "progression");
    - Cible: 8% d'augmentation du nombre de personnes immigrantes qui occupent des postes décisionnels

Les résultats du projet seront évalués, afin de documenter les leçons apprises et les pratiques efficaces auprès des entreprises, ainsi que le processus du Pacte d'engagement des entreprises de Montréal (voir modèle logique proposé en annexe).

Aspects Financiers

Le budget nécessaire pour l'offre de service actuelle est de **280 352,50$**. Il correspond aux dépenses pour l'**année 1 du projet (2022-2023)**.

Le budget global nécessaire à ce projet, pour 4 cohortes, est de **585 775 $**.

Ce tableau détaille le budget global du projet par phase et par année.

Phases	Détails	Année 1 2022-2023	Année 2 2023-2024	Total estimé
Coordination du projet	Embauche d'un.e chargé.e de projet au sein de l'équipe du Pôle IDEOS pour la gestion des différentes phases et livrables Période : janvier 2022 à mars 2024	60 000$	60 000$	120 000$
Diagnostic et déploiement de l'audit	Déploiement d'un questionnaire pour évaluer la situation des entreprises en termes de : 1) attraction, 2) embauche, 3) intégration, 4) progression	5 000$	5 000$	10 000$
Accompagnement auprès des entreprises pour développement des plans d'action et élaboration des engagements	Conception de 4 ateliers d'idéation et changement organisationnel Animation de 5 séances de travail pour proposition du modèle (2 instructeurs) par cohorte Production du matériel pédagogique Préparation des capsules vidéos	79 000$	20 000$	99 000$
Accompagner des micro-expérimentation par des gestionnaires de la relève.	Identification de 3 stagiaires pour une période de 3 mois par cohorte Bourse de 3 000$ par étudiant selon le processus de bourses géré par le pôle IDEOS	18 000$	18 000$	36 000$
Coaching pour les micro-expérimentations	Animation de 5 séances de coaching par entreprise sur une période de 3 mois (2 *coachs*) par entreprise	31 250$	31 250$	62 500$

Diffusion d'un Pacte d'engagement pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes	Organisation et diffusion d'une conférence par an. Stratégie de communication et de promotion.	15 000$	15 000$	30 000$
Suivi et évaluation	Prise de contact au 6 et 12 mois après la fin de la cohorte pour mise à jour des engagements Création et mise à jour d'un tableau de bord numérique	12 500$	12 500$	25 000$
Sous-total		220 750	161 750	
Via un projet de recherche inscrit à la Direction de la recherche et du transfert de HEC Montréal	+ frais de recherche de 27%	59 602.5	43 672.5	103 275$
Coordination logistique et communication par le BINAM	Organisation et logistique des événements rassembleurs, relations partenariales et communication	50 000$	50 000$	100 000$
Total		**330 352.50**	**255 422.50**	**585 775** $

Annexe 1: Présentation de l'équipe

Luciano Barin Cruz
Professeur titulaire et directeur Pôle IDEOS, HEC Montréal

Luciano Barin Cruz est professeur titulaire au département de management à HEC Montréal. Il est Directeur du Pôle IDEOS à HEC Montréal, Directeur du Centre des Entreprises Sociales Yunus (HEC Montréal), Directeur du module « Le défi du Développement durable » de l'EMBA McGill-HEC Montréal, le Coordonnateur de la spécialisation en management, stratégie et organisations du programme de doctorat de HEC Montréal et détenteur du professorship de recherche en modèles organisationnels et impact social. Le professeur Barin Cruz a travaillé, entre autres, comme expert dans des projets soutenus par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le Gouvernement du Québec, la Ville de Montréal, et Développement international Desjardins. Il travaille actuellement sur plusieurs projets d'incubation et accélération des organisations à impact social et environnemental (Maison de l'Innovation Sociale – MIS ; EntrePrism ; Accélérateur Banque Nationale). Il est également membre du CA de HEC Montréal et de la MIS. Ses projets de recherche se concentrent sur le développement durable, la responsabilité sociale et l'innovation sociale et ont été publiés dans des revues comme *Journal of Management Studies, Organization, World Development, Business & Society, Journal of Business Ethics, Management Decision, Journal of Cleaner Production*, entre autres.

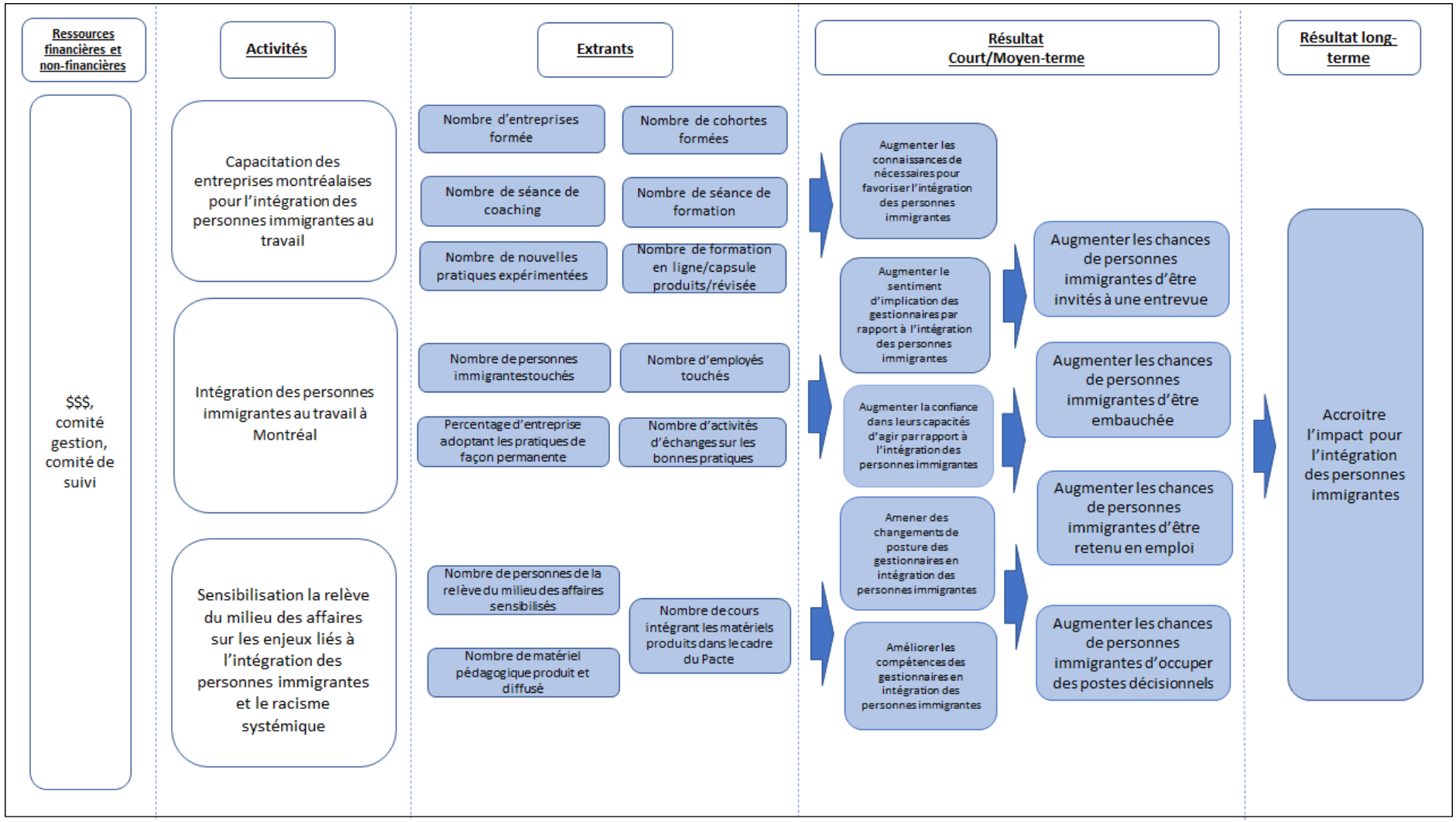
Sébastien Arcand
Professeur titulaire et directeur du Département de Management, HEC Montréal

Sébastien Arcand est sociologue, professeur et directeur du département de management à HEC Montréal. Il s'intéresse à la gestion de la diversité ethnoculturelle au sein des institutions et organisations ainsi qu'aux difficultés d'insertion socio-professionnelle des personnes issues de l'immigration. Il mène également des recherches sur les dimensions identitaires de l'entrepreneuriat. Il est responsable scientifique du groupe de travail, Immigrants en Formation professionnelle au Centre d'intervention pédagogique en contexte de diversité à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois. Il est membre du Comité scientifique de « Montréal inclusive au travail ». Il a siégé pendant plusieurs années au comité de suivi sur l'évolution de la langue française de l'Office québécois de la langue française (OQLF) et est actuellement membre du Comité consultatif sur la statistique linguistique de Statistique Canada. Il intervient fréquemment auprès de gestionnaires pour les conseiller sur les pratiques en gestion interculturelle au Québec, en Europe et en Amérique latine et a collaboré à des rapports pour différents organismes dont l'OCDE, le Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI), Emploi-Québec, Développement Économique Canada. Il est un administrateur qualifié pour le *Intercultural Development Inventory* (IDI), un instrument de mesure d'ouverture à la diversité pour les organisations et les individus. Il est l'auteur d'un ouvrage sur la gestion de la diversité ethnoculturelle dans les organisations et ses travaux ont notamment été publiés dans *International Journal of Entrepreneurship and Small Business, Alterstice – International Journal of Intercultural research* ou encore *International Journal of Knowledge, Culture and Change Management*.

Marine Agogué
Professeure agrégée, HEC Montréal

Marine Agogué est professeure agrégée au département de management à HEC Montréal. Elle est membre du pôle Mosaic en Management de la Créativité, coordonnatrice de la spécialisation en management du programme de maîtrise de HEC Montréal et chercheure associée à la Chaire de Théories et Méthodes de la Conception Innovante de Mines ParisTech. Elle accompagne diverses organisations dans leurs réflexions sur les processus d'innovation, notamment ces dernières années la société d'État Hydro-Québec et le consortium muséal Espace Pour La Vie. Ses recherches portent sur le raisonnement créatif et les outils de gestion de l'innovation, et ont été publiées dans des revues comme *Journal of Creative Behaviour*, *Creativity and Innovation Management*, *Research in Engineering Co-design*, entre autres. En 2019 elle publie un ouvrage pour expliquer le management « Petit traité de management pour les habitants d'Essos, de Westeros et d'ailleurs », en se basant sur les personnages de la série *Game of Thrones*.

Annexe 2: Modèle logique proposé



Annexe 3: Matrice des résultats escomptés

Indicateurs de résultat	Baseline	Année 1	Année 2	Objectif	Moyen de vérification
Pourcentage des gestionnaires participants du Pacte qui indiquent avoir les **connaissances** nécessaires pour favoriser l'intégration des personnes immigrantes	0	90%	90%	90%	Questionnaire fin de chaque cohorte
Pourcentage des gestionnaires participants du Pacte qui indiquent avoir le **sentiment d'implication** nécessaire face à leur rôle à jouer dans l'intégration des personnes immigrantes et à la lutte aux discriminations	0	85%	85%	85%	Questionnaire fin de chaque cohorte
Pourcentage des gestionnaires participants du Pacte qui indiquent avoir augmenté la **confiance** dans leurs capacités d'agir par rapport à l'intégration des personnes immigrantes et et à la lutte aux discriminations	0	80%	80%	80%	Questionnaire fin de chaque cohorte
Pourcentage des gestionnaires participants qui déclarent avoir **changé de posture** par rapport à l'intégration des personnes immigrantes et et à la lutte aux discriminations	0	75%	75%	75%	Questionnaire fin de chaque cohorte
Pourcentage des gestionnaires participants qui déclarent avoir les **compétences** nécessaires pour mieux intégrer les personnes immigrantes et lutter contre les discrimintations	0	70%	70%	70%	Questionnaire fin de chaque cohorte
Pourcentage d'augmentation de personnes immigrantes invitées à une entrevue	0	20%	25%	25%	Questionnaire de début et de fin de cohorte
Pourcentage d'augmentation des personnes immigrantes embauchées	0	10%	15%	15%	Questionnaire de début et de fin de cohorte
Pourcentage d'augmentation de la rétention des personnes immigrantes	0	10%	15%	15%	Questionnaire de début et de fin de cohorte

Pourcentage d'augmentation du nombre de personnes immigrantes qui occupent des postes décisionnels	0	5%	8%	8%	Questionnaire de début et de fin de cohorte
Composante 1: Développement des capacités des entreprises montréalaises pour l'intégration des personnes immigrantes au travail	**Baseline**	**Année 1**	**Année 2**	**Objectif**	**Notes**
Développement d'un outil d'audit pour identifier le niveau de maturité des entreprises participantes par rapport à l'intégration des personnes immigrantes et et à la lutte aux discriminations	0	1		1	Questionnaire d'inscription
Nombre d'entreprises participantes et formées	0	25	25 (50)	50	Rapport de présence et participation
Nombre de cohortes formées	0	2	2 (4)	4	Rapport d'impact
Nombre de séances de coaching délivrées	0	150	150 (300)	300	Rapport d'impact
Nombre de séances de formation délivrées	0	14	14 (28)	28	Rapport d'impact
Nombre des nouvelles pratiques en intégration des personnes immigrantes expérimentées par les entreprises participantes	0	25	25 (50)	50	Canevas pour les micro-expérimentations
Nombre de formations en ligne/capsules vidéo produites/révisées	0	6	2 (8)	8	Rapport d'impact
Composante 2: Intégration au travail des personnes immigrantes à Montréal	**Baseline**	**Année 1**	**Année 2**	**Objectif**	**Notes**
Nombre de personnes immigrantes touchées directement ou indirectement par le Pacte	0	1000	1000 (2000)	2000	Rapport d'impact
Nombre d'employé.e.s touché.e.s par les engagements pris par les entreprises participantes	0	500	500 (1000)	1000	Rapport d'impact

Pourcentage des entreprises ayant adopté de façon permanente les pratiques expérimentées (6 mois)	0	65%	75%	75%	Questionnaire de suivi
Nombre d'activités d'échange sur des bonnes pratiques en intégration des personnes immigrantes et et à la lutte aux discriminations	0	3	3 (6)	6	Rapport d'impact
Composante 3: Sensibilisation de la relève du milieu des affaires sur les enjeux liés à l'intégration des personnes immigrantes et et à la lutte aux discriminations	**Baseline**	**Année 1**	**Année 2**	**Objectif**	**Notes**
Nombre de personnes de la relève du milieu des affaires sensibilisées	0	500	750 (1250)	1250	Rapport d'impact
Nombre de stagiaires formé.e.s	0	6	6 (12)	12	Rapport d'impact
Nombre de matériel pédagogique produit et diffusé	0	10	10 (20)	20	Rapport d'impact
Nombre de cours intégrant les matériels produits dans le cadre du Pacte	0	5	5 (10)	10	Rapport d'impact

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228804001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Objet :	Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied du « Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes » pour une somme maximale de 280 352,50 $, toutes taxes incluses, dans le cadre de l'initiative Montréal inclusive au travail 2022-2024 - SP-SDIS-22-057

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228804001 serv profs pacte.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anca ENACHE
Préposée au budget - SDIS
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-04

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion en ressources financières
Tél : 514 872-2598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1212968020

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver des conventions entre des partenaires en transport et la Ville de Montréal, relativement au partage des données recueillies dans le cadre de l'Enquête numérique MTL Trajet 2019

Il est recommandé d'approuver les conventions entre des partenaires en transport ci-après désignés et la Ville de Montréal, relativement au partage des données recueillies dans le cadre de l'Enquête numérique MTL Trajet 2019 **:**

- EXO;
- Ville de Longueuil;
- Réseau de transport de Longueuil;
- Ville de Laval;
- Société de transport de Montréal;
- Société de transport de Laval;
- Autorité régionale de transport métropolitain;
- Université Concordia;
- Ministère des transports du Québec.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-24 14:18

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1212968020**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver des conventions entre des partenaires en transport et la Ville de Montréal, relativement au partage des données recueillies dans le cadre de l'Enquête numérique MTL Trajet 2019

CONTENU

CONTEXTE

MTL Trajet est une enquête numérique sur les habitudes de déplacements des citoyens du grand Montréal réalisée entre 2016 et 2019 par la Ville de Montréal. L'application mobile utilisée pour cette enquête a été développée dans le cadre d'un projet de recherche mené par la Ville de Montréal et ses partenaires en mobilité, en collaboration avec l'Université Concordia et son laboratoire Transportation Research for Integrated Planning (TRIP).
Le but de cette enquête est de recueillir et d'analyser des données sur les comportements liés aux déplacements d'usagers sur le réseau de transport à l'aide de leur téléphone intelligent. Parmi les données recueillies on retrouve, entre autres, les données de départ, destination, nombre de déplacements, modes de transport, etc. Avec ces données, les opérateurs de réseaux de transports notamment, peuvent planifier et développer leur offre de service en fonction des besoins des usagers.

Dans un souci de représentativité de la clientèle de la Communauté métropolitaine de Montréal et de tous les modes de déplacements utilisés, il était important de recruter un nombre élevé de participants. À cette fin, la Ville a sollicité l'ensemble de ses partenaires afin de joindre un maximum de citoyens dans chaque mode de déplacement. Comme la participation à cette enquête est volontaire, le recrutement des participants est primordial. C'est pourquoi une campagne publicitaire, incluant des prix de participation, a été lancée en 2019, en collaboration avec l'ensemble des partenaires en mobilité du projet et coordonnée par le Service de l'expérience citoyenne de la Ville.

Grâce à 6 260 participants, l'enquête réalisée du 16 septembre au 20 octobre 2019 a récolté 118 000 trajets et permis de recueillir 37 700 000 points GPS. Les données recueillies ont dû faire l'objet d'une première validation afin de comprendre leur portée. Un nettoyage des données s'est avéré nécessaire et cette opération a pris près d'un an. Les données retenues sont prêtes à être partagées avec les partenaires.

Afin de partager les données brutes avec les partenaires, un processus pour la ratification d'une convention a débuté avec les 9 partenaires du projet. De nombreux échanges se sont ensuivies entre la Ville et les partenaires, de concert avec les contentieux respectifs, pour en arriver à un projet commun de convention. Il est important de mentionner que les échanges ont été retardés à quelques reprises par des événements liés à la pandémie de la COVID-19.

Le présent dossier concerne ce projet de convention ayant pour but de définir les modalités et conditions relatives au partage des données en contrepartie de leur participation à l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1855 - 25 novembre 2020 - Approuver les projets de convention entre des partenaires en transport ci-après désignés et la Ville de Montréal, relativement au partage des données recueillies dans le cadre de l'Enquête numérique MTL Trajet 2018.

DESCRIPTION

Les données amassées dans le cadre de l'enquête numérique MTL Trajet 2019 sont conservées dans une base de données de la Ville. Le présent projet de convention vise à permettre aux partenaires d'accéder à ces données et de les utiliser sous réserve du respect des modalités et conditions énoncées dans la convention. Il est à noter que celle-ci ne concerne que les données de l'enquête 2019.
Les partenaires en mobilité concernés sont les suivants :

- EXO;
- Société de transport de Montréal;
- Ville de Longueuil;
- Réseau de transport de Longueuil;
- Ville de Laval;
- Société de transport de Laval;
- Autorité régionale de transport métropolitain;
- Ministère des transports du Québec;
- Université Concordia.

Il est possible de partager les données avec les partenaires puisque les usagers de l'application MTL Trajet ont consenti, via l'application, à fournir des informations socio démographiques et des informations concernant leurs trajets. Les données recueillies demeurent anonymes et confidentielles.

Les données de MTL Trajet sont utilisées qu'à des fins d'étude. Son utilisation est assujettie aux règles d'éthique de l'Université Concordia et de la Ville de Montréal. La convention est d'une durée définie de 10 ans et la Ville se réserve le droit de mettre fin à ce partage pour motifs sérieux.

La convention de l'Université Concordia comporte une bonification par rapport aux autres partenaires étant donné que ce partenaire a développé l'application MTL Trajet. Cette convention permet d'avoir accès aux données subséquentes advenant que d'autres enquêtes numériques surviennent durant la durée de cette convention.

Le détail des modalités et conditions de partage des données est fourni dans les projets de convention joints à l'intervention du service des Affaires juridiques.

JUSTIFICATION

Les données recueillies permettent à la Ville et aux partenaires, entre autres, de :

- Mieux planifier l'offre de service des réseaux de transports;
- Améliorer les aménagements cyclables par l'obtention des informations sur les chemins empruntés par les cyclistes;
- Mesurer l'impact des travaux sur les trajets et sur le temps de déplacement de tous les usagers;

- Définir des parcours alternatifs en cas de perturbation sur le réseau routier;
- Améliorer la coordination des feux de circulation;
- Évaluer les vitesses pratiquées sur le réseau dans le cadre de la stratégie de sécurité routière Vision Zéro;
- Élaborer le Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM 2050).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En vertu de la Politique de données ouvertes, adoptée en 2015, les données sont transférées gratuitement aux partenaires après la signature de la convention par ceux-ci. Chaque partenaire assume les frais encourus lors de l'utilisation des données dans le cadre de projets de recherche. Il n'y a donc pas d'impact financier pour la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements, équité et accessibilité universelle. Voir détails dans la Grille d'analyse Montréal-2030 en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les projets de convention de partage des données n'étaient pas approuvés, cela mettrait en péril la collaboration entre les partenaires en mobilité et la Ville. Les données recueillies lors de l'étude de 2019 ne pourraient être remises aux partenaires et l'enquête prévue à l'automne de 2023 serait compromise. Les efforts de communications réalisés par les partenaires en mobilité de la grande région de Montréal ont sans contredit contribué au succès de la campagne et à l'atteinte de l'objectif de téléchargement de l'application.
Les données sur les déplacements sont importantes pour l'élaboration de projets structurants et de politiques en matière de transports répondant aux besoins des usagers du grand Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le Comité exécutif : 20 avril 2022

1. Signature des conventions : printemps 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier AUDET
ingenieur(e)

Tél : 514 296-7619
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-14

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service par intérim
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2022-03-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1212968020**
Unité administrative responsable : **Division exploitation, innovation et gestion des déplacements**
Projet : **Approuver des conventions entre des partenaires en transport et la Ville de Montréal**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?.	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Accroitre et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles (action 3)
2. Consolider un filet social fort, [...] et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (action 9)
3. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire (action 18)
4. Offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité (action 19)

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Les mesures priorisant les autobus permettent d'améliorer l'offre de transport en commun et d'augmenter le service étant donné que les déplacements sont plus faciles et plus fluides.
2. Assurer la sécurité de tous les individus, y compris les groupes les plus vulnérables et ce, sur l'ensemble du territoire équitablement. Réduire les disparités observables au niveau de la sécurité des piétons entre les différentes zones de la ville.
3. a. Favorise l'accès équitable et le droit à la mobilité de tous les individus et groupes d'individus.
   b. Favorise la sécurité et le sentiment de sécurité.

4. Assurer que le passage de tous les types d'usagers aux intersections est sécurisé par l'ajout de signaux pour piétons et augmentation des temps pour traverser.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x** **x**	 **x** **x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? 1. Plan climat 2020-2030 (action 11) a. Les feux de circulation font partie du développement du transport collectif et du transport actif, notamment par l'intégration de feux pour autobus ou encore l'intégration de feux pour piétons et cyclistes aux intersections. 2. Stratégie pour une ville résiliente (action 18) a. Les feux de circulation sont partie prenante des solutions de mobilité intelligente au quotidien et en urgence puisqu'ils permettent de réguler la circulation sur le terrain.		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Les individus les plus vulnérables qui se déplacent à pied ont souvent besoin de plus de temps et d'aménagements spécialisés pour traverser les intersections. Par la mise aux normes des feux de circulation, les déplacements des individus les plus vulnérables sont sécurisés, ce qui leur permet de maximiser leur mobilité.	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1212968020

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Approuver des conventions entre des partenaires en transport et la Ville de Montréal, relativement au partage des données recueillies dans le cadre de l'Enquête numérique MTL Trajet 2019

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme les 9 conventions ci-jointes.

FICHIERS JOINTS

2022-03-22 - Convention Ville-STM Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-STL Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-RTL Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-MTQ Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-Longueuil Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-Laval Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-Exo Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-Concordia Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

2022-03-22 - Convention Ville-ARTM Partage Donnees MtlTrajet VF.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat
Tél : 514-809-2328

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-22

Michel S SIMARD
Avocat
Tél : 514-809-2328
Division : Droit Contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dûment instituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01), ayant son siège au 800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1170, Montréal, Québec, H5A 1J6, agissant et représentée aux présentes par madame Jacinthe Clossey, Chef de Division - Mobilité et développement des réseaux dûment autorisée aux présentes, tel qu'elle le déclare;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.



ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Société de transport de Montréal À l'attention de : Me Sylvain Joly Secrétaire corporatif et directeur Affaires juridiques Place Bonaventure, 800 de la Gauchetière Ouest, bureau 1170, Montréal, Québec, H5A 1J6 Courriel : Sylvain.Joly@stm.info Téléphone : 514-350-0800 poste 85244 Avec copie courriel à Kim Mc Donough : Kim.McDonough@stm.info

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5^{e}) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

Par: _____
Jacinthe Clossey
Chef de Division - Mobilité et développement des réseaux

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES
DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL**, personne morale dûment instituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (R.L.R.Q. c. S-30.01), ayant son siège au 2250, avenue Francis-Hughes, Laval, Québec, H7S 2C3, agissant et représentée aux présentes par monsieur Pierre Lavigueur, directeur principal - Développement et innovation, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.

ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Société de transport de Laval À l'attention de : Guy Picard, Directeur général 2250, av. Francis-Hughes Laval (Québec) H7S 2C3 Courriel : gpicard@stl.laval.qc.ca Téléphone: 450-662-5400

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

Par: _____
Pierre Lavigueur
Directeur principal - Développement et innovation

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL**, personne morale de droit public, ayant son siège au 1150, boulevard Marie-Victorin, Longueuil, Québec, J4G 2M4, agissant et représentée par monsieur Michel Veilleux, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.

ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Réseau de transport de Longueuil À l'attention de : Nicolas Tanguay, Directeur Planification et développement du transport Planification, développement et ingénierie 1150, boul. Marie-Victorin Longueuil (Québec) J4G 2M4 Courriel : NTanguay@rtl-longueuil.qc.ca Téléphone : 450-442-8600

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

Par: _____
Michel Veilleux
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.



APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 700, boulevard René-Lévesque Est, Québec, Québec, G1R 5H1, agissant et représentée par monsieur Stéphane Dallaire, directeur général de la gestion des actifs routiers et de l'innovation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.



ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Ministère des Transports du Québec À l'attention de : Brigitte St-Pierre, directrice par intérim Direction de la modélisation des systèmes de transport 500, boul. René-Lévesque Ouest, suite 8.10, Montréal (Québec) H2Z 1W7 Courriel : brigitte.st-pierre@transports.gouv.qc.ca Téléphone : 514-687-0500 poste 35084

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Par: _____
Stéphane Dallaire
Directeur général, Direction générale de la gestion des actifs routiers et de l'innovation

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution ……..)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **VILLE DE LONGUEUIL**, personne morale ayant son hôtel de ville au 4250, Chemin de la Savane, Longueuil, Québec, J3Y 9G4, agissant et représentée par madame Carole Leroux, assistante-greffière, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.

ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Ville de Longueuil À l'attention de : Jean-François Lagacé, chef de Division Division Transport et mobilité active Service du Génie 1225, rue Saint-Charles Ouest bureau 110 Longueuil (Québec) J4K 0B9 Courriel : Jean-Francois.Lagace@longueuil.quebec Téléphone : 450-463-7100, #3740

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

VILLE DE LONGUEUIL

Par: _____
Carole Leroux
Assistante-greffière

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **VILLE DE LAVAL**, personne morale de droit public légalement constituée (S.Q. 1965, c. 89), ayant son siège au 1, Place du Souvenir, à Chomedey, Ville de Laval, H7V 1W7, représentée aux présentes par le maire et président du comité exécutif ou le vice-président du comité exécutif et la greffière ou la greffière adjointe, dûment autorisés par résolution du comité exécutif numéro …… en date du ……;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.

ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Ville de Laval À l'attention de : Philippe Tellier Responsable stratégie marketing et analyses Service des communications et du marketing 480, boulevard Armand-Frappier Laval (Québec) H7V 4B4 Courriel : p.tellier@laval.ca Téléphone : 450 978-6888, poste 5948

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

VILLE DE LAVAL

Par: _____
Maire, ou
Vice-président du comité exécutif

Par: _____
Greffière, ou
Greffière adjointe

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN**, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur le Réseau de transport métropolitain* (RLRQ, c. R-25.01), ayant son siège social au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 26^{e} étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, agissant et représentée par madame Marie Hélène Cloutier, Directrice exécutive - Expérience client, dûment autorisée tel qu'elle le déclare en vertu du Règlement relatif à la délégation d'autorité;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.

ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	Réseau de transport métropolitain À l'attention de : Mohsen Nazem, Directeur - Recherche, analytique des données et modélisation Direction expérience client 700, rue De La Gauchetière Ouest, 27e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, Courriel : mnazem@exo.quebec Téléphone : 514-287-2464 poste 4366

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

Par: _____
Marie Hélène Cloutier
Directrice exécutive - Expérience client

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.



APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **L'UNIVERSITÉ CONCORDIA**, personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi concernant l'Université Concordia*, L.Q. 1948, c. 91 modifiée par L.Q. 1959-60, c. 191 et L.Q. 2006, c. 69, ayant son siège social au 1455, boulevard de Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec, H3G 1M8, représentée par Dre Monica Mulrennan, vice-rectrice adjointe à la recherche - Développement et rayonnement, dûment autorisée à signer la présente convention au nom de l'Université Concordia;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement et, le cas échéant, aux DONNÉES subséquentes advenant que d'autres enquêtes numériques surviennent durant la durée de cette convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé au développement de l'application MTL Trajet;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« Enquête numérique future »** : Toute autre enquête numérique que pourrait effectuer à sa discrétion la VILLE pendant la durée de la convention à partir de l'application MTL Trajet ou d'une version modifiée de celle-ci.

2.3 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 ou lors d'autre Enquête numérique future transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE au développement de l'application MTL Trajet, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE si, le cas échéant, les DONNÉES sont disponibles. Sans limiter la généralité de ce qui précède, aucune DONNÉE n'est disponible pour les années 2020 et 2021;

4.2 fournir, le cas échéant, au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;



4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 ou lors d'autre Enquête numérique future et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché,

à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.

ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion	Université Concordia À l'attention de : Monica Mulrennan 1455, boulevard de Maisonneuve Ouest, GM 910 Montréal (Québec) H3G 1M8

des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	 Courriel : monica.mulrennan@concordia.ca

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

L'UNIVERSITÉ CONCORDIA

Par: _____
Monica Mulrennan
Vice-rectrice adjointe à la recherche - Développement et rayonnement

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution …….).

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir poursuivi le développement de l'application MTL Trajet;
- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'application MTL Trajet en milieu universitaire.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PARTAGE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE NUMÉRIQUE MTL TRAJET 2019

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **ARTM**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 400, Montréal, Québec, H3B 5M2, agissant et représentée par monsieur François Tomeo, directeur adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelée le « **PARTENAIRE** »

ATTENDU QUE la VILLE a effectué une enquête numérique à l'automne 2019 sur les déplacements des usagers du réseau routier et les différents modes de transport de la grande région de Montréal à l'aide de l'application MTL Trajet et a enregistré les DONNÉES des déplacements des usagers au cours de cette période;

ATTENDU QUE la collecte de DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 s'est déroulée du 16 septembre au 27 octobre 2019;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE a participé à l'Enquête numérique 2019 conformément à l'Annexe 1 qui est jointe à la présente convention;

ATTENDU QUE le PARTENAIRE désire avoir accès aux DONNÉES recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 pour les utiliser dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement;

ATTENDU QUE la VILLE désire permettre au PARTENAIRE d'accéder à ses DONNÉES et de les utiliser sous réserve du respect par ce dernier des modalités et conditions énoncées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 **« Enquête numérique 2019 » ou « Enquête numérique MTL Trajet 2019 »** : Enquête numérique effectuée par le biais de l'application MTL Trajet et qui a été réalisée par la VILLE du 16 septembre au 27 octobre 2019.

2.2 **« DONNÉES »** : l'ensemble des données numériques recueillies par la VILLE lors de l'Enquête numérique 2019 et transmises par la VILLE au PARTENAIRE dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et les conditions relatives au partage des DONNÉES de la VILLE au PARTENAIRE et à leur utilisation par ce dernier, en contrepartie de la participation du PARTENAIRE à l'Enquête numérique 2019, telle que décrite à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le PARTENAIRE des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE s'engage à :

4.1 fournir au PARTENAIRE les fichiers de DONNÉES anonymes, brutes et traitées par la VILLE;

4.2 fournir au PARTENAIRE la documentation portant sur la production des fichiers de DONNÉES, notamment les filtres utilisés, les traitements effectués et les validations appliquées;

4.3 concéder au PARTENAIRE, à la demande de ce dernier, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42) pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE ainsi que les méthodologies associées;

4.4 fournir au PARTENAIRE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par la VILLE;

4.5 permettre au PARTENAIRE d'utiliser les DONNÉES dans le cadre de ses activités, notamment pour des projets de recherche, et ce, à des fins non commerciales uniquement.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

En considération du partage des DONNÉES par la VILLE, le PARTENAIRE s'engage à :

5.1 n'utiliser les DONNÉES qu'aux fins de ses activités et jamais à des fins de promotion, de sollicitation ou de commercialisation;

5.2 détruire toute copie des DONNÉES fournies par la VILLE dès que leur utilisation n'est plus nécessaire en déployant les meilleurs efforts ou au plus tard à l'expiration de la durée prévue à l'article 7 de cette convention;

5.3 concéder à la VILLE, à la demande de cette dernière, une licence gratuite, révocable, non exclusive, non transférable (sauf à des tiers dans le cadre de projets de recherche et à ses autres partenaires dans le cadre de l'Enquête numérique 2019), sans limite territoriale et pour toute la durée prescrite à la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. (1985), ch. C-42), pour utiliser et reproduire dans le cadre de ses activités, à des fins non commerciales uniquement, toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées;

5.4 fournir à la VILLE les méthodologies associées à toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies par le PARTENAIRE;

5.5 assurer la confidentialité des DONNÉES fournies par la VILLE et prendre toutes les mesures requises pour que toute personne ayant accès à ses installations informatiques ne puisse utiliser une quelconque partie des DONNÉES à d'autres fins que celles prévues dans cette convention;

5.6 prendre toutes les précautions nécessaires afin qu'aucune exploitation des DONNÉES ne vise à, ou ne permette, d'identifier les personnes ayant fourni leurs DONNÉES lors de l'Enquête numérique 2019 et afin que tout renseignement personnel, le cas échéant, soit en tout temps protégé et gardé confidentiel;

5.7 signaler à la VILLE toute anomalie constatée dans les DONNÉES afin que la VILLE puisse éventuellement y remédier.

ARTICLE 6
RÉSERVE

La VILLE se réserve le droit de refuser, pour un motif sérieux, de fournir au PARTENAIRE une copie des DONNÉES qu'il lui demande.

ARTICLE 7
DURÉE

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et se termine dix (10) ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

ARTICLE 8
RESPONSABILITÉ

8.1 La Ville ne sera en aucun cas responsable de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, tous dommages découlant de la transmission ou de l'utilisation de DONNÉES inexactes ou incomplètes, de la non-disponibilité d'accès ou d'utilisation des DONNÉES en raison de leur perte, destruction, altération ou de toute autre cause, de quelque nature que ce soit.

8.2 La Ville ne fait aucune représentation ou garantie expresse ou tacite, découlant de la loi ou d'autres sources, en ce qui concerne entre autres l'intégralité et l'exactitude des DONNÉES.

8.3 Toute copie des DONNÉES visées par la présente convention est fournie au PARTENAIRE « Telle quelle » et avec la documentation méthodologique portant sur la production des fichiers de DONNÉES.

8.4 Chaque partie reconnaît que l'autre partie ne sera en aucun cas tenue responsable du défaut de remplir ses obligations si un tel défaut provient d'un conflit de travail, d'une grève, d'une émeute, d'une agitation populaire, d'un cas fortuit ou de toute autre raison en dehors du contrôle immédiat ou direct de ladite partie invoquant la force majeure.

8.5 La VILLE ne tiendra pas le PARTENAIRE responsable de quelques dommages que ce soit découlant de l'utilisation que la Ville pourrait faire à partir de toute copie de DONNÉES dérivées ou approfondies réalisées par le PARTENAIRE ainsi que les méthodologies associées mises à la disposition de la Ville par le PARTENAIRE eu égard au droit de la Ville d'utiliser les Données dérivées ou approfondies ainsi que les méthodologies aux termes de la licence accordée par le PARTENAIRE selon les termes de l'article 5.3.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Si l'une ou l'autre des parties à la présente convention ne respecte pas ses obligations, la présente convention peut être résiliée en notifiant à l'autre partie défaillante un avis écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation, indiquant le défaut reproché, à moins qu'il ne soit remédié au défaut durant cette période, sous réserve de tout recours que la partie non défaillante peut exercer pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.2 Les parties peuvent également, pour un motif sérieux, mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie un avis écrit au moins quinze (15) jours avant la date prévue de résiliation.

9.3 Les parties conviennent expressément de n'exercer aucun recours entre elles en raison de la résiliation de la présente convention, sauf tel que prévu à 9.1.



ARTICLE 10
PUBLICATIONS

Chaque partie ne peut utiliser le nom, les logos ou les marques de commerce de l'autre partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de cette dernière. Chaque partie doit soumettre à l'autre partie pour approbation préalable par écrit, tous les communiqués de presse, toutes les publicités, toutes les promotions et autres questions de publicité liées directement ou indirectement à la présente convention.

Nonobstant ce qui précède et uniquement pour les activités de subvention ou de reddition de compte auprès des autorités gouvernementales ou institutions universitaires, chaque partie pourra, sans obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie, divulguer les noms des parties et la nature de la relation établie par cette convention.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de propriété intellectuelle relatif à toute copie de DONNÉES bonifiées, dérivées ou approfondies par elle ainsi que les méthodologies associées, sous réserve des droits spécifiquement concédés par licence selon les modalités des articles 4.3 et 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS

12.1 Tout avis devant être notifié dans le cadre de la présente convention se fera par écrit et sera adressé à :

Ville de Montréal À l'attention de : Hugues Bessette, chef de Division Service de l'urbanisme et de la mobilité Direction de la mobilité Division exploitation, innovation et gestion des déplacements 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 Courriel : hugues.bessette@montreal.ca Téléphone : 514-229-6223	ARTM À l'attention de : François Tomeo, Directeur adjoint Planification des transports et mobilité 700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 400, Montréal (Québec) H3B 5M2 Courriel : ftomeo@artm.quebec Téléphone : 514 409-2786 poste 7215

12.2 Tout avis à la présente convention peut être notifié par l'entremise de la poste, par courrier recommandé, par messager, par huissier ou par la messagerie électronique.

12.3 Est réputé reçu le jour de leur réception si l'avis est envoyé par messager, par huissier, par messagerie électronique ou le cinquième (5e) jour suivant le récépissé émis par Poste Canada si l'avis est expédié par courrier recommandé.

12.4 Chaque partie devra informer l'autre partie par avis écrit de tout changement d'adresse pour la notification d'avis à la présente convention.

ARTICLE 13
LOIS APPLICABLES

13.1 Les parties conviennent que la présente convention est régie et interprétée par les lois applicables dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.2 Les parties reconnaissent qu'elles sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c, A-2.1).

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

14.1 Cette convention représente la totalité des droits et obligations des parties entre elles au sujet de l'Enquête numérique 2019. Elle annule à toute fin que de droit toute négociation, représentation, offre ou entente antérieure, verbale ou écrite incompatible avec les dispositions de la présente convention.

14.2 Les dispositions de la présente convention ne peuvent être validement modifiées sans l'approbation écrite des parties.

[Signatures à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CETTE CONVENTION EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le 2022

ARTM

Par: _____
François Tomeo
Directeur adjoint

Cette convention a été approuvée par le Comité Exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….)

.

ANNEXE 1

Contribution du PARTENAIRE à l'enquête numérique

Les contributions du PARTENAIRE sont :

- d'avoir participé à des comités techniques portant sur l'enquête numérique MTL Trajet 2019;
- d'avoir fait la promotion du projet et de l'enquête numérique MTL Trajet 2019.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228489004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Autoriser la ratification de la convention d'aide financière de 950 000 $ avec le ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française de la Ville de Montréal; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 950 000 $ au Bureau des relations gouvernementales et municipales.

Il est recommandé :

- d'autoriser la ratification de la convention d'aide financière de 950 000 $ avec le ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française de la Ville de Montréal;
- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Bureau des relations gouvernementales et municipales équivalant à la subvention attendue de 950 000 $.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-07 11:44

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228489004**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Autoriser la ratification de la convention d'aide financière de 950 000 $ avec le ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française de la Ville de Montréal; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 950 000 $ au Bureau des relations gouvernementales et municipales.

CONTENU

CONTEXTE

Le 15 juin 2021, le conseil municipal a adopté le Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal, dans le but de réaffirmer l'importance que la métropole accorde au français comme langue officielle et commune.
Un poste de commissaire à la langue française a été créé et pourvu à l'automne 2021. La commissaire a comme mandat de coordonner – avec les services, les arrondissements, les partenaires, etc. – la mise en oeuvre des 24 actions contenues dans le plan d'action. Dans le cadre de ses fonctions, la commissaire travaille à la recherche du financement nécessaire pour la réalisation du plan.

Des discussions ont eu lieu avec le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française (SPVLF), en qualité de représentant du ministre responsable de la Langue française, afin d'obtenir du soutien financier. Le SPVLF a notamment pour mission de soutenir et de mettre en oeuvre des actions concertées visant l'emploi, la qualité et la promotion du français au Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0785 du 15 juin 2021 Adoption du Plan d'action de la Ville de Montréal en matière de valorisation de la langue française 2021-2024.
CM22 0239 du 22 février 2022 Autoriser le dépôt d'une demande de financement dans le cadre du programme « Fous du français » de l'Union des municipalités du Québec.

CE22 0467 du 25 mars 2022 Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer la

convention d'aide financière de 950 000 $ à être ratifiée par le conseil municipal avec le ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mis en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal, à l'intérieur de ses compétences, est un partenaire clé dans la démarche du gouvernement du Québec alors que le français dans la métropole nécessite une mobilisation de tous les acteurs. En tant que gouvernement de proximité, la Ville peut contribuer concrètement, par diverses initiatives, à la valorisation de la langue française dans la communauté montréalaise.
La présente convention d'aide financière concerne les axes *Valorisation* (principalement en culture et en développement économique) et *Inclusion* du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal.

Les activités réalisées dans le cadre de celle-ci poursuivent les objectifs suivants :

- Promouvoir le français, langue officielle du Québec, dans la métropole et contribuer à son rayonnement;
- Valoriser la langue française auprès des Montréalais et Montréalaises allophones ou anglophones issus de la diversité, en mettant l'emphase sur le caractère distinct et commun du Québec quant à sa culture de tradition française;
- Mobiliser la communauté d'affaires montréalaise autour de la valorisation et de la promotion de l'usage du français, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée de faire des affaires en français au Québec et la force économique de cette langue à l'échelle nationale et internationale;
- Éveiller au fait français les personnes allophones et anglophones nouvellement arrivées sur le territoire montréalais et susciter l'engagement de la société civile pour les soutenir dans leur apprentissage et leur utilisation de la langue de la vie publique;
- Sensibiliser les jeunes au caractère francophone de Montréal et développer leur sentiment d'appartenance à la langue et à la culture communes.

JUSTIFICATION

Des fonds sont requis pour assurer la mise en oeuvre des actions contenus dans le Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal. Le soutien du ministre de la Langue française est donc essentiel. Ce soutien démontre que les actions prévues au plan d'action sont complémentaires à la vision du gouvernement à ce sujet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le ministre s'engage à verser à la Ville de Montréal une aide financière maximale de 950 000 $, pour les exercices financiers 2021-2022 à 2023-2024, selon les modalités suivantes :

· un premier versement de 500 000 $, dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention d'aide financière;

· un deuxième versement de 400 000 $, après évaluation positive du premier rapport d'état d'avancement, transmis au ministre au plus tard le 28 février 2023;

· le solde de l'aide financière, après évaluation positive du troisième rapport d'état d'avancement, transmis au ministre au plus tard le 28 février 2024.

Nous recommandons l'ajout budgétaire en revenu et dépenses de 950 000 $ au Bureau des relations gouvernementales et municipales. La subvention ne demande pas de contrepartie de la Ville.

Un budget additionnel de dépenses équivalent à l'entente de 950 000 $ est requis. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel devra être transféré au budget de fonctionnement du BRGM.

Prévision budgétaires

Poste	**Montants prévus**
Main-d'œuvre (avantages sociaux compris)	118 750 $
Autres dépenses admissibles liées aux projets : - Coût d'achat de matériel et de fournitures - Coûts de logistique – tenue d'événements - Coûts de production - Étude et expertise-conseil - Honoraires professionnels - Location d'équipement ou de locaux - Promotion	819 375 $
Frais d'administration (maximum 10 % du coût de la main-d'œuvre)	11 875 $
Total des dépenses	**950 000 $**
Maximum de l'aide accordée par le MINISTRE	**950 000 $**

MONTRÉAL 2030

Parfaitement ancré avec la priorité 20 « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole », la réalisation des actions du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal contribue à la reconnaissance et la valorisation du caractère francophone de la métropole autant dans ses institutions que dans ses relations avec les citoyennes et citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La ratification de cette convention permettra à la Ville de Montréal de financer une partie importante des actions de son plan d'action en matière de valorisation de la langue française. Sans ces fonds, le déploiement des projets réalisés dans le cadre du Plan d'action sera sérieusement compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Guilrose PIERRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roseline FRECHETTE
Commissaire à la langue française

Tél : 438 822-5493
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-04

Jean THERRIEN
Directeur - Bureau des relations gouvernementales et municipales

Tél : 514-872-1574
Télécop. : 000-0000

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218489004
Unité administrative responsable : Bureau des relations gouvernementales et municipales
Projet : Approuver la convention d'aide financière de 950 000 $ entre le ministre responsable de la langue française et la Ville de Montréal visant à soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française de la Ville de Montréal.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 20 « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole ». La mise en oeuvre du Plan d'action de la Ville de Montréal en matière de valorisation de la langue française contribue à la reconnaissance et la valorisation du caractère francophone de la métropole autant dans ses institutions que dans ses relations avec les citoyennes et citoyens.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** On vise le déploiement des actions des axes *Valorisation* (principalement en culture et en développement économique) et *Inclusion* du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024 de la Ville de Montréal.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

ENTRE

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA LANGUE FRANÇAISE, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par Madame Line Drouin, sous-ministre et sous-procureure générale, dont les bureaux d'affaires sont situés au 1200, route de l'Église, 9e étage, Québec (Québec) G1V 4M1,

ci-après désigné le « **MINISTRE** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son hôtel de ville au 155, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B5, représentée par Monsieur Serge Lamontagne, directeur général de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du comité exécutif.

ci-après désignée l'« **ORGANISME** »

ci-après collectivement désignés les « **PARTIES** »

ATTENDU QUE le **MINISTRE** a été autorisé par le Conseil du trésor à verser à l'**ORGANISME** une subvention maximale de 950 000 $, pour les exercices financiers 2021-2022, à 2023-2024, pour l'accomplissement d'un ensemble de projets de promotion et de valorisation de la langue française, conformément au paragraphe *b* de l'article 3 du *Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions* (RLRQ, chapitre A-6.01, r. 6).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention d'aide financière :

- Annexe A – Description des projets à réaliser avec échéancier et budget ;
- Annexe B – Modalités et échéanciers du rapport de démarrage, des rapports d'état d'avancement et du rapport final ;
- Annexe C – Protocole de visibilité et d'affaires publiques ;
- Annexe D – Dépenses admissibles et non admissibles

Les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent.

En cas de conflit entre une clause de l'une des annexes et la présente convention d'aide financière, cette dernière prévaudra.

Si les annexes sont révisées pendant la durée de la présente convention d'aide financière, la nouvelle version sera jointe à la présente convention d'aide financière pour en faire partie intégrante.

2. OBJET DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

La présente convention d'aide financière a pour objet l'octroi à l'**ORGANISME**, par le **MINISTRE**, d'une aide financière maximale de neuf cent cinquante mille dollars (950 000 $), pour la réalisation d'un ensemble de projets de promotion et de valorisation de la langue française, tels que décrits à l'Annexe A.

Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Aux fins de la présente convention d'aide financière, le ministre s'engage à verser à l'organisme, sous réserve des disponibilités budgétaires, une aide financière maximale de 950 000 $ pour la période commençant à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, comme prévue à la clause 18, jusqu'au 31 mars 2024 selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 500 000 $, dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention d'aide financière ;
- un deuxième versement de 400 000 $, après évaluation positive du premier rapport d'état d'avancement, transmis au ministre au plus tard le 28 février 2023 ;
- le solde de l'aide financière, après évaluation positive du troisième rapport d'état d'avancement, transmis au ministre au plus tard le 28 février 2024.

Le montant accordé par le **MINISTRE** inclut tous les frais afférents aux projets. Aucune demande de remboursement de taxes ou autres frais ne sera acceptée.

4. OBLIGATIONS

L'**ORGANISME** s'engage, en tout temps pendant la durée de la convention, à respecter les conditions suivantes :

4.1. soumettre à l'approbation du **MINISTRE** les projets et activités prévues aux projets pour lequels l'aide financière est octroyée dans le cadre de la présente convention d'aide financière ainsi que les prévisions budgétaires allouées pour sa réalisation ;

4.2. réaliser les projets convenus entre l'**ORGANISME** et le **MINISTRE** tels que décrits à l'Annexe A et selon les modalités qui sont définies dans la présente convention d'aide financière ;

4.3. utiliser l'aide financière uniquement pour assumer les frais, coûts ou dépenses effectués pour la réalisation, par l'**ORGANISME**, des projets pour lequel l'aide financière est octroyée dans le cadre de la présente convention d'aide financière ;

initiales

4.4. rembourser au **MINISTRE**, à l'expiration de la présente convention, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée ;

4.5. rembourser au **MINISTRE** tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente convention d'aide financière ;

4.6. respecter intégralement les limites et les conditions d'utilisation de l'aide financière qui lui est octroyée dans le cadre de la présente convention d'aide financière ;

4.7. prendre en compte, lorsque cela s'applique, les principes de la *Loi sur le développement durable* (RLRQ, chapitre D-8.1.1) ;

4.8. tenir compte des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes et des discriminations croisées en privilégiant des solutions adaptées ;

4.9. respecter les dispositions de la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11), promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés, avoir un message d'accueil, un site Web et des médias sociaux en français et utiliser le français dans toute communication avec le Ministère ;

4.10. mentionner de manière appropriée, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (accessible sur le site du gouvernement à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.ca/normes-graphiques), qu'une aide financière est accordée par le ministre responsable de la Langue française ; afficher, le cas échéant, dans ses locaux, à la vue de tous, tout document attestant cette aide financière et appliquer toute autre exigence du Protocole de visibilité et d'affaires publiques reproduit à l'Annexe C de la présente convention d'aide financière ;

4.11. autoriser les personnes représentant le **MINISTRE** ainsi que toute personne désignée par ce dernier à assister aux projets réalisés dans le cadre de la présente convention d'aide financière ;

4.12. participer, à la demande du **MINISTRE**, à la mesure de la satisfaction de la clientèle et au processus d'assurance qualité ;

4.13. divulguer en tout temps au **MINISTRE** ses autres sources de financement en lien avec la présente convention d'aide financière. Les autres sources de financement doivent couvrir des frais, coûts ou dépenses autres que ceux effectués pour la réalisation, par l'**ORGANISME**, des projets pour lequel l'aide financière est octroyée dans le cadre de la présente convention d'aide financière.

5. SUIVIS ET REDDITION DE COMPTES

L'**ORGANISME** s'engage à :

5.1. soumettre au **MINISTRE** le rapport d'état d'avancement et le rapport final, selon les modalités et échéanciers prévus à l'Annexe B ;

initiales

5.2. établir et tenir des comptes, des livres et des registres adéquats pour une saine gestion des fonds liés à la mise en œuvre de la présente convention d'aide financière, incluant les engagements et les dépenses qui s'y rapportent, y compris notamment les factures, reçus, pièces justificatives et chèques payés ;

5.3. effectuer une comptabilité séparée ou, à tout le moins, établir des postes comptables distincts dans ses livres et registres pour toutes les sommes reçues et l'ensemble des frais, coûts ou dépenses effectués pour la réalisation, par l'**ORGANISME**, des projets prévus à la clause 2 pour lequel l'aide financière est octroyée dans le cadre de la présente convention d'aide financière ;

5.4. maintenir à jour, selon la comptabilité d'exercice, les registres et les livres comptables relatifs à la gestion de cette convention d'aide financière ;

5.5. fournir au **MINISTRE** ou à toute personne désignée par ce dernier, sur demande, tout document ou renseignement relatif à l'utilisation de l'aide financière reçue dans le cadre de la présente convention d'aide financière ;

5.6. conserver, aux fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés de toutes les pièces justificatives relatives aux projets réalisés dans le cadre de la présente convention d'aide financière, ainsi que les renseignements que contiennent ses livres de comptes et ses registres y relatifs, pendant une période de six ans à compter de la fin de la dernière année à laquelle ils se rapportent, en permettre l'accès aux personnes représentant le **MINISTRE** et leur permettre d'en prendre copie ;

5.7. autoriser les personnes représentant le **MINISTRE** ou toute personne désignée par ce dernier à vérifier le cadre de gestion de l'**ORGANISME** relatif à la présente convention d'aide financière, incluant les livres, registres et autres documents afférents ;

5.8. assurer la bonne gestion de l'aide financière reçue dans le cadre la présente convention d'aide financière ;

5.9. si l'**ORGANISME** est en relation d'affaires avec une ou des sociétés apparentées (par exemple, l'**ORGANISME** a un intérêt économique dans un autre organisme ou une autre société, ou il est contrôlé directement ou indirectement par les mêmes administrateurs et administratrices que ceux et celles de l'organisme ou de la société, ou il existe une influence notable d'un organisme à l'autre ou entre l'**ORGANISME** et la société), il doit :

5.9.1. en informer le **MINISTRE** en identifiant chacune d'entre elles par son nom légal et son numéro d'entreprise du Québec ;

5.9.2. démontrer qu'il est l'unique bénéficiaire de ses surplus ainsi que des aides financières qui lui sont attribuées et de tout autre apport externe ;

5.9.3. fournir la preuve que ses transactions avec des sociétés apparentées :

- sont documentées formellement par contrat ou par entente écrite ;

initiales

- font l'objet d'une divulgation par voie de notes aux états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus ;

- sont établies selon des conditions et à des coûts qui sont inférieurs ou au moins comparables à ceux qui auraient cours avec une tierce partie.

6. COMITÉ DE SUIVI

Un comité de suivi doit être constitué dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.

6.1. Le mandat du comité de suivi entre en vigueur trente (30) jours suivant la signature de la présente convention d'aide financière et prend fin trente (30) jours après l'expiration de celle-ci. Le comité de suivi a pour mandat de :

- approuver les activités prévues aux projets ainsi que les prévisions budgétaires allouées pour sa réalisation ;

- faire un suivi des projets et de leur état d'avancement pour la réalisation des projets prévus à la clause 2 de la présente convention d'aide financière ;

- établir une stratégie de diffusion d'information à tous les partenaires concernés ;

- traiter et régler les différends administratifs et opérationnels qui pourraient survenir lors de la réalisation des projets ;

- le cas échéant, faire des recommandations à l'**ORGANISME** concernant la réalisation des projets ;

- fournir au **MINISTRE**, sur demande, toute information relative à la nature des activités et des projets réalisés dans le cadre des projets et aux modalités de versement prévues à la clause 3 ;

- transmettre au **MINISTRE**, au plus tard le 30 juin de chaque année de la présente convention, un rapport des activités du comité de suivi dans le cadre de son mandat.

6.2. Le comité de suivi est présidé par un représentant du **MINISTRE** et est composé de cinq (5) membres, soit :

- trois (3) représentants du **MINISTRE**, dont la présidente ou le président ;

- un représentant de l'Office québécois de la langue française ;

- deux (2) représentants de l'**ORGANISME**.

6.3. Le comité de suivi doit tenir sa première réunion dans les trente (30) jours suivant sa constitution. Il doit se réunir au moins quatre fois l'an à compter de l'année financière 2022-2023 et jusqu'au terme de la présente convention.

initiales

Pour avoir lieu, la réunion doit regrouper au moins quatre (4) membres du comité de suivi, dont au moins deux (2) représentants du **MINISTRE**.

7. NON-RESPECT DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

Si l'**ORGANISME** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des engagements ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention d'aide financière, le **MINISTRE** peut se prévaloir séparément ou cumulativement des moyens suivants :

- réviser le niveau de l'aide financière ;
- résilier la convention d'aide financière, en tout ou en partie.

Pour ce faire, le **MINISTRE** doit transmettre à l'**ORGANISME** par courrier recommandé un avis écrit l'avisant de sa décision, en énonçant le motif. L'**ORGANISME** aura trente (30) jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour se conformer aux demandes du **MINISTRE,** à défaut de quoi le niveau de l'aide financière sera révisé, le versement de l'aide financière suspendu ou la présente convention d'aide financière résiliée, et ce, de plein droit à l'expiration de ce délai.

Advenant la résiliation, l'**ORGANISME** s'engage à rembourser au **MINISTRE** tout solde sur les montants qu'il a versés. Ce solde doit être remboursé au **MINISTRE** dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées avant la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte, pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets prévus à la clause 2 visés par la présente convention d'aide financière.

8. RÉSILIATION

Le **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente convention d'aide financière pour l'un des motifs suivants :

a) le **MINISTRE** estime qu'il est dans l'intérêt du Québec d'agir ainsi ;

b) l'**ORGANISME** cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de l'insolvabilité, de la liquidation ou de la cession de ses biens ;

c) l'**ORGANISME** lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Pour ce faire, le **MINISTRE** doit transmettre à l'**ORGANISME** par courrier recommandé un avis de résiliation écrit énonçant le motif de résiliation. La résiliation prend effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'**ORGANISME**.

Le **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente convention d'aide financière sans qu'il lui soit nécessaire de motiver la résiliation. Pour ce faire, le **MINISTRE** doit transmettre à l'**ORGANISME** par courrier

initiales

recommandé un avis de résiliation écrit. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par l'**ORGANISME**.

Advenant la résiliation, l'**ORGANISME** s'engage à remettre au **MINISTRE** tous les travaux déjà effectués et à rembourser au **MINISTRE** tout solde sur les montants qui lui ont été versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé au **MINISTRE** dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées avant la date de résiliation, mais non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets prévus à la clause 2 et visés par la présente convention d'aide financière.

9. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS

L'**ORGANISME** s'engage à ne divulguer aucune information dont il aurait eu connaissance dans l'exécution ou à l'occasion de l'exécution des obligations lui incombant en vertu de la présente convention d'aide financière, y compris tout renseignement donné ou recueilli ou toute donnée ou traitement de données.

L'**ORGANISME** s'engage à ne recueillir aucun renseignement personnel au nom du **MINISTRE**, à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation écrite du **MINISTRE**, et ce, tant pendant qu'après l'exécution de la présente convention d'aide financière. On entend par « renseignement personnel » : tout renseignement qui concerne une personne physique et qui permet de l'identifier.

Ces obligations visent tous les représentants, employés, mandataires et sous-traitants de l'**ORGANISME** travaillant directement ou indirectement à la réalisation des projets prévus à la clause 2 de la présente convention d'aide financière.

La présente convention d'aide financière ne dégage aucunement l'**ORGANISME** et le sous-traitant de leurs obligations et engagements relatifs à la protection des renseignements personnels en vertu de lois applicables au Québec.

10. ENGAGEMENT FINANCIER

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001).

11. RESPONSABILITÉ

L'**ORGANISME** s'engage, d'une part, à assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution des projets prévus à la clause 2 pour lesquels l'aide financière est octroyée dans le cadre de la présente convention d'aide financière et, d'autre part, à tenir indemne et prendre faits et cause pour le **MINISTRE**, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation des projets prévus à clause 2 de la présente convention d'aide financière.

initiales

12. CONFLIT D'INTÉRÊTS

L'**ORGANISME** doit éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt du **MINISTRE** et l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente convention d'aide financière, notamment lors du choix des projets prévu à la présente convention d'aide financière ou des frais, coût ou dépense pour sa réalisation. Si une telle situation se présente ou est susceptible de se présenter, l'**ORGANISME** doit immédiatement en informer le **MINISTRE** qui pourra, à sa seule discrétion, indiquer à l'**ORGANISME** comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente convention d'aide financière.

La présente clause ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de la présente convention d'aide financière.

13. APPEL À DES TIERS ET SOUS-TRAITANCE

L'**ORGANISME** ne peut faire exécuter par d'autres acteurs, notamment en sous-traitance, les projets prévus à la clause 2 de la présente convention d'aide financière sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du **MINISTRE**. Le **MINISTRE** peut imposer à l'**ORGANISME** certaines exigences, notamment l'obligation de procéder par appel d'offres pour la sélection du sous-traitant ou par invitation de plusieurs organismes ou entreprises à soumettre un devis. En toutes circonstances, l'**ORGANISME** demeure seul responsable de la mise en œuvre des obligations prévues dans la présente convention d'aide financière à l'égard du **MINISTRE**.

Le premier paragraphe ne s'applique pas en ce qui concerne l'emploi de ressources humaines externes tels les employés d'agences de placement ou les services fournis par un professionnel tel un avocat, un comptable ou un conseiller en orientation, lorsque ces ressources sont sous le contrôle direct de l'**ORGANISME**.

14. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente convention d'aide financière sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances conformément à la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, chapitre M-24.01).

15. MODIFICATIONS

Toute modification au contenu de la présente convention d'aide financière doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**, sous forme d'addenda. Cette entente ne peut changer la nature de la présente convention d'aide financière et elle en fait partie intégrante.

initiales

16. COMMUNICATIONS

Les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente convention d'aide financière) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier, courrier recommandé, courriel, courrier livré en mains propres ou par huissier.

	MINISTRE	**ORGANISME**
Responsable	Guillaume Savard	Roseline Fréchette
Titre	Directeur	Commissaire à la langue française
Adresse	Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française Ministère de la Justice 800, place d'Youville, local 4.02 Québec (Québec) G1R 3P4	Édifice Lucien-Saulnier » 155, rue Notre-Dame Est, bureau 210 Montréal (Québec) H2Y 1B5
Courriel	guillaume.savard@justice.gouv.qc.ca	Roseline.frechette@montreal.ca
Téléphone	418 263-2008, poste 22 413	438-822-5493

Tout changement d'adresse de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

17. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente convention d'aide financière ne peuvent être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du **MINISTRE**, qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

initiales

18. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention d'aide financière entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature et se termine le 31 mars 2024.

19. SIGNATURES

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente convention d'aide financière.

En foi de quoi, elles ont signé en double exemplaire comme suit :

LE MINISTRE,

Signature

Lieu et date : Montréal, le 29 mars 2022

Représenté par Madame Line Drouin, sous-ministre au ministère de la Justice et sous-procureure générale

L'ORGANISME,

Signature

Lieu et date : 28. 3. 2022

Représenté par Monsieur Serge Lamontagne, étant la personne autorisée à signer la présente en vertu d'une résolution du comité exécutif.

Initiales

ANNEXE A

DESCRIPTION DES PROJETS ENVISAGÉS, DES RÉSULTATS ATTENDUS ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Contexte des projets

Comme le témoigne le premier article de sa Charte, la Ville de Montréal (**ORGANISME**) reconnaît et honore sa particularité d'être la métropole francophone des Amériques ainsi que son importance dans le rayonnement de la langue française au Québec et à l'international. De cette particularité linguistique, culturelle et historique naît la responsabilité de tout mettre en œuvre pour valoriser la langue française, afin qu'elle demeure au cœur de notre identité et de celle des générations qui nous suivront.

L'**ORGANISME**, à l'intérieur de ses compétences, est un partenaire clé dans la démarche du gouvernement du Québec alors que le français dans la métropole nécessite une mobilisation de tous les acteurs. En tant que gouvernement de proximité, l'**ORGANISME** peut contribuer concrètement, par diverses initiatives, à la valorisation de la langue française dans la communauté montréalaise.

Description des projets

Les projets de l'**ORGANISME** s'inscrivent dans son premier Plan d'action en matière de valorisation de la langue française pour la période 2021-2024 (Plan d'action). Ce Plan vise à faire rayonner la langue française auprès de la collectivité montréalaise ainsi qu'à faire la promotion de Montréal comme métropole francophone en Amérique. Il s'applique à l'ensemble des services de la Ville de Montréal et de ses 19 arrondissements et s'aligne autour de trois grands axes :

1. Exemplarité : des encadrements et des pratiques en matière d'utilisation du français exemplaires à la Ville de Montréal (autofinancé par la Ville de Montréal) ;
2. Valorisation : des activités qui valorisent la langue française sur le territoire montréalais dans le cadre des compétences de la Ville (en culture, en développement économique et en relations internationales, etc.) ;
3. Inclusion : des initiatives in situ, ciblées à la fois auprès des personnes nouvellement arrivées et de la société civile, qui encouragent ou facilitent les interactions, les échanges et les partages en français au sein de la population montréalaise.

Les projets concernent les axes Valorisation et Inclusion de ce Plan d'action. Ils poursuivent les objectifs suivants :

- Promouvoir le français, langue officielle du Québec, dans la métropole et contribuer à son rayonnement ;
- Valoriser la langue française auprès des Montréalais et Montréalaises allophones ou anglophones issus de la diversité, en mettant l'accent sur le caractère distinct et commun du Québec quant à sa culture de tradition française ;
- Mobiliser la communauté d'affaires montréalaise autour de la valorisation et de la promotion de l'usage du français, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée de faire des affaires en français au Québec et la force économique de cette langue à l'échelle nationale et internationale ;

initiales

- Éveiller au fait français les personnes allophones et anglophones nouvellement arrivées sur le territoire montréalais et susciter l'engagement de la société civile pour les soutenir dans leur apprentissage et leur utilisation de la langue de la vie publique ;
- Sensibiliser les jeunes au caractère francophone de Montréal et développer leur sentiment d'appartenance à la langue et à la culture communes.

Les activités que prévoit réaliser l'**ORGANISME** comprennent des activités de valorisation du français par la culture : activités d'éveil à la lecture, ateliers de chanson, ateliers de théâtre, activités de médiation du livre, tournée des arrondissements par un chœur formé de membres de différentes minorités ethnoculturelles. Ces activités s'adressent notamment à un public qui se tient à l'écart des lieux culturels francophones ou qui est au début de son processus de francisation.

L'**ORGANISME** prévoit également réaliser, par la ligne Affaires Montréal, une campagne d'information et de sensibilisation à la valorisation du français en affaires auprès de plus de 1000 commerçants ; la tenue d'une clinique de valorisation du français à Expo Entrepreneurs, un rassemblement qui a joint, en 2021, 12 000 spectateurs et 130 organismes de soutien à l'entrepreneuriat ; de même que des actions de promotion et de sensibilisation auprès des partenaires du Service de développement économique de la Ville ; notamment par l'envoi de communications écrites.

De plus, l'**ORGANISME** prévoit réaliser une campagne de sensibilisation au fait français auprès des populations allophones, incitant notamment les citoyens francophones à participer à leur apprentissage du français. Enfin, des activités de promotion du français auprès des étudiantes et étudiants allophones et anglophones sont également prévues.

Pour la mise en œuvre des projets, l'**ORGANISME** s'appuie sur son réseau interne (Bibliothèques de Montréal, Maisons de la culture, MEM – Centre des mémoires montréalaises, Affaires Montréal, BINAM – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants, etc.) et plusieurs de ses partenaires (ex. : PME MTL, sociétés de développement commercial, associations de commerçants, etc.)

Peuvent être partenaires de l'ORGANISME, dans la réalisation des activités, les organismes approuvés par le comité de suivi. Les projets admissibles sont ceux dont la réalisation contribue à l'atteinte des objectifs du projet. Les activités régulières de l'**ORGANISME** et celles de ses partenaires, de même que celles qui ont une portée ou un objectif politique, ne sont pas admissibles.

Résultats attendus

Durant la période prévue dans la convention d'aide financière, l'**ORGANISME** devra répondre aux attentes suivantes :

1. Soumettre à l'approbation préalable du **MINISTRE** les projets et les activités qu'il compte réaliser dans le cadre de la convention d'aide financière
2. Prioriser les arrondissements où la promotion du français serait plus pertinente
3. Soumettre à l'approbation du **MINISTRE** les prévisions budgétaires allouées aux activités des projets
4. Attribuer à la main-d'œuvre affectée aux projets un maximum de 20 % du budget alloué
5. Attribuer aux frais d'administration un maximum de 10 % du coût de la main-d'œuvre
6. Participer activement aux travaux du comité de suivi

initiales

7. Compiler les données recueillies grâce aux outils de rétroaction et en transmettre les résultats, au **MINISTRE**
8. Fournir au **MINISTRE**, à l'échéance prévue, les rapports et tout document prévu dans la convention d'aide financière
9. Assurer la bonne gestion de l'aide financière reçue qui respecte les critères de dépenses admissibles et non admissibles précisés à l'annexe D et réaliser les projets sans faire de déficit.

Prévisions budgétaires

Poste	Montants prévus
Main-d'œuvre (avantages sociaux compris)	118 750 $
Autres dépenses admissibles liées aux projets : - Coût d'achat de matériel et de fournitures - Coûts de logistique – tenue d'événements - Coûts de production - Étude et expertise-conseil - Honoraires professionnels - Location d'équipement ou de locaux - Promotion	819 375 $
Frais d'administration (maximum 10 % du coût de la main-d'œuvre)	11 875 $
Total des dépenses	**950 000 $**
Maximum de l'aide accordée par le MINISTRE à l'ORGANISME	**950 000 $**

initiales

ANNEXE B

EXIGENCES ET ÉCHÉANCIERS DES RAPPORTS D'AVANCEMENT ET DU RAPPORT FINAL

En conformité avec la clause 5 de la convention d'aide financière, l'**ORGANISME** s'engage à soumettre les rapports suivants :

- Un rapport de démarrage comprenant :

  La description des activités des projets à réaliser d'ici le 31 décembre 2022 dans le cadre de la convention d'aide financière et les prévisions budgétaires détaillées estimées pour ces projets.

  Ce rapport de démarrage doit être transmis au **MINISTRE**, au plus tard le 31 mai 2022.

- Un second rapport de démarrage comprenant :

  La description des activités des projets à réaliser entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 dans le cadre de la convention d'aide financière et les prévisions budgétaires détaillées estimées pour ces projets.

  Ce rapport de démarrage doit être transmis au **MINISTRE**, au plus tard le 31 décembre 2022.

- Un premier rapport d'état d'avancement, à transmettre au plus tard le 28 février 2023 et qui inclut :
  - Un bilan des activités réalisées au 31 janvier 2023 ;
  - Un rapport financier relatif à ces activités accompagné d'une copie des pièces justificatives.

- Un rapport final, approuvé par résolution du conseil d'administration, sur les activités réalisées au 31 janvier 2024 à transmettre au plus tard le 28 février 2024 et qui comprend :
  - Un bilan complet et détaillé au regard des attentes inscrites à la convention d'aide financière et à ses annexes ;
  - La description des résultats des projets et leur évaluation au regard des objectifs poursuivis. Un rapport détaillé de l'utilisation de l'aide financière et de l'affectation des ressources humaines faisant ressortir les dépenses prévues et les dépenses réelles, le tout, accompagné d'une copie des pièces justificatives.

De plus, l'**ORGANISME** s'engage à transmettre au plus tard le 31 mars 2024, les résultats compilés à l'aide d'outils de rétroaction, relatifs aux activités du projet réalisé.

initiales

ANNEXE C

PROTOCOLE DE VISIBILITE ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le ministre et l'**ORGANISME**. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le Ministère et l'**ORGANISME**.

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'**ORGANISME** s'engage :

- à placer la signature gouvernementale, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec [https://www.piv.gouv.qc.ca/normes-graphiques/], et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le Gouvernement du Québec ;
- à faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le Ministère, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du Gouvernement du Québec, et ce, dans un délai minimum de trois (3) jours ouvrables avant la date de tombée ;
- à convenir avec le Ministère des modalités d'annonce publique de l'entente (communiqué conjoint, visite du **MINISTRE**, point de presse ou autre), et ce, dans un délai de vingt (20) jours ouvrables et à ne produire aucun document tant que les modalités de l'annonce publique n'auront pas été convenues entre les parties ;
- à prévoir des publications sur ses médias sociaux pour toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets prévus à la clause 2 qui en découlent.

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, l'**ORGANISME** s'engage :

- à inviter le **MINISTRE** ou une représentante ou un représentant du Ministère, et ce, dans un délai de vingt (20) jours ouvrables, à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets prévus à la clause 2 qui en découlent, à mentionner la contribution du Ministère et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le **MINISTRE** s'engage :

- à désigner une représentante ou un représentant du Ministère aux fins de l'application du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques ;
- à fournir à l'**ORGANISME** tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, exemple de communiqué de presse, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité ;
- à convenir avec l'**ORGANISME** des modalités d'annonce publique de l'entente (communiqué conjoint, visite du ministre, point de presse ou autre) ;
- à fournir à l'**ORGANISME** et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

initiales

ANNEXE D

DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

Dépenses admissibles

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles liées directement à la réalisation du projet sont les suivantes :

- coûts de main-d'œuvre, y compris les charges sociales, associée exclusivement à la réalisation des activités du projet, mais excluant les assurances collectives ou individuelles, les REER, les CELI ou les avantages de ce type. La rémunération doit être de niveau comparable à celle habituellement versée par le milieu pour des tâches similaires dans la région concernée ;
- coûts raisonnables de location d'équipements ou de locaux pour la réalisation des activités du projet ;
- coûts d'achat de matériel et de fournitures nécessaires à la réalisation du projet ;
- coûts de production ;
- coûts de logistique et tenue d'activités ;
- frais d'étude et d'expertise-conseil ;
- frais de sous-traitance pour la réalisation d'une partie des activités ou pour la conception de certains outils prévus dans le projet ;
- les dépenses associées aux activités de communication (diffusion, publication, publicité, etc.) directement liées aux activités du projet ;
- les frais nécessaires pour la gestion administrative du projet (vérification, comptabilité, informatique, juriste, acquisition ou location de matériel, etc.), jusqu'à concurrence de 10 % des coûts de main-d'œuvre associés à la réalisation des livrables ;
- honoraires professionnels liés aux activités du projet.

Dans le contexte du COVID, l'achat de matériel de prévention des infections (ex. : masques de procédure, couvre-visages, gants, produits désinfectants pour les mains, Plexiglas) peut compter au nombre des dépenses admissibles, à condition que la quantité demandée soit justifiée et raisonnable et que le matériel soit nécessaire à la réalisation des activités du projet.

Dépenses non admissibles

Toutes les dépenses qui ne sont pas nécessaires ou directement liées à la réalisation des activités associées au projet ne sont pas admissibles, par exemple :

- la rémunération du personnel régulier de l'organisme ;
- les assurances collectives ou individuelles, les REER, les CELI ou les avantages de ce type ;
- la rémunération au rendement (prime), les allocations de fin d'emploi (indemnité de départ), les congés de maladie de longue durée et les congés de maternité ;

initiales

- les frais de traduction de documents et de sites Web ;
- les frais de traduction de conférences ou d'allocutions ;
- les dépenses liées au déroulement des activités courantes de l'organisme ou à sa promotion (frais courants de téléphone, de chauffage, de papeterie, de télécopie, de publicité, de loyer, d'équipement, etc.)
- les achats d'équipement (ex. : ordinateur, imprimante, téléphone) ; les dépenses ayant trait au financement d'une dette, au remboursement d'emprunts ou au financement d'un projet déjà réalisé ;
- les dépenses d'immobilisations liées à l'acquisition de terrains ou de bâtiments ;
- les dépenses récurrentes de fonctionnement ;
- les frais juridiques.
- les coûts associés aux rencontres sociales ou de remerciement, associés à l'achat de cadeaux ou de prix ou associés à la consommation d'alcool ;
- les dépenses allouées à la réalisation des activités du projet avant ou après la période couverte par la convention d'aide financière.

initiales

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228489004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Objet :	Autoriser la ratification de la convention d'aide financière de 950 000 $ avec le ministre responsable de la Langue française, qui vise à soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française de la Ville de Montréal; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 950 000 $ au Bureau des relations gouvernementales et municipales.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228489004 Convention aide financiere langue française.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Guilrose PIERRE
Préposée au budget
Tél : 5148722598

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 5148724785
Division :

CE : 20.028

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1215372009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Société en commandite Free 2 play (CF Montréal), pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2021, des locaux au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage, d'une superficie locative totale de 1016 pi² (94,39 m²), moyennant un loyer total de 32 769,96 $, excluant les taxes. Bâtiment 2621-105

Il est recommandé :

1. d'approuver la prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Société en commandite Free 2 play (CF Montréal), pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2021, des locaux au rez-de-chaussée pour des fins de bureaux, ainsi que des locaux de physiothérapie et d'entreposage au sous-sol de l'immeuble, d'une superficie locative totale de 1016 pi² (94,39 m²), sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, moyennant un loyer total de 32 769,96 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail;

2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-05 17:01

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215372009**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Société en commandite Free 2 play (CF Montréal), pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2021, des locaux au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage, d'une superficie locative totale de 1016 pi² (94,39 m²), moyennant un loyer total de 32 769,96 $, excluant les taxes. Bâtiment 2621-105

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 octobre 2016, la Ville de Montréal a acquis le "Complexe sportif Marie-Victorin" sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles. En vertu de cette transaction impliquant le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (Centre d'activités physiques et communautaires de l'est) et la Ville de Montréal, tous les droits, intérêts et obligations ont été cédés à la Ville de Montréal.
Le Complexe sportif Marie-Victorin est un immeuble à vocation sportive qui abrite plusieurs locataires, dont le CF Montréal (anciennement l'Impact de Montréal).

Depuis 2015, le CF Montréal occupe au sein de l'immeuble une superficie de 1016 pi² (94,39 m²) pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage. Le bail est échu depuis le 31 août 2021.

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour la négociation d'une entente dans le but de prolonger l'occupation du CF Montréal dans ces locaux jusqu'en 31 août 2024.

Le dossier accuse un retard de quelques mois en raison de négociations avec le locataire et de délais administratifs.

Le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes le projet de prolongation de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0732 - 18 juin 2019 : Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société en commandite Free 2 play (Impact de Montréal), à des fins de bureaux, des locaux de physiothérapie et d'entreposage, d'une superficie locative totale de 1016 pieds

carrés, situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble, sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, pour une période de 3 ans, à compter du 1er septembre 2018, moyennant un loyer total de 28 829,68 $, excluant les taxes.
CM16 1076 – 26 septembre 2016 : Acquisition par la Ville du Centre d'activités physiques et communautaires de l'est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, localisé dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles / Obtenir un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de 30 années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver la prolongation de bail par lequel la Ville loue à la Société en commandite Free 2 play (CF Montréal) des locaux, d'une superficie locative approximative de 1016 pi² (94,39 m²), situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, pour une durée additionnelle de 3 ans, du 1er septembre 2021 au 31 août 2024, pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage moyennant un loyer total de 32 769,96 $, plus les taxes applicables.
Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps, en le signifiant à l'autre partie avec un préavis écrit de trois (3) mois.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet la prolongation de bail aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants:
- les activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants;

- les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Détail de la recette
La recette est calculée sur un terme de 3 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2024.

	Loyer annuel antérieur (12 mois)	2021 (4 mois)	2022	2023	2024 (8 mois)	Total
Superficie (pi²)	1016 pi²	1016 pi²	1016 pi²	1016 pi²	1016 pi²	1016 pi²
Recette avant taxes	10 497,72 $	3 569,27 $	10 779,12 $	10 994,72 $	7 426,88 $	32 769,96 $
TPS (5 %)	524,89 $	178,46 $	538,96 $	549,74 $	371,34 $	1 638,50 $
TVQ (9,975 %)	1 047,15 $	356,03 $	1 075,22 $	1 096,72 $	740,83 $	3 268,80 $
Recette totale incluant les taxes	12 069,75 $	4 103,73 $	12 393,29 $	12 641,18 $	8 539,06 $	37 677,26 $

Le loyer unitaire pour l'année 2021 était de 10,33 $/pi². Le taux unitaire proposé pour l'année 2022 est de 10,54 $/pi².
Le loyer sera majoré annuellement de 2 % à la date anniversaire du Bail.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 10,75 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de locaux dans le secteur est entre 10 $ et 12 $/pi².

Le loyer inclut tous les frais d'exploitation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Ce dossier contribue également aux engagements en inclusion et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus d'approbation de ce dossier par les instances municipales, la Ville se privera de ces recettes et le CF Montréal devra éventuellement relocaliser les jeunes sportifs de l'Académie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 20 avril 2022.
Conseil municipal du 25 avril 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dino DAFNIOTIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Kifah JAARA, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Dino DAFNIOTIS, 25 mars 2022
Kifah JAARA, 25 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laila BENNAGHMOUCH
Conseillère en immobilier

Tél : 438-925-4055
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-04-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215372009*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions Immobilières – Division Locations*
Projet : *bail par lequel la Ville de Montréal loue à Société en commandite Free 2 play (Impact de Montréal)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Depuis 2015, l'Académie (premier et le seul club professionnel d'Amérique du Nord à proposer un programme Sport-Études pour les jeunes joueurs de soccer dès l'âge de 12 ans), dont la gestion est sous la responsabilité de l'Impact de Montréal, occupe au sein de l'immeuble une superficie de 1016 pi² pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage. Depuis sa création en 2010, l'Académie accueille près de 90 joueurs de soccer de 7 à 12 ans et près de 120 joueurs âgés de 12 à 22 ans.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FREE 2 PLAY (CF MONTREAL)**, une société en commandite, constituée en vertu du code civil du Québec, ayant son siège au 4750, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1V 3S8, agissant et représentée par monsieur Patrick Leduc, directeur administratif des opérations soccer, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : Locaux situés au Complexe sportif Marie-Victorin, édifice portant le numéro 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 17 juin 2019 (le « Bail »), concernant des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble localisé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal d'une d'une superficie locative totale de 1016 pi² pour un terme de trois (3) ans, débutant le premier (1er) septembre 2018 et se terminant le trente et un (31) août 2021;

ATTENDU QUE le Bail et la Convention de modification du bail sont collectivement nommés le « Bail »,

ATTENDU QUE le Locateur désire apporter certaines modifications au Bail, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locataire y consent.

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente Convention de modification du Bail.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrit à l'article 1.0 du Bail.

ARTICLE 3
MODIFICATIONS

L'article 3.1 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de trois (3) ans, débutant le premier (1er) septembre deux mille vingt et un (2021) et se terminant le trente et un (31) août deux mille vingt-quatre (2024).

L'article 6.1 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

6.1 Pour la période du premier (1er) septembre deux mille vingt et un (2021) au trente et un (31) août deux mille vingt-deux (2022), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de dix mille sept cent sept dollars et soixante-douze cents (**10 707,72 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de huit cent quatre-vingt-douze dollars et trente et un cents (892,31 $), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) novembre deux mille vingt et un (2021).

Pour les années subséquentes, le loyer sera majoré de deux (2) pourcent.

L'article 11.1 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

11.1 Tout avis à être donné en vertu du présent Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes.

Pour le Locateur :
VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à : immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca
Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

Pour le Locataire :
CF Montréal
4750, rue Sherbrooke Est,
Montréal, Québec H2X 2K5
514-328-3668,poste414
Courriel patrick.leduc@impactmontreal.com

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 22 février 2022

LOCATAIRE

_____
par : Patrick Leduc, Directeur Académie CF Montreal

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215372009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Société en commandite Free 2 play (CF Montréal), pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2021, des locaux au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 7000, boulevard Maurice-Duplessis pour des fins de bureaux, de locaux de physiothérapie et d'espace d'entreposage, d'une superficie locative totale de 1016 pi² (94,39 m²), moyennant un loyer total de 32 769,96 $, excluant les taxes. Bâtiment 2621-105

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215372009 - Ville loue à Société en commandite Free 2 Play 7000 Bl Maurice-Duplessis.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-29

Mustapha CHBEL
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1222988001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à l'Institut d'administration publique du Québec pour les Prix d'excellence 2022

Il est recommandé d'accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à l'Institut d'administration publique du Québec pour les Prix d'excellence 2022.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-11 10:14

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222988001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à l'Institut d'administration publique du Québec pour les Prix d'excellence 2022

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 1961, l'Institut d'administration publique du Québec (IAPQ) a pour principale mission de promouvoir l'excellence et de valoriser les meilleures pratiques des administrations publiques au Québec. L'IAPQ occupe une place unique dans la mise en valeur et le développement du service public. En effet, il rejoint tant les fonctions publiques québécoise, municipale et fédérale au Québec que les secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que le milieu universitaire. Son conseil d'administration compte aussi sur la compétence et l'expertise d'administratrices et d'administrateurs issus de ces diverses sphères. L'IAPQ encourage l'innovation et les pratiques exemplaires en décernant les Prix d'excellence de l'administration publique du Québec. Attribués depuis 1985, ces prix permettent de souligner les réalisations remarquables d'équipes et de personnes en provenance de tout le territoire québécois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1462406 : Prix d'excellence de l'IAPQ 2021
BC 1425614 : Prix d'excellence de l'IAPQ 2020
BC 1371075 : Prix d'excellence de l'IAPQ 2019
BC 1310096 : Placement média publicitaire - Prix d'excellence de l'IAPQ 2018

DESCRIPTION

Pour réaliser les Prix d'excellence, l'IAPQ compte sur l'appui de partenaires financiers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'administration publique. La Ville de Montréal contribue à l'événement depuis 2018 et recommande de poursuivre sa participation aux prix de 2022 au même niveau que les années précédentes, soit 5 000 $.

Cette contribution donne à la Ville de Montréal une visibilité tout au long de l'année auprès de l'IAPQ et de ses événements.

De plus, la Ville bénéficie de cinq places gratuites pour participer à tous les webinaires de

l'IAPQ.

JUSTIFICATION

En plus de promouvoir l'excellence de son administration publique, la reconnaissance publique du travail des employés et des employées contribuent à la mobilisation et à l'engagement.

Rappelons que la Ville de Montréal s'est illustrée aux prix de 2021. En plus du prix hommage décerné au directeur général, deux projets innovants de la Ville étaient finalistes l'un réalisé par le Service de l'eau, l'autre par la Société de transport de Montréal et le Service de police de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme de 5 000 $ est prévue au budget 2022 de la Direction générale.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien à plusieurs orientations et priorités de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette contribution donne à la Ville de Montréal une visibilité tout au long de l'année auprès de l'IAPQ et de ses événements.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'appel de candidatures des Prix d'excellence de l'IAPQ prend fin le 6 mai 2022. La cérémonie de remise de prix est prévue à l'automne 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Guilrose PIERRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BISSONNETTE
secretaire de direction - directeur de premier niveau

Tél : 514-872-8239
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Isabelle A GAUTHIER
Cheffe du bureau du directeur général

Tél : 514-868-4296
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1222988001*
Unité administrative responsable : Direction générale
Projet : *Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à l'Institut d'administration publique du Québec pour les Prix d'excellence 2022*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *17. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.* *20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *17. Les Prix d'excellence de l'IAPQ sont essentiels pour souligner les bons coups de Montréal et autres des administrations publiques et des équipes qui se démarquent. Ils visent à promouvoir l'excellence et la performance dans nos administrations, diffuser et échanger sur les meilleures pratiques de ces administrations publiques et reconnaître les innovations.* *20. Les Prix d'excellence de l'administration publique sont l'occasion de faire rayonner la métropole et notre personnel, ainsi que l'innovation qui ont marqué nos projets.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



PRIX D'EXCELLENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE 2022

Plan de visibilité pour les partenaires

IAPQ

Valoriser l'excellence
des administrations publ

Ensemble, valorisons l'administration publique!



Les deux lauréats ex aequo du prix Hommage 2021



La lauréate du prix Relève d'excellence 2021



L'équipe lauréate du prix Éducation 2021

Page couverture : l'équipe lauréate du prix Fonction publique 2021

Créé en 1961, l'**Institut d'administration publique du Québec** (IAPQ) a pour principale mission de promouvoir l'excellence et de valoriser les meilleures pratiques des administrations publiques au Québec.

L'IAPQ occupe une place unique dans la mise en valeur et le développement du service public. En effet, il rejoint tant les fonctions publiques québécoise, municipale et fédérale au Québec que les secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que le milieu universitaire. Son conseil d'administration compte aussi sur la compétence et l'expertise d'administratrices et d'administrateurs issus de ces diverses sphères.

L'IAPQ encourage l'innovation et les pratiques exemplaires en décernant les **Prix d'excellence de l'administration publique du Québec.** Attribués depuis 1985, ces prix permettent de souligner les réalisations remarquables d'équipes et de personnes en provenance de tout le territoire québécois. L'événement a célébré son 35e anniversaire en 2021.

Huit prix Réalisation
sont remis dans les catégories suivantes :

- Collaboration scientifique
- Éducation
- Fonction publique
- Gestion des ressources humaines
- Initiatives numériques
- Monde municipal
- Rayonnement international
- Santé et services sociaux

L'IAPQ remet également des prix individuels :

Prix Hommage
Prix remis à une administratrice ou un administrateur reconnu pour sa contribution exceptionnelle au développement de l'administration publique.

Prix Relève d'excellence
Prix remis à une personne de 40 ans ou moins qui se démarque notamment par son leadership, son dynamisme, sa créativité et l'influence positive qu'elle exerce sur son environnement.

Prix Travail étudiant
Deux prix assortis d'une bourse de 2 000 $ et remis à une personne étudiant au 2e cycle ainsi qu'à une personne étudiant au 3e cycle universitaire afin de reconnaître la qualité exceptionnelle d'un travail de recherche portant sur l'administration publique.

Pour réaliser les Prix d'excellence, l'IAPQ compte sur l'appui de partenaires financiers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'administration publique. Comme son rayonnement est vaste, il vise donc à s'associer à un éventail diversifié de partenaires afin de refléter la multitude de secteurs liés à sa mission.

Nos partenaires ont à cœur le développement de la gestion publique, la promotion de l'excellence et la mise en valeur des bons coups dans le domaine du service public. Ils savent que reconnaître publiquement le travail des employés et des gestionnaires contribue à leur motivation et à leur engagement.

Nos partenaires retireront de la visibilité lors du lancement de l'appel de candidatures des Prix d'excellence, du dévoilement des finalistes et de la divulgation des gagnants. La cérémonie de remise des Prix est un événement prestigieux qui regroupe quelques centaines de personnes, dont des dirigeants politiques et administratifs. Grâce à son site web, de même qu'une grande présence sur les réseaux sociaux, l'IAPQ contribue à faire croître l'intérêt envers l'organisation et les Prix d'excellence et offre une plus grande visibilité à ses partenaires, tout au long de l'année.

Pour connaître les différentes formules de partenariat, veuillez consulter les pages suivantes. L'IAPQ est également disposé à envisager d'autres moyens pour accroître encore plus la visibilité résultant d'une association avec votre organisation.

Joignez les partenaires de l'IAPQ et faites rayonner vous aussi nos administrations publiques!

Pour information, contactez :

Annie Savoie, directrice générale
418 641-3034
annie.savoie@iapq.qc.ca
iapq.qc.ca

	Or 15 000 $	Argent 10 000 $	Bronze 5 000 $
Appel de candidatures (mars 2022)			
Logo* ou mention sur le matériel promotionnel	●	●	●
Mention spécifique liée au prix commandité	●	●	–
Logo sur le panneau de fermeture de la vidéo promotionnelle	●	–	–
Logo sur le formulaire de dépôt de candidatures	●	–	–
Dévoilement des finalistes (septembre 2022)			
Places à l'activité de dévoilement (si réalisée en présentiel)	5 places	3 places	2 places
Logo* ou mention sur le matériel promotionnel	●	●	●
Logo* sur la présentation visuelle	●	●	●
Mention générale lors de l'activité	●	●	●
Mention spécifique liée au prix commandité	●	●	–
Cérémonie de remise des Prix (novembre 2022)			
Places à la table d'honneur	1 place	1 place	–
Places supplémentaires dans la salle	5 places	2 places	2 places
Accès au salon VIP pour le cocktail de bienvenue	3 accès	1 accès	–
Logo sur les invitations	●	–	–
Logo sur le certificat individuel remis aux finalistes	●	–	–

*Taille du logo en fonction de la catégorie de partenariat

	Or 15 000 $	Argent 10 000 $	Bronze 5 000 $
Visibilité lors de la cérémonie (novembre 2022)			
Mention verbale lors de l'activité	●	●	●
Projection du logo* sur l'écran pendant la soirée	●	●	●
Logo* sur les imprimés (menu, etc.)	●	●	●
Photo officielle avec les lauréats du prix associé	●	●	–
Remise d'un prix	●	●	–
Courte allocution (50 mots) lors de la remise du prix	●	●	–
Logo au début de la vidéo de présentation des finalistes	●	●	–
Citation (sujette à approbation) et logo sur écran	●	–	–
Promotion des lauréats (novembre/décembre 2022)			
Logo sur les publicités diffusées dans les médias (s'il y a lieu)	●	–	–
Logo sur le matériel promotionnel	●	–	–
Visibilité sur le site Web et les réseaux sociaux			
Logo* dans les sections « Partenaires » et « Prix » avec hyperlien	●	●	●
Logo* sur le panneau de fermeture des vidéos des finalistes	●	●	●
Mentions générales sur les réseaux sociaux	●	●	–
Mentions spécifiques sur les réseaux sociaux et site web	●	●	–
Publicité avec hyperlien sur la page d'accueil (sujet à approbation - calendrier et durée à déterminer)	●	–	–

*Taille du logo en fonction de la catégorie de partenariat

IAPQ
Valoriser l'excellence
des administrations publiques

PRIX D'EXCELLENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU QUÉBEC 2021

Bilan de la visibilité offerte aux partenaires Bronze
pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.

Appel de candidatures

Contrairement aux années antérieures, le lancement de l'appel de candidatures n'a pas fait l'objet d'une activité en présence.

- Logo* sur les feuillets publicitaires
- Mentions sur les réseaux sociaux
- Bandeau avec logo* au bas de l'infolettre

Dévoilement des finalistes

Contrairement aux années antérieures, le dévoilement des finalistes n'a pas fait l'objet d'une activité en présence. Une vidéo diffusée simultanément sur Facebook et YouTube a plutôt été produite.

- Logo* sur le panneau de fermeture de la vidéo de dévoilement des finalistes
- Mention verbale par la présidente
- Logo* à l'écran lors de la mention par la présidente
- Mentions sur les réseaux sociaux
- Bandeau au bas de l'infolettre

Cérémonie de remise des prix

- Logo* sur le menu/déroulement de la soirée
- Logo* sur le panneau de fermeture des vidéos diffusées lors de la cérémonie et en ligne
- Logo* sur grand écran lors de la cérémonie
- Logo* sur le formulaire d'achat en ligne de billets pour la cérémonie
- Mention de remerciement par la présidente et l'animatrice

Site web de l'IAPQ

- Logo* et hyperlien sur la page des Prix d'excellence
- Logo* et hyperlien sur la page des partenaires
- Logo* et hyperlien sur la page principale des entrevues

Réseaux sociaux de l'IAPQ

- Vidéo de lancement de l'appel de candidatures (publications commanditées sur Facebook et LinkedIn)
- Vidéo du dévoilement des finalistes (diffusion en direct simultanément sur Facebook et YouTube)
- Mentions avec identification du compte du partenaire et/ou logo sur la vignette de certaines publications sur Facebook, LinkedIn et Twitter

***Taille des logos en fonction de la catégorie de partenariat**

Visuels

Feuillets promotionnels de l'appel de candidatures

17 versions (par prix, par secteur et général)





Bandeau au bas des différentes infolettres dont le sujet était les Prix d'excellence



Visuel sur le formulaire d'achat de billets à la cérémonie



Cérémonie – grand écran



Vidéos des finalistes

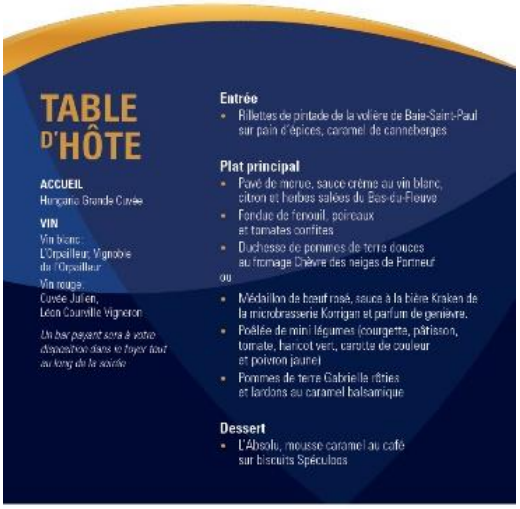


Menu et déroulement de la cérémonie



ORDRE DE REMISE DES PRIX

1. Gestion des ressources humaines
2. Collaboration scientifique
3. Monde municipal
4. Travail étudiant
5. Santé et services sociaux
6. Rayonnement international
7. Éducation
8. Relève d'excellence
9. Hommage
10. Initiatives numériques
11. Fonction publique
12. Mentions spéciales



MERCI À NOS PARTENAIRES

PRÉSENTATEUR OFFICIEL

Québec

beneva

Desjardins
Caisse de l'Administration et des Services publics

ENAP

Montréal

BDO

Ville de Québec

Feuillet promotionnel de félicitations après la cérémonie



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1222988001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 5 000 $ à l'Institut d'administration publique du Québec pour les Prix d'excellence 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1222988001 IAPQ.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Guilrose PIERRE
Préposée au budget
Tél : 5148722598

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 5148724785
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228383002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal en 2022 et en 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal en 2022 et en 2023;

2- d'approuver un projet de convention à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-03-31 14:31

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228383002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal en 2022 et en 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) est un partenaire de longue date de la Ville de Montréal. Regroupant plus de 5 000 établissements commerciaux, il représente près de 70 % de l'activité économique liée au commerce de détail du Québec. En plus de représenter son secteur auprès des instances politiques, l'organisme organise annuellement des événements où les détaillants, les analystes et les preneurs de décision partagent des informations de pointe sur les pratiques d'affaires en commerce de détail. Le CQCD accompagne également les détaillants membres en mettant à leur disposition du contenu portant sur l'industrie du commerce de détail (résultats de sondages aux consommateurs, analyses des données de ventes au détail au Canada, formations et webinaires, etc).
En 2021, une contribution financière de 150 000 $ a été accordée par la Ville de Montréal au CQCD pour la réalisation de divers projets:

1. Hop le Sommet du commerce de détail (15 000 $) : l'événement s'est tenu en virtuel sur 3 mois en raison de la pandémie, ce qui a permis de rassembler 520 participants et 1150 visionnements en différé sur Youtube. 26 conférences ont été présentées au cours de la période, rassemblant 64 conférenciers.

2. TAG le commerce à l'ère numérique (15 000 $) : l'événement a pu se tenir en présentiel au Palais des Congrès et a rassemblé près de 600 personnes. Ce sont 29 conférences qui ont été tenues en lien avec la transformation numérique, rassemblant 58 conférenciers.

3. Offre de service en marketing numérique (110 000 $) : un accompagnement personnalisé a été offert aux détaillants montréalais, pour près de 930 heures d'accompagnement et 147 consultations numériques. Un sondage de satisfaction a été transmis aux participants et l'élément négatif qui est ressorti, est qu'ils souhaitaient que l'accompagnement se poursuive. De plus, une série d'outils (partagés sur les réseaux sociaux de la Ville) et trois webinaires ont été offerts aux détaillants.

4. Offre de contenu du CQCD aux détaillants (10 000 $) : accès du contenu produit

par le CQCD permettant d'outiller le secteur du commerce de détail en recevant des informations, données et tendances sur le commerce de détail

De plus, une autre contribution financière a été accordée au CQCD pour le projet Envoi Montréal pour un montant de 151 340 $. Celle-ci a permis la mise en œuvre d'une plateforme de gestion des expéditions pour les commerçants locaux de Montréal et l'intégration de services de livraison locale écologique à la plateforme, en partenariat avec la Coop Carbone et Jalon MTL. La plateforme prend en charge la gestion de la logistique du commerce électronique pour les commerçants participants et leur donne accès à des tarifs plus compétitifs pour l'ensemble de leurs besoins d'expédition. À ce jour, plus de 300 commerçants utilisent la plateforme et l'ont utilisé pour effectuer plus de 90 000 expéditions.

Le présent dossier décisionnel a pour objet d'accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal pour l'année 2022 et 2023 et d'approuver un projet de convention à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0593 - 19 novembre 2020 - Octroyer une contribution financière non récurrente de 149 340 $ au Conseil québécois du commerce de détail pour la mise en place d'un service de livraison durable et mutualisé pour les commerçants locaux.
CG20 0455 - 24 septembre 2020 - Abroger la résolution CE20 0393 et accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 et de l'événement « TAG », pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE20 0393 - 18 mars 2020 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue de deux événements « Hop! Le Sommet du commerce de détail » et «eCommerce-Québec», pour l'année 2020.

CE19 0404 - 13 mars 2019 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 30 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue de deux événements « Hop! Le Sommet du commerce de détail » et «eCommerce-Québec», pour l'année 2019.

CE18 1606 - 3 octobre 2018 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 10 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue du colloque e-Commerce-Québec qui se tiendra les 4 et 5 octobre 2018 au Palais des congrès de Montréal.

CE18 0464 - 21 mars 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 20 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) afin d'appuyer la tenue de l'événement « Hop! Le Sommet du commerce de détail » du 20 au 21 mars 2018.

CE17 0547 - 12 avril 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 25 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) afin d'appuyer la tenue des événements « Hop! Le sommet du commerce de détail » et « eCommerce-Québec » pour l'année 2017.

CE16 1628 - 12 octobre 2016 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Le Conseil québécois du commerce de détails (CQCD) pour l'organisation de l'événement eCommerce-Québec, les 12 et le 13 octobre 2016, au Palais des congrès de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière de 150 000 $ porte sur les projets suivants :

- **Événement TAG Focus sur le commerce d'aujourd'hui (25 000 $) :** En 2022, il a été convenu que le CQCD tiendrait un seul événement d'envergure. Il est

projeté que l'événement ait lieu à l'automne 2022 en présentiel. Notre contribution permettra de soutenir l'événement et ainsi de bénéficier d'une visibilité tout en donnant l'accès à des détaillants montréalais et à des employés de la Ville de Montréal.

- **Tables de discussions (10 000 $) :** tenue de tables de discussion en présentiel et en virtuel sur des thématiques choisies par la Ville de Montréal (par exemple l'économie circulaire, la vacance commerciale, etc.) avec des détaillants et animées par un professionnel du CQCD. Cela permettra de mettre en évidence les besoins et défis actuels du secteur du commerce de détail.
- **Accompagnement personnalisé aux commerçants (100 000 $) :** Des heures d'accompagnement personnalisées seront à la disposition des commerçants. L'accompagnement offert couvrira les quatre thématiques suivantes : la main d'œuvre, la logistique, le développement durable (économie circulaire, zéro déchet) et le numérique. Celles-ci couvrent les enjeux principaux que connaissent actuellement les commerçants.
- **Boîtes à outils et webinaires (15 000 $) :** création de boîtes à outils et de webinaires sur les thématiques de la main d'œuvre et du développement durable. La transformation numérique n'est pas abordée puisqu'une gamme d'outils a déjà été développée en 2021. On trouvera notamment des gabarits de documents que peuvent adapter les détaillants et qui sont construits à partir de bonnes pratiques.
- **Adhésion au CQCD (inclus dans l'entente) pour les membres de la Ville de Montréal :** accès à des outils, informations, événements virtuels du CQCD, etc.

Ce sont donc 150 000 $ qui seraient alloués au CQCD pour 2022 et pour 2023 afin d'accompagner les détaillants montréalais dans le maintien et le développement de leur activité.

JUSTIFICATION

Cette contribution financière au CQCD permettra :
- la participation et la visibilité de la Ville de Montréal à l'événement TAG Focus sur le commerce d'aujourd'hui, d'offrir l'accès gratuitement à des détaillants ainsi qu'à des sociétés de développement commercial (SDC), l'animation par la Ville de Montréal d'un webinaire et l'affirmation de son rôle de leader en termes de support à l'activité commerciale par le soutien à la vitalité commerciale des artères;

- de soutenir les commerçants pour faire face aux enjeux qui touchent particulièrement le secteur du commerce de détail : la livraison urbaine et le virage numérique avec la multiplication des achats en ligne, la pénurie de main-d'oeuvre, la prise en compte des enjeux environnementaux dans les activités des commerçants, etc.

- d'outiller les commerçants et les professionnels qui accompagnent les détaillants afin de leur donner de l'information stratégique et des outils utiles à l'amélioration des pratiques d'affaires;

Les interventions visées par le projet de convention avec le CQCD viennent mettre en oeuvre l'axe 1 du plan d'action en commerce *Vivre Montréal* de la stratégie économique *Accélérer Montréal* .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier décisionnel, il y a lieu d'autoriser une dépense maximale non récurrente de 150 000$ pour les projets décrits plus hauts. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (SDÉ), selon la répartition suivante :

Année	Source budgétaire	Somme
2022	SDÉ – Budget régulier - Direction de la mise en valeur des pôles économiques (entente de 150 M$)	120 000 $
2023	SDÉ – Budget régulier - Direction de la mise en valeur des pôles économiques (entente de 150 M$)	30 000 $
Total		**150 000 $**

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel contribuera aux trois priorités suivantes du Plan stratégique Montréal 2030 :
4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Le tout se trouve détaillé dans le fichier intégré en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas soutenir les initiatives du CQCD empêchera la Ville de Montréal de profiter de l'entente de visibilité conclue avec le CQCD, privera les détaillants montréalais d'accompagnement, d'outils et d'informations pertinentes sur le milieu du commerce de détail.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19 n'est prévu. L'événement se tiendra virtuellement si les rassemblements ne sont pas permis d'ici l'automne 2022. L'accompagnement technique sera offert à distance (téléphone, visioconférence).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution financière comporte des modalités relatives à la visibilité de la Ville. L'ensemble des projets présentés dans la section "description" seront communiqués auprès du réseau, et plus particulièrement des SDC, des arrondissements et des pôles PME MTL afin d'encourager les commerçants des artères commerciales montréalaises à participer.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre de l'entente entre fin avril 2022 et fin avril 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catia DOS SANTOS
Commissaire au développement économique

Tél : 514 295-3650
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-26

Alain MARTEL
Chef de division - Programmes et partenariats

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2022-01-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-01-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228383002
Unité administrative responsable : Service du développement économique - Direction Mise en valeur des pôles économiques

Projet : Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal en 2022 et en 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité 14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Concernant la priorité 4, la contribution au CQCD permettra de soutenir les commerçants dans leur transition écologique mais aussi d'être plus résilients et attractifs et ainsi favoriser l'achat local par les citoyens montréalais. Les différentes formes d'accompagnement offerts viendront également contribuer à la priorité 14 en informant les détaillants sur les types d'innovation à adopter ce qui permettra comme résultat d'avoir des commerces locaux davantage résilients.			

Enfin, en lien avec la priorité 19, l’offre de solutions aux enjeux rencontrés par le secteur du commerce de détail permet de soutenir les commerçants dans l’adaptation de leur modèle d’affaires et ainsi contribuer à la qualité de vie des citoyens en trouvant dans leur quartier une offre commerciale variée et de qualité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est le 4284 Rue de la Roche, suite 217, Montréal (QC) H2J 3H9, agissant et représentée par Céline Blanchet, présidente du conseil d'administration, et Jean-Guy Côté, directeur général, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription T.P.S. : 103024857
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006199522

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme représente, promeut et valorise le secteur du commerce de détail et développe des moyens pour favoriser l'avancement de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, tel que soumis par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités

effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la

somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000.00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de soixante mille dollars (60 000.00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de montant de soixante mille dollars (60 000.00 $) au plus tard le 30 novembre 2022 et sur réception de la reddition de compte 1, telle que décrite à l'Annexe 1;

- un troisième versement au montant de trente mille dollars (30 000.00 $) dans les trente (30) jours suivant la remise de la reddition de compte finale du Projet à la satisfaction du Responsable, telle que décrite à l'Annexe 1.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier

à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions

de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec

l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 4284 Rue de la Roche, suite 217, Montréal (QC) H2J 3H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700 rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage sud, Montréal, QC, H3B 5M2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Emmanuel Tani-Moore, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL

Par : _____
Céline Blanchet, présidente du conseil d'administration

Par : _____
Jean-Guy Côté, directeur général

Le .....e jour de ..... 20__

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CG…….).

ANNEXE 1
PROJET

Conseil québécois du commerce de détail

Proposition 2022

Leader incontestable du secteur du commerce de détail, le CQCD a pour mission de représenter, promouvoir et valoriser l'écosystème de ce secteur au Québec et de développer des moyens pour favoriser l'avancement de ses membres.

Point de rassemblement et référence du secteur du commerce de détail au Québec, le CQCD est toujours à l'avant-garde des enjeux qui affectent le secteur.

Le CQCD est impliqué dans le quotidien de ses membres et c'est pourquoi sa volonté se manifeste dans des actions concrètes pour tout le secteur du commerce de détail : présence active dans les médias traditionnels et sociaux, diffusion de contenu, visites de détaillants et événements enrichissants.

PROPOSITION ANNUELLE

Montant total de l'offre CQCD 150 000 $

CQCD

ÉVÉNEMENTS

- **TAG Focus sur le commerce d'aujourd'hui (en présentiel)**
- **25 000$**

1. Remettre cinquante (50) inscriptions à TAG Focus sur le commerce d'aujourd'hui 2022, pour des représentants de la ville de Montréal ou pour des détaillants (exclusivement) de votre choix (valable pour de nouvelles inscriptions);
2. Remettre six (6) inscriptions à la Soirée des détaillants en octobre 2022;

    a. L'équipe du CQCD procèdera à vos inscriptions. Un formulaire vous sera envoyé afin de compiler les informations et elles devront être envoyées au plus tard trois (3) semaines avant l'événement;
3. Inviter le décideur au Rendez-vous des présidents prévu le jour 1 de l'événement;
4. Inviter le décideur à la table d'honneur prévu à la soirée;
5. Offrir la possibilité de présenter une grande conférence de 45 minutes ;
6. Un mot de présentation pour une conférence ou mot d'ouverture de la mairesse;
7. Offrir la possibilité d'animer une conférence de 30 à 45 minutes selon un des grands axes de l'événement;
    a. Le sujet devra être validé par le CQCD. Les détails de la conférence (formulaire du conférencier à compléter) devront être acheminés au CQCD au plus tard deux (2) semaines avant l'événement (sans contenu de votre part, le CQCD ne pourra garantir une place dans la programmation);
8. Vous faire rencontrer deux (2) entreprises de votre choix pendant et/ou postérieurement à l'événement, rencontres qui seront facilitées par le CQCD;
9. Positionner le logo de la ville de Montréal, ainsi qu'un hyperlien, sur le site Internet de l'événement;
10. Diffuser une bannière avec le logo et mention de votre entreprise, en tant que « Partenaire Platine » de l'événement, sur les médias sociaux du CQCD;
11. Offrir une page de publicité ou un article sur un sujet approuvé par le CQCD sur les plateformes médias (ex : blogue); Le nom du rédacteur et le nom de l'organisation seront publiés;
    a. La date de tombée vous sera communiquée ultérieurement. Sans retour de votre part après cette date, le CQCD considérera alors un désintérêt et la visibilité sera automatiquement annulée.
12. Mentionner la ville de Montréal, en tant que « Partenaire Platine », dans les communiqués de presse diffusés en lien avec l'événement;
13. Mentionner le partenariat à l'ouverture de l'événement;
14. Positionner le logo de la ville de Montréal sur la plateforme virtuelle de l'événement;

TABLES DE DISCUSSION

/ **Table de discussion en présentiel (1)**
/ **Table de discussion en virtuel (2)**
/ **10 000$**

Ces tables de discussion à distance ou en présentiel, seront réservées à un maximum de 25 personnes par session. Les ateliers seront encadrés et animés par un professionnel en ressources humaines.
Des détaillants ayant participé au projet seront sélectionnés en lien avec le sujet.

Sujets possibles des tables de discussion:

1. Main-d'œuvre
2. Développement durable/Économie circulaire
3. Enjeux numériques
4. Approvisionnement et logistique

Déroulement de la Table
L'animateur spécialiste explique brièvement le déroulement de la Table ainsi que l'objectif visé par celle-ci, soit de prendre le pouls du terrain, entendre la réalité des détaillants, incluant leurs défis, leurs besoins et aussi leurs bons coups.
L'animateur précise que le tout débutera par une présentation d'un spécialiste sur l'état actuel du « sujet » et que des échanges avec les participants suivront sur les thèmes de discussions des sujets : Main-d'œuvre, Développement durable/Économie circulaire, Enjeux numériques, Approvisionnement et logistique…

Présentation du spécialiste
Le spécialiste présente de manière « macro » la situation actuelle du marché et ses grandes tendances ainsi que quelques perspectives.

Commentaires des participants et échanges
Selon la réponse, il pourrait y avoir plusieurs cohortes pour une même thématique

Table de discussion	Heures
Expert	50
Administration + salle	50 + salle
Total des heures	100 + salle

OFFRE DE SERVICES ACCOMPAGNEMENTS PONCTUELS

- **Accompagnement pour tous les détaillants de l'agglomération de la ville de Montréal**
- **100 000$**

Séance de travail individuelle, offerte à distance, avec un expert qui vise à offrir un accompagnement personnalisé et ponctuel aux détaillants dans la mise en place d'actions concrètes pour optimiser leur approche en lien avec les enjeux reliés au commerce de détail.

Cette offre d'assistance permettrait d'offrir des consultations dont la durée varie entre 0,5h à 15h pour aider les commerçants avec un aspect qui leur pose problème sur les enjeux ci-dessous :

5. Main-d'œuvre
6. Développement durable/Économie circulaire
7. Enjeux numériques
8. Approvisionnement et logistique

Critères d'éligibilité des détaillants :

/ Entreprise de 2 employés et plus
/ L'entreprise est motivée à s'investir dans son projet. Un minimum de 3 heures par semaine est requis. Elle dispose et/ou prendra le temps et le budget nécessaires pour suivre le plan d'action proposé.
/ L'entreprise accepte de se rendre disponible pour des appels virtuels
/ L'entreprise accepte de partager à son conseiller des données d'affaires pour mesurer l'impact de l'accompagnement sur la reprise de ses ventes et la rétention / recherche de nouvelle main-d'œuvre (sur les impacts du plan d'action donné à l'entreprise)
/ L'entreprise répond au sondage à la fin du programme.
/ L'entreprise est un commerce de détail, avec ou sans pignon sur rue.

CONSULTATIONS PONCTUELLES AVEC UN EXPERT	Heures
Accompagnement	1000
Administration	600
Total des heures	**1600**

COMMUNICATIONS

/ **Webinaires (3)**
/ **Création d'outils**
/ **15 000$**

Modèles de documents, en format numérique, que les commerçants pourront utiliser tels quels, et les adapter à leur entreprise. Ces outils ont l'avantage considérable d'être construits à partir des bonnes pratiques et de maximiser les stratégies mises de l'avant en les utilisant.

Création de deux boîtes à outils* et webinaires :

1. Main-d'œuvre
2. Développement durable/Économie circulaire

Publications hebdomadaires sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram) du CQCD pour promouvoir l'emploi dans le secteur (bonnes nouvelles, bonnes pratiques, recrutement, embauche, nouvelles opportunités, etc).
*Le lien est à titre d'exemple.

COMMUNICATIONS	Heures
Spécialiste	100
Administration	100
Total des heures	**200**

ADHÉSION

/ **Adhésion pour tous les employés de la ville de Montréal**
/ **Inclus dans l'entente**

1. Des outils exclusifs :
    a. Des sondages qui vous permettent de prendre le pouls de votre secteur d'activité et d'orienter vos décisions stratégiques.
    b. Le Baromètre CQCD, des analyses de ventes au détail au Canada, des sondages de consommation et plus encore.
    c. Des webinaires et des formations privés
2. Le CQCD et ses partenaires mobilisent les meilleures ressources pour vous former sur des enjeux aussi variés que le commerce en ligne, le marketing numérique, les mesures sanitaires en vigueur, la logistique, les ressources humaines, la commercialisation de produits et le développement durable.
3. Des blogues avec des témoignages, des articles thématiques et des conseils pratiques en plus de contenu exclusif pour mieux comprendre certains défis, pour vous informer et pour vous inspirer.
    a. Des courriels sur l'actualité et les tendances du secteur du commerce de détail au Québec.
    b. Nos condensés de nouvelles importantes dans la revue de presse du CQCD.
    c. Des infolettres sur les sujets et enjeux du moment.
4. Accès gratuit aux événements et conférences virtuelles du CQCD

Montant total de l'offre CQCD 150 000 $

Redditions de compte

Reddition de compte 1 :

Pour cette reddition de compte au 30 novembre 2022, il sera nécessaire de fournir un rapport présentant :

- une description des tables de discussions réalisées, le nombre et le profil des participants, le(s) sujet(s) discuté(s), les experts sélectionnés et le nombre d'heures accordées aux tables de discussion;
- une description des accompagnements réalisés, le nombre de détaillants accompagnés par thématique et le nombre d'heures accordées à l'accompagnement, l'impact sur les activités des commerçants et les résultats du sondage que le CQCD leur aura soumis;
- la liste et la description des outils et des webinaires créés et une description de la communication entourant le partage de ces éléments;
- Une description de l'événement ainsi que des retombées de l'événement, le nombre de participants, le nombre de conférenciers et de conférences, les sujets abordés, une présentation du budget lié à l'événement, une description de la visibilité offerte à la Ville.

Reddition de compte finale :

Pour cette reddition de compte finale au 30 avril 2023, il sera nécessaire de fournir un rapport présentant :

- une description des tables de discussions réalisées, le nombre et le profil des participants, le(s) sujet(s) discuté(s), les experts sélectionnés et le nombre d'heures accordées aux tables de discussion;
- une description des accompagnements réalisés, le nombre de détaillants accompagnés par thématique et le nombre d'heures accordées à l'accompagnement, l'impact sur les activités des commerçants et les résultats du sondage que le CQCD leur aura soumis;
- la liste et la description des outils et des webinaires créés et une description de la communication entourant le partage de ces éléments.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. **Visibilité**

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. **Communications**

L'Organisme doit :

2.1. **Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal**

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les

documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. **Relations publiques et médias**

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

      Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. **Normes graphiques et linguistiques**

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. **Publicité et promotion**

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. **Événements publics**

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l’avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

us pouvez joindre la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228383002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail afin de soutenir les détaillants de l'agglomération de Montréal en 2022 et en 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228383002 - Conseil québécois du commerce de détail.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-11

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2288
Division : Service des finances , Direction de conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228488001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	MCCQ 2021-2024 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier de 100 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation des projets de son plan d'action 2021-2022 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/ViIle 2021-2024 (EDCM) et approuver la convention à cet effet.

Il est recommandé:

1. d'accorder un soutien financier de 100 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2021-2022 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/ViIle 2021-2024 (EDCM);

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-07 15:25

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228488001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	MCCQ 2021-2024 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier de 100 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation des projets de son plan d'action 2021-2022 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/ViIle 2021-2024 (EDCM) et approuver la convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien (CASPJ), situé aux frontières des arrondissements de L'Île- Bizard-Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro, est un diffuseur pluridisciplinaire dont le mandat est d'offrir à la population francophone de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges une programmation de spectacles professionnels diversifiés. Ce mandat particulier est d'ailleurs encadré par un décret gouvernemental (Décret gouvernement du Québec numéro 261-98).
Depuis 2015, une entente de partenariat a été développée avec le CASPJ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC). Cette entente a été renouvelée en 2016-2017, en 2017-2018 ainsi qu'en 2018-2019, avec un soutien annuel de 150 000 $ permettant à l'organisme de remplir sa mission de diffuseur francophone dans l'Ouest-de-l'île, tout en stabilisant sa situation financière. En ce qui concerne les périodes de 2019-2020 et 2020-2021, le MCC et la Ville concluent d'octroyer un soutien révisé de 120 000 $ et de 110 000 $ respectivement en fonction de l'adéquation des projets proposés par l'organisme avec les orientations de l'Entente sur le développement culturel 2018-2021.

Le CASJP, qui développe également des ententes de collaboration avec les arrondissements Île-Bizard-Sainte-Geneviève et Pierrefonds-Roxboro, met en place des projets visant à l'amélioration des liens entre les groupes de citoyens qui composent la mosaïque culturelle de son territoire. Il est reconnu dans le milieu de la diffusion comme un modèle d'excellence autant en ce qui a trait à sa programmation qu'à tout ce qui est réalisé en médiation artistique et culturelle. Il est important de mentionner que depuis 2014, l'organisme a développé une approche particulière pour accueillir dans sa programmation, des artistes issus des communautés culturelles. Cette approche permet aux gens issus des communautés culturelles de mieux s'identifier aux artistes et aux spectacles proposés.

Il est donc proposé d'accorder au Centre des arts de la scène Pauline-Julien un soutien de 100 000 $ pour lui permettre de mettre en place les projets de son Plan d'action 2021-2022 dans le cadre de la nouvelle Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 28 143 - 4 juin 2021 - Autoriser une subvention de 15 000 $ à titre de partenaire de saison du Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'année 2021. (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève).
CA 21 28 144 - 4 juin 2021 : Autoriser la signature du renouvellement de la convention-contribution-culture, sports, loisirs entre le Centre des arts de la scène Pauline-Julien et la Ville de Montréal (2021 -2022 : 38 726,37 $ /Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève)

CA21 28 145 - 4 juin 2021 : Accorder un soutien financier totalisant la somme de 24 199 $, pour l'année 2021, à deux organismes ci-après désignés, ainsi qu'à la bibliothèque, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en provenance du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables / Approuver les deux projets de convention à cet effet. (Soutien au CASPJ : 7000 $ en 2021 et 7000 $ en 2022 / Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève)

CE21 0522 - 7 avril 2021 : Accorder un soutien financier de 110 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation des projets de son plan d'action 2020-2021 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/ViIle 2018-2021 (EDCM) et approuver la convention à cet effet.

CM20 1159 - 16 novembre 2020 : Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur / Approuver un projet de convention à cet effet.

CA20 28 054 - 3 mars 2020 : Autoriser une subvention de 15 000 $ à titre de partenaire de saison du Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'année 2020. (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève).

CE19 1950 - 11 décembre 2019 : Accorder un soutien financier de 120 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2019-2020 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel et approuver la convention à cet effet.

CA19 28 060 - 5 mars 2019 : Autoriser une subvention de 15 000 $ à titre de partenaire de saison du Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'année 2019. (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève).

CE18 2049 - 12 décembre 2018 : Accorder un soutien financier de 150 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2018-2019 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel et approuver la convention à cet effet.

CA18 28 099 - 3 avril 2018: Autoriser la signature du renouvellement de la convention-contribution-culture, sports, loisirs entre le Centre des arts de la scène Pauline -Julien et la Ville de Montréal (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève -37 000 $).

CA18 28 095 - 3 avril 2018: Autoriser une subvention de 15 000 $ à titre de partenaire de saison du Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'année 2018 (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève).

CM17 0996 - 22 août 2017 : Accorder un soutien financier de 150 000 $ au Centre des arts

de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2017 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2017-2018 et approuver la convention à cet effet. Confirmer la volonté de la Ville à poursuivre cette entente pour les deux années subséquentes, soit en 2018-2019 et en 2019-2020, en fonction du plan d'action qui sera déposé par le Centre des arts de la scène Pauline-Julien concernant cette période.

CA17 29 0209 - 20 juin 2017 : Accorder une subvention ponctuelle de 15 000 $ provenant du budget de fonctionnement 2017 à la Salle Pauline-Julien (Pierrefonds-Roxboro).

CM16 1155 - 24 octobre 2016 : Accorder un soutien financier de 150 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son Plan d'action 2016 / Approuver un projet de convention à cet effet (Entente sur le développement culturel 2016-2017).

CM15 0524 - 27 avril 2015 : Accorder un soutien de 170 000$ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2015 (Entente sur le développement culturel 2015)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à soutenir le Centre des arts de la scène Salle Pauline-Julien (CASPJ) pour la mise en place des projets de son Plan d'action 2021-2022. Ces projets rejoignent l'axe 2 de l'Entente sur le développement de Montréal 2021-2024 soit *La participation citoyenne et accessibilité à la culture* . Les projets du CASPJ favorisent la participation citoyenne et l'accessibilité à la culture en collaboration avec les arrondissements L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et Pierrefonds-Roxboro, les différents partenaires locaux et les citoyens du secteur.
Le CASPJ, qui loge dans le Cégep Gérald-Godin, permet d'offrir une programmation professionnelle diversifiée et de grande qualité aux citoyens de l'Ouest-de-l'Île qui ont peu de services et d'activités culturelles à proximité. L'organisme propose une programmation ouverte à la création artistique professionnelle de toutes langues et origines dont les objectifs sont les suivants :

- Offrir une vitrine de la culture francophone
- Faire une place privilégiée à certaines disciplines ou activités, dont la danse, le théâtre de création, le cirque, la musique classique, le cinéma d'auteur et de répertoire.
- Encourager la relève artistique et la fréquentation du jeune public (garderies, primaire, secondaire)
- Favoriser la diversité culturelle
- Promouvoir la création artistique professionnelle de toutes langues et origines
- Contribuer au dynamisme culturel de son quartier

Pour le Plan d'action 2021-2022, le CASPJ, en plus du grand public, cible deux groupes de citoyens auxquels il souhaite accorder une attention particulière :

- Les personnes aînées
- Les jeunes citoyens

L'organisme travaille aussi à la sensibilisation et au développement des publics par des activités de médiation artistique et culturelle et par des activités qui permettent d'inscrire les artistes et leur création au coeur du milieu de vie des citoyens. Les activités de médiation et d'accompagnement aux spectacles sont au sein de la mission de la CASJP et constituent la pierre angulaire du travail de diffusion de l'organisme. Enfin, le CASPJ souhaite poursuivre son approche inclusive et rassembleuse afin que les citoyens de l'Ouest-de-l'Île de Montréal trouvent leur place dans la communauté par le biais des arts et de la culture.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications reconnaissent l'importance et la spécificité du mandat de diffusion du CASPJ et souhaitent soutenir cet organisme qu'ils considèrent comme étant un acteur majeur de la vie culturelle de l'Ouest-de-l'île qui permet d'enrichir les expériences vécues en matière de culture à l'extérieur du centre-ville.
De plus, le soutien au CASPJ s'inscrit dans le plan stratégique de la Ville: Montréal 2030 aux échelles d'intervention Quartiers et l'Humain. L'entente de partenariat rencontre certaines priorités du document, notamment le soutien de la vitalité culturelle de Montréal et la contribution au développement des quartiers vivants et sécuritaires. Les projets de l'organisme favorisent la mixité sociale et intergénérationnelle ainsi que l'inclusion dans l'Ouest-de-l'île. Le CASPJ est donc un acteur essentiel du développement culturel et social de son milieu et contribue à l'amélioration de la qualité de vie des résidents des arrondissements Île- Bizard-Sainte-Geneviève et Pierrefonds-Roxboro, cet aspect s'inscrit également aux priorités du plan stratégique principalement dans la consolidation d'un filet social fort à Montréal.

Enfin, il est important de mentionner que les appuis accordés depuis 2015 ont été structurants et ont permis au CASPJ de poursuivre pleinement la réalisation de son mandat d'offrir à la population francophone de l'Ouest-de-l'Île de Montréal une programmation de spectacles professionnels diversifiés tout en développant des projets qui encouragent le vivre-ensemble et renforcent la citoyenneté culturelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 100 000 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 21 048 Ententes sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 / Report des années antérieures CM21 1303.
La dépense de 100 000 $ est subventionnée à 50 000 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 50 000 $.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Voici les contributions financières qui ont été accordées au Centre des arts de la scène Pauline -Julien au cours des sept dernières années :

		2017	2018	2019	2020	2021	Total général
CENTRE DES ARTS DE LA SCENE PAULINE - JULIEN	Service de la culture (EDCM) -Projets -Équipements / amphithéâtre ext	125 000,00 $	25 000,00 $	150 000,00 $	120 000,00 $ 225 000,00 $	110 000,00 $	**755 000,00 $**
	L'Île Bizard - Ste-		25 200,00		15 000, 00 $	15 000, 00 $ 38 726,37 $ 7000, 00	**186**

	Geneviève	69 867,76 $	$	15 600,00 $		$	**394,13 $**
	Pierrefonds - Roxboro	16 000,00 $					**16 000,00 $**
Total général		210 867 ,76 $	50 200 $	165 600,00 $	360 000,00 $	170 726,37 $	**957 394,13 $**

MONTRÉAL 2030

Cette entente contribue à l'atteinte de Montréal 2030 (Grille d'analyse mise en annexe) rencontrant certaines priorités du plan stratégique. Les projets de l'organisme soutiennent la vitalité culturelle locale et son coeur créatif, consolident un filet social fort et offrent des activités de proximité pour la population de l'Ouest-de-l'Île. Le CASPJ permet par ses actions, le développement de milieux de vie durables, équitables et à échelle humaine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par son soutien, cette entente permet d'assurer la promotion de la culture francophone dans le secteur de l'Ouest-de-l'île. Aussi, le soutien financier au CASPJ assure la pérennité de ce lieu de diffusion qui contribue à la qualité de vie montréalaise, notamment dans un secteur qui est peu doté en matière d'offre culturelle.
Ce projet permet de soutenir une programmation favorisant les échanges intergénérationnels et la création de ponts culturels avec les jeunes citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le soutien au CASPJ est d'autant plus important dans le contexte actuel de la COVID 19, les organismes culturels étant particulièrement précarisés. Certains projets proposés cette année ont pour objectif de briser l'isolement des personnes vulnérables comme les personnes aînées dans un contexte de pandémie. Les projets, pouvant être adaptés selon les mesures sanitaires en vigueur, permettront à l'organisme de créer une véritable rencontre entre le citoyen et la culture.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront effectuées conformément au protocole de visibilité de l'Entente sur le développement culturel.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2022: Présentation du dossier au CE, signature de la convention et premier versement.
31 septembre 2022: dépôt du bilan et versement final.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Arlett ABREGO
Agente de développement culturel - Quartiers culturels

Tél : 514 872-6295
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-29

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - action culturelle et partenariats

Tél : 514 872-7404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2022-04-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2022-04-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228488001
Unité administrative responsable : *Service de la culture.*
Projet : Projets du Centre des arts de la scène Pauline-Julien (CASPJ) 2021-2022

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

19 :Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Le CASPJ poursuit son approche inclusive et rassembleuse afin que les citoyens de l'Ouest-de-l'Île de Montréal trouvent leur place dans la communauté par le biais des arts et de la culture tout en développant des projets qui encouragent le vivre-ensemble et renforcent la citoyenneté culturelle. Pour le Plan d'action 2021-2022, l'organisme développe des projets visant à l'amélioration des liens entre les groupes de citoyens qui composent la mosaïque culturelle de son territoire, notamment les personnes aînées, les familles et les élèves du primaire, du secondaire et du Cégep Gérald-Godin. Ces projets encouragent le vivre-ensemble ainsi que la cohésion sociale et culturelle.

15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

La CASPJ offre une vitrine de la culture francophone aux citoyens de l'Ouest-de-l'île et fait une place privilégiée à certaines disciplines ou activités, dont la danse, le théâtre de création, le cirque, la musique classique, le cinéma d'auteur et de répertoire. Il encourage la relève artistique et la fréquentation du jeune public (garderies, primaire, secondaire), favorise la diversité culturelle et promeut la création artistique professionnelle de toutes langues et origines tout en contribuant au dynamisme culturel de son quartier. Dans le cadre de ce soutien financier, le CASPJ met en place 35 projets qui contribueront certainement au soutien de la vitalité culturelle et du cœur créatif de Montréal.

19 :Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Le CASPJ permet d'offrir une programmation professionnelle diversifiée et de grande qualité aux citoyens de l'Ouest-de-l'Île qui ont peu de services et d'activités culturelles à proximité. L'organisme propose une programmation ouverte à la création artistique professionnelle de toutes langues et origines.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

DEMANDE 2021-2022

Du 1er septembre 2021 au 31 aout 2022

Salle Pauline-Julien

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2021-2024

Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien, communément appelée Salle Pauline-Julien, est un organisme à but non lucratif né dans la foulée du mandat reçu par le Cégep Gérald-Godin du gouvernement du Québec d'offrir à la communauté francophone de l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges « … un foyer d'épanouissement et de rassemblement culturels… ». Ce mandat particulier déterminé en 1998 par un décret est tenu en compte dans la définition de la mission de la Salle Pauline-Julien. Ainsi, l'énoncé de mission de la SPJ est le suivant:

Diffuseur pluridisciplinaire, la Salle Pauline-Julien se dédie prioritairement à la promotion de la culture francophone en offrant une programmation diversifiée de spectacles professionnels en arts de la scène, d'œuvres cinématographiques et d'activités éducatives et culturelles. Forte d'une identité artistique distinctive, la Salle Pauline-Julien mise sur la qualité de ses propositions et l'installation d'un dialogue riche et stimulant entre les arts et les publics de tous âges. Actrice essentielle du développement culturel et social de son milieu, elle s'adresse, avant tout, à la population de l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges.

LES VALEURS ORGANISATIONNELLES

La Salle Pauline-Julien est reconnue dans le milieu de la diffusion comme un modèle d'excellence autant en ce qui a trait à sa programmation qu'à tout ce qui est réalisé en médiation artistique et culturelle. Sa mission est façonnée par les valeurs suivantes :

OUVERTURE / RESPECT / DIVERSITÉ / AUDACE / ENGAGEMENT / ÉTHIQUE ET RIGUEUR / COLLABORATION

LA VISION

Phare de la culture francophone, la SPJ entend être reconnue comme l'acteur incontournable de la diffusion professionnelle dans l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges.

L'IDENTITÉ ARTISTIQUE

Depuis sa création, des balises audacieuses et innovantes ont guidé les choix de la programmation de la Salle Pauline-Julien pour forger une identité artistique distinctive. De grands principes caractérisent celle-ci :

- La SPJ est une vitrine de la culture francophone, elle s'assure que ses choix artistiques aient une résonnance chez les publics francophones;
- La SPJ présente une pluralité de disciplines des arts de la scène dans le but de refléter prioritairement l'actualité de la création québécoise;
- La SPJ fait une place privilégiée à certaines disciplines ou activités et s'assure qu'elles se retrouvent annuellement dans sa programmation :
    - La danse
    - Le théâtre de création
    - Le cirque
    - La musique classique
    - La relève artistique
    - La fréquentation du jeune public (garderies, primaire, secondaire)
    - La diversité culturelle
    - La médiation artistique et culturelle

- Le cinéma d'auteur et de répertoire

- La SPJ est ouverte à la création artistique professionnelle de toutes langues et origines;
- La SPJ a le souci de proposer à ses publics des expériences artistiques enrichissantes et diversifiées afin qu'ils deviennent des spectateurs curieux et expérimentés;
- La SPJ se préoccupe d'établir un dialogue riche et stimulant entre les arts de la scène, les artistes et les publics;
- La SPJ joue un rôle important pour le soutien à la création par l'accueil en résidence de projets artistiques.

Engagement artistique

Appuyée par la planification stratégique 2021-2026, la programmation de la Salle Pauline-Julien (SPJ) propose à la communauté de l'ouest de l'île de Montréal et ses environs une offre diversifiée d'expériences artistiques de grande qualité, stimulante et enrichissante. Annuellement, nous nous engageons à offrir plus de 70 spectacles pluridisciplinaires pour permettre au public de découvrir la richesse de la culture et des arts vivants en accueillant des artistes et compagnies de tous les horizons issus du Québec, du Canada et d'ailleurs, qu'ils soient d'envergure nationale et/ou internationale.

La programmation proposée tient compte autant des volets disciplinaires déjà en place, que des divers publics. Une offre de spectacles est faite au grand public, une autre est adressée spécifiquement aux élèves du réseau scolaire qu'ils soient issus du collégial, du secondaire, du primaire ou des garderies et une troisième est destinée aux familles. À la programmation des arts de la scène s'ajoute un important volet cinéma, qui donne une voix prioritaire au cinéma québécois. L'équilibre entre l'accueil d'artistes réputés et d'artistes à découvrir fait aussi partie de nos préoccupations.

Depuis 2014, la SPJ réfléchit pour développer une approche particulière pour accueillir, dans sa programmation, des artistes dits de la diversité et autochtones. Nous avons choisi d'inclure ses artistes dans les différentes disciplines offertes dans la programmation. Nous sommes convaincus que l'approche développée depuis 2014 permet aux citoyens issus des communautés culturelles de mieux s'identifier aux artistes et aux spectacles proposés et à l'ensemble du public de faire des découvertes.

Les activités de médiation, d'accompagnement aux spectacles et de développement des publics sont aussi au cœur de notre mission et constituent la pierre angulaire du travail de diffusion tel que nous le définissons à la Salle Pauline-Julien. Le développement du public passe par la mise en œuvre d'une multitude d'actions qui visent à sensibiliser et à guider le spectateur pour qu'ainsi, il soit un acteur éclairé, critique, curieux et ouvert pour aller à la rencontre de nouvelles expériences artistiques. Malgré la situation sanitaire pendant la saison 2020-2021, nous avons offert un total de 142 activités de médiation culturelle et artistique pour 5174 participants.

Bien que la pandémie et les mesures mises en place par la santé publique soient toujours en vigueur et évoluent de jour en jour, notre engagement artistique reste entier et nous préparons des projets et des événements pouvant rejoindre tous les publics de la SPJ en respectant notre volonté d'être inclusif et de nourrir la curiosité des citoyens.

La SPJ et la citoyenneté culturelle

Après plus de 20 années de diffusion, l'équipe de la Salle Pauline-Julien a su créer des liens privilégiés avec les élus et les citoyens de notre arrondissement, ainsi que les directions et professeurs des écoles et les intervenants des organismes communautaires de notre milieu. Cette synergie et cette ouverture renforcent et développent la citoyenneté culturelle.

À titre de diffuseur officiel de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, nous sommes devenus, au fil des ans, un lieu de diffusion phare pour notre communauté, mais aussi pour l'ensemble du territoire de l'ouest de l'île de Montréal. Il est même parfois difficile de délimiter les secteurs tellement ils sont amalgamés. La Salle Pauline-Julien est localisée aux frontières des arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro. Nous sommes donc inclusifs par notre localisation, par nos valeurs et par nos projets.

Depuis sa création, la Salle Pauline-Julien est un lieu où les citoyens se rassemblent pour vivre des expériences culturelles où ils sont à la fois spectateurs et acteurs vivant des moments de partage et d'échange qui permettent à chacun d'être accepté tel qu'il est, et d'y prendre sa place. Dans notre arrondissement, la SPJ est l'actrice principale d'activités culturelles qui participent à la vitalité du territoire et contribuent à créer une vie de quartier enrichissante. Nous pouvons affirmer que nous soutenons fièrement la vie de quartier grâce, entre autres, à la confiance que nous accordent les acteurs de l'arrondissement. Nous souhaitons pouvoir poursuivre ce travail auprès des citoyens, il y a tant à faire. C'est dans cette optique que nous vous proposons des projets qui nous permettront de nous ancrer encore plus dans notre milieu et d'ainsi contribuer à l'amélioration des liens entre les groupes de citoyens qui composent la belle mosaïque culturelle de l'ouest de l'île de Montréal.

Le soutien par *l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024* est toutefois essentiel pour que ces activités rejoignent les citoyens et qu'elles incarnent une base solide du vivre ensemble et de la cohésion sociale et culturelle. Nous savons, et l'arrondissement aussi, que nous sommes le phare culturel au cœur de la transformation de notre arrondissement et de notre région et souhaitons avoir les moyens de jouer ce rôle primordial sur la scène de notre quartier.
En plus du grand public, nous avons ciblé deux groupes de citoyens auxquels nous souhaitons accorder une attention particulière : les personnes aînées et les jeunes citoyens. Deux éléments traverseront l'ensemble des projets : l'impact de la crise sanitaire sur la conception des projets et l'accessibilité à la culture.

EN MODE ADAPTATION
Tous les projets 2021-2022 que nous proposons dans le cadre de *l'Entente sur le développement culturel de Montréal* nous permettront d'assumer encore mieux notre rôle de passeur culturel envers le citoyen dans le cadre de la nouvelle réalité. Les projets proposés permettent de créer une véritable rencontre entre le citoyen et la culture dans son quartier et ce, malgré les mesures sanitaires. Chacune des rencontres prévues lors de ces événements sera idéalement offerte en salle lorsque le public est permis et nous allons mettre de l'avant les alternatives virtuelles et hors-les-murs qui permettront aux participants de bénéficier de ces rencontres. Notre objectif est de permettre au citoyen d'être à la fois spectateur et acteur de la culture dans sa région et de développer son sentiment d'appartenance à la culture d'ici et à sa diffusion locale.

<u>Les personnes aînées</u>
Bien que nous soyons à même de constater que nos spectateurs sont majoritairement âgés de 55 ans et plus, nous désirons leur réserver une plus grande place en leur permettant de contribuer activement au dynamisme de notre communauté grâce à leur engagement social et ainsi favoriser leur sentiment d'appartenance et diminuer les risques d'isolement. Nos projets leur permettront d'apprendre à connaître leurs voisins et peut-être même développer de nouvelles amitiés, en plus d'être nourris intellectuellement.

Équipe bénévole de la SPJ
Étant localisée dans un établissement collégial, la SPJ souhaite créer des occasions et un lieu de rencontre pour favoriser les échanges entre nos bénévoles aînés et étudiants. Grâce aux jumelages intergénérationnels lors des assignations de bénévoles ainsi que nos activités de reconnaissance, nous favorisons l'engagement, stimulons la curiosité culturelle et nous offrons une occasion de transmettre compétences et connaissances.

Diffusion de spectacles virtuels dans les RPA et les CHSLD de la région
Les personnes aînées ont été et sont encore aujourd'hui particulièrement touchées par la pandémie de la COVID-19, consolider notre engagement envers eux et continuer à leur offrir des services et des opportunités culturelles est primordial afin de briser l'isolement et d'encourager leur participation à la vie citoyenne en offrant aux RPA et CHSLD de la région l'accès à nos spectacles diffusés sur le web.

PARTENAIRES DE PROJETS : Château Pierrefonds, Vents de l'Ouest et Cégep Gérald-Godin

Les jeunes citoyens

Selon l'édition de mai 2018 des profils sociodémographiques des arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève[1] et de Pierrefonds-Roxboro[2], la proportion d'enfants de 0 à 14 ans y est plus élevée que dans l'ensemble de la ville de Montréal. Ainsi, il est important pour la SPJ de créer des ponts culturels avec cette génération qui est souvent plus stimulée par le numérique que par les arts de la scène. Par la médiation culturelle, nous souhaitons développer leur regard critique sur les propositions artistiques, leur permettre un contact privilégié avec d'autres langages et d'autres points de vue, de vivre une expérience singulière et formatrice qui aura des effets encore plus positifs sur leurs compétences sociales et le développement de leur créativité. Cet impact est d'autant plus important puisqu'ils sont sur un territoire où la diversité exige de développer une pensée inclusive et empathique afin d'assurer un vivre-ensemble positif et durable.

Sise au cœur du Cégep Gérald-Godin fréquenté majoritairement par des étudiants vivants dans le secteur, il est impératif pour l'équipe de la SPJ de saisir l'opportunité d'être dans le milieu de vie des jeunes pour entretenir et développer les liens culturels qu'ils entretiennent avec la communauté. Nous souhaitons approfondir, avec eux, le dialogue et la réflexion sur différents enjeux sociaux par le biais des arts.

Nos projets pour les jeunes visent donc à les mettre en relation avec les œuvres et les artistes de façon innovante. Nous leur offrons aussi un accès privilégié à notre lieu de diffusion afin de stimuler leur intérêt et ainsi développer leur sentiment d'appartenance et leur citoyenneté culturelle. Nous proposons ainsi différentes approches que ce soit par des ateliers de médiation culturelle et artistique ou un accès privilégié à l'envers du décor et une scène professionnelle pour être autant acteur que spectateur.

ENFANTS

Alternative virtuelle du spectacle Attention : Fragile

Afin de rendre accessible le spectacle *Attention : Fragile* malgré les mesures sanitaires, nous offrons aux groupes ne pouvant venir en salle ou aux élèves en isolement de visionner la captation du spectacle. Ce visionnement est accompagné d'une courte médiation par l'équipe de la SPJ pour préparer les élèves et contextualiser l'événement théâtral capté sur pellicule.

Ateliers de médiation culturelle en classe

Les ateliers de médiation culturelle en classe placés en amont d'une sortie dans une salle de spectacle ont la capacité de consolider le développement de compétences stimulée par la fréquentation des arts vivants telles l'empathie, la créativité, la capacité de travailler en équipe, d'observer et d'analyser l'information et le monde qui les entoure. Grâce à ce projet, nous pouvons offrir des ateliers conçus en collaboration avec les artistes du spectacle et les enseignants de l'école dans le cadre d'une formation en éducation esthétique.

Sortie de résidence de création Bach va à Lübeck

Lors de la venue de la compagnie Les Boréades en résidence à la SPJ, les artistes ont développé une activité de médiation autour de leur création pour les élèves du programme de Douance du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB). Les résultats de cette médiation serviront à nourrir les artistes dans leur processus de création tout en développant un lien privilégié entre ces élèves et l'œuvre de Bach.

Sortie de résidence de création 4 de Les parfaits inconnus

Les parfaits inconnus devaient faire un enchaînement devant des groupes scolaires dans le cadre de leur sortie de résidence en janvier 2022 à la SPJ. Puisqu'il nous était impossible d'accueillir du public à ce moment-là en raison de la pandémie, les groupes auront la chance de faire une rencontre virtuelle avec Sylvain Dubois de la compagnie pour parler du métier d'artiste de cirque, du processus de création et de la place de Montréal dans le monde circassien.

PARTENAIRES DE PROJETS : Samsara Théâtre, CSSMB, École l'Odyssée, Programme de douance, École Jonathan-Wilson, En piste

[1] Profil sociodémographique 2016 (édition mai 2018) – Arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

[2] Profil sociodémographique 2016 (édition mai 2018) – Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

ADOLESCENTS

Levers de rideau ou ateliers avec des chorégraphes accueillis à la SPJ

La SPJ offre à des écoles de danse de la région de recevoir un atelier de danse avec les chorégraphes accueillis en cours de saison dans notre salle. Ainsi, les adolescents qui y participent ont une rencontre privilégiée avec des artistes tels que Louise Lecavalier et Harold Rhéaume. Lorsque le spectacle en salle s'y prête, les jeunes présentent le résultat de leur atelier en première partie du spectacle.

Représentation décontractée et ateliers autour de Paysage de papier

Les jeunes de 12 à 21 ans qui fréquentent les écoles secondaires des environs recevront un à deux ateliers en amont d'une représentation décontractée du spectacle *Paysage de papier* de la compagnie Créations Estelle Clareton. La SPJ travaille en collaboration avec les artistes-médiateurs ainsi que le personnel enseignant pour adapter le contenu de l'atelier à la clientèle de chaque groupe-classe. La représentation que les élèves assisteront sera adaptée afin d'offrir à ces jeunes une expérience positive en salle.

Accessibilité au spectacle Sherlock Holmes et le signe des Quatre en temps de pandémie

Afin de rendre accessible le spectacle *Sherlock Holmes et le signe des Quatre* malgré les mesures sanitaires, nous offrons aux groupes ne pouvant venir en salle ou aux élèves en isolement de visionner la captation du spectacle.

PARTENAIRES DE PROJETS : École de danse Ballet Ouest, la Danse sur les routes, CSSMB, École secondaire Des Sources, École John F. Kennedy, Créations Estelle Clareton, Théâtre Advienne que Pourra, SPEC du Haut-Richelieu

CÉGÉPIENS

Panorama de la dramaturgie québécoise

Cinq classes de littérature au Cégep Gérald-Godin pourront assister, dans le cadre de leur cours, à l'événement *Panorama historique de la dramaturgie québécoise* qui propose de faire un survol de l'histoire du théâtre de création québécois où les œuvres font échos aux grands enjeux sociaux, culturels et politiques qui ont traversé les époques.

Sortie de résidence avec La Otra Orilla

Les étudiants du cours de photos du Cégep Gérald-Godin ont pu rencontrer la chorégraphe Myriam Allard lors d'une résidence de création à la SPJ. Les étudiants ont aussi eu l'occasion d'assister à une étape de travail pour croquer sur le vif les mouvements des danseurs.

Conférence autour de Mononk Jules

Huit groupes du Cégep Gérald-Godin assisteront à une conférence de Jocelyn Sioui autour de son processus de création et de l'histoire des droits autochtones au Canada en amont de la présentation de son spectacle *Mononk Jules* à la SPJ.

Spectacle hors-les-murs CTRL N

Lors de la fête de la rentrée au Cégep en septembre 2021, le spectacle *CTRL N* a été présenté gratuitement aux étudiantes sur le terrain extérieur du Cégep.

Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique

Le spectacle extérieur de la compagnie de cirque Flip Fabrique a été présenté sur deux représentations lors du trou à l'horaire des étudiants et à la sortie des classes à l'automne 2021.

Prix de participation Cégep en spectacle

La SPJ a fait partie du jury de Cégep en spectacle 2021 au Cégep Gérald-Godin lors de la finale locale. Tous les participants de cette édition se sont aussi vu remettre un billet pour assister au spectacle de Sarahmée en décembre 2021.

Spectacle Qui bougera
Le spectacle *Qui Bougera* de Ample Man Danse sera présenté dans notre salle. Ce *dance battle* impliquant des artistes professionnels et amateurs incluent plusieurs étudiants du Cégep dont les membres de la troupe de danse.

Rencontre après-spectacle avec La cartomancie du territoire
Afin de permettre à tous les étudiants dont le spectacle *La cartomancie du territoire* faisait partie de leur plan de cours au Cégep Gérald-Godin à l'automne 2021, la SPJ a ouvert une supplémentaire dans un cadre pédagogique. Le tout a été suivi d'une rencontre avec les artistes du spectacle.

PARTENAIRE DE PROJETS : Les Voyagements – Théâtre de création en tournée, Cégep Gérald-Godin, Ample Man Danse, la Danse sur les routes

Le grand public
Nous proposons au grand public une approche inclusive et rassembleuse afin que chacun trouve sa place dans la communauté par les arts et la culture. Nous accordons une grande importance à la démocratisation et l'accessibilité de la culture en offrant au citoyen différents moyens d'y participer selon ses capacités physiques et financières. Il est important que le citoyen s'approprie notre lieu de diffusion et développe un sentiment d'appartenance qui le lie à sa communauté.

Pour stimuler l'intérêt, nous encourageons la mixité des pratiques et la rencontre entre le citoyen et les artistes. Nous provoquons des rencontres artistiques parfois inusitées lors d'activités hors-les-murs. Le citoyen devient acteur autant que spectateur.

Aussi, pour eux, nous souhaitons être présents partout : chez nous et ailleurs sur le territoire. Les faire danser dans les parcs et sur leurs balcons, il n'y a pas plus rassembleur !

Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique
Le public a été convié à un spectacle extérieur à l'entrée du Cégep avant notre lancement de saison exceptionnellement présenté le 1er septembre dernier.

Diffusion sur le web de spectacles présentés à la SPJ
Deux spectacles du printemps feront l'objet d'une captation pour webdiffusion. Dominique Fils-Aimé et Cordâme pourront ainsi être vus par plusieurs personnes toujours isolées par la pandémie ou encore frileuse de se retrouver en salle sans distanciation.

Sortie de résidence de la LNI
La LNI a tenu une résidence de création en décembre 2021. Une sortie de résidence devant public a été annulée la journée même en raison de la fermeture complète des salles de spectacles. Tout le travail de médiation auprès de notre public avait déjà eu lieu au moment de la fermeture.

Mini-continental
Après avoir créé le Grand continental à la Place des Arts, Sylvain Émard Danse se promène avec une version plus petite de ce projet. La communauté pourra s'inscrire à des auditions pour que trente participants répètent ensuite au Centre socioculturel à l'Île-Bizard. Le résultat sera ensuite présenté en extérieur, sur le terrain du Cégep avant un événement de la fin de la saison à la SPJ

Solos prêts-à-porter
Pendant la relâche scolaire, cinq lieux de notre arrondissement ont été sélectionnés pour présenter une projection extérieure, au creux des mains, cinq solos chorégraphiques de la collection d'été de la compagnie Danse K par K.

Spectacle hors-les-murs dans les grands parcs du Bois de l'Île-Bizard et du Cap St-Jacques
Les 27 et 28 août prochains, la SPJ présentera dans les Parcs-nature de l'Ouest-de-l'Île le spectacle *Marée noire* de la compagnie Fleuve Espace Danse. Sur les plages du Cap St-Jacques et du Bois de l'Île-Bizard, les spectateurs seront conviés à un atelier et une représentation au cœur de leur nature urbaine.

PARTENAIRES DE PROJETS : Arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, Arrondissement Pierrefonds-Roxboro, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Sylvain Émard Danse, IGA Extra Sévigny, Matelas Bonheur, C.I.M.O.I., Château Pierrefonds, Danse K par K

Moyens d'actions	Indicateurs de résultats	Résultats attendus
Volet AÎNÉS		
Mettre en place 2 projets qui favorise l'implication citoyenne des aînés : - Équipe bénévole de la SPJ - Diffusion de spectacles virtuels dans les RPA et les CHSLD de la région	Nombre de projets	2
	Nombre de personnes rejointes	180
	Nombre de billets gratuits	120
	Nombre de partenaires	3
	Nombre de rencontres/activités	6
Volet JEUNES CITOYENS		
Mettre en place 15 projets pour favoriser le développement des compétences citoyennes par les arts chez les jeunes : Enfants (4 projets) : - Alternative virtuelle du spectacle *Attention : Fragile* - Ateliers de médiation culturelle en classe - Sortie de résidence de création *Bach va à Lübeck* - Sortie de résidence de création *4* de Les parfaits inconnus		
	Nombre de projets	4
	Nombre de personnes rejointes	399
	Nombre de billets gratuits	178
	Nombre de partenaires	6
	Nombre de rencontres/activités	67
Adolescents (3 projets) : - Levers de rideau ou ateliers avec des chorégraphes accueillis à la SPJ - Représentations décontractée et ateliers autour de *Paysage de papier* - Accessibilité au spectacle *Sherlock Holmes et le signe des quatre* en temps de pandémie	Nombre de projets	3
	Nombre de personnes rejointes	327
	Nombre de billets gratuits	37
	Nombre de partenaires	8
	Nombre de rencontres/activités	25

Cégepiens (8 projets) : - Panorama de la dramaturgie québécoise - Sortie de résidence avec La Otra Orilla - Conférence autour de *Mononk Jules* - Spectacle hors-les-murs *CTRL N* - Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique - Prix de participation Cégep en spectacle - Spectacle *Qui bougera* - Rencontre après-spectacle avec *La cartomancie du territoire*	Nombre de projets	8
	Nombre de personnes rejointes	515
	Nombre de billets gratuits	506
	Nombre de partenaires	3
	Nombre de rencontres/activités	14
GRAND PUBLIC		
Mettre en place 7 projets pour favoriser l'accès à la culture du grand public : - Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique - Diffusion sur le web de spectacles présentés à la SPJ - Sortie de résidence de la LNI - Mini-continental - Solos prêts-à-porter - Spectacle hors-les-murs dans les grands parcs du Bois de l'Île-Bizard et du Cap St-Jacques	Nombre de projets	7
	Nombre de personnes rejointes	547
	Nombre de billets gratuits	477
	Nombre de partenaires	9
	Nombre de rencontres/activités	32

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES ARTS DE LA SCÈNE PAULINE JULIEN,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 15 615 boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 5K8, agissant et représentée par Annie Dorion, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 869373373
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1023409247
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 869373373RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après, la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2021-2024 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après, le « **MCC** ») (ci-après, l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme diffuseur francophone de l'Ouest-de-l'île de Montréal;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants et un bilan de ses

activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables et tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur du Service de la Culture ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après, le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret dans le cadre de la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimonial déclaré de Montréal et sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour les communications visées dans l'Annexe 2, l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par

la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements concernant le Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits

états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, de toutes demandes, de tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, ses représentants et ses mandataires dans toutes réclamations ou toutes poursuites intentées contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tous jugements, de toutes condamnations, de toutes demandes, de tous recours ou de toutes décisions qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, de toute réclamation ou de toute demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $) après l'acceptation du bilan complet tel que prévu à l'article 4.5.1;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le

montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toutes commissions, tous salaires, tous honoraires, tous rabais ou tous avantages quelconques pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de toutes ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit, subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet. Dès réception de l'avis d'intention du Responsable de recommander à l'instance compétente de résilier la présente

Convention, l'Organisme doit s'abstenir d'engager les sommes déjà reçues de la Ville.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due dès réception de l'avis d'intention de résilier la Convention. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 août 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après, les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence non exclusive, irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle, relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 15 615, boul. Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 5K8 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5e étage, Montréal, Québec, H3C 0G1 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le ...29.e jour de ....mars..... 20__22

CENTRE DES ARTS DE LA SCÈNE PAULINE-JULIEN

Par :_____
Annie Dorion, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE…….).

BILAN FINAL

À remettre au plus tard le **31 septembre 2022** :

- Bilan du projet (indicateurs de résultats et commentaires)
- Bilan financier témoignant de l'utilisation des sommes octroyées
- Les outils de communication témoignant de la visibilité de l'Entente sur le développement culturel de Montréal
- Dossier de presse, s'il y a lieu
- Trois photographies ou images libres de droit, s'il y a lieu
- Rapport annuel de l'organisme (dans les quatre-vingt-dix jours de la clôture de son exercice financier)
- Ratification du rapport final par le CA de l'organisme et confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville aux fins prévues

DEMANDE 2021-2022
Du 1er septembre 2021 au 31 aout 2022
Salle Pauline-Julien

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2021-2024

Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien, communément appelée Salle Pauline-Julien, est un organisme à but non lucratif né dans la foulée du mandat reçu par le Cégep Gérald-Godin du gouvernement du Québec d'offrir à la communauté francophone de l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges « … un foyer d'épanouissement et de rassemblement culturels… ». Ce mandat particulier déterminé en 1998 par un décret est tenu en compte dans la définition de la mission de la Salle Pauline-Julien. Ainsi, l'énoncé de mission de la SPJ est le suivant:

Diffuseur pluridisciplinaire, la Salle Pauline-Julien se dédie prioritairement à la promotion de la culture francophone en offrant une programmation diversifiée de spectacles professionnels en arts de la scène, d'œuvres cinématographiques et d'activités éducatives et culturelles. Forte d'une identité artistique distinctive, la Salle Pauline-Julien mise sur la qualité de ses propositions et l'installation d'un dialogue riche et stimulant entre les arts et les publics de tous âges. Actrice essentielle du développement culturel et social de son milieu, elle s'adresse, avant tout, à la population de l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges.

LES VALEURS ORGANISATIONNELLES

La Salle Pauline-Julien est reconnue dans le milieu de la diffusion comme un modèle d'excellence autant en ce qui a trait à sa programmation qu'à tout ce qui est réalisé en médiation artistique et culturelle. Sa mission est façonnée par les valeurs suivantes :

OUVERTURE / RESPECT / DIVERSITÉ / AUDACE / ENGAGEMENT / ÉTHIQUE ET RIGUEUR / COLLABORATION

LA VISION

Phare de la culture francophone, la SPJ entend être reconnue comme l'acteur incontournable de la diffusion professionnelle dans l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges.

L'IDENTITÉ ARTISTIQUE

Depuis sa création, des balises audacieuses et innovantes ont guidé les choix de la programmation de la Salle Pauline-Julien pour forger une identité artistique distinctive. De grands principes caractérisent celle-ci :

- La SPJ est une vitrine de la culture francophone, elle s'assure que ses choix artistiques aient une résonnance chez les publics francophones;
- La SPJ présente une pluralité de disciplines des arts de la scène dans le but de refléter prioritairement l'actualité de la création québécoise;
- La SPJ fait une place privilégiée à certaines disciplines ou activités et s'assure qu'elles se retrouvent annuellement dans sa programmation :
    - La danse
    - Le théâtre de création
    - Le cirque
    - La musique classique
    - La relève artistique
    - La fréquentation du jeune public (garderies, primaire, secondaire)
    - La diversité culturelle
    - La médiation artistique et culturelle

- Le cinéma d'auteur et de répertoire
- La SPJ est ouverte à la création artistique professionnelle de toutes langues et origines;
- La SPJ a le souci de proposer à ses publics des expériences artistiques enrichissantes et diversifiées afin qu'ils deviennent des spectateurs curieux et expérimentés;
- La SPJ se préoccupe d'établir un dialogue riche et stimulant entre les arts de la scène, les artistes et les publics;
- La SPJ joue un rôle important pour le soutien à la création par l'accueil en résidence de projets artistiques.

Engagement artistique

Appuyée par la planification stratégique 2021-2026, la programmation de la Salle Pauline-Julien (SPJ) propose à la communauté de l'ouest de l'île de Montréal et ses environs une offre diversifiée d'expériences artistiques de grande qualité, stimulante et enrichissante. Annuellement, nous nous engageons à offrir plus de 70 spectacles pluridisciplinaires pour permettre au public de découvrir la richesse de la culture et des arts vivants en accueillant des artistes et compagnies de tous les horizons issus du Québec, du Canada et d'ailleurs, qu'ils soient d'envergure nationale et/ou internationale.

La programmation proposée tient compte autant des volets disciplinaires déjà en place, que des divers publics. Une offre de spectacles est faite au grand public, une autre est adressée spécifiquement aux élèves du réseau scolaire qu'ils soient issus du collégial, du secondaire, du primaire ou des garderies et une troisième est destinée aux familles. À la programmation des arts de la scène s'ajoute un important volet cinéma, qui donne une voix prioritaire au cinéma québécois. L'équilibre entre l'accueil d'artistes réputés et d'artistes à découvrir fait aussi partie de nos préoccupations.

Depuis 2014, la SPJ réfléchit pour développer une approche particulière pour accueillir, dans sa programmation, des artistes dits de la diversité et autochtones. Nous avons choisi d'inclure ses artistes dans les différentes disciplines offertes dans la programmation. Nous sommes convaincus que l'approche développée depuis 2014 permet aux citoyens issus des communautés culturelles de mieux s'identifier aux artistes et aux spectacles proposés et à l'ensemble du public de faire des découvertes.

Les activités de médiation, d'accompagnement aux spectacles et de développement des publics sont aussi au cœur de notre mission et constituent la pierre angulaire du travail de diffusion tel que nous le définissons à la Salle Pauline-Julien. Le développement du public passe par la mise en œuvre d'une multitude d'actions qui visent à sensibiliser et à guider le spectateur pour qu'ainsi, il soit un acteur éclairé, critique, curieux et ouvert pour aller à la rencontre de nouvelles expériences artistiques. Malgré la situation sanitaire pendant la saison 2020-2021, nous avons offert un total de 142 activités de médiation culturelle et artistique pour 5174 participants.

Bien que la pandémie et les mesures mises en place par la santé publique soient toujours en vigueur et évoluent de jour en jour, notre engagement artistique reste entier et nous préparons des projets et des événements pouvant rejoindre tous les publics de la SPJ en respectant notre volonté d'être inclusif et de nourrir la curiosité des citoyens.

La SPJ et la citoyenneté culturelle

Après plus de 20 années de diffusion, l'équipe de la Salle Pauline-Julien a su créer des liens privilégiés avec les élus et les citoyens de notre arrondissement, ainsi que les directions et professeurs des écoles et les intervenants des organismes communautaires de notre milieu. Cette synergie et cette ouverture renforcent et développent la citoyenneté culturelle.

À titre de diffuseur officiel de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, nous sommes devenus, au fil des ans, un lieu de diffusion phare pour notre communauté, mais aussi pour l'ensemble du territoire de l'ouest de l'île de Montréal. Il est même parfois difficile de délimiter les secteurs tellement ils sont amalgamés. La Salle Pauline-Julien est localisée aux frontières des arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro. Nous sommes donc inclusifs par notre localisation, par nos valeurs et par nos projets.

Depuis sa création, la Salle Pauline-Julien est un lieu où les citoyens se rassemblent pour vivre des expériences culturelles où ils sont à la fois spectateurs et acteurs vivant des moments de partage et d'échange qui permettent à chacun d'être accepté tel qu'il est, et d'y prendre sa place. Dans notre arrondissement, la SPJ est l'actrice principale d'activités culturelles qui participent à la vitalité du territoire et contribuent à créer une vie de quartier enrichissante. Nous pouvons affirmer que nous soutenons fièrement la vie de quartier grâce, entre autres, à la confiance que nous accordent les acteurs de l'arrondissement. Nous souhaitons pouvoir poursuivre ce travail auprès des citoyens, il y a tant à faire. C'est dans cette optique que nous vous proposons des projets qui nous permettront de nous ancrer encore plus dans notre milieu et d'ainsi contribuer à l'amélioration des liens entre les groupes de citoyens qui composent la belle mosaïque culturelle de l'ouest de l'île de Montréal.



Le soutien par *l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024* est toutefois essentiel pour que ces activités rejoignent les citoyens et qu'elles incarnent une base solide du vivre ensemble et de la cohésion sociale et culturelle. Nous savons, et l'arrondissement aussi, que nous sommes le phare culturel au cœur de la transformation de notre arrondissement et de notre région et souhaitons avoir les moyens de jouer ce rôle primordial sur la scène de notre quartier.
En plus du grand public, nous avons ciblé deux groupes de citoyens auxquels nous souhaitons accorder une attention particulière : les personnes aînées et les jeunes citoyens. Deux éléments traverseront l'ensemble des projets : l'impact de la crise sanitaire sur la conception des projets et l'accessibilité à la culture.

EN MODE ADAPTATION
Tous les projets 2021-2022 que nous proposons dans le cadre de *l'Entente sur le développement culturel de Montréal* nous permettront d'assumer encore mieux notre rôle de passeur culturel envers le citoyen dans le cadre de la nouvelle réalité. Les projets proposés permettent de créer une véritable rencontre entre le citoyen et la culture dans son quartier et ce, malgré les mesures sanitaires. Chacune des rencontres prévues lors de ces événements sera idéalement offerte en salle lorsque le public est permis et nous allons mettre de l'avant les alternatives virtuelles et hors-les-murs qui permettront aux participants de bénéficier de ces rencontres. Notre objectif est de permettre au citoyen d'être à la fois spectateur et acteur de la culture dans sa région et de développer son sentiment d'appartenance à la culture d'ici et à sa diffusion locale.

<u>Les personnes aînées</u>
Bien que nous soyons à même de constater que nos spectateurs sont majoritairement âgés de 55 ans et plus, nous désirons leur réserver une plus grande place en leur permettant de contribuer activement au dynamisme de notre communauté grâce à leur engagement social et ainsi favoriser leur sentiment d'appartenance et diminuer les risques d'isolement. Nos projets leur permettront d'apprendre à connaître leurs voisins et peut-être même développer de nouvelles amitiés, en plus d'être nourris intellectuellement.

Équipe bénévole de la SPJ
Étant localisée dans un établissement collégial, la SPJ souhaite créer des occasions et un lieu de rencontre pour favoriser les échanges entre nos bénévoles aînés et étudiants. Grâce aux jumelages intergénérationnels lors des assignations de bénévoles ainsi que nos activités de reconnaissance, nous favorisons l'engagement, stimulons la curiosité culturelle et nous offrons une occasion de transmettre compétences et connaissances.

Diffusion de spectacles virtuels dans les RPA et les CHSLD de la région
Les personnes aînées ont été et sont encore aujourd'hui particulièrement touchées par la pandémie de la COVID-19, consolider notre engagement envers eux et continuer à leur offrir des services et des opportunités culturelles est primordial afin de briser l'isolement et d'encourager leur participation à la vie citoyenne en offrant aux RPA et CHSLD de la région l'accès à nos spectacles diffusés sur le web.

PARTENAIRES DE PROJETS : Château Pierrefonds, Vents de l'Ouest et Cégep Gérald-Godin

Les jeunes citoyens

Selon l'édition de mai 2018 des profils sociodémographiques des arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève[1] et de Pierrefonds-Roxboro[2], la proportion d'enfants de 0 à 14 ans y est plus élevée que dans l'ensemble de la ville de Montréal. Ainsi, il est important pour la SPJ de créer des ponts culturels avec cette génération qui est souvent plus stimulée par le numérique que par les arts de la scène. Par la médiation culturelle, nous souhaitons développer leur regard critique sur les propositions artistiques, leur permettre un contact privilégié avec d'autres langages et d'autres points de vue, de vivre une expérience singulière et formatrice qui aura des effets encore plus positifs sur leurs compétences sociales et le développement de leur créativité. Cet impact est d'autant plus important puisqu'ils sont sur un territoire où la diversité exige de développer une pensée inclusive et empathique afin d'assurer un vivre-ensemble positif et durable.

Sise au cœur du Cégep Gérald-Godin fréquenté majoritairement par des étudiants vivants dans le secteur, il est impératif pour l'équipe de la SPJ de saisir l'opportunité d'être dans le milieu de vie des jeunes pour entretenir et développer les liens culturels qu'ils entretiennent avec la communauté. Nous souhaitons approfondir, avec eux, le dialogue et la réflexion sur différents enjeux sociaux par le biais des arts.

Nos projets pour les jeunes visent donc à les mettre en relation avec les œuvres et les artistes de façon innovante. Nous leur offrons aussi un accès privilégié à notre lieu de diffusion afin de stimuler leur intérêt et ainsi développer leur sentiment d'appartenance et leur citoyenneté culturelle. Nous proposons ainsi différentes approches que ce soit par des ateliers de médiation culturelle et artistique ou un accès privilégié à l'envers du décor et une scène professionnelle pour être autant acteur que spectateur.

ENFANTS

Alternative virtuelle du spectacle Attention : Fragile

Afin de rendre accessible le spectacle *Attention : Fragile* malgré les mesures sanitaires, nous offrons aux groupes ne pouvant venir en salle ou aux élèves en isolement de visionner la captation du spectacle. Ce visionnement est accompagné d'une courte médiation par l'équipe de la SPJ pour préparer les élèves et contextualiser l'événement théâtral capté sur pellicule.

Ateliers de médiation culturelle en classe

Les ateliers de médiation culturelle en classe placés en amont d'une sortie dans une salle de spectacle ont la capacité de consolider le développement de compétences stimulée par la fréquentation des arts vivants telles l'empathie, la créativité, la capacité de travailler en équipe, d'observer et d'analyser l'information et le monde qui les entoure. Grâce à ce projet, nous pouvons offrir des ateliers conçus en collaboration avec les artistes du spectacle et les enseignants de l'école dans le cadre d'une formation en éducation esthétique.

Sortie de résidence de création Bach va à Lübeck

Lors de la venue de la compagnie Les Boréades en résidence à la SPJ, les artistes ont développé une activité de médiation autour de leur création pour les élèves du programme de Douance du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB). Les résultats de cette médiation serviront à nourrir les artistes dans leur processus de création tout en développant un lien privilégié entre ces élèves et l'œuvre de Bach.

Sortie de résidence de création 4 de Les parfaits inconnus

Les parfaits inconnus devaient faire un enchaînement devant des groupes scolaires dans le cadre de leur sortie de résidence en janvier 2022 à la SPJ. Puisqu'il nous était impossible d'accueillir du public à ce moment-là en raison de la pandémie, les groupes auront la chance de faire une rencontre virtuelle avec Sylvain Dubois de la compagnie pour parler du métier d'artiste de cirque, du processus de création et de la place de Montréal dans le monde circassien.

PARTENAIRES DE PROJETS : Samsara Théâtre, CSSMB, École l'Odyssée, Programme de douance, École Jonathan-Wilson, En piste

[1] Profil sociodémographique 2016 (édition mai 2018) – Arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

[2] Profil sociodémographique 2016 (édition mai 2018) – Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

ADOLESCENTS

Levers de rideau ou ateliers avec des chorégraphes accueillis à la SPJ

La SPJ offre à des écoles de danse de la région de recevoir un atelier de danse avec les chorégraphes accueillis en cours de saison dans notre salle. Ainsi, les adolescents qui y participent ont une rencontre privilégiée avec des artistes tels que Louise Lecavalier et Harold Rhéaume. Lorsque le spectacle en salle s'y prête, les jeunes présentent le résultat de leur atelier en première partie du spectacle.

Représentation décontractée et ateliers autour de Paysage de papier

Les jeunes de 12 à 21 ans qui fréquentent les écoles secondaires des environs recevront un à deux ateliers en amont d'une représentation décontractée du spectacle *Paysage de papier* de la compagnie Créations Estelle Clareton. La SPJ travaille en collaboration avec les artistes-médiateurs ainsi que le personnel enseignant pour adapter le contenu de l'atelier à la clientèle de chaque groupe-classe. La représentation que les élèves assisteront sera adaptée afin d'offrir à ces jeunes une expérience positive en salle.

Accessibilité au spectacle Sherlock Holmes et le signe des Quatre en temps de pandémie

Afin de rendre accessible le spectacle *Sherlock Holmes et le signe des Quatre* malgré les mesures sanitaires, nous offrons aux groupes ne pouvant venir en salle ou aux élèves en isolement de visionner la captation du spectacle.

PARTENAIRES DE PROJETS : École de danse Ballet Ouest, la Danse sur les routes, CSSMB, École secondaire Des Sources, École John F. Kennedy, Créations Estelle Clareton, Théâtre Advienne que Pourra, SPEC du Haut-Richelieu

CÉGÉPIENS

Panorama de la dramaturgie québécoise

Cinq classes de littérature au Cégep Gérald-Godin pourront assister, dans le cadre de leur cours, à l'événement *Panorama historique de la dramaturgie québécoise* qui propose de faire un survol de l'histoire du théâtre de création québécois où les œuvres font échos aux grands enjeux sociaux, culturels et politiques qui ont traversé les époques.

Sortie de résidence avec La Otra Orilla

Les étudiants du cours de photos du Cégep Gérald-Godin ont pu rencontrer la chorégraphe Myriam Allard lors d'une résidence de création à la SPJ. Les étudiants ont aussi eu l'occasion d'assister à une étape de travail pour croquer sur le vif les mouvements des danseurs.

Conférence autour de Mononk Jules

Huit groupes du Cégep Gérald-Godin assisteront à une conférence de Jocelyn Sioui autour de son processus de création et de l'histoire des droits autochtones au Canada en amont de la présentation de son spectacle *Mononk Jules* à la SPJ.

Spectacle hors-les-murs CTRL N

Lors de la fête de la rentrée au Cégep en septembre 2021, le spectacle *CTRL N* a été présenté gratuitement aux étudiantes sur le terrain extérieur du Cégep.

Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique

Le spectacle extérieur de la compagnie de cirque Flip Fabrique a été présenté sur deux représentations lors du trou à l'horaire des étudiants et à la sortie des classes à l'automne 2021.

Prix de participation Cégep en spectacle

La SPJ a fait partie du jury de Cégep en spectacle 2021 au Cégep Gérald-Godin lors de la finale locale. Tous les participants de cette édition se sont aussi vu remettre un billet pour assister au spectacle de Sarahmée en décembre 2021.

Spectacle Qui bougera
Le spectacle *Qui Bougera* de Ample Man Danse sera présenté dans notre salle. Ce *dance battle* impliquant des artistes professionnels et amateurs incluent plusieurs étudiants du Cégep dont les membres de la troupe de danse.

Rencontre après-spectacle avec La cartomancie du territoire
Afin de permettre à tous les étudiants dont le spectacle *La cartomancie du territoire* faisait partie de leur plan de cours au Cégep Gérald-Godin à l'automne 2021, la SPJ a ouvert une supplémentaire dans un cadre pédagogique. Le tout a été suivi d'une rencontre avec les artistes du spectacle.

PARTENAIRE DE PROJETS : Les Voyagements – Théâtre de création en tournée, Cégep Gérald-Godin, Ample Man Danse, la Danse sur les routes

Le grand public
Nous proposons au grand public une approche inclusive et rassembleuse afin que chacun trouve sa place dans la communauté par les arts et la culture. Nous accordons une grande importance à la démocratisation et l'accessibilité de la culture en offrant au citoyen différents moyens d'y participer selon ses capacités physiques et financières. Il est important que le citoyen s'approprie notre lieu de diffusion et développe un sentiment d'appartenance qui le lie à sa communauté.

Pour stimuler l'intérêt, nous encourageons la mixité des pratiques et la rencontre entre le citoyen et les artistes. Nous provoquons des rencontres artistiques parfois inusitées lors d'activités hors-les-murs. Le citoyen devient acteur autant que spectateur.

Aussi, pour eux, nous souhaitons être présents partout : chez nous et ailleurs sur le territoire. Les faire danser dans les parcs et sur leurs balcons, il n'y a pas plus rassembleur !

Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique
Le public a été convié à un spectacle extérieur à l'entrée du Cégep avant notre lancement de saison exceptionnellement présenté le 1er septembre dernier.

Diffusion sur le web de spectacles présentés à la SPJ
Deux spectacles du printemps feront l'objet d'une captation pour webdiffusion. Dominique Fils-Aimé et Cordâme pourront ainsi être vus par plusieurs personnes toujours isolées par la pandémie ou encore frileuse de se retrouver en salle sans distanciation.

Sortie de résidence de la LNI
La LNI a tenu une résidence de création en décembre 2021. Une sortie de résidence devant public a été annulée la journée même en raison de la fermeture complète des salles de spectacles. Tout le travail de médiation auprès de notre public avait déjà eu lieu au moment de la fermeture.

Mini-continental
Après avoir créé le Grand continental à la Place des Arts, Sylvain Émard Danse se promène avec une version plus petite de ce projet. La communauté pourra s'inscrire à des auditions pour que trente participants répètent ensuite au Centre socioculturel à l'Île-Bizard. Le résultat sera ensuite présenté en extérieur, sur le terrain du Cégep avant un événement de la fin de la saison à la SPJ

Solos prêts-à-porter
Pendant la relâche scolaire, cinq lieux de notre arrondissement ont été sélectionnés pour présenter une projection extérieure, au creux des mains, cinq solos chorégraphiques de la collection d'été de la compagnie Danse K par K.

Spectacle hors-les-murs dans les grands parcs du Bois de l'Île-Bizard et du Cap St-Jacques
Les 27 et 28 août prochains, la SPJ présentera dans les Parcs-nature de l'Ouest-de-l'Île le spectacle *Marée noire* de la compagnie Fleuve Espace Danse. Sur les plages du Cap St-Jacques et du Bois de l'Île-Bizard, les spectateurs seront conviés à un atelier et une représentation au cœur de leur nature urbaine.

PARTENAIRES DE PROJETS : Arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, Arrondissement Pierrefonds-Roxboro, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Sylvain Émard Danse, IGA Extra Sévigny, Matelas Bonheur, C.I.M.O.I., Château Pierrefonds, Danse K par K

Moyens d'actions	Indicateurs de résultats	Résultats attendus
Volet AÎNÉS		
Mettre en place 2 projets qui favorise l'implication citoyenne des aînés : - Équipe bénévole de la SPJ - Diffusion de spectacles virtuels dans les RPA et les CHSLD de la région	Nombre de projets	2
	Nombre de personnes rejointes	180
	Nombre de billets gratuits	120
	Nombre de partenaires	3
	Nombre de rencontres/activités	6
Volet JEUNES CITOYENS		
Mettre en place 15 projets pour favoriser le développement des compétences citoyennes par les arts chez les jeunes : Enfants (4 projets) : - Alternative virtuelle du spectacle *Attention : Fragile* - Ateliers de médiation culturelle en classe - Sortie de résidence de création *Bach va à Lübeck* - Sortie de résidence de création *4* de Les parfaits inconnus		
	Nombre de projets	4
	Nombre de personnes rejointes	399
	Nombre de billets gratuits	178
	Nombre de partenaires	6
	Nombre de rencontres/activités	67
Adolescents (3 projets) : - Levers de rideau ou ateliers avec des chorégraphes accueillis à la SPJ - Représentations décontractée et ateliers autour de *Paysage de papier* - Accessibilité au spectacle *Sherlock Holmes et le signe des quatre* en temps de pandémie	Nombre de projets	3
	Nombre de personnes rejointes	327
	Nombre de billets gratuits	37
	Nombre de partenaires	8
	Nombre de rencontres/activités	25

Cégepiens (8 projets) : - Panorama de la dramaturgie québécoise - Sortie de résidence avec La Otra Orilla - Conférence autour de *Mononk Jules* - Spectacle hors-les-murs *CTRL N* - Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique - Prix de participation Cégep en spectacle - Spectacle *Qui bougera* - Rencontre après-spectacle avec *La cartomancie du territoire*	Nombre de projets	8
	Nombre de personnes rejointes	515
	Nombre de billets gratuits	506
	Nombre de partenaires	3
	Nombre de rencontres/activités	14
GRAND PUBLIC		
Mettre en place 7 projets pour favoriser l'accès à la culture du grand public : - Spectacle hors-les-murs de Flip Fabrique - Diffusion sur le web de spectacles présentés à la SPJ - Sortie de résidence de la LNI - Mini-continental - Solos prêts-à-porter - Spectacle hors-les-murs dans les grands parcs du Bois de l'Île-Bizard et du Cap St-Jacques	Nombre de projets	7
	Nombre de personnes rejointes	547
	Nombre de billets gratuits	477
	Nombre de partenaires	9
	Nombre de rencontres/activités	32

Service des communications
Direction image de marque et stratégie numérique

Création : avril 2018
Mise à jour : décembre 2021

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

Guide d'application du protocole de visibilité pour les organismes subventionnés, les arrondissements et les services de la Ville

Montréal

Entente sur le développement culturel de Montréal

L'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC) permet la réalisation de nombreuses initiatives qui visent à consolider le statut de Montréal, métropole culturelle.

La Ville et le MCC ont signé un protocole de visibilité qui s'applique à tous les projets soutenus dans le cadre de cette Entente, qu'ils soient réalisés par un organisme externe, un arrondissement ou un service de la Ville.

Guide d'application du protocole de visibilité

L'organisme subventionné, l'arrondissement ou le service de la Ville doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec. En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet au Service des communications de la Ville (visibilite@montreal.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

- Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

  Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante :

  Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente de développement culturel de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :
    - Inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Encadré 1

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca.

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.

Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

- Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec
- Pour obtenir le logo de la Ville, connaître les règles d'utilisation et faire approuver les outils, communiquer avec le Service des communications de la Ville (visibilite@montreal.ca)
- Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

Entente de développement culturel | Montréal | Québec

Montréal | Québec

Entente de développement culturel

Quelques cas de figure :

Montréal + Québec

Canada + Montréal + Québec

Arrondissement + Montréal + Québec

Canada + arrondissement + Montréal + Québec

Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

Note : il est important que tous les logos aient la même taille.

- À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par le Studio de design graphique du Service des communications de la Ville.
  À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@montreal.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une

interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

- Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.
- Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

Encadré 2

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré 1 du présent document, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :
  - tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);
  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;
  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville, veuillez adresser votre demande par courriel au Service des communications de la Ville : **visibilite@montreal.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228488001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Accorder un soutien financier de 100 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation des projets de son plan d'action 2021-2022 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/ViIle 2021-2024 (EDCM) et approuver la convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1228488001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-01

Julie NICOLAS
Conseillèere budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.033

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.001

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.002

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1222937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires

Il est recommandé :
De déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution des articles publicitaires.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-12 16:15

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222937002**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 avril 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le contrôle de circulaires (la Commission). Cette consultation résulte d'une demande déposée par un groupe de citoyennes et de citoyens en vertu du droit d'initiative en consultation publique prévu par la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative. Cette démarche a été appuyée par 16 601 Montréalaises et Montréalais sur une période de 21 jours en mars 2019.
Cette consultation a permis de se pencher sur les enjeux et impacts potentiels associés aux trois mesures souhaitées par le groupe requérant soit :
1- d'amender le Règlement sur la distribution d'articles publicitaires pour qu'une circulaire puisse seulement être déposée sur une propriété si le résident l'accepte expressément;
2- de faire remplacer tout sac de plastique pour circulaires par un emballage qui n'a pas à être séparé du contenu pour être recyclé; et
3- d'appliquer fermement l'amende prévue au règlement en cas d'infraction.

Les consultations se sont tenues en octobre et novembre 2019. Le 5 décembre 2019, la commission a émis dix recommandations, dont la suivante :
R1. Édicter une réglementation unique s'appliquant à l'ensemble des arrondissements et visant à encadrer la distribution d'articles publicitaires, quel qu'en soit le distributeur, de manière à ce que :
un article publicitaire puisse seulement être déposé sur une propriété si le résident l'accepte expressément (option d'adhésion (par exemple, par la présence d'un autocollant));
l'utilisation des emballages plastiques pour la distribution de ces articles soit interdite, ou qu'ils soient remplacés par des emballages qui n'ont pas à être séparés de leur contenu pour être adéquatement recyclés.

La Commission appuie ses recommandations notamment sur les considérations suivantes :

- comme reconnu par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), « les sacs de plastique sont dommageables pour l'environnement », « leur production requiert des produits pétroliers et de grandes quantités d'eau et génère des gaz à effet de serre » et « en plus d'être une nuisance visuelle, les sacs de plastique

perdus ont des impacts importants sur les écosystèmes terrestres et marins et leur dégradation peut prendre plusieurs années », facteurs qui ont entre autres été à l'origine de l'initiative de bannissement de certains sacs de plastique à usage unique sur le territoire de la CMM;
- les enjeux de tri de valorisation des plastiques souples et du papier;
- une forte majorité des personnes entendues lors des audiences publiques et une proportion élevée des participantes et participants ayant déposé un avis écrit ont indiqué leur soutien à la remise en question du statu quo en matière de distribution de matériel publicitaire à Montréal pour les raisons suivantes :

- la distribution non sollicitée malgré l'autocollant indiquant le refus;

- le non respect de la réglementation en vigueur;
- la pollution visuelle causée par les articles publicitaires non ramassés;
- le fardeau de ne pas recevoir d'articles publicitaires sans leur consentement repose sur les citoyens.

- les médias écrits locaux, qui produisent du contenu suivant une démarche de nature journalistique et correspondent à un média d'information tel que défini par le Conseil de presse du Québec, ne sont pas considérés comme constituant des articles publicitaires.

Le comité exécutif répond favorablement à cette recommandation (GDD 1229514025) et la Ville a élaboré un projet de règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires.

Cette approche est cohérente avec la modification du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la CMM déposé en juin 2020 qui précise que la gestion des circulaires doit être faite selon une approche de distribution volontaire plutôt que systématique.

De plus, dans son Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025, adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2020, la Ville de Montréal se donne pour objectif d'atteindre le zéro déchet en 2030 et la réduction à la source est l'une des approches priorisées pour y arriver. La réduction à la source se traduit par plusieurs actions concrètes dont l'action 1.1.2 du Plan directeur visant à *Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs.*

Cet engagement s'inscrit en toute cohérence avec la vision du C40 Cities Climate Leadership Group et la déclaration Advancing Towards Zero Waste, dont Montréal est signataire.

Précisons que le présent dossier décisionnel a pour objectif de recommander au conseil de la ville de se déclarer compétent, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires. Un autre dossier décisionnel (GDD 1222937001) a, quant à lui, pour objectif de recommander au conseil de la ville d'adopter :

- le *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaire (ci-après désigné le « Règlement »; et*
- le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de déléguer l'application du Règlement ainsi que l'adoption de la réglementation relative à la distribution des articles publicitaires, à l'exception des normes portant sur des objets prévus au Règlement aux conseils d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 1229 27 septembre 2021 : adopter le Règlement modifiant le Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail (16-051) et le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)
CG20 0407 27 août 2020 : adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

CM20 0107 24 février 2020 : déposer le rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Consultation publique sur le contrôle des circulaires. Rapport et recommandations.

CE19 0665 24 avril 2019 : mandater la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour organiser une consultation publique sur le contrôle de circulaires.

CM16 0987 23 août 2016 : adopter le «Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail» et le «Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)».

DESCRIPTION

La Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, attribue la compétence spécifique de régir la distribution des articles publicitaires aux conseils d'arrondissement (article 185.1 de l'annexe C). À ce chapitre, les conseils d'arrondissement ont d'ailleurs adopté des normes visant à encadrer la distribution des articles publicitaires soit en incorporant certains articles de l'ancien *Règlement sur la distribution d'articles publicitaires* (R.R.V.M. c. D-4) ou en adoptant de nouvelles normes, notamment en ce qui a trait à l'obtention d'un permis. Le conseil de la ville est, quant à lui, compétent en matière d'environnement ce qui lui permet de régir la distribution du plastique sur son territoire.
Considérant ce qui précède, il est nécessaire que le conseil de la ville se déclare compétent quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution des articles publicitaires pour pouvoir rendre obligatoire le mode d'adhésion sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

La prochaine section du présent sommaire abordera les raisons pour lesquelles une telle harmonisation de la réglementation va dans l'intérêt général de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

L'harmonisation du mode de distribution lié à la distribution des articles publicitaires permettra notamment de répondre aux engagements du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 (ci-après le « Plan directeur »), tout en intégrant les enjeux économiques en lien avec la gestion des matières résiduelles :

- devenir une ville zéro déchet d'ici 2030 avec un taux de détournement de l'enfouissement de 85 % et une diminution annuelle d'environ 10 kg par habitant par année de la génération de matières résiduelles d'ici cette date;
- répondre aux enjeux de la société, notamment de surconsommation;
- améliorer le tri des matières résiduelles et augmenter la qualité des matières destinées à la revente;
- limiter l'augmentation des coûts de gestion, autant de valorisation et d'élimination des matières résiduelles;
- mobiliser l'ensemble des parties prenantes afin de stimuler une conception responsable et le développement d'une économie circulaire.

À la lumière de ce qui précède et puisqu'il en va de l'intérêt général de la Ville, il est recommandé de :
Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent pendant une période de cinq ans quant à l'exercice des pouvoirs liés à la distribution des articles publicitaires. Ceci correspond à la période visée par le Plan directeur 2020-2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La déclaration de compétence du conseil de la ville aura notamment les impacts suivants :

- harmoniser la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires dans l'objectif de réduire les matières résiduelles envoyées à la valorisation et à l'élimination;
- être en mesure de répondre favorablement à la recommandation de la Commission;
- mettre en œuvre l'action 1.1.2 du Plan directeur visant à Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: avril 2022
Conseil municipal : avril 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise M TREMBLAY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère planification

Tél : 514 863-8484
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-28

Maud F FILLION
Chef de section Planification et développement GMR

Tél : 438-820-5674
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2022-03-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2022-03-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1222937002*
Unité administrative responsable : Service de l'environnement
Projet : Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1222937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil de la ville peut se déclarer compétent, pour une période de cinq ans, quant à l'adoption et à l'application de la réglementation relative à la distribution d'articles publicitaires.

Puisque la période pour laquelle le conseil déclare sa compétence excède deux ans, la résolution doit être approuvée à la majorité des deux tiers des voix des membres du conseil.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate, Droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229514025

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport déposé par la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulés « Consultation publique sur le contrôle des circulaires » et ses recommandations.

Il est recommandé :

- au comité exécutif de mandater la Direction générale afin de mettre en oeuvre les recommandations du rapport selon les orientations formulées dans sa réponse.
- au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Consultation publique sur le contrôle des circulaires » et ses recommandations.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-04-12 17:25

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229514025**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport déposé par la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulés « Consultation publique sur le contrôle des circulaires » et ses recommandations.

CONTENU

CONTEXTE

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des personnes élues au niveau municipal et d'agglomération et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.
La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs (CEEDDGP) a déposé le 24 février 2020 un rapport comportant 10 recommandations auprès du conseil municipal dans son document intitulé « Consultation publique sur le contrôle des circulaires ». La Commission a reçu, le 24 avril 2019, le mandat du conseil municipal de tenir une consultation publique portant sur le contrôle des circulaires, conformément aux dispositions du *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056) par la résolution CM19 0665.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0107 - 24 février 2020 : Dépôt du rapport et recommandations « Consultation publique sur le contrôle des circulaires » par la Commission
CM19 0665 - 24 avril : Mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le contrôle des circulaires, conformément aux dispositions du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) et de mandater le Service de l'environnement à titre d'unité d'affaires responsable de ce dossier aux fins de la consultation publique.

DESCRIPTION

S. O.

JUSTIFICATION

Ayant pris connaissance des 10 recommandations contenues au rapport de la CEEDDGP, le comité exécutif dépose son rapport sur ces questions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux des commissions permanentes permettent d'enrichir, en relayant les préoccupations de la population et celles des diverses personnes élues, les décisions, projets et politiques de l'Administration municipale. Les réponses déposées par le comité exécutif permettent de faire une rétroaction aux rapports déposés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette réponse est soumise en tenant compte du contexte de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francis THERRIEN
agent(e) de recherche

Tél : 438 988-7834
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514-872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint et chef de division de la réglementation
Tél :
Approuvé le : 2022-04-12

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES GRANDS PARCS, INTITULÉ CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE CONTRÔLE DES CIRCULAIRES

En date du 24 avril 2019, la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs (la Commission) a entrepris des travaux visant à étudier le contrôle des circulaires. Le rapport intitulé Consultation publique sur le contrôle des circulaires, publié à la conclusion de ces travaux, a été déposé à la séance du conseil municipal du 24 février 2020.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission pour la qualité du rapport sur le contrôle des circulaires et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Le comité exécutif reconnaît la nécessité d'engager des changements afin de diminuer significativement, à la source, la quantité de circulaires imprimées en cohérence avec l'action 1.1.2 du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 (Plan directeur) qui a pour objectif de réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission. Le comité exécutif reconnaît ainsi le besoin de revoir la règlementation et son application. Le comité exécutif entend également les enjeux quant à l'option de limiter la distribution des circulaires aux seules personnes intéressées à les recevoir (option d'adhésion ou « *opt-in* »).

L'administration mettra donc en place les mesures suivantes :

- Un règlement unique avec l'option d'adhésion ou « *opt-in* » et l'interdiction des emballages de distribution de plastique incluant un rapatriement de la compétence pour trois ans pour être arrimé avec les objectifs de réduction du Plan directeur, avec une prise d'effet un an après l'entrée en vigueur. Une délégation de l'application du règlement aux arrondissements. Une délégation de l'adoption relative à la distribution des articles publicitaires dans le cadre du contrôle des nuisances.

- Le déploiement de moyens de communication auprès des citoyens afin de les informer de la règlementation adoptée. Ces moyens incluront, entre autres, la mise en place de stratégies pour tenir compte des personnes vulnérables et pour faciliter leur adhésion.

Par ces mesures, l'administration poursuit ses engagements pris dans le cadre du Plan directeur et par la signature de la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* à tendre vers le zéro déchet.

La Commission a formulé 10 recommandations à la suite de ses travaux. Dans le tableau qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

#	Recommandation	Service responsable	Commentaires
1	Édicter une règlementation unique s'appliquant à l'ensemble des arrondissements et visant à encadrer la distribution d'articles publicitaires*, quel qu'en soit le distributeur, de manière à ce que : ● un article publicitaire puisse seulement être déposé sur une propriété si le résident l'accepte expressément (option d'adhésion ou opt-in (par exemple, par la présence d'un autocollant)); ● l'utilisation des emballages plastiques pour la distribution de ces articles soit interdite, ou qu'ils soient remplacés par des emballages qui n'ont pas à être séparés de leur contenu pour être adéquatement recyclés. * Tels que dépliants, circulaires, brochures, prospectus, feuillets ou tout article publicitaire semblable conçu à des fins d'annonce ou de réclame (Règlement sur la distribution d'articles publicitaires R.R.V.M. c. D-4, article 1).	Service de l'environnement Service des affaires juridiques	**En projet** Le comité exécutif est en accord avec la recommandation de la Commission pour l'option d'adhésion ou « *opt-in* » et la nécessité d'un règlement unique s'appliquant à l'ensemble des arrondissements et incluant les dispositions suivantes: ● Obligation de respect des pictogrammes par les distributeurs d'articles publicitaires (amende uniforme en cas de non-respect). ● Normalisation d'un pictogramme signifiant que le résident accepte le dépôt d'articles publicitaires (« option d'adhésion »). ● Interdiction de distribuer des articles publicitaires dans un sac de plastique conventionnel, oxo-dégradable, biodégradable ou compostable. ● Ne pas considérer les journaux locaux et les publications d'organismes publics comme des articles publicitaires. Cette interdiction s'inscrit dans la mise en œuvre de la première priorité du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025, soit la réduction à la source des quantités de matières résiduelles générées.
2	Prévoir un délai raisonnable avant l'entrée en vigueur de la réglementation afin de permettre l'adaptation des outils nécessaires à l'implantation de ce nouveau mode de distribution.	Service de l'environnement Service des affaires juridiques	**En projet** Le comité exécutif est en accord avec cette recommandation, dans la mesure où le projet de règlement envisagé prévoit un délai de mise en application, soit un an après l'entrée en vigueur. Ce délai permettra aux intervenants visés de revoir leurs pratiques et modes opératoires en prenant en compte

			la réalité des personnes vulnérables. Il est à noter que certaines grandes bannières ont déjà amorcé une transition vers le numérique dans un contexte de pandémie.
3	Assurer la disponibilité des ressources et prévoir les mécanismes nécessaires pour que les instances municipales veillent dès maintenant au respect de la réglementation en vigueur, notamment en appliquant à tout distributeur les amendes prévues en cas d'infraction.	Direction générale	**En projet** Le comité exécutif est très sensible à cette question. La Direction générale veillera à sensibiliser l'ensemble des arrondissements quant à l'application du projet de règlement, puisqu'ils seront responsables de la mise en œuvre du règlement. La règle étant uniforme à l'échelle de la Ville, elle sera plus facile à comprendre. Cela facilitera sa mise en œuvre.
4	Élaborer et mettre en œuvre une stratégie d'information et de communication dédiée à la réglementation sur la distribution d'articles publicitaires à l'intention de la population montréalaise.	Service de l'expérience citoyenne et des communications	**En projet** Le comité exécutif est favorable à cette recommandation. Le Service de l'expérience citoyenne et des communications veillera à mener des opérations de communication ciblée afin d'informer les citoyens et les autres parties prenantes de la réglementation adoptée, dans une perspective d'analyse différenciée selon les sexes et plus (ADS+)*. Cette campagne pourra présenter notamment les démarches à suivre pour se procurer un pictogramme autocollant. Les communications tiendront compte des besoins des populations vulnérables La distribution des pictogrammes autocollants pourra être assurée par les distributeurs d'articles publicitaires pour les citoyens qui en auront fait la demande. De plus, la Ville rendra accessible des pictogrammes autocollants aux citoyens qui en auront fait la demande dans ses bureaux Accès Montréal et s'assurera de les rendre accessibles dans les organismes pouvant être de bons relayeurs.

			**L'analyse différenciée selon les sexes et plus (ADS+) permet l'analyse de l'effet des politiques et programmes publics sur la qualité de vie et l'inclusion, selon qu'on soit un homme ou une femme, mais englobe également la notion d'intersectionnalité, en prenant en considération toutes les personnes qui peuvent subir d'autres formes de discrimination, selon leur sexe, leur âge, leur condition socioéconomique, leur origine ethnoculturelle, leur handicap ou encore leur orientation sexuelle. Cette approche vise à reconnaître et à agir sur des exclusions qui peuvent se superposer dans une situation donnée.*
5	Faire des représentations auprès du gouvernement du Canada dans le but d'obtenir un engagement de sa part afin que sa société d'État, Postes Canada, adapte ses pratiques au modèle d'adhésion (opt-in) pour la distribution de matériel publicitaire à Montréal.	Bureau des relations gouvernementales et municipales Service du développement économique	**En projet** Le comité exécutif considère que la nouvelle réglementation doit s'appliquer à tout distributeur d'articles publicitaires. À cet effet, il demande au gouvernement du Canada de faire adapter les pratiques de sa société d'État, Postes Canada, pour se conformer au modèle d'adhésion (*opt-in*). Cependant, la Ville ne peut que demander une telle mesure à Postes Canada, et non l'exiger car elle est une société sous juridiction fédérale.
6	Œuvrer en collaboration avec les parties prenantes concernées à l'échelle du Québec pour participer au développement de filières de recyclage performantes sur les plans environnemental, économique et social.	Service de l'environnement Bureau des relations gouvernementales et municipales	**Fait** L'annonce du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) concernant la publication du projet de règlement sur la modernisation du système de collecte sélective, avec la mise en œuvre d'une responsabilité élargie des producteurs (REP) au regard de la gestion des matières recyclables est une première étape en ce sens. Une transition depuis le régime de compensation actuel vers la REP est en cours avec pour échéance 2025. La Ville de Montréal participe aux travaux entourant cette transition (tables d'échange avec le MELCC et Recyc-Québec) et a formulé des commentaires sur le projet de règlement. Les échanges ont permis de souligner la nécessité de

			mettre de l'avant l'éco-conception dans les emballages, d'exiger un contenu minimal de matières triées en provenance des centres de tri dans les emballages produits ainsi que le développement de nouveaux marchés locaux et le déploiement de filières de valorisation innovantes.
7	Faire des représentations auprès du gouvernement du Québec dans le but de bonifier le principe de responsabilité élargie des producteurs afin d'internaliser l'ensemble des coûts de collecte sélective, de valorisation des matières récupérées et des coûts de traitement des matières éliminées, selon une approche cycle de vie.	Bureau des relations gouvernementales et municipales Service de l'environnement	**Fait** Tel que mentionné précédemment, la transition du modèle actuel de compensation partielle des coûts de gestion des matières recyclables par les producteurs vers un modèle de REP est initiée. Ce nouveau modèle de gouvernance mènera à la prise en charge de la récupération, du tri, du conditionnement et du recyclage des contenants, des emballages, des imprimés et des journaux par les entreprises qui les mettent sur le marché (producteurs). La Ville a analysé ces deux projets de règlements et a émis, notamment, un commentaire portant sur le point suivant : ● S'assurer du respect du principe fondamental de la responsabilité des producteurs, soit le principe de pollueur-payeur. Ainsi à échéance 2025, l'ensemble des coûts de gestion des matières recyclables devrait être pris en charge par leur générateur qu'ils touchent aux actions de sensibilisation des citoyens aux bons gestes de tri, à la mise à disposition des outils de collecte requis, aux opérations de collecte, de transport, de conditionnement ou de tri et de valorisation voire d'élimination (matières non triées à la source par le citoyen) de ces matières et ce, quel que soit le type de matières recyclables considéré.

8	Soutenir le développement d'alternatives à la distribution des journaux locaux via les sacs publicitaires, notamment en offrant des espaces de diffusion réservés dans les lieux publics.	Direction générale	**En projet** Le comité exécutif est en accord avec cette recommandation et précise que le projet de règlement envisagé vise uniquement les articles publicitaires. Les journaux locaux ne sont pas considérés comme des articles publicitaires et ne sont donc pas visés. Les conseils d'arrondissement, par leur compétence, régissent le domaine public. Ceux-ci offrent déjà et continueront d'offrir des espaces de diffusion réservés aux journaux locaux dans les lieux publics, sous certaines conditions qui leur sont propres. Cette recommandation sera également évaluée par les services municipaux dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du comité aviseur sur les journaux locaux, détaillées à la recommandation 9.
9	En collaboration avec les journaux locaux et les autres paliers de gouvernement, appuyer les initiatives de transition vers de nouveaux modèles d'affaires pour ces journaux.	Service du développement économique Service de l'expérience citoyenne et des communications	**En cours** Le comité exécutif reconnaît l'importance des journaux locaux comme source d'information locale. En ce sens, le comité exécutif encourage les initiatives visant la transition vers de nouveaux modèles d'affaires. Créé par la Ville de Montréal à l'automne 2021, le comité aviseur sur les journaux locaux a récemment déposé son rapport. Pour donner suite au rapport, les services municipaux recommandent de : ● reconnaître l'importance des journaux locaux comme plateforme d'information locale de qualité; ● s'engager à investir dans les journaux locaux comme plateforme d'information de proximité;

			● développer un programme de soutien financier temporaire (12 mois) pour adapter le modèle de distribution des journaux locaux; ● soutenir la mise en place d'un comité de pilotage pour accompagner la transition du modèle d'affaires en cours de transformation; ● faire des représentations auprès du gouvernement du Québec pour rendre les programmes d'aide financière plus accessibles aux journaux locaux. Les services municipaux veilleront à mettre en œuvre ces cinq (5) recommandations tout en poursuivant la mobilisation des parties prenantes en vue d'accélérer l'adoption, par les journaux locaux, de nouveaux modèles d'affaires.
10	Bonifier l'offre de formations et d'ateliers d'initiation aux outils numériques dans le réseau des bibliothèques (conformément aux engagements pris dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal), afin de contribuer à l'apprentissage de la littératie numérique chez les personnes vulnérables et de favoriser l'accès à l'information, dans une perspective d'inclusion sociale.	Service de la diversité et de l'inclusion sociale Service de la culture	**En cours** Le comité exécutif considère que la réduction de la fracture numérique de la population montréalaise – c'est-à-dire l'accès à internet, l'accès à du matériel informatique et la littératie numérique, tout spécialement des personnes vulnérables, favorise l'accès à l'information dans un contexte de constante évolution des médias numériques. Ainsi, le comité exécutif est en accord avec cette recommandation. À ces fins, le réseau des bibliothèques publiques de Montréal joue déjà un rôle. Un service d'appui est disponible dans les différentes installations municipales permettant d'offrir un soutien aux citoyennes et citoyens nécessitant un accompagnement avec les ressources informatiques. Dans le cadre de Montréal 2030 ainsi que du Plan solidarité, équité et inclusion 2021-2025, la Ville a entrepris des actions plus structurantes en ce sens.

			La Ville de Montréal a mis sur pied une cellule sur la fracture numérique pilotée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale avec d'autres services partenaires (Service des technologies de l'information et Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle). Cette cellule est mandatée de mettre en place une offre bonifiée pour diminuer la fracture numérique. La Ville de Montréal s'engage à déployer auprès des populations vulnérables, et en collaboration avec les organismes communautaires, la Stratégie d'inclusivité numérique qui inclut : ● Le soutien à la littératie numérique et la numératie; ● Le soutien à la mise en disponibilité de matériel informatique ● L'accélération de l'implantation des technologies de réseau dans une perspective d'équité et de répartition territoriale différenciée En complément, l'accès aux pictogrammes autocollants d'option d'adhésion sera facilité pour les personnes vulnérables en concertation avec les organismes communautaires qui les desservent.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229514025*
Unité administrative responsable : Service du greffe
Projet : Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport déposé par la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Consultation publique sur le contrôle des circulaires » et ses recommandations.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 5. Tendre vers un avenir **zéro déchet,** plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les actions qui seront mises en œuvre pour répondre aux recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs permettront de répondre à l'une des trois priorités du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025, soit la réduction à la source des matières résiduelles.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1224736001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 17 500 $ pour l'attribution de trois bourses associées à l'édition 2022 des Prix d'excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de soutenir les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art.

Il est recommandé :
1- d'autoriser l'attribution de trois bourses de l'édition 2022 des prix d'Excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de mettre en valeur les créateurs montréalais de ces secteurs;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-07 15:24

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1224736001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 17 500 $ pour l'attribution de trois bourses associées à l'édition 2022 des Prix d'excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de soutenir les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1996, les Prix d'excellence en métiers d'art et en arts visuels, le prix Francois-Houdé, le prix Pierre-Ayot et le prix Louis Comtois, sont remis annuellement par la Ville de Montréal et ce, en étroite collaboration avec l'Association des galeries d'art contemporain (AGAC) et le Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ). Ces prix constituent non seulement une reconnaissance majeure pour les artisans et les artistes qui en sont lauréats mais également un soutien direct à la création.
Le prix François-Houdé dont la bourse est de 5 000$, promeut l'excellence de la nouvelle création montréalaise en métiers d'art et favorise la diffusion d'œuvres des jeunes artisans créateurs. Ce prix s'adresse aux jeunes artisans professionnels. Il souligne la facture remarquable de leurs créations et leur apport original à l'exercice d'un métier d'art en reconnaissant leur maîtrise des techniques exploratoires propres à leur discipline.

Le prix Pierre-Ayot dont la bourse est de 5 000$, récompense l'excellence de la nouvelle création en arts visuels et favorise la diffusion des artistes de 35 ans et moins dans les galeries et les centres d'artistes montréalais. Il reconnaît l'effort des diffuseurs qui encouragent les artistes en début de carrière. Ce prix souligne la facture exceptionnelle et l'apport original aux arts visuels.

Enfin, le prix Louis-Comtois dont la bourse est de 7 500$ appuie et promeut le travail ainsi que la qualité de la production d'un artiste s'étant distingué dans le domaine des arts visuels à Montréal depuis les quinze dernières années.

Le total des bourses attribuées est donc 17 500 $ (non taxable). Des œuvres sont de plus

acquises auprès des artistes finalistes ou lauréats pour la Collection municipale d'œuvres d'art.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 - 7 juillet 2021 - Autoriser l'attribution de trois bourses pour l'édition 2021 des prix d'Excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de mettre en valeur les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art; d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CE20 0988 - 17 juin 2020 - Autoriser une dépense de 49 770,30 $, taxes incluses, pour la mise en place et la gestion du prix Pierre-Ayot, du prix Louis-Comtois et du prix François-Houdé, édition 2020, ainsi que l'attribution de trois bourses totalisant 17 500 $, non taxable, soit 5 000 $ pour le prix François-Houdé, 5 000 $ pour le prix Pierre-Ayot et 7 500 $ pour le prix Louis-Comtois, afin de mettre en valeur le potentiel d'avenir de créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art; d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et l'Association des galeries d'art contemporain (AGAC) pour la gestion de la remise des prix Pierre-Ayot et Louis-Comtois, ainsi qu'avec le Conseil des métiers d'art du Québec pour la gestion de la remise du prix François-Houdé, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ;

CE19 1093 - 3 juillet 2019 - Autoriser une dépense de 49 770,30 $, taxes incluses, pour la mise en place et la gestion de l'édition 2019 du prix Pierre-Ayot, du prix Louis-Comtois et du prix François-Houdé, ainsi que l'attribution de trois bourses totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le prix François-Houdé, 5 000 $ pour le prix Pierre-Ayot et 7 500 $ pour le prix Louis-Comtois, afin de mettre en valeur le potentiel d'avenir de créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art ; d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Association des galeries d'art contemporain (AGAC) pour la gestion de la remise des prix Pierre-Ayot et Louis-Comtois, ainsi qu'avec le Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ) pour la gestion de la remise du prix François-Houdé, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ;

DESCRIPTION

Les trois prix sont décernés annuellement à des artistes professionnels de la relève et en mi-carrière par des comités composés de représentants de professionnels experts du milieu des arts visuels et des métiers d'art.
La gestion de ces prix est assumée par le Service de la culture en étroite collaboration avec l'Association des galeries d'art contemporain (AGAC) et le Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ) qui assurent la gestion des dossiers, la composition des jurys, la coordination des soirées de remise ainsi qu'une partie des frais de promotion. Le Conseil des métiers d'art du Québec assume également la réalisation d'une exposition des finalistes du prix François-Houdé de l'année en cours ainsi que la présentation de l'exposition individuelle de l'artisan lauréat de l'année précédente.

Des conventions de services professionnels seront signées par ces deux organismes selon les règles de délégation de pouvoir par la chef de division , le montant de chacune des conventions étant de moins de 25 000 $.

La remise du prix François-Houdé est prévue en novembre 2022, alors que la remise du prix Pierre-Ayot et du prix Louis-Comtois est prévue en décembre 2022.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal a comblé une lacune importante en créant les prix d'Excellence pour

récompenser et reconnaître les artisans et les artistes montréalais de la relève et en mi-carrière. Elle participe ainsi à la promotion de l'excellence de la nouvelle création montréalaise en métiers d'art et en arts visuels, elle favorise la diffusion d'artistes professionnels dans les lieux d'exposition et stimule directement l'économie par l'achat d'oeuvres des finalistes ou des lauréats de ces prix qui enrichissent le patrimoine artistique montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de la culture consacrera un budget 17 500 $ non taxable pour assurer la remise des bourses associées à l'édition 2022 des prix d'Excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal.
Bourse - Lauréat du prix Pierre-Ayot 5 000 $, non taxable
Bourse - Lauréat du prix Louis-Comtois 7 500 $, non taxable
Bourse - Lauréat du prix François-Houdé 5 000 $, non taxable

Le montant requis aux fins du dossier est prévu à même le budget de fonctionnement du Service de la culture.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Conformément aux alignements stratégiques de la Ville et aux objectifs du Service de la culture qui en découlent, ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le contexte actuel (COVID-19), il est plus important que jamais que l'engagement de la Ville se poursuive auprès des organismes qui côtoient et soutiennent la communauté artistique montréalaise ainsi qu'auprès de ses principaux acteurs, les artisans et les artistes. Les prix d'Excellence constituent un soutien direct au milieu culturel et à la création montréalaise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Différents scénarios sont envisagés pour la remise 2022 des prix en fonction de l'évolution du contexte sanitaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communications est en préparation, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications et les associations partenaires.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril-mai 2022 : appel de candidatures prix François-Houdé
Mars à décembre 2022 : comités d'acquisition (présentiels ou virtuels), par le Service de la culture des oeuvres auprès des lauréats du prix Pierre-Ayot, du prix Louis-Comtois et du prix François-Houdé 2021.

Août 2021 : appel de candidatures prix Pierre-Ayot et prix Louis-Comtois

Novembre 2021 : remise du prix François-Houdé (présentielle ou virtuelle)

Décembre 2021 : remise du prix Pierre-Ayot et du prix Louis-Comtois (en présence ou virtuelle)

Décembre 2021 à février 2022 : exposition des finalistes du prix François-Houdé et des oeuvres de la lauréate 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amélie BOUCHER
agente de développement culturel

Tél : 514 872-6955
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-29

Stéphanie ROSE
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2022-04-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2022-04-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1224736001**

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction du développement culturel, Division équipements culturels et bureau d'art public

Projet : Autoriser une dépense totale de 17 500 $ pour l'attribution de trois bourses associées à l'édition 2022 des Prix d'excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de soutenir les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le Prix Pierre-Ayot ainsi que le Prix Louis-Comtois et le Prix François-Houdé stimulent le milieu des arts visuels et des métiers d'art. Ils contribuent activement à promouvoir la nouvelle création montréalaise, ils favorisent la diffusion production d’artistes et d’artisans professionnels dans les galeries et centres d'expositions montréalais et enrichissent le patrimoine artistique municipal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1224736001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Autoriser une dépense totale de 17 500 $ pour l'attribution de trois bourses associées à l'édition 2022 des Prix d'excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de soutenir les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1224736001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-01

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.006

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1226183001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Augmenter le budget de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction des études techniques - Conception des parcs et foresterie urbaine

Il est recommandé au comité exécutif :
D'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utilisé pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier;

D'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction du développement du territoire et études techniques, Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-06 16:33

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 avril 2022	Résolution: CA22 30 04 0070

DEMANDER - COMITÉ EXÉCUTIF - VILLE DE MONTRÉAL - AUGMENTER - BUDGET - ARRONDISSEMENT - INCLURE - SUBVENTION - PROVENANT - PROGRAMME - MISE EN VALEUR INTÉGRÉE D'HYDRO-QUÉBEC (PMVI) - UTILISER - RÉALISER - PROJET DE PLANTATION ET DE REBOISEMENT - BOISÉ DU PARC ARMAND-BOMBARDIER - AUTORISER - BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES - ÉQUIVALENT - SOMME - DIRECTION DES ÉTUDES TECHNIQUES, CONCEPTION DES PARCS ET FORESTERIE URBAINE

Il est proposé par Monsieur le conseiller Giovanni Rapanà

appuyé par Madame la conseillère Nathalie Pierre-Antoine

et unanimement résolu :

De demander au comité exécutif de la Ville de Montréal d'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier;

D'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction du développement du territoire et études techniques, Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine.

ADOPTÉ

30.04 1226183001

Joseph ARAJ
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 avril 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1226183001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal d'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction des études techniques/ Conception des parcs et foresterie urbaine.

Il est recommandé :

1. de demander au comité exécutif de la Ville de Montréal d'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier;

2. d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction du développement du territoire et études techniques, Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine.

Signé par Dany BARBEAU **Le** 2022-03-28 18:36

Signataire : Dany BARBEAU

_____

Directrice d'arrondissement
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226183001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal d'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction des études techniques/ Conception des parcs et foresterie urbaine.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de pouvoir réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier, le budget de l'arrondissement doit être ajusté. Ce sommaire vise à demander au comité exécutif de la Ville de Montréal, d'augmenter le budget de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, d'un montant de 69 800 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 3012 0348 : Adhérer au Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et accepter la somme allouée dans le cadre du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI).

DESCRIPTION

Le 7 décembre dernier, le Conseil d'arrondissement acceptait par résolution d'adhérer au Programme de mise en valeur intégrée (PMVI) d'Hydro-Québec et acceptait la somme allouée à cet effet dans le cadre de ce programme.
En adhérant au PMVI, l'arrondissement dispose d'une somme de 69 800$ pour réaliser un projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier, situé au sud du boulevard Gouin entre les 24e avenue et la 25e avenue. Il importe de préciser que ce dernier a fait l'objet d'une opération d'abattage de nombreux frênes morts à l'automne 2021 afin de le sécuriser pour les usagers du parc. Les essences arborescentes résiduelles sont peu diversifiées. Afin d'augmenter la résilience du boisé et contribuer à l'objectif de plantation de l'arrondissement et de la Ville, il est fortement recommandé d'augmenter sa diversité en essences arborescentes et arbustives.

Avec la somme mise en disponibilité, le projet visera plus précisément la plantation de 60 conifères, 60 feuillus et 50 arbustes diversifiés. Le projet comprend l'entretien et la garantie des végétaux et ce, pour une durée de 1 an.

JUSTIFICATION

La modification est nécessaire afin que l'arrondissement puisse utiliser la subvention de 69 800 $ pour réaliser un projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier, situé au sud du boulevard Gouin entre les 24e avenue et la 25e avenue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme allouée à l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles de 69 800 $ a été déposé:
Clé comptable de revenu:
2424.0010000.303779.06001.45901.000000.0000.000000.000000.00000.00000

Transfert budgétaire au compte:
Clé comptable de dépense:
2424.0010000.303779.07163.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Devant le refus de ce présent dossier, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles ne pourra recevoir la somme allouée dans le cadre du PMVI et ainsi procéder à la plantation et au reboisement du boisé du parc Armand-Bombardier. Le tout aurait comme impact d'entraîner la propagation des espèces envahissantes dans les secteurs visés du boisé (dont l'herbe à puce) et ainsi des problématiques reliées à la sécurité des usagers.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Au plus tard 90 jours après la fin des travaux, l'arrondissement inaugurera le tout en présence des représentants d'Hydro-Québec et des médias locaux afin de souligner la contribution d'Hydro-Québec à la réalisation de ce projet. Une plaque permanente sera apposée pour rappeler la contribution d'Hydro-Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Versement de la somme allouée pour la réalisation du projet
Octroi de contrat de plantation et reboisement: Ca du mois d'avril 2022
Réalisation des travaux de plantation : printemps 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des services administratifs et du greffe
(Dalila FLEURANT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale
(Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Joseph ARAJ, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Julie BOISVERT, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Julie BOISVERT, 18 mars 2022
Joseph ARAJ, 18 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2022-03-17
Isabelle MORIN Chef de division		Luc CASTONGUAY Directeur	
Tél :	000-0000	**Tél :**	514 868-4330
Télécop. :	000-0000	**Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1226183001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal d'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction des études techniques/ Conception des parcs et foresterie urbaine.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1226183001 - PMVI_transfert revenus-dépenses.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dalila FLEURANT
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4385

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-22

Denis LAROCQUE
chef de division des ressources financières et matérielles
Tél : 438-821-6933
Division : Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1226183001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de la conception des parcs et de la foresterie urbaine
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal d'augmenter le budget d'arrondissement afin d'y inclure une subvention de 69 800 $ provenant du Programme de mise en valeur intégrée d'Hydro-Québec (PMVI) et devant être utiliser pour réaliser le projet de plantation et de reboisement dans le boisé du parc Armand-Bombardier. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction des études techniques/ Conception des parcs et foresterie urbaine.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1226183001 Aug. Rev. Dép..pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-24

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227999001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 de l'Agence de mobilité durable

Il est recommandé `

1. d'adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 de l'Agence de mobilité durable;

2. d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-08 08:19

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227999001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 de l'Agence de mobilité durable

CONTENU

CONTEXTE

Comme il est inscrit aux lettres patentes constituant l'Agence de mobilité durable (« l'Agence »), le budget annuel doit être soumis au comité exécutif en vue de son approbation par le conseil municipal.

Avec sa mise en fonction le 1erer janvier 2020, la gestion de l'application de la réglementation du stationnement lui a été transférée. Ainsi, l'ensemble des employés syndiqués et des cadres en poste à la Section application des règlements du stationnement du Service de police de la Ville de Montréal sont prêtés à l'Agence.

À l'instar des autres services et organismes paramunicipaux de la Ville de Montréal, l'Agence de mobilité durable a dû se doter d'un plan stratégique. Ainsi, en juin 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montréal adopte le Plan stratégique organisationnel de l'Agence (PSO) fondé sur les grandes orientations de la Ville, notamment celles de Plan stratégique Montréal 2030, du Plan climat 2030 et du Projet de ville, document de vision préalable au Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Par l'endossement de ce plan, la Ville adhère et appuie l'Agence dans sa vision, sa mission et les priorités qu'elle se donne. À la lumière des défis à relever, l'Agence a déposé un plan d'une portée de dix ans et priorisé ses actions pour les trois prochaines années (2021-2024), lesquelles sont regroupées en cinq chantiers.

Le présent dossier vise à adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 afin de permettre à l'Agence de répondre aux attentes de la Ville inscrites dans le document d'orientations 2020-2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM21 0784 - 14 juin 2021 - Adopter le Plan stratégique organisationnel 2021-2030 de l'Agence de mobilité durable
- CM21 0446 - 20 avril 2021 - Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2021 de

l'Agence de mobilité durable

- CM21 0225 - 14 avril 2021 - Déposer le Bilan 2021 des mandats spécifiques pour l'année 2020 confiés à l'Agence de mobilité durable par le comité exécutif
- CM20 0287 - 23 mars 2020 - Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2020 de l'Agence de mobilité durable. Autoriser l'affectation de 2 992 000$ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales
- CM19 1364 - 16 décembre 2019 - Approuver un projet d'entente-cadre à intervenir entre l'Agence de mobilité durable et la Ville de Montréal, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020
- CE19 1953 - 11 décembre 2019 - Approuver le Document d'orientations 2020-2022 ainsi que les mandats spécifiques pour l'année 2020, dans le cadre de la création de l'Agence de mobilité durable
- CM18 1148 - 17 septembre 2018 - Constituer une société paramunicipale destinée à développer et à gérer, sur le territoire de la Ville de Montréal, le stationnement ainsi qu'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques et nommer son conseil d'administration / Autoriser la résiliation de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Société en commandite Stationnement de Montréal (CO95 00785 - modifiée), conditionnellement à la création de l'Agence de la mobilité de Montréal
- CG16 0438 - 22 juin 2016 - Adopter la Politique de stationnement

DESCRIPTION

Conformément aux lettres patentes constituant l'Agence, le budget annuel doit être soumis au comité exécutif en vue de son approbation par le conseil municipal.
Ce budget doit permettre à l'Agence de poursuivre ses activités et de réaliser les mandats qui lui ont été attribués par le comité exécutif pour sa deuxième année de fonctionnement.

Plus de détails sur les postes de dépenses sont fournis en pièce jointe du présent dossier.

JUSTIFICATION

L'adoption du budget annuel de l'Agence est requise conformément aux lettres patentes qui la constituent, ce qui lui permettra de poursuivre ses activités tout en assurant son bon fonctionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les frais de gestion de l'Agence seront couverts par le budget de fonctionnement de la Ville (central).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques , et des engagements en équité et accessibilité universelle

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du budget est nécessaire au bon fonctionnement de l'Agence.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La baisse potentielle de revenus de stationnement due au télétravail , à la gratuité du stationnement et à la fermeture de commerces pourrait diminuer les coûts variables, dont les frais de transaction.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 20 avril 2022

- Conseil municipal : 25 avril 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Étienne GUIMOND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable
Noémie LUCAS, Service du développement économique

Lecture :

Noémie LUCAS, 5 avril 2022
Laurent - Ext CHEVROT, 5 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marina FRESSANCOURT
conseillère en aménagement

Tél : 438-925-1049
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-566-0658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilité
Tél :
Approuvé le : 2022-04-07

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1227999001
Unité administrative responsable : *Division des plans et des politiques, service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 de l'Agence de mobilité durable*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* *3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous* *12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective* *20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le budget 2022 de l'Agence de mobilité durable va permettre à l'Agence de réaliser son plan stratégique organisationnel. À l'instar des autres services et organismes paramunicipaux de la Ville de Montréal, l'Agence de mobilité durable doit se doter d'un plan stratégique, fondée sur les orientations de la Ville, notamment celles de Montréal 2030, et le Projet de Ville, document de vision préalable au Plan d'urbanisme et de mobilité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Budget 2022

Revenus et dépenses de fonctionnement par nature

(en $)	Budget 2022
Revenus	
Revenus de gestion	52 328 827
Revenus autonomes	912 264
Convention de contribution financière - SDÉ	925 000
Convention de contribution financière - Montréal en commun	1 309 667
Total revenus	**55 475 758**
Dépenses	
Salaires et charges sociales	36 994 927
Services opérationnels	818 275
Entretien et réparations	3 154 106
Frais de transactions	2 400 142
Télécommunications	399 774
Communications	459 733
Fournitures	1 893 272
Honoraires professionnels	4 652 950
Loyer, taxes et permis	1 600 260
Frais de gouvernance	300 000
Amortissement	2 300 288
Autres frais	502 031
	-
Total dépenses	**55 475 758**
Excédent	-

Budget 2022
Revenus et dépenses de fonctionnement par activité

	Budget 2022
Revenus	
Revenus de gestion	52 328 827
Revenus autonomes	912 264
Convention de contribution financière - SDÉ	925 000
Convention de contribution financière - Montréal en commun	1 309 667
Total revenus	**55 475 758**
Gestion du stationnement	10 659 324
Surveillance et contrôle du stationnement et de la mobilité	24 162 789
Stratégies de mobilité	1 471 530
Administration générale	13 946 086
Projets corporatifs et innovants	5 235 997
Total dépenses	**55 475 727**
	-

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227999001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Objet :	Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2022 de l'Agence de mobilité durable

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

L'intégration des activités de Jalon, un organisme à but non lucratif, à l'Agence de mobilité durable (AMD) vient avec un apport de 2,2M$ en convention de contribution financière du service de développement économique (SDÉ) et du laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM). Lors de l'endossement de l'intervention financière du dossier décisionnel d'adoption du budget 2022 de l'Agence de mobilité durable (AMD), lesdites conventions ne sont pas signées et laissent un risque financier. Advenant l'échec des signatures de ses deux conventions, la ville de Montréal devra soit augmenter les frais de gestion ou le manque à gagner en revenu devra être compensé par des économies dans les charges.

FICHIERS JOINTS

GDD 12227999001 budget AMD.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-7363

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : (514) 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.008

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228054003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des bibliothèques et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022

Il est recommandé de :

1. de demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme *Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine* du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022;
2. d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 2022 de l'arrondissement de Verdun;
3. d'informer le comité exécutif et le trésorier de la Ville de Montréal, et ce, après l'adoption de la résolution du conseil d'arrondissement de Verdun.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-12 15:45

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 avril 2022	Résolution: CA22 210075

Demander au comité exécutif de modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme *Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine* du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022 . (1228054003)

Il est proposé par la conseillère Véronique Tremblay

appuyé par la conseillère Celine-Audrey Beauregard

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

1. de demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme *Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine* du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022;

2. d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 2022 de l'arrondissement de Verdun;

3. d'informer le comité exécutif et le trésorier de la Ville de Montréal, et ce, après l'adoption de la résolution du conseil d'arrondissement de Verdun.

30.07 1228054003

Marie-Andrée MAUGER
_____
Mairesse d'arrondissement

Mario GERBEAU
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228054003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des bibliothèques et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022 .

Il est recommandé de :

1. de demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme *Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine* du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022.
2. d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 2022 de l'arrondissement de Verdun;
3. d'informer le comité exécutif et le trésorier de la Ville de Montréal, et ce, après l'adoption de la résolution du conseil d'arrondissement de Verdun.

Signé par Marlène M GAGNON **Le** 2022-03-25 11:32

Signataire : Marlène M GAGNON

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissementissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228054003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des bibliothèques et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022 .

CONTENU

CONTEXTE

À l'automne 2021, le ministère du Patrimoine canadien a lancé un programme d'aide financière intitulée *Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine* , sous le *Programme d'aide aux musées* . Ce fonds vise à fournir aux organismes une aide financière leur permettant de continuer d'assurer les soins de leurs collections patrimoniales dans les circonstances exceptionnelles actuelles, liées à la pandémie de la COVID-19, afin que leurs collections demeurent accessibles à la population canadienne. L'aide financière vise également à soutenir les coûts de fonctionnement des institutions qui cherchent à se remettre de la pandémie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le montant de l'aide financière servira au fonctionnement du musée et de ses activités pour l'année 2022 seulement.

JUSTIFICATION

La pandémie liée à la COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur les finances et le développement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier, musée et site archéologique. L'institution muséale a dû fermer complètement ses portes au public lors de la saison 2020. En 2021, le musée a pu accueillir de nouveau le public, mais le nombre important de restrictions sanitaires liées à la pandémie (capacité d'accueil, impossibilité d'annoncer les activités culturelles, etc.) a freiné considérablement le développement du musée, provoquant une importante baisse de sa fréquentation et des revenus autonomes. Après deux ans de pandémie, la Maison Nivard-De Saint-Dizier souhaite relancer des projets muséaux et patrimoniaux, et cette aide financière viendra y contribuer.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'aide financière de 22 860 $ provenant du *Fonds pour la réouverture des organismes patrimoniaux* du ministère du Patrimoine canadien sera versée dans le poste suivant, Maison Nivard-De Saint-Dizier - budget additionnel, associé à la source 0014000.
Clé comptable Revenus :

Entité	Source	Centre de responsabilité	Activité	Objet	Sous-objet	Interopération	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
2436	0014000	305760	07211	46370	016990	0000	000000	027148	00000	00000

Clé comptable Dépenses:

Entité	Source	Centre de responsabilité	Activité	Objet	Sous-objet	Interopération	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
2436	0014000	305760	07211	54506	000000	0000	000000	027148	00000	00000

Les dépenses seront imputées dans l'année financière 2022 et 2023 de l'arrondissement de Verdun.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et des engagements en inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acceptation de cette aide financière permettra à la Maison Nivard-De Saint-Dizier, musée et site archéologique de réaliser sa mission première, soit de conserver, documenter et diffuser la mémoire de l'arrondissement de Verdun et de l'empreinte humaine sur son territoire depuis 6 000 ans à aujourd'hui. L'institution est le lieu de rencontres, d'échanges et de participation citoyenne à sa mémoire collective. Spécifiquement, l'aide financière va contribuer aux éléments suivants :

- Recherche historique;
- Développement de projets éducatifs et culturels.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Une nouvelle vague de la COVID-19 pourrait obliger la Maison Nivard-De Saint-Dizier à fermer ses portes au public ou à imposer de nouvelles mesures sanitaires, provoquant possiblement des enjeux au niveau du développement et de la mise en place des projets muséaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2022 : informer le comité exécutif et la trésorerie de la Ville de Montréal;
Mai à décembre 2022 : Recherche, développement et réalisation d'activités muséales et patrimoniales pour le développement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier, musée et site archéologique.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Verdun , Direction des services administratifs (Simona STOICA STEFAN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre CHARRON, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie BELLEAU
Chef de section - Culture

Tél : 514 872-5491
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Patrick LEVEILLE
Chef de division sports/loisirs

Tél : 514 765-7268
Télécop. : 514 765-7263

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1228054003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des bibliothèques et du développement social
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022 .

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1228054003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-22

Mélanie BEAUDOIN
conseiller(ere) en planification budgetaire
Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Verdun , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228054003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des bibliothèques et du développement social
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'un soutien financier totalisant la somme de 22 860 $ provenant du programme Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine du ministère du Patrimoine canadien pour soutenir financièrement les activités de fonctionnement de la Maison Nivard-De Saint-Dizier pour la saison 2022 .

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1228054003 .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona STOICA STEFAN
Conseiller en gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-765-7026

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-21

André LAVOIE
c/d ress.hum.& fin.<<arr.<60000>>

Tél : 5147553715
Division : Verdun , Direction des services administratifs

CE : 30.009

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.010

2022/04/20 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1226744002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 93 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-003) afin de permettre l'accès gratuit à la Biosphère à tous les visiteurs pendant le Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022 et prêter à titre gratuit certains locaux de la Biosphère à l'organisme l'Île du Savoir pour l'organisation du festival.

Il est recommandé :

1. D'édicter une ordonnance en vertu de l'article 93 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-003) afin de:
   - Permettre l'accès gratuit à la Biosphère à tous les visiteurs pendant le Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022
   - Prêter à titre gratuit certains locaux de la Biosphère à l'organisme sans but lucratif l'Île du Savoir pour l'organisation du Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-11 10:05

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226744002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 93 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-003) afin de permettre l'accès gratuit à la Biosphère à tous les visiteurs pendant le Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022 et prêter à titre gratuit certains locaux de la Biosphère à l'organisme l'Île du Savoir pour l'organisation du festival.

CONTENU

CONTEXTE

Eurêka! est un festival scientifique piloté par l'organisme sans but lucratif L'île du savoir. Sa raison d'être, depuis 2007, est d'exposer les jeunes au monde des sciences et de la technologie en offrant de nombreuses activités et un contenu éducatif adapté aux visiteurs de tous âges. Il invite ainsi le grand public, et particulièrement les jeunes, à venir rencontrer des scientifiques (chercheurs, ingénieurs, techniciens) dans le cadre d'une multitude d'activités interactives et d'échanges rassemblés sur un même site durant trois jours. Plus de 100 activités gratuites pour les familles auront lieu cette année, les 10, 11 et 12 juin au Parc Jean-Drapeau, au pied de la Biosphère.
Espace pour la vie, en lien avec sa mission d'éducation aux sciences de la nature et de l'environnement, participera au festival en animant un kiosque et en offrant une programmation spéciale à l'intérieur de la Biosphère. La Ville de Montréal souhaite aussi contribuer à l'événement par une contribution financière, comme les années précédentes, et par une contribution en biens et services, qui inclut notamment le prêt de certaines salles de la Biosphère à titre gratuit pour l'organisation de l'événement. La convention de contribution est en cours d'élaboration (dossier décisionnel 1229433001).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0075 (27 janvier 2022) : d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (# 1219135002)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser l'accès gratuit à la Biosphère les 10, 11 et 12 juin 2022 dans le cadre du Festival Eurêka!.
Il vise également le prêt de salles de la Biosphère à l'organisme sans but lucratif L'Île du savoir, qui organise le Festival Eurêka!, pour les besoins de l'événement, les 10, 11 et 12 juin 2022.

JUSTIFICATION

Le Festival Eurêka! attire un large public qui pourra découvrir ou redécouvrir la Biosphère pendant l'événement. Elle profitera du festival pour renforcer son positionnement scientifique et les participants ressortiront avec une meilleure compréhension de ce musée aux multiples facettes et certainement l'envie d'y revenir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La forte fréquentation prévue de la Biosphère pendant le festival Eurêka de même que la promotion qui sera effectuée permettront d'accroître le rayonnement du musée et favoriseront donc une augmentation de la fréquentation et des revenus de droits d'entrée à moyen terme.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la stratégie Montréal Montréal 2030 en termes d'accélération de la transition écologique (sensibilisation des visiteurs aux enjeux environnementaux grâce aux contenus présentés dans le musée).
La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'accès aux musées d'Espace pour la vie en temps de pandémie est soumis aux règles sanitaires préconisées par la Santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera déployé pour faire connaître la participation de la Biosphère au festival et la gratuité sera mentionnée dans les outils de communication (infolettre, web, réseaux sociaux, et.)

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale LOISELLE
Agent(e) de marketing

Tél : 514-868-3051
Télécop. : 514-868-4979

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Anne-Josée DIONNE
C/D Communications et marketing par interim

Tél : 514 872-0503
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 514 872-9033
Approuvé le : 2022-03-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226744002
Unité administrative responsable : *Espace pour la vie*
Projet : Édicter une ordonnance en vertu de l'article 93 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-003) afin de permettre l'accès gratuit à la Biosphère à tous les visiteurs pendant le Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022 et prêter à titre gratuit certains locaux de la Biosphère à l'organisme l'Île du Savoir pour l'organisation du festiva

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? No.2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision No. 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** No 2 et 5 : la contribution permettra de mettre en valeur la mission du service de l'Espace pour la vie, et particulièrement de la Biosphère, axée sur l'éducation à la préservation de la biodiversité et de l'environnement. Elle permettra aussi de mettre en valeur toute la richesse du Parc Jean-Drapeau et le fleuve, puisque l'événement, qui attirera un large public, s'y déroule.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1226744002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 93 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (RCG 22-003) afin de permettre l'accès gratuit à la Biosphère à tous les visiteurs pendant le Festival Eurêka les 10, 11 et 12 juin 2022 et prêter à titre gratuit certains locaux de la Biosphère à l'organisme l'Île du Savoir pour l'organisation du festival.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1226744002 - Gratuité Biosphère Festival Eurêka 20220408.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocat
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2022) (RCG 22-003)
(Article 93)

ORDONNANCE

ORDONNANCE ADOPTÉE DANS LE CADRE DU FESTIVAL EURÊKA! – ACCÈS GRATUIT À LA BIOSPHÈRE ET PRÊT DE LOCAUX

À la séance du _____ 2022, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion du Festival Eurêka!, l'accès à la Biosphère est autorisé à titre gratuit les 10, 11 et 12 juin 2022.

2. Les salles de réunion et de conférence situées à la Biosphère sont prêtées à titre gratuit à l'organisme L'île du Savoir, organisateur du Festival Eurêka!, les 10, 11 et 12 juin 2022.

GDD 1226744002

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228383007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042), rendant applicable ce règlement au secteur « boulevard Pie-IX »

Il est recommandé :
d'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042), rendant applicable ce règlement au secteur « boulevard Pie-IX »

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-11 10:32

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228383007**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042), rendant applicable ce règlement au secteur « boulevard Pie-IX »

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme Artère en transformation est dédié aux commerçants et aux propriétaires immobiliers commerciaux qui s'unissent au sein de regroupements. Il vise le maintien et le développement des affaires ainsi qu'à la mise en valeur et à la dynamisation de l'offre commerciale des artères sélectionnées, pendant des travaux majeurs d'infrastructure et une fois que ceux-ci seront réalisés.
Le 16 janvier 2019, le comité exécutif désignait le secteur du boulevard Pie-IX, entre la rue J.-B.-Martineau et le boulevard Henri-Bourassa Est, aux fins de la mise en oeuvre du Programme Artère en transformation puisqu'il faisait l'objet d'importants travaux d'infrastructures. Cette décision permettait le lancement des différents volets relatifs à l'accompagnement de la communauté d'affaires, à la réalisation de diagnostics, de plans d'actions commerciaux et d'analyses relatives au cadre bâti ainsi qu'au programme de subvention à la rénovation.

Puisque les travaux majeurs souterrains sont terminés, il ne reste pour l'année 2022 que des travaux de surface à compléter. Ainsi, des mesures de relance sont développées afin de soutenir la reprise de la fréquentation commerciale du secteur. Parmi elles, on retrouve la mise en oeuvre du volet "subvention à la rénovation". Celui-ci s'applique dans un secteur désigné par le comité exécutif, comme le prévoit le paragraphe 1° de l'article 4 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042), ci-après le Programme Artère en transformation.

Le présent dossier concerne l'adoption de l'ordonnance rendant le Règlement applicable au secteur « boulevard Pie-IX » pour une période de deux ans. Les commerçants et propriétaires d'immeubles commerciaux de ce secteur pourront s'inscrire au programme suite à l'adoption de cette ordonnance par le comité exécutif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0349 (21 mars 2022) : Approuver un projet d'addenda 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des gens d'affaires de Charleroi et de Pie-IX (CM19 0427) dans le cadre du Programme Artère en transformation.
CM19 0427 (15 avril 2019) : Accorder un soutien financier de 656 000 $ à l'Association des gens d'affaires de Charleroi et de Pie-IX afin d'embaucher une ressource professionnelle pertinente et de réaliser des projets mobilisateurs pour le secteur du boulevard Pie-IX, entre la rue J.-B.-Martineau et le boulevard Henri-Bourassa Est, dans le cadre du Programme Artère en transformation / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE19 0094 (16 janvier 2019) : Désigner les secteurs de la rue Saint-Paul Est, entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent ainsi que du boulevard Pie IX, entre la rue J-B-Martineau et le boulevard Henri-Bourassa Est, pour la mise en oeuvre du Programme Artère en transformation au sein de la cohorte 2018.

CG18 0619 (22 novembre 2018) : approuver la mise en oeuvre du nouveau Programme de soutien aux artères commerciales en transformation; approuver les conditions sur la base desquelles des secteurs seront désignés par ordonnance du comité exécutif, énumérées au document intitulé « Conditions de désignation des secteurs aux fins de l'application du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation ».

CE18 1897 (14 novembre 2018) : imputer la totalité du financement nécessaire au nouveau Programme de soutien aux artères commerciales en transformation à la programmation de l'entente de 150 M$ entre le Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et la Ville de Montréal jusqu'au 31 décembre 2021 - autoriser l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie pour le nouveau Programme de soutien aux artères commerciales en transformation afin de financer le programme à compter de 2022 - ajuster la base budgétaire du Service du développement économique à compter de 2022.

CE18 1096 (13 juin 2018) : approuver le Plan d'action en commerce intitulé « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal.*

DESCRIPTION

L'approbation de l'ordonnance rendra le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) applicable au secteur « boulevard Pie-IX » à compter du 1er mai 2022, et ce, pour une période de deux ans.
Les conditions de désignation des secteurs aux fins de l'application du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation ont été respectées.

Le Règlement indique les travaux pour lesquels une demande de subvention pourra être déposée ainsi que les conditions qui leur sont applicables. Tous les travaux admissibles sont assujettis à la réglementation municipale et un permis est requis préalablement à leur réalisation, assurant ainsi leur conformité.

JUSTIFICATION

Par les travaux réalisés et les conditions particulières pour ceux-ci, le programme favorise des interventions complètes et de qualité ainsi que leur intégration au milieu. L'application du Programme Artère en transformation permettra :

- d'améliorer la compétitivité des établissements commerciaux du secteur dans un contexte où la mise en valeur et la diversification de l'offre commerciale est importante pour assurer le dynamisme de l'association;
- d'actualiser le cadre bâti et d'améliorer l'ambiance commerciale par des interventions physiques de qualité respectant les pratiques et les principes reconnus en design;
- de contribuer à l'amélioration continue de la qualité du milieu de vie des résidents de

l'arrondissement de Montréal-Nord;
- de soutenir la communauté d'affaires qui souhaite réaliser des interventions sur les bâtiments du secteur, et ce, après avoir traversé le chantier majeur du boulevard Pie-IX.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération car il vient appuyer les actions locales en matière de développement économique, telles que précisées dans le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).
Les aspects financiers du programme ont fait l'objet des approbations requises par le comité exécutif le 14 novembre 2018 (CE18 1897).

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel contribuera particulièrement à l'atteinte de la priorité du Plan stratégique Montréal 2030 suivante :
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Le tout se trouve détaillé dans la fiche intégrée en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas édicter cette ordonnance fera en sorte que le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042) ne pourra pas être applicable au secteur « boulevard Pie-IX ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a engendré une pression sur le domaine de la construction. Cela a occasionné des délais importants afin d'avoir un entrepreneur disponible et les coûts liés à la réalisation de travaux ont été exacerbés. Compte tenu de ces enjeux, le Règlement a été modifié afin d'allonger la période de réalisation des travaux de 24 à 36 mois. Ainsi, les requérants ont deux ans pour déposer une demande dans le cadre du programme et trois ans pour réaliser les travaux à partir de la date où ils sont déclarés admissibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des communications vont être déployées par l'association des gens d'affaires de Charleroi et de Pie-IX et pourraient être appuyées par la Ville de Montréal.
De plus, une séance d'information sera proposée afin que la Ville de Montréal puisse présenter le règlement et les principales modalités à respecter.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application du programme Artère en transformation dans le secteur du « boulevard Pie-IX » à compter du 1er mai 2022 pour une période de deux ans.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catia DOS SANTOS
Commissaire au développement économique

Tél : 514 295-3650
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-05

Alain MARTEL
Chef de division - Programmes et partenariats

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2022-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-04-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228383007
Unité administrative responsable : Service du développement économique - Direction Mise en valeur des pôles économiques

Projet : Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042), rendant applicable ce règlement au secteur « boulevard Pie-IX »

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** En lien avec la priorité 19, le programme de subventions à la rénovation permet de soutenir les commerçants et propriétaires de bâtiments commerciaux situés dans le secteur désigné afin de réaliser des travaux de rénovation, de construction ou d'agrandissement. Cela permettra d'améliorer l'esthétique et la qualité du secteur, tout en étant un levier important pour attirer de nouveaux commerces. Cela contribuera à la qualité de vie des citoyens en trouvant dans leur quartier une offre commerciale variée et de qualité.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ORDONNANCE

RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTION VISANT LA REVITALISATION DES SECTEURS COMMERCIAUX EN CHANTIER (PROGRAMME ARTÈRE EN TRANSFORMATION) (RCG 18-042)
(Article 4)

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « BOULEVARD PIE-IX » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

À la séance du 20 avril 2022, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Que le Règlement sur le Programme de subvention visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (Programme Artère en transformation) (RCG 18-042) s'applique au secteur « boulevard Pie-IX », identifié à l'annexe A, à partir du 1er mai 2022.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « BOULEVARD PIE-IX »

GDD 1228383007

ANNEXE A

PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « BOULEVARD PIE-IX »



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.003

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1215092001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058)

Il est recommandé :
De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue du 17 au 31 août 2021.

D'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et des parcs et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-08 11:38

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 avril 2022	Résolution: CA22 27 0087

Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et des parcs et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058).

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Alia HASSAN-COURNOL

Et résolu :

De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue du 17 au 31 août 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et des parcs et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058).

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1215092001

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 avril 2022

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1215092001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda consiste à insérer en pièce jointe addenda l'avis final du Comité Jacques-Viger et du Conseil du Patrimoine de Montréal (comité mixte) recommandant la demande de modification au Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058).
À cet effet, le Comité Jacques-Viger est sollicité conformément au paragraphe 1 de l'article 11 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Le Conseil du Patrimoine de Montréal est aussi interpellé considérant les enjeux patrimoniaux liés au projet.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl BOUDREAULT
Conseiller(ere) en amenagement

514 872-7599
Tél :
Télécop. : 514 872-2312

Montréal

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER[1]

Réunis en comité mixte le 25 février 2022

4837, rue Adam
Couvent Sainte-Émélie

AC22-MHM-01

Localisation :	Ancien couvent Sainte-Émélie 4837, rue Adam Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Reconnaissance municipale :	Immeuble de valeur patrimoniale exceptionnelle Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle – Maisonneuve (Sainte-Catherine Est et Morgan)
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV), ci-après le comité mixte, émettent un avis à la demande de l'Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Le CJV est sollicité conformément au paragraphe 1 de l'article 11 de son règlement, considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Le CPM est aussi interpellé considérant les enjeux patrimoniaux liés au projet.

OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE

La demande vise trois modifications au Plan d'urbanisme touchant le site du couvent Sainte-Émélie (lot 6 333 057) afin de permettre la requalification du couvent, la construction de nouveaux logements et la création d'un nouveau parc. Ces modifications toucheraient l'affectation, la densité et les espaces verts. Plus spécifiquement, les demandes de modification sont les suivantes :

- Affectation du sol – carte 3.1.1 – agrandissement du « secteur résidentiel » à même le secteur « couvent, monastère ou lieu de culte »;

1 Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger sont les instances consultatives de la Ville de Montréal en matière de patrimoine et d'urbanisme (règlements 02-136 et 12-022).

Conseil du patrimoine de Montréal / Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6a-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm
ville.montreal.qc.ca/cjv

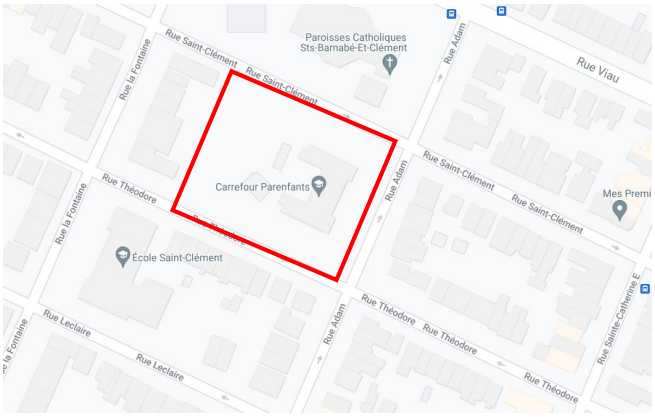
- Densité – carte 3.1.2 – création d'un secteur 14-02 (où la hauteur autorisée serait de 2 à 6 étages hors sol avec un taux d'implantation moyen) à même une partie du secteur 14-01 (hauteur autorisée actuelle de 1 à 4 étages hors sol, taux d'implantation moyen ou élevé) ;
- Parcs et espaces verts – carte 2.5.1 – création d'un parc à même le lot 6 333 057.

Auparavant, le comité mixte a émis deux avis préliminaires (AC21-MHM-02 et AC21-MHM-03) concernant la même demande, datés du 9 juin 2021 et du 27 octobre 2021. Dans le premier avis préliminaire, le comité formulait des interrogations quant à l'aménagement paysager et à la proposition architecturale en lien avec la conservation du patrimoine bâti. Dans le second avis préliminaire, le comité mixte était satisfait des réponses apportées quant à la proposition paysagère, mais avait encore des réserves quant à la conservation patrimoniale et à l'architecture.

LOCALISATION[2]

L'ancien couvent Sainte-Émélie est situé dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve sur un îlot circonscrit au sud par la rue Adam, à l'est par la rue Saint-Clément, à l'ouest par la rue Théodore et au nord par une rangée d'immeubles ayant front sur la rue La Fontaine. La propriété est localisée à proximité de l'église Saint-Clément. L'emplacement du couvent s'insère dans un milieu dominé par l'habitation, mais fait partie notamment d'un ensemble de bâtiments à caractère institutionnel et cultuel d'exception. Ce dernier comprend l'école Saint-Clément ainsi que l'église et son presbytère.

La plupart des bâtiments du voisinage présentent des hauteurs variant entre deux et trois étages. On note cependant derrière l'église, entre les rues Saint-Clément et Viau, un immeuble d'habitation de huit étages appartenant à la Société d'habitation du Québec et comprenant 102 logements.





Site de l'ancien couvent Sainte-Émélie (Source : Google Maps et Google Earth, 2021)

[2] Tiré et adapté de la version préliminaire du sommaire décisionnel #1215092001, Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Direction de l'aménagement urbain et de services aux entreprises, division de l'urbanisme.

DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU SITE[3]

Implanté au cœur du noyau institutionnel du quartier Viauville, le site du couvent Sainte-Émélie fait partie des lieux patrimoniaux remarquables de la rue Adam et de l'arrondissement. Son intérêt repose sur ses valeurs historique, sociale, paysagère et architecturale.

Situé sur un terrain appartenant autrefois à l'industriel Charles-Théodore Viau, propriétaire de la biscuiterie Viau, le couvent Sainte-Émélie est érigé entre 1901 et 1909 par les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (SNJM). Présentes à Montréal depuis 1860, elles ont joué un rôle majeur dans la communauté et pour l'éducation des enfants d'Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal et d'ailleurs au Québec. Ce lieu revêt ainsi une importance historique et sociale forte et constitue un élément fondateur du secteur de Viauville et de sa communauté au tournant du XXe siècle.

Par son architecture d'inspiration Second Empire, empreinte de sobriété et de prestance, et son jardin verdoyant où jouaient autrefois les élèves, ce couvent constitue un repère qui contribue à la qualité du cadre bâti et paysager exceptionnel de la rue Adam, ponctuée d'immeubles patrimoniaux et institutionnels. Cette propriété forme, avec l'église, le presbytère et l'école Saint-Clément, le noyau institutionnel de Viauville. Par son gabarit, sa symétrie et sa façade en pierre à bossage, le couvent Sainte-Émélie contribue également au caractère harmonieux, soigné et homogène du secteur de Viauville qui comprend de nombreux bâtiments résidentiels du début du XXe siècle avec façade de pierre, reflétant les normes dictées par Charles-Théodore Viau pour le développement de sa propriété.

DESCRIPTION DU PROJET[4]

Le projet de transformation et de construction des Résidences Sainte-Émélie comprend un volet d'habitation totalisant 82 unités réparties en deux bâtiments, l'aménagement d'un Centre de la petite enfance (CPE) de 80 places ainsi que des espaces communautaires et administratifs destinés à recevoir les bureaux de la Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM) qui compte 40 employés. La Ville de Montréal a fait l'acquisition d'une partie du jardin du couvent pour en faire un parc municipal du côté de la rue Théodore.

Projet d'agrandissement du bâtiment existant (bâtiment A)

Les requérants prévoient d'abord agrandir le couvent existant (hauteur de 15,9 m) avec une addition de quatre étages (13,8 mètres) dans la cour arrière, vouée au volet habitation. Les locaux administratifs de la SHAPEM occuperont une partie de l'aile ouest du couvent du côté de la rue Théodore. Aucune case de stationnement n'est prévue sur cette partie du site. Il est prévu d'aménager une cour intérieure. La plupart des éléments végétaux de la cour avant seront préservés.

[3] Historique tiré de : Ville de Montréal, Division du patrimoine*, Énoncé de l'intérêt patrimonial : Site du couvent Sainte-Émélie, 4837, rue Adam (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)*, 2019.

[4] Description tirée de la version préliminaire du sommaire décisionnel #1215092001, Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Direction de l'aménagement urbain et de services aux entreprises, division de l'urbanisme.

Projet de nouveau bâtiment (bâtiment B)

Un nouveau bâtiment de six étages (18,5 mètres) serait implanté en mode isolé au niveau du sol, mais relié au bâtiment A par le sous-sol. Il dispose d'une aire de stationnement intérieur de 15 cases. Sa voie d'accès se trouve en bordure de la rue Saint-Clément.

Le relevé des éléments végétaux fourni par l'architecte démontre que la réalisation du projet dans son ensemble nécessitera l'abattage de quelques arbres et la démolition de la dépendance.

ANALYSE DES ENJEUX

Le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et des firmes externes mandatées pour ce projet lors de la séance du 25 février 2022. D'emblée, il souhaite souligner l'évolution positive du projet depuis sa première mouture présentée au mois de juin 2021.

Comme le comité mixte l'avait recommandé, le projet a bénéficié de l'expertise d'une spécialiste du patrimoine, avec pour résultat qu'il s'est bonifié de manière considérable et qu'il pourrait servir d'exemple de l'approche à favoriser pour les projets de réhabilitation d'ensembles conventuels. Le comité mixte félicite également les requérants d'avoir maintenu un grand nombre de logements de plusieurs typologies et une mixité programmatique apportant de la richesse au projet.

Modifications au Plan d'urbanisme

Dans ses avis précédents, le comité mixte s'est dit favorable aux modifications du Plan d'urbanisme telles que demandées relativement à l'affectation du sol, à la densité et aux parcs et espaces verts. Il réitère ici la teneur de ces avis.

Suivi de la stratégie de conservation

Le comité mixte salue la rigueur de la stratégie de conservation proposée pour le projet en soulignant qu'elle témoigne d'une grande sensibilité, se révélant particulièrement soucieuse d'éviter la surcharge ou encore le retour trop explicite vers le passé, tout en conservant la noblesse du bâtiment et celle du cadre qui l'entoure. Cela dit, par-delà l'approche exemplaire proposée, le comité mixte s'attend à ce que les recommandations de la stratégie de conservation, quant au choix de composantes de haute qualité, soient appliquées dans toute la mesure du possible, notamment pour les façades ayant front sur rue.

Cour intérieure

Le comité mixte est d'accord avec l'approche proposée pour la cour intérieure formée par le couvent existant et sa nouvelle aile, soit d'y accorder un traitement contemporain. Considérant qu'il s'agit d'un espace plutôt restreint, le comité se préoccupe tout de même du confort acoustique de ses usagers et des risques de réverbération. Il invite les requérants à y porter attention.

Réponses aux questions des requérants

Dans le cadre de la présentation, les requérants ont demandé l'éclairage du comité mixte sur certaines orientations à favoriser, notamment quant à la restauration de la toiture et des épis ornementaux au-dessus des lucarnes. Le comité mixte est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de recouvrir le terrasson de la toiture d'un matériau identique à l'original puisqu'il n'est pas visible depuis le sol. Il n'est pas non plus opportun de restaurer ou de remplacer les épis de faîtage, puisqu'il s'agirait d'une opération coûteuse imposant par la suite un entretien soutenu.

Église Saint-Clément

Le comité mixte rappelle que l'église Saint-Clément, bien qu'extérieure au projet à l'étude, est partie prenante de l'ensemble institutionnel de ce secteur. Considérant que ce projet est inspiré des valeurs paysagères et institutionnelles du secteur, le comité souligne que la pérennité de l'église n'est toujours pas assurée. Il attire l'attention de l'Arrondissement sur l'urgence d'agir en ce sens.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger émettent un avis favorable à l'égard du projet de conversion de l'ancien couvent Sainte-Émélie à des fins résidentielles et communautaires, et de modification du Plan d'urbanisme dans le but de construire de nouvelles habitations et d'aménager un nouveau parc, selon le projet qui leur a été présenté. Ils saluent la rigueur et l'exemplarité de la démarche des requérants, observant l'évolution positive du projet. Ils saluent également l'engagement des organismes sociocommunautaires à la base de cette démarche, soulignant que la proposition finale en est une de grande qualité qui apporte beaucoup au quartier.

Le CPM et le CJV souhaitent que le projet se réalise en suivant le plus possible les recommandations les plus sévères de la stratégie de conservation, notamment pour les façades ayant front sur rue. Ils invitent également les requérants à assurer d'avance le confort acoustique des usagers de la cour intérieure qui sera créée par l'addition d'une aile au couvent.

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Jean Paré

Le 15 mars 2022

La vice-présidente du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Cécile Baird

Le 15 mars 2022

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

RAPPORT DE LA CONSULTATION ÉCRITE

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058).

---

1. Mise en contexte

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), le gouvernement du Québec a rendu le 16 juillet 2021 l'arrêté 2021-054 qui prévoit notamment :

> « toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens soit accompagnée d'une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, qui prend fin au même moment que la procédure qu'elle accompagne; cette consultation écrite peut également remplacer la procédure en question, auquel cas elle est d'une durée de 15 jours; »

Conformément à cet arrêté, l'assemblée publique de consultation sur ce règlement a été remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

2. Déroulement de la consultation écrite

Un avis public a été publié sur le site Internet de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve le 13 août 2021 décrivant l'objet du projet de règlement et invitant les personnes désirant s'exprimer à ce sujet à transmettre leurs commentaires et/ou questions par courriel ou par la poste.

La consultation écrite s'est tenue du 17 au 31 août 2021 inclusivement.

À l'expiration de la période prévue pour la consultation, aucun commentaire ni question n'ont été reçus.

Le 1er septembre 2021

Dina Tocheva, secrétaire d'arrondissement

Signature numérique de Dina Tocheva, secrétaire d'arrondissement
Date : 2021.09.01 10:39:06 -04'00'

_____
Dina Tocheva
Secrétaire d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1215092001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058)

JE RECOMMANDE :
D'adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058)

Signé par Pierre-Paul SAVIGNAC **Le** 2021-07-28 11:39

Signataire : Pierre-Paul SAVIGNAC

_____

Directeur d'arrondissement intérimaire
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215092001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal visant à modifier les cartes des affectations, de la densité (hauteur) et de parc et espaces verts dans le secteur de la rue Adam, entre les rues Théodore et Saint-Clément (lots 6 333 057 et 6 333 058)

CONTENU

CONTEXTE

Les requérants, Loge-Accès, organisme à but non lucratif (OBNL) affilié à la Société d'Habitation de l'Est de Montréal (SHAPEM) ainsi que le Groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son Quartier ont déposé un projet de transformation et d'occupation à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le site du couvent Sainte-Émélie (lot 6 333 058), localisé entre les rues Théodore et Saint-Clément. Il est à noter que le projet requiert une autorisation émise par le conseil municipal, accordée en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal.*
Globalement, le projet consiste à transformer l'actuel couvent Ste-Émélie ainsi que de procéder à son agrandissement du côté nord-est du site. Le projet de transformation comprend un volet d'habitation totalisant 82 unités, l'aménagement d'un centre de la petite enfance (CPE) de 80 places ainsi que des espaces communautaires et administratifs destinés à recevoir les bureaux de la SHAPEM (40 employés). La Ville de Montréal a également fait l'acquisition d'une partie du jardin du couvent pour en faire un parc municipal du côté de la rue Théodore (nord-ouest du site).

Afin de permettre la réalisation du projet, **le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)** doit être amendé de manière à établir des paramètres de densité de construction plus élevés et à prévoir une affectation résidentielle pour le site du couvent Sainte-Émélie. À titre indicatif, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) présente également une modification réglementaire (01-275-140 - 1215092002) visant principalement à créer deux zones à même une partie de la zone 0405. Il s'agit de la zone 0773 permettant la catégorie d'usages E.1(1) - (espaces et lieux publics) et de la 0774 permettant les catégories d'usage H.5-H.7 (9 logements et plus) ainsi que les usages « bureau » et « garderie », le tout en conformité avec les amendements au Plan d'urbanisme requis par la présente demande.

Le bâtiment, vacant depuis plus de quatre ans, est identifié au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (PU) comme *« bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle* ». Toute intervention significative sur le site requiert donc un avis du Conseil du patrimoine de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)
L'emplacement de la résidence fait partie d'une aire d'affectation du sol désignée sous l'appellation "Couvent, monastère ou lieu de culte". Les paramètres de densité établis pour le site (secteur 14-01) permettent des immeubles de un à quatre étages avec des taux d'implantation moyen ou élevé.

Les modifications au Plan d'urbanisme sont les suivantes :

- Affectation du sol – carte 3.1.1 – agrandissement du « Secteur résidentiel » à même le secteur « Couvent, monastère ou lieu de culte »;
- Densité (hauteur) – carte 3.1.2 – création d'un secteur 14-02 à même une partie du secteur 14-01;
- Parcs et espaces verts – carte 2.5.1 – création d'un parc à même le lot 6 333 057.

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275)

Actuellement, le couvent Sainte-Émélie se trouve dans la zone numéro 0405. Celle-ci permet seulement des usages de catégorie E.5(1) (lieu de culte et couvent) faisant partie de la famille des équipements collectifs et institutionnels. Les taux d'implantation (minimum et maximum) doivent se situer entre 30 % et 70 %. Les hauteurs permises peuvent varier entre deux et trois étages sans jamais dépasser 12,5 mètres. Les modes d'implantation sont régis par les règles d'insertion. Cette propriété à caractère institutionnel et d'intérêt patrimonial bénéficie du statut d'immeuble significatif (terrain et bâtiment). Tous les travaux de transformation doivent être approuvés par le comité consultatif d'urbanisme.

Description de la propriété

La propriété a fait l'objet d'une subdivision pour identifier distinctement le nouveau parc municipal (lot 6 333 057) qui s'étend sur une surface de 1 739,9 mètres carrés. L'autre partie du site (lot 6 333 058) dispose d'une superficie équivalente à 5 464, 9 mètres carrés. Elle accueillera l'agrandissement du bâtiment existant (couvent) de quatre étages ainsi que l'agrandissement de six étages qui communiqueront ensemble par un passage aménagé au niveau du sous-sol, formant ainsi un seul bâtiment.

Le couvent appartenait à la fondation de la congrégation enseignante «Des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie». L'année de construction du bâtiment principal remonte à 1902. Celui-ci a été successivement agrandi plus tard en 1904 pour l'aile est et en 1909 pour la partie ouest. Depuis 1975, l'immeuble servait de résidence aux soeurs retraitées. En 2019, la SHAPEM, organisme sans but lucratif, impliqué dans le domaine du logement communautaire, s'est porté acquéreur de l'immeuble. L'édifice est recouvert de pierre de taille et de brique d'argile. Il dispose d'un hangar et une aire de stationnement (12 unités) localisés à l'arrière dans l'espace du jardin et en cour avant le long de la rue Saint-Clément.

L'ensemble conventuel a fait l'objet d'un énoncé d'intérêt patrimonial préparé en 2019 par la Division du patrimoine.

Description du milieu

L'emplacement du couvent s'insère dans un milieu dominé par l'habitation mais fait partie notamment d'un ensemble de bâtiments à caractère institutionnel et cultuel d'exception. En effet, ce dernier comprend l'école Saint-Clément ainsi que l'église et son presbytère qui portent le même nom. On retrouve à l'angle sud-ouest des rues Saint-Clément et Lafontaine, un immeuble d'habitation de huit étages appartenant à la Société d'habitation du Québec comprenant 102 logements. La plupart des bâtiments du voisinage présentent des hauteurs variant entre deux et trois étages. Une piste cyclable longe le côté ouest de la rue Saint-Clément.

Description du projet

Le projet de transformation et de construction des Résidences Sainte-Émélie comprend un volet d'habitation totalisant 82 unités, l'aménagement d'un Centre de la petite enfance (CPE) de 80 places ainsi que des espaces communautaires et administratifs destinés à recevoir les bureaux de la SHAPEM (40 employés). La Ville de Montréal a fait l'acquisition d'une partie du jardin du couvent pour en faire un parc municipal du côté de la rue Théodore.

Projet d'agrandissement du bâtiment existant (partie de bâtiment A)

Les requérants prévoient agrandir le bâtiment existant (hauteur de 15,9 m) dans la cour arrière sur quatre étages (hauteur de 13,8 mètres) pour le volet habitation. Les locaux administratifs de la SHAPEM occuperont une partie de l'aile ouest du couvent du côté de la rue Théodore. Aucune case de stationnement n'est prévue sur cette partie du site. Il est prévu d'aménager une cour intérieure. La plupart des éléments végétaux de la cour avant seront préservés.

Projet d'agrandissement du bâtiment existant (partie de bâtiment B)

La partie du bâtiment projeté de six étages s'élève à 18,5 mètres de hauteur implanté en mode isolé au niveau du sol mais relié par le sous-sol. Il dispose d'une aire de stationnement intérieur de 15 cases. Sa voie d'accès se trouve en bordure de la rue Saint-Clément.

Le relevé des éléments végétaux fourni par l'architecte démontre que cette partie de l'immeuble nécessite l'abattage de quelques arbres existants et la démolition de la dépendance. À cet effet, l'arrondissement entrevoit d'ériger une "exostructure" implantée à même le parc municipal reprenant les formes architecturales les plus représentatives du hangar en guise de compensation. Il est à noter que le projet prévoyait au départ l'abattage de deux arbres matures le long de la rue St-Clément et des trois arbres matures le long de la ruelle côté nord. À la demande de l'arrondissement, l'implantation de cette partie de bâtiment a été modifiée afin d'éviter l'abattage de ces arbres.

Typologie des logements

Les unités d'habitation du projet se présentent sous la forme typologique suivante :

Partie de bâtiment A (couvent et nouvelle partie de 4 étages - agrandissement)

Studio = 11 unités (47 mètres carrés)
Une chambre à coucher = 31 unités (60 mètres carrés)

Deux chambres à coucher = 5 unités (76 mètres carrés)

Total = **47 unités**

Partie de bâtiment B (nouvelle partie de six étages - agrandissement)

Deux chambres à coucher = 15 unités (76 mètres carrés)
Trois chambres à coucher = 15 unités (95 mètres carrés)
Quatre chambres à coucher = 5 unités (108 mètres carrés)

Total = **35 unités**

Projet Global

Studio = 11 unités (47 mètres carrés)
Une chambre à coucher = 31 unités (60 mètres carrés)
Deux chambres à coucher = 20 unités (76 mètres carrés)
Trois chambres à coucher = 15 unités (95 mètres carrés)
Quatre chambres à coucher = 5 unités (108 mètres carrés)

Total : **82 unités**

Dérogations

L'octroi de la présente autorisation déroge aux points réglementaires suivants :

- À la hauteur en mètres et en étages, 4 et 6 au lieu de 3, respectivement de 13,8 mètres et 18,5 mètres, au lieu de 12,5 mètres (article 9);
- À l'alignement de construction qui se trouve légèrement en retrait par rapport aux bâtiments de référence adjacents à deux terrains de coin (article 52);
- À l'usage, l'habitation, le CPE et les bureaux ne sont pas autorisés dans les secteur d'équipements collectifs et institutionnels de catégorie E.5 (1) (article 124). Par contre, il est prévu de créer une nouvelle zone (0774) au Règlement d'urbanisme (01-275) afin d'autoriser ces usages;
- Au nombre minimum d'unités de stationnement à fournir cases, 15 cases au lieu de 44 unités (article 561).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande favorablement la demande de modification au Plan d'urbanisme (04-047) pour les raisons suivantes :

- La réalisation du bâtiment d'habitation va permettre d'augmenter substantiellement l'offre en logement social dans un quartier particulièrement défavorisé en présentant une typologie variée s'adressant plus spécifiquement aux familles;
- La nouvelle fonction du couvent Sainte-Émélie vient assurer aussi la préservation et la pérennité de cet immeuble de prestige en accueillant des nouveaux usages qui s'apparentent très bien avec son historique d'occupation (habitation, bureaux, garderie) sans subir de travaux de transformation trop brutal pour son architecture

d'inspiration "Second empire", De plus, le projet permet le regroupement d'activités et de services communautaires pour le bénéfice du secteur;

- La protection réglementaire accordée au statut d'immeuble significatif demeure toujours en vigueur, malgré le changement de vocation de l'édifice;
- La dérogation en matière du nombre d'unités de stationnement à fournir se compare à celle que l'on accorde pour les projets d'habitation comportant du logement social. Cet exemption s'explique par le faible taux de possession de véhicules de la clientèle défavorisée;
- La volumétrie de l'immeuble projeté (bâtiment B) se compare à celle des bâtiments d'habitation et cultuels qui se trouvent du côté est de la rue Saint-Clément. Suite aux recommandations du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (SUM), la hauteur du bâtiment a été révisée à la baisse passant de sept à six étages;
- L'étude d'ensoleillement démontre que l'assombrissement des cours adjacentes à la limite nord du terrain survient seulement en matinée vers 8 h pour se rétablir complètement vers midi. Ce phénomène se produit durant toute l'année peu importe la saison. Toutefois, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés voisines localisées du côté sud de la rue Lafontaine demeure sensiblement le même durant toute l'année, sans provoquer de période d'ombrage présente en permanence dans les cours. L'impact de la nouvelle construction sur les conditions d'ensoleillement est donc modéré.

À sa séance du 4 mai 2021, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation favorable à cette demande.

À sa séance du 21 mai 2021, le comité mixte a émis un avis préliminaire, favorable à la demande de modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal avec certaines recommandations concernant l'architecture et l'aménagement paysager.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement;

- Assemblée publique de consultation tenue par l'arrondissement;
- Résolution du conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter le règlement après la tenue de l'assemblée publique de consultation et de l'obtention de l'avis favorable du comité mixte;
- Séance du comité mixte;

- Adoption du règlement par le conseil municipal;
- Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec un avis sur la conformité du règlement au Schéma d'aménagement;
- Entrée en vigueur du règlement à l'expiration du délai pour faire une demande à la Commission municipale, si aucune demande n'a été reçue. Si une demande a été reçue, entrée en vigueur du règlement sur délivrance de l'attestation de conformité par la Commission municipale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les procédures de modification au Plan d'urbanisme sont conformes à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).
À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux réglementations et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl BOUDREAULT
Conseiller en aménagement - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-7599
Télécop. : 514-872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre-Paul SAVIGNAC
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél :
Approuvé le : 2021-07-27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1222937001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Il est recommandé au conseil municipal :
1. d'adopter le Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires;

2. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-03-31 14:54

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222937001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

CONTENU

CONTEXTE

La *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* attribue la compétence spécifique de régir la distribution des articles publicitaires aux conseils d'arrondissement (article 185.1 de l'annexe C). À ce chapitre, les conseils d'arrondissement ont adopté des normes visant à encadrer la distribution des articles publicitaires en incorporant certains articles de l'ancien *Règlement sur la distribution d'articles publicitaires* (R.R.V.M. c. D-4), incluant l'interdiction de déposer un article publicitaire sur la propriété privée si l'occupant ou le propriétaire a apposé un autocollant refusant un tel dépôt (« opt-out »). Ainsi, des milliers d'autocollants «Pas d'article publicitaire» sont distribués chaque année pour faciliter l'exercice du choix des citoyens de ne plus recevoir d'articles publicitaires. Les autocollants sont disponibles gratuitement dans la plupart des Bureaux Accès Montréal et les éco-quartiers.
Le 24 avril 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le contrôle des circulaires (la Commission). Cette consultation résulte d'une demande déposée par un groupe de citoyennes et de citoyens en vertu du droit d'initiative en consultation publique prévu par la *Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* . La démarche a été appuyée par 16 601 Montréalaises et Montréalais sur une période de 21 jours en mars 2019.

Dans le cadre de cette consultation, la Commission a examiné les enjeux et impacts potentiels associés aux trois mesures souhaitées par le groupe requérant soit :

1- d'amender le Règlement sur la distribution d'articles publicitaires pour qu'un article publicitaire puisse seulement être déposé sur une propriété si le résident l'accepte expressément;
2- de faire remplacer tout sac de plastique regroupant les articles publicitaires par un emballage qui n'a pas à être séparé du contenu pour être recyclé; et

3- d'appliquer fermement l'amende prévue au règlement en cas d'infraction.

Les consultations se sont tenues en octobre et novembre 2019. Le 5 décembre 2019, la Commission a émis dix recommandations, dont la suivante :
R1 - Édicter une réglementation unique s'appliquant à l'ensemble des arrondissements et visant à encadrer la distribution d'articles publicitaires, quel qu'en soit le distributeur, de manière à ce que :

- un article publicitaire puisse seulement être déposé sur une propriété si le résident l'accepte expressément (option d'adhésion (par exemple, par la présence d'un autocollant));
- l'utilisation des emballages plastiques pour la distribution de ces articles soit interdite, ou qu'ils soient remplacés par des emballages qui n'ont pas à être séparés de leur contenu pour être adéquatement recyclés.

La Commission appuie ses recommandations notamment sur les considérations suivantes :

- comme reconnu par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), « les sacs de plastique sont dommageables pour l'environnement », « leur production requiert des produits pétroliers et de grandes quantités d'eau et génère des gaz à effet de serre » et « en plus d'être une nuisance visuelle, les sacs de plastique perdus ont des impacts importants sur les écosystèmes terrestres et marins et leur dégradation peut prendre plusieurs années », facteurs qui ont entre autres été à l'origine de l'initiative de bannissement de certains sacs de plastique à usage unique sur le territoire de la CMM;
- les enjeux de tri de valorisation des plastiques souples et du papier;
- une forte majorité des personnes entendues lors des audiences publiques et une proportion élevée des participantes et participants ayant déposé un avis écrit ont indiqué leur soutien à la remise en question du statu quo en matière de distribution de matériel publicitaire à Montréal pour les raisons suivantes :

- la distribution non sollicitée malgré l'autocollant indiquant le refus;

- le non respect de la réglementation en vigueur;
- la pollution visuelle causée par les articles publicitaires non ramassés;
- le fardeau de ne pas recevoir d'articles publicitaires sans leur consentement repose sur les citoyens.

- les médias écrits locaux, qui produisent du contenu suivant une démarche de nature journalistique et correspondent à un média d'information tel que défini par le Conseil de presse du Québec, ne sont pas considérés comme constituant des articles publicitaires.

Le comité exécutif répond favorablement à cette recommandation (GDD 1229514025) et la Ville a élaboré un projet de règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires.

Cette approche est cohérente avec la modification du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la CMM déposé en juin 2020 qui précise que la gestion des circulaires doit être faite selon une approche de distribution volontaire plutôt que systématique.

De plus, dans son Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025, adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2020, la Ville de Montréal se donne pour objectif d'atteindre le zéro déchet en 2030 et la réduction à la source est l'une des approches priorisées pour y arriver. La réduction à la source se traduit par plusieurs actions concrètes

dont l'action 1.1.2 du Plan directeur visant à *Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs.*

Cet engagement s'inscrit en toute cohérence avec la vision du C40 Cities Climate Leadership Group et la déclaration Advancing Towards Zero Waste, dont Montréal est signataire.

En vertu des articles 6 et 19 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c.C-47.1) et de l'article 84 de la *Charte de la Ville de Montréal,métropole du Québec,* (RLRQ, c. C-11.4), le conseil municipal possède la compétence d'adopter des règlements en matière d'environnement. De plus, un autre dossier décisionnel (GDD 1222937002) a, quant à lui, pour objectif de recommander au conseil de la ville de se déclarer compétent en ce qui concerne l'adoption et l'application de la réglementation en matière de distribution des articles publicitaires.

Il importe de préciser que le conseil de la ville a adopté le *Règlement modifiant le Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détai l* (16-051), le 27 septembre 2021, afin d'interdire la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail, les restaurants ainsi que pour la livraison à domicile sur le territoire de la Ville de Montréal. Les sacs visés sont les sacs d'emplettes composés de plastique non dégradable ou dégradable quelle que soit leur épaisseur. Le plastique dégradable inclut les plastiques oxo-dégradables, oxo-fragmentables, biodégradables ou compostables.

Les interdictions prévues au *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires* en ce qui concerne tout emballage, sac, enveloppe ou tout autre contenant utilisé pour distribuer un ou des articles publicitaires sont cohérentes avec les interdictions prévues actuellement dans le *Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détai l* (16-051).

Considérant ce qui précède, le présent sommaire décisionnel recommande :
i. l'adoption du *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires* afin que le mode d'adhésion (« opt-in ») soit déployé sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal et qu'il soit interdit de distribuer un article publicitaire dans un emballage, un sac, une enveloppe ou un autre contenant composé de plastique non dégradable ou dégradable;
ii. l'adoption du *Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)* afin de déléguer l'application de ce règlement aux conseils d'arrondissement, de même que la compétence d'adopter la réglementation relative à la distribution des articles publicitaires, à l'exception des normes portant sur des objets prévus au *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 1229 27 septembre 2021 : adopter le Règlement modifiant le Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail (16-051) et le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)
CG20 0407 27 août 2020 : adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025**.**

CM20 0107 24 février 2020 : déposer le rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Consultation publique sur le contrôle des circulaires. Rapport et recommandations.

CE19 0665 24 avril 2019 : mandater la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le

développement durable et les grands parcs pour organiser une consultation publique sur le contrôle de circulaires.

CM16 0987 23 août 2016 : adopter le «Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail» et le «Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)».

DESCRIPTION

1) Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires

Le règlement proposé prévoit les deux interdictions suivantes :

- un article publicitaire ne peut être déposé sur une propriété privée que si le propriétaire ou l'occupant accepte de le recevoir en ayant apposé sur la propriété (porte d'entrée ou boîte aux lettres) une affiche conforme à l'annexe A du Règlement (« opt-in »);
- un article publicitaire ne peut être distribué dans un emballage, un sac, une enveloppe ou tout autre contenant composé de :

- plastique non dégradable;
- plastique dégradable.

Le plastique dégradable inclut les plastiques oxo-dégradables, oxo-fragmentables, biodégradables ou compostables.

Les documents transmis par des organismes publics ou institutionnels aux citoyens à titre informatif, notamment pour les inciter à participer à la vie démocratique, ne sont pas visés par le présent règlement.

Il est à noter que les journaux ne sont pas, de par leur nature, considérés comme des articles publicitaires au sens du règlement. Ainsi, il ne sont pas visés par les interdictions qui sont prévues au Chapitre II de celui-ci.

Des amendes sont prévues en cas d'infraction.

Le règlement prendra effet douze mois après son adoption pour permettre à l'ensemble des distributeurs d'adapter leur modèle d'affaires, le cas échéant.

Les dispositions relatives au « opt-out » prévues dans les différents règlements adoptés par les conseils d'arrondissement sont abrogées.

2) Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

L'application du Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires sera déléguée aux conseils d'arrondissement.

L'adoption de la réglementation relative à la distribution des articles publicitaires sera déléguée aux conseils d'arrondissement, à l'exception des normes portant sur des objets prévus au *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires* . Ainsi, les dispositions qui figurent actuellement dans la réglementation qui a été adoptée par les conseils d'arrondissement en matière de distribution des articles publicitaires et qui n'ont pas été abrogées dans le *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires* demeurent en vigueur. De même, les conseils d'arrondissement pourront modifier la réglementation en

vigueur dans la mesure où les normes adoptées ne portent pas sur des objets qui sont prévus dans le *Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires* .

Avec un tel partage des compétences, le conseil de la ville pourra régir l'aspect environnemental de la distribution des articles publicitaires (mode d'adhésion et prohibition de la distribution du plastique). Les conseils d'arrondissement pourront, quant à eux, adopter des normes qui portent sur les autres aspects de la distribution des articles, notamment en matière de nuisances (horaires de distribution et modalités de dépôt sur la propriété privée) et d'exigences relatives à la délivrance de permis.

En outre, il est proposé de modifier les paragraphes 3° et 11° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement 02-002 afin de corriger les renvois aux alinéas.

JUSTIFICATION

Les éléments suivants sont ressortis lors de la consultation publique :
Enjeux environnementaux

- les préoccupations environnementales ont été relevées tant dans les mémoires de personnes et d'organismes favorables aux modifications réglementaires proposées que dans ceux des personnes et organismes qui privilégient le maintien du statu quo en matière de distribution de matériel publicitaire à Montréal;
- l'importance de la réduction à la source a été souvent mentionnée, une matière qui n'a pas à être produite ayant évidemment un coût environnemental moindre qu'une matière existante, et ce, même si elle est recyclable ou faite à partir de produits recyclés. En effet, le système actuel de consentement par défaut fait en sorte qu'une quantité importante de matériel publicitaire est chaque semaine produite, mise en circulation, puis déposée au recyclage, donc collectée, transportée et traitée, sans avoir été utilisée.

Le projet de règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires répond aux préoccupations environnementales des personnes et organismes favorables à la modification réglementaire proposée. L'option d'adhésion va empêcher la distribution d'articles publicitaires non sollicités. De plus, l'interdiction de distribuer les articles dans un sac de plastique non dégradable ou dégradable permettra un tri performant des articles publicitaires lorsque ceux-ci seront déposés dans le bac de recyclage. Cette interdiction s'inscrit dans la mise en œuvre de la première priorité du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025, soit la réduction à la source des quantités de matières résiduelles générées.

Enjeux socioéconomiques

- l'attachement significatif de plusieurs personnes à la distribution hebdomadaire à domicile des circulaires et leur utilité a été mentionnée, notamment pour les ménages à faible revenu, pour s'informer des rabais offerts dans les commerces de détail de proximité et ainsi faire des économies.
- les circulaires demeurent cependant des outils marketing qui ne permettent pas de lutter de manière pérenne contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté;

Afin de répondre à ces enjeux, des opérations de communications ciblées seront menées afin d'informer les citoyens et les autres parties prenantes de la réglementation adoptée, dans

une perspective d'analyse différenciée selon les sexes et plus (ADS+). Cette campagne pourra présenter notamment les démarches à suivre pour se procurer un pictogramme autocollant. Les communications tiendront compte des besoins des populations vulnérables. Par ailleurs, dans le cadre de Montréal 2030 ainsi que du Plan solidarité, équité et inclusion 2021-2025, la Ville a entrepris des actions plus structurantes afin de réduire la fracture numérique. La Ville de Montréal a mis sur pied une cellule sur la fracture numérique pilotée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale avec d'autres services partenaires (Service des technologies de l'information et Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle). Celle-ci est mandatée afin d'identifier les paramètres d'une offre bonifiée pour diminuer la fracture numérique, considérant notamment le contexte sanitaire actuel. Une réflexion sera également menée sur l'accès aux dispositifs électroniques et à Internet. En complément, l'accès aux pictogrammes autocollants d'option d'adhésion sera facilité pour les personnes vulnérables en concertation avec les organismes communautaires qui les desservent.

Enjeux économiques

- un sondage réalisé en août 2019 auprès de 250 commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal pour les fins de la consultation publique a révélé que les circulaires représentent un outil de choix permettant à l'industrie du commerce de détail de gérer sa chaîne d'approvisionnement et ses achats, particulièrement dans un contexte où les alternatives à la distribution d'articles publicitaires conventionnels sont considérées comme étant encore coûteuses et peu efficaces;
- l'industrie a exprimé la volonté de tester des solutions innovantes et de planifier de nouvelles stratégies permettant de réduire l'empreinte écologique de ses activités publicitaires.

Un délai de douze mois est prévu entre l'entrée en vigueur et la prise d'effet du règlement. Ce délai permettra aux intervenants visés de revoir leurs pratiques et modes opératoires en prenant en compte la réalité des personnes vulnérables. Il est à noter que certaines grandes bannières ont déjà amorcé une transition vers le numérique dans un contexte de pandémie.

Enjeux associés à la distribution des journaux locaux

- les journaux locaux jouent un rôle important pour le débat démocratique et le développement des compétences civiques dans la population montréalaise;
- la distribution de la très grande majorité des journaux locaux à Montréal est actuellement intégrée à la distribution de sacs publicitaires et que cette stratégie de distribution présente plusieurs avantages (coûts réduits, distribution de masse, délais de traitement rapides, flexibilité, etc.);
- des modèles de distribution alternatifs sont déjà en place (par exemple, les points de dépôt dans les commerces et institutions publiques). De plus, de nouveaux modèles d'affaires émergent dans ce secteur (notamment les coopératives).

Les journaux locaux ne sont pas considérés comme des articles publicitaires et ne sont pas visés. Les conseils d'arrondissement, par leur compétence, régissent le domaine public. Ceux-ci offrent déjà et continueront d'offrir des espaces de diffusion réservés aux journaux locaux dans les lieux publics, sous certaines conditions qui leurs sont propres. Par ailleurs,les journaux locaux sont des sources importantes d'information locale. La Ville a d'ailleurs créé à l'automne 2021 un comité aviseur sur les journaux locaux qui a déposé son rapport. Pour répondre à ce rapport, les mesures suivantes seront mises en oeuvre :
• reconnaître l'importance des journaux locaux comme plateforme d'information locale de

qualité;
● s'engager à investir dans les journaux locaux comme plateforme d'information de proximité;
● développer un programme de soutien financier temporaire (12 mois) pour adapter le modèle de distribution des journaux locaux;
● soutenir la mise en place d'un comité de pilotage pour accompagner la transition du modèle d'affaires en cours de transformation;
● faire des représentations auprès du gouvernement du Québec pour rendre les programmes d'aide financière plus accessibles aux journaux locaux.

Enjeux associés au modèle actuel de distribution des articles publicitaires en vigueur à Montréal

- une forte majorité des personnes entendues lors des audiences publiques et une proportion élevée des participantes et participants ayant déposé un avis écrit ont indiqué leur soutien à la remise en question du statu quo en matière de distribution de matériel publicitaire à Montréal;
- ont été également mentionnées les multiples insatisfactions associées au modèle actuel fondé sur une option de retrait (ou opt-out), notamment la distribution non sollicitée d'articles publicitaires malgré la présence d'autocollants en indiquant le refus, la difficulté d'accès à ces autocollants, les impacts environnementaux et la pollution visuelle causés par les articles publicitaires non ramassés, etc.

L'option d'adhésion ainsi qu'un règlement unique s'appliquant à l'ensemble des arrondissements supprimera la distribution non sollicitée d'articles publicitaires, car les distributeurs auront l'obligation de respecter le pictogramme normalisé signifiant que le résident accepte le dépôt d'articles publicitaires. Des amendes seront appliquées en cas de non-respect.
La distribution des pictogrammes autocollants pourra être assurée par les distributeurs d'articles publicitaires pour les citoyens qui en auront fait la demande. De plus, la Ville rendra accessible des pictogrammes autocollants aux citoyens qui en auront fait la demande dans ses bureaux Accès Montréal et s'assurera de les rendre accessibles dans les organismes pouvant être de bons relayeurs.

Délai pour la prise d'effet de certaines interdictions prévues au règlement
Les articles 3, 4 (interdictions) et 11 (abrogation des dispositions relatives au opt out dans la réglementation locale) du règlement prendront effet douze mois après son adoption.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin d'appuyer les initiatives de transition des journaux locaux vers de nouveaux modèles d'affaires, un programme de soutien financier temporaire (12 mois) pourra être développé par le Service du développement économique afin d'adapter le modèle de distribution de ces journaux.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’adoption de la réglementation aura notamment pour impact de répondre favorablement à la recommandation de la Commission et mettre en œuvre l'action 1.1.2 du Plan directeur visant à *Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs.*

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 20 avril 2022
Conseil municipal : 25 avril 2022 - Avis de motion et dépôt du projet de règlement
Conseil municipal : 16 mai 2022 - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise M TREMBLAY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère planification

Tél : 514 863-8484

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-28

Maud F FILLION
Chef de section Planification et développement GMR

Tél : 438-820-5674

Télécop. : 514 872-8146 **Télécop. :** 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2022-03-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2022-03-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1222937001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : *Adopter le Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ce règlement permettra de réduire à la source les matières résiduelles en interdisant la distribution d'articles publicitaires dans des emballages de plastique non dégradable et dégradable, en toute cohérence avec les interdictions prévues dans le Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail (16-051).			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1222937001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Adopter le Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

Règlement_articles_publicitaires_vf_20220328.docx

Règlement_modifiant_Règlement 02-002_vf_20220328.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate, Droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-29

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT VISANT LA RÉDUCTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ASSOCIÉS À LA DISTRIBUTION D'ARTICLES PUBLICITAIRES

Vu les articles 4, 6, 10 et 19 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 185.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Plan directeur de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2020 (CG20 0407) et le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2020-2025 modifié par la Communauté métropolitaine de Montréal le 18 juin 2020 (CC20-032) ;

Vu la résolution XX XXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent quant à l'adoption et à l'application d'un règlement relatif à la distribution d'articles publicitaires;

À l'assemblée du_____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Le présent règlement a pour objet d'encadrer la distribution d'articles publicitaires sur le territoire de la Ville de Montréal afin de limiter la distribution aux seules personnes intéressées à les recevoir, dans l'objectif de réduire les impacts environnementaux associés à leur distribution.

2. Dans le présent règlement, les mots ou expressions suivants signifient :

« article publicitaire » : un dépliant, une circulaire, une brochure, un prospectus, un feuillet, un catalogue, un échantillon de produit, ou tout article destiné à des fins de publicité;

« autorité compétente » : le directeur du Service de l'environnement de la Ville ou tout autre fonctionnaire responsable d'appliquer les dispositions du présent règlement;

« distribuer » : déposer à un endroit ou remettre de main à main;

« plastique dégradable » : polymère qui se décompose jusqu'à un certain point et dans un certain temps, dans des conditions particulières, par un processus entraînant une modification de sa structure, caractérisé par une perte de propriétés et/ou une fragmentation;

Est inclus dans cette définition tout plastique dit oxo-dégradable ou oxo-fragmentable, biodégradable ou compostable;

« plastique non dégradable » : polymère de synthèse classé dans la catégorie des thermoplastiques.

CHAPITRE II
INTERDICTIONS

3. Il est interdit de déposer un article publicitaire sur une propriété privée, à moins qu'une affiche conforme à l'annexe A indiquant qu'il accepte de le recevoir soit apposée par le propriétaire ou l'occupant sur sa porte d'entrée ou encore sur sa boîte aux lettres.

Aux fins de l'application du premier alinéa, une affiche par adresse postale associée à une unité d'habitation doit être apposée sur une propriété privée pour que soit autorisé le dépôt d'un article publicitaire.

4. Il est interdit de distribuer un article publicitaire dans un emballage, un sac, une enveloppe ou tout autre contenant composé de plastique dégradable ou de plastique non dégradable.

CHAPITRE III
APPLICATION ET INSPECTION

5. L'autorité compétente peut visiter et examiner toute propriété mobilière et immobilière, prendre des photographies, demander des renseignements, et effectuer toute autre vérification aux fins de l'application du présent règlement.

6. Toute personne doit permettre à l'autorité compétente de visiter et examiner toute propriété mobilière et immobilière sans nuire à l'exécution de ses fonctions.

7. L'autorité compétente doit, sur demande, s'identifier au moyen d'une carte d'identité comportant sa photographie qui lui est délivrée par la Ville.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

8. Constitue une infraction le fait pour une personne d'entraver de quelque façon la réalisation des fonctions de l'autorité compétente visées aux articles 5 et 6.

9. Constitue une infraction le fait pour une personne de refuser ou de ne pas se conformer à une demande qui lui est formulée en vertu du présent règlement par l'autorité compétente.

10. Quiconque enfreint le présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 1 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1000 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 400 $ à 2 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 2 000 $ à 4 000 $.

11. Le présent règlement abroge :

1° le Règlement sur la distribution d'articles publicitaires (R.R.V.M. c. D-4);

2° l'article 32 et l'annexe A du Règlement numéro RCA10 09009 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville intitulé « Règlement sur la propreté »;

3° l'article 32 et l'annexe A du Règlement numéro RCA 59 de l'arrondissement d'Anjou intitulé « Règlement sur la propreté »;

4° l'article 28 et l'annexe A du Règlement numéro RCA08 17155 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce intitulé « Règlement sur la propreté »;

5° le Règlement numéro 2417 de l'arrondissement de Lachine intitulé « Règlement relatif à la distribution de circulaires »;

6° l'article 6 et l'annexe A du Règlement numéro 2170 de l'arrondissement de LaSalle intitulé « Règlement concernant la distribution de circulaires et abrogeant le règlement 1745 »;

7° l'article 37 et l'annexe A du Règlement numéro 2008-15 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal intitulé « Règlement sur la propreté et le civisme à l'égard du territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal »;

8° l'article 66 (paragraphe 2°) et l'annexe A du Règlement numéro RCA11 22005 de l'arrondissement du Sud-Ouest intitulé « Règlement sur le respect, le civisme et la propreté »;

9° l'article 3.6 et l'annexe A du Règlement numéro 407-1 de l'arrondissement de L'île-Bizard-Sainte-Geneviève intitulé « Règlement régissant la distribution d'articles publicitaires »;

10° l'article 36 et l'annexe A du Règlement numéro RCA09-27001 de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve intitulé « Règlement sur la propreté et le civisme »;

11° l' article 32 et l'annexe A du Règlement numéro RGCA08-10-0010 de l'arrondissement de Montréal-Nord intitulé « Règlement sur la propreté et les nuisances »;

12° l' article 31 et l'annexe A du Règlement numéro AO-78 de l'arrondissement d'Outremont intitulé « Règlement sur la propreté »;

13° l'article32 et l'annexe A du Règlement numéro CA29 0023 de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro intitulé « Règlement sur la propreté »;

14° l'article 32 et l'annexe A du Règlement numéro RCA08-30024 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles intitulé « Règlement sur la propreté pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles »;

15° l' article 35 et l'annexe A du Règlement numéro RCA-65 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie intitulé « Règlement sur la propreté »;

16° l'article 30 et l'annexe A du Règlement numéro RCA09-08-2 de l'arrondissement de Saint-Laurent intitulé « Règlement sur la propreté »;

17° l'article 32 et l'annexe A du Règlement numéro 2153 de l'arrondissement de Saint-Léonard intitulé « Règlement sur la propreté »;

18° l'article 34 et l'annexe B du Règlement numéro RCA10 210012 de l'arrondissement de Verdun intitulé « Règlement sur la propreté, les nuisances et les parcs »;

19° l'article 50 (paragraphe °2) et l'annexe B du Règlement numéro CA-24-085 de l'arrondissement de Ville-Marie intitulé « Règlement sur le civisme, le respect et la propreté »;

20° l'article 32 et l'annexe A du Règlement numéro RCA08-14005 de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension intitulé « Règlement sur la propreté et le civisme ».

12. Le présent règlement entre en vigueur au moment de sa publication.

Toutefois, les articles 3, 4 et 11 prendront effet 12 mois suivant l'adoption du présent règlement.

ANNEXE A
AFFICHE INDIQUANT L'ADHÉSION DU PROPRIÉTAIRE OU DE L'OCCUPANT D'UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE DE RECEVOIR UN ARTICLE PUBLICITAIRE

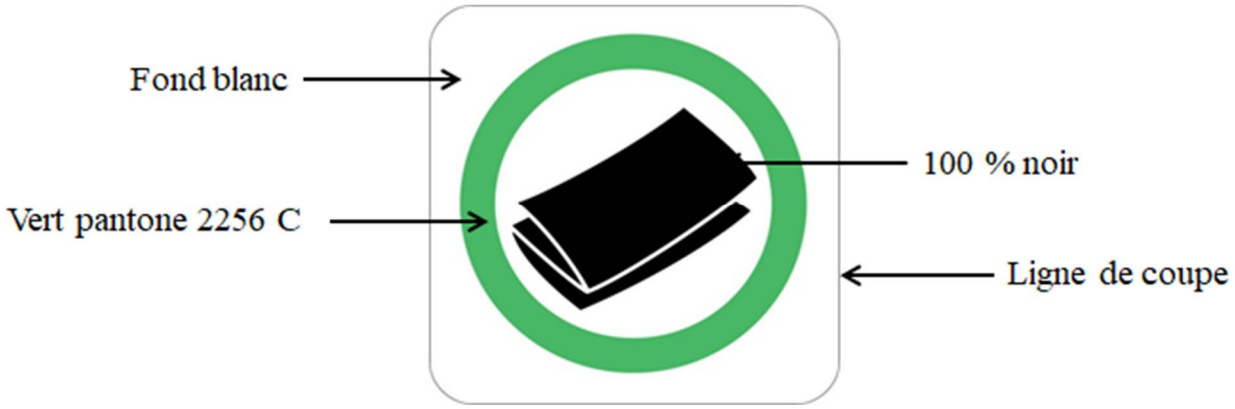
_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 1222937001

ANNEXE A

L'affiche indiquant que le propriétaire ou de l'occupant d'une propriété privée accepte de recevoir un article publicitaire doit mesurer au moins 3,5 cm sur 3,5 cm et au plus 6 cm sur 6 cm et être conforme à la figure ci-dessous :



VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-002-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du_____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par :

1° l'insertion, après le sous-paragraphe u) du paragraphe 2°, du sous-paragraphe suivant :

« v) au Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution des articles publicitaires; »;

2° la modification, au paragraphe 3°, du mot « quatrième » par le mot « cinquième »;

3° la modification, au paragraphe 11°, du mot « cinquième » par le mot « sixième »;

4° l'insertion, après le paragraphe 16°, du paragraphe suivant :

« 17° l'adoption de la réglementation relative à la distribution des articles publicitaires, à l'exception des normes portant sur des objets prévus au Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution des articles publicitaires. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Journal de Montréal* le xxxxxx.

GDD : 1222937001

CE : 40.005

2022/04/20 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228383005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025)

Il recommandé d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-03 22:12

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228383005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025)

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 septembre 2021, le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables a été adopté par le conseil d'agglomération.
Le programme vise l'octroi de subventions à des propriétaires ou à des locataires de bâtiments non résidentiels situés dans un secteur désigné (principalement des secteurs industriels, précisés en annexe du règlement). Ces subventions viseront la réalisation de projets permettant de :

· Améliorer le milieu de vie des travailleurs, des populations et l'environnement d'affaires;
· Dynamiser les parcs industriels et pôles économiques;
· Accélérer la transition écologique et de contribuer à la lutte aux changements climatiques;
· Faciliter, maintenir et bonifier l'accès aux pôles d'emploi.

Une première période d'application a été ouverte entre le 11 octobre 2021 et le 31 janvier 2022. La réception des premières demandes ou les échanges avec des entreprises intéressées par le programme ont permis de soulever plusieurs éléments qui mériteraient d'être ajustés dans le règlement, en vue de proposer une nouvelle période d'application avant l'été 2022.

Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet d'adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0640 (30 septembre 2021) : Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables " / autoriser l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin de financer le programme en 2024 / réserver une somme de 8 000 000 $ pour la mise en œuvre du programme.
CE18 0491 (28 mars 2018) : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal -

Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

DESCRIPTION

La modification au règlement vise à apporter les modifications suivantes :

Élément actuellement en vigueur dans le règlement	Ajustement proposé	Explications
Une bonification du taux de subvention de 50 % à 60 % est appliquée lorsque le demandeur est une entreprise d'économie sociale ou jeune entreprise (entreprise de moins de 5 ans).	Préciser que la jeune entreprise doit exercer ses activités dans le bâtiment visé par la demande de subvention.	Actuellement, un propriétaire exploitant d'un immeuble qui est une personne morale enregistrée au Registre des entreprises du Québec depuis moins de 5 ans répond à la définition de jeune entreprise. Or, ce n'est pas à ce type d'entreprise que l'on souhaite offrir une subvention bonifiée. Seulement les entreprises opérant leurs activités dans le bâtiment visé par le projet auront le droit à une bonification (donc les locataires ou propriétaires occupants).
Les équipements liés à l'activité commerciale ou industrielle du demandeur sont exclus.	Retirer cette exclusion du programme. Il est à noter que cela aura pour conséquence de soutenir des projets qui profitent directement à l'entreprise (par exemple, une entreprise produisant et vendant des tomates pourrait installer une serre sur son toit pour produire ses légumes qui seront ensuite vendus).	Des projets intéressants et répondant aux objectifs du programme n'ont pas pu être soumis à cause de cette exclusion. On relève notamment un projet de serre pour une entreprise pharmaceutique afin de produire ses propres matières premières biologiques, ou encore un équipement permettant la réutilisation des substrats de culture. Ces projets peuvent être exemplaires et devenir des incitatifs pour d'autres entreprises.
Nom actuel du programme : programme aménagement et mobilité durables.	Élargir le nom du programme : aménagements, mobilité et pratiques durables.	Le nom du programme est trop restrictif et ne permet pas d'illustrer tous les types de projets qui peuvent être subventionnés. Par exemple, un équipement de compostage n'est pas vraiment de l'aménagement, ni de la mobilité.
Dans les exclusions, on retrouve "un équipement qui sert à la même fin que l'équipement original".	Retirer cette exclusion pour l'achat d'un équipement qui entraînerait des retombées environnementales positives.	Actuellement, il n'est pas possible de remplacer un panneau solaire par un panneau solaire. Toutefois, si le requérant démontre que le nouveau panneau intègre une meilleure technologie permettant de meilleures retombées environnementales, il est alors recommandé de le subventionner.
Dans la définition de "projet", on vise : 1° la construction ou la rénovation d'un immeuble; 2° l'installation ou la	Retirer le paragraphe 3° pour exclure les outils/services	Retirer les outils et services des types de projet admissibles car ces éléments sont trop intangibles ce qui impliquerait que nous recevions toutes sortes de demandes.

modification d'un équipement situé dans un immeuble; 3° le développement d'un outil numérique ou physique ou de la mise sur pied d'un service.		
Actuellement, les requérants disposent de 24 mois pour réaliser les projets ou jusqu'au 1er août 2024 pour les requérants rendus admissibles après le 31 juillet 2022.	Permettre à tous les requérants de réaliser leur projet d'ici le 1er août 2024.	La pandémie de la COVID-19 a augmenté les délais pour trouver un entrepreneur, ce qui peut rallonger la durée de réalisation de certains projets. Dans ce sens et en conformité avec les ajustements apportés aux autres programmes de subvention administrés au sein du Service du développement économique, il y a lieu de donner autant de délai que possible pour permettre la réalisation des projets.
NA	Il est souhaité ajouter certaines exclusions telles que : la location ou l'acquisition de bâtiments, les équipements de bureau et fournitures de bureau, les ressources humaines de l'entreprise dédiées au projet, l'entreposage.	Des projets (par exemple en économie circulaire) pourraient être très larges, notamment en lien avec le développement d'une entreprise, mais il n'est pas souhaité de subventionner tous les frais d'une entreprise.

Outre ces propositions de modification de fond, certains ajustements techniques sont également requis, tels que : modifier la liste des documents à remettre pour soumettre une demande de subvention, ajuster les dates pour permettre une nouvelle période d'application au programme (qui aura lieu du 30 mai 2022 au 30 septembre 2022), modifier les documents requis pour soumettre une demande de subvention, etc.

JUSTIFICATION

Puisque c'était la première fois que ce type de programme était offert, certains éléments n'ont pas été prévus au règlement du programme, qui est actuellement en vigueur. Compte de tenu de l'expérience qui émane de la première période d'application du programme, il convient de procéder à des modifications réglementaires afin de proposer un programme de meilleure qualité et répondant davantage aux objectifs initiaux. Ces modifications permettront d'utiliser les fonds disponibles dans le cadre du programme à meilleur escient et de façon plus structurante.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications à apporter au règlement n'ont aucun impact financier. L'ensemble des modalités financières concernant l'application du règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables ont été prévues dans le dossier décisionnel 1218383002.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, particulièrement à cinq priorités du Plan stratégique Montréal 2030 :

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.
4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.
5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Toutes les précisions à cet effet se trouvent dans la grille insérée en pièce jointe du dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas permettre les modifications suggérées dans le cadre du présent décisionnel aura pour effet de :

1. ne pas améliorer le programme actuellement en cours compte tenu des apprentissages tirés de la première période d'application;
2. prendre le risque d'allouer des fonds publics à des dépenses non pertinentes, comme la location de bureaux ou des frais d'entreposage;
3. se priver de projets ayant un beau potentiel et qui pourraient être de vrais incitatifs pour d'autres entreprises.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19 n'est prévu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. L'information sera également transmise aux partenaires qui pourraient communiquer sur le programme à leur clientèle (arrondissements, villes liées, services centraux de la Ville de Montréal, pôles PME MTL, chambres de commerce, etc.).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

19 mai 2022 : adoption du règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025);
30 mai 2022 - 30 septembre 2022 : 2^{e} période d'application;
Automne 2022 : annonce des projets admissibles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catia DOS SANTOS
Commissaire au développement économique

Tél : 514 295-3650
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Alain MARTEL
Chef de division - Programmes et partenariats

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2022-03-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-04-01

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228383005
Unité administrative responsable : Service du développement économique - Direction Mise en valeur des pôles économiques

Projet : Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les modifications au règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables permettront de subventionner des projets ayant des retombées environnementales dans les parcs industriels.

En lien avec la priorité 1, les projets soumis doivent démontrer qu'ils permettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Concernant la priorité 2, le programme peut soutenir des projets visant le verdissement ou encore la préservation de la biodiversité.

Pour la priorité 3, les projets soumis peuvent être en lien avec la mobilité durable (des personnes et des marchandises), par exemple en installant des supports à vélo, des douches pour les employés, des bornes de recharge électriques, en construisant des pistes cyclables sur les terrains privés de parcs industriels, etc.

Avec les priorités 4 et 5, le programme peut soutenir des projets d'économie circulaire et visant la réduction des déchets.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228383005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML et HP - 1228383005 règl modif RCG 21-025 20220331.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocat
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT ET À LA MOBILITÉ DURABLES (RCG 21-025)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le plan économique conjoint Ville de Montréal – Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement sur les subventions relatives à l'aménagement et à la mobilité durables (RCG 21-025) est remplacé par le suivant :

« **RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT, LA MOBILITÉ ET LES PRATIQUES DURABLES** ».

2. La définition de « projet » prévue à l'article 1 de ce règlement est modifiée par :

1° le remplacement de « ou de mobilité durable » par « , de mobilité ou de pratiques durables »;

2° la suppression du paragraphe 3°.

3. Le premier alinéa de l'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement de « en aménagement ou en mobilité durable » par « d'aménagement, de mobilité ou de pratiques durables ».

4. L'Article 3 de ce règlement est modifié par la suppression de son deuxième alinéa.

5. L'article 5 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du sous-paragraphe h) du paragraphe 1° par le suivant :

« h) qui consiste en l'installation ou la modification d'un équipement qui sert à la même fin que l'original, sauf si le demandeur démontre que cette installation ou cette modification entraîne des retombées environnementales positives; »;

2° le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° pour les dépenses du projet liées :

a) à l'acquisition ou la location de :

i. véhicules automobiles;
ii. bâtiments;
iii. fournitures et équipements de bureau;

b) aux ressources humaines du propriétaire ou du locataire dédiées à la réalisation du projet;

c) à l'entreposage. ».

6. Le paragraphe 1° de l'article 7 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du sous-paragraphe f) par le suivant :

« f) Si le coût estimé du projet est supérieur à 2 000 000 $, un avis attestant de la faisabilité financière du projet dans le délai prévu à l'article 13 et qui tient compte du coût estimé du projet et des ressources financières disponibles, réalisé par :

i. une firme d'experts-conseil spécialisée en structure de financement, en évaluation d'investissement ou en viabilité économique;
ii. un comptable professionnel agréé;
iii. un organisme habilité à évaluer les structures de financement ou d'investissement ou la viabilité économique du projet; »

2° le remplacement du sous-paragraphe i) par le suivant :

« i) le curriculum vitae de l'expert en environnement; ».

7. L'article 8 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **8.** Toute demande doit être présentée par courriel au directeur à l'adresse électronique indiquée sur le formulaire de demande de la Ville prévu à l'article 6 lors les périodes d'admissibilité suivantes :

1° la période débutant à 9 h le 11 octobre 2021 et se terminant à 17 h le 31 janvier 2022;

2° la période débutant à 9 h le 30 mai 2022 et se terminant à 17 h le 30 septembre 2022. »

8. Le paragraphe 2° de l'article 12 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « trois » par le mot « cinq ».

9. L'article 13 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **13.** Le requérant doit réaliser le projet admissible avant le 1er août 2024. ».

10. Le premier alinéa de l'article 15 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion au sous-sous-paragraphe i. du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, après les mots « jeune entreprise », des mots « qui exerce ses activités dans l'immeuble visé par la demande » et après les mots « jeunes entreprises » des mots « qui exercent leurs activités dans les immeubles visés par la demande »;

2° l'insertion au sous-sous-paragraphe i. du sous-paragraphe b) du paragraphe 2°, après les mots « jeune entreprise », des mots « qui exerce ses activités dans l'immeuble visé par la demande » et après les mots « jeunes entreprises » des mots « qui exercent leurs activités dans les immeubles visés par la demande ».

GDD 1228383005

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1228199001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », et mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) »;
2. de mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir l'assemblée publique de consultation prévue à l'article 125 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
3. de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de la Ville de Montréal de l'assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-07 12:54

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228199001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », et mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des pouvoirs conférés par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU, art. 117.1 à 117.16.1), la Ville de Montréal exige une contribution aux fins de parcs, de terrains de jeux et de préservation des espaces naturels. La compétence de réglementation en cette matière relève du conseil municipal selon l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
Le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) est en vigueur depuis le 19 juin 2017. Depuis cette date, les exigences concernant la contribution aux fins de parcs sont les mêmes dans tous les arrondissements de la Ville. Une cession de terrain ou de la valeur du terrain peut être exigée dans le cas de la délivrance d'un permis de lotissement ou d'un permis de construction. Le règlement 17-055 prévoit trois situations où un requérant de permis devra effectuer une contribution aux fins de parcs, soit lors d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot, lors d'une demande de permis de construction sur un lot issu de la rénovation cadastrale et lors d'un projet de redéveloppement. La contribution peut se faire sous trois formes, selon ce que prévoit le règlement, soit une cession de terrain à la Ville, une contribution en argent selon la valeur du site ou par la combinaison d'une cession de terrain et d'une contribution en argent. Il est à noter que la contribution dans toutes ses formes ne peut excéder 10 % (sauf pour un terrain hors site, voir l'article 13). Les arrondissements sont responsables de l'application du règlement, de la délivrance des permis et de l'aménagement des parcs et des espaces verts sur leur territoire.

Depuis la prise d'effet du règlement, certaines questions relatives à son application

soulevées en arrondissement, les récentes modifications législatives du projet de loi n^{o} 67 et certains litiges interprétant le règlement nécessitent une modification du règlement 17-055 afin de préciser la portée des articles et d'améliorer son application.

Le présent dossier décisionnel propose une modification du règlement 17-055 applicable à l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, soit des 19 arrondissements qui le composent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0819 - 12 juin 2017 - Adoption du règlement 17-055 (sommaire décisionnel 1166968004).

DESCRIPTION

Le règlement proposé aura principalement pour effet d'ajuster et de remplacer certains articles du règlement, pour :

- apporter des précisions quant aux définitions du règlement, notamment à l'égard des logements sociaux et de la superficie de plancher d'un bâtiment;
- préciser la portée du règlement à l'égard de la cession d'un terrain ou du versement d'une somme destinée à un centre de services scolaire;
- préciser les parties de l'immeuble qui doivent être prises en compte dans le calcul de la valeur du site lorsqu'il s'agit d'un projet mixte;
- préciser les paramètres d'application lors de demandes subséquentes relatives à un projet de redéveloppement.

JUSTIFICATION

La modification proposée pour la définition des logements sociaux vise à assurer une cohérence d'application avec le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) afin de s'assurer d'inclure tous les cas et toutes les formes de combinaison possible de logements sociaux et de logements communautaires. Les logements familiaux ne doivent pas être inclus dans la définition puisqu'ils sont déjà visés par une exemption au règlement, ni les logements abordables qui représentent une forme de logements privés.
Plusieurs arrondissements ont soulevé la difficulté de calculer adéquatement la partie de l'immeuble qui est réservée aux logements lorsqu'il y a des proportions à faire, soit dans le cas d'un projet où il y a une mixité d'usages au sein d'un immeuble. La même problématique se retrouve lorsqu'un projet prévoit la construction de logements sociaux ou communautaires de même que des usages et autres établissements exemptés de l'application du règlement, tels que les établissements scolaires, les centres hospitaliers et les garderies. Les commentaires reçus à ces égards nous incitent, d'une part, à préciser l'intention du règlement afin de viser uniquement les superficies à l'intérieur de l'immeuble et, d'autre part, à ajuster les articles pour introduire la notion de proportion afin d'exclure de la valeur du site les parties non dédiées aux logements ou aux autres usages énumérés ci-haut. Cela permettrait de s'arrimer davantage à la vision du sommaire décisionnel concernant l'entrée en vigueur du règlement 17-055 en 2017, soit de confirmer que l'intention du législateur est uniquement d'exclure les sections de bâtiment, ce qui a toujours été le cas. Cette modification vient préciser un texte déjà existant qui visait cette situation.

Enfin, quelques arrondissements nous ont fait part de problèmes ayant trait à la prise en compte des contributions antérieures lors de demandes subséquentes relatives à un projet de redéveloppement, ce qui peut mener à une valeur inexacte du site dans de tels cas. Le libellé de l'article 11 du règlement a donc été revu en conséquence. De plus, ce libellé tient compte des nouvelles dispositions du projet de loi n^{o} 67 concernant la cession des terrains

ayant un accès public à un lac ou à un cours d'eau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le recours à un évaluateur agréé pour déterminer la valeur du terrain n'engendre pas de coût pour la Ville puisque le service est payé par le requérant du permis de construction ou de lotissement.
Les contributions aux fins de parcs issues de l'application de ce règlement municipal sont perçues et gérées en arrondissement et placées dans le fonds réservé à cet effet, comme c'est le cas actuellement.

Le projet de règlement n'a pas d'impacts sur les modalités de gestion des fonds réservés aux fins de parcs, il apporte seulement des précisions quant à l'application du règlement et du calcul des contributions à verser en matière de frais de parcs.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. Les investissements dans le maintien, l'amélioration et l'ajout de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels, ainsi que dans la plantation d'arbres, offrent aux citoyens un milieu de vie de plus grande qualité, en plus de contribuer au verdissement du territoire et à la réduction des îlots de chaleur, de même qu'à un environnement favorable à l'adoption d'un mode de vie sain et actif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Entre l'adoption du projet de règlement et son entrée en vigueur, un effet de gel pourrait s'appliquer à une demande de permis de lotissement ou de construction qui est sujette à une contribution aux fins de parcs à la suite de l'entrée en vigueur du projet de règlement (réf. : articles 114 et 117 de la LAU).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public devra être publié pour annoncer la tenue d'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement par la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation (réf. : article 126 de la LAU).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier prévisionnel :
Avis de motion et adoption du projet de règlement par le CM : 25 avril 2022
Processus de consultation : mai-juin 2022
Entrée en vigueur du règlement à la suite de l'adoption du règlement par le CM : juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-Éden GODBOUT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-0226
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Caroline LÉPINE
Chef de division

Tél : 514 872-3163
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Directeur de l'urbanisme par intérim

Tél : 514.953.4555
Approuvé le : 2022-04-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite

Tél :
Approuvé le : 2022-04-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228199001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de l'urbanisme, Planification urbaine
Projet : Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;
18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire;
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Répartition équitable des infrastructures et des espaces verts;
- Assurer l'accès de toutes et tous à des parcs de proximité;
- Accroître la biodiversité dans chaque milieu de vie.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228199001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », et mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2022-04-04 - REG - frais de parcs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-05

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-893-0302
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (17-055)

Vu les articles 117.1 à 117.16.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme *(*RLRQ, c. A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

1. Le titre du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) est remplacé par le suivant :

« Règlement relatif à la cession d'un terrain ou au versement d'une somme aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs et de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels ou destinés à un centre de service scolaire, sur le territoire de la Ville de Montréal ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après la définition d' « assiette de l'immeuble », de la définition suivante :

« « chambre » : un espace fermé doté d'une fenêtre et constituant une pièce d'un logement ne devant pas faire partie d'une pièce combinée au sens du Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2), sauf s'il s'agit d'une autre chambre, auquel cas cette pièce combinée sera considérée comme constituant une seule et même chambre à coucher; »;

2° le remplacement de la définition de « bâtiment de logements sociaux ou communautaires » par la suivante :

« « logement social » : logement admissible ou bénéficiant d'une subvention en vertu d'un programme municipal ou provincial de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8); »;

3° le remplacement de la définition de « site » par la suivante :

« « site » : le terrain compris dans le plan relatif à une opération cadastrale ou l'assiette de l'immeuble visé par le paragraphe 2° de l'article 2 ou faisant l'objet d'un projet de redéveloppement; »;

4° l'ajout de la définition suivante :

« « superficie de plancher » : somme de la superficie de chacun des planchers situés à l'intérieur d'un bâtiment, calculée à partir de la face externe des murs extérieurs du bâtiment, incluant un plancher en sous-sol et une mezzanine, mais excluant la superficie d'un espace situé sur un toit ou dédié à une issue ou à des fins mécaniques, de stationnement ou d'entreposage. ».

3. Le paragraphe 2° de l'article 2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 2° toute demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale; ».

4. Le paragraphe 1° de l'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou au maintien d'un espace naturel » par les mots « , au maintien d'un espace naturel ou au besoin d'espace d'un centre de services scolaire ».

5. Le deuxième alinéa de l'article 5 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Somme compensatoire = (10% de la valeur du site / nombre total de logements) X (nombre de logements créés – nombre de logements sociaux créés – nombre de logements de 3 chambres et plus créés). ».

6. Le deuxième alinéa de l'article 6 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Aux fins de la valeur du site mentionnée à l'article 5, dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas occupé exclusivement par des logements, la valeur du site établie conformément au premier alinéa doit être ajustée afin d'équivaloir proportionnellement

à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les logements et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment. ».

7. L'article 8 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression des mots « ou communautaires »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Aux fins du premier alinéa, dans le cas d'un site ou d'une partie d'un site où est prévue la construction d'un bâtiment ne comportant pas exclusivement des logements sociaux, le site ou la portion de site exempté doit être ajusté afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les logements sociaux et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment. ».

8. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « à une opération cadastrale ou un permis de construction visant à permettre sur un site ou une partie d'un site » par les mots « pour un site ou une partie d'un site où est prévu »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Aux fins du premier alinéa, dans le cas d'un site ou d'une partie d'un site où est prévue la construction d'un bâtiment ne comportant pas exclusivement des usages visés aux paragraphes 1° à 7°, le site ou la portion de site exempté doit être ajusté afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les usages visés aux paragraphes 1° à 7° et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment. ».

9. L'article 11 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **11.** Dans le cadre d'une demande visée par les paragraphes 1° ou 2° de l'article 2, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet :

1° d'une cession de terrain, une exemption de cession ou de versement est accordée, soit :

a) totalement si la cession déjà effectuée visait l'ensemble du site;

b) partiellement et proportionnellement si la cession déjà effectuée ne visait qu'une partie du site;

2° d'un versement d'une somme, celle-ci doit être déduite de la somme due ou de la valeur du terrain que le propriétaire doit s'engager à céder.

Dans le cadre d'une demande visée par le paragraphe 3° de l'article 2, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou du versement d'une somme, le total de la somme due, d'une somme déjà versée ainsi que de la valeur d'un terrain déjà cédé ne doit pas excéder 10 % de la valeur du site.

Aux fins du présent article :

1° les termes « cession de terrain » incluent tout engagement à céder un terrain pris en vertu du paragraphe 7.1° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

2° il appartient au propriétaire de démontrer qu'une superficie de terrain a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou d'un versement d'une somme. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXXX.

GDD : 1228199001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1227999002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au comité exécutif le bilan des mandats confiés par la Ville de Montréal et la réalisation des objectifs 2021 de l'Agence de mobilité durable

Il est recommandé :

- de déposer au comité exécutif le bilan des mandats confiés par la Ville de Montréal et la réalisation des objectifs 2021 de l'Agence de mobilité durable.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-07 12:37

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227999002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au comité exécutif le bilan des mandats confiés par la Ville de Montréal et la réalisation des objectifs 2021 de l'Agence de mobilité durable

CONTENU

CONTEXTE

L'Agence de mobilité durable est un organisme paramunicipal qui a succédé, au 1er janvier 2020, à la Société en commandite Stationnement de Montréal.
La Ville a confié cinq mandats spécifiques à l'Agence de mobilité durable dans le cadre du Document d'orientations adopté en décembre 2019 par le comité exécutif. Selon le Document d'orientations, ces mandats doivent faire l'objet de conventions spécifiques à conclure entre la Ville et l'Agence de mobilité durable, notamment concernant leur financement. En effet, le budget de fonctionnement 2020 de l'Agence de mobilité durable autorisé par le conseil municipal n'incluait pas les montants requis pour réaliser les mandats prioritaires.

Le 15 juin 2020, le conseil municipal a approuvé le projet de convention de service entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour l'année 2020. Cette convention a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2021.

À l'instar des autres services et organismes paramunicipaux de la Ville de Montréal, l'Agence de mobilité durable a dû se doter d'un plan stratégique. Ainsi en juin 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montréal adopte le Plan stratégique organisationnel de l'Agence (PSO) fondé sur les grandes orientations de la Ville, notamment celles du Plan stratégique Montréal 2030, du Plan climat 2030 et du Projet de ville, document de vision préalable au Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Par l'endossement de ce plan, la Ville adhère et appuie l'Agence dans sa vision, sa mission et les priorités qu'elle se donne. À la lumière des défis à relever, l'Agence a déposé un plan d'une portée de dix ans et a priorisé ses actions pour les trois prochaines années (2021-2024), lesquelles sont regroupées en cinq chantiers.

Le but du présent dossier décisionnel est donc de déposer le rapport d'avancement des cinq mandats spécifiques pour l'année 2021 confiés à l'Agence de mobilité durable par le comité exécutif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0784 - 14 juin 2021 - Adopter le Plan stratégique organisationnel 2021-2030 de l'Agence de mobilité durable

- CM21 0446 - 20 avril 2021 - Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2021 de l'Agence de mobilité durable

- CM21 0225 - 14 avril 2021 - Déposer le Bilan 2021 des mandats spécifiques pour l'année 2020 confiés à l'Agence de mobilité durable par le comité exécutif

- CM20 0287 - 23 mars 2020 - Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2020 de l'Agence de mobilité durable. Autoriser l'affectation de 2 992 000$ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales.

- CM19 1364 - 16 décembre 2019 - Approuver un projet d'entente-cadre à intervenir entre l'Agence de mobilité durable et la Ville de Montréal, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020

- CE19 1953 - 11 décembre 2019 - Approuver le Document d'orientations 2020-2022 ainsi que les mandats spécifiques pour l'année 2020, dans le cadre de la création de l'Agence de mobilité durable

- CM18 1148 - 17 septembre 2018 - Constituer une société paramunicipale destinée à développer et à gérer, sur le territoire de la Ville de Montréal, le stationnement ainsi qu'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques et nommer son conseil d'administration / Autoriser la résiliation de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Société en commandite Stationnement de Montréal (CO95 00785 - modifiée), conditionnellement à la création de l'Agence de la mobilité de Montréal
- CG16 0438 - 22 juin 2016 - Adopter la Politique de stationnement

DESCRIPTION

En 2021, l'Agence, en fonction des attentes de la Ville, s'était fixé 5 objectifs transitoires avant l'élaboration de son plan stratégique organisationnel :

- Réaliser les mandats confiés par la Ville de Montréal,
- Favoriser une transition harmonieuse,
- Innover et se positionner en chef de file de la mobilité durable,
- Poursuivre la gestion et l'optimisation du stationnement,
- Inscrire les actions dans une démarche de développement durable.

Les cinq mandats spécifiques confiés par la Ville de Montréal à l'Agence sont les suivants :
1. Développer des solutions, tant technologiques que réglementaires, pour améliorer l'expérience et l'offre de stationnement au centre-ville dans le cadre des travaux sur la rue Sainte-Catherine Ouest et optimiser son usage;
2. Instaurer la lecture de plaques d'immatriculation pour l'émission de constats d'infraction de stationnement;
3. Ajuster et réviser les tarifs actuels pour les stationnements sur rue et hors rue en fonction de la demande (tarification dynamique);
4. Réaliser un plan de délocalisation des agents de stationnement dans le cadre d'une stratégie globale visant l'application équitable des règlements sur le territoire;
5. Mettre en place un mode de perception en différé pour le stationnement tarifé sur rue pour les véhicules en libre-service.

Suite à l'adoption du PSO de l'Agence par le conseil municipal, la Ville de Montréal confie, en juin 2021, 4 mandats supplémentaires à l'Agence, incluant des budgets additionnels pour les mettre en œuvre :

1. Débuter la planification de l'intégration des équipes et des activités du Bureau du

taxi de Montréal à l'AMD, en vue d'une intégration complète au 1er janvier 2023.
2. Évaluer, avec les unités concernées de la Ville, la pertinence et la faisabilité de développer et de déployer un système intégré de gestion des permis, incluant les permis de stationnement réservés aux résidents (SRRR).
3. Prendre en charge la coordination des interventions de surveillance incluant celles de la STM, du SPVM, de l'escouade mobilité et des agents de stationnement sur les voies réservées.
4. Réaliser l'audit et les plans et devis afin d'obtenir l'attestation Stationnement écoresponsable du CRE-Montréal pour trois terrains localisés sur la rue Masson.
5. Mettre en oeuvre un projet pilote de mutualisation du stationnement hors rue pour le secteur Griffintown.

Le rapport joint au dossier présente l'état d'avancement des différents livrables, l'échéancier et les objectifs 2022 de l'Agence.

JUSTIFICATION

Le dépôt du Bilan 2022 des mandats spécifiques pour l'année 2021 confiés à l'Agence de mobilité durable par le comité exécutif permettra au conseil municipal de prendre connaissance de l'état d'avancement de la réalisation des mandats, des actions prévues d'ici la fin de l'année 2022 et des dépenses engagées en 2021. Il permettra également d'apporter des précisions quant aux questionnements que pourrait avoir l'Administration sur la progression et la réalisation des mandats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de la présentation d'un bilan (aucune mesure physique). Toutefois, ces mesures présentées dans le bilan quant à elles participent à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030 et du Plan climat.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La crise de la COVID-19 a eu un impact majeur sur le stationnement dû aux confinements décrétés par le gouvernement du Québec pendant plusieurs mois et aux mesures prises pour permettre la distanciation physique pendant et après les confinements. L'Agence a dû revoir ses priorités à court terme, ce qui a pu avoir un impact sur l'échéancier de réalisation des mandats.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 20 avril 2022 : Dépôt du rapport au comité exécutif

- 25 avril 2022 : Dépôt au Conseil municipal
- 31 décembre 2022 : Fin du document d'orientations 2020-2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable

Lecture :

Laurent - Ext CHEVROT, 6 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marina FRESSANCOURT
conseillère en aménagement

Tél : 438-925-1049
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-566-0658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilité
Tél :
Approuvé le : 2022-04-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227999002*
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, division des plans et des politiques
Projet : D*époser le Bilan 2022 des mandats spécifiques pour l'année 2021 confiés à l'Agence de mobilité durable par le comité exécutif*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Non-applicabilité*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Non-applicabilité*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE MONTRÉAL

Bilan des mandats confiés par la Ville de Montréal et réalisation des objectifs 2021 de l'Agence

Avril 2022

PRÉSENTATION DE L'AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

L’Agence de mobilité durable, au service de la Ville et de ses arrondissements

ORGANISME PARAMUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL EN ACTIVITÉ DEPUIS LE 1ER JANVIER 2020

Création suite à l’adoption de la *Politique sur le stationnement* de 2016 :

- Recommande trois actions prioritaires, dont la création d’un organisme paramunicipal de gestion du stationnement;
- Positionne la gestion du stationnement en tant que levier d’une mobilité plus durable.

Regroupement au sein de l’Agence de l’ensemble des métiers du stationnement et d’une expertise en mobilité durable :

- Les activités auparavant gérées par la **Société en commandite Stationnement de Montréal** (SCSM);
- La **Section de l’application du règlement de stationnement** (SARS) du Service de police de la Ville (SPVM);
- L’expertise en mobilité durable d’employés transférés de **Jalon**.

Mise en place d’un puissant **outil de gestion de la demande** pour la Ville de Montréal, permettant de jouer sur plusieurs leviers pour accompagner un changement de culture



Mission

Afin d'améliorer la **qualité de vie** et d'appuyer la **vitalité économique,** l'Agence met son **expertise en mobilité durable au service de la Ville** afin de faciliter le **partage** équitable de **l'espace** et l'**accessibilité** de la ville pour tous.

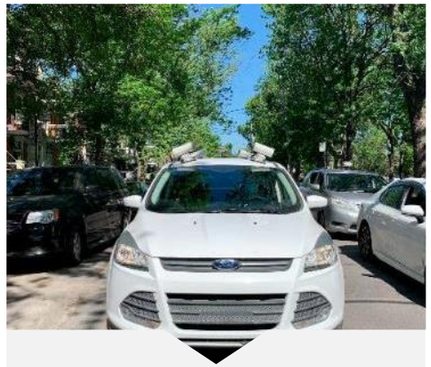
L'Agence **innove** pour une mobilité plus durable en **gérant les espaces** qui lui sont **confiés dans la bordure** et dans les **stationnements hors rue,** par ses activités de **surveillance de l'espace public** sur le territoire montréalais et par une **information améliorée** à la collectivité.

L'Agence mise sur sa **capacité opérationnelle et d'expérimentation** pour appuyer la **Ville de Montréal et ses partenaires** dans l'atteinte de leurs objectifs, tout en **fédérant les acteurs de la mobilité.**

BILAN 2021 DES MANDATS CONFIÉS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL ET DES RÉALISATIONS DE L'AGENCE

Objectifs 2021 de l’Agence

OBJECTIFS TRANSITOIRES AVANT L’ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL



Objectif 1

Réalisation des mandats confiés par la Ville de Montréal



Objectif 2

Favoriser une transition harmonieuse



Objectif 3

Innover et se positionner en chef de file de la mobilité durable



Objectif 4

Poursuivre la gestion et l’optimisation du stationnement



Objectif 5

Inscrire les actions dans une démarche de développement durable

Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 1 : CINQ MANDATS SPÉCIFIQUES

1. Développer des solutions pour améliorer l'expérience et l'offre de stationnement au centre-ville

- Poursuite et ajustements au projet pilote de mutualisation du stationnement autour d'ententes de partenariats avec des propriétaires privés (modèle d'affaires à réviser) et d'une application mobile dédiée
- Exploration de la possibilité de mise en place d'un programme marchand via l'application mobile

2. Réaliser un projet pilote de lecture automatisée de plaques d'immatriculation

- Projet pilote concluant réalisé en collaboration avec l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie
- Identification des prochaines étapes LAPI à la suite du projet de preuve de concept
- Réalisation d'études de taux d'occupation à l'aide des données de lecteur automatique de plaque d'immatriculation (LAPI)
- Élaboration d'un plan d'actions pour un projet d'opérationnalisation de la production de données par LAPI

3. Mettre en place la tarification modulaire

- Définition et recommandations des règles de tarification pour un projet de tarification modulaire (tarifs par secteur, modifications réglementaires nécessaires)
- Structuration et adaptation des systèmes d'intelligence d'affaires pour permettre l'analyse des données
- Début du projet d'évolution des moteurs de tarification du stationnement

Objectifs et réalisations 2021

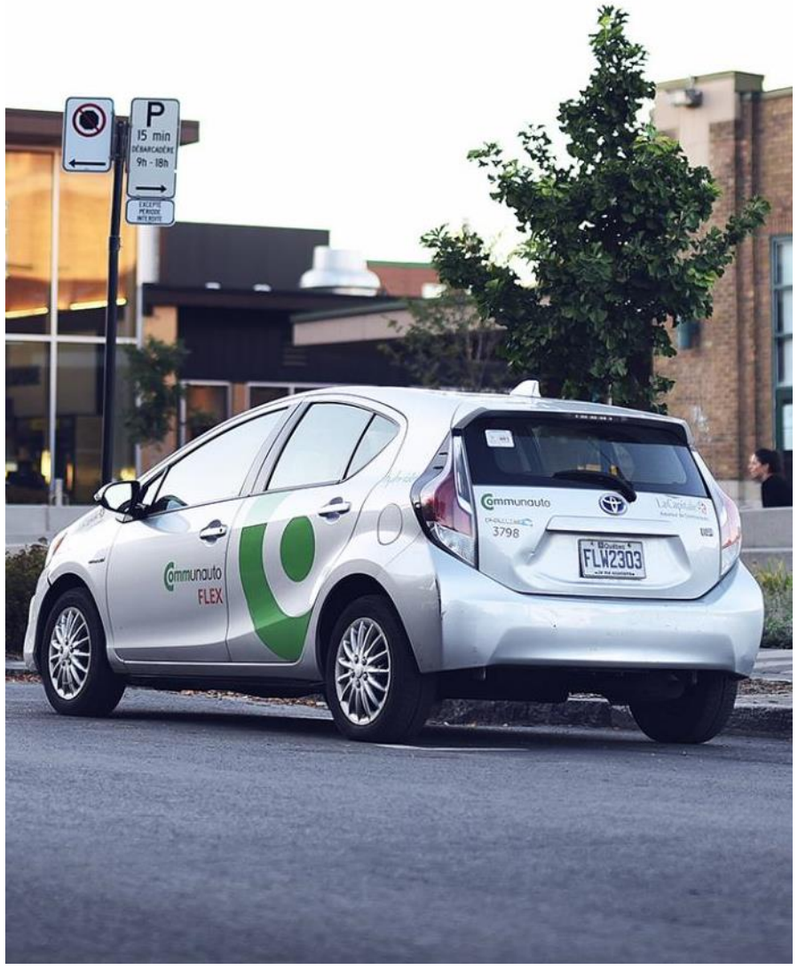
OBJECTIF 1 : CINQ MANDATS SPÉCIFIQUES (SUITE)

4. Dans le cadre d'une stratégie globale, réaliser un plan de délocalisation des ADS visant l'application uniforme des règlements sur le territoire

- Élaboration d'un plan de modernisation de la stratégie de surveillance du stationnement préconisant une délocalisation des opérations de surveillance afin qu'elles soient plus efficientes
- Confirmation des pôles retenus en termes d'aménagement et de capacité d'accueil des ressources humaines et de véhicules et négociation en cours
- Début du projet de rapatriement du centre d'appels et de répartition des agents de stationnement
- Accompagnement de la Ville dans l'augmentation du montant des contraventions pour le non respect des débarcadères transport adapté et mise en place de remorquages systématiques dans ces espaces
- Mise en œuvre du plan de bonification des effectifs de surveillance

5. Mettre en place un mode de perception en différé pour le stationnement tarifé sur rue pour les VLS

- Projet pilote complété avec succès en mars 2021 et pérennisé par la suite



Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 1 : MANDATS ADDITIONNELS CONFIÉS EN JUIN 2021

Réaliser l'audit et les plans et devis afin d'obtenir l'attestation Stationnement écoresponsable du CRE de Montréal pour les trois terrains de la rue Masson

- Mandat d'accompagnement attribué à une firme de génie dans le cadre de la transformation de terrains écoresponsables
- Concept développé selon les critères visant la certification écoresponsable du CRE - Montréal
- Début des plans et devis en vue d'un appel d'offres pour une réalisation des travaux en 2022

Débuter la planification de l'intégration des équipes et des activités du Bureau du taxi de Montréal à l'Agence, en vue d'une intégration complète au 1er janvier 2023

- Réalisation d'un plan d'intégration et de transition, en collaboration avec le BTM et la Ville de Montréal

Évaluer avec les unités concernées de la Ville, la pertinence et la faisabilité de développer et de déployer un système intégré de gestion des permis

- Recommandation d'une solution intégrée, permettant d'adresser conjointement les besoins de permis de stationnement dans les terrains de l'Agence, en termes de permis de stationnement réservés aux résidents (SRRR) et de permis journaliers

Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 1 : MANDATS ADDITIONNELS CONFIÉS EN JUIN 2021

Prendre en charge la coordination des interventions de surveillance sur les voies réservées

- Mise en place d'un comité de coordination regroupant l'Agence, le SPVM, la STM et l'Escouade mobilité afin de coordonner et planifier les interventions de surveillance dans les voies réservées
- Début des activités de remorquage des véhicules stationnés illégalement sur les voies réservées

Mettre en œuvre un projet pilote de mutualisation du stationnement hors rue pour le secteur Griffintown

- Réalisation d'un diagnostic et de plusieurs analyses d'occupation du stationnement dans le secteur

Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 2: FAVORISER UNE TRANSITION HARMONIEUSE

1. Compléter l’intégration du Service application du règlement du stationnement à ses activités

- Transfert des systèmes informatiques nécessaires aux opérations
- Déploiement d’une formation en ligne pour les préposés au remorquage

2. Déployer la nouvelle image de marque de l’Agence

- Déploiement de l’image de marque temporaire

3. Élaborer un plan de relocalisation des activités administratives

- Identification des sites et recommandations à la lumière des besoins, nouvelles pratiques et tendances
- Élaboration du modèle d’organisation du travail hybride applicable à l’Agence



Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 3 : INSCRIRE LES ACTIONS DANS UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1. **Élaborer la première politique de développement durable de l'Agence**
   - Politique adoptée en novembre 2021 et s'accompagnant en 2022 d'une stratégie et d'un plan d'action en développement durable
2. **Planifier le remplacement progressif de sa flotte de véhicules par des véhicules électriques**
   - Dix premiers véhicules hybrides ajoutés à la flotte actuelle des agents de stationnement (ADS)
   - Développement de nouveaux modes de transport alternatifs pour les ADS (Geebee, vélos électriques, véhicules à basse vitesse)
   - Démarrage des analyses afin de préciser les besoins en matière de véhicules électriques
3. **Préparer l'intégration des bornes de recharges électriques dans ses activités**
   - Préparation du mandat de gestion des bornes de recharge avec le SUM

Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 4 : INNOVER ET SE POSITIONNER EN CHEF DE FILE DE LA MOBILITÉ DURABLE



1. Réaliser le premier plan d'affaires de l'Agence

- Plan stratégique organisationnel (2021 – 2030) adopté en juin par le conseil municipal, intégrant la poursuite des mandats spécifiques et prioritaires confiés par la Ville de Montréal et un plan d'affaires
- Mise en place d'un processus de gestion de portefeuille de projets et arrimage aux processus de planification annuels
- Détermination des valeurs organisationnelles et des comportements associés

2. Assurer un rôle conseil dans le stationnement et la mobilité

- Ajout d'expertise en mobilité par l'intégration de nouveaux employés

3. Assurer une veille technologique et élaborer un plan d'action en innovations technologiques

- Début de l'élaboration de plans directeurs en sécurité informatique, gestion de données personnelles et d'audit des processus technologiques

4. Améliorer la fiabilité du taux d'occupation afin de supporter les réflexions de la Ville dans sa planification et sa réglementation et de le diffuser en données ouvertes dès que possible

- Déploiement complété de 85 capteurs sur rue et en terrain et de l'infrastructure de données

Objectifs et réalisations 2021

OBJECTIF 5 : POURSUIVRE LA GESTION ET L'OPTIMISATION DU STATIONNEMENT

1. Mettre à niveau la plateforme interne de gestion de stationnement

- Prise en charge de plusieurs modules du système de Gestion Stationnement Montréal (GSM) à travers divers autres projets technologiques qui en assureront l'évolution et démarrage d'un projet pour identifier la stratégie d'évolution des éléments restants
- Arrimage au système d'émission des permis d'occupation du domaine public (ODP) AGIR



2. Compléter l'infrastructure d'informatique décisionnelle

- Infrastructure d'entrepôt de données complétée
- Travail préparatoire complété pour une plateforme de données de mobilité dans le cadre de « Montréal en commun »

3. Mettre en œuvre des mesures visant à optimiser l'utilisation des stationnements hors rue existants

- Mise en place d'un comité de travail Ville-Agence pour la définition des rôles et responsabilités, l'identification des scénarios de financement et recommandations
- Planification de la prise en charge par l'Agence de la gestion de terrains additionnels

Dépenses 2021

PRIORISATION DES MANDATS DANS LES DÉPENSES DE PROJET

Principales dépenses relatives à l'évolution des moteurs de tarification du stationnement qui permettront la tarification modulaire

	Mandat #1	*Mandat #2*	*Mandat #3*	*Mandat #4*		
Nature de dépense	**Application mobile**	**LAPI**	**Tarification modulaire**	**Bonification surveillance**	**Autres projets**	**Total 2021**
Ressources internes	28 226	116 841	264 566	85 004	125 434	**620 071**
	21%	*55%*	*33%*	*30%*	*85%*	*39%*
Honoraires externes	103 065	62 096	492 223	154 996	22 135	**834 515**
Autres frais	-	32 475	52 684	44 183	770	**130 112**
Total	**131 291**	**211 411**	**809 472**	**284 183**	**148 339**	**1 584 698**

Des gains majeurs en deux ans pour la Ville de Montréal

DES BÉNÉFICES CONCRETS POUR LA VILLE ET SES CITOYENS

Une amélioration importante de la qualité de service et la réalisation de projets innovants

- Une bonification importante de la qualité de la surveillance du stationnement qui a permis de donner de la valeur aux mesures de mobilité
- Des projets innovants qui permettent d'envisager dans le futur de nouveaux outils pour gérer le stationnement et la mobilité
- Une expertise et des données mises au service de la Ville et de ses arrondissements pour mettre en place des initiatives et projets de mobilité et évaluer les impacts concrets
- Une planification stratégique sur 10 ans qui est arrimée aux documents de planification de la Ville et qui va permettre de concrétiser de nombreuses intentions
- Un outil opérationnel pour appuyer les démarches d'écofiscalité, en proposant une écotarification et un changement des règlementations
- Des investissements qui vont générer des revenus récurrents et de plus en plus importants pour les prochaines années

OBJECTIFS 2022 ISSUS DU PLAN STRATÉGIQUE DE L'AGENCE

Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable

OBJECTIFS 2022

- Doter l’Agence d’un entrepôt de données et d’un environnement analytique des données de mobilité
- Mesurer le taux d’occupation de façon fiable
- Déposer une stratégie de conversion des terrains de stationnement en pôles de mobilité



Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue

OBJECTIFS 2022

- Réaliser la conversion de manière écoresponsable de trois (3) terrains de stationnement identifiés par la Ville
- Gérer les terrains de stationnements hors rue transférés à l'Agence
- Inventorier et visualiser la bordure
- Réaliser un premier projet pilote de mutualisation des espaces de stationnement



Améliorer l’information et le paiement du stationnement

OBJECTIFS 2022

- Déposer une feuille de route technologique pour l'avenir de l'application mobile et son mode de livraison
- Compléter le projet de modernisation des bornes de paiement par le déploiement de paiements en mode EMV et Flash Interac
- Définir les processus pour la prise en charge de la gestion des permis résidentiels
- Réaliser un projet pilote de vente des permis journaliers aux bornes de stationnement dans un arrondissement
- Développer un système de tarification modulaire



Moderniser la stratégie de surveillance

OBJECTIFS 2022

- Implanter un système de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) pour la surveillance dans une première zone à être identifiée
- Moderniser la stratégie de surveillance en planifiant la mise en œuvre des recommandations émises au cours de 2021
- Rapatrier le centre d'appels et de répartition des demandes d'intervention en matière de stationnement de la direction SCSM



Poursuivre la transformation organisationnelle de l’Agence

OBJECTIFS 2022

- Poursuivre la transformation en adoptant un programme volontaire de diversité et d’inclusion et en se dotant, notamment, d'une philosophie de gestion
- Réaménager les locaux et les espaces de bureau de l'Agence afin de tenir compte du mode de travail hybride et de la croissance des effectifs
- Concevoir une architecture technologique d’entreprise
- Déployer l’image de marque de l’Agence
- Développer les indicateurs corporatifs permettant le suivi du Plan stratégique organisationnel
- Intégrer l’expertise en mobilité
- Élaborer le plan d’intégration de nouvelles activités
- Préparer la modernisation des systèmes financiers
- Élaborer une stratégie de développement durable et d’électrification de la flotte



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.002

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229100001

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2021 de la Commission de la Fontion Publique de Montréal (CFPM)

Il est recommandé au Conseil municipal :
de déposer le rapport annuel 2021 de la Commission de la fonction publique de Montréal en conformité aux dispositions de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) et du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061).

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-07 11:54

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229100001**

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2021 de la Commission de la Fontion Publique de Montréal (CFPM)

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) et du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061-1), la Commission de la fonction publique de Montréal est tenue de rendre compte annuellement de ses activités au conseil municipal et de faire part de ses avis et recommandations par le biais du dépôt de son rapport annuel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0348 (19 avril 2021) - Dépôt du rapport annuel 2020 de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM)

DESCRIPTION

Dépôt du rapport annuel 2021 de la Commission de la fonction publique de Montréal

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adolphine LUZAYDAY
secretaire de direction

Tél : 438 825 0993
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-01

Isabelle C CHABOT
Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal

Tél : 514 267 9073
Télécop. :

Le 1er avril 2022

Madame Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif
155, rue Notre-Dame Est, bureau 312
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Objet : Dépôt du rapport annuel de la Commission de la fonction publique de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021

Madame la Présidente,

Conformément aux dispositions de la Charte de la Ville de Montréal L.R.Q., C. c-11.4 et du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061-1), je vous transmets mon rapport annuel, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, et ce, pour le dépôt à la prochaine séance du comité exécutif, soit celle du 4 avril 2022, et du conseil municipal, soit celle du 25 avril 2022.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

La présidente,

Isabelle Chabot, CRHA

CFPM Commission de la fonction publique de Montréal



Rapport annuel 2021

Table des matières



1
Mot de la présidente

3
Faits saillants

4
Mission et vision

5
Valeurs

6
Mandat de la Commission

7
Planification stratégique

11
Activités de la Commission

16
Plaintes

25
Budget

26
Organigramme et équipe

Mot de la présidente



2021 : L'année de la transformation

Conformément aux dispositions de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), je vous présente le Rapport annuel de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) pour l'exercice s'étant terminé le 31 décembre 2021.

Dès le début de l'année 2021, la Commission de la fonction publique de Montréal est entrée dans une ère de transformation. Cette année a été de nouveau marquée par la pandémie de SRAS-CoV-2 et les transformations permanentes qu'elle a imposées au marché du travail. Deux ressources se sont jointes à la CFPM. Une importante réorganisation du travail entre les membres de l'équipe a été initiée et de nombreuses activités d'apprentissage visant la mise à niveau des compétences ont été réalisées.

La nouvelle démarche de planification stratégique couvrant les années 2021-2024, amorcée en 2020, s'est poursuivie en 2021 avec la création d'un plan d'action visant la mise en œuvre de quatre axes d'intervention et l'atteinte de cibles identifiées. Plusieurs projets ont commencé au cours de l'année et certains d'entre eux se sont déjà terminés avec succès.

L'endossement de la proposition de changement de la réglementation de la Commission par le Conseil municipal de la Ville de Montréal en septembre 2021 reste sans contredit l'accomplissement de ce projet porteur pour la CFPM. Ce changement répondra à un besoin fréquemment énoncé par les parties prenantes de la Commission. Les modifications à la réglementation portent sur deux aspects distincts. La première modification donne la possibilité, à une personne plaignante, de déposer une plainte confidentielle. La deuxième donne à la Commission le pouvoir de réaliser des audits et ainsi formuler des recommandations et des conseils objectifs sur les façons de faire en matière de dotation et de gestion de la main-d'œuvre. Ce pouvoir permettra aussi à la Commission d'avoir une perspective plus globale de la fonction publique municipale, ce qui nous donnera la possibilité de mieux cerner les problèmes et les obstacles systémiques. De ce fait, la CFPM pourra pleinement contribuer à la stratégie « Employeur de choix » de la Ville de Montréal de par les conseils et les recommandations qu'elle formulera.

Mot de la présidente (suite)

Cette année, la CFPM a reçu 114 requêtes, dont 32 plaintes recevables, avec un délai moyen de traitement de 39 jours ouvrables. Le nombre total des requêtes reçues a doublé cette année. La Ville de Montréal ayant comme priorité de mobiliser une main-d'œuvre riche en diversité, la Commission a mené deux études, de manière à mieux comprendre les enjeux et de refléter l'état de la situation. La première étude, réalisée à la suite d'un mandat confié par le président du Comité exécutif, monsieur Benoit Dorais, avait pour but de cerner les freins à la progression de carrière en contexte de diversité culturelle. La seconde, initiée cette fois-ci par la CFPM, visait à vérifier si les exigences des affichages de postes de la Ville pouvaient constituer un obstacle pour les personnes récemment arrivées au Québec et qui désirent obtenir un emploi à la Ville de Montréal.

Je remercie l'équipe ainsi que les membres de la CFPM pour le travail colossal accompli au cours de l'année. J'ai le privilège d'être entourée de personnes compétentes, intègres et dévouées à la mission de l'organisme. Je sais que je pourrai compter sur elles pour porter plus loin la contribution de la Commission.

La présidente,
Isabelle Chabot, CRHA

> « Je remercie l'équipe ainsi que les membres de la CFPM pour le travail colossal accompli au cours de l'année. »

Faits saillants

Une année 2021 avec une vision renouvelée, des objectifs audacieux pour les quatre prochaines années et un nouveau mandat : les audits.

La CFPM fait peau neuve.



2021

51 demandes d'information

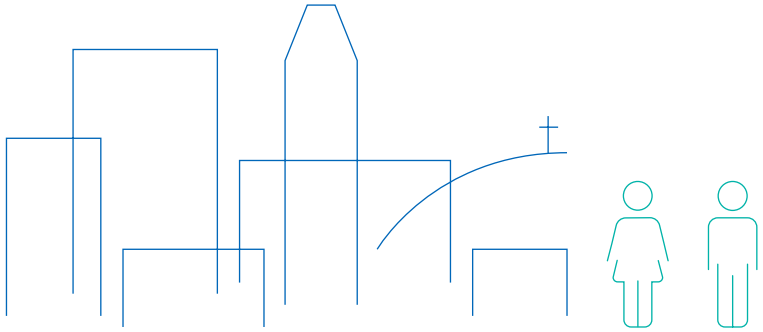
2 études menées

9 recommandations

62 plaintes

39 jours ouvrables en moyenne pour traiter une plainte

1 changement de règlement



Mission

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est une entité indépendante dont la mission première est de traiter les plaintes relatives aux processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal.

À l'écoute de nos différentes clientèles, nous menons nos activités avec rigueur, impartialité et professionnalisme, et ce, dans le but d'assurer la confiance des employées et employés ainsi que des citoyennes et citoyens envers les pratiques en place. Dans une perspective d'amélioration continue, nous émettons des recommandations et nous privilégions, dans toutes nos interventions, une approche constructive et collaborative, tout en demeurant objectifs et neutres.

Vision

Devenir un centre d'expertise stratégique indépendant qui œuvre au renforcement de l'intégrité des processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre à la Ville de Montréal.

Valeurs

La mission de la Commission s'appuie sur quatre valeurs fondamentales. Les membres et les employées de la CFPM y adhèrent pleinement et leur comportement ainsi que leur travail en sont le reflet.

- Compétence
- Équité
- Impartialité
- Transparence

Compétence

Être compétent, c'est faire preuve de professionnalisme, d'efficacité et de rigueur dans l'accomplissement de ses tâches. Cela présuppose de mettre à jour ses connaissances et de faire preuve d'éthique.

Équité

Être équitable, c'est promouvoir la justice et le respect de la diversité dans toutes les prises de décision.

Impartialité

Être impartial, c'est faire abstraction de ses intérêts personnels pour prendre des décisions neutres et cohérentes basées sur des faits. L'impartialité agit comme rempart contre les conflits d'intérêts.

Transparence

Être transparent, c'est communiquer des informations justes de manière claire et compréhensible afin de maintenir des relations de confiance entre la Commission et ses partenaires ainsi que les personnes candidates.

En plus de promouvoir les trois valeurs de l'administration de la Ville de Montréal, soit l'intégrité, la loyauté et le respect, la CFPM privilégie une approche constructive de collaboration dans ses interventions, tout en veillant à demeurer neutre et rigoureuse.

Mandat de la Commission

La CFPM est un organisme indépendant qui relève du conseil municipal. Elle a trois mandats principaux :

- Traiter les plaintes
- Émettre des avis et des recommandations
- Effectuer des audits

Traiter les plaintes

La Commission analyse de façon préliminaire la recevabilité de la plainte lorsqu'une personne a recours à ses services après s'être sentie lésée dans le cadre d'un processus de dotation ou de gestion de la main-d'œuvre à la Ville de Montréal.

Le traitement d'une plainte comporte la réception et l'analyse de toute objection en lien avec l'une ou l'autre des étapes d'un processus de dotation ou de gestion de la main-d'œuvre. Si la CFPM considère la plainte recevable, elle fera enquête. Le but de l'enquête est de vérifier si les personnes soumises à un même processus de dotation ont été évaluées de façon impartiale et équitable, mais également avec transparence.

Émettre des avis et des recommandations aux unités administratives concernées

Lorsqu'elle le juge approprié, que ce soit dans un but d'amélioration continue ou de correction des façons de faire en matière de dotation, la Commission peut faire des recommandations à l'unité administrative responsable. Par la suite, la Commission fait régulièrement un suivi afin de constater quelles mesures ont été prises ou le seront prochainement. La CFPM peut aussi formuler des avis, c'est-à-dire des conseils ou des propositions faites aux personnes impliquées ou touchées par un dossier de plainte. Un avis ne demande pas de suivi. Par ailleurs, la Commission peut, à la demande du conseil de la Ville, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, faire toute recommandation qu'elle juge appropriée.

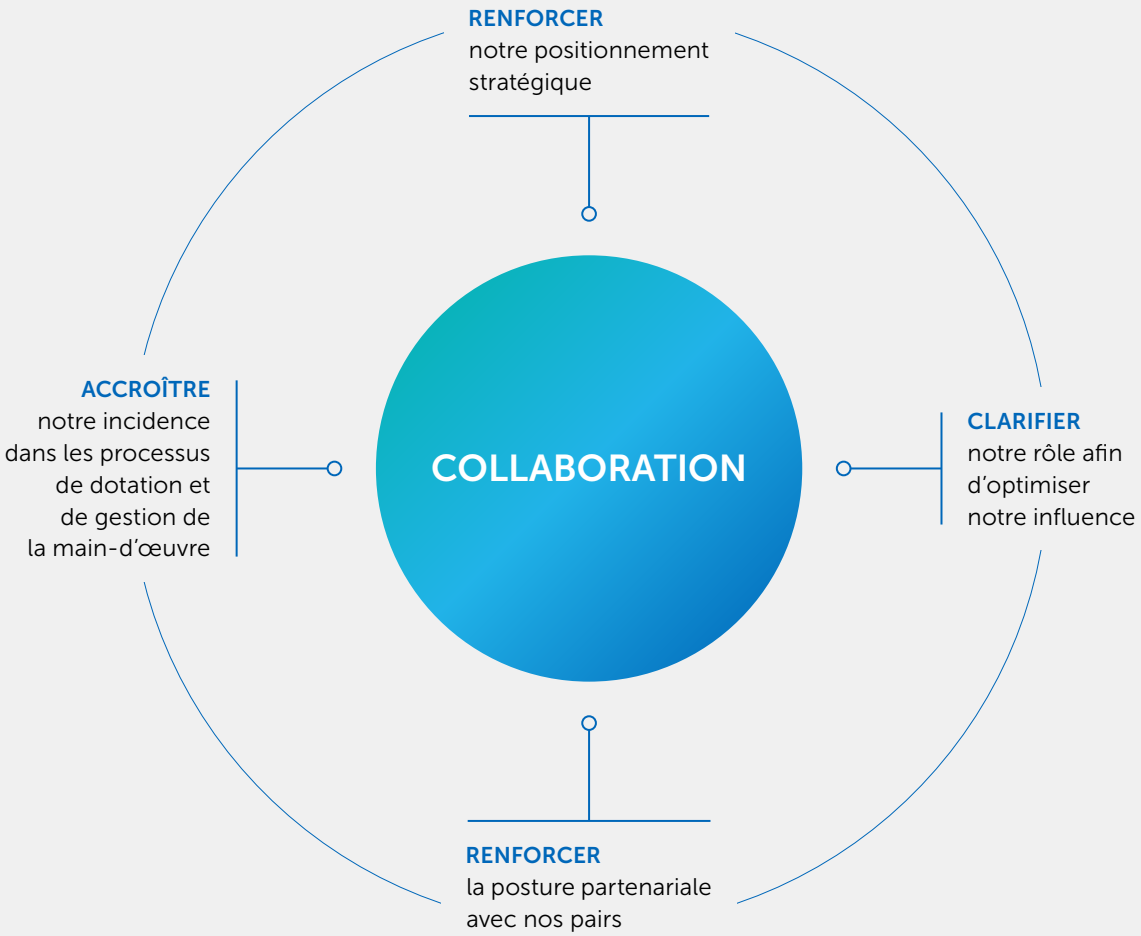
Effectuer des audits

La CFPM a le pouvoir de réaliser des audits sur tout sujet relevant de son champ de compétences. Ces mandats visent l'assurance de l'impartialité, de la transparence et de l'équité dans les pratiques de dotation et de gestion de la main-d'œuvre. Ceux-ci visent également à s'assurer que les activités entourant les processus de dotation en place sont réalisées dans le respect des règles fixées par le Conseil municipal afin de doter la Ville de Montréal d'une main-d'œuvre compétente répondant aux besoins des citoyennes et citoyens.

Planification stratégique

Axe
TRANSVERSAL

La collaboration est un axe transversal au cœur de toutes les actions de la Commission. Il s'inscrit à l'intérieur des trois autres axes et de tous les projets initiés et vise à s'arrimer avec nos parties prenantes, en plus de bâtir et d'entretenir des partenariats avec le milieu.



Planification stratégique (suite)

La planification stratégique 2021-2024 de la CFPM se déploie sur 3 axes et 20 priorités.

Axe 1 — Notoriété

Connaissance et reconnaissance du rôle et de l'expertise de la Commission

Objectif	Priorité	Actions réalisées
Se faire connaître et reconnaître : développer une stratégie d'influence	Assurer une certaine visibilité de la CFPM dans les médias	› Création d'un plan de communication › Publication de deux articles dans le journal Métro
Ajuster notre énoncé de mission pour mieux refléter notre positionnement stratégique	Mise à jour de l'énoncé de mission et des thèmes d'implication par la Commission	› Mise à jour de nos supports visuels
Clarifier notre offre de services	Faire davantage connaître le rôle de la Commission auprès de nos partenaires, comme le Service des ressources humaines, les syndicats, les gestionnaires et les membres du conseil municipal	› Commencer la création d'activités d'apprentissage pour les partenaires
Faire connaître notre offre de services	Faire davantage connaître le rôle de la Commission auprès du personnel et des personnes ayant posé leur candidature	› Création d'une page intranet dédiée à la CFPM › Refonte du site Web de la CFPM
Produire et diffuser du contenu d'expertise	Mettre en œuvre des activités de veille et alimenter les plateformes avec du contenu d'expertise sur les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre	› Réalisation d'une capsule sur le recrutement de profils non conventionnels pour le compte de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec

Axe 2 — Indépendance

Renforcement de la position de neutralité de la Commission

Objectif	Priorité	Actions réalisées
Se rapprocher et s'inspirer des acteurs clés de l'écosystème	Rencontrer les « organisations sœurs » de l'écosystème montréalais afin de discuter d'enjeux communs ou de partager des pratiques	› 5 rencontres tenues avec la vérificatrice générale, l'inspectrice générale, l'ombudsman et la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques
Considérer un processus de révision de la réglementation	Considérer le rétablissement du pouvoir d'audit et du privilège de confidentialité des personnes plaignantes	› Proposition sur un rôle étendu de la CFPM et adoption par le Conseil municipal du changement de réglementation de la CFPM le 27 septembre 2021
Améliorer le traitement des faits préoccupants et la mise en œuvre des recommandations	Rendre compte des constats et avancées de la CFPM régulièrement	› Publication trimestrielle des résumés d'enquêtes, des recommandations et des faits préoccupants sur le site Web
Réaliser le mandat de la CFPM	Assurer un rôle d'information et d'accompagnement pour favoriser l'adoption de pratiques exemplaires en matière de dotation et de gestion de la main-d'œuvre, traiter de manière neutre et indépendante les demandes et les questions reçues par les partenaires	› Réalisation d'une revue de la littérature scientifique sur le thème de la diversité en contexte de carrière
Maintenir l'équilibre indépendance/ collaboration	Chercher et maintenir un équilibre entre la collaboration et l'indépendance avec les différents partenaires et toujours privilégier la recherche de l'équité pour les citoyennes et citoyens	› Action prévue pour une année subséquente
Lever les freins au processus de dépôt de plaintes	Considérer le rétablissement de la confidentialité de la personne plaignante dans le processus de plainte	› Rétablissement de la confidentialité de la personne plaignante lors de l'adoption par le Conseil municipal du changement de réglementation de la CFPM le 27 septembre 2021

Planification stratégique (suite)

Axe 3 — Efficacité

Exécution et évolution des processus de la Commission dans une logique d'amélioration continue

Objectif	Priorité	Actions réalisées
Contribuer à l'exemplarité de la Ville comme employeur de choix	Positionner la CFPM comme acteur garant des processus de dotation à la Ville	› Présence au Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec et à la présentation sur les mythes et réalités à la Ville de Montréal
Incarner un rôle-conseil	Proposer des pistes de réflexions stratégiques à considérer par le Conseil municipal	› Action prévue pour une année subséquente
S'arrimer de façon proactive à la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville	S'assurer d'être informé de l'évolution des pratiques de dotation	› 4 rencontres ont eu lieu avec les intervenant(e)s de la Direction dotation et diversité en emploi du Service des ressources humaines
Élargir les critères de recevabilité d'une plainte	Analyser les plaintes non recevables parmi les statistiques annuelles pour mieux refléter le nombre de plaintes reçues versus traitées	› Toute plainte relevant de la juridiction de la CFPM est dorénavant considérée recevable, entraînant une réduction de 40 % du nombre de plaintes non recevables
Faire évoluer le processus de traitement des plaintes	Réviser le processus de traitement des plaintes afin qu'il réponde aux besoins de la clientèle	› La formation ADS+ a permis de mener une réflexion et une révision du processus de plainte
Positionner notre contribution à la stratégie « Employeur de choix »	Contribuer au renforcement des pratiques de dotation du personnel	› Les travaux sur l'étude des freins à la progression de carrière en contexte de diversité culturelle ont été réalisés, la publication des constats est prévue début 2022
Renforcer notre posture de collaboration, notamment par la maîtrise des processus de nos partenaires	Approfondir et continuellement mettre à jour la connaissance des défis et des processus des partenaires de la CFPM	› La CFPM a émis 9 recommandations, 5 faits préoccupants et 5 avis pertinents prenant en considération la réalité des parties
Avoir une meilleure connaissance des enjeux de la diversité et refléter l'état de la situation	Réaliser une étude sur un bassin de postes dotés afin d'avoir une image plus claire des pratiques actuelles	› Réalisation d'une étude validant l'incidence des exigences diffusées dans les affichages de postes de la Ville de Montréal pour les candidatures issues de l'immigration
Faire évoluer et grandir l'équipe de la CFPM	Développer les compétences des ressources de la CFPM et leurs habiletés sur des thématiques clés	› 6 formations suivies par l'ensemble des employées et établissement de plans de développement personnel

Activités de la Commission

Activités de communication

Lors du nouveau plan stratégique 2021-2024, la CFPM s'est fixé pour objectif de donner plus de visibilité à ses actions. Pour cela, la CFPM n'a pas ménagé ses efforts au cours de la dernière année et plusieurs projets amorcés en 2021 seront déployés début 2022.

SITE WEB DE LA CFPM

Portail privilégié par les personnes plaignantes pour le dépôt de leur plainte, le site Web de la CFPM a connu plusieurs changements visant à donner plus de visibilité aux activités et aux publications de la Commission. En effet, une section *Nouvelles* a vu le jour et la section *Résumés d'enquêtes* est dorénavant mise à jour trimestriellement.

PAGE LINKEDIN

La CFPM est maintenant présente sur un premier réseau social, LinkedIn. La Commission y partage les dernières nouvelles à son sujet et des articles d'intérêt auprès des professionnelles et professionnels en ressources humaines, des personnes employées ou candidates de la Ville de Montréal ou encore toute personne souhaitant en savoir plus sur les activités de la CFPM.

CAPSULES VIDÉO

En vue d'enrichir ses outils de communication et de rendre l'information plus accessible, les employées de la Commission sont passées devant la caméra ! Les deux premières capsules vidéo de la CFPM portant sur une présentation générale de son rôle ainsi que sur l'explication des étapes qui composent le traitement d'une plainte peuvent maintenant être visionnées en ligne sur le site Web de la Commission.

PAGE INTRANET DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Afin d'améliorer l'accessibilité des services offerts par la CFPM aux employées et employés de la Ville de Montréal, la Commission est maintenant présente sur l'intranet de la Ville. Une page qui lui est entièrement consacrée présente la mission de la CFPM et les étapes du traitement d'une plainte.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Cette année, la Commission a produit deux communiqués de presse : le premier lors de la parution de son rapport annuel 2020 en avril, puis le deuxième au moment du changement de sa réglementation survenu en septembre.

ARTICLES DANS LE JOURNAL MÉTRO

La CFPM a publié deux articles dans le Journal Métro afin de faire connaître ses services aux citoyennes et citoyens. Le premier, publié en avril, porte sur une présentation générale de la Commission mettant de l'avant son mandat de traitement des plaintes. Le deuxième, publié en novembre, présente aux lectrices et lecteurs le récent changement de réglementation, mettant l'accent sur la possibilité de déposer une plainte confidentielle.

PRÉSENCE À UN SALON D'EMPLOI ET À UNE CONFÉRENCE

En septembre, la CFPM était présente au kiosque de la Ville de Montréal, au Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec, afin de pouvoir échanger avec les citoyennes et citoyens et présenter les services de la Commission.

La présidente de la Commission, Mme Isabelle Chabot, a collaboré avec le Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques lors d'une présentation sur les mythes et les réalités à la Ville de Montréal.



Formations suivies

La Commission croit au développement de ses employées. Elle a déterminé, avec chacune d'elles, de même qu'à l'échelle de l'organisation, les besoins en formation. Les activités suivies en 2021 ont permis d'accroître les connaissances et les compétences requises.

ACTIVITÉS DE FORMATION EXIGÉES PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS

En vue de maintenir leurs compétences professionnelles à jour et de renouveler leurs connaissances en lien avec leurs domaines d'expertise, nos employées membres d'associations professionnelles ont suivi plusieurs formations de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec (CRHA) et de l'Association of Workplace Investigators (AWI).

- Les répercussions de la crise et ses nouvelles réalités
- La détection et la neutralisation des comportements narcissiques
- La gestion du travail en mode hybride

FORMATION ADS+

Les employées de la Commission ont pu se former à l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) auprès de l'OBNL Relais-Femmes, conjointement avec l'équipe de l'ombudsman de Montréal. Quelle belle façon d'échanger sur nos réalités et de partager les bonnes idées sur l'amélioration de nos processus et de nos outils entre organismes paramunicipaux !

L'approche ADS+ permet de prendre en compte les multiples besoins et discriminations vécues par la population, de saisir, en amont, les effets d'un projet sur celle-ci et de mettre en œuvre des solutions optimales génératrices d'équité.

TRAITEMENT D'UNE PLAINTE EN MATIÈRE DE RACISME ET DISCRIMINATION

Afin de répondre à la recommandation n° 7 du rapport de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques déposé le 15 juin 2020 par l'Office de la consultation publique de Montréal, qui préconise que le personnel de la CFPM soit formé et qualifié pour traiter des plaintes en matière de racisme et de discrimination, les employées de la Commission ont suivi une formation offerte par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

ACQUISITION DE NOUVELLES CONNAISSANCES TECHNOLOGIQUES

Dans un contexte où le télétravail est prépondérant, une formation sur la suite Google a permis aux employées de gagner en efficacité au quotidien et d'améliorer leur collaboration à distance.

Formation ADS+
Quelle belle façon d'échanger sur nos réalités et de partager les bonnes idées sur l'amélioration de nos processus et de nos outils entre organismes paramunicipaux !



La révision du règlement de la Commission

Par le passé, la Commission avait pour mandat d'effectuer des audits, en parallèle au traitement des plaintes.

À la suite d'une révision du règlement municipal sur la Commission de la fonction publique en 2016 en raison du regroupement des activités de dotation au Service des ressources humaines, les rôles et les responsabilités de la Commission ont été redéfinis de façon à centrer sa mission sur le traitement des plaintes et la formulation, le cas échéant, d'avis et de recommandations aux unités administratives responsables. Ce changement lui avait également retiré le pouvoir de traiter les plaintes de manière confidentielle.

Appuyée par son plan stratégique 2021-2024 et le rapport de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques, la CFPM a déposé une demande de modification de règlement afin de pouvoir réaliser adéquatement sa mission d'organisme garant des processus de dotation de la Ville.

Le 27 septembre 2021, le règlement municipal sur la Commission de la fonction publique a connu une nouvelle révision lors de la séance du Conseil municipal de la Ville de Montréal.

La CFPM est donc heureuse d'annoncer que le pouvoir de mener des audits et la confidentialité des personnes plaignantes auprès de leur gestionnaire et du SRH, lorsque ce service est responsable du processus mis en cause, ont été rétablis.

La démarche ADS+

À la suite de la formation dispensée par l'organisme Relais-Femmes portant sur l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+), la Commission a mené une révision de son processus de traitement des plaintes afin de reconnaître des exclusions qui peuvent se superposer dans une situation rencontrée et d'agir en fonction de celles-ci.

L'ADS+ fournit des outils pour une lecture de la portée des programmes selon que l'on soit un homme ou une femme et englobe la notion d'intersectionnalité, en prenant en considération toutes les personnes qui peuvent subir d'autres formes de discrimination, selon leur sexe, leur âge, leur condition socioéconomique, leur origine ethnoculturelle, leur handicap ou encore leur orientation sexuelle.

Ainsi, la Commission a mis en pratique ces nouveaux acquis en révisant le formulaire de plainte, qui a connu plusieurs modifications permettant aux enquêteuses d'analyser une plainte dans une situation plus globale.

Par ailleurs, l'analyse de l'information sur les personnes plaignantes sera communiquée ouvertement par la CFPM dans son rapport annuel, ce qui répond à la recommandation n° 7 du rapport de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques qui préconise une communication annuelle du nombre de plaintes en lien avec le racisme et la discrimination ainsi que des résultats de chaque intervention.

D'autre part, la Commission s'est interrogée sur l'accessibilité de son formulaire de plainte électronique et propose dorénavant une aide téléphonique aux personnes plaignantes qui ne se sentiraient pas à l'aise avec les outils informatiques.



Les études

ÉTUDE DES FREINS À LA PROGRESSION DE CARRIÈRE EN CONTEXTE DE DIVERSITÉ CULTURELLE

Menée en 2021, cette étude qui sera publiée à la fin du premier trimestre 2022 a été conduite par la CFPM afin de se questionner sur les facilitateurs et les défis vécus par les employées et employés de la Ville de Montréal en lien avec leur progression de carrière.

L'étude a commencé par la rencontre de 70 personnes divisées en six groupes de discussion, composés de gens issus de minorités ethniques, visibles, autochtones et en situation de handicap, d'hommes et de femmes d'âges variés et de tous les regroupements de fonctions. Les discussions ont touché à la diversité apparente et non apparente, notamment le sexe, l'âge, la religion, la race, la scolarité et le handicap.

La firme EPSI, spécialisée en recrutement, a appuyé la CFPM dans cette démarche en réalisant une revue de la littérature scientifique et en formulant des constats fondés sur les six rencontres avec les employées et employés. Des rencontres ont été tenues par la suite entre la Commission et le Service des ressources humaines de la Ville de Montréal afin d'obtenir des compléments d'information sur les mesures et les programmes en place ou en cours de déploiement.

La CFPM veut, par ce travail, apporter des conseils et des pistes de réflexion à la Ville de Montréal, afin de pouvoir œuvrer à l'amélioration de son caractère exemplaire à titre d'employeur de choix. Plusieurs recommandations seront bientôt déposées en ce sens.

La diffusion de cette étude est planifiée pour la fin du premier trimestre 2022 et pourra être consultée sur le site Web de la Commission.

ÉTUDE SUR L'INCIDENCE DES EXIGENCES DIFFUSÉES DANS LES AFFICHAGES DE POSTES

Une seconde étude réalisée en 2021 porte sur l'incidence des exigences diffusées dans les affichages de postes de la Ville de Montréal pour les candidatures issues de l'immigration. Par cette étude, la Commission a voulu vérifier si certaines exigences mentionnées dans les affichages peuvent constituer un obstacle pour toute personne en voie de s'installer au Québec ou qui y réside depuis peu et qui souhaite obtenir un emploi à la Ville de Montréal.

L'étude s'est effectuée à partir des 7 244 affichages diffusés sur la plateforme de recrutement en ligne de la Ville de Montréal entre le 1er mai 2019 et le 30 avril 2021. Un échantillon représentatif de 400 affichages a ensuite été extrait. Cet échantillon reflète proportionnellement les types d'affichages (permanent, concours, temporaire, etc.) et les différents regroupements de fonctions. Ensuite, la Commission a procédé à l'analyse des 400 affichages afin d'en vérifier les exigences de scolarité et d'expérience. Trois recommandations ont été présentées au SRH durant le premier trimestre 2022 et ont été acceptées dans leur ensemble.

Les avis et recommandations émis par la Commission visent à contribuer à une meilleure connaissance des enjeux de la diversité et à refléter le positionnement de la Ville de Montréal au moment de l'analyse effectuée.

Les audits

À compter du deuxième trimestre 2022, suivant la révision du règlement entériné le 27 septembre 2021, la Commission sera en mesure de réaliser des mandats d'audit.

L'objectif poursuivi par ce travail est l'assurance de l'impartialité, de la transparence et de l'équité dans les pratiques de dotation et de gestion de la main-d'œuvre. Par ailleurs, les audits visent à s'assurer que les activités entourant les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre en place sont réalisées dans le respect des règles fixées par le Conseil municipal afin de doter la Ville de Montréal d'une main-d'œuvre compétente répondant aux besoins des citoyennes et citoyens.

Pour atteindre ce résultat, deux types d'audits pourront être effectués :

- assurance : réaliser un examen objectif d'éléments probants en vue de fournir à l'organisation une évaluation indépendante des processus de gestion des risques et de contrôle.
- conseil : formuler un avis à l'organisation dont la nature et le périmètre sont convenus au préalable. Ces activités ont pour objectifs de créer de la valeur ajoutée et d'améliorer les processus de gestion des risques et de contrôle.

Des recommandations pourront être formulées.

Ces audits mèneront à la formulation éventuelle de recommandations dont le suivi sera assuré par la CFPM auprès du Service des ressources humaines ou des unités administratives concernées.

La Commission sera soutenue dans ce nouveau mandat par un comité d'audit présidé par madame Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif de la Ville.

Une phase de planification annuelle des audits commencera à la fin du premier trimestre de 2022, lorsque les procédures seront finalisées.

Puisque la formation des employées dans ce nouveau domaine est intrinsèque au bon déroulement des premiers audits, la CFPM a adhéré à l'IAI (Institut des auditeurs internes). Plusieurs formations techniques seront donc suivies lors du premier semestre de 2022.

L'objectif poursuivi par ce travail est l'assurance de l'impartialité, de la transparence et de l'équité dans les pratiques de dotation et de gestion de la main-d'œuvre.

Plaintes

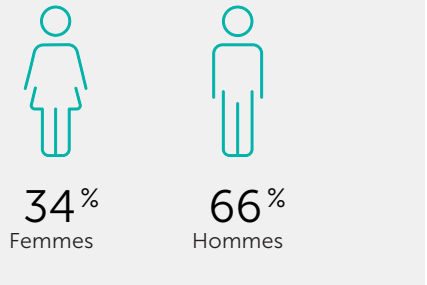
Portrait des plaignants

Toute personne ayant des préoccupations en lien avec la partialité, la transparence et l'équité d'un processus de recrutement ou de sélection à la Ville de Montréal peut faire appel à la CFPM. La personne plaignante peut être un membre du personnel ou tout simplement une personne ayant postulé à la Ville de Montréal.

Les paragraphes et les graphiques suivants dressent un portrait des personnes qui ont fait appel à la CFPM pour des demandes d'intervention relevant de son mandat et pour lesquelles des enquêtes ont été menées.

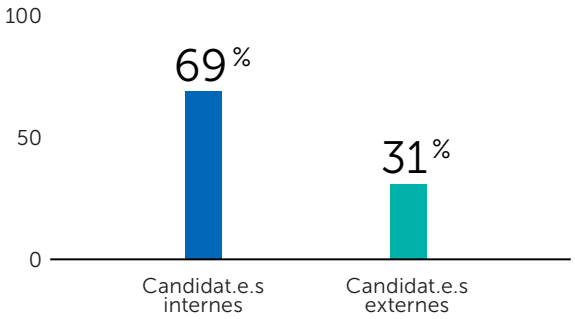
GENRE

En 2021, la tendance se maintient avec les autres années. Sur les 32 plaintes recevables qui ont mené à une enquête, les hommes représentent une importante majorité, même si l'on constate toutefois une augmentation du nombre de femmes, qui comptaient pour seulement 25 % des personnes plaignantes en 2019.



STATUT D'EMPLOI

La tendance se maintient par rapport aux années précédentes : une plus grande proportion des personnes qui ont déposé une plainte ayant mené à une enquête à la Commission était employée à la Ville de Montréal. On observe tout de même une augmentation de la proportion des plaintes provenant de candidates et candidats de l'externe comparativement aux deux dernières années.



DIVERSITÉ

Pour l'année 2021, 44 % des personnes ayant déposé une plainte à la CFPM ont déclaré appartenir à un groupe sous-représenté.

La Commission a reçu sept plaintes qui comportaient au moins un motif lié à la discrimination. Aucune de ces allégations n'a été déclarée comme fondée, c'est-à-dire que la candidature des personnes plaignantes a été traitée de façon équitable et impartiale. Cependant, des recommandations et des faits préoccupants ont été émis pour plusieurs de ces dossiers afin de proposer aux unités visées des améliorations à leurs pratiques.

	Nombre de personnes	%
Minorités visibles*	8	25
Minorités ethniques**	4	12
Autochtones	0	0
Personnes en situation de handicap	3	9

* Les minorités visibles sont des groupes de personnes qui ne sont pas de race ou de couleur blanche.

** Les minorités ethniques sont des groupes de personnes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais.

Portrait des plaintes

En 2021, la CFPM a reçu **114 requêtes.** Parmi celles-ci, on compte **62 plaintes, 51 demandes d'informations et une demande de collaboration.**

À l'automne 2020, la Commission a entamé des efforts de visibilité, et le nombre de requêtes a depuis augmenté.

Sur les 62 plaintes reçues par la CFPM, **32 plaintes** ont été jugées recevables et ont été finalisées en 2021, 9 plaintes reçues sont encore en cours de traitement en 2022.

Sur ces 32 plaintes, **18** ont mené à une enquête approfondie et ont été présentées en séance et **14 plaintes** ont été conclues à la suite de vérifications sommaires. **8 plaintes** ont été jugées non recevables à la réception, soit parce que le délai de prescription de 45 jours ouvrables était dépassé ou que leurs motifs sortaient du mandat de la CFPM. Sur les 13 dossiers répertoriés dans les désistements, 23 % des personnes plaignantes n'ont pas voulu poursuivre leur plainte, ayant reçu de la Commission des réponses satisfaisantes par rapport à leur dossier, 23 % ont décidé de fermer leur dossier pour des raisons personnelles et 54 % n'ont pas fait suite aux communications de la CFPM.

On peut souligner le nombre croissant des demandes d'informations auprès de la CFPM, au nombre de 51. La Commission a, cette année, davantage communiqué sur sa capacité à donner de l'information et à réorienter si nécessaire les personnes plaignantes en les encourageant à contacter la CFPM en cas de questionnement sur leur situation avant le dépôt d'une plainte.

Requêtes : comparaison 2020-2021

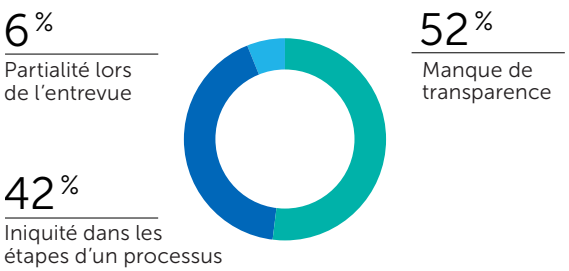
	2020	2021
Nombre de plaintes total	**24**	**62**
Nombre de plaintes recevables finalisées	*7*	*18*
Nombre de plaintes recevables sommaires finalisées	*0*	*14*
Nombre de plaintes recevables encore en cours de traitement en 2022	*–*	*9*
Nombre de plaintes non recevables	*17*	*8*
Nombre de désistements	**9**	**13**
Nombre de demandes d'informations	**20**	**51**
Nombre de collaborations	**4**	**1**
Total des requêtes reçues	**57**	**114**
Délai de traitement moyen pour mener une enquête	45	39

Plaintes (suite)

FONDEMENT ET MOTIFS DES PLAINTES RECEVABLES

Dépendamment des dossiers, un ou plusieurs motifs ont été traités. Les 18 plaintes qui ont nécessité une enquête approfondie ont mené à l'analyse de 42 allégations. Parmi ces allégations, une s'est avérée fondée.

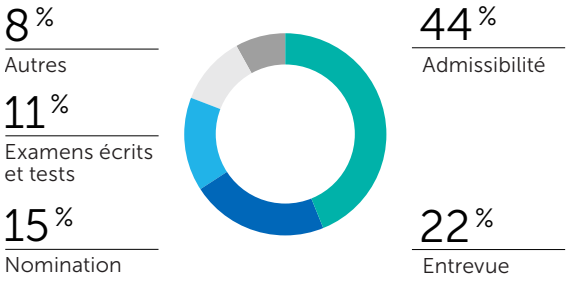
Des 42 allégations qui ont fait l'objet d'une enquête approfondie, les principaux motifs invoqués étaient le manque de transparence de la part de l'unité visée par la plainte (52 %), l'iniquité dans les étapes d'un processus (42 %) et la partialité lors de l'entrevue (6 %). Comparativement à 2020, le manque de transparence est en hausse.



ÉTAPES DU PROCESSUS DE DOTATION VISÉES PAR LES PLAINTES

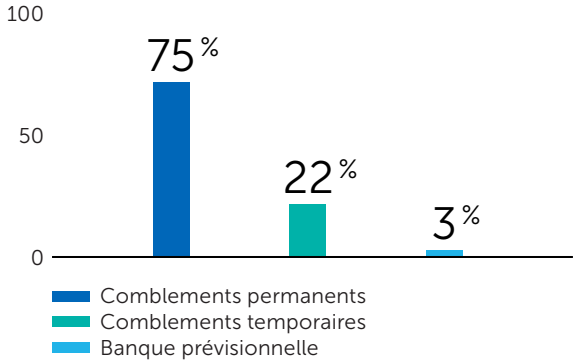
Les processus de dotation de la Ville comprennent plusieurs étapes, les principales étant :

- L'admissibilité, qui inclut principalement la présélection des CV en fonction des exigences du poste;
- L'administration d'examens et de questionnaires portant sur les connaissances requises, les aptitudes linguistiques ou la personnalité;
- L'entrevue d'évaluation des compétences ou l'entrevue d'adéquation;
- La nomination.



TYPES D'EMPLOIS VISÉS PAR LES PLAINTES

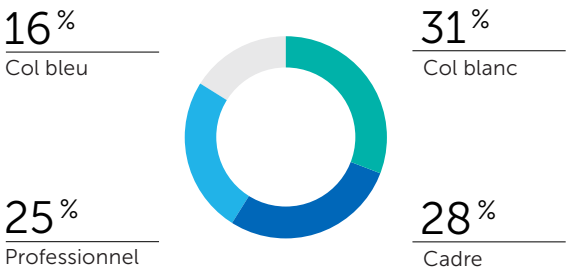
Les processus permanents ont toujours un taux plus élevé de plaintes (75 %) par rapport aux temporaires, qui ont été visés par 22 % des plaintes. Les processus permanents demeurent les plus convoités par les candidates et candidats. Toutefois, une plainte a visé un processus concernant la constitution d'une banque de candidatures qualifiées afin de pourvoir des postes vacants permanents et temporaires pour d'éventuels besoins.



Plaintes (suite)

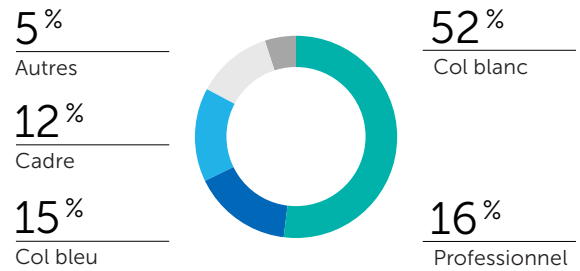
CATÉGORIES D'EMPLOIS VISÉES PAR LES PLAINTES

En 2021, la Commission a constaté une augmentation des plaintes visant les emplois de cadres.

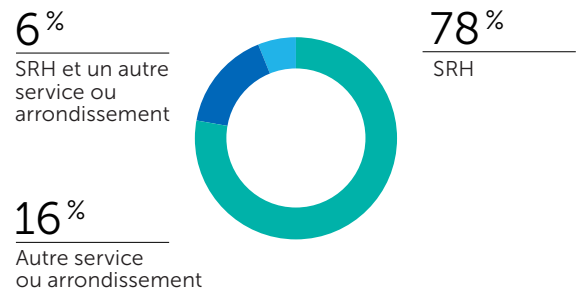


Le Service des ressources humaines a procédé à 4 199 affichages de postes entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021. Par ailleurs, plus de 198 165 candidatures ont été reçues en lien avec ces affichages. Ceci signifie que 1 % des processus de dotation de la Ville font l'objet d'une plainte à la CFPM. À titre comparatif, le Service des ressources humaines a diffusé 30 % plus d'affichages de postes pour 2021 que pour l'année précédente. Le renouvellement de plusieurs conventions collectives, à savoir celles des professionnels, des cols bleus et des cols blancs, peut expliquer l'augmentation générale des requêtes, en particulier les demandes d'informations.

Total des mises en candidature



UNITÉS ADMINISTRATIVES VISÉES PAR LES PLAINTES



Parce que le Service des ressources humaines est responsable de la grande majorité des processus de dotation à la Ville de Montréal, il demeure cette année encore l'unité la plus visée par les plaintes.

Cependant la Commission rappelle que bien souvent, l'unité requérante est interrogée au cours de l'enquête, car les processus de dotation sont menés en collaboration entre le Service des ressources humaines et l'unité qui a un poste à pourvoir.

DEMANDES DE COLLABORATION

En 2021, la CFPM a été appelée à collaborer avec le Contrôleur général dans un dossier de signalement en matière de dotation et de gestion de la main-d'œuvre.

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES

Le délai moyen de traitement des plaintes en jours ouvrables a baissé en 2021, malgré le nombre de dossiers complexes reçus cette année, puisque la CFPM compte désormais deux nouvelles employées suite au comblement de postes vacants. Le délai de traitement est passé de 45 à 39 jours ouvrables.

Recommandations | En 2021, la CFPM a émis 9 recommandations dans le cadre des 18 enquêtes approfondies qu'elle a menées, en plus de 5 faits préoccupants et 5 avis. La section ci-après fait état de ces constats.

Dans le cadre d'une plainte déposée par une personne plaignante en situation de handicap, la Commission a émis trois recommandations.

PREMIÈRE RECOMMANDATION émise au Service des ressources humaines

Lors d'une entrevue, le comité de sélection a posé des questions qui ont rendu la personne plaignante mal à l'aise, car elle les a perçues comme discriminatoires. Ces questions visaient l'évaluation de sa capacité à exercer les fonctions en lien avec son handicap. La Commission reconnaît l'importance de parler des besoins d'adaptation. Cependant, la personne plaignante a perçu que l'évaluation de sa capacité a pris plus de place que celle de ses compétences.

La Commission recommande, pour les personnes qui se sont déclarées comme étant en situation de handicap, de déterminer un moment au cours de l'entrevue pour aborder les éléments relatifs à la capacité et aux besoins d'adaptation; par exemple, après l'évaluation des compétences.

RÉPONSE fournie par la Direction dotation et diversité en emploi du Service des ressources humaines quant au suivi de cette recommandation

Nous sommes en accord avec cette recommandation et nous comprenons l'importance et la sensibilité liées au fait d'aborder les éléments relatifs aux besoins d'adaptation. Des rappels seront faits aux équipes de dotation en ce sens. Il est également à noter que des formations liées à la diversité en emploi et aux personnes en situation de handicap sont offertes. Des outils ont également été mis à leur disposition, notamment afin de les guider dans l'approche à adopter en fonction de différentes formes de handicap. Les canevas d'entrevue sont standardisés et sont exempts de discrimination. Par ailleurs, lors des entrevues, nous nous assurons que les questions posées à des candidats en situation de handicap sont toujours liées directement aux comportements recherchés et aux tâches à accomplir dans l'exercice du poste à pourvoir. Il est également encouragé d'expliquer les raisons pour lesquelles nous posons ces questions plus personnelles.

SECONDE RECOMMANDATION émise au Service des ressources humaines

La CFPM recommande de déterminer une mesure qui permettrait aux candidat(e)s internes en situation de handicap d'être pris en charge de façon individualisée et continue afin d'obtenir un meilleur suivi et une expérience de recrutement plus optimale. Cela pourrait notamment permettre une meilleure rétention de ces personnes.

RÉPONSE fournie par la Direction dotation et diversité en emploi du Service des ressources humaines quant au suivi de cette recommandation

Nous sommes en accord avec cette recommandation. Une importance sera accordée afin d'assurer une prise en charge adaptée aux personnes en situation de handicap. Nous allons évaluer les moyens à mettre en place afin d'assurer un meilleur suivi et une expérience de recrutement plus optimale, et ce, en fonction de nos réalités opérationnelles.

RECOMMANDATION émise à l'attention de la division des ressources humaines de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

En essayant de se connecter à la plateforme de recrutement avec ses accès, la personne plaignante a appris que son dossier avait été fermé. La Commission déplore le fait que la personne plaignante n'a pas été adéquatement informée du fait qu'elle était mise à pied et que son lien d'emploi allait être rompu, le cas échéant, au terme d'une période de 12 mois sans travailler.

La Commission recommande de s'assurer que les effectifs visés par ce type de cessation permanente soient dûment informés, idéalement par écrit, au début et à la fin de cette période.

RÉPONSE fournie par l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension quant au suivi de cette recommandation

Nous irons de l'avant avec la recommandation. Nous allons nous assurer que les personnes visées par une cessation permanente « plus de 12 mois sans travailler » soient dûment informées par écrit de la fin du lien d'emploi. Un suivi régulier sera fait à cet effet.

Recommandations (suite)

Dans le cadre d'une plainte déposée en lien avec un emploi professionnel la Commission a émis une recommandation.

RECOMMANDATION émise conjointement au Service des ressources humaines et au Service des technologies de l'information

Au terme de son entrevue, la personne plaignante a allégué que les questions évaluant la compétence « connaissance du domaine d'expertise » étaient trop complexes et difficiles par rapport au niveau réel d'expertise requis pour l'emploi. Un expert de contenu indépendant a été mandaté par la Commission afin de l'aider à vérifier la pertinence et le niveau de difficulté de ces questions. L'avis indépendant révèle que certaines questions ne sont pas pertinentes pour évaluer la connaissance du domaine d'expertise pour cet emploi, et que d'autres ne sont pas correctement énoncées.

La CFPM recommande de réviser les questions de la compétence « connaissance du domaine d'expertise » afin de s'assurer qu'elles évaluent adéquatement le niveau requis pour l'emploi en cause.

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE fournie par la Direction dotation et diversité en emploi du Service des ressources humaines quant au suivi de cette recommandation

Nous acceptons cette recommandation en partie. Nous avons retiré une des questions mentionnées par l'expert de contenu indépendant mandaté par la Commission et en avons reformulé trois autres.

Dans le cadre d'une plainte déposée en lien avec un emploi-cadre, la Commission a émis deux recommandations.

PREMIÈRE RECOMMANDATION émise à l'attention du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)

Puisque le comblement des postes visés par la plainte comporte des défis en matière de bassin de candidatures et d'encadrement de la progression de carrière au sein de ses effectifs, la CFPM recommande au SGPI de mettre sur pied un programme structuré de relève en collaboration avec le Service des ressources humaines afin d'identifier et de développer les talents à l'interne.

RÉPONSE du Service de la gestion et de la planification immobilière quant au suivi de cette recommandation

Nous acceptons cette recommandation. Un objectif sera ajouté au cahier de gestion de performance 2022 des gestionnaires concerné(e)s. Cet objectif sera de développer et de mettre sur pied un programme structuré de relève, comme prévu à la Politique de dotation et de gestion de main-d'œuvre (PDGMO) en collaboration avec le SRH afin d'identifier et de développer les talents à l'interne.

SECONDE RECOMMANDATION émise à l'attention du Service de la gestion et de la planification immobilière, conjointement avec le Service des ressources humaines

Dans le cadre des processus visés par la plainte, la CFPM recommande que soient d'abord rencontrées en entrevue les candidatures présélectionnées qui répondent à l'ensemble des exigences de l'emploi. Si ces premières évaluations ne sont pas concluantes, le SRH et le SGPI peuvent ensuite envisager un ajustement des critères d'admissibilité puis retourner dans le même bassin de candidatures afin de présélectionner des profils qui satisfont aux critères ajustés. Les candidatures de l'interne ainsi présélectionnées devraient idéalement faire partie du programme structuré de relève précédemment mentionné.

RÉPONSE du Service de la gestion et de la planification immobilière et du Service des ressources humaines quant au suivi de cette recommandation

Nous acceptons la recommandation émise par la CFPM. À cet effet, même si le bassin de candidatures répondant à l'ensemble des exigences est minime ou restreint, ce sont, en premier lieu, ces candidatures présélectionnées qui seront rencontrées dans le processus de dotation. Advenant le cas où les premières entrevues ne sont pas concluantes, nous pourrons adapter les critères d'admissibilité et retourner dans le même bassin de candidatures afin de présélectionner des profils qui pourront répondre aux exigences revues.

Recommandations (suite)

Dans le cadre d'une plainte déposée par un cadre, la Commission a émis deux recommandations.

PREMIÈRE RECOMMANDATION émise à l'attention du Service de police de la Ville de Montréal

La Commission n'a pas été en mesure d'obtenir une explication unique et claire au sujet des facteurs qui déterminent si un poste-cadre sera ou non pourvu par affichage.

La Commission recommande à la direction du SPVM de communiquer aux cadres, de la manière qu'elle juge appropriée, les éléments qui déterminent pourquoi un poste sera pourvu ou non par affichage.

RÉPONSE du Service de police de la Ville de Montréal

La Direction du SPVM est en accord avec cette recommandation. Nous avons communiqué aux officiers de direction le mode de comblement des postes et les changements apportés. Plus récemment, le 23 novembre 2021, une note leur a été transmise pour leur rappeler le nouveau modèle de qualification au grade ainsi que le concours de commandant d'unité, mis en place en collaboration avec le SRH. De plus, on y précise que la nomination à un poste serait effectuée en fonction des champs d'intérêt et des besoins organisationnels.

SECONDE RECOMMANDATION émise à l'attention du Service de police de la Ville de Montréal

La Commission a relevé qu'il n'est actuellement pas possible de vérifier que les intérêts et les aspirations de carrière des cadres sont connus et analysés par le comité de direction, puisque la pratique n'est pas documentée.

La CFPM recommande au SPVM de mettre en œuvre un mécanisme afin de sonder et de recueillir formellement les intérêts et les aspirations de carrière des cadres, et ce à un ou à plusieurs moments déterminés au cours d'une année civile.

RÉPONSE du Service de police de la Ville de Montréal

Nous sommes en accord avec cette recommandation. Des membres de l'équipe de la Direction du SPVM et du Service des ressources humaines ont proposé un mode de fonctionnement permettant aux cadres de signifier les directions ou les unités qui les intéressent. Plus précisément, deux fois par année, un formulaire sera transmis à tous les cadres policiers. Les cadres du SPVM disposeront alors d'un mécanisme formel pour faire part de leurs préférences et de leurs champs d'intérêt. Nous nous assurerons que la fréquence est appropriée et nous pourrons l'adapter au besoin.

Dans le cadre de ce dossier, la personne plaignante col bleu s'est portée candidate à un processus de cadre administratif entièrement coordonné par l'unité requérante, sans l'appui du Service des ressources humaines.

RECOMMANDATION émise à l'attention du Service de la gestion et de la planification immobilière, conjointement avec le Service des ressources humaines

La Commission a constaté que dans le courriel de convocation à l'entrevue envoyé aux candidates et candidats, le profil de compétences et la méthode d'évaluation de l'entrevue n'y étaient pas indiqués.

La Commission recommande d'avoir des procédures uniformes en matière de convocation en entrevue. Des modèles de convocation, un guide de préparation à l'entrevue et des modèles de fiches comportant les compétences qui seront évaluées pendant l'entrevue peuvent être fournis par le SRH aux unités qui administrent leurs propres processus. Cette uniformité de pratique permettra aux personnes candidates de mieux se préparer pour les entrevues.

RÉPONSE du Service de la gestion et de la planification immobilière quant au suivi de cette recommandation

Nous acceptons la recommandation de la Commission. Depuis cet événement, la division concernée a mis fin à la pratique d'administrer son propre processus de dotation. Dorénavant, tous les concours passeront par l'équipe de dotation du SRH. Ainsi, la division s'assure que le profil des compétences et la méthode d'évaluation seront désormais inclus dans les convocations des personnes candidates.

Faits préoccupants

FAIT PRÉOCCUPANT 1

Une personne plaignante en situation de handicap s'est portée candidate pour un poste professionnel permanent. Sa candidature n'a pas été retenue bien que son dossier présentait des compétences transversales en lien avec le poste.

Un processus pour le même emploi, mais dans un autre secteur a été diffusé quelques semaines plus tard. La personne plaignante a été convoquée pour une entrevue qu'elle a malheureusement échouée. La CFPM considère que cet échec a pu résulter du fait que la personne plaignante ne détenait pas le profil recherché. Les membres du comité de sélection ont informé la Commission qu'ils voulaient rencontrer la personne plaignante, et ce, même s'ils n'étaient pas certains de son admissibilité.

À la lumière de ce qui précède, la Commission est d'avis que le traitement dont la personne plaignante a fait l'objet, dans le cadre des deux processus en cause, a manqué d'uniformité. Cela a mené cette dernière à sentir que sa candidature avait été injustement évaluée, voire à se sentir discriminée.

FAIT PRÉOCCUPANT 2

La plainte dont il est question a été déposée par une personne plaignante col blanc qui n'a pas été considérée pour un processus professionnel. L'enquête a révélé que plusieurs communications de la part du Service des ressources humaines ont conduit à de l'incompréhension et de l'insatisfaction chez la personne plaignante. La personne responsable du processus a fait mention d'une décision arbitrale qui serait à l'origine d'une modification des règles en vigueur concernant l'admissibilité des emplois professionnels, alors qu'il s'agissait de l'application de la nouvelle convention collective des professionnels.

FAIT PRÉOCCUPANT 3

Dans ce dossier, la personne plaignante alléguait que sa candidature, dans un processus de cadre administratif, a été rejetée en raison de son appartenance à une minorité ethnique. À l'occasion de son témoignage, le gestionnaire requérant a mentionné n'avoir pas consulté tous les CV présélectionnés par le recruteur. En raison de sa photographie, un candidat a capté l'attention du gestionnaire qui l'a retenu en entrevue. À la suite de sa réussite, ce candidat a été nommé au terme du processus en cause.

La Commission est préoccupée par un manque de minutie dans la sélection des candidats à rencontrer.

FAIT PRÉOCCUPANT 4

Une personne plaignante a mentionné dès le début de l'enquête qu'elle avait reçu les résultats de son entrevue d'une personne qui ne faisait pas partie du comité d'évaluation et alors que les résultats officiels n'étaient pas encore connus. La Commission est préoccupée par cette apparente fuite de renseignements, mais a été informée de différentes mesures qui ont déjà été prises. Elle invite donc l'unité visée par la plainte, accompagnée des partenaires d'affaires en ressources humaines, à veiller à ce que la confidentialité entourant un processus de dotation soit respectée et comprise par tout le personnel.

FAIT PRÉOCCUPANT 5

Dans ce dossier, la personne plaignante a demandé une mutation latérale sur un autre poste, mais l'unité visée a jugé que son expérience ne lui permettait pas d'occuper les fonctions convoitées et a rejeté sa demande.

La Commission est préoccupée par le fait qu'aucun représentant de l'unité en cause n'ait communiqué avec la personne plaignante pour lui mentionner les véritables raisons de ce refus. De l'avis de la CFPM, les motifs imprécis qui lui ont été fournis par une lettre signée de son gestionnaire n'ont pas permis à la personne plaignante de comprendre la situation alors qu'elle avait dûment discuté de ses aspirations avec son gestionnaire quelques semaines auparavant.

Avis

Dans un dossier particulier, la Commission a constaté que la personne plaignante a tiré des conclusions entre l'annulation d'un affichage et l'arrivée d'un candidat dans l'équipe trois mois plus tard, sans questionner son gestionnaire sur les raisons de ladite annulation. À cet effet, nous avons suggéré au gestionnaire de rencontrer la personne plaignante afin de lui expliquer les faits et ainsi consolider leur relation professionnelle.

Dans le cadre d'un dossier relatif à l'emploi de plombier, la Commission a conseillé à la personne plaignante de détailler davantage dans son CV les expériences détenues en rapport avec le poste recherché. De plus, au moment des faits, le CV de la personne plaignante n'avait pas été mis à jour sur la plateforme SIMON depuis plus d'un an. La Commission lui a conseillé de le mettre à jour régulièrement afin d'ajouter les dernières expériences de travail acquises.

La Commission tient à souligner que ces conseils liés au CV et au profil de candidatures ont été adressés à plusieurs personnes plaignantes dans le cadre de dossiers de plainte.

La CFPM a également conseillé à des personnes plaignantes de discuter avec leur gestionnaire des moyens possibles pour développer certaines compétences dans le but d'obtenir une promotion.

Analyse des enquêtes sommaires : les tendances

Avec son bilan de l'année 2020, la Commission a entamé une réflexion pour revoir les critères de recevabilité des plaintes. Anciennement, la Commission jugeait « non recevables » les dossiers qui pouvaient être réglés à la lumière de vérifications documentaires sommaires, sans enquête approfondie. Cependant, ces dossiers en lien avec le mandat de la Commission nécessitent tout de même une analyse de la part de l'enquêteur désigné et un retour auprès de la personne plaignante. Depuis 2021, la CFPM a décidé de recevoir toute plainte sous sa juridiction, et ce, sans égard au type de vérifications requises. Les dossiers sommaires qui ne nécessitent pas que des témoins soient interrogés sont maintenant considérés comme recevables. La Commission en a traité 14 cette année, soit 35 % de toutes les demandes d'intervention.

Cas résolu à la satisfaction de la personne plaignante

Plusieurs de ces enquêtes sommaires ont permis à la CFPM d'informer sur les façons de faire et de mettre directement en relation les personnes plaignantes avec le Service des ressources humaines. L'un de ces dossiers a été déposé par une personne plaignante externe à la Ville qui alléguait avoir été écartée d'un processus col bleu en raison de son appartenance à une minorité ethnique. Les vérifications menées par la Commission ont plutôt montré que le profil de candidature de la personne plaignante comportait des cartes de compétences échues, ce qui a mené au rejet de sa candidature, puisque ces documents étaient des exigences pour l'emploi en cause. Par son enquête, la CFPM a eu l'occasion de rassurer la personne plaignante par rapport à ses perceptions en l'informant du fait que plusieurs personnes candidates issues de groupes sous représentés et répondant aux exigences avaient été convoquées aux étapes subséquentes du processus. La Commission a également conseillé la personne plaignante sur la mise à jour de son dossier de candidature.

Budget

Le budget de la Commission couvre les dépenses courantes et les charges de fonctionnement imputables à l'exercice financier s'étant terminé le 31 décembre 2021.

Pour l'année 2021, le budget original de la CFPM était de 842 600 $.

L'écart de 144 500 $ entre le budget original et les dépenses réelles est principalement attribuable à la rémunération directe des employées et des membres de la Commission qui a été moins élevée que prévu dû à des postes qui sont restés vacants durant une partie de l'année.

Budget et charges de fonctionnement pour l'exercice financier 2021
(en milliers de dollars)

Budget original	**842,6**
Total des dépenses réelles	
Rémunération et cotisations de l'employeur	560,1
Transport et communications	56,8
Services professionnels, techniques et autres	76,8
Location, entretien et réparation	1,1
Biens durables et non durables	3,3
Écart	**144,5**

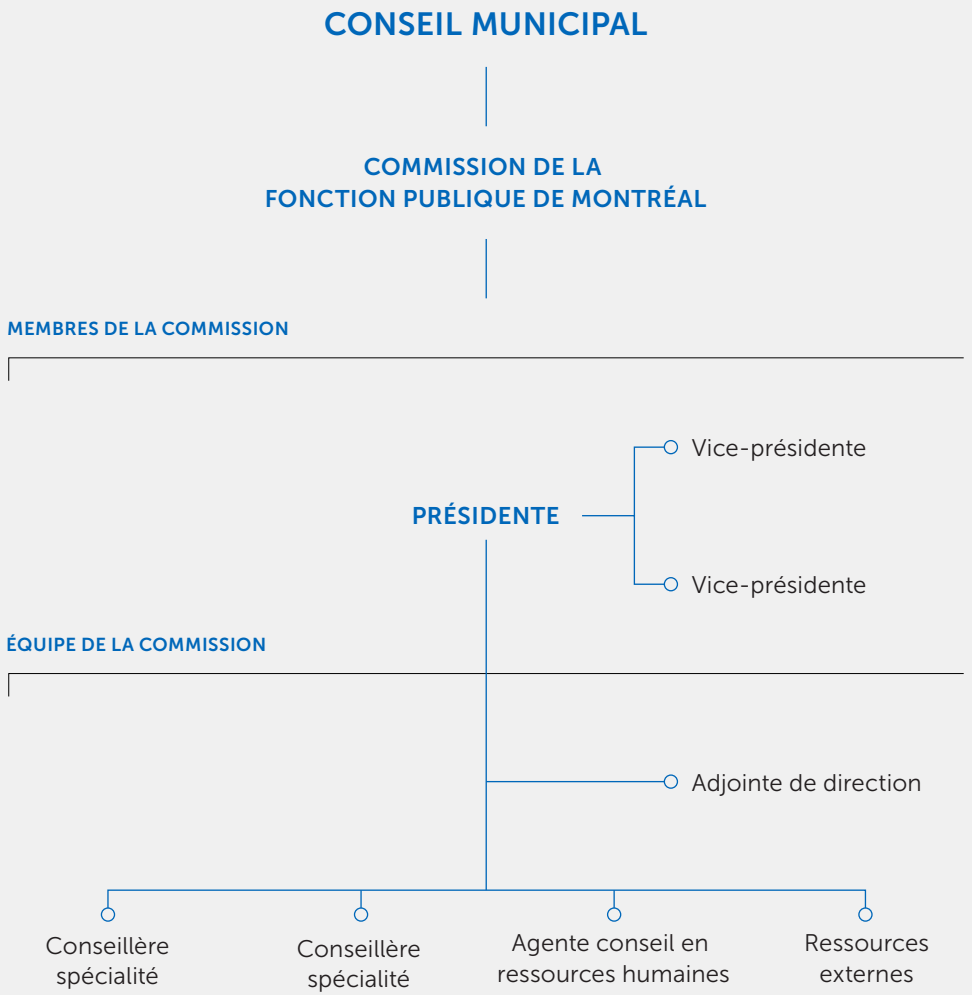
Organigramme et équipe

Les séances

En 2021, les membres de la Commission se sont rencontrés lors de neuf séances ordinaires et deux séances extraordinaires.

Durant les séances, les membres de la Commission prennent connaissance des plaintes récemment traitées, et l'enquêteur attitré au dossier expose les éléments d'enquête s'y rattachant. Après la présentation des dossiers, les membres statuent quant au bien-fondé des plaintes et émettent au besoin des recommandations à l'unité administrative ou à la personne concernée.

Il peut arriver, après la présentation des conclusions d'une plainte, que des compléments d'information soient demandés. Dans ces cas, une séance extraordinaire est organisée pour une seconde présentation du dossier par l'enquêteur.



Organigramme et équipe (suite)

Isabelle Chabot, CRHA
Présidente

Nommée présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal par le conseil municipal lors de sa séance tenue le 20 avril 2020, son mandat est d'une durée de quatre ans.

Membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec (CRHA), madame Chabot a occupé des postes à responsabilités croissantes au sein de grandes organisations dans les secteurs municipal, du divertissement et bancaire, avant de se joindre à la Commission de la fonction publique de Montréal.

Son parcours lui a permis d'acquérir une solide expertise, notamment en gestion de la main-d'œuvre, en recrutement et en sélection, ainsi qu'en développement des compétences, en développement organisationnel et en gestion du changement.

Marie-Chantal Lamothe, CRHA
Vice-présidente

Nommée vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal par le conseil municipal lors de sa séance du 24 février 2015, son mandat a été renouvelé pour une période additionnelle de quatre ans en mars 2019.

Membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec (CRHA), madame Lamothe occupe le poste de cheffe de la direction des ressources humaines à la Banque de développement du Canada depuis 2019.

Elle possède une solide expérience dans des secteurs variés dont l'industrie pharmaceutique, bancaire et de l'aéronautique, de même que dans des firmes-conseils. Par ailleurs, Mme Lamothe participe également à plusieurs activités philanthropiques et siège à divers conseils d'administration.

Micheline Van-Erum
Vice-présidente

Nommée vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal par le conseil municipal lors de sa séance du 13 juin 2017, son mandat a été renouvelé pour une période additionnelle de quatre ans en juin 2021.

Avocate de carrière et aujourd'hui retraitée, madame Van-Erum a travaillé pendant plus de 30 ans au ministère de la Justice du Canada. Entre 2010 et 2016, elle y a agi en tant que sous-procureure générale adjointe. En plus de son parcours professionnel jalonné de succès, madame Van-Erum a reçu, en 2015, le Prix commémoratif John-Tait pour l'excellence dans le respect des normes de conduite professionnelle les plus élevées et la représentation d'une fonction publique exemplaire. Par ailleurs, madame Van-Erum siège également à un conseil ministériel et au conseil d'administration d'un OBNL.

Krystelle Tremblay-Bélanger, CRHA
Conseillère

Avant même l'obtention de son baccalauréat en gestion des ressources humaines en 2011, elle a commencé sa carrière dans le privé comme généraliste en ressources humaines. Membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec (CRHA), elle intègre la Ville de Montréal en 2013, où elle a détenu des postes à responsabilités croissantes avant de se joindre à la Commission en janvier 2019.

Mathilde Blanc, CRHA
Conseillère

Titulaire d'une maîtrise en droit social et membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec (CRHA), elle a occupé des postes de recruteuse puis de généraliste en ressources humaines dans des sociétés de technologies de l'information à l'international et au Québec durant sept ans, avant de se joindre à la Commission en novembre 2019.

Frédérique Sogbossi
Agente-conseil en ressources humaines

Détenant une maîtrise en administration, elle a occupé les fonctions de spécialiste en acquisition de talents au sein du Service des ressources humaines de la Ville de Montréal pendant huit ans. Elle s'est jointe à l'équipe de la Commission en mars 2021.

Adolphine Luzayday
Adjointe de direction

Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en administration, elle poursuit ses études pour obtenir un certificat en gestion des ressources humaines. Elle a été embauchée à la Ville de Montréal en 2019 à titre de secrétaire d'unité administrative, puis a été temporairement promue secrétaire de direction. Elle s'est jointe à l'équipe de la Commission en août 2021.

CFPM Commission de la fonction publique de Montréal

Ce Rapport annuel a été adopté lors de la séance de la Commission de la fonction publique de Montréal le 25 avril 2022.

Coordination et rédaction
Isabelle Chabot

Révision des textes
dyade.com

Conception graphique
dyade.com

Dépôt légal 2e trimestre 2022

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-7647-1880-3

Commission de la fonction publique de Montréal

1550, rue Metcalfe, bureau 805
Montréal (Québec) H3A 1X6

T 438 825-0993

cfpm@montreal.ca

cfp.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.003

2022/04/20
09:00

Dossier # : 1229100002

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la progression de carrière en contexte de diversité culturelle à la Ville de Montréal

Il est recommandé de déposer le rapport de la progression de carrière en contexte de diversité culturelle à la Ville de Montréal.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-12 17:04

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229100002**

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la progression de carrière en contexte de diversité culturelle à la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En 2020, la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) a été mandatée par monsieur Benoit Dorais, le précédent président du Comité exécutif de la Ville de Montréal et la direction du Service des ressources humaines afin de réaliser une étude sur la progression de carrière en contexte de diversité culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Afin d'accompagner la CFPM dans la réalisation de l'étude, les services d'une firme spécialisée en évaluation et sélection du personnel possédant une expertise en matière de diversité, équité et inclusion ont été retenus.

L'étude s'est étalée sur une période de 15 mois et s'est déroulée en quatre parties :

1. Une revue de la littérature scientifique et professionnelle;
2. La tenue de six groupes de discussion avec des employés de la Ville;
3. La cueillette de données auprès du Service des ressources humaines;
4. La rédaction d'un rapport faisant état de constats et de recommandations.

Suite au dépôt du rapport, l'élaboration d'un plan d'action étalé sur 5 ans est requis par la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

En 2020, la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) a été mandatée par monsieur Benoit Dorais, le précédent président du Comité exécutif de la Ville de Montréal et la direction du Service des ressources humaines afin de réaliser une étude sur la progression de carrière en contexte de diversité culturelle

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des projets seront définis lors de l'élaboration du plan d'action.

MONTRÉAL 2030

Le rapport sur la progression de carrière en contexte de diversité culturelle à la Ville de Montréal 2022 contribue à l'atteinte de l'orientation « Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion des priorités Montréal 2030 » et de la priorité suivante :
8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

et de l'orientation « L'être humain au coeur de nos actions » et de la priorité suivante :

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire en visant l'égalité sur le plan de l'emploi et de la vie économique, tant à la Ville de Montréal que sur le territoire Montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le document sera rendu public et paraîtra sur le site internet de la Commission de la fonction publique de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Commission de la fonction publique de Montréal assurera un suivi annuel du plan d'action et une reddition de compte sera réalisée dans son rapport annuel.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adolphine LUZAYDAY
secretaire de direction

Tél : 438 825 0993
Télécop. :

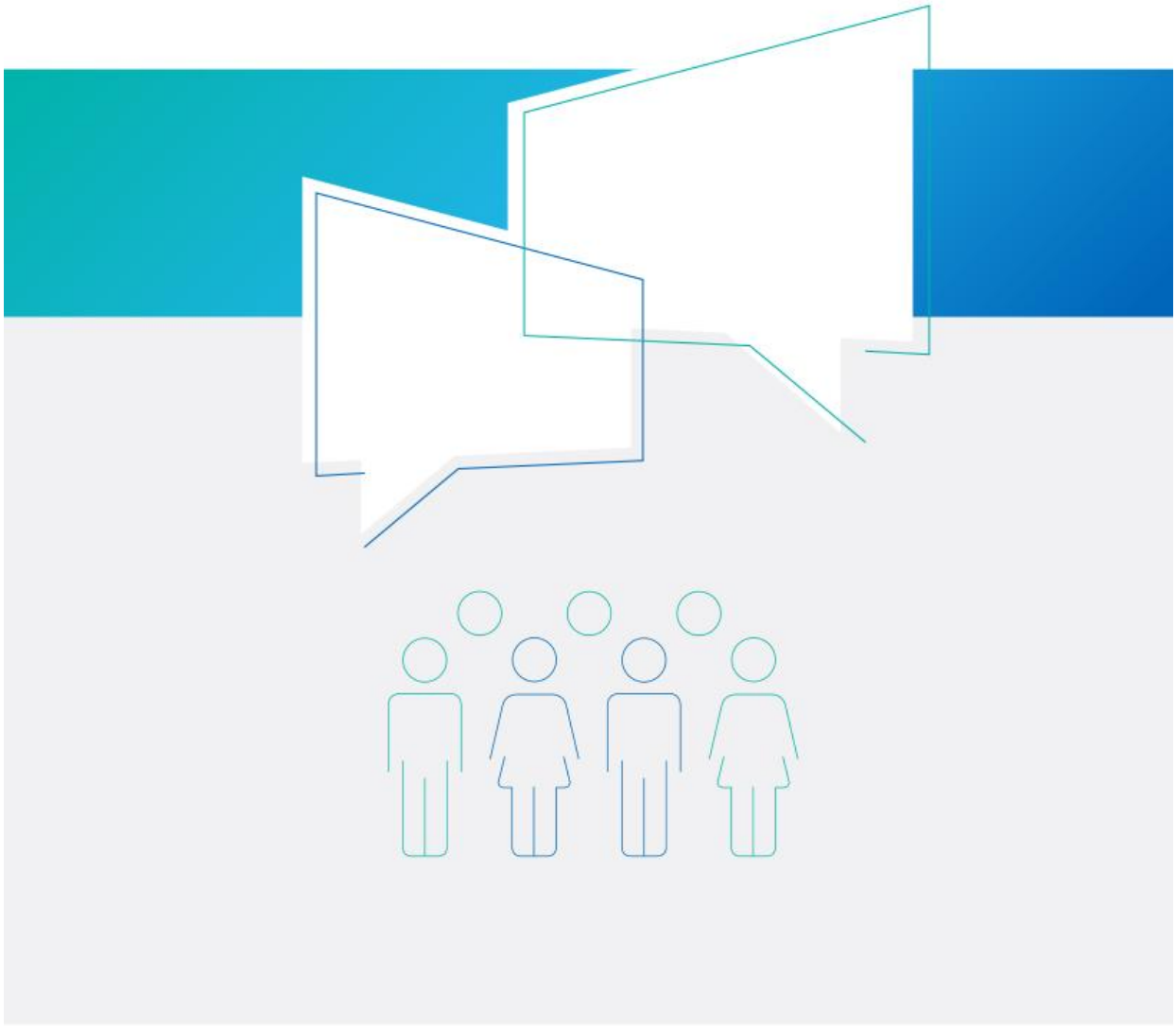
ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Isabelle C CHABOT
Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal

Tél : 514 267 9073
Télécop. :

28 février 2022

Rapport de la progression de carrière en contexte de diversité à la Ville de Montréal



Montréal, le 8 avril 2022

Madame Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif
155, rue Notre-Dame Est, bureau 312
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Objet : Dépôt du rapport de la progression de carrière en contexte de diversité culturelle

Madame la Présidente,

J'ai le plaisir de vous transmettre le rapport de la Commission de la fonction publique de Montréal sur l'étude réalisée de la progression de carrière en contexte de diversité culturelle.

Ce mandat a été confié à la Commission par votre prédécesseur monsieur Benoit Dorais et la direction du service des ressources humaines de la Ville conformément à l'article 57.6 de la Charte de la Ville de Montréal L.R.Q., C. c-11.4 et du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061-1). L'étude avait pour but de déterminer quels étaient les enjeux perçus par les employés issus de la diversité comparativement aux employés issus de la majorité de la Ville de Montréal en matière de progression de carrière. Un des constats effectués est qu'il y a peu de différence entre les deux groupes. En effet, les préoccupations partagées par les employés issus de la diversité sont pratiquement les mêmes que celles des employés issus de la majorité, les deux groupes souhaitant pouvoir bénéficier de mesures d'accompagnement à la progression de leur carrière.

La Commission rendra ce rapport public le 26 avril 2022 suivant son dépôt à la séance du comité exécutif du 13 avril 2022, et du conseil municipal, du 25 avril 2022.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

La présidente,



Isabelle Chabot, CRHA

TABLE DES MATIÈRES

1. MISE EN CONTEXTE DE L'ÉTUDE **5**

2. MÉTHODOLOGIE **5**

3. REVUE DE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE ET PROFESSIONNELLE **7**

Les grands courants en ressources humaines en lien avec la diversité 7
Climat de diversité 9
Performance individuelle et organisationnelle 11
Enjeux interculturels et pratiques reliés à la diversité 12
Enjeux associés à la sélection du personnel 12
Enjeux associés à la gestion du personnel 15
Gestion de la diversité 16
Rôle des dirigeants et gestionnaires 16
Gestion du personnel 17
Formation sur la diversité 19
Enjeux ressources humaines associés à la gestion des carrières 21
Perception des gens issus d'une minorité sur l'avancement de carrière 23

4. COMPTE RENDU DES GROUPES DE DISCUSSION ET DES ÉCHANGES AVEC LE SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES **25**

Les facilitateurs de la progression de carrière 25
Les défis à la progression de carrière 26
Gestion des ressources humaines 26
Recrutement 27
Formation 30
Gestion de la performance 32
Gestion des talents 33
Planification stratégique et plan de relève 34
Organisation en ressources humaines 36
Communication 37
Pratiques de gestion 38
Bien-être au travail 39
Diversité 40

5. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE LA CFPM **43**

Introduction 43
Constat # 1 43
Constat # 2 43
Constat # 3 43
Recommandation #1 44
Recommandation #2 44

Recommandation #3 45
Recommandation #4 46
Recommandation #5 46
Recommandation #6 47
Recommandation #7 48
Recommandation #8 49

6. CONCLUSION 50

La CFPM remercie les personnes suivantes qui ont contribué à cette étude :
André Durivage, Ph.D. – EPSI
Éric Donahue, Ph.D. - EPSI
Benjamin Lafrenière-Carrier, B.A.A., CRHA - EPSI
Sarah Randour, M.B.A - EPSI

1. MISE EN CONTEXTE DE L'ÉTUDE

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) a été mandatée en 2020 par monsieur Benoit Dorais, le président du comité exécutif de la Ville de Montréal et la direction du Service des ressources humaines afin de réaliser une étude sur la progression de carrière en contexte de diversité culturelle.

2. MÉTHODOLOGIE

Afin d'accompagner la CFPM dans la réalisation de l'étude, les services d'une firme spécialisée en évaluation et sélection du personnel possédant une expertise en matière de diversité, équité et inclusion ont été sollicités. La firme EPSI a été retenue. Monsieur André Durivage, président de la firme, docteur en psychologie et professeur à l'Université du Québec en Outaouais ainsi que son équipe ont accompagné la Commission afin de réaliser le mandat.

L'étude s'est étalée sur une période de 15 mois et s'est déroulée en quatre parties :

1. Une revue de la littérature scientifique et professionnelle;
2. La tenue de six groupes de discussion;
3. La cueillette de données auprès du Service des ressources humaines;
4. La rédaction d'un rapport faisant état de constats et de recommandations.

La revue de littérature scientifique et professionnelle portant sur la diversité a été réalisée de janvier à mars 2021. Plus de 5 000 publications couvrant les 20 dernières années ont été répertoriées dont 300 ont eu un examen plus spécifique. Cette revue de la littérature permettra d'identifier les grands courants en ressources humaines liés à la diversité culturelle incluant également les différences d'âge ainsi que les différences entre les hommes et les femmes. Elle permettra en outre d'identifier les enjeux interculturels reliés à la diversité en contexte de sélection du personnel, gestion du personnel et de progression de carrière. Tout au long de cette revue de littérature, nous présenterons les tendances actuelles et les meilleures pratiques en ressources humaines en matière de diversité culturelle.

Les 6 groupes de discussion composés chacun de 12 employés issus de tous les regroupements de fonctions de la Ville se sont tenus du 1er au 20 avril 2021, d'une durée de 2h30 chacun pour un total de quinze heures d'échanges. Un appel à la participation auprès des employés de la Ville a été lancé par la CFPM. 632 employés ont manifesté leur intérêt à contribuer à l'exercice, témoignant de l'engouement pour le sujet. De ce nombre, 72 personnes ont été choisies pour participer à l'un ou l'autre des groupes de discussion dont 70 ont été présentes :

- Groupe 1 : Cadres, cadres pompiers, cadres policiers et contremaîtres;
- Groupe 2 : Professionnels, architectes et scientifiques;
- Groupe 3 : Cols blancs;
- Groupe 4 : Cols bleus;

- Groupe 5 : Pompiers et policiers;
- Groupe 6 : Cadres.

Les groupes de discussion visaient à réaliser un comparatif entre les commentaires soulevés par les employés caucasiens et les employés issus de la diversité puis d'en dégager des constats. Pour ce faire, les groupes étaient composés en parts égales d'employés caucasiens et de personnes racisées, Autochtones ou en situation de handicap. La CFPM s'est assurée, dans la mesure du possible, d'une représentativité proportionnelle d'hommes, de femmes, d'âges, de services ou d'arrondissements et de postes occupés au sein des groupes. Deux animateurs de la firme ont dirigé les exercices et une prise de notes a été effectuée par un membre indépendant de l'équipe d'EPSI. La présidente de la CFPM a assisté à toutes les rencontres. L'animation des groupes de discussion visait deux axes principaux, soit les éléments facilitateurs de la progression de carrière à la Ville de Montréal et les éléments qui représentent un défi à cette dernière.

La collecte des données auprès du Service des ressources humaines de la Ville s'est déroulée du 1er septembre au 10 décembre 2021. Plus de 30 questions ont été soumises par la CFPM auprès du Service des ressources humaines et au moins 5 rencontres ont été nécessaires afin d'échanger sur l'information recueillie.

La CFPM a également pris en considération les constats qu'elle a faits dans le cadre des centaines de demandes d'information et enquêtes effectuées lors du traitement des plaintes reçues au cours des dernières années.

La rédaction du présent rapport a été réalisée du 1er décembre 2021 au 28 février 2022. Le rapport présente une synthèse de la littérature scientifique et professionnelle, fait état des constats soulevés au cours des groupes de discussion, des échanges avec les représentants du Service des ressources humaines et formules des recommandations de la Commission de la fonction publique de Montréal.

3. REVUE DE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE ET PROFESSIONNELLE

Les grands courants en ressources humaines en lien avec la diversité

Au cours des dernières années, l'importance de la diversité a grandement évolué dans le monde. Il est donc essentiel en tant que société, organisation et individu que nous adaptions nos comportements et notre façon de voir le rôle de la diversité. La diversité, au sens large, peut englober tout mélange collectif caractérisé par des différences ou des similitudes[1].

Les recherches sur la diversité ont été en mesure d'identifier plusieurs types de diversité qui ont été catégorisés en quatre regroupements :

1. La diversité axée sur les relations;
2. La diversité axée sur les tâches;
3. La diversité apparente;
4. La diversité non apparente.

La diversité axée sur les relations comprend les attributs comme l'âge, le sexe et l'apparence ethnique. Ce type de diversité contribue à façonner les relations interpersonnelles, mais n'a généralement pas d'implication directe apparente sur la performance en emploi[2].

En ce qui concerne la diversité axée sur la tâche, celle-ci inclut des attributs potentiellement pertinents pour la performance en emploi, tels que les diplômes, la capacité cognitive, les connaissances et les compétences maîtrisées. Il a également été démontré que certains types de diversités axés sur la tâche peuvent être associés à des différences sur les attitudes et les valeurs des gens[3].

La diversité apparente comprend les différences qui sont généralement faciles à reconnaître et à identifier telles que l'âge, le sexe et la nationalité, tandis que la diversité non apparente fait référence aux différences qui ne sont connues que par l'interaction entre deux individus, comme les attitudes et les compétences. Bien sûr, il n'est pas toujours possible d'appliquer clairement cette catégorisation, en particulier dans la société complexe dans laquelle nous vivons. Par exemple, dans le cas de la diversité apparente, un bon nombre de différences répertoriées ne sont pas toujours immédiatement reconnaissables, comme l'appartenance ethnique, la religion ou le sexe. Cependant, elles sont plus facilement identifiées que celles classées comme non apparentes. La principale distinction entre les différents types de diversité est la notion que la diversité non apparente a un plus grand potentiel de conduire à des avantages positifs, comparativement à d'autres formes de diversité apparente[4].

[1] Thomas, 1998
[2] Jackson & Joshi, 2011
[3] Jackson & Joshi, 2011
[4] Hülsheger, Anderson, & Salgado, 2009; Jackson & Joshi, 2011

Types de diversité*

	Diversité axée sur les relations	Diversité axée sur les tâches
Diversité apparente	Sexe Âge Ethnicité Nationalité Religion	Département ou unité d'affaires Expérience organisationnelle Identification formelle des titres Niveau d'éducation Ordre professionnel
Diversité non apparente	Personnalité Attitudes Valeurs Identité raciale / ethnique Identité sexuelle Autres identités sociales	Connaissance de l'emploi Connaissance organisationnelle Expériences personnelles Capacités cognitives Compétences Philosophie de pensée

* Cette liste n'est pas exhaustive.

Le thème diversité, comme il est entendu aujourd'hui, peut donc comprendre différentes définitions selon le type d'organisation. La façon dont une organisation définit la diversité aura un impact sur sa main-d'œuvre et la performance de l'organisation.

Pour faire face à une main-d'œuvre en constante évolution, de nombreuses organisations mettent en place des pratiques qui démontrent leur engagement à favoriser la diversité au travail.

Ces initiatives peuvent prendre quatre approches différentes :

- L'approche daltonienne a été développée en réaction à l'évolution démographique de la main-d'œuvre afin que les organisations tentent de résoudre le changement culturel de la manière la plus pratique possible. Cette approche stipule que les membres du groupe majoritaire ne reconnaissent pas l'identité culturelle ou ethnique d'un autre individu ou tentent de réaligner les différences culturelles à l'identité globale majoritaire[5]. Ce réalignement est réalisé en mettant l'accent sur une affiliation commune avec l'organisation au sens large, ce qui augmente généralement l'identité organisationnelle de l'individu tout en diminuant l'importance des différences individuelles[6].

- L'approche par assimilation est l'adaptation complète à la culture dominante du groupe ethnique majoritaire, sans maintenir aucune trace des origines ethniques minoritaires[7]. Selon certains chercheurs, l'assimilation est la méthode privilégiée des groupes majoritaires pour gérer la diversité. D'autres expliquent que l'approche d'assimilation

[5] Hogg et Terry, 2000; Markus et Steele, 2000; Plaut, 2002; Thomas et Ely, 1996; Thomas, Mack et Montagliani, 2004
[6] Chatman et Flynn, 2001
[7] Peeters et Oerlemans, 2009

ignore tout simplement les différences et, par conséquent, aucun effort d'intégration n'est fait envers les groupes minoritaires[8].

- L'approche multiculturelle reconnaît les différences entre le groupe majoritaire et minoritaire. Dans l'approche multiculturaliste, les organisations cherchent et valorisent toutes les différences culturelles en instaurant des systèmes et des pratiques qui supportent chaque groupe afin qu'ils réussissent et contribuent pleinement à la performance de l'organisation[9]. De plus, le multiculturalisme met l'accent sur les avantages d'une main-d'œuvre diversifiée et reconnaît explicitement que les différences culturelles entre les employés sont une force[10].

- L'inclusion permet à l'ensemble des employés d'une organisation de faire partie de celle-ci et de façonner la culture organisationnelle, les politiques et les façons de faire pour mieux servir l'organisation dans son ensemble et la communauté environnante[11]. L'inclusion permet de considérer les différences comme des ressources à valeur ajoutée, ce qui implique que les différences ne doivent pas être supprimées ou modifiées pour s'intégrer dans l'organisation. Elle permet des contributions provenant d'une plus grande variété de styles, de perspectives et de compétences, offrant ainsi un plus grand nombre de choix disponibles vers le succès[12].

Climat de diversité

Les tentatives des organisations pour résoudre les tensions ou améliorer les expériences des minorités passent souvent par l'approche de daltonisme, d'assimilation et de multiculturalisme, et ce, avec un succès relativement faible. De plus, lorsque le succès est positif, il est souvent éphémère. Les efforts pour changer une organisation et l'amener à mieux intégrer la diversité et les pratiques inclusives commencent par la mise en place d'un climat de diversité.

Le climat de diversité se définit comme un environnement de travail qui est caractérisé par l'ouverture et l'appréciation de la diversité[13]. De façon plus globale, le climat de diversité tient compte non seulement de la composition démographique de l'organisation, mais également de l'importance des perceptions perçues, partagées par des employés provenant de divers horizons (groupes majoritaires et minoritaires) par rapport au niveau de valorisation de la diversité, démontrée par l'organisation, par le biais de ses politiques et de ses pratiques en milieu de travail[14].

[8] Pless et Maak, 2004
[9] Thomas, Mack et Montagliani, 2004
[10] Cox, 1991
[11] Mor Barak, 2015; Roberson, 2006; Pelled, Ledford et Mohrman, 1999
[12] Miller, 1998
[13] Hofhuis, Van Der Zee, et Otten, 2012
[14] MaKay et Avery, 2015; Mor Barak, 2017; Rotundo, Nguyen et Sackett, 2001; Taylor et al., 2012

Le climat de diversité est essentiellement constitué par des croyances internalisées concernant les pratiques organisationnelles, les normes et les politiques en matière de diversité. Les principales caractéristiques organisationnelles qui mènent à un climat de diversité positif sont le soutien de la haute direction, la mise en place de politiques équitables et la priorisation de la diversité comme un objectif organisationnel stratégique[15]. Ces éléments vont avoir tendance à se répercuter tout au long de la progression de carrière de l'employé.

Tout d'abord, le processus de sélection est généralement le premier contact entre les candidats et l'organisation. Si les processus de sélection discriminent injustement les candidats issus d'une minorité, cela risque de transmettre un message négatif en ce qui a trait aux politiques de l'organisation envers la diversité. Il est donc important d'utiliser des processus exempts de discrimination, non seulement pour assurer un traitement juste et équitable des candidats, mais également pour faciliter l'intégration et l'inclusion des nouveaux employés issus de ces bassins. Plusieurs organisations utilisent des programmes de formation et de développement afin d'informer et d'éduquer leur main-d'œuvre à propos de l'approche inclusive. Par ailleurs, lorsque les employés issus de la diversité ont acquis de l'ancienneté et de l'expérience, ils ont fréquemment la conviction d'être défavorisés face à la progression de carrière, car ils estiment devoir surmonter plus d'embûches que leurs collègues qui ne seraient pas issus de la diversité. **Les organisations doivent donc mettre en place, et ce, à tous les niveaux du cycle de vie d'un employé, des stratégies permettant l'inclusion de la diversité afin de ne pas décourager les employés issus de la diversité ni de les démotiver.**

L'engagement des employés, le bien-être au travail, les changements majeurs sur le marché du travail, la démographie, la pénurie de main-d'œuvre et la mondialisation ne sont que quelques exemples qui démontrent l'importance de considérer la diversité et l'inclusion dans les organisations. Comme illustré tout au long de notre revue de littérature, un élément clé à la création d'un environnement de travail inclusif consiste à aller au-delà des initiatives superficielles. **Le fondement du développement d'une organisation inclusive est de se concentrer sur la mise sur pied de relations de haute qualité entre l'ensemble des employés.**

Cela se traduit par des relations qui :

- engendrent des effets positifs;
- encouragent l'apprentissage en continu;
- sont résilientes, apprenantes et durables;
- encouragent les individus à s'engager, à se soutenir les uns les autres avec authenticité et confiance.

Avec une approche inclusive, les employés peuvent donc s'épanouir et atteindre leur plein potentiel, car il existe un climat de travail qui encourage la communication ouverte, qui offre aux individus la possibilité de surmonter les catégorisations sociales et de construire des relations solides. En favorisant un environnement où les différences individuelles ne sont pas ignorées,

[15] Rynes et Rosen, 1995

les employés peuvent s'engager dans des conversations honnêtes et ouvertes sur leurs différences.

Performance individuelle et organisationnelle

Les organisations qui ont su mettre en valeur les différences émergentes de la diversité de leur main-d'œuvre ont été en mesure de solidifier leurs fondations. Elles bénéficient d'un environnement inclusif lorsque l'ensemble des individus peuvent contribuer pleinement, sans crainte, ni pression de nier leur véritable identité, leurs pensées et leurs compétences. Au 21e siècle, les dirigeants qui veulent exceller dans l'approche inclusive doivent donc définir et adopter une toute nouvelle façon de penser par rapport à la diversité. Selon les chercheurs[16], des pratiques inclusives produisent une augmentation de :

- 12% de l'effort discrétionnaire;
- 20% de l'intention de rester dans l'organisation;
- 50% de la collaboration d'équipe;
- 50% de l'engagement personnel.

L'inclusion aide les membres du groupe à améliorer la performance, l'intelligence émotionnelle collective et la résolution de problèmes grâce à l'intégration de différents genres, perspectives et cultures. La diversité peut impacter positivement différentes sphères d'une organisation, notamment en ce qui concerne le recrutement, la rétention, l'innovation, la prise de décision, le leadership, l'engagement, la carrière et les comportements de citoyenneté organisationnelle. L'impact est beaucoup plus fort lorsque la diversité est visible dans les positions de gestion[17].

En effet, une approche inclusive peut séduire un plus grand éventail de candidats talentueux et diversifiés. Les candidats de tout horizon culturel s'inspirent des politiques de gestion de la diversité de l'organisation pour décider de rejoindre ou non ses rangs[18]. L'attractivité d'une organisation sur la base de ces politiques peut être un facteur important pour déterminer si un nouvel employé développera un fort sentiment d'appartenance avec cette organisation[19].
L'approche inclusive :

- Favorise le bien être des employés;
- Génère un climat de travail positif;
- A un impact direct sur la « Marque employeur ».

Les employés qui sont engagés envers l'organisation et qui utilisent des comportements de **citoyenneté organisationnelle** recherchent généralement une croissance dans leur rôle, dans leur titre de poste ou dans l'organisation en général.

[16] Cox et al., 2016
[17] Allen et Montgomery, 2001
[18] Edwards,Watkins et Stevens, 2007; Rau et Hyland, 2003
[19] Dutton et al., 1994

En contrepartie, l'absence de progression de carrière dans une organisation est la principale raison pour laquelle les personnes sont insatisfaites de leur emploi et quittent l'organisation. Des études ont démontré que c'était davantage le cas pour les femmes et les employés noirs[20]. Il n'est pas rare de voir que des normes plus élevées pour l'avancement dans un poste de gestion sont appliquées aux femmes et aux personnes issues de la diversité comparativement aux dirigeants traditionnels (c.-à-d. un homme blanc). Toutefois, les femmes et les personnes issues de la diversité sont plus susceptibles d'obtenir ou de progresser dans un poste de gestion lorsque la haute hiérarchie n'est pas composée entièrement d'hommes blancs[21]. Les organisations peuvent donc influencer l'engagement des employés en valorisant la progression de carrière des employés à l'interne.

Enjeux interculturels et pratiques reliés à la diversité

Au-delà d'avoir une approche non raciste, le Conseil interculturel de Montréal soutient qu'il faut s'affirmer et s'activer par un antiracisme conséquent afin de réussir à constituer une organisation inclusive[22]. Selon ce dernier, la prise en compte effectif du problème du racisme systémique passe aussi par la mise en place d'une politique articulant antiracisme et interculturel. L'antiracisme désigne « l'ensemble des actions citoyennes et des politiques publiques visant l'élimination du racisme tant sur le plan des interactions personnelles que des structures sociales et des institutions ».[23] Selon une autre étude, une politique interculturelle ancrée dans l'antiracisme aurait le mérite de nommer explicitement les enjeux de racisme et de prendre en considération les relations de pouvoir qui s'y rattachent[24].

Enjeux associés à la sélection du personnel

Différentes études réalisées au cours des vingt dernières années[25] ont démontré que de la discrimination a généralement été observée en ce qui concerne l'accès à l'emploi tant pour les femmes, les personnes âgées que pour les minorités visibles, et ce, dans plusieurs villes européennes, américaines et canadiennes.
Au Québec, les programmes d'accès à l'égalité visent à contrer la discrimination systémique en emploi sans avoir recours à de la discrimination positive, comme cela peut être le cas aux États-Unis. Ces programmes visent à assurer une représentation équitable des personnes issues de groupes victimes de discrimination dans tous les types d'emploi d'une organisation ou d'une entreprise.

[20] Trost, 1990; Tharenou, 1997, Choi, 2008
[21] Tharenou, 1997; Choi, 2008
[22] Racisme systémique - Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes" du Conseil interculturel de Montréal, 2020
[23] Labelle, 2011
[24] Dei, 2000
[25] p. ex. Banerjee, Reitz et Oreopoulos, 2018; Lambert et Akinlade, 2020

Les données québécoises de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse publiées en 2020[26] indiquent une amélioration à tous les niveaux de la représentation des femmes. Cependant un travail encore important reste à faire dans les organisations où les emplois à prédominance masculine sont plus nombreux, particulièrement lorsque l'on regarde les postes en haut de la hiérarchie organisationnelle. Dans ce même rapport triennal analysant les organismes publics du Québec, le portrait brossé de la représentation des minorités visibles et ethniques est toutefois beaucoup plus accablant. Les résultats se sont améliorés entre 2009 et 2019, mais de façon beaucoup plus marginale, et dans plusieurs cas ils n'atteignent même pas la moitié des cibles qui avaient été identifiées. Plus spécifiquement, la représentation des minorités visibles est passée de 2,7% à 6,3% de la main-d'œuvre, sur un objectif qui est toutefois de 10%, alors que celle des minorités ethniques est restée à peu près stable sur dix ans, passant de 3,1% à 3,4% sur un objectif de 6,6%.
Les cibles de la CDPDJ sont fixées selon le taux de disponibilité par région géographique, soit la proportion (%) des personnes appartenant à un groupe visé parmi l'ensemble des personnes qui ont la compétence pour occuper un poste ou sont aptes à l'acquérir dans un délai raisonnable.

Les résultats obtenus par la Ville de Montréal sont toutefois supérieurs dans certains niveaux d'emploi et, dans le cas des minorités visibles, ont même dépassé les objectifs fixés par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Cependant les postes de cadres de haute direction restent encore en retard sur les objectifs fixés. L'Office de la consultation publique de Montréal soulignait dans son rapport sur le racisme systémique que dix ans de mesures et d'actions ont fait passer de 12,3% à 19,1% la proportion des minorités visibles, des minorités ethniques et des Autochtones parmi les effectifs de la Ville, la promotion interne des personnes racisées et Autochtones devant faire l'objet d'une attention particulière[27]. La représentation des minorités visibles est passée de 7,8% à 14,4% et celle des minorités ethniques de 4,7% à 6,5%. Pour les femmes occupant des postes de cadres de direction, la Ville est passée de 28% en 2009 à 41,46% en 2019.

Afin d'éliminer les freins pouvant entraver l'atteinte des objectifs de l'organisation d'avoir une main-d'œuvre représentative, il est essentiel de considérer les travaux réalisés afin d'évaluer l'impact humain derrière les décisions d'embauche. En effet, même en faisant preuve de bonne volonté, l'être humain est susceptible d'être biaisé dans ses décisions et risque donc de considérer inconsciemment des informations qui n'auraient aucune valeur prédictive de la performance future. L'idée est de prioriser des outils de mesures quantitatives (ex. tests psychométriques) au début du processus[28]. À cela s'ajoute l'enjeu des biais, difficiles à éliminer. À cet effet, le développement d'approches structurées basées sur des prédicteurs de la performance future, telles que les tests cognitifs, pourra limiter leur place dans le processus de décision. De fait, un système rigide et non sujet aux biais de perceptions forcerait la main des preneurs de décision.

[26] Rapport triennal 2016-2019 Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics
[27] Résumé du rapport de la consultation sur le Racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, 2020
[28] Kumar, 2018, Goldberg et al., 2019

Rendre le processus de dotation plus inclusif est une autre démarche qui, à l'instar de l'approche plus large de la gestion inclusive des diversités, vise à s'assurer que les caractéristiques du processus respectent et valorisent les différences de chacun[29]. À travers celle-ci, l'idée est donc de réviser chacune des étapes du processus de dotation pour s'assurer qu'elles ne sont pas la source d'inégalités ou de préférences pour un groupe par rapport aux autres. Une autre étude recommande toutefois que pour bénéficier d'un processus d'embauche inclusif, l'organisation doit être prête à intégrer les employés diversifiés au sein de sa main-d'œuvre et met ainsi en garde contre une stratégie où un tel processus serait mis en place sans être accompagné d'une gestion des ressources humaines qui soit elle aussi inclusive[30].

Au niveau des outils de sélection, la littérature fait la distinction entre des outils de sélection formels et informels. Les études[31] ont défini les moyens de sélection formels comme ceux qui ont une méthode et un format clairement établis et qui pourraient facilement être répétés lors de l'évaluation de plusieurs candidats, tels que :

- les centres d'évaluation;
- les entrevues structurées;
- les outils psychométriques;
    - les tests d'habiletés cognitives;
    - les tests de personnalité;
    - les tests de jugement situationnel.

Les méthodes informelles sont celles qui n'ont pas de structure ou de format clair et qui peuvent varier d'un candidat à l'autre pour le même processus de sélection, notamment les entrevues non structurées, l'analyse de curriculums vitae ou la prise de référence. Les moyens informels ont démontré un faible taux de validité prédictive de la performance en emploi[32]. De l'autre côté, les moyens formels de sélection ont montré des taux de validité prédictive élevés[33].

Le fossé entre la recherche et le volet pratique semble se réduire avec les années[34], puisque les tests d'habiletés cognitives semblent être les plus répandus lors des processus de sélection[35]. Une étude réalisée en 2014[36] auprès de 1 400 entreprises internationales a démontré que 59% d'entre elles utilisaient des tests d'habiletés cognitives, et que 47% les utilisaient à des fins de sélection[37]. Il est clair que les raisons pour lesquelles les tests d'habiletés cognitives sont de plus en plus utilisés ne s'arrêtent pas à leur validité prédictive. Effectivement, les tests d'habiletés cognitives traditionnels sont peu coûteux, rapides à compléter et leurs résultats sont

[29] Sripada, 2019
[30] Avest, 2018
[31] Zibarras et Woods, 2010
[32] Schmidt et Hunter, 1998
[33] Ones et al., 2007; Salgado et al., 2003
[34] Anderson, 2007; Konig et al., 2010; Rynes, Giluk et Brown, 2007
[35] Salgado, 2017
[36] SHL, 2014
[37] Krantowitz, 2014

fiables et faciles à corriger[38] comparativement aux centres d'évaluation qui sont plus coûteux, plus longs à réaliser et habituellement réservés aux postes de direction.

Les entrevues structurées sont également utilisées pour évaluer les habiletés cognitives des candidats. La corrélation entre les résultats d'une entrevue structurée et ceux d'un test d'habiletés cognitives est de 0,27; alors que pour les centres d'évaluation, cette corrélation est beaucoup plus faible[39]. Le niveau de standardisation de l'entrevue, le degré de complexité de l'emploi et le degré de validité des entrevues sont des variables qui peuvent toutes expliquer la relation entre les résultats à l'entrevue et les habiletés cognitives[40]. Il a été démontré qu'un processus de sélection ayant une entrevue avec une standardisation modérée, un emploi de faible complexité et un degré de validité élevé obtenait de fortes corrélations avec les habiletés cognitives. Il est toutefois impossible d'obtenir une forte corrélation si l'entrevue n'est pas structurée[41]. Tout comme le recours aux centres d'évaluation, les entrevues structurées sont dispendieuses, prennent du temps et nécessitent la participation de deux ou trois experts. Toutefois, si l'entrevue structurée est utilisée dans le processus de sélection pour l'évaluation des habiletés cognitives (ou pour toutes autres compétences), il est important, afin d'éviter les biais de sélection (conscients ou inconscients) d'un seul évaluateur, de créer des comités de sélection. Ces comités de sélection, s'ils sont diversifiés de par l'expertise et le parcours de leurs membres, apporteront une véritable valeur ajoutée. De plus, lorsque possible, les membres du comité doivent représenter la démographie de l'organisation et ils doivent être formés sur les biais de sélection et sur l'entrevue structurée. Peu importe l'outil sélectionné, il est important qu'il soit fiable, valide et qu'il respecte les critères de l'American Psychological Association (APA) en ce qui concerne son développement.

Enjeux associés à la gestion du personnel

Le rôle de la haute direction et celui des gestionnaires de premier niveau dans la mise en place d'une culture organisationnelle inclusive sont primordiaux. Les formations sur la diversité sont un outil de gestion important pour l'ensemble de l'organisation. Toutefois, le simple fait d'embaucher une main-d'œuvre diversifiée ou d'offrir des formations sur la diversité ne créera pas une culture organisationnelle inclusive[42]. Donc, pour que les organisations tirent profit d'une main-d'œuvre diversifiée, la gestion de la diversité doit être effectuée activement d'une manière culturellement sensible. Par conséquent, une pratique importante qui soutient l'inclusion est d'avoir un plan de gestion de la diversité complet et intégré, qui tient compte de tous les niveaux organisationnels, et qui garantit que les objectifs par rapport à la diversité sont connus, partagés et alignés avec les objectifs stratégiques de l'organisation.

[38] Ones et al., 2010
[39] Berry, Sackett et Landers, 2007; Collins et al., 2003
[40] Berry, Sackett et Landers, 2007
[41] Cortina, Goldstein, Payne, Davison, & Gilliland, 2000
[42] Marina, 2005

Gestion de la diversité

Une étude récente soutient que l'objectif de la gestion de la diversité est de transformer la culture organisationnelle, d'une culture majoritaire homogène vers une culture hétérogène, dans laquelle différents systèmes de valeurs sont entendus et influencent l'environnement de travail[43]. La gestion de la diversité doit prendre en considération toutes les différences et doit être un mécanisme utilisé par les gestionnaires pour créer un environnement où personne n'est défavorisé et dans lequel chaque employé peut réaliser son plein potentiel.

Idéalement, la gestion de la diversité ne consiste pas à fixer des quotas pour la représentation des minorités ou pour éviter la discrimination ou les préjugés, mais devrait plutôt être une approche influençant les politiques, la culture et la structure de l'organisation[44]. En somme, c'est une addition de transformations allant des politiques internes, à la gouvernance, aux pratiques organisationnelles. La gestion de la diversité est un concept multidimensionnel qui permet à l'organisation de mettre en place des initiatives proactives[45]. En plus des ateliers de sensibilisation sur la diversité et le recrutement, la gestion de la diversité inclut également des initiatives comme les programmes de mentorat, la planification de la relève, les programmes favorisant l'équilibre travail/vie privée, des arrangements d'horaires de travail alternatifs, la responsabilisation des employés ainsi que des programmes de formation intégrée[46].

D'un point de vue organisationnel, la gestion de la diversité peut mener à des conséquences positives si elle est intégrée aux objectifs stratégiques organisationnels, notamment par l'entremise des ressources humaines[47]. Les modèles de gestion doivent soutenir un environnement de travail qui inclut la diversité au sein des équipes afin d'améliorer l'efficacité et la performance organisationnelle. La mise en place de plusieurs initiatives et stratégies sera toutefois nécessaire pour y parvenir. Il est important de mentionner le style de leadership des gestionnaires et les programmes de formation comme initiatives intéressantes.

Rôle des dirigeants et gestionnaires

La gestion de la diversité signifie que les personnes en position de leadership ont la capacité de comprendre les différences culturelles, de reconnaître l'importance de la diversité et de prévenir les discriminations contre les groupes minoritaires[48]. L'un des principaux facteurs qui contribuent à créer des environnements inclusifs est d'avoir des dirigeants engagés qui soutiennent les différences individuelles et culturelles parmi les employés. Des dirigeants engagés utilisent également les talents de tous les membres de leur équipe, quelle que soit leur identité[49]. Ils

[43] Mor Barak, 2017
[44] Wise et Tschirhart, 2000; Singal et Gerde. 2015; Windcheid, Bowes-Sperry, Mazei et Morner, 2017
[45] Sabharwal, 2014
[46] Sabharwal, 2014
[47] Snell et Youndt, 1996
[48] Kim et Park, 2017; Soni, 2000; Thomas, 1990
[49] Sabharwal, 2014

considèrent la diversité non pas comme un problème à résoudre, mais comme quelque chose de nécessaire au succès et à la croissance de l'organisation, notamment le développement culturel et l'amélioration de leurs pratiques de gestion[50].

Les gestionnaires qui ont l'intention de créer un environnement inclusif doivent recevoir l'engagement de la haute direction, respecter les opinions, les perspectives des groupes minoritaires et favoriser des politiques équitables[51]. Pour que la gestion de la diversité soit efficace dans l'organisation, la haute direction doit promouvoir des gens issus de la diversité à des postes élevés de gestion[52]. Elle doit aussi encourager et former l'ensemble des gestionnaires de l'organisation au rôle de la diversité au travail[53]. Lorsque les dirigeants et l'ensemble des gestionnaires adoptent une approche de gestion de la diversité, la culture organisationnelle en est influencée[54].

Gestion du personnel

La gestion du personnel nécessite la maîtrise d'une grande variété de compétences comportementales et personnelles afin d'être efficace[55]. **Les gestionnaires de première ligne jouent donc un rôle important entre les pratiques des ressources humaines et la performance individuelle des membres de l'équipe[56].** La mise en œuvre de la gestion de la diversité sera efficace si les gestionnaires de première ligne sont impliqués et possèdent les compétences nécessaires pour y parvenir. Outre les compétences de gestion traditionnelles telles que l'encouragement, la communication, le développement, l'esprit d'équipe, la résolution de problèmes, la délégation, le PODC[57], etc., la gestion de la diversité requiert de nouvelles compétences, ainsi que la capacité d'expliquer aux employés la valeur d'une main-d'œuvre diversifiée, la capacité de reconnaître et de développer l'équipe pour pouvoir intégrer des employés issus d'un groupe minoritaire[58].

La gestion de la diversité est un exercice complexe qui nécessite de nombreuses caractéristiques et compétences de la part des gestionnaires. Celles-ci peuvent être acquises et validées lors d'un processus de sélection ou être développées par des formations formelles.

Le leadership transformationnel : un gestionnaire ayant un leadership transformationnel travaille avec son équipe pour identifier les changements nécessaires, créer une vision inspirante qui guide le changement et exécuter ces transformations en collaboration avec ses ressources[59]. Le

[50] Kim et Park, 2017; Sabharwal, 2015; Singal et Gerde, 2015
[51] Sabharwal, 2014
[52] Singal et Gerde, 2015
[53] Jin, Lee et Lee, 2017
[54] Jin et al., 2017; Kanter et al., 2017; Sabharwal, 2014; Cox & Blake, 1991; Dass et Parker, 1996; Ng, 2008; Richard, Kochan et McMillan-Capehart, 2002
[55] Omran et al., 2009
[56] Alfes, Truss, Soane, Rees et Gatenby, 2013
[57] Planifier - Organiser - Diriger - Contrôler
[58] Hall, 2013
[59] Bass, 1085; Avolio et Bass, 2004; Bass et Riggio, 2006

leader transformationnel inspire les gens à obtenir des résultats remarquables en offrant une autonomie et un pouvoir décisionnel que les autres styles de leadership n'offrent pas. Par ces comportements, un leader transformationnel aligne les valeurs et les objectifs organisationnels avec les valeurs et les objectifs individuels des employés, renforçant ainsi l'optimisme et l'efficacité de la main-d'œuvre[60]. Le leadership transformationnel permet d'obtenir des résultats positifs[61] en matière de diversité en suscitant la fierté des employés envers l'organisation, en mettant l'accent sur l'effort collectif et en renforçant le respect et la confiance des uns envers les autres.

La gestion de la complexité : l'être humain est complexe et cette complexité s'accroît dans un contexte de diversité. L'établissement de relations interculturelles est l'un des nombreux défis liés à la gestion du personnel. Or, il est impératif, de nos jours, que les employés d'une organisation (dont les gestionnaires) développent leur intelligence culturelle afin de mettre en place un environnement inclusif. Cette habileté devient d'autant plus importante que le marché du travail s'est complexifié au cours des dernières années. Il devient donc nécessaire d'avoir une compréhension plus approfondie des êtres humains, incluant une prise de conscience des différences provenant de la diversité[62]. Dans un contexte de métropole, cette nécessité d'allier les compétences inclusives à des perspectives interculturelles et anti-discriminations permet de mieux répondre à la complexité démographique d'une ville.

Cohésion d'équipe et performance : la performance d'une équipe repose sur la façon dont les employés sont gérés et sur la manière avec laquelle le gestionnaire prend en compte les différences parmi les membres de l'équipe. Il existe une corrélation positive entre la cohésion d'équipe (inclinaison des membres de l'équipe à forger des liens et de rester unis) et la performance. À cet égard, la cohésion d'équipe semble également jouer un rôle médiateur entre des comportements d'entraide et la diversité apparente, ainsi qu'entre la diversité et la performance de l'équipe[63].

La communication : les organisations et les gestionnaires doivent trouver des moyens créatifs pour surmonter trois défis clés, soit les barrières linguistiques, les différents styles de communication et la résolution de conflits basée sur les différences culturelles. Des chercheurs ont démontré que de nombreux problèmes surviennent en termes de communication entre les gestionnaires et les employés, ainsi qu'entre ces derniers et les clients, lorsque l'organisation n'a pas une bonne compréhension de la diversité. Par conséquent, les différentes dimensions de la diversité culturelle, les politiques, les programmes de gestion de la diversité et les pratiques de gestion axées sur la diversité doivent être soigneusement communiqués afin d'être intégrés dans les activités quotidiennes des gestionnaires et des employés. De plus, les gestionnaires de première ligne doivent être en mesure d'identifier les lacunes en termes de

[60] Avolio et Bass, 2004; Bass et Riggio, 2006
[61] DeRue et al., 2011; Kearney et Gebert, 2009
[62] Mintzberg, 1992
[63] Mach, Dolan et Tzafrir, 2010;Liang, Shih et Chiang, 2015;Tekleab, Karaca, Quigley et Tsang, 2016

gestion de la diversité afin que l'organisation puisse prendre les mesures nécessaires pour développer des pratiques équitables[64].

L'ouverture : l'un des prérequis d'une bonne communication est l'ouverture et la capacité de reconnaître à la fois les ressemblances et les différences qui existent entre les employés[65]. Les études ont démontré que les personnes ayant une forte identité au groupe majoritaire (les caucasiens) ont moins d'empathie et d'ouverture à la diversité. Les recherches suggèrent que la relation entre le leadership et le comportement organisationnel est essentielle pour cultiver l'ouverture à la diversité des gestionnaires[66]. De plus, pour être en mesure de créer une main-d'œuvre diversifiée, les gestionnaires doivent être ouverts à surmonter leurs propres préjugés, inconscients ou non[67].

La compassion : enracinée dans la reconnaissance, l'égalité et le sentiment de communauté entre tous les individus[68], la compassion permet aux individus de se sentir acceptés[69]. Si la vision des leaders est enracinée dans l'acceptation de son prochain et le sentiment de justice, ces leaders vont pouvoir trouver des moyens d'améliorer la participation des employés. Ils mettent en marche les pratiques qui attireront, retiendront et feront la promotion du personnel compétent, et ce, peu importe leur origine ethnique[70].

La confiance : la mise en place d'initiatives inclusives générera des changements importants dans la confiance des employés envers l'organisation. On gagne la confiance des employés lorsque ces derniers perçoivent que l'organisation est honnête et qu'elle respecte ses engagements[71]**.** Un gestionnaire qui est en mesure de développer des relations de confiance entre les membres de son équipe s'assurera que ces derniers peuvent compter les uns sur les autres, et ce, peu importe leurs différences. Il devra, pour bâtir la confiance, mettre en place des processus de communication efficaces entre les employés. De plus, les gestionnaires doivent utiliser la confiance et l'intégrité comme levier pour améliorer le climat de travail, la productivité individuelle et organisationnelle, ainsi que pour favoriser l'engagement et bannir les comportements non éthiques[72].

Formation sur la diversité

Les programmes de formation sont des outils organisationnels importants dans la gestion du personnel puisqu'ils permettent aux employés de développer leurs compétences. Toutefois, il semble important de considérer à la fois la nature unique d'une formation sur la diversité et les caractéristiques qu'elle peut avoir en commun avec d'autres types de formations. De manière

[64] Malik, Madappa et Chitranshi, 2017
[65] Alt, 2017; Chao et al., 2015; Hobman, Bordia et Gallois, 2004
[66] Maamai et Majadalni, 2017; McCleskey, 2014; Spear, 2015
[67] Sheppard, 2018
[68] Lord et Hutchinson, 2007
[69] Kanov et al., 2004
[70] Lappetito, 1994
[71] Gilbert et Tang, 1998; Kane-Urrabazo, 2006
[72] Kouzes et Posner, 2002

générale, les programmes de formation sont mis en place pour combler une lacune entre les compétences souhaitées et actuelles. Cependant, la majorité des formations sur la diversité ne sont pas nécessairement orientées vers l'acquisition de compétences, mais plutôt sur les valeurs, les croyances et l'acquisition de bons comportements, ce qui complique l'apprentissage et l'intégration du contenu[73]. Ainsi, des formations bien conçues sur la diversité mettront davantage l'accent sur l'importance de l'acquisition de compétences plutôt que la simple prise de conscience de préjugés raciaux ou de stéréotypes. De plus, l'acquisition de connaissances doit être une partie intégrale d'une formation sur la diversité[74]. Il est toutefois difficile de faire une formation sur la diversité sans exprimer les valeurs ou les croyances organisationnelles de la haute direction envers la diversité.

Une méthode couramment utilisée pour augmenter la réceptivité face aux formations sur la diversité consiste à dispenser la formation sur une base volontaire. Toutefois, les personnes qui se portent volontaires pour assister à ces formations sont déjà plus ouvertes à la diversité que celles qui ne le sont pas. Les formations sur la diversité manquent d'attrait pour ceux qui pourraient en profiter le plus, c'est-à-dire les non-volontaires. Même si les formations sur une base volontaire ont été associées à plusieurs conséquences positives, les formations obligatoires ont démontré des résultats plus concrets par rapport à l'apprentissage comportemental des apprenants[75].

La mise en place de formations obligatoires véhicule un sens plus profond d'engagement de l'entreprise face à la diversité, ce qui apporte la preuve d'un véritable investissement dans l'amélioration de la diversité pour l'organisation[76]. Fournir une formation qui combine à la fois l'amélioration de la performance et la résolution de problèmes en lien avec la diversité peut accroître la réceptivité des apprenants lorsqu'elle est obligatoire, puisque les employés auront l'impression de recevoir des enseignements pouvant améliorer leur carrière. Cette combinaison peut augmenter l'intérêt d'assister à la formation, ainsi que les réactions positives. Un facteur majeur affectant le succès d'une formation sur la diversité est la mesure dans laquelle elle est soutenue par des initiatives intégrées dans toute l'organisation[77].

De nombreuses entreprises n'ont qu'une seule formation sur la diversité qui fonctionne comme une introduction à l'égalité en matière d'emploi. Les employés qui vont la suivre une fois au cours de leur carrière dans l'entreprise perçoivent cette formation comme une formalité plutôt qu'un effort sérieux de promouvoir la diversité. Au final, cela envoie un message indiquant que l'organisation ne fait que le strict minimum. Le fait d'ancrer les opportunités d'apprentissage dans une stratégie de communication globale peut refléter le niveau de sérieux d'une organisation quant aux enjeux de diversité.

[73] Chrobot-Mason et Quiñones, 2002
[74] "Vivre la diversité" de Shakil Choudhury 2018 (Éditions Mémoire d'Encrier)
[75] Bezrukova et al., 2016; Kulik et al., 2007
[76] Paluck, 2006
[77] Bezrukova et al., 2016

De façon générale, les chercheurs suggèrent d'utiliser une approche intégrée de la diversité dans l'organisation, dans laquelle les formations ne sont qu'une partie de l'initiative globale[78].

Enjeux ressources humaines associés à la gestion des carrières

Une fois embauchés, les membres de minorités risquent de faire face à diverses embûches dans leurs parcours de carrière. En effet, force est de constater que l'appartenance à un groupe ethnique, le sexe ou l'âge d'un individu semblent encore aujourd'hui avoir un effet souvent négatif sur les carrières individuelles[79]. Du point de vue de l'organisation, deux problématiques méritent d'être plus spécifiquement discutées, soit celle des départs volontaires plus fréquents et celle d'un plafond de verre qui subsisterait encore aujourd'hui dans beaucoup d'organisations.

Les efforts de gestion de la diversité qui se traduisent par un meilleur climat de diversité permettent d'améliorer le bilan des départs volontaires[80]. Du fait d'une plus grande identification à l'organisation et d'une satisfaction au travail accrue, les employés ont moins l'intention de la quitter[81]. La perception d'un meilleur climat de diversité chez les employés de minorité visible serait associée à un meilleur soutien au travail ainsi qu'à un traitement plus respectueux[82]. Dans l'ensemble, compte tenu de la définition donnée pour le climat de diversité, il n'est pas surprenant que les employés issus de minorités, qui se considèrent généralement mieux traités, aient plus tendance à demeurer au sein de l'organisation[83]. Les départs volontaires seraient également plus fréquents chez les femmes et chez les employés plus âgés[84]. Parmi les raisons à l'origine de ces départs, on note pour les femmes un fardeau familial plus élevé, une rémunération et des opportunités de promotion qui sont moindres et même dans certains cas des comportements de harcèlement. En ce qui a trait à l'âge, on fait référence à l'âgisme, c'est-à-dire les préjugés et la discrimination envers les personnes âgées (55 ans et plus dans cette étude spécifique)[85]. Ce phénomène influencerait négativement la satisfaction au travail et mènerait ainsi à des départs dysfonctionnels. Or, ce type de départ est particulièrement problématique puisqu'il représente une perte nette pour l'organisation.

Au-delà de la question du taux de roulement, une nuance doit également être apportée quant aux types d'emplois auxquels ont accès les personnes qui s'identifient à une minorité visible. Lorsqu'appliquée aux femmes, l'appellation « plafond de verre » s'impose rapidement et se traduit par « des difficultés qui freinent la mobilité ascendante des femmes dans les hautes sphères organisationnelles »[86].

[78] Chrobot-Mason et Aramovich, 2013; Cox, 2001; Hite et McDonald, 2006
[79] Jang, Pak et Lee, 2019; Prawitasari, 2018
[80] Baretto, 2019; Hom, Roberson et Ellis, 2008; Leonard et Levine, 2006; Lyon, Velez, Mehta et Neill, 2014; McKay, Avery, Tonidaniel, Morris, Hernand et Hebl, 2007; Semel, 2020
[81] Lyons et al.,2007
[82] Barreto, 2019
[83] Fairley, 2019
[84] Heavey et al., 2013 ; Hom et al.,2008 ; Maurer et Quereshi, 2019
[85] Nishii, Langevin et Bruyère, 2011
[86] Marchand, 2008

Les pratiques associées à la gestion des carrières renferment plusieurs outils qui peuvent être mobilisés afin de favoriser l'émergence d'un climat de diversité favorable aux yeux de l'ensemble des employés et, dans une optique plus large, contribuer à l'adoption d'une approche inclusive au niveau organisationnel. D'un autre côté, l'adoption d'une telle approche inclusive et des pratiques qu'elle implique permet le développement d'un réel avantage concurrentiel dans le cadre d'un marché du travail de plus en plus compétitif.

La gestion des carrières passe quant à elle par l'évaluation et le développement du potentiel de façon à planifier les mouvements de main-d'œuvre horizontaux et verticaux à l'interne[87]. S'intéressant à la « gestion des talents inclusive », des chercheurs[88] suggèrent quatre approches pratiques :

1. Mettre sur pied un programme de développement plus large qui soit accessible et pertinent pour tous;
2. Permettre à chacun d'identifier ses priorités et de quelle façon elles contribuent à l'organisation dans le cadre des processus de gestion de la performance;
3. Donner plus d'autonomie décisionnelle aux employés dans le choix des activités ou compétences pour lesquelles ils souhaitent être formellement évalués;
4. S'assurer que les profils de compétences permettent l'appréciation des talents de chacun même s'ils prennent une forme différente.

Dans l'ensemble, il s'agit de propositions qui visent à adapter les pratiques associées à la gestion des carrières dans l'intention de mieux évaluer et développer ce que chacun peut offrir, pour ensuite planifier les mouvements de main-d'œuvre internes en fonction de ces résultats plutôt qu'en ne considérant que des indices de potentiel traditionnel considérés comme exclusifs plutôt qu'inclusifs[89]. Or, une telle approche de la gestion des talents, qui se veut davantage responsable et qui respecte l'essence de l'approche inclusive, aurait un potentiel intéressant pour influencer des variables importantes telles que la satisfaction au travail ou la perception d'une meilleure justice organisationnelle[90]. Il n'y a donc aucun doute qu'une telle approche serait perçue favorablement par les employés qui sont traditionnellement mis de côté (minorités ethniques, femmes, travailleurs âgés et personnes marginalisées) et qu'elle favoriserait un meilleur climat de diversité. Ce faisant, l'adoption d'une gestion des talents inclusive participerait au positionnement organisationnel vers une gestion globale des diversités et à l'obtention de plusieurs résultats favorables qui y sont associés, notamment au niveau du taux de roulement volontaire[91].

[87] St-Onge, Guerrero, Haines et Brun, 2013
[88] Swailes, Downs et Orr, 2014
[89] Swailes et al., 2014
[90] Alesinya et Amponsah-Tawiah, 2020
[91] Barreto, 2019; Lyons et al., 2007; McKay et al., 2007; Semel, 2020

Perception des gens issus d'une minorité sur l'avancement de carrière

Il existe des obstacles à différentes étapes de la progression de carrière pour les minorités, et ces groupes continuent d'être sous-représentés dans des postes de direction[92]. **Les perceptions de préjugés par des individus ou un groupe peuvent empêcher les travailleurs issus des minorités à vouloir progresser dans l'organisation[93]**. Ces perceptions peuvent avoir un impact important sur leur satisfaction au travail et conséquemment sur le taux de diversité dans des postes de direction.

En effet, une personne qui vit de la discrimination au travail et qui est insatisfaite dans son emploi a de plus grandes chances de quitter l'organisation que de persévérer plusieurs années avant d'obtenir un poste de direction. C'est l'une des raisons pour lesquelles les employés issus d'une minorité n'aspirent pas à des postes de haut niveau[94].

Comprendre les perceptions sur l'avancement de carrière est également important pour créer un dialogue visant à combler le fossé des préoccupations organisationnelles. Les perceptions des employés par rapport aux obstacles et au soutien offert par l'organisation sont des facteurs importants pour permettre aux employés issus d'une minorité de construire leur identité professionnelle[95]. Il est donc important pour les organisations de bien comprendre les perceptions de ces employés, notamment lorsque celles-ci peuvent être aussi néfastes que les inégalités réelles [96].

Les perceptions d'inégalité peuvent conduire à des conflits ou à une aliénation lorsqu'elles sont perçues par les employés comme résultant d'un traitement discriminatoire. La perception d'un traitement injuste ou d'une discrimination peut avoir des conséquences organisationnelles et personnelles négatives, telle qu'une baisse de productivité, d'engagement, de satisfaction au travail, de santé mentale et de bien-être[97].
D'autre part, les membres d'un groupe minoritaire peuvent créer des barrières en manifestant une réticence à promouvoir la progression des membres de leur propre groupe racial, un concept connu sous le nom de méta-stéréotype. Un méta-stéréotype est un processus visant à examiner comment un groupe minoritaire se crée des opinions et des points de vue à propos des membres de son propre groupe[98]. Conséquemment, un méta-stéréotype crée un environnement dans lequel les membres du groupe minoritaire ressentent un faible sentiment

[92] Armstrong, Nelms, Riemenschneider et Reid, 2012
[93] Naff, Riccucci et Freyss, 2017
[94] Naff et al., 2017
[95] Brown et Lent, 2012
[96] Banerjee, 2008
[97] Banerjee, 2008
[98] Owuamalam et Zagefka, 2014

de valeur personnelle. Les politiques organisationnelles peuvent être perçues comme des obstacles intangibles pour les employés issus d'une minorité[99].

Une approche intégrée signifie que des efforts significatifs sont investis en matière de diversité dans toutes les activités de l'organisation, que ce soit en milieu de travail, dans les pratiques d'embauche, dans la supervision des employés, etc. Une approche intégrée de la diversité fournit la preuve aux employés que l'organisation s'engage à promouvoir une approche inclusive. Les formations sur la diversité faisant partie d'une approche intégrée sont beaucoup plus efficaces pour la participation des apprenants, l'amélioration des attitudes et des croyances, ainsi que l'apprentissage comportemental des apprenants[100]. De plus, elles produisent de nombreux résultats positifs, notamment une réduction des stéréotypes, une amélioration de la compétence culturelle, de la productivité et de l'engagement envers l'organisation ainsi qu'une meilleure rétention des employés issus d'un groupe minoritaire[101]. Les formations sur la diversité améliorent également les attitudes envers la diversité et l'empathie en tant que compétence importante de l'approche inclusive. Les attitudes envers la diversité font référence aux émotions, aux croyances et aux motivations qu'ont les gens envers divers individus, groupes ou communautés[102].

[99] Rosen et Hochwarter, 2014
[100] Bezrukova et al., 2016
[101] Batson et al, 1997; Dovidio et al., 2004; Galinsky et Moskowitz, 2009; Todd et al., 2011
[102] Avery et Thomas, 2004

4. COMPTE RENDU DES GROUPES DE DISCUSSION ET DES ÉCHANGES AVEC LE SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Les groupes de discussion sont des séances guidées visant à explorer les réflexions et le ressenti des participants sur un thème en particulier. Dans ce cas-ci, l'objectif était de recueillir les opinions, les réactions et les observations d'employés de la Ville de Montréal en lien avec la progression de carrière à l'intérieur de l'organisation.

Les échanges avec les participants visaient deux axes principaux, soit les éléments facilitateurs de la progression de carrière à la Ville de Montréal et les éléments qui représentent un défi à cette dernière.

Au préalable de leur participation au groupe de discussion, tous les participants ont été invités à remplir un questionnaire portant sur la diversité par rapport à leurs expériences personnelles dans le milieu de travail.

L'analyse effectuée des réponses obtenues à ces 70 questions mesure le degré d'accord des répondants sur les questions d'équité, de diversité et d'inclusion. Certaines similitudes avec le sondage de mobilisation réalisé auprès de l'ensemble des employés de la Ville de Montréal en 2019 apparaissent nettement.

Dans un premier temps, les répondants indiquent se sentir, dans une large majorité, proches de leurs collègues, intégrés dans leur équipe et acceptés. Cependant, malgré cette solidarité, la présence de stéréotypes pouvant aller jusqu'à de la discrimination vécue ou ressentie est pointée du doigt.

Habités par un fort sentiment d'appartenance à la Ville de Montréal qui est renforcé par leur rapprochement avec leurs collègues, les employés de la Ville interrogés révèlent manquer de confiance envers leur gestionnaire. Ce sentiment peut s'expliquer par la perception des employés d'une application inéquitable des politiques des ressources humaines. Certains soulèvent un manque de transparence dans les décisions prises et des affectations qui ne leur semblent pas basées sur les compétences et les capacités, ce qui entraîne un sentiment d'iniquité envers certains processus.

Impliqués et ayant à cœur le succès de leur organisation, la majorité des répondants mettent en exergue la présence d'obstacles, tels que le manque de communication et d'informations qui pourraient permettre leur avancement professionnel, ce dernier leur apparaissant bloqué.
Finalement, les démarches menées pour la diversité reçoivent une bonne visibilité, mais les répondants trouvent qu'elles ne sont pas suivies par des actions menant à la mise en œuvre des acquis et qui pourraient se traduire par une intégration facilitée pour les personnes issues des groupes cibles.

Les facilitateurs de la progression de carrière

Plusieurs programmes qui ont pour objectif de favoriser la progression de carrière sont appréciés par les employés. Le premier programme qui a été mentionné est celui visant la formation et l'accompagnement des équipes des cadres-pompiers. Ce programme vise à

assurer une intégration rapide, une formation continue, un suivi de performance ainsi qu'un plan de carrière complet pour les personnes faisant partie de cette catégorie d'emploi. Un autre programme qui a été cité est le programme de parrainage professionnel pour l'intégration des personnes issues de la diversité (population immigrante et en situation de handicap). Ce programme a comme objectif de promouvoir la diversité au travail et de permettre à la main-d'œuvre issue de la diversité d'accéder à une carrière fructueuse et enrichissante. Ce programme vise à :

- Faciliter l'intégration professionnelle des nouveaux résidents permanents et développer leur potentiel;
- Leur donner l'occasion de contribuer à des mandats dans leurs domaines d'expertise;
- Leur faire découvrir un environnement de travail diversifié dans lequel ils peuvent utiliser leur créativité pour servir tous les citoyens de la Ville.

Les participants ont également souligné que la Ville de Montréal offre des opportunités de progression de carrière pour des profils qui débutent au sein de l'organisation, ainsi qu'un accès aux fonctions transversales ouvertes en interne, comme la possibilité d'occuper des postes variés d'une manière temporaire pour assurer l'intérim des personnes absentes.

Les défis à la progression de carrière

Malgré les initiatives réalisées par la Ville afin de promouvoir la progression de carrière de ses employés, les échanges dans les groupes de discussion démontrent qu'un nombre significatif d'obstacles empêchent l'atteinte de cet objectif. Ces défis peuvent être classés en deux catégories :

- Défis liés à la gestion des ressources humaines;
- Défis liés à la diversité.

Gestion des ressources humaines

La fonction des ressources humaines joue un rôle clé dans les organisations. En effet, celle-ci contribue de manière importante à assurer la pérennité et le succès des organisations. Cette fonction est responsable de plusieurs activités déterminantes, telles que le recrutement, les relations de travail et la formation professionnelle. Par ailleurs, puisque la qualité et la disponibilité du capital humain sont désormais un enjeu stratégique primordial, les ressources humaines sont aux premières loges pour opérationnaliser les leviers qui assurent le développement de l'organisation. Malgré l'importance stratégique de cette fonction, on note que plusieurs participants ont relevé des lacunes importantes relatives à la gestion des carrières à la Ville de Montréal. Les éléments soulevés sont présentés dans les prochaines sections.

Recrutement

La stratégie de recrutement au sein de la Ville de Montréal ne fait pas l'unanimité. La perception des participants est à l'effet que la Ville, d'une manière générale, privilégie le recrutement en externe quand il s'agit de pourvoir un poste permanent ou pour remplacer une ressource ayant un statut permanent, plutôt que de miser sur les ressources en place (recrutement en interne).
Or, les statistiques pour l'année 2020 obtenues auprès du Service des ressources humaines démontrent que trois postes permanents sur quatre ont été comblés à l'interne. Le recours à l'embauche de candidats de l'externe a essentiellement été utilisé pour combler des besoins temporaires dans 83% des cas. Par ailleurs, seulement 10% des 50 966 candidats ayant posé leur candidature sur les 3 243 affichages ont obtenu le poste convoité. Plus de 2 000 employés de la Ville ont obtenu une promotion dans l'organisation.

Les participants ont également relevé que les affectations temporaires étaient souvent occupées par des ressources internes qui maîtrisent les compétences nécessaires à l'accomplissement du travail. Toutefois, on observe que ces mêmes employés ne sont pas considérés pour occuper ces postes sur une base permanente, et ce, même s'ils ont démontré une bonne capacité à occuper les fonctions temporairement.

Selon l'information recueillie auprès du Service des ressources humaines, lorsqu'un poste temporaire est ouvert, il arrive fréquemment qu'il n'attire pas un grand nombre de candidatures à l'interne au sein de l'unité d'accréditation, ce qui amène à aller recruter dans d'autres unités de la Ville ou à l'externe. De plus, les besoins opérationnels ou l'urgence liée à un remplacement amènent parfois à considérer des candidatures qui ne répondent pas à la totalité des exigences. Ensuite, lorsque les postes deviennent vacants sur une base permanente, il est fréquent que des membres de l'unité d'accréditation postulent pour le poste et ces derniers ont évidemment une priorité qui leur est accordée en fonction de la convention collective applicable. Il arrive également que le gestionnaire requérant souhaite profiter de l'opportunité d'aller recruter à l'externe un candidat détenant toutes les exigences. Il se peut que la Ville opte pour cette stratégie de recrutement en externe dans l'optique de trouver la « perle rare ». Recruter une personne ayant déjà l'expertise et les connaissances nécessaires pour combler les fonctions d'un poste s'avère généralement la décision la plus évidente à prendre, puisque cela va réduire les coûts de formation (la personne dispose déjà des connaissances utiles au poste), cependant cela ne garantit pas toujours la rapidité et l'efficacité de son intégration au niveau du système organisationnel.

De plus, plusieurs participants ont mentionné qu'ils étaient responsables de former et d'intégrer les ressources recrutées à l'externe, et ce, alors même qu'on ne les a pas retenus pour l'emploi. Cette pratique est une source de désengagement et de frustration importante pour les employés en place. Ces derniers perçoivent que la Ville les considère suffisamment compétents pour accomplir les fonctions de façon temporaire et former les remplaçants, mais qu'ils sont incapables d'occuper les postes sur une base permanente.

Le processus de sélection actuel est également mal compris. Les employés ne comprennent pas toujours ce qui est attendu dans le cadre de l'entrevue, ni pourquoi ils réussissent ou échouent. Ils souhaiteraient pouvoir bénéficier d'une rétroaction afin d'avoir l'opportunité de se développer. Or, cette opportunité existe déjà pour les employés qui en font la demande auprès des recruteurs de la Direction dotation et diversité en emploi, mais elle semble méconnue ou ne répond pas aux besoins attendus des employés. De plus, plusieurs conseils et outils pratiques sur toutes les étapes d'un processus de sélection sont disponibles sur l'intranet des employés de la Ville. Une refonte de la section « Carrière » a d'ailleurs récemment été effectuée.

Les stratégies d'évaluation des candidats demeurent classiques et se basent principalement sur les méthodes traditionnelles, à savoir la présélection des CV et l'exercice de l'entrevue. Les candidats déplorent que les méthodes de présélection et d'analyse des candidatures semblent rigides. Selon eux, les règles et standards de présélection doivent être suivis à la lettre, sans qu'il n'y ait de marge de manœuvre possible. Par exemple, les CV doivent suivre un format précis, et contenir un nombre donné de mots clés afin de pouvoir être considérés. Les employés ont également exprimé être confus par rapport aux exigences, en termes de qualifications requises, qui selon eux ne reflètent pas toujours adéquatement les besoins réels du poste.

Il existe également une perception à l'effet que les exigences sont parfois adaptées par les gestionnaires en fonction d'une personne candidate qu'ils souhaitent recruter. L'absence d'uniformité dans les affichages pour un poste identique, entre différents services ou arrondissements, peut expliquer en partie cette perception d'un ajustement effectué pour une situation ponctuelle. Il est important que des balises encadrent le pouvoir de gestion, dans les décisions de nomination par exemple, afin de réduire les suspicions qui pourraient se manifester lors d'un processus de recrutement.

Suite à une vigie des meilleures pratiques dans le domaine, une refonte de la méthode d'affichage des postes a été faite en décembre 2020. Les affichages ont été raccourcis afin de mieux cibler les responsabilités, les défis et l'environnement de travail. Le but poursuivi par le SRH était aussi d'arriver à réduire les barrières pour les candidats issus de la diversité ou de l'immigration. On peut par exemple noter que dorénavant, les nouveaux affichages ne demandent plus de fournir systématiquement une équivalence de diplôme délivrée par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec. Notons aussi que plusieurs exigences sont maintenant identifiées comme étant des atouts, ce qui réduit le risque d'écarter des candidatures à la source dans un contexte de rareté de main-d'œuvre. Ces nouveaux affichages sont plus clairs, concis et uniformes.

Les affichages de postes doivent respecter les règles des conventions collectives en vigueur et sont rédigés par les spécialistes en acquisition de talents de la Direction dotation et diversité en emploi qui les élaborent suite à la consultation des anciens affichages, de la description d'emploi, de la structure organisationnelle de l'équipe et après une vigie du marché. Le gestionnaire requérant peut profiter de cette opportunité pour mettre à jour la description d'emploi effective avant la vacance du poste.

Des employés ont exprimé le sentiment qu'à la lecture des descriptions d'emplois, il ne se dégageait pas une vision claire et exhaustive du travail à accomplir et de l'environnement professionnel au sein duquel ils seraient amenés à travailler. Le processus de vérification des descriptions d'emplois par les personnes en lien direct avec l'emploi ou encore le recueil du besoin a été questionné, les participants ayant parfois le sentiment qu'aucune mise à jour du contenu n'a été faite depuis la toute première rédaction. Ce fait est confirmé en partie par le Service des ressources humaines qui nous a mentionné qu'un nombre important de descriptions d'emplois n'a pas été mis à jour depuis 1995, année de leur création. Celles ayant fait l'objet d'une mise à jour l'ont été à la demande d'un gestionnaire lorsqu'un poste est devenu vacant, avant la rédaction de l'affichage d'un poste ou lors de comités d'évaluation des emplois qui se tiennent fréquemment à la demande d'une des parties (patronale ou syndicale).

Les employés sont fortement en demande de certaines informations qui les aideraient à mieux comprendre les contraintes et les critères d'adéquation d'un poste. Certains participants ont déploré ne pas pouvoir consulter les descriptions d'emplois en dehors des périodes d'affichage ainsi que les organigrammes des services ou arrondissements de la Ville. L'accès à ces informations pourrait avoir comme conséquence concrète de les aider à discerner où se trouve un emploi spécifique affiché. L'organisation quant à elle gagnerait des candidats mieux préparés et à même de répondre aux défis rencontrés. Les organigrammes des arrondissements ne sont effectivement pas disponibles sur l'intranet et ceux des services centraux s'y retrouvent, mais n'incluent pas tous les postes de la structure. La mise à disposition d'organigrammes complets conduirait à ce que les employés aient une vision claire de la structure organisationnelle. Les employés ont également mis de l'avant qu'une représentation de l'organisation fonctionnelle ou géographique, ou encore une ébauche du plan de carrière envisageable pour chaque emploi, serait un atout très important pour améliorer l'attractivité d'un poste. Cela permettrait aussi de soutenir la stratégie des ressources humaines de la Ville et la perception d'équité chez les employés. Considérant la taille de la Ville de Montréal, la mise à jour d'organigrammes plus détaillés et des descriptions des emplois représente un défi de taille, vu le nombre important de titres d'emplois et d'unités d'affaires.

Les critères de sélection, tels qu'appliqués lors de la présélection des curriculums vitae, sont remis en question. Des employés déplorent que la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise depuis qu'ils ont rejoint la Ville ne soit pas mieux prise en considération, car la sélection se fait selon eux principalement sur les diplômes obtenus. Le fait d'appliquer une équivalence entre l'expérience professionnelle et les études demandées n'est pas toujours possible et entraîne de la frustration chez certains employés en recherche de nouvelles opportunités. Élargir les possibilités d'équivalence pour certains postes pour les bassins de main-d'œuvre internes est une bonne stratégie pour contrer la rareté de main-d'œuvre. De plus, cela est un facteur de mobilisation important pour les employés.

L'entrevue structurée est l'outil privilégié comme méthode de sélection par le Service des ressources humaines, accompagné par une grille de cotation unique. Bien qu'il s'agisse d'un moyen ayant une bonne validité prédictive, il existe aujourd'hui des outils de mesures telles que les tests de capacités cognitives, tests d'habiletés, tests de jugement situationnel, etc. qui,

combinés à une entrevue structurée, donnent une validité prédictive supérieure et une validité apparente non négligeable. Ces tests servent également à prédire le potentiel de performance en emploi, ce qui est un incontournable dans une approche de gestion des talents ou l'élaboration de plan de relève. Nous avons aussi constaté que l'entrevue structurée n'est pas utilisée pour la totalité des processus. En effet, puisque les activités de dotation sont une responsabilité partagée entre la Direction de la dotation et de la diversité en emploi et les différentes unités d'affaires, certains comblements sont réalisés en autonomie, tels que : les stages, les emplois étudiants, les postes banques d'heures ainsi que certaines entrevues de sélection qui sont réalisées à la suite d'un processus de préqualification formel. Il est à noter que les entrevues peu ou pas structurées sont plus sujettes à des biais de sélection importants.

Selon certains participants, les processus de recrutement sont longs ce qui ne devrait pas être le cas pour des processus de recrutement en interne. De plus, ils sont souvent perçus comme inefficaces selon les commentaires recueillis, ce qui génère un sentiment de désintéressement chez les candidats. Ce sentiment d'inefficacité s'explique en partie par une confusion concernant les exigences de qualifications requises, qui selon les employés ne reflètent pas adéquatement les besoins réels du poste, en plus d'une difficulté à comprendre la pertinence des questions et des méthodes de cotation. Après validation auprès du Service des ressources humaines, le délai moyen d'un processus de dotation varie en fonction de la catégorie d'emploi entre 36 à 48 jours ouvrables, ce qui est à notre avis un délai normal et acceptable considérant le volume important de processus de dotation et de candidatures à analyser. Lors des derniers renouvellements de plusieurs conventions collectives, de nouvelles dispositions ont été négociées en vue de simplifier la gestion des processus de dotation et de favoriser davantage la mobilité, par exemple plus de souplesse pour les exigences ou les règles de mobilité interne. Le Service des ressources humaines a également prévu à la planification stratégique de son service un projet « Marque employeur » qui aura comme objectif principal de promouvoir la Ville auprès des talents de l'interne et de l'externe. Ce projet hautement stratégique pour la Ville est, à notre avis, essentiel à mettre en place rapidement.

Formation

La formation vise à améliorer les performances collectives et individuelles des employés en développant ou en renforçant les compétences requises à l'emploi. Elle permet aux individus de se développer et d'appliquer ces nouveaux atouts dans le cadre de leur travail. Cependant, les participants ont relevé que la formation à la Ville de Montréal présentait des lacunes qui ont un impact négatif sur l'engagement des employés. Cet impact est observé tant au niveau de l'intégration des nouveaux employés que du processus de formation continue.

Au niveau du processus d'intégration des nouveaux employés, certains participants ont souligné qu'ils étaient responsables du plan d'orientation, d'intégration et de formation des nouvelles recrues et qu'il n'y avait pas d'outils en place pour les aider à le faire (premier jour, première semaine, premier mois et premier trimestre).

La culture d'apprentissage de la Ville est en évolution, passant d'une vision traditionnelle à un apprentissage plus actif et personnalisé. C'est une responsabilité partagée entre l'organisation, les gestionnaires et les employés. La formation, ainsi que les budgets qui y sont rattachés, constituent une pratique décentralisée qui permet de répondre aux besoins de chaque unité. Des outils ont été développés par le Service des ressources humaines pour faciliter la planification et le suivi par les unités. Cela implique des stratégies de déploiement et de communication différentes d'une unité à l'autre, en fonction de l'offre de formation disponible. La communication sur les différentes offres n'étant pas centralisée, il est possible que les pratiques ne soient pas uniformes.

Le Service des ressources humaines a développé plusieurs programmes transversaux qui sont disponibles pour soutenir les gestionnaires dans l'accueil et l'intégration en poste de tous les employés de la Ville, notamment le parcours de formation « Bienvenue à la Ville », la séance d'information sur les conditions de travail et la cérémonie d'accueil du nouveau personnel. Pour ce qui est des besoins d'intégration en poste, il n'existe pas des parcours pour la totalité des postes considérant la multitude de fonctions à la Ville, mais certains couvrant des fonctions à grands volumes existent, tels que : les contremaîtres, l'inspectorat, le personnel de soutien administratif et les gestionnaires. Un projet est également en cours pour le personnel col bleu. Certaines unités administratives spécifiques disposent également de centres de formation ou des programmes propres à leurs réalités, notamment le Service de sécurité incendie, le Service de police, le Centre de service 311, le Service de l'eau et le Service Espace pour la vie. Il existe également un programme de mentorat et de coaching pour les gestionnaires.

Certains participants ont également soulevé l'accès à peu de formation continue. La Ville dispose d'une plateforme de formation en ligne accessible par tous les employés : « l'Espace apprentissage ». Cette plateforme regroupe maintenant tous types de formation que ce soit en ligne, en présentiel ou en classe virtuelle. Elle contient un catalogue abondant de contenus de formation sur divers sujets pertinents. Certains d'entre eux ont été identifiés comme prioritaires et obligatoires notamment les formations sur la conformité, la santé et sécurité du travail ou celles requises pour le maintien de permis. Des sections ont été développées pour répondre à des besoins spécifiques de plusieurs unités d'affaires de la Ville. Pour faciliter l'accès à une offre adaptée aux besoins du personnel, des cartographies de formations offertes par la Ville et des collections de cours sur Linkedin Learning sont désormais disponibles, telles qu'une offre d'apprentissage en diversité, équité et inclusion, les rendez-vous Montréal 2030, une offre de développement pour les gestionnaires, etc. Plusieurs groupes d'employés de la Ville ne disposent pas d'un poste de travail informatique dans le cadre de leurs fonctions, par exemple les employés cols bleus, policiers ou pompiers, mais des postes de travail communs ont été mis à leur disposition pour accéder aux plateformes informatiques de la Ville. Il revient aux gestionnaires de planifier la réalisation des activités de formation à l'horaire de travail de leurs employés.

Les participants aux groupes de discussion ont également déploré le peu d'opportunités d'accéder à des formations externes, compte tenu des contraintes budgétaires, ces formations n'étant que partiellement financées ou pas du tout financées. Des dispositions incluses dans la

convention collective des pompiers et celle des professionnels généraux offrent l'opportunité pour leurs employés d'avoir accès à un certain nombre d'heures de formation rémunérées répondant aux besoins de l'organisation. Les gestionnaires ont l'opportunité de participer à un programme, élaboré sur mesure pour la Ville, de développement des compétences en gestion offert par l'École nationale d'administration publique.

L'intégration à la fonction d'un employé, son niveau d'adéquation aux exigences du poste, l'évolution du développement de ses compétences ainsi que le transfert des apprentissages sont la responsabilité principale du gestionnaire de l'employé. Un guide pratique pour accompagner l'employé dans sa démarche de développement professionnel est accessible sur l'intranet pour accompagner les gestionnaires à réaliser cette tâche. Considérant les commentaires soulevés par les participants, il serait opportun qu'une réflexion soit amorcée afin d'identifier les freins à la réalisation de cet aspect important de la gestion des ressources humaines et de la performance au travail.

Gestion de la performance

L'évaluation de la performance vise à ce qu'un système atteigne un niveau optimal de résultats eu égard aux ressources disponibles. Il doit être basé sur des critères bien définis et spécifiques, il faut avoir une définition commune de la performance et du corpus évalué. Ces critères doivent être homogènes, objectifs et SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel). L'évaluation de la performance doit également prendre en considération des approches diverses (évaluation individuelle, collective). Présentement, la Ville dispose d'outils de gestion de la performance pour les cadres et les professionnels. Le programme des gestionnaires a d'ailleurs fait l'objet d'une refonte qui est en cours de déploiement et inclut dorénavant l'identification de comportements à démontrer de la part des gestionnaires. Les autres groupes disposent d'outils visant à évaluer uniquement les périodes de probation et d'essai.

Certains participants ont noté que des rencontres avec leur gestionnaire seraient une opportunité de connaître leur performance au travail et de pouvoir discuter du développement de leur carrière. Pour ceux qui bénéficient de ces rencontres, les participants croient que les gestionnaires ont de la difficulté à analyser et à déterminer les forces, les faiblesses, ainsi que les zones d'amélioration de leurs employés, car ils ne semblent pas disposer des outils nécessaires pour accomplir cette tâche. La capacité des gestionnaires à donner du sens au travail ainsi qu'une rétroaction en continu sont des faiblesses qui avaient été identifiées dans le sondage de mobilisation de 2019.

Des outils existent afin de supporter les différentes étapes de la gestion de la performance, il serait donc opportun de sonder les gestionnaires afin de connaître leurs besoins en la matière. Des employés ont également soulevé que le taux de roulement élevé chez certaines catégories de gestionnaires rendait ardue la connaissance de leur performance par le nouveau gestionnaire, diminuant la valeur ajoutée de l'exercice et créant de la démotivation.

Gestion des talents

La gestion des talents se définit comme étant un système continu et évolutif d'identification, d'évaluation et de développement systématique des talents pour les rôles essentiels afin d'assurer la continuité et l'efficacité de l'organisation. Les participants ont dénoté la défaillance du plan de carrière, tout d'abord par la non-adéquation du processus de gestion de la performance tel qu'abordé précédemment et en raison de l'absence de ressources humaines spécialisées en gestion des talents au sein des équipes ressources humaines de la Ville.

Une majorité d'employés de la Ville ayant participé aux groupes de discussion ne trouvent plus de nouveaux défis dans la réalisation de leurs tâches quotidiennes et ont exprimé leur ouverture à la mobilité interne. Ils se sentent prêts à l'idée d'une reconversion professionnelle et d'un changement d'activités. Cependant, les refus répétés de leur candidature à des postes ou l'absence de soutien à leur développement de carrière ont créé chez plusieurs employés une forme de désengagement émotionnel envers le travail.

Certains des employés ont intégré la Ville dans des postes d'entrée avec des diplômes ou de l'expérience supérieurs à la fonction obtenue dans l'optique de pouvoir y progresser par la suite. D'autres se sont investis de façon autonome, du mieux qu'ils pouvaient dans l'acquisition de nouveaux diplômes, dans le développement de compétences ou aptitudes professionnelles. L'absence de compréhension des raisons entourant le rejet de leur candidature ou de support-conseil sur la planification de leur carrière à la Ville a amené une baisse de leur motivation au travail. Plusieurs ont mentionné demeurer à la Ville en raison des conditions de travail intéressantes et accomplir leurs tâches sans chercher à dépasser ce qui est requis par le poste.

La non-adéquation du plan de gestion des talents est particulièrement sensible chez les postes professionnels de nature technique : les experts et talents sont une ressource sensible dont le départ a plus d'impact que lorsqu'il s'agit d'un autre type d'employé. Chaque employé est important au niveau de l'organisation, il apporte ses compétences et son savoir-faire à son travail, mais nous devons porter une attention particulière à ceux qui témoignent d'un certain niveau d'expertise et de performance. Quel que soit le domaine de travail, les tâches que les employés effectuent chaque jour reposent sur différents outils et processus. Il est essentiel de veiller à ce que les employés disposent des compétences techniques nécessaires pour mener à bien leur travail, d'où la nécessité de la gestion de performance et de la formation aux aspects techniques. Les professionnels souhaiteraient être accompagnés dans leur progression de carrière ; compte tenu de leur grand attachement à leur métier, ils souhaitent s'investir pleinement dans l'évolution de leur expertise, mais ils déplorent avoir peu d'opportunités de progression de carrière lorsqu'ils ne veulent pas devenir cadres. En effet, le nombre de postes en fonction supérieure chez ces groupes tend à diminuer et le nombre d'employés intéressés tend à augmenter.

La Ville n'est pas dotée d'un système continu et évolutif d'identification, d'évaluation et de développement systématique des talents pour des postes identifiés critiques. Il existe toutefois des programmes de gestion des talents pour certaines catégories d'emplois à la Ville tels que :

- Le programme accéléré de développement de la relève en gestion auprès d'unités ciblées;
- Le programme de relève pour les chefs aux opérations au Service de sécurité incendie;
- Le programme de développement des officiers également au Service de sécurité incendie;
- Le programme Commandants d'unité du Service de police : Être leader au SPVM;
- Le programme Contremaître des services des travaux publics en arrondissement;
- La stratégie de gestion des talents inclusive.

De plus, pour les bassins policiers et pompiers, des programmes structurés de gestion des talents ont été mis en place. Également, la division talents, apprentissage et gestion du changement du Service des ressources humaines offre des programmes de coaching en gestion et de mentorat ainsi qu'une expertise en gestion des talents sur demande des unités d'affaires. Plusieurs guides individualisés pour les employés et les cadres appuyant le développement professionnel ont été mis à disposition sur l'intranet. Le déploiement d'une nouvelle offre de développement du leadership est planifié ainsi qu'une nouvelle approche pour la relève de direction.

La Ville de Montréal dispose d'un effectif de plus de 28 000 employés. En contexte de rareté de la main-d'œuvre, ceci constitue un bassin de talent incroyable. Évidemment, ces ressources ne possèdent pas toujours la scolarité, les connaissances et les compétences nécessaires pour combler les postes critiques de l'organisation. Bon nombre de groupes d'employés ne disposent pas d'un système continu et évolutif d'identification, d'évaluation et de développement systématique des talents. Ce système est essentiel afin d'assurer la continuité et l'efficacité de l'organisation. L'absence de rétroaction pour discuter du développement de carrière ainsi que sa mise en œuvre constitue un enjeu important. La rétroaction favorise l'apprentissage, améliore les performances et développe les compétences et l'autonomie de l'individu. Elle permet le développement d'une perception positive de ses compétences et contribue à l'amélioration d'un sentiment d'efficacité personnelle, ainsi qu'à la motivation et à l'engagement au travail.

Planification stratégique et plan de relève

Limiter le risque opérationnel de perdre des ressources clés est l'une des missions principales des professionnels en ressources humaines. Selon les participants, peu d'efforts sont fournis à la Ville de Montréal afin de préserver le patrimoine intellectuel et les procédures font défaut pour garantir le transfert des connaissances. Le transfert des connaissances est un processus dynamique qui vise à déterminer les éléments pertinents à transmettre, les besoins des audiences cibles, le rôle des différents acteurs impliqués, le contexte dans lequel ces acteurs interagissent et les étapes à suivre. Cependant, nous constatons l'insuffisance de contact avec les employés pour nous assurer que le transfert des connaissances et des expertises est

effectué et mis à jour. Il n'y a pas d'approche structurée de pratique de passation ou de jumelage dans le cas du départ d'un employé vers une autre unité ou du départ définitif d'une ressource et aucun examen ou suivi avec les gestionnaires sur la mise en place d'un plan de relève. Il appartient au gestionnaire qui a un départ dans son équipe de mettre en place une initiative de transfert d'expertise s'il le souhaite, avec le soutien de l'équipe du Service des ressources humaines.

La Ville de Montréal a déployé en 2019 une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines (GPRH). Cette démarche vise à identifier, sur un horizon de trois ans, les éventuelles vulnérabilités en matière de ressources humaines, à définir les besoins futurs en main-d'œuvre et à prendre, par anticipation, les mesures indispensables pour développer les compétences nécessaires à la Ville afin de s'adapter aux évolutions de son environnement. Elle vise également à s'assurer de pourvoir les postes clés essentiels au fonctionnement de l'organisation et à ses objectifs stratégiques à long terme, à se doter des effectifs suffisants dont la Ville aura besoin au cours des prochaines années et à s'assurer de les intégrer dans leurs fonctions.
La démarche se réalise à deux niveaux :

I. D'abord au niveau local pour adresser des enjeux spécifiques au sein de chaque arrondissement et service central. Chacun réalise un diagnostic de ses ressources humaines puis doit élaborer un plan d'action visant à solutionner les éventuelles vulnérabilités identifiées. L'exercice doit être réalisé de manière approfondie une fois tous les trois ans et les différents livrables mis à jour chaque année.

II. Deuxièmement au niveau Ville pour résoudre des problématiques transversales à l'organisation. À cet effet, le Service des ressources humaines analyse l'ensemble des diagnostics remis par les unités pour identifier les vulnérabilités transversales et priorise les actions corporatives à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan stratégique triennal des ressources humaines en vue de réduire ou de mitiger les vulnérabilités transversales identifiées.

Cette démarche n'a pas été soulevée par les participants dans le cadre des groupes de discussion. Nous pouvons supposer que les employés ne la connaissent pas puisqu'elle est réalisée avec les gestionnaires. Il serait intéressant toutefois d'en publiciser l'existence afin que les employés constatent que des actions sont prises par la Ville.

Des programmes ayant pour objectif de favoriser la progression de carrière ont été initiés au cours des dernières années :

- Le programme de parrainage professionnel pour l'intégration des personnes issues de la diversité (population immigrante et en situation de handicap);
- Le programme Maxim'eau qui vise le personnel col bleu du secteur de l'aqueduc et des égouts afin de combler des besoins permanents et temporaires par l'interne.

De plus, les conventions collectives prévoient des dispositions permettant à des employés d'aller acquérir de l'expérience dans un poste temporaire hors de l'unité d'accréditation sans perdre leur poste d'attache pendant une certaine durée qui varie d'une unité à l'autre.

Au niveau du transfert d'expertise, il appartient aux différentes unités d'affaires de s'assurer de mettre en place des plans d'action visant la rétention de la mémoire corporative. Un accompagnement peut être sollicité auprès des intervenants ressources humaines ou des spécialistes en gestion des talents.

Le Service des ressources humaines a inscrit à sa planification stratégique un projet nommé « Développement de la relève et transfert d'expertise ». Ce projet a comme principaux objectifs :

- En s'appuyant sur les initiatives corporatives ou locales existantes, d'élargir les programmes de développement de la relève à un périmètre plus large que les employés-gestionnaires ou les bassins captifs;
- Mettre en place des mécanismes de captation de gestion des savoirs et de capitalisation des connaissances harmonisés à la Ville;
- Mettre en place des mécanismes d'identification et de préparation de la relève à des postes clés.

Ce projet hautement stratégique pour la Ville et ses employés est à notre avis un élément incontournable pour la marque employeur de la Ville. Un plan de relève structuré doit s'attacher au plan de gestion prévisionnelle de la main d'œuvre et inclure davantage de projets, programmes et plans d'action transversaux visant à réduire les vulnérabilités identifiées par les unités d'affaires.

Organisation en ressources humaines

Bien qu'il n'existe pas de modèle en ressources humaines universel, il existe un ensemble de meilleures pratiques reconnues de manière empirique. Chaque organisation se doit de puiser parmi ces pratiques afin de répondre adéquatement aux défis posés par les problématiques de leur environnement spécifique. À cet égard, plusieurs enjeux en matière d'organisation en ressources humaines ont été répertoriés lors des groupes de discussion.

Dans un premier temps, l'approche organisationnelle en ressources humaines est considérée par de nombreux participants comme étant caractérisée par son centralisme et observe des mécanismes de coordination complexifiés. Plusieurs participants ont déploré l'absence d'une fonction ressources humaines de proximité pour répondre plus rapidement à leurs besoins. D'autre part, certaines procédures et pratiques ne semblent pas appliquées de façon standardisée entre les services et les arrondissements, ce qui engendre de l'incompréhension sur les façons de faire. En cohérence avec la Charte de la Ville de Montréal, chaque arrondissement dispose d'un service des ressources humaines de proximité à l'exception de celui de Lachine qui a une entente particulière avec le Service des ressources humaines. Les services relevant de la direction générale de la Ville sont soutenus par le Service des

ressources humaines. Le partage des rôles et responsabilités entre les intervenants du Service des ressources humaines et ceux des arrondissements semblent mal compris par les participants.

Des paramètres de structures organisationnelles ont été mis en place par le Service des ressources humaines. Ces paramètres visent à assurer une efficacité maximale dans l'organisation et un haut niveau de qualité de service auprès des citoyens, tout en maintenant les coûts d'opération à un niveau optimal. Les services désirant apporter des changements à leur organigramme doivent le faire en s'assurant d'une cohérence avec l'ensemble de l'organisation.

Communication

Parmi les enjeux ressources humaines abordés lors des groupes de discussion, la communication interne des pratiques ressources humaines au sein de la Ville de Montréal est ressortie comme un enjeu important par les participants. Même avec l'avancement des moyens de communication, les employés de la Ville trouvent encore difficile d'accéder à de l'information pratique en matière de recrutement, formation, évaluation de la performance, etc.

Le Centre de services aux employés (CSE) implanté par le Service des ressources humaines a pour objectif de répondre à toute question en matière de gestion des ressources humaines auprès des clientèles qui lui sont attitrées. Les intervenants en ressources humaines des arrondissements et du Service des ressources humaines ainsi que le Centre de dotation représentent aussi des sources d'information additionnelle. Le site intranet de la Ville dispose de beaucoup d'informations pertinentes, mais il est parfois difficile de trouver ce que l'on cherche si l'on n'en connaît pas l'existence au préalable ou dans quelle section l'information se trouve. Des outils de communication interne sont utilisés pour diffuser des messages généraux auprès des employés et gestionnaires notamment : votre infolettre, message aux employés, la Chronique du leader, le carrousel de l'intranet, les babillards des services et arrondissements. Ces outils ciblent principalement les employés disposant d'un poste informatique pour accomplir leur travail. Pour les autres, le rôle du gestionnaire dans la transmission de l'information devient crucial.

Les méthodes et outils utilisés actuellement au sein de la Ville ne permettent pas toujours une transmission fiable et surtout rapide de l'information en matière de gestion des ressources humaines. La taille de l'organisation, le nombre d'unités d'affaires et la nature des emplois constituent un défi de taille lorsqu'il s'agit de rejoindre tous les employés. Le Service de l'expérience citoyenne et des communications travaille actuellement à revoir l'organisation des contenus disponibles dans l'intranet afin de rendre l'ensemble des informations qui y sont présentées plus accessibles.

Le rôle du gestionnaire dans la transmission de l'information auprès des employés d'une grande organisation telle que la Ville de Montréal est crucial. Il s'avère encore plus important pour les employés n'ayant pas de postes informatiques. Les gestionnaires se doivent d'offrir une

rétroaction en continu à leurs employés, car ils les connaissent, peuvent identifier et cibler leurs besoins et les accompagner afin qu'ils développent leur plein potentiel.

Le Service des ressources humaines s'est fixé comme objectif de mieux communiquer aux employés et gestionnaires les outils et encadrements qui ont été développés au cours des dernières années en ce qui a trait à la dotation, à la formation et à l'évaluation de la performance. Néanmoins, considérant l'importance de la gestion de la carrière sur la mobilisation des employés, particulièrement en contexte d'attraction et de rétention de la main d'œuvre, les intervenants en ressources humaines devraient avoir l'opportunité de pouvoir accompagner davantage les gestionnaires et les employés afin de renforcer leur engagement. Leur rôle ne devrait pas se limiter au développement et à la diffusion de contenus et outils, mais également à pouvoir offrir un support-conseil lorsque requis. Cela favoriserait une culture de communication et de rétroaction entre employés et gestionnaires.

Pratiques de gestion

Les styles de gestion sont en perpétuelle évolution, cependant les participants considèrent que les gestionnaires ainsi que les intervenants en ressources humaines ont tendance à adopter des pratiques classiques de gestion. Des employés ont rapporté devoir suivre des consignes strictes et être limités en termes d'autonomie sans être impliqués dans les décisions prises.

Les participants rapportent également que l'impact sur eux de cette situation est exacerbé par l'augmentation continue du niveau de stress au travail. Par conséquent, le nombre de salariés démotivés s'accroît et le travail est perçu comme une contrainte, une routine, ou encore une simple nécessité de survie. Parmi les conséquences de ces enjeux, des participants ont nommé que leur travail leur apparaisse insensé, puisque les directives sont transmises sans réellement exprimer les objectifs ou l'intérêt qui les motivent.

La mission des gestionnaires est d'apporter les éclaircissements qui amèneront du sens aux tâches de l'individu. En effet, pour un employé, comprendre le but de son travail, c'est comprendre sa valeur ajoutée et sa contribution dans la performance globale de l'appareil municipal. Ceci permet à l'individu de se sentir utile, important et ainsi de s'investir davantage au sein de l'organisation. Certains employés ressentent un manque de gratitude. Féliciter ou reconnaître, c'est savoir donner une rétroaction positive à son collaborateur à la suite d'un travail de qualité ou une initiative positive. Les employés de la Ville sont en manque de ce sentiment, ce qui se répercute négativement sur leur santé mentale.

Le Centre de leadership a été créé en 2012 pour contribuer au développement des gestionnaires et de la relève de gestion. Un modèle de leadership avait alors été adopté pour la Ville. Ce modèle avait pour principal objectif de clarifier les attentes envers les gestionnaires. En partenariat avec l'ENAP, des modules de formation adaptés sur mesure sont venus soutenir le modèle de leadership. Les gestionnaires se sont inscrits massivement à 5 modules de formation d'une durée variant de 3 à 5 jours, entrecoupés de sessions de codéveloppement. Suite au sondage de mobilisation de 2019 qui indiquait des pratiques de gestion variables d'une équipe à

l'autre, les contenus de formation abordent maintenant le soutien au gestionnaire, l'amélioration du dialogue entre les paliers hiérarchiques et le développement d'un leadership bienveillant et mobilisant.

Le modèle de leadership a connu une actualisation de son contenu en 2021. Une grande consultation auprès des cadres a permis de mieux définir les attentes quant aux leaders d'aujourd'hui et de demain. Le Service des ressources humaines a articulé le nouveau modèle autour de quatre caractéristiques : bienveillant.e, déterminé.e, agile, et rassembleur.euse. L'évaluation du savoir-être par le biais de comportements à démontrer est maintenant intégrée au programme de gestion de la performance des cadres afin de pouvoir concrétiser les attentes de la Ville envers eux. Cette dernière vise l'uniformité des gestionnaires dans les pratiques de gestion. Une importance égale est maintenant accordée aux comportements à démontrer et aux réalisations. Les pratiques de dotation et de développement des compétences en gestion seront arrimées à ce nouveau modèle.

Par ailleurs, le Service des ressources humaines souhaite favoriser une culture de communication et de rétroaction entre les employés et les gestionnaires et propose des capsules d'apprentissage et des ateliers sur le sujet.

Bien-être au travail

Au cours des groupes de discussion, certains participants ont abordé le sujet du maintien de l'équilibre vie privée/vie professionnelle ainsi que du phénomène de l'hyperconnectivité qui peut être lié aux effets négatifs de la dématérialisation du travail, deux thèmes qui pourraient engendrer des conséquences négatives sur la santé mentale des employés et par la suite sur leur productivité. Plusieurs participants ont exprimé leur insatisfaction à l'égard des longues heures de connexion au travail après les heures normales ou pendant la fin de semaine. Ces éléments sont identifiés comme étant un frein pour plusieurs employés à vouloir occuper un poste de gestion.

Le bien-être au travail est une responsabilité partagée entre l'employeur et les employés. En effet, il appartient à ces derniers de savoir établir et déterminer une limite quant au nombre d'heures travaillées et de se déconnecter du travail. L'employé doit également se doter d'outils de gestion du stress. L'employeur de son côté doit établir une charge de travail normale pouvant être accomplie à l'intérieur de l'horaire de travail.

La Ville a mis en place le programme « Modes de travail flexible » qui vise à faire évoluer l'organisation du travail vers un modèle hybride combinant télétravail et présence physique au bureau pour les employés dont la nature de l'emploi le permet. Ce programme se veut un outil de meilleure conciliation travail/vie personnelle. De plus, dans le contexte actuel d'utilisation accrue des technologies, la Ville a défini de bonnes pratiques numériques pour contrer l'hyperconnectivité, plusieurs outils et ressources peuvent être consultés sur l'intranet. Des conférences ont également été proposées pour les gestionnaires afin de prendre soin d'eux et d'accompagner leurs employés. Une démarche d'amélioration sur la flexibilité des horaires de

travail est en cours depuis le printemps 2021 et un comité de projet a déjà émis des recommandations. Un programme de prévention en santé psychologique au travail est en développement et devrait être déployé au courant de l'année 2022. Une politique de conciliation travail et vie personnelle sera également développée en 2022.

Diversité

La diversité en milieu de travail demeure à la fois un intérêt et une préoccupation pour les organisations d'aujourd'hui. Les employés de la Ville rencontrés lors des groupes de discussion sont tous convaincus que la diversité apporte une grande valeur ajoutée à leur organisation. Ils ont mentionné plusieurs initiatives positives mises en place pour promouvoir la diversité dans l'environnement du travail, notamment la stratégie de gestion de talents inclusive, les programmes de parrainage et autres stages professionnels grâce auxquels certains participants ont pu intégrer la Ville. Cependant les participants déplorent qu'il n'y ait pas d'examen des pratiques et de suivi sur la manière avec laquelle on gère le développement de carrière des personnes appartenant à ces catégories.

L'offre d'apprentissage de la Ville en matière de diversité, équité et inclusion est composée de plus de seize formations ou outils en ligne et de quatre formations en présentiel. Ces formations sont accessibles aux employés et gestionnaires de manière volontaire. Les formations les plus suivies, à savoir Respect de la personne, rencontre sur Tiohtiá:ke et les micro-agressions, démontrent des taux de participation assez inégaux pouvant être très faibles pour les deux dernières. Cette offre enrichie et son contenu de qualité, qui abordent des sujets aussi variés que le recrutement sans discrimination, les biais inconscients, l'histoire des peuples autochtones ou encore les services aux personnes en situation de handicap, mériteraient une meilleure visibilité auprès des employés. L'offre de formation des cadres en partenariat avec l'ENAP offre le choix de suivre un module « gestion de la diversité » visant à accroître l'influence et l'agilité d'intervention en situation de diversité.

Il a été fait mention qu'en matière de recrutement, les personnes issues de la diversité et ayant bénéficié des programmes dédiés à la promotion de la diversité expriment pleinement leur reconnaissance envers l'initiative, mais manifestent également leur frustration par rapport aux pratiques de gestion qui leur accolent une étiquette dont il est difficile de se débarrasser. De plus, les employés issus de la diversité, une fois à l'emploi au sein de la Ville, déplorent une absence de pratiques et de procédures en matière de gestion de carrière qui soient axées uniquement sur la compétence. En effet, plusieurs personnes ont exprimé leur frustration à l'égard de certaines pratiques de sélection conditionnées ou de quotas, comme le besoin d'obtenir un pourcentage de femmes au sein d'un service ou d'avoir une représentation diversifiée dans une équipe. Il a été souligné une présence d'iniquité en termes d'opportunités d'emploi et de progression de carrière et un manque de représentativité de la diversité dans les postes de haut niveau. Ce type de pratique génère également un sentiment de confusion et de frustration chez certains caucasiens, car il est interprété comme favorisant les personnes issues de la diversité, les employés déplorant ne pas avoir accès à des programmes similaires pour évoluer au sein de la Ville.

Le Service des ressources humaines vient de renouveler le Plan directeur pour la diversité, l'équité et l'inclusion en emploi 2021-2023 pour la Ville. Ce plan directeur s'inscrit dans la planification stratégique Montréal 2030 et la volonté du Conseil municipal d'avoir une administration qui ressemble aux Montréalaises et Montréalais. Le plan comprend 26 projets dotés d'indicateurs de réussite. Des mesures seront mises en place en matière d'embauche et d'inclusion. Le plan est basé sur une nouvelle stratégie inspirée de l'approche interculturelle et antiraciste recommandée par le Conseil interculturel de Montréal qui s'articule autour de trois priorités soit :

- Reconnaître et valoriser la diversité;
- Développer une culture inclusive;
- Renforcer la communication et les liens de concertations.

La Ville tout comme les organismes publics ou entreprises visés de 100 employés et plus, a l'obligation de mettre en place un programme d'accès à l'égalité en emploi. Ce programme est requis en vertu de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi entrée en vigueur le 1er avril 2001, a pour objectif de contrer la discrimination systémique à l'embauche et en emploi. Elle cible cinq groupes de personnes soit :

- les femmes;
- les minorités visibles;
- les minorités ethniques;
- les personnes Autochtones;
- les personnes handicapées.

La loi exige que l'organisation procède à une analyse de ses effectifs et établisse des quotas d'embauche afin de réduire les disparités dans le nombre de personnes compétentes pour un type d'emploi défini par le Code national des professions, par zone appropriée de recrutement. La Ville doit également définir des mesures afin d'atteindre les quotas et faire rapport auprès de la Commission d'accès à l'égalité en emploi. L'objectif étant que les effectifs de l'organisme atteignent une juste représentation de la population qui l'entoure.

Les participants ont également déploré que certains privilèges peuvent faciliter l'ascension de certains groupes au niveau de l'organisation. Dans certains cas, les individus ayant un bon réseau de contacts au sein de l'organisation ont la possibilité d'accéder à des postes sans avoir à passer par la procédure des ressources humaines complète à laquelle doivent adhérer les autres individus qui ont peu ou pas de contacts. Afin d'assurer la continuité des opérations et offrir les services aux citoyens, la Ville bénéficie de dispositions à l'intérieur des conventions collectives ou de la Politique de dotation et de gestion de la main d'œuvre offrant une grande latitude aux gestionnaires pour pourvoir les postes vacants temporairement. Néanmoins, cette liberté peut ouvrir la porte aux biais inconscients. Un biais peut être généré par notre cerveau qui doit filtrer rapidement un nombre important d'informations. Le jugement porté est teinté par nos expériences et antécédents vécus. Lorsque nous travaillons avec une personne, notre perception de sa performance au travail peut être biaisée par ce que nous valorisons. Il est donc

essentiel de mettre en place des règles ou procédures pour encadrer le recrutement et assurer à tous une chance équivalente de pouvoir progresser dans l'organisation.

Certains participants, ainsi que notre propre expérience comme organisme de vérification, ont soulevé leurs craintes de recourir aux organismes de dépôt de plainte interne à la Ville lorsqu'ils rencontrent des problématiques liées à la diversité. Une des raisons est la peur des représailles, mais aussi la perception que ces procédures disciplinaires internes conduisent parfois à des recommandations non suivies. Cette impression peut être en partie expliquée de par la nature confidentielle qui entoure ces démarches de vérification. Les décisions qui sont ensuite prises par le gestionnaire, pour corriger la situation à la suite des recommandations formulées, feront aussi l'objet d'un traitement empreint de confidentialité. Néanmoins, la perception d'absence de justice procédurale de la part des employés a un impact négatif sur leur niveau de confiance envers les principes d'équité prônés par la Ville et par ricochet sur leur engagement au travail.

Suite au dépôt du rapport de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal de l'Office de consultation publique de Montréal, la Ville a mis en place en 2020 le Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques dont le mandat est de s'assurer que l'ensemble des unités d'affaires de la Ville agissent fermement et de façon concertée pour combattre le racisme et les discriminations. Le Service des ressources humaines collabore aux efforts du bureau de la Commissaire. Il dispose également d'une équipe dédiée responsable d'appliquer la Politique du respect de la personne de la Ville dont la mission est de prendre les moyens préventifs et correctifs nécessaires pour assurer le respect et la civilité dans la communauté municipale et ainsi offrir un climat de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement. Une stratégie et une offre d'intervention pour soutenir les gestionnaires et leur équipe lors d'enjeux en diversité, équité et inclusion seront développées par le Service des ressources humaines en 2022.

La Ville dispose également d'un Code de conduite pour ses employés dont un chapitre entier traite du respect, notamment en matière de diversité. Tout manquement aux règles peut faire l'objet d'un signalement auprès du Contrôleur général et les employés bénéficient d'une protection contre les représailles. De plus, les employés et citoyens peuvent recourir de manière confidentielle à la Commission de la fonction publique de Montréal afin de s'assurer que les personnes soumises à un même processus de dotation ont été évaluées de façon impartiale et équitable, mais également avec transparence.

5. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE LA CFPM

Introduction

La présente étude visait à déterminer les enjeux perçus par les employés issus de la diversité comparativement aux employés du groupe majoritaire de la Ville de Montréal en matière de progression de carrière.

Constat # 1

La réalisation des groupes de discussion nous a permis de constater qu'il y a peu de différence entre ces deux groupes. En effet, les enjeux partagés par les employés issus de la diversité sont pratiquement les mêmes que ceux des employés du groupe majoritaire. Par ailleurs, des constats communs émergent des six groupes, issus de regroupements de fonctions différents.

Constat # 2

L'implantation d'une véritable culture de diversité inclusive, transversale au sein de la Ville, doit se traduire par une transformation systémique de l'administration municipale, telle que soutenue par le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal dans son rapport sur le racisme et la discrimination systémiques. Plusieurs avancées ont vu le jour à la Ville de Montréal depuis le dépôt de ce rapport en juin 2020. Le Plan directeur pour la diversité, l'équité et l'inclusion en emploi 2021-2023 contient plusieurs projets porteurs visant le développement d'une culture de diversité inclusive. Par contre, une emphase importante est mise sur l'attraction de nouveaux employés et des éléments importants touchant la rétention du personnel déjà en poste nous apparaissent délaissés.

Constat # 3

Certaines initiatives visant à soutenir les employés issus de la diversité mises en place vont parfois même jusqu'à irriter des employés. En effet, les membres du groupe majoritaire ont l'impression que les groupes sous représentés ont des avantages dont ils ne peuvent bénéficier. Les employés issus de la diversité veulent quant à eux progresser au sein de l'organisation sans être étiquetés lorsqu'ils bénéficient d'un programme ciblé.

Recommandation #1

L'une des grandes priorités organisationnelles de la Ville de Montréal est d'assurer une saine gestion des ressources humaines. Elle aspire à améliorer son positionnement à titre d'employeur de choix en travaillant à créer des milieux de travail inclusifs, respectueux et attractifs. Une saine gestion de la diversité doit se traduire par une transformation des politiques internes, de la culture, de la gouvernance jusqu'aux pratiques organisationnelles. Plusieurs initiatives ont été implantées au cours des dernières années pour soutenir ces transformations.
Les gestionnaires de première ligne jouent un rôle fondamental dans ce virage. La gestion de la diversité requiert de nouvelles compétences, ainsi que la capacité d'expliquer aux employés la valeur d'une main-d'œuvre diversifiée et la capacité de reconnaître et de développer l'équipe pour pouvoir intégrer des employés issus d'un groupe minoritaire. Le fondement du développement d'une organisation inclusive passe par la mise sur pied de relations de haute qualité entre l'ensemble des employés. Leurs engagements à adhérer à cette nouvelle culture sont cruciaux pour réussir une telle transformation.

La CFPM recommande d'actualiser le profil de compétences des gestionnaires et d'y inclure des compétences, identifiées par la revue de la littérature scientifique, associées à une saine gestion de la diversité. Ces compétences doivent faire l'objet d'une évaluation dans le cadre des processus de dotation. Des comportements à démontrer devraient aussi être introduits dans le nouveau journal de performance des cadres et faire l'objet d'une évaluation annuelle.

De plus, la Commission recommande une analyse de l'ensemble des activités d'apprentissage offertes en matière de diversité et de rendre obligatoires pour l'ensemble du personnel celles identifiées comme étant fondamentales.

Recommandation #2

Nous constatons que plusieurs outils ou programmes de formation de bonne qualité existent et sont mis à la disposition des gestionnaires et des employés, mais semblent méconnus ou peu utilisés.

La CFPM recommande de revoir la stratégie de communication interne concernant les outils et programmes de gestion des ressources humaines notamment en dotation, gestion de la performance, développement et formation auprès des gestionnaires et des employés afin que ceux-ci sachent où trouver l'information et améliorent leurs connaissances sur le fonctionnement organisationnel de la Ville de Montréal. Une attention particulière devrait être portée au personnel ne bénéficiant pas d'un poste de travail informatique.

De plus, la Commission recommande d'accentuer le soutien-conseil individuel ou par petit groupe offert par les intervenants ressources humaines auprès des gestionnaires afin de s'assurer que les outils et programmes disponibles sont utilisés et déployés dans toutes les unités d'affaires.

Recommandation #3

Le partage des rôles et responsabilités entre les intervenants du Service des ressources humaines et ceux des arrondissements semble mal compris par les participants. Les outils et programmes sont développés et déployés par le Service des ressources humaines au sein des services. Les arrondissements ont la possibilité d'utiliser ces outils, et il leur appartient de les mettre en place à leur tour puisque la gestion des ressources humaines est assurée de façon indépendante et locale. La portée de cette étude n'a pas permis d'évaluer l'uniformité des pratiques dans les différentes unités d'affaires, mais les commentaires formulés par les employés soulèvent un doute important sur leur uniformité. Les employés travaillant à la Ville perçoivent la fonction ressources humaines comme une seule et même entité et désirent avoir l'opportunité de faire évoluer leur carrière selon les mêmes programmes et les mêmes règles.

La CFPM recommande de réaliser un balisage de la mise en place des outils et programmes développés auprès de l'ensemble des services et arrondissements. De plus, la Commission recommande la mise en place systématique de comités de travail conjoints lors du développement de nouveaux programmes ressources humaines transversaux. Ces comités devraient s'assurer que les programmes développés répondent aux besoins de toutes les unités d'affaires afin de pouvoir garantir un traitement équitable entre tous les employés de la Ville de Montréal, peu importe leur unité d'affaires, et un accès égal aux mêmes programmes et aux mêmes règles en matière de gestion de carrière.

De plus, la Commission recommande de clarifier auprès des employés le rôle et les responsabilités des intervenants du Service des ressources humaines et ceux des arrondissements afin qu'ils sachent à qui s'adresser lorsqu'ils souhaitent obtenir du soutien.

Recommandation #4

Il apparaît à la Commission, suite aux groupes de discussion avec les employés et la rétroaction reçue de la part des personnes plaignantes, que les méthodes de recrutement utilisées par la Ville sont mal comprises et mènent à une remise en question de l'application uniforme des règles et procédures.

Afin de renforcer la confiance des employés envers les processus de dotation, la Commission recommande une mise à jour sans tarder de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre dont la dernière version remonte au 28 septembre 2011. De plus, une communication plus soutenue et transparente de la part des spécialistes en acquisition de talents et des gestionnaires requérants tout au long du processus de recrutement aiderait les employés à mieux comprendre les décisions prises.

La mise à jour de la Politique de dotation et de gestion de la main d'œuvre permettrait d'actualiser et de clarifier les règles et procédures en fonction de la réalité contemporaine. En plus des conventions collectives en vigueur, elle devrait être un outil important pour la compréhension des employés des règles qui régissent les processus de dotation. L'application uniforme desdites règles nous apparaît également essentielle afin de renforcer la confiance des employés.

De plus, une communication transparente et soutenue de la part des spécialistes en acquisition de talents et des gestionnaires requérants éliminerait plusieurs sources de frustration lorsqu'une décision est mal comprise à la suite d'une étape du processus. Par exemple, le choix d'afficher à l'externe plutôt qu'à l'interne seulement (les employés ayant la perception que le recrutement externe est favorisé au détriment de l'interne), sur les compétences éliminatoires de l'entrevue, sur les attentes et le contexte du poste, sur la présélection des curriculums vitae ou encore la rétroaction suite à l'entrevue.

Recommandation #5

La Commission constate que l'entrevue structurée est la méthode de sélection privilégiée au sein des services et arrondissements. Bien qu'il s'agisse d'un outil ayant une bonne validité prédictive en matière de recrutement, elle comporte des enjeux liés aux facteurs humains tels que les biais conscients et inconscients.

La CFPM recommande le recours à des tests psychométriques dans le cadre des processus de dotation de la Ville et de rendre systématiques les évaluations réalisées pour les gestionnaires en centre d'évaluation. Afin de maintenir les délais de dotation à un niveau acceptable, l'utilisation de tests en ligne offrant une correction instantanée devrait être privilégiée.

L'utilisation d'outils de sélection psychométriques valides, fiables et calibrés, prenant en considération une population diversifiée comme celle de la Ville de Montréal et en complément de l'entrevue structurée, viendrait renforcer chez les employés et les gestionnaires la perception d'équité dans les processus de dotation. Ils réduiraient le poids du facteur humain et des biais inconscients. De plus, ces outils sont excellents en matière de gestion de carrière pour évaluer le potentiel des gestionnaires et employés à occuper une fonction et à titre d'intrants pour l'établissement d'un plan de développement personnalisé.

Recommandation #6

En janvier 2019, le Service des ressources humaines a déployé une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines. Dans le contexte de nombreux départs à la retraite anticipés et de rareté de la main-d'œuvre actuelle, cette démarche est essentielle afin que la Ville s'assure d'avoir une main-d'œuvre en quantité et en qualité suffisantes pour assurer les services aux citoyens. La démarche proposée est faite par service ou arrondissement et il appartient à ces derniers d'élaborer des solutions visant à réduire les vulnérabilités. Le Service des ressources humaines s'assure de la vision globale et transversale des enjeux de l'organisation. Les outils pour accompagner le prochain cycle 2022-2024 sont actuellement en développement.

La CFPM recommande au Service des ressources humaines de mettre à jour la section gestion de la main d'œuvre de la Politique de dotation et de gestion de la main d'œuvre afin que soit définie une vision transversale en matière de gestion prévisionnelle des effectifs et de planification de la relève pour l'ensemble des unités d'affaires de la Ville.

La Commission recommande également au Service des ressources humaines de développer et mettre à la disposition des unités d'affaires un guide détaillant les critères de vulnérabilités devant être analysés concernant les employés et les postes afin qu'elles puissent réaliser un diagnostic complet.

Le développement et l'implantation du projet « Développement de la relève et transfert d'expertise » inscrit à la planification stratégique du Service des ressources humaines nous apparaissent également essentiels à mettre en place. L'identification de la relève, particulièrement pour des postes identifiés critiques, et la mise en place d'une procédure structurée de transfert de compétences afin de protéger la mémoire organisationnelle acquise par l'expérience des employés sont des incontournables.

La Ville de Montréal compte plus de 1 000 postes uniques seulement chez les cadres, une situation qui peut représenter un risque pour la continuité de certains services lors du départ d'un employé.

Recommandation #7

La Ville de Montréal dispose d'un effectif de plus de 28 000 employés. En contexte de rareté de la main-d'œuvre, la gestion des talents est un incontournable. Les employés ne possèdent pas toujours la scolarité, les connaissances et les compétences nécessaires pour combler les postes critiques de l'organisation. La mise en place d'un système continu et évolutif d'identification, d'évaluation et de développement systématique des talents afin d'assurer la continuité et l'efficacité des opérations est essentielle. La rétroaction de la part du supérieur immédiat, pour discuter de la performance au travail et du développement de carrière, est importante pour en assurer le succès, car elle favorise l'apprentissage, améliore les performances et développe les compétences de l'employé.

Les employés de la Ville souhaiteraient recevoir davantage de rétroaction constructive de la part de leur gestionnaire dans leur développement professionnel. Ils voudraient également avoir accès aux descriptions d'emplois, aux profils de compétences et aux organigrammes de la Ville qui les aideraient à mieux comprendre les contraintes et les critères d'adéquation d'un poste. Des profils de compétences génériques pour tous les postes de la Ville sont déjà existants et disponibles en ligne. Par contre, les descriptions d'emplois ne peuvent être consultées que lors des périodes d'affichage d'un poste. L'accès à ces informations aiderait les employés à mieux cibler les axes de développement qu'ils souhaitent travailler en vue de leur progression de carrière à l'interne. La Ville quant à elle gagnerait des candidats mieux préparés et à même de répondre aux défis rencontrés.

L'ensemble des gestionnaires de la Ville a la responsabilité de mieux accompagner les employés dans leur développement professionnel en fournissant des occasions de développement au travail et en identifiant des formations et des ressources d'apprentissage formelles. À cette fin, la CFPM recommande à la Ville de Montréal d'accélérer le virage déjà entrepris pour le développement d'une culture d'apprentissage à la Ville, en accentuant le soutien-conseil individuel ou par petit groupe, offert par les intervenants ressources humaines auprès des gestionnaires.

De plus, la Commission recommande la mise en place d'un espace où les employés pourraient consulter les descriptions d'emplois génériques incluant le profil de compétences et de rendre les organigrammes accessibles aux employés.

La CFPM est consciente que cette recommandation représente un défi colossal. Cependant, un projet d'envergure actuellement en phase de développement pourrait répondre à certaines de ces préoccupations : la refonte du SIRH[103] de la Ville de Montréal. En effet, par son SIRH, la Ville peut déployer une structure organisationnelle transparente grâce aux données des dossiers des employés et rendre accessible des descriptions génériques d'emplois. Finalement,

[103] Système d'information de gestion des ressources humaines

il serait intéressant d'offrir une présentation des chemins professionnels à suivre pour progresser à la Ville.

Recommandation #8

Considérant les priorités organisationnelles de la Ville de contribuer à la mise en œuvre de Montréal 2030, d'améliorer l'efficacité de l'organisation et d'assurer une saine gestion des ressources humaines, la CFPM tient à souligner l'importance de la gestion de carrière dans la mobilisation et la rétention des employés. Les recommandations formulées dans le cadre de cette étude représentent un important volume de travail et nécessitent une gestion du changement conséquente.

Dans le but de pouvoir atteindre les objectifs et mettre en place les différentes recommandations identifiées, la Commission recommande à la Ville de Montréal d'élaborer un plan d'action étalé sur cinq années. Puisque les projets à déployer sont d'envergure et nécessiteront une importante gestion du changement, la CFPM recommande de prioriser les actions qui auront un effet de levier sur le changement de culture en matière de diversité et de gestion de la carrière comme suit :

1. **Actualiser le profil des compétences des cadres pour y inclure des compétences en gestion de la diversité et de l'inclusion;**
2. **Mettre à jour la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre;**
3. **Modifier le processus de dotation des cadres afin que les compétences identifiées soient systématiquement évaluées en centre d'évaluation;**
4. **Introduire le recours à des tests psychométriques dans le cadre des processus de dotation en priorisant les postes identifiés comme étant critiques pour la Ville;**
5. **Accentuer le soutien-conseil individuel ou par petit groupe par les gestionnaires afin d'accompagner les employés dans leur développement professionnel en leur fournissant des occasions de développement au travail et en identifiant des formations et des ressources d'apprentissage formelles;**
6. **Procéder à la conception et le déploiement du projet « Développement de la relève et transfert d'expertise ».**

Afin de pouvoir déployer ces actions avec succès, la Commission recommande à la Ville de Montréal de s'assurer que le Service des ressources humaines dispose des ressources nécessaires.

La CFPM assurera un suivi de la mise en place de ces recommandations sur une base annuelle.

6. CONCLUSION

La présente étude avait comme objectif de déterminer quels étaient les enjeux perçus par les employés issus de la diversité au sens large comparativement aux employés issus de la majorité de la Ville de Montréal en matière de progression de carrière. Le constat effectué est qu'il y a peu de différence entre les groupes. En effet, les préoccupations partagées par les employés issus de la diversité sont pratiquement les mêmes que celles des employés issus de la majorité, les deux groupes souhaitant pouvoir bénéficier de mesures d'accompagnement à la progression de leur carrière.

Afin de relever les défis actuels et futurs reliés à la main-d'œuvre, le présent exercice fournit de nombreuses pistes en lien avec la diversité et la progression de carrière. Par conséquent, si la Ville de Montréal relève le défi de s'assurer que ses pratiques sont en adéquation avec les impératifs de la diversité ainsi que les aspirations professionnelles de ses employés, elle se trouvera dans une excellente posture pour répondre aux besoins de sa main-d'œuvre tout en assurant la pérennité de son offre de services sur son territoire.